



# La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



## Causeries octobre 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre 2014

### CAUSERIE

J'étais en train de bosser. Les chiens qui étaient dans le jardin à quelques mètres de la fenêtre de mon bureau se mettent à aboyer. Je leur dis d'arrêter, ils continuent, je remarque que leur regard est braqué dans une direction, vers l'intérieur du jardin. Je me dis qu'un chien est peut-être entré en sautant le muret ou quelqu'un. Je me lève et je regarde par la fenêtre, rien. Ils continuent d'aboyer furieusement, et là en les observant plus attentivement je vois que leur regard se dirige vers l'herbe, en effet il y avait un cobra à trois mètres d'eux, dressé et prêt à passer à l'attaque.

Au lieu de me précipiter dans le jardin, j'ai la présence d'esprit d'appeler les chiens qui sont en danger de mort. Une fois revenus sur la terrasse, je prends un énorme bâton qui se trouvait là, non pas pour en finir avec ce cobra mais le chasser du jardin, je tape violemment le sol à sa hauteur et il décide de s'enfuir, avant de passer le muret je lui assène un coup histoire de dire n'y revient pas, qu'est-ce que je pouvais faire d'autre, je ne suis pas un barbare, je n'ai pas de sabre sous la main !

C'est la première fois que j'en voyais un dans la nature d'aussi près, trois ou quatre centimètres de diamètre seulement, mais son venin agit très vite et est mortel. Bon, j'arrête là, je vais couper l'herbe qui a repoussé avec la pluie des dernières semaines.

### L'info que les agences de presse occidentales et les médias ont censurée.

- Sommet des 5 pays riverains de la mer Caspienne à Astrakhan - french.irib.ir

Le Sommet des 5 pays riverains de la mer Caspienne a eu lieu, lundi, à Astrakhan, en Russie.

Les principales ententes concernant le futur statut de la mer Caspienne sont fixées. Réunis à leur Sommet, à Astrakhan, (Russie), les chefs de cinq Etats riverains ont signé une déclaration politique. Ce document reflète les grands principes de coopération, sur lesquels reposera la Convention sur le statut de la mer Caspienne. Quant au texte de la Convention, il pourra être adopté, déjà, au prochain Sommet des pays riverains, estiment les présidents.

En plus de la signature, à Astrakhan, de quelques accords entre les 5 pays riverains de la mer Caspienne et une déclaration politique, d'importants accords ont eu lieu entre Hassan Rohani, Vladimir Poutine, Ilham Aliev, Noursoultan Nazarbaïev et Gurbanguly Berdimuhamedow, respectivement, les Présidents iranien, russe, azerbaïdjanais, kazakh et turkmène.

C'est ainsi que les principales difficultés semblent, avoir été, enfin, surmontées. "*Les ententes réalisées, à Astrakhan, répondent aux intérêts durables de toutes les parties*", s'est convaincu le Président de la Russie, Vladimir Poutine.

"La signature de documents, au Sommet sur la Caspienne, montre la volonté politique des Etats de développer leur interaction", a déclaré Hassan Rohani. «Les pays riverains de la mer Caspienne pourront, à eux seuls, assurer la sécurité de cette région», a-t-il ajouté. Rohani a, également, mis l'accent sur la nécessité de garantir la paix et la sécurité de la mer Caspienne et d'interdire la présence militaire des étrangers, de préserver l'unanimité des décisions, l'abstention de tout unilatéralisme, la libre navigation et l'adoption d'une politique coordonnée. D'autres propositions ont été faites, comme, par exemple, celle du Président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev, de créer une zone de libre-échange.

La position constructive de Bakou a, considérablement, contribué aux compromis trouvés ces temps-ci. L'Azerbaïdjan a, déjà, réglé, dans un format bilatéral, la plupart des questions litigieuses. "Ces ententes ont permis de poser, encore, une pierre, dans la fondation de la future Convention sur le statut de la Caspienne", estime le leader azéri, Ilhkhham Aliïev.

Le Président du Turkménistan, Gourbangouly Berdymuhammedov, a, quant à lui, attiré l'attention sur un essor de l'infrastructure des transports. Il a avancé l'idée de créer une ceinture de chemin ferroviaire tout autour de la Caspienne.

Les parties ont paraphé un accord de coopération, dans l'hydrométéorologie, et ont assisté à la signature de l'accord de coopération, dans la prévention et l'élimination des situations d'urgence, en mer Caspienne, et de l'accord sur la préservation et l'exploitation rationnelle des ressources biologiques marines. Les cinq leaders se sont mis d'accord pour que la navigation soit libre, sur la Caspienne, pour les pays riverains. Mais ils n'admettront pas de présence militaire étrangère, dans les eaux de la Caspienne, qui doit rester une mer d'amitié, une zone de paix, de coopération et de bon voisinage. french.irib.ir 30.09

Ce n'est pas par amour de "l'axe de la Résistance" ou parce que nous aurions un penchant pour le chiisme ou l'Iran, la Russie, la "théorie des blocs" ou un impérialisme plutôt qu'un autre, etc. que nous nous connectons à ce portail iranien uniquement pour obtenir des infos et vous les transmettre.

### Dossier Syrie-Irak.

- La coalition US s'acharne contre les infrastructures de la Syrie - french.irib.ir

Lundi soir, les chasseurs de la Coalition ont pris pour cible deux raffineries de pétrole, situées dans la province de Hassaka. Une quinzaine de raffineries et de puits de pétrole ont été attaqués depuis la semaine dernière. Sur le plan politique, Josh Earnest, porte-parole de la Maison Blanche, a déclaré qu'il fallait une force terrestre pour combattre Daesh mais non pas celle des Etats-Unis. french.irib.ir 30.09

- "Intelligence stratégique d'Assad nous a surpris" - french.irib.ir

Un officier US, le général Rick Franko avoue l'inavouable !

"L'intelligence stratégique dont le Président syrien a fait preuve depuis le début de la crise a surpris tout le monde . C'est un homme d'une très grande intelligence qui déjoue sans cesse nos plans", a reconnu le général et analyste militaire sur la chaîne CNN. " A mon sens, les groupes armés comme l'ASL, ou encore le Front islamique n'auront aucun problème avec les frappes de la coalition internationale. Ils sont même favorables à ces attaques", a-t-il prétendu en allusion aux soi-disant divergences qui opposeraient Daech à l'ASL et au front islamique : " En effet la position de chaque groupe rebelle vis à vis de ces frappes est fonction de ses liens avec Daech. Au front islamique, les combattants, tous des Frères musulmans ne peuvent saquer les daechistes", a dit le général en avançant toutefois une analyse qui va à rebours des réalités sur le terrain. A vrai dire, les frappes américaines contre Daech ont plutôt consolidé les rangs des différentes milices terroristes, selon les témoins. french.irib.ir 30.09

En complément.

- Série d'attentats à Bagdad et d'autres villes irakiennes - Reuters

### Bienvenue chez les barbares.

Le grand mensonge de l'État islamique : « **Les terroristes c'est nous** ».

Extrait. Rappelons que l'Arabie saoudite et le Qatar ont financé et formé les terroristes de l'État islamique (EI ou EIL) pour le compte des États-Unis. Israël héberge l'EI dans le plateau du Golan et l'OTAN, en liaison avec le haut commandement turc, est impliqué depuis mars 2011 dans la coordination du recrutement des combattants djihadistes envoyés en Syrie. En outre, les brigades de l'EIL en Syrie et en Irak sont intégrées par des forces spéciales occidentales et des conseillers militaires.

Tout cela est connu et documenté, mais pas un seul chef d'État ou chef de gouvernement n'a eu le courage de souligner l'absurdité de la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies proposée par les États-Unis et adoptée à l'unanimité le 24 septembre.

George W. Bush a déclaré en 2001, « *vous êtes avec nous ou vous êtes avec les terroristes* ». La vérité interdite est que les États-Unis sont impliqués dans une entreprise diabolique: ils ont créé un réseau terroriste islamique dans le but de détruire des pays souverains et maintenant ils mènent une guerre contre leur propre réseau de terreur. Sans la propagande des médias, ce programme militaire sous couvert de lutte contre le terrorisme tomberait à plat, s'effondrerait comme un château de cartes.

Les terroristes sont le président des États-Unis et son indéfectible allié de Grande-Bretagne, ce sont ces « *États qui appuient le terrorisme* » dans le but de mener une guerre de conquête et l'Organisation des Nations Unies est complice dans ce projet. Mondialisation.ca - Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca - 30 septembre 2014

L'Emirat Islamique a pour modèle l'Arabie saoudite allié de Washington-Paris-Londres-Tel-Aviv

Vous vous souvenez peut-être des paroles prononcées par Hollande lors d'un déplacement en Arabie Saoudite, à l'issue d'un entretien qu'il avait eu le 2 janvier 2014 avec le monarque saoudien, il s'était exclamé visiblement satisfait : "*J'apprécie la sagesse du roi Abdallah, elle est précieuse.*"

- Crime et châtime en Arabie Saoudite - Les autres décapitations.

Les raisons pour lesquelles une vague mystérieuse dans les exécutions - The Economist 20.09.14

(Article en anglais traduit en français - ndlr)

Le condamné peut demander un analgésique. Leur fin n'est pas télévisé et survient à l'aide un coup d'épée rapide porté par un bourreau qualifié, plutôt que trancher avec un couteau de cuisine par une brute inculte. Sinon il n'y a pas beaucoup de différences entre la peine de mort par l'"Etat islamique" des djihadistes et en Arabie Saoudite, un pays considéré comme un allié crucial de l'Occident dans la lutte contre le EI. Il n'y a pas non plus une grande différence entre les deux entités dans d'autres domaines où ils appliquent de manière particulièrement impitoyable la charia, ou loi islamique, y compris les coups de fouet publics et le droit pour les victimes d'actes criminels à réclamer vengeance œil pour un œil.

Ils suivent la jurisprudence hanbalite, la plus stricte des quatre écoles de droit islamique sunnite traditionnelle: quand des Egyptiens réprimandent quelqu'un pour lui chercher la petite bête, l'expression est «*Ne soyez pas Hanbali*». Les dissidents de Raqqa, la ville syrienne qui est proto-capitale de EI, disent les 12 juges qui dirigent maintenant son système judiciaire, statuant sur tous les litiges de propriété aux meurtres, sont Saoudiens. Le groupe a également créé une police religieuse sur le modèle saoudien, chargée de déraciner le vice et harceler les croyants à la prière. Et comme dans les zones gouvernés par EI, où les églises et les mosquées non-sunnites ont été rasées ou converties à d'autres usages, l'Arabie saoudite interdit la pratique religieuse non-musulmane. Par exemple, le 5 septembre la police saoudienne a fait irruption dans une maison de Khafji, près de la frontière koweïtienne, et accusés 27 chrétiens d'Asie de se livrer à une cérémonie religieuse.

Ces derniers mois, EI a réalisé des centaines, voire des milliers d'exécutions, la plupart du temps par armes à feu plutôt que par décapitation et généralement sans procès d'aucune sorte. L'Arabie saoudite est moins portée à la décapitation. Pourtant, en l'espace de seulement 18 jours au mois d'août, le royaume a décapité quelques 22 personnes, selon les défenseurs des droits de l'homme. L'avalanche d'exécutions a été surprenante, non seulement parce qu'elle fut soudaine - le royaume avait effectué au total 79 exécutions l'année dernière, mais parce que beaucoup de personnes exécutées avaient été condamnés pour des infractions relativement mineures, comme la contrebande de haschich ou étrangement la «*sorcellerie* ». Dans une affaire, le prévenu était manifestement atteint d'une maladie mentale, mais il a tout de même perdu sa tête.

C'est surprenant dans la mesure où le royaume saoudien a ces dernières années assoupli certaines règles sociales, et fait des efforts pour freiner les excès commis par la police religieuse. Certains critiques saoudiens craignent que la recrudescence de décapitations représente une réponse des autorités religieuses au défi d'EI. C'est peut-être une tentative de prouver aux Saoudiens les plus conservateurs que le royaume demeure un véritable Etat «islamique» plus que n'importe lequel. D'autres y voient plutôt une réponse du gouvernement pour contenir le malaise social grandissant chez la jeunesse saoudienne qui s'ennuie, y compris celle qui se laisse aller à l'incrédulité. - The Economist 20.09.2014

[Déni. Quand Le Figaro défend les fachos de Kiev \(ou de l'Otan, c'est la même chose\).](#)

- Moscou poursuit Kiev pour «*génocide*» - lefigaro.fr

Alors que les canons peinent à se taire dans le Donbass, une nouvelle guerre, judiciaire et sémantique, oppose Moscou et Kiev autour du qualificatif symbolique de «*génocide*». C'est ce terme, défini dans l'article 357 du code pénal russe, qui a été employé lundi soir par le Comité d'enquête russe afin de poursuivre plusieurs responsables ukrainiens, accusés de ce crime commis

à «*l'encontre de la population russophone*» du sud-est de l'Ukraine. À ce stade, les accusés sont des personnes «*non identifiées*», mais derrière lesquelles se cacheraient, selon Moscou, des responsables de la formation nationaliste ukrainienne Pravy Sektor et de la Garde nationale ukrainienne.

Le principal organe judiciaire du pays appuie son argumentation sur le fait qu'au moins 2500 civils («*gens pacifiques*», selon la terminologie russe) ont été victimes des bombardements «*ukrainiens*» et que 50 maisons ou équipements publics ont été détruits ou endommagés (Plus de 500 au total d'après un premier décompte détaillé relaté par la chaîne Russia Today avant-hier aux infos. - ndlr). Il se fonde également sur la découverte, annoncée par les rebelles séparatistes, de fosses improvisées cachant les dépouilles de plusieurs civils, et dont le nombre reste à définir. Le génocide peut être puni d'une peine de réclusion à perpétuité, voire de la peine de mort, dont l'application fait l'objet d'un moratoire en Russie.

Quelques heures plus tard, le parquet ukrainien annonçait son intention de poursuivre le Comité d'enquête russe, pour «*assistance à une organisation terroriste*» (en l'occurrence les rebelles) et «*ingérence dans l'activité des forces de sécurité et les affaires de l'État ukrainien*». Ce à quoi les juges russes ont de nouveau répondu en lançant une enquête contre les membres du parquet ukrainien, accusés de «*cachez le génocide*».

En mars, la présidente de la Chambre de la Fédération, Valentina Matvienko, avait déjà mis en avant le risque de «*génocide*» pesant selon elle sur la population russe de Crimée, afin de justifier l'annexion de la péninsule. Dans le cas du Donbass, le génocide de la population russophone est «*monstrueux et évident*», déclare pour sa part la députée de Russie unie, Irina Iarovaïa. Pour cette parlementaire conservatrice du parti pro-Poutine, l'accusation du comité d'enquête «*émane de tous les citoyens russes et de l'ensemble du monde russe devant ces meurtres de masse cruels perpétrés par les nouveaux fascistes, qui se cachent derrière le paravent des pouvoirs ukrainiens et de leurs protecteurs d'outre-Atlantique*». Lefigaro.fr 30.09

L'auteur de cet article s'est employé à minimiser les faits ou falsifier la réalité des destructions et massacres opérés par l'armée ukrainienne flanquée de milices fascistes, et à ridiculiser la Russie. Apparemment il n'a pas convaincu tous les lecteurs du Figaro. Cela leur est de plus en plus difficile de cacher la vérité. Alors ils procèdent par amalgame interposé pour la noyer, mais cela ne fonctionne pas ou plus aussi bien que dans le passé, leur supercherie est vite éventée.

Commentaire d'internaute.

Précisons et vous comprendrez pourquoi, d'abonnés du Figaro.

1- "L'OSCE répond à M. Avril (l'auteur de l'article du Figaro. - ndlr) : Ainars Gaudins, membre letton du groupe d'experts de l'OSCE, a déclaré que des exécutions de masse sommaires ont lieu sur les territoires contrôlés par les bataillons ukrainiens. «Après tout ce que j'ai vu, il n'y a qu'une conclusion possible : sur les territoires contrôlés par les formations paramilitaires des autorités de Kiev, on assiste à des exécutions sommaires des insurgés et des civils», a-t-il déclaré après avoir vu les fosses communes à Nijniaya Krynka. «Si l'on se réfère aux lois internationales, ceci peut être qualifié comme un crime de guerre et de génocide de son propre peuple. Nous l'avons vu au Rwanda (tins, tiens!) et en Yougoslavie et les coupables doivent être arrêtés et punis par un tribunal international. Les crimes de guerre sont imprescriptibles.»"

2- "Les Observateurs de l'OSCE sur le terrain confirment cela depuis des mois. Mais ceux là, bien entendu, personne ne leur tend un micro. Au lieu de cela, on accuse les indépendantistes de rompre la trêve, alors qu'ils viennent de se prendre des obus de 152mm sur la tête tuant des dizaines de civils, et qu'ils ne font que se défendre... Et la presse de titrer, "les séparatistes ont violé la trêve..."

Ce que nous font nos médias aujourd'hui, ou plutôt ce qu'ils se font à eux même, c'est du pur suicide. Tous ces mensonges sur Svoboda, Pravy Sektor, la garde nationale, que certaines personnes influentes sont venues nous présenter comme des nationalistes modérés. Tout ce silence sur le nombre de morts réels dans le Donbass, et les bombardements systématiques des villes avant de les prendre d'assaut, à l'arme lourde, et de raser tout ce qui tient encore debout. Les destructions systématiques des villages, des habitations, des lieux de vie communs. Le massacre des civils innocents, de femmes et des enfants. Certains ici, qui savent chercher l'information par eux même le voient tous les jours. Mais aucune chance de le savoir en lisant la presse ou en regardant les informations du 20H. C'est consternant, et tout simplement scandaleux..."

## [Business is business.](#)

- Le marché des fusions & acquisitions en France en pleine reprise - Reuters

Après un redémarrage tonitruant en début d'année, le marché français des fusions et acquisitions (M&A) confirme au troisième trimestre qu'il est sorti de la léthargie dans laquelle il était plongé depuis la crise financière de 2008-2009.

De l'avis de banquiers, la reprise du M&A est bel et bien ancrée, portée une nouvelle fois par un secteur des télécoms en ébullition. A l'image du français Iliad qui a tenté cet été, sans succès pour le moment, de racheter à Deutsche Telekom sa filiale américaine

## T-Mobile USA.

Les entreprises européennes, qui ont assaini leur bilan et réduit leur endettement pendant la crise, ont retrouvé des marges de manoeuvre financière et veulent profiter de conditions de financement attractives pour trouver des gisements de croissance hors d'une Europe confrontée au marasme économique.

*"Les transactions vont se poursuivre. Tous les secteurs sont susceptibles de bouger",* dit Alban de La Sablière, banquier d'affaires chez Morgan Stanley à Paris.

*"On remarque que le marché a une bonne perception des opérations de M&A",* poursuit-il. *"L'environnement de taux bas favorise aussi les grandes transactions. Cela met de l'huile dans les rouages."*

D'après les données Thomson Reuters, le volume des transactions de M&A a triplé en France (+210%) au cours des neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période de 2013, à 249,6 milliards de dollars (198 milliards d'euros environ).

A lui seul, le troisième trimestre totalise 101,8 milliards de dollars (81 milliards d'euros) de transactions et signe ainsi le meilleur trimestre depuis début 2006.

*"Nous sommes repartis sur un cycle haussier",* souligne Hubert Preschez, responsable du Corporate Finance pour la France à la Société générale.

*"Dans un environnement de liquidité abondante et de désendettement, les entreprises font face à des problématiques de marge, qui les encouragent à rechercher des mouvements de synergies",* poursuit le banquier d'affaires.

Plus globalement, en Europe, entre janvier et septembre, le volume des transactions a crû de 83% à 685 milliards de dollars. Sur cette même période, il a grimpé de 63% aux Etats-Unis à 1.230 milliards de dollars.

Sans surprise, en France, les télécoms ont dominé les débats avec 89 milliards de dollars d'opérations de M&A sur les neuf premiers mois de l'année.

Outre le rachat de SFR par Numericable annoncé en avril et l'intérêt d'Iliad pour T-Mobile USA, le secteur a vu Orange jeter son dévolu sur l'espagnol Jazztel, tandis que Vivendi a vendu sa filiale brésilienne GVT à l'espagnol Telefonica.

*"Aujourd'hui, nous sommes clairement dans une période d'exécution des transactions annoncées en début d'année mais quelques opérations de taille assez significative pourraient arriver d'ici la fin de l'année",* souligne Hubert Preschez.

Le français Lafarge et le suisse Holcim préparent ainsi sur plus de trois milliards d'euros de cessions d'actifs pour pouvoir mener à bien leur fusion prévue d'ici la fin du premier semestre 2015.

D'après le classement de Thomson Reuters, BNP Paribas arrive en tête des banques conseil en France à fin septembre avec 45 transactions à son actif, suivi par Lazard (45 transactions) et Morgan Stanley (21). Reuters 30.09

A retenir.

Les entreprises ne connaissent pas la crise, elle est réservée aux travailleurs, pendant qu'elles peuvent mettre de *"l'huile dans les rouages"* grâce aux largesses des banques via la BCE, le gouvernement bloque les retraites et les prestations sociales destinées aux travailleurs qui se passeront de beurre dans les épinards.

L'Etat socialise les dettes des entreprises et des banquiers alors que ces derniers privatisent les profits.

Tandis que la dette de l'Etat a franchi le cap des 2.000 milliards d'euros, on nous dit que les entreprises *"ont assaini leur bilan et réduit leur endettement pendant la crise"*, c'est l'histoire des vases communicants, on a là la finalité de leur propagande en faveur de la crise pour mieux camoufler à qui les mesures qu'ils prenaient devaient profiter.

Mieux encore, les entreprises *"ont retrouvé des marges de manoeuvre financière"*, pendant que le gouvernement annonce qu'il va encore serrer d'un cran la ceinture qui étouffe les travailleurs à travers une panoplie de mesures à hauteur de 50 milliards d'euros. Quant aux *"problématiques de marge des entreprises"*, Valls qui *"aime les entreprise"* s'est engagé à y répondre favorablement en s'inspirant du Medef.

Ajoutons un mot.

Certains camarades se demandaient à juste titre, si cette histoire de crise était du lard ou cochon, vraie ou fabriquée, au point de douter de son existence ce qui était mal poser la question. Ils ont là la réponse à leur question. Une chance, elle ne vient pas de nous, donc ils seront portés à la croire.

La crise du capitalisme est bien réelle, mais selon que l'on est riche ou pauvre pour reprendre une vieille formule, on ne la vivra pas ou on ne la percevra pas de la même manière, ce qui est somme toute normal, voilà tout.

Ce qu'on a du mal à intégrer dans nos calculs ou quand on l'analyse, c'est qu'elle n'a pas seulement pour origine la baisse du taux de profit (moyen à l'échelle mondiale), mais aussi l'extraordinaire accumulation de capitaux dont les capitalistes ne savent plus quoi faire ou comment les placer pour en tirer de nouveaux profits qui alimente ou accélère à son tour la baisse du taux de profit qu'ils tentent de freiner ou contrecarrer, en délocalisant leur production dans des pays où la main d'oeuvre est bon marché et les contraintes fiscales minimales.

A plusieurs reprises on a évoqué l'effondrement du capitalisme et la question de savoir s'il risquait ou non d'y avoir une guerre mondiale à court terme, et nous avons expliqué que l'effondrement du capitalisme était déjà en train de se produire au regard de la situation sociale en Grèce, au Portugal ou en Espagne, dans une moindre mesure dans les autres pays de l'UE, où finalement ils sont parvenus en grande partie aux mêmes résultats en laminant les droits sociaux des travailleurs, en abaissant de manière brutale et drastique le coût de la main d'oeuvre, les retraites, les salaires et le nombre de fonctionnaires, en s'attaquant au droit du travail, en procédant à de nouvelles privatisations, en détruisant des pans entiers de l'industrie, en réduisant les budgets sociaux de l'Etat, et surtout en portant le chômage à un niveau exceptionnel, etc.

On serait même porté à dire qu'ils ont fait mieux encore qu'en temps de guerre ou l'après-guerre, à l'exception toutefois de la destruction de ces pays ou leurs infrastructures, leurs moyens de production, mais bon, ils s'en chargent ailleurs, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Ukraine, Gaza, etc.

Parallèlement, des millions d'ouvriers sont surexploités dans les pays où ils ont délocalisé ou implanté leurs multinationales en Asie et en Afrique, au Mexique et en Amérique latine, ce qui leur permet d'engranger de gigantesques profits et de patienter dans l'impossibilité d'affronter le prolétariat des pays (occidentaux) les plus développés.

D'autres facteurs entrent en jeu, disons qu'il faut prendre en compte principalement ceux qui viennent d'être cités pour comprendre comment s'articule la crise du capitalisme et comment ils y font face pour mieux les combattre.

Il ne faut jamais oublier que la situation est le produit de contradictions dont les rapports évoluent sans cesse. Ce qui est d'autant plus difficile à cerner que les médias ou ceux qui sont censés nous représenter ou encore nous fournir des informations sur la situation, omettent systématiquement un des pendants de ces contradictions, ce qui au bout du compte rend la situation incompréhensible.

Une dernière précision.

Ce n'est pas parce que Rockefeller est impliqué dans Rosneft qu'il n'est pas derrière la politique du Pentagone et de la CIA en Ukraine et en Irak ou en Syrie tournée contre la Russie ou Poutine.

Rockefeller est un banquier parmi les plus puissants ou le plus puissant du monde. Il est à la tête d'un empire constitué de multinationales et de centaines d'entreprises, d'un ensemble d'institutions comme le groupe Bilderberg ou la Commission Trilatérale. Il incarne au plus haut degré la stratégie mondiale néolibérale devant déboucher sur l'établissement d'un nouvel ordre mondial qu'il piloterait avec ses amis de l'oligarchie financière internationale flanquée d'une élite d'intellectuelles à son service (les médias aux ordres en font partie...).

Il est Américain et il est allié en affaires avec des Russes. La contradiction entre ses deux activités ou casquettes n'est qu'apparente, en réalité comme pendant les deux guerres mondiales, il tire profit des deux côtés pour s'enrichir encore davantage ou accroître son pouvoir politique, tout en maintenant le cap sur le néolibéralisme.

Quant aux Russes, ils jouent double jeu car ils doivent trouver des partenaires pour financer leurs recherches et leurs investissements dans de nouveaux champs pétrolifères ou gaziers, peu importe d'où vient l'argent (Exxon), l'essentiel c'est de continuer à faire tourner la machine, assurer l'avenir, comme Rockefeller en somme.

Complément. On a compris qui en sont les destinataires.

- Le gouvernement fait des économies et n'a plus honte de le dire - Le Nouvel Observateur

[Sordide le capitalisme. PIB : Production Industrielle Barbare.](#)

- Au Royaume-Uni, la drogue et la prostitution ont contribué au PIB pour 11 milliards d'euros - lemonde.fr

Au Royaume-Uni, ces deux éléments ont contribué au produit intérieur brut (PIB) pour quelque 8,5 milliards de livres (10,9 milliards d'euros) sur un total de 1 713 milliards de livres (2 193 milliards d'euros) en 2013, a indiqué mardi 30 septembre de l'Office national des statistiques britannique (ONS).

Une porte-parole de l'ONS, qui a publié une révision des calculs du PIB pour les années depuis la crise financière internationale, a précisé que la drogue et la prostitution représentaient environ 0,5 % de la « *richesse* » produite du pays, telle que mesurée par le PIB.

L'institut européen des statistiques, Eurostat, avait donné jusqu'au mois de septembre aux Etats membres pour intégrer le trafic de drogue et la prostitution dans leurs statistiques nationales, estimant qu'il s'agissait de transactions commerciales consenties librement.

Ces nouvelles normes ont créé la polémique dans plusieurs pays. En France, l'Institut national de la statistique et des études économiques a refusé de comptabiliser la prostitution relevant des réseaux, estimant que le consentement des prostituées n'était « *probablement pas vérifié* ».

L'Insee a expliqué par ailleurs que les autres formes de prostitution, cachées derrière d'autres activités, étaient déjà comptabilisées dans les statistiques officielles. lemonde.fr 30.09

Ils parlent de la prostitution comme s'il s'agissait d'une activité banale qu'on pourrait pratiquer autrement que par obligation, ce qui est particulièrement abjecte pour dédouaner la responsabilité de la classe dominante.

Assimiler la prostitution à une force productive, le sexe comme un moyen de production semblable à n'importe quel autre dégageant de la plus-value en mettant en oeuvre la force de travail, au delà des calculs ignobles auxquelles elle donne lieu, cela consiste à banaliser la prostitution dès lors considérer comme une activité semblable à n'importe quelle autre, dont finalement la société ne pourrait pas se passer, ce qui évite de poser la question gênante de son origine sociale, le sort que leur société réserve à certaines couches d'exploités qui en viennent malgré eux à l'adopter pour survivre.

On attend avec impatience leurs études ou statistiques économiques sur le rendement de la prostitution en fonction du sexe, de l'âge, de l'origine, de leur lieu de travail

En attendant, la Grande-Bretagne à la demande de l'Union européenne qui lui sert de parrain, en intégrant la drogue et la prostitution dans son PIB, revendique le rôle de maquereau et de trafiquant de drogue au côté des banquiers mafieux qui blanchissent l'argent issu de ces trafics, notamment.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Rage de dent !

- Hollande : "Il n'y a pas de plan d'économie indolore" - Le Nouvel Observateur

En voilà qu'il faut épargner parce qu'ils ne supportent pas la douleur.

- La taxe de séjour ne dépassera pas 3,50 euros pour les palaces - Liberation.fr

- Les ventes de Beneteau soutenu par le segment bateaux aux USA - Reuters

Et leurs souffre-douleurs.

En France

- Budget 2015: austérité accrue pour les collectivités locales - AFP

Les collectivités territoriales seront plus que jamais au régime sec en 2015, et cela va durer au moins jusqu'en 2017: l'an prochain, l'Etat leur versera 3,7 milliards de moins, malgré l'hostilité des élus locaux qui prédisent "un repli massif" de

leurs investissements, au détriment de l'emploi.

Selon les élus locaux, les 11 milliards d'économies annoncés en avril par Manuel Valls sur les aides aux collectivités locales pour la période 2014-2017 représentent un manque à gagner de 28 milliards d'euros. AFP 29.09

En Grande-Bretagne.

- George Osborne évoque des coupes dans les dépenses sociales - Reuters

Le ministre des Finances britannique, George Osborne, s'est efforcé lundi de faire oublier les divisions au sein du Parti conservateur sur l'Europe en promettant de nouvelles coupes dans les dépenses pour combler le déficit budgétaire.

Pour renouer avec les excédents budgétaires, George Osborne estime donc nécessaire de réduire les dépenses publiques de 25 milliards de livres (32 milliards d'euros), ce qui passerait par un gel de deux ans de toutes les prestations sociales versées aux personnes en âge de travailler.

"*Dégager un excédent global est la seule manière de faire baisser notre dette publique dangereusement élevée*" (79% du PIB. -ndlr), a dit le ministre des Finances. "*Faites passer le message (...): nous réparerons le toit pendant que le soleil brille.*" Reuters 28.09

En Italie.

- Record en Italie du taux de chômage des 15-24 ans, à 44,2% - Reuters

[Ah ben ça alors, incroyable Germaine ! N'a-t-on pas assez casqué pour qu'elle baisse ?](#)

- La dette de la France franchit pour la première fois les 2.000 milliards d'euros - AFP

Incroyable, et le système capitaliste n'explose pas, le régime ne s'effondre pas ! Nos dirigeants vont devoir revoir leur copie, non ?

[100% mobilisés...](#)

- "*Mobilisation sans précédent*" des professions libérales - LePoint.fr

... 0,00033% environ (5000 à tout casser dans toute la France).

- "*Augmentez nos retraites*", clament plus d'un millier de personnes à Paris - Francetv info -

A l'appel de neufs organisations !

Alors on le fait quand cet inventaire ou ce bilan de la lutte de classe depuis 1940 ?

Les syndicats et la pseudo-gauche et extrême gauche n'ont même pas été foutus d'appeler à une manifestation contre l'intervention militaire française en Irak. Ils sont bien morts.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 2 octobre 2014

## CAUSERIE

J'ai laissé de côté quelques sujets, ici c'est férié et je voudrais en profiter pour passer un peu de temps avec ma compagne, vous me l'accorderez, merci d'avance.

[Sans l'écrire, c'est la première idée qui nous était venue à l'esprit.](#)

On vient d'apprendre que les autorités algériennes retiennent deux des cinq accompagnateurs algériens de Hervé Gourdel que



les djihadiste de l'Etat islamique ont décapité. Ils soupçonnent leur implication éventuelle dans cet assassinat après que le ministre algérien de la Justice eut annoncé mardi que plusieurs membres de ce groupe de l'Etat islamique avaient été identifiés.

Il peut très bien s'agir d'une simple vérification, car l'enlèvement et la fin tragique d'Hervé Gourdel peut avoir été le produit de circonstances fortuites et malheureuses dans la mesure où l'endroit où il se trouvait était un secteur réputé dangereux (les montagnes de Kabylie) en raison de la présence connue de groupes terroristes.

Sur le coup, effectivement on pouvait trouver curieux qu'il ait été enlevé le lendemain de son arrivée en Algérie, en même temps en s'aventurant dans un territoire infesté de barbares tout pouvait arriver, quelque part c'était totalement irresponsable de ne pas en avoir tenu compte et tenter le mauvais sort qui lui fut hélas fatal. (source : Reuters 01.10)

A bas l'intervention militaire française et occidentale en Irak et en Syrie, et ailleurs dans le monde !

- Irak: la France envoie trois Rafale supplémentaires et une frégate - Lexpress.fr

- Les opérations extérieures auront coûté 1,1 milliard en 2014 - Liberation.fr

[Soyons clair. Démontage de la propagande officielle.](#)

- La guerre contre l'organisation Etat islamique est celle de toutes les ambiguïtés. - .slate.fr

(Rien que le titre mérite une explication.

Ambiguïté : Caractère de ce qui est ambigu, susceptible de diverses interprétations. (Le Grand Robert)

L'auteur va nous livrer sa version de cette "guerre", pas n'importe laquelle et pas n'importe comment, en mêlant "diverses interprétations" qui existent sur le rôle des principaux acteurs qui interviennent en Syrie et en Irak et les faits qui s'y déroulent, tout en favorisant celle que répètent en boucle gouvernements et médias à destination du bon peuple depuis des semaines ou des années pour mieux obtenir son adhésion à leur fable.

Former et armer une organisation terroriste, puis plus tard la combattre constitue une manipulation en deux temps présentée ensuite comme un paradoxe, alors qu'il n'en est rien en réalité, on va essayer de comprendre pourquoi. Pourquoi employer une telle formule, dans quel but ? L'auteur de cet article va nous le dévoiler rapidement pour peu qu'on lise entre les lignes ou qu'on retienne les éléments qu'il ne fait que rappeler ou évoquer en passant, et qui en réalité constitue l'essentiel.

Pour comprendre de quoi il s'agit, il faut aussi tenir compte du fait qu'entre les deux événements (en apparence) contradictoires, la création d'EI soutenu par les puissances occidentales, son fulgurant développement des derniers mois et la "guerre" qu'ils prétendent désormais y livrer, il s'est écoulé plusieurs années sans que forcément l'auteur de l'article expose clairement dans les deux cas les réelles objectifs qui étaient derrière l'engagement des Occidentaux, ni leurs conséquences attendues ou réelles, ce qui va lui permettre d'orienter ses lecteurs dans une direction bien précise en fonction de la priorité qu'il accordera à l'une ou l'autre de ces périodes pour les besoins de sa démonstration, en composant avec la réalité qu'il va s'employer à interpréter conformément à la propagande officielle ou aux idées qu'il partage avec ses maîtres à penser.

Comment va procéder précisément l'auteur de cet article. Il va commencer par exposer les deux termes de ce qu'il présente comme un paradoxe, pour finalement n'en retenir plus qu'un, qui au passage va acquérir le statut de vérité révélée par les bienfaits de la propagande qui se substitue à la réalité, ou minimiser le rôle joué par l'autre qui a servi de catalyseur au second ou en a été à l'origine qu'il fait ainsi disparaître, car il est embarrassant et est susceptible de déclencher une rafale de questions chez celui qui s'y attarderait, ce qu'il faut absolument éviter on l'aura compris.- ndlr)

Le paradoxe, dans la guerre contre l'organisation Etat islamique, veut que les puissances qui l'ont indirectement suscité ou directement aidé cherchent aujourd'hui à la détruire.

C'est le cas des monarchies du Golfe, qui ont financé avec des ressources publiques ou des fonds privés les djihadistes les plus extrémistes. L'Arabie saoudite, le Qatar, les Emirats arabes unis, se rendent brusquement compte qu'ils ont aidé à enfanter un monstre prêt à se retourner contre eux.

(Donc au premier acte, l'auteur commence par une mise en accusation des monarchies du Golfe qui "ont aidé à enfanter un monstre". A part un "monstre", on se demande qui peut en produire un. Mais il ne s'arrête pas là.

Pour faire le lien avec la suite de sa démonstration ils présentent aussi les monarchies du Golfe en victimes du monstre qu'ils ont engendré, histoire qu'on ne les accuse pas, mieux qu'on les plaigne ou qu'on les épargne d'avoir produit cette infâme créature

qui se retourne contre eux, selon lui ou plutôt non, pas tout à fait, car là il endosse la casquette de porte-parole des monarches du Golfe en reprenant leur interprétation des faits qui ne correspond pas forcément à la réalité, mais plutôt doit servir à camoufler leur rôle exact et leurs véritables intentions. - ndlr)

Il va falloir des actions au sol

(Il ne s'agit là que d'une annonce, qui cependant nous donne une indication précise de la direction dans laquelle l'auteur de cet article veut entraîner ses lecteurs, obtenir leur soutien à une invasion de la Syrie par les Américains ou ses alliés arabes. - ndlr)

C'est le cas aussi des Etats-Unis, qui paient dix ans après le prix d'une aventure en Irak, fruit de l'utopie néoconservatrice qui voulait faire du «*Grand Moyen-Orient*» une vitrine de la démocratisation. Da'ech est l'héritier des rebelles sunnites qui se sont dressés contre l'occupation américaine et le gouvernement de Bagdad mis en place par les Etats-Unis. Barack Obama se voit ainsi contraint de réparer les dégâts provoqués par son prédécesseur, George W. Bush, alors qu'il avait été élu en 2008 pour terminer les deux guerres dans lesquelles son pays était impliqué, en Irak et en Afghanistan.

(On avance. Qu'on se le dise, l'intervention américaine décidée par Obama serait salutaire, car elle servirait à "réparer les dégâts provoqués par son prédécesseur". Et puis, faute avouée est déjà à moitié pardonnée du moment qu'on la reconnaît et qu'on s'emploie à la "réparer".

Le lecteur doit arriver à la conviction que les Américains ont seulement commis des erreurs, ce qui peut arriver à tout le monde, à aucun moment il ne doit penser qu'ils n'ont fait que suivre une stratégie bien arrêtée, stratégie qui s'est trouvée confrontée sur le terrain à une réalité dont ils avaient manifestement sous-estimé certains facteurs, d'où la nécessité d'y revenir ou de déclencher une troisième guerre en Irak, ce qui est légitime puisqu'il s'agit de corriger une erreur, en réalité de terminer la sale besogne. - ndlr)

Beaucoup d'observateurs pensent, à tort ou à raison, qu'il paie aussi le prix de ses hésitations d'il y a un an. Après l'usage par Bachar el-Assad d'armes chimiques contre les populations civiles, le président américain a ignoré la «*ligne rouge*» qu'il avait lui-même fixée. Il a renoncé à frapper le régime de Damas malgré les conseils de certains de ses collaborateurs et la disposition de la France de participer à une campagne aérienne. Peu soucieux de se retrouver pris à nouveau dans le bourbier moyen-oriental, il s'est laissé convaincre par le Premier ministre britannique David Cameron qui, suivant la décision de la Chambre des communes, a refusé de s'en prendre directement à Bachar el-Assad.

(Là la machine à propagande s'emballer ou elle passe au cran supérieur en renouant avec la machine à mensonges destinés à diaboliser Assad pour justifier son renversement. Il ne fait que reprendre la propagande officielle que les médias ont colportée au cours des dernières années contre Bachar el-Assad, pas n'importe comment, en se montrant plus royaliste que le roi en reprochant à Obama de ne pas avoir bombardé la Syrie.

Mais qu'est-ce que cela vient faire ici? Réfléchissons un peu, il s'adresse à l'inconscient du lecteur, il sous-entend que c'est parce que les Américains ne se sont pas débarrassés plus tôt de Bachar el-Assad que les groupes terroristes se sont développés en Syrie, ce qui permet de faire passer à la trappe la responsabilité des monarchies et de reporter la culpabilité sur Assad qui serait le véritable responsable du développement de ces groupes terroristes et la boucle est bouclée. - ndlr)

Rien ne dit que des bombardements aériens sur les positions officielles syriennes auraient renforcé l'Armée syrienne libre (ASL), bras armé de l'opposition modérée au point d'empêcher l'organisation Etat islamique de s'assurer l'hégémonie sur le front des anti-Assad. Il n'en reste pas moins que les djihadistes ont profité des atermoiements des Occidentaux, qui ont longtemps hésité à livrer des armes à l'ASL, la laissant à la merci à la fois des forces d'Assad et des extrémistes islamistes.

(ASL, organisation créée à Londres par le MI6 avec l'aide de la CIA, cela il ne peut évidemment pas le dire, sinon toute sa démonstration tomberait à l'eau... Petit à petit il tisse la toile (de la désinformation) dans laquelle les lecteurs doivent se retrouver piégés. Il ne retient que certains faits qui ne lui servent qu'à étayer sa démonstration, qui repose sur une idée fixe et inavouable à ce stade, qui transpire mais qu'il ne cite pas pour qu'on ne puisse pas lui reprocher, c'est très fin comme méthode de manipulation, qu'on en fasse état et il nous reprocherait d'extrapoler ou de manquer d'objectivité, d'impartialité ou je ne sais quoi.

Il se lance dans des supputations harsardeuses pour amener les lecteurs à la conclusion que seule une intervention terrestre de la coalition militaire dirigée par les Américains serait efficace pour renverser Assad puisque c'est son seul objectif qu'il partage avec les Américains, là encore qui ne figure qu'en filigrane, grossièrement il faut bien dire, en le justifiant à l'aide d'un amalgame permanent avec les "*extrémistes islamistes*", ce qui au passage permet d'identifier une fois de plus les "*forces d'Assad*" à ces barbares sanguinaires. ndlr)

Les erreurs du passé ne sauraient justifier pour autant le refus d'agir. Les bombardements de la coalition à laquelle, pour la première fois depuis 1991 et la libération du Koweït, se sont joints des Etats arabes, sont nécessaires pour stopper la série de succès militaires enregistrés par Da'ech en Syrie et en Irak. Qu'ils ne soient pas suffisants n'est pas une raison pour en minimiser la portée. Ils doivent être complétés par des actions au sol.

(Nous y voilà, des *"actions au sol"* sont indispensables ! Passons sur le fait que le *"paradoxe"* du début a été rétrogradé au rang d'*"erreur"* qu'on nous invite à oublier, c'est indispensable pour adhérer aux conclusions de sa démonstration, là où il voulait en venir.

Cependant pas n'importe comment, soi-disant pour *"stopper"* Da'ech et non pour renverser Assad, chaque chose en son temps, commençons par convaincre les lecteurs de la nécessité d'une intervention terrestre, plus tard, quand il sera trop tard il s'apercevra quelles réelles intentions elle recouvrait. On leur expliquera alors qu'il n'était pas possible de faire autrement après l'avoir assimilé aux barbares, les lecteurs placés devant le fait accompli et prenant conscience de la supercherie dont ils avaient été victimes une fois de plus, qu'est-ce qu'ils pourront faire, en prendre acte et rien de plus. - ndlr)

Pour le moment, la coalition compte sur les peshmergas kurdes et sur l'armée irakienne en voie de recomposition, aidée par des milices chiïtes renforcées par des gardiens de la révolution iraniens, pour faire le travail. Bien des experts militaires, y compris le chef d'état-major des armées américain, le général Dempsey, pensent que ce ne sera pas suffisant. Les pays de la coalition, les Américains en premier lieu, devront envisager, tôt ou tard, d'envoyer des troupes, au-delà des conseillers et des *"formateurs"* qui se trouvent déjà sur place. C'est une hypothèse que Barack Obama préfère ne pas envisager, mais il n'aura peut-être pas le choix.

(Des *"formateurs"* qui ont déjà formé les barbares d'EI, il faut préciser. Après avoir préparé psychologiquement les lecteurs à l'idée qu'une intervention terrestre des *"pays de la coalition"* était inévitable, ils doivent en être convaincus puisque c'est le général Dempsey qui le dit, ne s'embarrassant même plus d'apparaître comme un agent des Américains. Il faut croire qu'à ce stade de l'article le cerveau des lecteurs doit être suffisamment lessivé pour ne plus offrir aucune résistance pour partager leur conclusion. -ndlr)

L'emploi de la force doit s'accompagner d'un effort politique qui n'implique pas seulement la reconstruction de structures étatiques dans les pays concernés, mais aussi une redistribution des cartes dans l'ensemble de la région. Celle-ci concerne les Etats-Unis et leurs alliés, essentiellement les pétromonarchies sunnites du Golfe, l'Iran et la Russie.

(Quelle subtilité, car par *"structures étatiques"* il n'entend pas les infrastructures que les Américains détruisent en Irak et en Syrie, mais leurs gouvernements, principalement le président et le gouvernement syrien qu'ils veulent renverser. A l'instar de ses maîtres, le voilà qui adopte la politique de la canonnière en justifiant *"l'emploi de la force"* qui *"doit s'accompagner d'un effort politique"* pour redistribuer les *"cartes dans l'ensemble de la région"* rien de moins, autrement dit à coup de missiles, au détriment de l'autodétermination des peuples ou leur droit à disposer d'eux-mêmes, il se révèle être un furieux réactionnaire en vérité. - ndlr)

(Nous passons le passage consacré à l'Iran par manque de temps. Concentrons-nous sur la Syrie.

Il termine par un déni, celui selon lequel les puissances occidentales n'ont pas changé d'objectif et veulent toujours renverser Assad, d'où leur intervention militaire actuelle en Syrie. Il ne peut pas se résoudre à l'avouer sans trahir ses maîtres, quoique visiblement cela le démange, tellement cette perspective est apparemment enthousiasmante, alors il se contente de tourner autour du pot.

Damas est ignoré par les Occidentaux nous dit-il, normal puisqu'ils sont chez eux en Syrie. Et puis il ne faudrait pas que leur bombardement de Daesh donne *"de l'air aux forces armées officielles syriennes"*, aussi est-il normal que parallèlement ils renforcent *"l'aide militaire accordée à l'opposition modérée"* composée des mêmes djihadistes que combattent les Occidentaux et qu'ils entraînent en Jordanie et en Turquie, afin de *"renverser le rapport des forces sur le terrain"*, lequel, pardi mais celui qui est favorable à Assad, comme quoi cela demeure leur principal objectif.

Cependant, pour faire diversion une fois de plus, envolées les terribles accusations portées précédemment contre lui, comme dans le cas des monarchies du Golfe, il invente ici la notion de mémoire sélective équitable, il se réfugie derrière le langage officiel qui consiste à dire qu'il *"n'est plus menacé d'être chassé du pouvoir par les Occidentaux"*, et pour que cette version soit plus crédible il en rajoute : *"tout se passe comme si tout le monde acceptait qu'Assad fasse partie d'un éventuel compromis"*, ensuite, sans doute que si par le fait du plus grand des hasards les événements se déroulaient autrement et qu'il finissait par être renversé, ce serait uniquement la faute à pas de chance ou parce qu'il l'aurait cherché, car absolument plus personne en occident ne souhaitait son départ, même qu'ils l'adoreraient en cachette, une fable quoi ! Comme pour tous les coups d'Etat et assassinats commis par les Etats-Unis à travers le monde depuis plus de 70 ans, l'heure n'est pas encore venue de passer aux aveux ou de les assumer, l'heure est à la propagande de guerre. - ndlr)

Le dilemme syrien

La Syrie pose un dilemme différent. Les Américains, et quatre pays arabes, ont commencé à bombarder des positions de Da'ech de l'autre côté de la frontière irakienne. Ils l'ont fait officiellement sans demander l'autorisation de Damas. Dans un premier temps, la France avait d'ailleurs refusé de participer des frappes en Syrie pour des considérations de droit international –qui n'avaient pas été évoquées en 2013 quand François Hollande était partisan de *"punir"* le régime de Bachar el-Assad pour l'utilisation d'armes chimiques–, et pour ne pas risquer de renforcer Assad. La position française est en train d'évoluer.

Mais les objections à une intervention sur la Syrie persistent. En frappant un des groupes qui luttent contre le régime de Damas, les Occidentaux courent en effet le risque de donner de l'air aux forces armées officielles syriennes. C'est pourquoi ils annoncent dans le même temps un renforcement de l'aide militaire accordée à l'opposition modérée, sans toutefois être sûr que cette aide suffira à renverser le rapport des forces sur le terrain.

D'autre part, Bachar el-Assad cherche à saisir l'occasion pour se présenter comme un partenaire de la communauté internationale et par là-même pour asseoir sa légitimité. Dans un premier temps, il a proposé ses services à la coalition. Son offre ayant été refusée, il a dénoncé d'éventuels bombardements sur Da'ech en Syrie comme une violation du droit international. Quand les bombardements ont commencé, il a changé de langage et affirmé que les Américains avaient averti son gouvernement de leurs intentions. Par cette déclaration, il se posait en interlocuteur des Etats-Unis. La Maison Blanche a démenti que Damas ait été averti, mais tout laisse à penser que des contacts discrets ont été pris, du moins par l'intermédiaire de l'Irak aux Nations unies.

Bachar el-Assad, qui a été réélu à la présidence en juin et qui continue de bénéficier du soutien de la Russie –et de l'Iran–, n'est plus menacé d'être chassé du pouvoir par les Occidentaux. Il y a quelques mois, Américains et Européens exigeaient son départ du pouvoir comme condition à une solution politique à la guerre civile, qui a fait quelque 200.000 morts. Il n'en est plus question et tout se passe comme si tout le monde acceptait qu'Assad fasse partie d'un éventuel compromis.

Alors que le régime de Damas a interprété les frappes américaines contre Da'ech en Syrie comme un soutien à ses propres actions militaires contre l'opposition, son tuteur russe a dénoncé la politique des Etats-Unis...slate.fr 01.10

Un dernier mot.

J'ai commenté d'une traite cet article, pas le temps de figoler et j'en suis désolé. Je me demande toujours pourquoi aucun parti ouvrier ne daigne se coller à cet exercice qui fait pourtant partie de leur devoir élémentaire, pourquoi ?

Leurs dirigeants doivent considérer que c'est un boulot trop ingrat pour eux, ils préfèrent jouer aux billes dans la cour de récréation des institutions et des appareils, c'est plus gratifiant il faut croire. Nous, nous sommes exclusivement au service des militants (et accessoirement des travailleurs) qui se connectent sur notre portail, qui combattent au côté des travailleurs, au service du socialisme.

C'est long et épuisant comme boulot quand on n'est pas un intellectuel, surtout quand il faut le réaliser en un temps record, merde, j'y laisse ma santé et je ne pourrai pas continuer ainsi indéfiniment, la machine s'use très vite ! Je ne suis pas de mauvaise humeur, seulement excédé.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Ceci pourrait bien expliquer cela.](#)

- L'euro devrait encore baisser, grâce à la BCE et à la Fed - Reuters
- La hausse des crédits aux entreprises s'accélère - Reuters
- Valls veut se recentrer sur ses réformes, six mois après son arrivée à Matignon - AFP

Ils n'arrêtent pas de dire que Schröder avait bénéficié d'un climat économique meilleur pour "*réformer*" l'Allemagne ou le marché du travail, donc ils pourraient bien créer artificiellement et temporairement un climat similaire pour faciliter le boulot à Valls, Renzi et Cie. C'est une explication (à compléter) parmi d'autres.

## Déliquescence.

- En briguant l'UMP, Sarkozy s'est mis dans une "*situation extrêmement difficile à gérer*" (Guaino) - AFP
- Jacques Chirac apporte son soutien à Alain Juppé - LeMonde.fr
- Campagne 2012 de Sarkozy: trois anciens dirigeants de Bygmalion mis en examen - AFP
- Serge Dassault visé par une information judiciaire pour association de malfaiteurs - L'Express.fr

### [Pédalo en tandem pour un naufrage annoncé.](#)

- Mélenchon prédit «une interminable agonie» à Hollande - 20minutes.fr

### [Marchandisation à outrance.](#)

Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne, les inégalités sociales augmentent, mais on s'en fout tant qu'on n'est directement concerné.

- Le marché du bien-être en pleine forme - Liberation.fr

Destiné aux nantis des couches et classes moyennes qui s'entretiennent, et aux vieux qui disposent d'une retraite confortable pour prolonger la partie.

- La précarité au long cours des familles SDF - Liberation.fr

Eux généralement ils crèvent plus rapidement que les autres, il faut bien faire de la place pour les futurs arrivants, et quel bol, c'est gratuit, quel bonheur !

- La protection sociale, premier gisement d'économies - Reuters

Il faut bien engraisser les officines privées, non ?

### [Tiens donc !](#)

- Non, les collèges privés ne sont pas forcément plus performants que ceux du public - Francetv info

Je me souviens que lorsque j'étais en 3e dans une école privée, une idée de mes parents, un de mes profs avait seulement le niveau bac, le prof d'histoire. Je me souviens aussi avoir eu un prof d'anglais en 6e qui avait un accent français épouvantable...

### [On se soulage comme on peut.](#)

-Paris : Paris: 530.000 euros volés à un couple de touristes - 20minutes.fr

### [Manifestement une erreur d'adresse. Qui ne le sait pas encore ?](#)

-Les Palestiniens demandent à l'ONU la fin de l'occupation d'ici novembre 2016 - LeFigaro.fr

### [Les mêmes barbares. Chut, le régime de Kiev lié à l'Otan et à l'UE est pro-démocratique !](#)

-Syrie. 41 enfants tués dans un attentat contre leur école à Homs - Le Nouvel Observateur

-Rentrée scolaire sanglante dans l'est de l'Ukraine: dix morts - AFP

### [Intox.](#)

- Afghanistan: les Etats-Unis devront rester des années pour éviter le fiasco de l'Irak - AFP

Ils ne porteraient aucune responsabilité dans la situation actuelle, CQFD.

- Aux Etats-Unis, la protection des données améliorée d'Apple et de Google déplaît aux autorités - LeMonde.fr

Vous voilà rassurés, Apple et Google protègent vos données !

### [Stratégie du chaos.](#)

- Crise à Hong Kong: une "affaire intérieure" chinoise selon Pékin - AFP

- À Hongkong, Pékin va miser sur le «*pourrissement*» de la situation - LeFigaro.fr

Comme Hollande-Valls avec les pilotes d'Air France par exemple.

- Hong Kong : Pékin renforce la censure du Net - LePoint.fr

- A Hongkong, des étudiants menacent d'envahir le siège du gouvernement - Liberation.fr

Sortez votre parapluie, la réaction éructe.

- Mouvement pro-démocratie à Hong Kong : la "*révolution des parapluies*" s'intensifie - Atlantico.fr

- Solidarité avec les parapluies de Honk Kong - LeMonde.fr -

- Hong Kong : les manifestants plus déterminés que jamais en ce jour de fête nationale - Francetv info Hong Kong: les manifestants pro-démocratie conspuent la fête nationale chinoise - L'Express.fr

- En Chine, l'écho étouffé des événements de Hongkong - LeMonde.fr

- Craignant pour sa sécurité, Pékin aurait organisé des fouilles anales sur les pigeons - L'Express.fr

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Leur système économique est devenu mafieux.

- Malaise à la Banque mondiale sur des bonus versés en pleine cure d'austérité - AFP

La Banque mondiale a accordé des bonus à au moins quatre de ses hauts dirigeants alors qu'elle est engagée dans un vaste plan d'économies, suscitant une forte polémique au sein de l'institution.

La révélation de ces bonus intervient à un moment critique pour la Banque mondiale, qui fait face sur le marché du crédit au développement à la concurrence des pays émergents (BRIC) et du secteur privé.

Signe du malaise croissant au sein de l'institution, un tract anonyme appelant à une grève jeudi a par ailleurs été diffusé à l'intérieur de la Banque mardi, a appris l'AFP de sources concordantes.

"*Avez-vous le sentiment d'avoir accès à toutes les informations sur le processus de changement?*", peut-on lire sur ce court fascicule appelant les personnels "*à éteindre leurs ordinateurs*" et à quitter leur bureau pendant quinze minutes jeudi matin pour protester contre le plan d'économies. AFP 01.10

- Le "*shadow banking*" menace la stabilité financière, selon le FMI - AFP

- "*Subprime*": JPMorgan face à une action en nom collectif de plusieurs milliards - AFP

### L'Otan une armée au service d'intérêts privés. Qui en doutait encore ?

- Rasmussen (ex-Otan) devient consultant et s'attire des critiques - Reuters

L'ancien Premier ministre danois, qui a étoffé son carnet d'adresses à la tête du gouvernement de son pays puis de l'Otan, a expliqué à Reuters vouloir mettre à profit son "*expérience considérable*", jugeant qu'il est "*dans l'intérêt de tous*" qu'il mette cette expérience "*au service du bien public*".

Le dirigeant danois a en revanche estimé être dans son droit. "Je n'ai entamé aucune activité concrète jusqu'à aujourd'hui parce que je ne voulais pas qu'il y ait le moindre conflit d'intérêt", a-t-il dit. Reuters 01.10

Il ne fait que prolonger l'activité qu'il a eu au sein de l'Otan au cours des dernières années, foutez-lui la paix bordel !

Allez dire aux Libyens qu'en remplaçant Kadhafi par des barbares sanguinaires vous avez oeuvré "*au service du bien public*". Vous mériteriez amplement ainsi que les vôtres qu'ils vous égorgent pour avoir ruiné leur existence.

### Faites vos jeux, rien ne va plus...

- Etats-Unis: démission de la chef du service de protection du président - AFP

- Le Royaume-Uni va-t-il quitter la Cour européenne des droits de l'homme ? LeMonde.fr

Plus de soixante ans après avoir activement participé à son édification, le Royaume-Uni pourrait rompre avec une institution phare de l'après-guerre en Europe : la Cour européenne des droits de l'homme.

David Cameron a fait, dans son discours clôturant le congrès du parti conservateur, mercredi 1er octobre, à Birmingham, de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) un symbole de la perte de souveraineté britannique.

« *Nous n'avons pas besoin de recevoir d'instructions de juges à Strasbourg !* », a-t-il lancé sous les applaudissements. La CEDH, juridiction supra nationale siégeant à Strasbourg, est chargée de faire respecter les droits fondamentaux reconnus par la Convention européenne des droits de l'homme. Elle peut être saisie par les simples citoyens lorsque tous les autres recours nationaux sont épuisés.

Le premier ministre britannique n'a pas explicitement annoncé la rupture avec cette institution créée en 1951 pour reconstruire l'Europe sur la base du respect des droits de l'homme, après la catastrophe du nazisme. Mais en promettant le vote d'une « *British bill of rights* » (« *Déclaration des droits* ») par le parlement britannique s'il est reconduit après les législatives de mai 2015, M. Cameron a de fait préparé une situation où les décisions de la cour de Strasbourg ne s'imposent plus, comme c'est le cas aujourd'hui, aux juridictions britanniques.

« *Ce n'est pas seulement la question de l'Union européenne qu'il faut régler, c'est celle de la Cour européenne des droits de l'homme* », a-t-il déclaré en guise d'introduction. Tout en professant du « *respect* » pour les intentions initiales de la Convention, signée en 1950 par les Etats membres du Conseil de l'Europe, M. Cameron estime que « *depuis lors, les interprétations du texte ont conduit à un ensemble de choses qui sont franchement mauvaises* ».

Il a fait allusion à la condamnation de son pays par la CEDH, pour son refus d'accorder le droit de vote aux détenus. Le conflit entre Strasbourg et Londres à ce sujet, dure depuis 2005. Seul « *notre parlement, le parlement britannique a décidé qu'ils [les détenus] n'auraient pas ce droit* », a dit M. Cameron en estimant que son pays n'avait pas de leçon à recevoir : « *Ce pays qui n'a cessé de défendre les droits de l'homme, qu'il s'agisse de libérer l'Europe du fascisme ou de mener le combat contre les violences sexuelles dans les conflits* ».

S'il est réélu dans huit mois, David Cameron abrogera la loi sur les droits de l'homme (« *Human rights act* ») votée en 1998 sous Tony Blair. Ce texte oblige l'ensemble des institutions publiques britanniques à respecter la Convention européenne. Il exige des tribunaux britanniques l'application de la jurisprudence de la cour de Strasbourg « *autant qu'il est possible* ».

Mais la loi de 1998 respecte la souveraineté du parlement de Westminster : en cas d'incompatibilité entre une loi britannique et une prescription de la Cour européenne, les juges ne peuvent pas faire fi de la loi, mais émettent une « *déclaration d'incompatibilité* ». L'abrogation de ce texte, promise par le premier ministre britannique, revient à vider de son sens l'adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme. En 1951, le Royaume-Uni avait été l'un des premiers états à la ratifier. Bien avant la France qui ne l'a fait qu'en 1974. LeMonde.fr 01.10

Qu'on ne se méprenne pas, Cameron reproche à la Cour européenne des droits de l'homme d'être encore trop généreuse avec les simples citoyens, de ne pas être suffisamment à droite.

En complément.

- Argentine: le gouverneur de la Banque centrale démissionne AFP

[Haut de page ↗](#)

## CAUSERIE

### Nouvelles du site.

- dans 56 pays.
- 10.3200 visites en septembre ;
- 19.486 téléchargements ;

Bravo à vous !

Je regrette seulement votre manque de coopération ou votre refus de m'écrire, mais bon, on fait avec.

Les causeries de septembre sont disponibles au format pdf, 183 pages.

### Qui a dit ?

Hier en Allemagne "*faire confiance*" à Paris "*pour prendre toutes les mesures nécessaires en termes de réformes*" et un peu plus tôt en Italie que "*les réformes doivent clairement être accélérées dans certains pays*".

Réponse : Le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi.

### Des "réformes" pour qui, pour quoi faire ? Réponse.

Comment les (bonnes) réformes allemandes ont fini par se transformer en tombeau de la croissance européenne (y compris germanique) Atlantico.fr

Extraits. Nous sommes en l'an 2000. L'Allemagne va mal, le poids des salaires dans les revenus est trop important et les marges des entreprises sont faibles.

Le gouvernement, les entreprises et les syndicats s'accordent alors sur la nécessité de réduire la progression des salaires. Et cette tactique va produire des résultats inespérés. A partir de l'année 2000, les salaires ne progressent plus.

Grâce à cet effort consenti par les salariés allemands, les profits des entreprises vont reprendre des couleurs. Si les salaires progressent en tout de 2.38% sur la période comprise entre 2000 et 2005, de leur côté, les profits vont augmenter de 34%. Par un jeu de vases communicants du PIB, les revenus des uns vont devenir les revenus des autres.

Jusqu'ici tout va bien. Les marges sont à nouveau dans le bon tempo, même chose pour les revenus salariés. Cependant, le coût social est très lourd. En 2005, 4.5 millions d'actifs allemands sont au chômage. Afin de montrer à la population que les efforts ont été payants, le gouvernement allemand va alors montrer fièrement un autre chiffre, l'évolution de la balance commerciale du pays. En effet, au cours de ces années, le surplus de compte courant allemand passe de 0% de PIB à 7% en 2007.

L'intégralité des nouveaux profits faits par les entreprises allemandes ont été réinvestis à l'étranger, ce qui a permis de financer les exportations allemandes vers d'autres pays, et de limiter les importations en Allemagne. En clair, les profits réalisés ont financé des investissements à l'étranger et des emplois à l'étranger, pas en Allemagne. Si ces profits avaient été réinvestis en Allemagne, la balance commerciale aurait été identique à celle qu'elle était en l'an 2000 : 0%.

Depuis 1992, les salariés allemands n'ont pas vu leurs salaires progresser au même rythme que la productivité. Même si l'on tient compte de la baisse du nombre d'heures travaillées (de 10%), ce qui est principalement la conséquence du développement des emplois à temps partiel, la réalité est que le salaire horaire allemand a progressé bien moins rapidement que la productivité horaire. Une différence de 15%.

De son côté, le taux de pauvreté (à 60% du salaire médian) du pays n'a cessé de progresser (selon le Think tank DIW) :

Et ce malgré le fait que l'Allemagne est actuellement en situation de plein emploi. Car 20% de la population active travaille avec un salaire inférieur à celui du smic Français. 7.5 millions de mini jobs sont actuellement occupés, pour un salaire 450 euros par mois. Pour 2.7 millions d'entre eux, il s'agit d'un deuxième emploi. Une situation qui explique la curieuse corrélation allemande, entre baisse du taux de chômage et hausse de la pauvreté, depuis la mise en place des fameuses lois Hartz IV. Atlantico.fr 02.10

En complément. Normal, il vient d'être expliqué pourquoi.



- Propositions économiques de François Fillon : un vrai sérieux budgétaire qui fait l'impasse sur un léger détail... l'absence de croissance - Atlantico.fr

### Inégalités. Ceci explique cela.

Les pays hégémoniques ou qui concentrent l'essentiel des richesses mondiales doivent le rester, puisque ce sont eux qui concentrent l'essentiel de la consommation mondiale sur laquelle repose le capitalisme, où le niveau de vie de la population est le plus élevé, ce sont eux aussi qui concentrent l'essentiel de la dette mondiale que les populations des pays les plus pauvres doivent régler à leur place, ou ce qui expliquent qu'ils doivent demeurer pauvres ou demeurer sous-développés, tout en ayant les plus forts taux de croissance économique dont le produit ne leur est pas destiné. Mettre la main dessus explique les guerres actuelles entre impérialismes, notamment.

- Revenus: les Européens plus riches après la crise AFP

La fortune des ménages européens est revenue l'an passé à des niveaux supérieurs à ceux d'avant la crise, selon une étude publiée jeudi par la banque privée suisse Julius Baer, qui met cependant en lumière une évolution contrastée d'un pays à l'autre.

En 2013, la fortune cumulée des ménages européens a atteint un niveau record de 56.000 milliards d'euros, enregistrant une hausse 1,7% par rapport à 2012, selon son rapport sur le patrimoine intitulé Wealth Report Europe.

"Toutefois, l'évolution de la fortune entre les pays a varié substantiellement depuis la crise de 2007", relèvent les auteurs du rapport.

Alors que la fortune nette des ménages a augmenté de 68% en Suisse et de 18% Allemagne depuis 2007, elle a reculé de 28% en Espagne et de 23% en Grèce.

Selon ce rapport, 10% des ménages européens les plus riches détiennent plus de la moitié du patrimoine du Vieux Continent.

La fraction des 1% les plus riches est quant à elle à la tête de 27% de la fortune nette totale en Europe.

Pour fournir un panorama complet du patrimoine, l'étude ne s'est pas concentrée uniquement sur les actifs liquides ménages (tels que les actions, obligations ou les fonds) mais sur la fortune nette (actifs financiers + biens immobiliers).

Selon cette étude, quatre pays concentrent à eux seuls plus des deux tiers de la fortune nette en Europe, celle-ci se montant à 13.000 milliards d'euros en Allemagne, 9.600 milliards au Royaume Uni, 9.500 milliards en France et 8.300 milliards en Italie.

Évalué en terme de patrimoine par habitant, la fortune nette se situe en moyenne 167.100 euros. A cette aune, le Luxembourg arrive en tête, avec une fortune nette de 432.000 euros par adulte, suivi de la Suisse (394.900 euros) et de la Belgique (241.000 euros).

La Slovaquie et la Grèce se trouvent en revanche en queue de peloton, avec respectivement 33.300 euros et 58.900 euros par adulte.

A un horizon de cinq ans, les auteurs de l'étude s'attendent à ce que le patrimoine des ménages européens augmente de 40% pour atteindre 79.000 milliards d'euros d'ici 2019.

Selon eux, l'essentiel de cette croissance devrait venir de la reprise dans les grandes économies européennes après la récession. AFP 02.10

---

### ACTUALITE EN TITRES

C'est raté !

- Le retour de Sarkozy: c'est "raté", selon plusieurs éditorialistes - AFP

- "C'est cruel, mais Nicolas Sarkozy a raté son retour" - Le Nouvel Observateur

- "Animé par un esprit de revanche", l'ancien chef de l'Etat "n'a fait qu'attiser les querelles internes d'une UMP en ruines". Le Nouvel Observateur 02.10

- Nicolas Sarkozy dénonce «*l'instrumentalisation des affaires*» - LeFigaro.fr

- Alain Juppé assume une ligne libérale et défend le bilan de Nicolas Sarkozy - LeMonde.fr

- Au Sénat, la deuxième lame anti-Sarkozy porte un filloniste à la présidence du groupe UMP - LeMonde.fr

### Quel cauchemar !

- La présidentielle? «*Oui, j'en ai rêvé*», avoue Alain Juppé - LeParisien.fr

- Selon George W. Bush, son frère Jeb "*veut être président*" - AFP

### En voilà un qui a une idée positive de la jeunesse.

- Hamon: «*Je ne voudrais pas qu'en 2017, la jeunesse vote en majorité pour le FN*» - Liberation.fr

### Hollande fait mieux, il s'y attaque.

- Pour Rebsamen, Sarkozy propose le "*démantèlement de la fonction publique*" - Le Nouvel Observateur

### Visibilité nulle.

- Devenir une alternative à gauche visible, le défi des parlementaires Front de Gauche - Public Sénat

### Conditionnement. Détestable.

Propagande des esclavagistes pour une mise en boîte à grand coup d'affiches dans le métro parisien. C'est tout de même étonnant que le taux de popularité de Valls qui "*aime l'entreprise*" soit si bas, non ?

- «*J'aime ma boîte*»: Pourquoi aimez-vous votre entreprise? - 20minutes.fr

Ce jeudi se tient la douzième fête des entreprises, organisé par l'association «*J'aime ma boîte*». L'événement a été fondé par Sophie De Menthon, présidente de sociétés. Le but est d'allier les salariés et leurs employeurs, mais aussi de passer une journée unique sur les 253 jours partagés en entreprise chaque année.

Lors d'un récent sondage de «*J'aime ma boîte*», 70% des Français ont avoué aimer leur entreprise et qu'ils y étaient attachés. 20minutes.fr 02.10

Ils aiment surtout l'emploi qui leur permet de vivre, ils y tiennent parce qu'ils n'ont pas le choix, pure manipulation par identification ou transfert, amalgame.

### Comment évaluer la "**performance**" du parasitisme.

- Rémunération à la performance des patrons : un principe encore très imparfaitement appliqué - Atlantico.fr

### Dernier champ de bataille syndicale.

- Syndicats interdits dans l'armée : la France condamnée par la CEDH - Le Nouvel Observateur

Entre nous, on ne va pas soutenir la CEDH, mais on est favorable à la présence des syndicats et des partis politiques dans l'armée.

### Pour casser le coût du travail.

- Espagne: le chômage toujours à la hausse en septembre à 4,45 millions - AFP

### Au sommet de la guerre

- Turquie: le Parlement autorise une intervention militaire contre l'EI - AFP
- L'Australie va participer aux frappes contre l'Etat islamique - LeMonde.fr
- Afrique du Sud : Le Cap annonce l'annulation du sommet des Nobel de la paix - LePoint.fr

Psychose collective : ça marche plutôt bien.

- Menace terroriste: Cinq à dix colis suspects signalés chaque jour dans le métro parisien - 20minutes.fr

Ils sont déçus.

- Le chef de l'exécutif de Hong Kong exclut de démissionner - Reuters
- Brésil: Pourquoi Marina Silva, challenger au parcours atypique, pourrait échouer - 20minutes.fr

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

Voilà le modèle à suivre!

- Paris : Grève illimitée pour les salaires au palace parisien, Le Royal Monceau - 20minutes.fr

Des salariés de l'hôtel Royal Monceau-Raffles à Paris ont entamé ce jeudi une grève illimitée pour obtenir des salaires de même niveau que ceux des palaces parisiens, a-t-on appris auprès de la CGT, à l'initiative du mouvement.

«Il y a environ 40% de grévistes sur les 300 salariés de l'hôtel, mais il y en aura sûrement beaucoup plus dès cet après-midi au changement de service», a déclaré Didier Del Rey, de l'Union syndicale CGT des commerces parisiens.

Rémunérés 1.300 euros par mois

Contactée, la direction du palace, situé avenue Hoche, près des Champs-Élysées, a confirmé qu'«un préavis de grève a été déposé» par la CGT et précisé qu'un «dialogue est ouvert entre les différents interlocuteurs concernés».

Les grévistes réclament notamment «une augmentation de 2 euros de leur taux horaire pour tous les salariés, la diminution de la cadence, une amélioration de leurs conditions de travail et la prise en charge de la mutuelle à 70% par l'employeur». Le séjour d'une nuit «peut s'élever à 25.000 euros», alors que «les salariés en grève sont rémunérés 1.300 euros net par mois», a fait valoir la CGT dans un communiqué.

Alignement des salaires

Comme les femmes de chambre, gouvernantes, équipiers et valets des hôtels Hyatt Paris-Madeleine et Park Hyatt Paris-Vendôme, ces salariés réclament l'alignement de leurs salaires sur ceux des palaces.

La semaine dernière après plusieurs jours de grève, les salariés sous-traitant de ces deux hôtels ont obtenu un accord historique avec une remise à niveau de leur salaire. Certains ont même été augmentés jusqu'à 580 euros par mois.

En juin 2013, le Royal Monceau-Raffles a rejoint le club très fermé des hôtels qui ont obtenu la distinction «palace». Le palace appartient au fonds souverain du Qatar, Qatari Diar. 20minutes.fr 02.10

[Haut de page ↗](#)

---

Le 4 octobre 2014

CAUSERIE

Quelques nouveaux articles ont été ajoutés.

### [La réaction passe à l'offensive au Venezuela.](#)

Autant dire tout de suite que ce matin je n'ai trouvé aucun article d'agences de presse ou des médias relatant cet assassinat que nous condamnons.

- Assassinat du député vénézuélien Robert Serra (du PSUV) - legrandsoir 03.10

Agencia Venezolana de Noticias

Caracas, 1<sup>o</sup> octobre AVN - Le député à l'Assemblée Nationale vénézuélienne membre du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), Robert Serra [27 ans], a été trouvé mort ce mercredi dans sa résidence située dans la paroisse La Pastora de la municipalité Liberador de Caracas, a indiqué aujourd'hui le ministre de l'Intérieur, de la Justice et de la Paix, Miguel Rodriguez Torres.

Le ministre a indiqué, depuis le lieu des faits, que l'assassinat s'est produit autour de 22H30 et que l'épouse du parlementaire, Maria Herrera, avait aussi perdu la vie.

Dans des déclarations diffusées par Venezolana de Television, le ministre Miguel Rodriguez Torres a précisé que le corps sans vie de la femme avait été retrouvé au rez-de-chaussé de l'habitat tandis que le corps du député Serra se trouvait à l'étage.

Rodriguez Torrez a déclaré que de plus amples informations seraient transmises au fur et à mesure de l'avancée de l'enquête qu'effectue la police.

*"Ce que nous pouvons assurer aux Vénézuéliens, c'est qu'il y a une équipe spécialisée sur place qui mène une enquête afin de trouver les responsables de ce double assassinat".*

Le ministre a aussi lancé un appel calme aux militants du PSUV et autres sympathisants. *"de notre côté, nous garantissons que nous mènerons une enquête afin d'éclaircir ce qu'il s'est passé, et nous trouverons les responsables de cet acte monstrueux certainement très rapidement"*, a-t-il affirmé.

Pour sa part, la procureure générale de la République, Luisa Ortega Diaz, a indiqué sur son compte Twitter @lortegadiaz que le sous-directeur des Délits de Droit Commun, Juan Carlos Tabares et la procureure nationale N°36, Johana Peña, avaient été désignés pour enquêter sur l'assassinat du parlementaire et de sa compagne. legrandsoir 03.10

Ministre de l'Intérieur : « L'assassinat de Robert Serra était un crime planifié »

2 Octobre 2014

Caracas, 02 Oct. AVN.- « *Les premiers indices de l'enquête menée au sujet de l'assassinat du député socialiste Robert Serra révèlent qu'il s'agit d'un crime planifié* », c'est ce qu'a informé ce jeudi le ministre de l'Intérieur Miguel Rodriguez Torres.

*«D'après les premières expertises (...) nous pouvons dire qu'il ne s'agit pas d'un crime qui serait le fruit d'un malheureux concours de circonstances, mais bien que nous avons affaire à un homicide intentionnel et exécuté avec une grande précision* », a expliqué le ministre.

*«Il s'agit d'un assassinat planifié, organisé et exécuté avec minutie dans un intervalle de 15 et 20 minutes, avec une arme tranchante qui a produit la mort par hémorragie au jeune parlementaire ainsi qu'à sa compagne, María Herrera.(...)»*

*«Son meurtre est sans aucun doute le fruit d'une macabre commande* ». Je demande aux vénézuéliens d'avoir confiance en la Police qui saura trouver sûrement très rapidement les auteurs intellectuels et matériels de ce meurtre. *« Nous n'aurons pas de repos dans notre lutte contre les terroristes politiques, les paramilitaires et la délinquance organisée ainsi que toute forme de violence. Il n'y aura pas d'impunité. »*

Je demande aux vénézuéliens, surtout au secteur de l'opposition, de ne pas transformer cet événement tragique en un événement médiatique.

Le député Robert Serra et sa compagne ont été assassinés mercredi dans leur domicile qui se trouve dans la parroquia La Pastora de la municipalité Libertador, à Caracas, aux alentours de dix heures et demie du soir. legrandsoir 03.10

## Femmes, n'écoutez pas les féministes de tous bords, les natalistes, empruntez la voie de la lutte des classes!

... d'après des statistiques démographiques que tout le monde peut consulter, il ne naît désormais pas plus de 700 000 enfants par an outre-Rhin. Un chiffre à comparer à 1,4 million il y a 40 ans, dans une Allemagne pas encore réunifiée, amputée de sa partie est — soit d'une quinzaine de millions d'habitants (bon, allez, 16,5 millions officiellement en janvier 1990... mais la natalité était déjà en baisse à l'époque).

Oui, il s'agit bien d'une triste Allemagne qui vieillit et qui, en dépit de ses 200 milliards d'euros d'excédents commerciaux, ne trouve même pas les moyens de doper sa natalité. Rappelons que la Russie de Poutine a fort bien su le faire en soutenant les femmes, non seulement pour leur premier mais également les enfants suivants — y compris les mères célibataires qui sont les premières à sombrer dans la pauvreté lorsque la famille se disloque. (Il n'avait pas le choix, après que l'espérance de vie depuis les années 90 s'est effondrée. - ndlr) En Allemagne, les mentalités ont encore assez peu évolué : "élever un enfant ou travailler, il faut choisir"... (Quelle chance ! -ndlr)

Depuis le début des années 90, beaucoup de femmes passent outre. Les Allemandes de l'est travaillaient davantage qu'à l'ouest, c'est un exemple que les féministes ont voulu suivre.

Fini la femme au foyer qui attend en cuisinant le retour de son petit mari bénéficiant d'un gros salaire. Cela pour deux bonnes raisons : les Allemandes n'aiment pas cuisiner... et les gros salaires sont un lointain souvenir (ils ont été en parti abolis pour la classe ouvrière par les lois Hartz/Schröder de 2004). ( Ce n'est pas moi qui l'ait ajouté entre parenthèse mais l'auteur de cet article, à juste titre. -ndlr)

Oui, les femmes travaillent davantage, mais souvent pour gagner des clopinettes à mi-temps et en jonglant avec les horaires des écoles et des collèges, car les structures d'accueil des enfants et des "plus grands" n'ont pas suivi l'évolution du marché du travail. (Quel bonheur ! -ndlr)

Pour les femmes qui travaillent à plein temps, c'est la galère. Peu ou pas de crèches, pas de cours l'après-midi dans les écoles allemandes... et si les gamins ou les gamines n'aiment pas le sport, la seule alternative c'est regarder la télé tout l'après-midi sous la surveillance de la grand-mère ou de la grand-tante — en espérant qu'elle n'habite pas trop loin.

Baisse du niveau de vie.

Je me souviens bien de l'Allemagne du début des années 80, je m'y rendais régulièrement. J'ai visité les quartiers ouvriers de la Ruhr aussi bien que les beaux quartiers du sud-ouest de Munich, j'ai visité les villes universitaires aussi bien que celles bâties autour de l'industrie automobile, Berlin-ouest et Berlin-est. Il y avait de belles voitures partout, en parfait état, le niveau de vie ouest-allemand était effectivement bien plus élevé qu'aujourd'hui pour les classes moyennes.

Il n'y avait quasiment pas de "*travailleurs pauvres*". L'OS ouest-allemand n'était pas en concurrence avec son homologue polonais, tchèque ou hongrois ; il touchait un vrai salaire, pas une misère... et cela suffisait effectivement à subvenir aux besoins d'une famille. la-chronique-agera.com 01.10

Ah le bonheur de la réunification tant louée aveuglément par les uns et les autres ! Elle devait conduire en réalité à l'appauvrissement de nouvelles couches de travailleurs en Allemagne de l'Ouest. Peu importe, elles n'intéressent ni les syndicats ni les partis ouvriers qui n'en sont plus que des appendices...

La femme au travail en régime capitaliste, c'est l'homme réduit au chômage ou les deux mis en esclavage. C'est équitable, les féministes peuvent savourer leur victoire... et Rockefeller aussi qui s'en revendique. La femme est le souffre-douleur du capitalisme et non de l'homme, mais lorsqu'on se refuse à combattre le capitalisme, il faut bien désigner un bouc émissaire à sa place.

La femme peut travailler, mais dès lors qu'elle a des enfants, elle devrait s'en occuper, les élever, Si le revenu de son compagnon ne suffit pas, ils devraient se battre ensemble pour qu'il soit augmenté. Les syndicats ont déserté ce combat et les partis ouvriers aussi.

Et si elle vit seule avec un ou des enfants, n'étant pas en mesure de travailler temporairement, ce devrait être à l'Etat de lui fournir un revenu décent ou de prendre en charge l'éducation de ses enfants, pour qu'elle puisse continuer de travailler en adaptant ses conditions de travail. Vous n'imaginez pas revendiquer un truc pareil, où avez-vous la tête franchement nous dira-t-on. Vous avez raison, on allait oublier qu'il fallait adapter nos revendications en fonction des besoins du capitalisme et évacuer toute revendication qui n'était pas compatible avec sa survie, nous sommes décidément d'affreux gauchistes, en fait seulement des socialistes.

Pourquoi ce serait à la femme plutôt qu'à l'homme de cesser de travailler pour élever les enfants, parce qu'à notre connaissance

c'est elle qui les met au monde ! Les enfants sont liés à leur mère par un lien qui n'existe pas entre le père et l'enfant. Là ce sont les défenseurs de la cause des pères qui vont hurler !

Les féministes n'ont pas concouru à l'émancipation des femmes, mais à mieux les enchaîner à cette société immonde.

Tout comme l'armée de chômeurs est mise en concurrence avec les travailleurs qui ont la chance d'avoir un emploi afin d'accroître la pression qui pèse sur les salaires et leur faire accepter n'importe quel traitement de crainte, ils se sont servis de la cause des droits des femmes déconnectée d'une conscience de classe conforme à leurs intérêts, pour mieux les asservir et les mettre en concurrence avec les hommes et parvenir au même résultat. Cela a donné la société décomposée et épouvantable que nous connaissons aujourd'hui, des hommes et des femmes encore plus malheureux qu'hier et des gosses livrés à eux-mêmes.

### [La dette, rente, racket, chantage, jusqu'à quand ?](#)

Dans tous les pays, le niveau actuel de la dette publique dépasse les limites du supportable et condamne toute croissance sur le long terme. En cas de hausse des taux d'intérêt, le service de la dette bloquerait toute reprise économique durable et autonome. la-chronique-agera.com 01.10

Et c'est un portail tenu par des économistes ou de fervents défenseurs du capitalisme qui le disent. Là elle tourne aux alentours de 45 milliards d'euros par an, il suffirait que les taux d'intérêt remontent d'1 ou 2% pour qu'elle augmente de 30 à 50% et ainsi de suite, on comprend leur crainte, c'est un facteur explosif à terme, tant sur le plan économique que social ou politique.

Réponse : Annulation pure et simple.

### [Qu'est-ce qui justifie l'appréciation du dollar par rapport à l'euro et quelles en sont les conséquences? Dans quel but aussi.](#)

Avant-propos. Il y a tellement de facteurs qui entrent en compte qu'on pourrait facilement s'y perdre, cependant un si soudain revirement ne peut avoir qu'une explication politique, sachant que ceux qui manipulent le cours du dollar contrôlent l'économie mondiale

Précision.

Dossier préparé à l'aide d'extraits d'articles publiés par lcl.fr, bourse.latribune.fr, futures.over-blog.com, AFP et Reuters.

Certains passages ont été reproduits tels quels, parfois en tenant compte de l'inversion de la tendance du dollar par rapport à l'euro intervenue depuis leur publication j'ai été amené à effectuer quelques modifications, je n'avais pas le temps de reprendre l'ensemble de ces données pour écrire moi-même un article. Certains sous-titres ont été reproduits tels quels, d'autres ont été ajoutés.

Quels facteurs déterminent le cours du dollar (à ne pas confondre avec sa valeur, environ le prix de l'encre et du papier pour le fabriquer !)

Plusieurs facteurs peuvent influencer le dollar américain sur le marché des devises mondiales. Les plus connus sont les indicateurs macroéconomiques tels que le Produit Intérieur Brut, l'inflation, l'activité manufacturière ou le taux de chômage.

D'autres raisons peuvent motiver les investisseurs dans leur décision d'acheter du dollar plutôt que de l'euro. La première tient au niveau des taux d'intérêt.

Plus les taux d'intérêt d'un pays sont élevés, plus sa monnaie est attractive pour les investisseurs. Actuellement, les taux européens ont pratiquement rejoint les taux américains. De ce point de vue, l'euro n'est plus aussi attractif pour les investisseurs.

La hausse annoncée des taux d'intérêt par la Fed courant 2015 va dans le même sens.

Ensuite, les tensions géopolitiques actuelles qui existent au Moyen-Orient et en Ukraine poussent les investisseurs à investir dans des valeurs refuges. Lors de crises économiques ou géopolitiques, ces investisseurs ont plutôt tendance à délaisser les actifs risqués pour investir dans des actifs américains plus sûrs. Le dollar a donc tendance à augmenter pendant ces périodes d'instabilité.

Un autre facteur est le dynamisme économique d'un pays ou d'une région. Si une zone économique enregistre des taux de croissance élevés, les investisseurs misent sur la monnaie de cette région ou de ce pays. Une monnaie peut aussi s'apprécier parce que les investisseurs vendent les autres ! Enfin, la spéculation peut aussi déstabiliser le cours d'une parité monétaire.

Les variations d'une monnaie contre une autre sont baptisées «fluctuations monétaires». Ces fluctuations sont le résultat de la loi de l'offre et de la demande. Pour qu'une monnaie s'apprécie, il faut que des investisseurs soient acheteurs (demandeurs). Plus il y a d'acheteurs d'une devise, plus celle-ci s'apprécie.

C'est donc le marché qui fait la valeur d'une monnaie et non les Etats. Les monnaies sont cotées et leur cours varie au gré des achats et ventes des investisseurs du monde entier : compagnies d'assurances, banques, fonds d'investissements, Etats, banques centrales...achètent et vendent en permanence des monnaies sur le marché.

J'ai laissé en l'état le passage suivant car il était trop long, il suffit lors de la lecture de remplacer euro par dollar et vice versa pour comprendre comment va se répercuter la hausse de l'un et la baisse de l'autre.

Impact de la hausse ou de la baisse de l'euro/\$.

L'achat de matières premières comme le pétrole est plus intéressant pour les Européens quand l'euro est fort. Les variations de la parité euro/dollar sont très suivies par les dirigeants d'entreprises, les investisseurs, les hommes politiques, et parfois par les touristes. Quand l'euro s'apprécie contre le dollar (le dollar s'affaiblit), les produits européens vendus en dehors de la zone euro deviennent mécaniquement plus chers que les mêmes produits libellés en dollars. Les pays de la zone euro deviennent alors moins compétitifs que les pays vendant leurs produits ou services en dollars.

La croissance d'une économie peut donc être freinée par le seul effet des variations monétaires à l'export.

En revanche, une monnaie forte plaît aux investisseurs qui veulent préserver leur capital dans le temps. Un euro fort attire donc les investisseurs du monde entier dans la zone euro. Ils sont plus enclins à investir dans une zone économique dont la monnaie s'apprécie. Investir dans un pays dont la monnaie est fragile expose au risque de perdre une partie de son capital.

Un euro fort offre aussi l'avantage de pouvoir acheter, importer, des produits facturés en dollars, pour un prix plus intéressant. Plus l'euro monte, plus les biens et services libellés en dollars deviennent bon marché ! Mieux vaut voyager aux Etats-Unis avec un euro/dollar à 1,40 que quand il était à 1 pour 1.

L'achat de matières premières comme le pétrole est plus intéressant pour les Européens quand l'euro est fort. Le pétrole étant coté en dollars, l'euro fort nous permet de payer notre essence moins chère.

Autres facteurs et remarques

- L'injection de liquidités dans l'économie déprécie la valeur réelle d'une monnaie, c'est une sorte de dévaluation déguisée.

- L'époque du yen fort est révolue, le dollar au plus haut depuis 2008 - AFP

Conséquence de ces injections de liquidités dans l'économie, la monnaie nippone a perdu un cinquième de sa valeur face au dollar au cours de l'année 2013.

Les firmes exportatrices japonaises en ont profité, voyant leurs revenus mécaniquement gonflés par cette évolution des devises, même si d'autres handicaps structurels demeurent.

Selon les calculs des analystes, pour Toyota, un yen de moins par dollar se traduit sur le papier par des profits de 30 milliards de yens (216 millions d'euros). AFP 01.10

La hausse du dollar pourrait fragiliser le financement des émergents.

On ajoute ce passage. Si la source qui a été à l'origine du financement du développement (et de l'endettement) des pays émergents se tarit, ils vont se retrouver face à un énorme problème au moment de refinancer leur dette. Ils devront se tourner vers les marchés ou les institutions comme le FMI qui exigeront en échange de nouveaux prêts de nouvelles "réformes d'ajustement structurelles", des privatisations, des coupes dans les budgets sociaux...

Contexte et perspective

- L'euro devrait encore baisser, grâce à la BCE et à la Fed - Reuters 01.10

- Etats-Unis. Dernières infos : PIB et emplois en hausse.

La politique monétaire ainsi que le sentiment d'instabilité qui règne en ce moment sur les marchés financiers sont d'autres indicateurs jouant un rôle important dans la hausse du dollar.

Concernant la politique monétaire, les bons chiffres de l'activité économique enregistrés dernièrement alimentent les spéculations concernant la hausse des taux d'intérêt de la Fed.

- Aux Etats-Unis. La forte probabilité de voir les taux directeurs augmenter en 2015 nous laissent penser que le dollar devrait connaître une envolée, et ce pour une longue période.

- Ces dernières semaines, les instituts de recherche économique ont abaissé leurs prévisions économiques 2014 concernant de nombreux pays.

Quelques repères.

- pour contrer déguiser l'inflation à la baisse ou déflation, la faire payer aux plus pauvres ;

- chômage = inflation basse

L'objectif

- L'Europe empêtrée dans ses contradictions et la mauvaise gestion des Pays du Sud, dont la France, devrait voir sa monnaie se déprécier encore d'avantage.

La BCE va être obligée de lâcher un peu sa monnaie en devenant plus accommodante pendant que les Américains vont resserrer le levier du crédit du fait d'une croissance bien supérieure à la notre. En cause, le manque de libéralisme de certains pays Européens incapables de faire plus de croissance et le manque de cohésion politique européenne qui nous empêche de lutter efficacement contre les pratiques monétaires, fiscales et sociales des autres continents. [futures.over-blog.com](http://futures.over-blog.com)

La hausse du dollar va favoriser les exportations ou offrir aux entreprises une marge de manoeuvre supplémentaire qui leur permettra d'octroyer des augmentations de salaire ou de financer des plans de restructuration, de créer un climat propice à encourager le gouvernement à entreprendre les contre-réformes qu'ils réclament à cor et à cri en s'appuyant sur les syndicats...

### Dossier Syrie-Irak

- La coalition arabo-sioniste occidentale a encore "*touchée*" (sic!) deux raffineries au nord de Raqa en Syrie.

Lorsqu'en Irak l'armée reprend une ville tenue par les barbares, elle reçoit les félicitations des autorités occidentales, mais lorsque c'est l'armée syrienne qui entreprend de délivrer la population d'une ville aux mains des barbares rebaptisés "*rebelles*", elle commettrait un crime.

- L'armée irakienne affirme avoir repris aux jihadistes une ville au nord de Bagdad - AFP

- Syrie: les rebelles à Alep menacés d'un siège total par le régime - AFP

Qui présente une "*menace*" pour les Syriens, le gouvernement et son armée soutenus par plus de 70% de la population ou les barbares "*modérés*" soutenus par Washington ?

- Intervention turque? L'Irak et la Syrie réagissent - french.irib.ir

"*Toute action militaire turque, en Syrie, sera considérée comme hostile*", a affirmé le vice-ministre syrien des Affaires étrangères.

En réaction au vote de jeudi du Parlement turc autorisant les opérations militaires, en Irak et en Syrie, sous prétexte de lutter contre les terroristes de Daesh, Fayçal Meqdad, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, a qualifié cette décision, d'action hostile contre Damas, a-t-on appris d'Al-Manar.

"*Il faut douter des intentions de la Turquie de faire face aux terroristes, car ce pays est le partenaire et protecteur principal des terroristes*", a déclaré le ministre irakien des A.E, Ibrahim al-Jaafari, jeudi, tout en critiquant les politiques interventionnistes de la Turquie.

Le Parlement turc a adopté le projet de loi déposé par le gouvernement demandant l'autorisation de participer aux opérations



militaires contre le groupe terroriste Daesh. Et ce, alors qu'un grand nombre d'habitants d'Ankara, la capitale turque, ont organisé des manifestations, pour s'opposer aux ingérences militaires de ce pays à l'extérieur des frontières. french.irib.ir 03.10

- Syrie: L'Iran met en garde Ankara - french.irib.ir

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, a mis en garde, jeudi, Ankara, contre une aggravation de la situation, au Moyen-Orient. Il intervenait, après la décision du Parlement turc d'autoriser une intervention militaire, en Syrie et en Irak.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, s'est entretenu, jeudi soir, au téléphone, avec son homologue turc, Mevlut Cavusoglu. Lors de cet entretien téléphonique, les deux hommes se sont penchés sur les dernières évolutions de la région et l'actuelle méthode de lutte anti-terroriste. En allusion au feu vert du Parlement turc à une intervention militaire, en Syrie et en Irak, le chef de la diplomatie iranienne a dénoncé la méthode de lutte contre le phénomène néfaste du terrorisme, dans la région, et s'est dit inquiet, quant à toute action aboutissant à l'aggravation de la situation. M. Zarif a appelé les pays de la région à agir avec responsabilité envers les évolutions en cours et à éviter d'aggraver la situation. french.irib.ir 03.10

Ils veulent tous en être, décidément un bon business !

- Le Canada participera aux bombardements contre l'Etat islamique en Irak - LeMonde.fr

Que la guerre soit avec vous, amen !

- Mgr Barbarin : "parfois, l'usage de la force n'est pas contraire à la paix" - euronews.com

Envoyer des troupes terrestres contre les jihadistes est-ce la clé pour imposer la paix en Irak ? Pour le cardinal Philippe Barbarin, qui recevait jeudi soir à Lyon Louis Raphael Sako, le patriarche des Chaldéens, chrétiens d'Irak, la voie de la force n'est pas à écarter.

*"Pour qu'il y ait la paix et que chacun puisse rester chez soi, parfois, il faut vraiment repousser avec beaucoup de forces la violence. Donc l'usage de la force n'est pas contraire à la paix. Je me rappelle d'une phrase de Jean-Paul II disant : "parfois, le pacifisme fait le travail contraire à la paix, il accroît encore la violence et l'oppression". Donc l'utilisation de la force a un seul objectif qui est de remettre un pays dans la paix".* euronews.com 03.10

Il confirme que les pacifistes en temps de paix se transforment en militaristes en temps de guerre...

### Voilà qui devrait exaspérer un peu plus l'OTAN

Nous avons déjà mentionné ce sommet qu'à ce jour les agences de presse et les médias ont littéralement censuré à ma connaissance. Cet article fournit qu'autres détails intéressants, il est plus complet que le précédent.

- Le dernier coup anti-OTAN de Russie/Iran - french.irib.ir

Une revue électronique russe, Eurasia.net, se penche sur la déclaration du récent Sommet d'Astrakhan, en y voyant une grande victoire, pour l'axe Iran/Russie : "Le Sommet des pays du pourtour de la Caspienne a empêché, en réalité, la présence militaire des Etats Unis, dans cette grande mer. Via des accords de coopérations militaires, les deux grandes puissances du littoral ont, ainsi, bloqué toute présence des Etats Unis et de l'OTAN". "La déclaration finale a été, en réalité, un message très clair, à l'adresse de l'Etat le plus proche de l'OTAN du littoral de la Caspienne, à savoir, l'Azerbaïdjan. Les coopérations de Bakou avec l'OTAN a, en quelque sorte, réduit, de façon très sensible, les liens azéris avec le dossier de la sécurité, en mer Caspienne. Moscou et Téhéran n'entendent, nullement, laisser les Azéris jouer le rôle du cheval de Troie, dans cette mer".

Poutine a souligné, le 29 septembre, à Astrakhan, "le principe de garantir la stabilité et la sécurité de la Caspienne, auquel ne peuvent participer que, seuls, les cinq pays riverains. En ce sens, seuls, ces Etats ont le droit de détenir des forces militaires, dans cette mer". De son côté, Rohani a affirmé : "Tous les pays du bassin de la Caspienne sont unanimes à affirmer qu'ils sont, parfaitement, à mêmes d'assurer, eux-mêmes, la sécurité de la Caspienne, et qu'aucune force étrangère ne devra s'engager, dans ces eaux".

La revue souligne que cette prise de position conjointe intervient, dans un contexte de haute tension entre l'Iran et la Russie, d'une part, et les Etats Unis et l'Occident, de l'autre. Les deux Etats se sentiront, directement, menacés, en cas d'une présence militaire "extrarégionale", en Caspienne. La Russie connaît une période de très grande turbulence avec l'Occident, autour du dossier ukrainien, période qui remémore l'époque de la guerre froide. Quant à l'Iran, le pays, engagé dans des négociations nucléaires, n'a aucun doute sur l'intention des pays occidentaux d'utiliser les alliances avec les pays de la

Caspienne, dans le sens de davantage de pressions sur Téhéran.

Aussi bien l'Iran que la Russie ont les yeux rivés, sur les moindres gestes et actes de l'Azerbaïdjan. Cet ex-république soviétique, détentrice de vastes gisements de pétrole et de gaz, entretient des relations stratégiques, depuis 91, avec l'OTAN et l'Occident. L'oléoduc Bakou-Tblissi-Jeyhan et celui de Bakou-Tblissi-Erzeroum sont deux constructions, placées, géographiquement, dans une zone hors de la portée stratégique de Moscou. Le président azéri n'a, d'ailleurs, pas hésité à rappeler, au cours du dernier Sommet de l'OTAN, que son pays est un " *partenaire fiable*", pour l'Alliance.

Depuis 2002, Bakou a fourni, d'ailleurs, une partie des forces de l'ISSAF, en Afghanistan, et, en ce moment, il fait tout, pour renforcer le soutien logistique à l'OTAN. Il en va de même, pour le Kazakhstan, qui devra mener des discussions, pour installer une base militaire US et de l'OTAN, dans le port de Aktau. Les Etats Unis soutiennent, aussi, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, et le Kirghizistan, en leur accordant des aides destinées à étendre leur puissance défensive, et, surtout, leur force navale. L'accord du Sommet d'Astrakhan prend, ainsi, tout son sens. Le fait que les cinq pays du pourtour aient décidé, sous la pression russo-iranienne, d'interdire une présence militaire occidentale, dans la Caspienne, signifie, de facto, l'impossibilité de la formation d'une base de l'OTAN, aux portes de l'Iran et de la Russie. C'est une décision, qui pourrait avoir, aussi, des répercussions énergétiques.

La Russie s'oppose à ce qu'un gazoduc reliant le Turkménistan à l'Azerbaïdjan traverse la Caspienne, et elle compte faire des pressions sur ces deux Etats. Si l'OTAN avait trouvé l'occasion d'avoir une présence militaire, en Caspienne, elle aurait pu imposer ce " *gazoduc*", via un déploiement de force militaire. Une base navale otanienne, en Caspienne, aurait été une menace, pour la Russie. Sans l'OTAN, la Russie pourra négocier le projet de la construction de ce gazoduc et tout pourra être réglé à l'amiable. La Russie et l'Iran ont réussi, ensemble, à empêcher la Caspienne de devenir un nouveau golfe Persique. french.trib. ir 03.10

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Cela nous rappelle-t-il rien ?](#)

- General Motors rappelle près de 650.000 véhicules supplémentaires - AFP

[Histoire entre gangsters.](#)

- Morin condamné pour avoir qualifié Tapie de « *gangster de la République* » - 20minutes.fr

Entre nous, c'est injuste, Morin devrait faire appel : quelle République, il y a une République en France, où cela ?

[Trop tard, il faut assumer !](#)

- Rebsamen fait dépublier une interview où il revendique son penchant libéral - Liberation.fr

Le ministre du Travail y parlait de « *renforcer les contrôles* », d'« *assouplir les seuils et les 35 heures* », ou encore de son combat pour « *une vision libérale de l'économie* ». Liberation.fr 03.10

[Effondrement social.](#)

- Les retraités grecs dans la rue - fr.euronews.com

Leurs pensions ont déjà baissé de parfois 40% depuis 2010 et de nouvelles coupes sont redoutées, alors les retraités grecs sont descendus dans les rues d'Athènes ce jeudi. Ils ont aussi réclamé un accès gratuit au système de soins. fr.euronews.com 03.10

[Leur propagande est inefficace. Ils passent aux aveux.](#)

- Brésil: Rousseff en position de force à deux jours de la présidentielle - AFP

Pour un peu on croirait qu'elle va recourir à un coup d'Etat ! Déformation professionnelle à l'AFP...

- Le Brésil stagne, mais le « *Brazil bashing* » actuel est aussi exagéré que le « *miracle brésilien* » d'autrefois - Slate.fr

[Retour un siècle en arrière.](#)

- Electricité et gaz: un Français sur cinq peine à payer ses factures - L'Express.fr

Travail de nuit : intensification

3,5 millions de personnes travaillent la nuit, soit 15,4 % des salariés, note une étude de la Dares qui porte sur 2012.

C'est un million de plus qu'en 1991. En vingt ans, le nombre de ceux qui travaillent habituellement la nuit a doublé, alors que celui des salariés pour qui cet horaire est occasionnel a légèrement baissé. alternatives-economiques.fr 03.10

[Mouvement social ou manipulation politique des tenants de la stratégie du chaos ?](#)

- Hong Kong: Les manifestants se heurtent aux habitants exaspérés - 20minutes.fr

- Hong Kong: les étudiants rompent le dialogue après de violents heurts - AFP

- Violences à Hong Kong, les manifestants menacent - Reuters

- Manifestations à Hong Kong : vers un nouveau Tian'anmen ? - Le Monde

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[Psychose, Etat policier, militarisation... La première menace, c'est l'Etat, le gouvernement dont la politique incarne les intérêts de la classe dominante.](#)

- Djihadisme: la France mal protégée - L'Express.fr

Selon la manière de présenter les choses et ce que vous êtes invité à mémoriser, soit il s'agit d'une affirmation qui n'engage que son auteur et qui demande à être confirmée au delà des éléments qu'il a pu nous transmettre et qui sont manifestement insuffisants pour se forger une certitude, soit il s'agit d'une affirmation reposant sur un fait avéré ou établi, connu ou censé l'être, qui n'a donc pas besoin d'être confirmé, que l'on peut prendre pour argent comptant car constituant en soi une certitude, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Dans le premier vous n'avez aucune raison de faire confiance à celui qui vous livre cette information, dans le second vous êtes invité à le croire sur parole. Voyons comment cela se présente.

Reuters - La France a déjoué des projets d'attentat, dit Manuel Valls.

AFP - "*Plusieurs projets d'attentat*" ont été déjoués en France, confirme Valls.

Avec Reuters le lecteur est laissé libre de croire ou non Valls, tandis qu'avec l'AFP cette alternative disparaît puisque Valls n'a fait que confirmer un fait censé être avéré, que le lecteur est censé avoir assimilé ou connaître.

Avec l'AFP le lecteur est porté à faire l'impasse sur la première affirmation qui après tout pouvait très bien être fausse ou fabriquée par le ministère de la propagande, le gouvernement avait prétendu avoir déjoué des attentats il y a quelques mois uniquement sur la base de soupçons que ses services s'étaient employées à élever au rang de preuves matérielles, pour ensuite adopter une nouvelle loi liberticide assimilant à un délit tout soutien y compris verbal ou ce qu'un juge pourrait interpréter comme tel à des organisations qu'il a référencées comme terroristes ou d'actes qu'elles auraient commises ouvrant la voie à l'arbitraire le plus total ou à une juridiction d'exception qui n'existe généralement que dans les pires régimes militaires ou dictatoriaux de la planète.

Valls étant incapable à ce stade de prouver la véracité de ses affirmations, selon lesquelles des attentats auraient été en préparation en France, hier il a procédé autrement. Il s'est livré à un parallèle à valeur d'amalgame entre des apprentis djihadistes en partance pour la Syrie ou l'Irak que ses services ont appréhendés, avec ces supposés projets d'attentats datant déjà de quelques mois, de sorte que l'on soit porté à émettre dans les deux cas le même jugement, donc à estimer que ces projets d'attentats étaient véridiques et non fabriqués, donc à le croire sur parole quoi qu'il dise et la boucle est bouclée.

Et oui, comment pourrait-il obtenir le soutien de la majorité de la population à sa politique, si au départ elle doute de ses affirmations, c'est impossible, alors il doit s'employer à apparaître objectif pour la mettre en confiance, d'où ce genre de tour de passe-passe ou manipulation assez grossière, car parmi ces présumés terroristes préparant des attentats figuraient selon un conseiller du Premier ministre "*deux jeunes femmes mineures qui voulaient frapper des cibles juives*", quelle fable ! alors qu'il existe en France des milliers d'adultes féroceement endoctrinés par des prédicateurs wahabbites ou salafistes qui sont mieux placés pour préparer des attentats ou l'envisager. Maintenant de tels attentats pourraient bien se produire en France ou ailleurs puisqu'ils font tout pour, qu'ils soient le produit de groupes isolés ou en relation avec leurs services secrets.

20 minutes.fr - «*Des départs de combattants (djihadistes), y compris de mineurs, ont été empêchés. Et plusieurs projets d'attentats sur notre territoire ont été déjoués*», a déclaré le chef du gouvernement, lors d'un discours devant l'Institut des hautes études de défense nationale et l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice.

«*Nous faisons face à la fois à un ennemi intérieur et extérieur*», a déclaré le Premier ministre. «*Il ne s'agit pas de faire peur*», mais que «*nos concitoyens et nos élus soient pleinement conscients de cette menace*», a-t-il ajouté.

A la suite de cette déclaration, Maignon a toutefois immédiatement indiqué que la déclaration ne faisait pas référence à des projets inconnus du grand public et concernait les deux dernières années. Selon le cabinet de M. Valls, le Premier ministre faisait référence à «*quatre projets d'attentats qui ont effectivement été déjoués*».

Ceux-ci concernent des actions fomentées par le groupe dit de «*Cannes-Torcy-Sarcelles, le djihadiste du Canet, un djihadiste de retour du Liban, et deux jeunes femmes mineures qui voulaient frapper des cibles juives*», selon un conseiller du Premier ministre. 20 minutes.fr 03.10

[Haut de page ↗](#)

---

Le 5 octobre 2014

## CAUSERIE

L'article qui a été mis en ligne "*Record à la baisse depuis 2 ans : pourquoi la dépréciation de l'euro n'est pas qu'une bonne nouvelle*", confirme deux éléments que j'ai soulignés hier et précédemment, à savoir :

- Au plan européen, la France et l'Italie bénéficieront le plus de la dépréciation de l'euro car leurs produits, moyens en gamme pour la plupart, sont plus sensibles à l'effet de change que les produits allemands.

- Une baisse de l'euro ne devrait pas se répercuter sur les prix de l'exportation, déjà pincés, mais plutôt sur les marges des entreprises françaises. Plus de marge signifie plus d'investissements et plus d'emplois, un enchaînement vertueux pour la croissance. Atlantico.fr 04.10

De quoi créer temporairement les conditions pour faire passer des "*réformes*" à la Schröder en France et en Italie, ne sont-elle pas à l'agenda de Valls et Renzi ?

## Réflexions du soir

Plus je regarde Russia Today le soir en cassant la croûte, plus je me dis qu'en France on a une vision complètement tronquée de ce qui se passe réellement dans le monde, non pas que les Russes seraient des champions en matière d'information ou d'objectivité, mais parce qu'ils abordent tous les sujets qui apparemment font l'objet d'une censure de la part des médias (du gouvernement en place) en France et peut-être plus généralement en occident.

On a eu le droit aux manifestations qui se sont déroulées en Grande-Bretagne et en Allemagne contre l'implication de leurs gouvernements en Irak et en Syrie. Le journaliste est revenu sur l'implication de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Jordanie dans le recrutement et la formation des membres d'EI, citant des déclarations d'Obama depuis 2012 qui indiquaient clairement que les Etats-Unis étaient directement impliqués dans le développement de cette organisation qu'ils prétendent combattre aujourd'hui. Une telle mise en accusation des Etats-Unis a-t-elle lieu au journal de 20h en France ? Je n'en sais rien, cela m'étonnerait fort.

Quant aux exécutions ou décapitations auxquelles se livrent ces barbares, elles servent les intérêts de la coalition en lui fournissant un prétexte pour bombarder l'Irak et la Syrie. Sur RT les journalistes s'emploient à mettre en évidence le lien qui existe entre eux de telle sorte que leur complicité saute aux yeux.

Ensuite j'ai regardé un documentaire consacré à l'accaparement des terres des paysans au Mali, au Niger et en Thaïlande par des multinationales occidentales de l'agroalimentaire, après un passage par l'est de l'Ukraine que Kiev continue de bombarder.

En France, on est totalement sous l'emprise de la propagande états-unienne, c'est la chape de plomb. Ce n'est pas forcément mieux ailleurs ou en Russie, mais on ignore totalement ce qui se passe ailleurs dans le monde. Si on s'en tient à l'image étriquée que nous en donnent les médias occidentaux, on ne comprendra rien à rien, car elle ne représente qu'une infime partie de ce qui se passe réellement dans le monde. S'attarder à l'image que les médias français nous en donne, c'est perdre son temps, vaut mieux aller voir ailleurs pour se faire une idée globale de ce qui se passe ou de la situation. Les médias occidentaux pratiquent la rétention d'informations en résumé.

Je serais curieux de voir la télévision chinoise. La télévision allemande, DW, c'est le bonheur est dans le pré, plus la propagande farouchement anticommuniste vantant les bienfaits de la réunification, ils en sont encore là ! Du coup les Russes pour faire bonne mesure vantent les bienfaits de la Yougoslavie. Je n'ai pas eu la patience de rester plus de deux minutes sur NSK, la télé japonaise !

C'était quelques réflexions du samedi soir. Après un petit tour au Moyen-Orient pour prendre les nouvelles du jour comme chaque soir, pour se détendre un peu on écoutera un peu de musique en sirotant une vodka orange. C'est bien mérité on bosse comme un âne ! On aura une pensée pour tous ceux à travers le monde qui n'ont pas ce privilège, pas un seul instant on les oublie, comment le pourrait-on en vivant en Inde franchement.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Un acteur de droite en quête de popularité ne pouvait choisir qu'un républicain.](#)

- Arnold Schwarzenegger invité vedette de François Hollande - Le Nouvel Observateur

L'acteur américain sera reçu vendredi prochain à l'Elysée pour évoquer la question du réchauffement climatique. Le Nouvel Observateur 04.10

[En famille.](#)

- Benoît Hamon n'est "*pas dans l'opposition*" au gouvernement - AFP

Personne au PS, chez ses satellites et alliés de la pseudo-gauche et extrême gauche, pas même les gauchistes !

Sans blague ! Le véritable ennemi d'Hollande, ce n'était pas la finance mais la classe ouvrière, le socialisme.

- Pour Filippetti, Hollande "*semble avoir oublié*" le discours du Bourget Francetv info

Un mois après sa démission du gouvernement, l'ex-ministre de la Culture s'en prend à "*la doxa idéologique libérale*" qui influence les choix du gouvernement.

L'ex-ministre de la Culture affirme que François Hollande est "*victime de l'ultra-personnalisation du pouvoir dans la Ve République*". Francetv info 04.10

[Toujours les grandes manoeuvres à l'UMP.](#)

Ils auront tout tenter pour dézinguer Sarkozy... avant de le réhabiliter ?

- Bygmalion : Eric Cesari, "*l'oeil de Sarkozy*" à l'UMP - Le Nouvel Observateur

Ce très proche de l'ancien chef de l'Etat vient d'être mis en examen pour faux et usage de faux et abus de confiance. Le Nouvel Observateur 04.10

Ce sont les ordres.

- Présidentielle de 2017 : 43% des Français pour une candidature de Juppé, 28% pour Sarkozy - Francetv info

Plus sérieusement.

- Présidence de l'UMP : Valérie Pécresse soutient Nicolas Sarkozy - LeMonde.fr

L'ancienne ministre, réputée filloniste, affirme dans le « JDD » qu'elle votera pour l'ancien chef de l'Etat qui a également la faveur de 68 % des sympathisants

Voilà une indication sérieuse pour savoir quel sera le candidat de l'UMP en 2017, car Pécresse comme Fillon avaient été invités à la réunion annuelle du groupe Bilderberg (en 2013) qui fait les Présidents et les Premiers ministres, les Chanceliers, etc.

Soit que Pécresse est une pétasse et les dirigeants de Bilderberg ont commis une erreur en l'invitant, soit ils se sont rendus comptes que Fillon ne serait pas à la hauteur et ils ont décidé de miser sur Sarkozy qui finalement avait bien tenu son rôle. Pas question pour eux de soutenir Juppé trop proche de Chirac dans le passé, il faudrait qu'il leur donne de sérieux gages pour qu'ils le soutiennent.

Benoist Apparu (UMP) a prétendu avant-hier sur France Info qu'il en était capable : *"l'enjeu de 2017 sera[it] de démontrer que nous serons en capacité de faire ce que nous dirons. C'est là où Alain Juppé a à mon sens un avantage comparatif essentiel: il ne fera qu'un mandat",* et de préciser *"Il n'aura pas les yeux rivés sur les sondages et la prochaine élection présidentielle, il fera ce qui est nécessaire pour la France et pas ce qui est nécessaire pour assurer sa réélection. Pas comme, malheureusement, beaucoup d'hommes politiques de droite ou de gauche"* (AFP 03.10).

C'est ce qu'ils disent tous pour amuser la galerie ou se faire élire, mais le premier cercle du groupe Bilderberg autour de Rockefeller ce n'est pas la "galerie", la populace, ce sont les maîtres du monde.

[La réaction débridée.](#)

- Comment les vrais riches sont devenus totalement invisibles dans le monde actuel (et ce que ça nous coûte en matière de lutte contre les inégalités) - Atlantico.fr

Dont l'Allemagne (Schröder) qui a emboîté le pas aux Etats-Unis (Reagan) et à la Grande-Bretagne (Thatcher)... peu importe.

- Les 3 raisons de la colère allemande contre la France - Atlantico.fr

La presse allemande est vent debout contre la France. Parce que l'opinion publique allemande n'accepte plus l'immobilisme de la gouvernance française, son double langage et une étonnante capacité à donner des leçons d'économie. Atlantico.fr 04.10

[Quand ils veulent...](#)

- L'ancien dictateur haïtien dit "Baby Doc" meurt sans avoir été jugé - Lexpress.fr

- Londres impuissant après le meurtre de l'otage Alan Henning - LeFigaro.fr

[Comme à Kiev ? Chut, c'est pour la bonne cause !](#)

- Hong Kong : Les triades chinoises utilisées contre les manifestants pro-démocratie? - 20minutes.fr

---

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Et ça marche du feu de dieu !](#)

La classe dominante a lancé un concours pour savoir lequel serait le plus réactionnaire et que ses médias relaient sans évidemment citer qui en est à l'origine sinon l'opération tomberait à l'eau, et ça marche formidablement bien parce qu'ils bénéficient de relais dans la place, des associations que l'Etat finance ou qui bénéficient de dons de riches donateurs, ce qu'évidemment le citoyen lambda ignore ou se fout parce qu'il est lui-même décomposé, gangrené par l'idéologie néolibérale sans le savoir.

Quand dans la nature une anomalie, une exception, un cas particulier est élevé au rang de normalité, de règle, de généralité,

quand tous les facteurs qui permettent de classer les différentes espèces sont ravalés au même niveau sans tenir compte des fonctions qui les rapprochent ou les distinguent de manière à pouvoir les répertorier avec précision afin d'étudier leur comportement et leur évolution, toute notion de connaissance disparaît, appliqué à l'homme, toute notion de droit s'évanouie.

L'homosexualité est avant tout une pratique sexuelle, ce qu'hypocritement refuse d'admettre aussi bien ses défenseurs que les homophobes, pratique qui n'a rien de répréhensible ou d'anormal chez l'animal comme chez l'homme dès lors qu'on comprend comment ou pourquoi un homme ou une femme peut être amené à adopter ce comportement sexuel.

L'espèce humaine se distingue des autres animaux par sa faculté à avoir développé des rapports sociaux à un niveau supérieur, de telle sorte que très tôt elle a attribué des fonctions propres à chaque sexe à partir de ce qui les distinguait sur le plan biologique, où la répartition des tâches qui leur étaient dévolues pour assurer la survie de l'espèce devait prendre une place prépondérante, la femme reproduisant l'espèce en enfantant, l'homme cueillant et chassant pour qu'elle se développe. Ce fut la première manifestation de la division du travail au sein de l'humanité.

Le mode de vie et de pensée des hommes et des femmes en furent profondément imprimés jusqu'à nos jours, sans que le passage du matriarcat au patriarcat ne modifie fondamentalement ces rapports, ce basculement témoignera que l'espèce humaine privilégiera dorénavant la production de bien matériels à la production de sa descendance, consacrant la division du travail comme mode de production supérieur à tout autre.

L'homosexuel est incapable de s'élever à ce niveau social supérieur ou il est engagé dans un processus régressif. Ceci s'explique très bien dans une société où la femme et l'homme ont de plus en plus tendance à être considérés non pas comme égaux mais strictement identiques, ce qu'ils ne sont pas et ne seront jamais naturellement, et c'est là que réside le problème que personne ne veut aborder, car en occultant ce qui distingue l'homme de la femme la société ne fait que témoigner son incapacité à satisfaire leurs besoins respectifs, ce qui se traduit par une régression du statut de la femme et de l'homme au point de ne plus supporter leur propre sexualité ou les rapports somme toute normaux entre les deux sexes, d'où le développement de l'homosexualité.

On peut leur accorder tous les droits qu'ils réclament et nous n'y sommes pas opposés, nous disons seulement que cela ne sert à rien car le problème est ailleurs, il est inhérent à la société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme ou le règne de la nécessité qui s'emploie à mettre en concurrence les hommes entre eux ainsi que l'homme et la femme, au lieu de leur permettre de vivre en harmonie en leur reconnaissant le statut de complémentarité que la nature leur a accordé. Ils ne sont pas plus heureux pour autant dans la société actuelle, même s'ils prétendent le contraire, les regards méprisants des ignorants portés sur eux suffit à leur pourrir l'existence, donc qu'ils ne racontent pas d'histoires. Nous n'avons pas le temps d'évoquer le cas des transsexuels qui constituent une minorité parmi les minorités, ce sera pour une autre fois.

Quand Libération, dont Rothschild est toujours actionnaire et qu'on nous présente comme un journal de gauche, alors qu'en réalité il est aussi réactionnaire que Le Monde ou Le Figaro, reprend à son compte la propagande en faveur de la PMA, etc. cela devrait être suffisant pour peu qu'on possède (encore) un minimum d'esprit critique à se poser la question de savoir quelles réelles intentions ou objectifs politiques cela recouvrent, comment serait-il possible que nous ayons des intérêts communs avec ce journal et ses propriétaires ou que nous participions à une campagne à leur côté, personnellement ma réponse est que c'est impossible.

Il ne vous étonnera pas qu'une fois de plus les "*réseaux sociaux*" aient été à l'origine ou le canal par lequel cette initiative a vu le jour. Plutôt suspect, non ?

- Une manif contre la Manif pour tous - Liberation.fr

A l'appel du collectif All out, un rassemblement est prévu dimanche à Paris avant celui des opposants au mariage pour tous. Tous contre la Manif pour tous? Ils sont en tout cas ce soir plus de 230 000 à avoir signé une pétition pour l'égalité, sorte de tract géant...

All out, fort de tous ses signataires qui ont amplement fait circuler la pétition via les réseaux sociaux, a du coup décidé d'appeler à un contre-rassemblement dimanche place de la République à Paris à 11 heures. Sur Facebook, près de 1800 personnes ont déjà répondu «*on y sera.*»

Dans la foulée, l'équipe d'All Out France, compte remettre sa pétition (déjà entre les mains de la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine) aux politiques, sur les plateaux de télé et... aux marcheurs de la Manif pour tous. Liberation.fr 04.10

La ministre des Affaires sociales et les "*plateaux de télé*" qui sont réputés incarner le progrès social ou pour leur humanisme...

[Haut de page ↗](#)

Le 6 octobre 2014

## CAUSERIE

On a laissé de côté un article sur la BCE et l'Allemagne, ce sera pour demain.

Avez-vous entendu parler de la sortie de Joe Biden, le vice-président américain qui a dénoncé les monarchies du Golfe et à la Turquie pour avoir financé et armé Al-Qaïda et les groupes terroristes qui en sont issus ?

Cette info a-t-elle été relayée la semaine dernière par les médias en France. Sur Russia Today, j'en ai pris connaissance samedi soir.

### La réaction côté pile et face.

Trafic d'organes légal. Utérus à louer.

Marchandisation à outrance. La destruction de la civilisation humaine en marche.

Louer ou vendre son utérus serait finalement un acte aussi banal que louer une tondeuse à gazon ou une moissonneuse-batteuse ou emprunter la bagnole de son voisin pour aller rendre visite à sa vieille mère à l'agonie.

On va nous dire qu'il s'agit juste de rendre un service à quelqu'un qui en a besoin et que lui refuser serait un manque manifeste de générosité.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais à ma connaissance autour de nous il existe une multitude de gens qui souffrent parce que la société est incapable de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires sans que l'on s'en offusque davantage, pour ne pas dire qu'hypocritement chacun s'en accommode, ferme les yeux ou feint d'en avoir entendu parler.

On s'apitoie volontiers sur le sort de populations situées à l'autre bout du monde, mais on ne manifestera aucune attention envers celle que l'on croise quotidiennement, à croire qu'on refuse d'y être assimilé ou qu'on la méprise. On se soucie du sort de l'environnement, de toutes les espèces à l'exception de l'espèce humaine, à croire qu'on en a une idée bien basse. On prend fait et cause pour les droits des minorités, mais on est incapable de manifester le même intérêt lorsqu'il s'agit de prendre la défense de droits collectifs, à croire que nos droits individuels ou notre petite personne importe plus que tout le reste.

On témoigne ainsi que notre niveau de conscience ne s'est jamais élevé au-dessus du niveau médiocre de l'individualisme dans lequel on se complaît, et dont la classe dominante s'emploie à faire en permanence la promotion, nous encourage à développer au détriment des besoins du reste de la population dans une société où tous les individus sont mis en concurrence, sans que cela nous interpelle ou nous embarrasse plus que cela.

Ce sont des membres de la classe dominante ou des classes moyennes dont le sort est intimement lié au capitalisme, qui sont à l'origine de la multitude d'associations et ONG qui vous propose de vous engager pour telle ou telle cause, tandis que vous déserterez syndicats et partis ouvriers, elles ont été conçus dans cet objectif, afin d'affaiblir, diviser encore plus ou disloquer le mouvement ouvrier.

Leur but est de faire en sorte que vous dépensiez votre énergie et votre temps, parfois votre argent, à défendre des causes qui certes sont louables, mais qui parce qu'elles sont si nombreuses ou en quantité illimitées vous maintiendront durablement ou indéfiniment à l'écart du combat politique qui concentre toutes les questions, dont celle de la nature du régime en place et la question du pouvoir, comment la résoudre.

Leur objectif consiste à favoriser votre interprétation de la société qui repose sur des considérations purement individuelles ou subjectives en fonction de votre statut social, sachant que vous n'avez pas réellement conscience de votre condition ou du fonctionnement de la société, afin de vous interdire d'en prendre conscience. Ils vont déployer les grands moyens (y compris financiers, là ils se montrent particulièrement généreux.) pour vous proposer de lutter pour une multitude de causes qui sont les conséquences ou le produit de la survie du capitalisme, de sorte que les forces qui devraient être employées à lutter ensemble contre le capitalisme se trouvent considérablement affaiblies, disséminées, et finalement sans influence puisque les méfaits auxquels se livre le capitalisme ne font que se multiplier, empirer chaque jour qui passe dans des proportions telles que le mot guerre est celui qui revient le plus souvent à nos oreilles ces derniers temps.

Distraire, neutraliser la classe ouvrière, la diviser, la réduire à l'impuissance, la corrompre, fait partie des préoccupations permanentes de la classe dominante, tout doit être entrepris pour qu'elle se détourne des questions essentielles qui la concernent et qu'elle ne parvienne pas à se rassembler pour affronter le régime en place, à commencer qu'elle ne parvienne pas à se doter



d'un parti politique incarnant ses intérêts politiques, une alternative au capitalisme ou le socialisme.

Sa propagande va servir à la manipuler, la conditionner, l'enchaîner au char du capitalisme dont la course folle mène à l'abîme, au chaos, à la guerre. La propagande du PS et d'EELV soutenue par la pseudo-gauche et extrême gauche flanquées des gauchistes en faveur de nouveaux droits ou des droits des minorités, servira en réalité les mêmes objectifs pendant que le gouvernement appliquera le programme antisocial et impérialiste de la classe dominante.

L'évolution de la situation mondiale illustre avant tout l'échec de toutes les théories avancées et de tous les moyens qui ont été déployés depuis un demi-siècle pour lutter contre les méfaits du capitalisme et contre le capitalisme lui-même, du réformisme à l'engagement citoyen ou démocratie participative, à la gangrène réformisme ayant littéralement pourri le mouvement ouvrier jusqu'à son avant-garde est venue s'ajouter celle de la "société civile" éprise de droit de l'homme, tandis que nos droits sociaux et politiques étaient liquidés les uns après les autres.

Une seule théorie n'y a pas participé, le socialisme, le socialisme scientifique de Marx et Engels, puisque pas un seul parti ne se réclame plus des enseignements de la révolution russe de 1917 ou du léninisme qui constitua l'expérience consciente la plus élevée jamais atteinte par le prolétariat pour avancer sur la voie qui mène à son émancipation du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cet échec coïncide aussi avec la faillite politique de tous ceux qui ont emprunté des chemins de traverse pour essayer de construire le parti ouvrier révolutionnaire, après avoir fait la démonstration que leur analyse de la situation mondiale avait été complètement erronée au détour des années 80, il ne leur restait plus qu'à proclamer pour le justifier, que les enseignements de la lutte des classes du XXe siècle ne nous serviraient plus à rien dorénavant et qu'il fallait reprendre tout à zéro... depuis 1789 ou le début du XXe siècle selon les caprices de nos dirigeants, rayant d'un trait de plume plus de deux siècles de lutte de classe du prolétariat mondial, y compris le marxisme au profit de l'éclectisme jaurésien qui en est la négation...

La dislocation de la IVe Internationale au début des années 50, puis de l'avant-garde au début ou au milieu des années 80 en une multitude de goupes et groupuscules fut le produit à la fois de manoeuvres liées aux rapports établis avec les appareils et d'un furieux dogmatisme qui servait à les couvrir.

Il fut expliqué et c'est toujours la version officielle, après le stalinisme, que c'était le retard de la révolution socialiste mondiale qui en était à l'origine, la capacité du capitalisme à se refaire une santé, etc. mais en aucun cas l'incapacité de nos dirigeants d'intégrer dans leur analyse, leur stratégie et leur conception de la lutte de classe, les tâches que l'avant-garde devait se fixer, les profondes transformations de la société, à l'intérieur des classes, les accords de Bretton Wood puis 25 ans plus tard le passage du capitalisme à un système économique mafieux, le néolibéralisme, etc. à aucun moment ils n'envisagèrent sérieusement qu'ils auraient pu se fourvoyer complètement et qu'il fallait corriger leurs erreurs, préférant s'enfermer, s'autojustifier, au point que le tournant stratégique qu'ils opérèrent entre les années 80 et 2000 consista uniquement à théoriser la politique révisionniste qu'ils n'avaient cessée de mettre en oeuvre après la mort de Trotsky.

Cette politique ne donna pas plus de succès, peu importe, ils n'en tireront aucune leçon, si les masses exploitées ne sont plus représentées au sein des institutions, les militants demeurés fidèles au léninisme n'ont plus de parti non plus où militer, ils n'ont pas d'autres alternatives que faire de l'entrisme dans les partis qui existent ou de rejoindre les groupes qui en sont issus qui reproduisent à leur tour les erreurs de ces partis, quelque part on comprend que ce soit désespérant à la longue et que de nombreux militants finissent par se lasser.

Pourquoi en partant de la marchandisation de l'utérus des femmes en sommes-nous arrivés à ce constat. Parce qu'il y a un lien de cause à effet entre la décomposition de la société et du mouvement ouvrier, la putréfaction du capitalisme et notre incapacité à s'y attaquer, à les combattre.

Le développement de ce qu'on appelle le monde associatif largement financé par l'Etat ou gravitant autour des partis institutionnels, cette vermine infâme qui a proliféré sur le corps décomposé de la société au cours des 40 dernières années, n'aurait pas pu voir le jour ou prendre la place qu'on lui connaît aujourd'hui sans la décomposition du mouvement ouvrier, la complicité de ses dirigeants, sans l'incapacité de l'avant-garde de lutter pour qu'il se recompose sur des bases saines ou les cadavres de la social-démocratie dégénéré et du stalinisme, préférant flirter avec eux ou s'en accommoder.

Quand on évoque l'imposture, le déni, le cynisme des dirigeants du vieux monde, Obama en tête, on ne peut s'empêcher de penser aux dirigeants du mouvement ouvrier qui sont responsables de la situation où nous en sommes. Face à la gigantesque imposture qui caractérise le discours et la politique d'Obama et que tous les dirigeants occidentaux encensent, on cherchera en vain un parti ouvrier qui mettrait tout en oeuvre pour la dénoncer et la combattre. On peut observer que nos dirigeants sont littéralement tétanisés à l'idée de devoir relever ce défi, alors lorsqu'ils prétendent que leur politique nous préparerait à affronter la classe dominante et que nous devrions l'adopter, on en doute fortement et on s'y refuse, car on a vraiment du mal à croire que ce serait leur réel objectif.

Passons au marché des utérus.

- GPA : comment une agence américaine démarché des clients français - Francetv info

- Une majorité de Français favorables à la GPA, selon Ifop - Reuters

Le plus sordide dans cette histoire, en occident principalement, c'est que quotidiennement du matin au soir on entend parler de guerre, d'hommes, de femmes et de gosses qui crèvent de faim ou de sous-alimentation quelque part dans le monde et mille autres souffrances que l'humanité subit, et la priorité serait de se préoccuper du sort de ces malheureux couples pour lesquels la vie serait un enfer parce qu'ils ne peuvent pas avoir des enfants issus de leurs ovules et spermatozoïdes, alors qu'il existe des millions d'orphelins dans le monde en attente d'adoption, comme si la surpopulation mondiale n'était pas une réalité.

Un article abjecte de Libération.

- A République, les anti répliquent - libération.fr

Extraits.

(Ce sont des gens normaux, on vous le précise au début des fois que vous auriez un doute et les prenez pour des monstres ou des dégénérés. Pourquoi une telle précaution ? Faudrait-il éviter de se poser des questions sur leur âge ou état mental ? - ndlr)

Des poussettes, des porte-bébés, des pères, des mères, des grands-parents, des familles quoi. Mais différentes de celles qui ont rendez-vous dans l'après-midi à l'appel de la Manif pour tous. Place de la République, dimanche matin, quelques centaines de personnes sont réunies : il y a des hommes main dans la main et des femmes qui ont fait des enfants ensemble.

All Out mobilise via les réseaux sociaux (Facebook, Twitter) et organise des actions, comme la dénonciation de l'homophobie en Russie pendant les JO de Sotchi.

Gilles et Antti, deux hommes mariés depuis cet été, ne sont pas non plus du genre résigné : « *Quand on était ados, on ne pensait pas (...) qu'un Noir serait un jour président des Etats-Unis. Ni que le mur de Berlin allait tomber. Alors si on est capables de faire tomber le mur de Berlin, on peut faire tomber celui de Boutin !* » liberation.fr 05.10

L'homophobie en Russie, campagne partie de Washington, un "Noir président" qui demeurera sans doute à égalité avec Bush le pire Président des Etats-Unis, un cauchemar dont les Américains se seraient bien passés, l'anticommunisme primaire et inconscient est en prime.

Inutile de préciser que ce n'est pas un hasard ou par inconscience si Libération a retenu ces trois discours parmi les personnes que leur journaliste a interviewées. Cela témoigne aussi du degré d'ignorance qui habitent ces gens dont les désirs seraient finalement des ordres.

Les partis qui prétendent représenter la famille "**traditionnelle**" en sont les fossoyeurs.

Nous ne sommes pas des fanatiques de la famille "**traditionnelle**" ou tout court, nous ne parlons pas ici du mariage, disons qu'à défaut de mieux elle constitue encore le cadre dans lequel hommes et femmes ainsi que leurs enfants peuvent s'épanouir dans les limites imposées par le régime capitalistes. Laissons de côté ici les couples homosexuels qui peuvent prétendre également à un certain équilibre, aussi précaire en réalité que dans le cas des couples hétérosexuels.

Si maintenant on envisage de remettre en cause ce cadre, qu'on nous explique par quoi le remplacer, quelle serait la recette idéale, je pense qu'elle n'existe pas et que chacun devrait être libre d'en choisir. Si la société avait pour objectif l'épanouissement des hommes et des femmes, cette question ne se poserait pas ou elle trouverait les moyens d'y répondre favorablement. L'homme et la femme ne sont pas faits pour vivre seul chacun dans leur coin, il n'y a rien de pire que la solitude, que le désert sentimental comme l'on dit.

Dans cette société, qui ne vise pas le bien-être des hommes et des femmes mais uniquement leur exploitation, on a besoin d'un cadre sur lequel se reposer, où on se sent en confiance, dans lequel en principe chacun peut s'exprimer librement sans chercher à tirer profit de la situation, où les rapports sont désintéressés contrairement au reste de la société. Vous me direz que cela est très théorique et dans la pratique les faits se passent autrement, certainement, rien n'est parfait dans leur société et il faut bien se contenter de ce qui existe parfois, on n'a pas le choix, mais on peut aussi aller vivre sur une île déserte ou au fin fond d'une forêt pour y goûter la plénitude de l'existence, pas si sûr qu'on l'atteindra...

En guise de famille "**traditionnelle**", ils défendent surtout la leur, leur classe.

Comment pourrait-on passer sous silence le sort qu'ils ont imposé à la classe ouvrière durant les décennies ou mêmes les siècles où la classe qu'ils représentent a été au pouvoir, le travail des enfants dans les mines ou des femmes dans les usines 12 à 15 heures par jour...

Comment pourrait-on oublier qu'en raison de la faiblesse des salaires des hommes, ils ont conduit les femmes à travailler également pendant que leurs enfants étaient livrés à eux-mêmes ? Comment oublier qu'ils sont responsables du développement de la délinquance juvénile, de l'addiction de centaines de milliers de jeunes à la drogue ?

Comment faire l'impasse sur leur intention inavouable de mettre les femmes au travail pour les exploiter davantage, doublement ?

Comment faire l'impasse sur leur intention inavouable de mettre les femmes en concurrence avec les hommes, de leur accorder de nouveaux droits afin qu'elles rentrent en conflit permanent avec leur compagnon, briser leur ménage ou leur vie pour mieux affaiblir leur résistance ?

Comment pourrait-on oublier qu'ils ont ainsi conduit des centaines de milliers de femmes à se prostituer, dans la rue mais pas seulement, sur leur lieu de travail ?

On retrouve là la bonne conscience des esclavagistes, de la pire réaction, où se trouve mêlé élus de l'UMP et du FN.

- Nouvelle grosse mobilisation de la Manif pour tous à Paris et Bordeaux - AFP

"*Non aux mères porteuses*", "*nos ventres ne sont pas des caddies*": les défenseurs de la famille "*traditionnelle*" se sont une nouvelle fois mobilisés dimanche à Paris et Bordeaux à l'appel de la Manif pour tous, de retour après avoir combattu en vain le mariage homosexuel.

Environ 70.000 personnes selon la police, 500.000 d'après les organisateurs ont défilé dans les rues de la capitale. A Bordeaux, ils étaient 7.500 pour la police, 30.000 selon le collectif.

Plusieurs élus de l'UMP, dont Laurent Wauquiez, Michèle Alliot-Marie et Hervé Mariton ont participé à la manifestation parisienne ainsi qu'une délégation du FN avec le vice-président du parti, Louis Aliot, et la députée Marion Maréchal-Le Pen.

Pour Thibault, 30 ans, venu tout spécialement des Alpes, recourir à une mère porteuse c'est de "*l'industrialisation*", de "*l'esclavagisme moderne*". AFP 05.10

Parce que "*l'industrialisation*" ne rimerait pas avec "*l'esclavagisme moderne*" ? Pas quand elle nous permet de vivre confortablement, c'est alors de l'esclavagisme consentit qui a les faveurs des partis qui ont manifesté à vos côtés, sans oublier l'AFP.

Cette opération lancée par les sommets de la classe dominante, comment imaginer un instant qu'il pourrait en être autrement, n'a pas seulement pour but de diviser la classe ouvrière, mais aussi les capitalistes qui ne sont pas non plus une classe homogène et leurs représentants, dont certains résistent au néolibéralisme qui va en broyer plus d'un parmi eux.

- La participation à la Manif pour tous divise la droite - LeFigaro.fr

L'oligarchie financière pour imposer sa politique ou gouverner doit diviser l'ensemble de la société, on en a l'illustration ici...

---

## ACTUALITE EN TITRES

[S'ils n'ont pas rappelé votre bagnole, c'est sûrement un oubli.](#)

- General Motors rappelle encore 57.000 véhicules - Reuters

[Hollande et Merkel s'implique militairement un peu plus au côté du gouvernement néonazi de Kiev.](#)

- Ukraine : des drones français et allemands pour surveiller le cessez-le-feu - LeMonde.fr

[Le soviet ou comité de soldat "\*\*pas à l'ordre du jour\*\*", non ?](#)

- Le Drian: les syndicats dans l'armée ne sont "*pas à l'ordre du jour*" - AFP

### [Hypocrisie et fausse modestie.](#)

- Montebourg dénonce la "*politique d'austérité*" du gouvernement - L'Express.fr

- Royal admet que le gouvernement a commis des "*erreurs*" depuis 2012 - Le Nouvel Observateur

### [Stratégie du chaos](#)

- Combats dans l'est du Liban entre Hezbollah et islamistes - Reuters

- Caucase russe: 5 policiers tués en déjouant un attentat suicide en Tchétchénie - AFP

- Un groupe jihadiste égyptien revendique de nouvelles décapitations - AFP

---

## [ACTUALITÉ DU JOUR](#)

### [Brésil. La candidate de Washington battue.](#)

- Dilma Rousseff remporte le premier tour de la présidentielle au Brésil - LeMonde.fr

(Le Monde se désole, sa candidate, celle de Washington est défaite. - ndlr)

Emoussée par un scandale de corruption visant des parlementaires de sa coalition, bousculée par la montée de la candidate écologiste, Marina Silva, dans les sondages, Dilma Rousseff a finalement été épargnée dans les urnes, dimanche 5 octobre.

La présidente brésilienne a remporté le premier tour du scrutin où elle était candidate à sa réélection, avec plus de 40 % des voix, confirmant la tendance affirmée par les sondages de ces derniers jours.

La surprise est, elle, venue du résultat de celui qui l'affrontera au second tour, le 26 octobre prochain. La qualification du sénateur Aécio Neves, qui a récolté près de 35 % des voix, dimanche, était loin d'être acquise. Jamais avant samedi, veille du scrutin, il n'avait dépassé Marina Silva dans les sondages, avant d'effectuer une remontée inattendue dans les études d'opinion.

Pour l'écologiste, cependant, c'est une défaite. Celle qui, remplaçant Eduardo Campos, le précédent candidat de son parti, mort dans un accident d'avion, a longtemps fait figure de sérieuse rivale pour Dilma Rousseff n'obtient finalement que 21 % des voix. LeMonde.fr 05.10

Pour un peu, ce sera la seule bonne nouvelle du week-end, sans manifester la moindre illusion dans Dilma Rousseff.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 7 octobre 2014

## [CAUSERIE](#)

Leur monde est un cauchemar ! Sordide. Il en faudra plus pour nous briser le moral, il faut seulement en prendre pleinement conscience, c'est ce qu'on s'emploie à faire ici avec les moyens du bord.

Le black-out des médias (et du gouvernement) en France sur l'assassinat d'un député vénézuélien, sur la déclaration de Joe Biden... Je vous plains sincèrement. En Inde aussi on a notre dose, ici on sèche nos larmes...

Et pour cause, comment il y en a parmi nous qui ont pu appeler à voter en 2012 pour « *My government is pro-business* », Valls hier à la City de Londres ? Un gouvernement ouvertement impérialiste ?

Il faudrait que ceux qui ont soutenu pendant des décennies la stratégie du front unique avec le PS s'expliquent, car chacun sait que le PS n'a pas changé. Ils ont méticuleusement entretenu l'illusion qu'il n'était pas ce que certains découvrent effarer aujourd'hui. En quoi cela a-t-il pu servir notre cause, je voudrais qu'on nous l'explique. En réalité, ils ne nous ont pas conduit au bord du précipice, ils nous y ont précipités. C'est ma conviction, personne n'est obligé de la partager.

Si leur monde est un véritable cauchemar et que nous sommes de plus en plus à le penser, peut-être que sa nature, celle de ceux qui nous gouvernent, la question du pouvoir méritent d'être posées, non ? Qui peut nier que des millions de travailleurs s'interrogent actuellement sur le monde dans lequel nous vivons ? Pourquoi ne les aidons-nous pas à répondre à leurs questions ? C'est plus troublant encore que le discours d'Obama du 24 septembre dernier.

Vous voyez qu'on peut encore être surpris, désagréablement hélas, il faut espérer qu'un jour ou l'autre la tendance s'inversera, il n'y a pas de raison. Il y a de quoi y laisser sa tête quand on observe ce qui se passe dans le monde. Certains sombrent dans la folie pendant la guerre ou se suicident, effectivement c'est à devenir dingue ou enragé, d'autres en pissent de trouille dans leur froc, d'autres préfèrent se faire du bien et se défroquent, d'autres se referment sur eux-mêmes en croyant qu'ils seront épargnés au détriment de leur équilibre mental, chacun tente d'assumer ce qu'il est et le spectacle peu recommandable qu'ils nous offrent tourne à la tragédie ou annonce inéluctablement une terrible tragédie. On n'ose pas y croire et c'est bien cela le pire, qui la rend possible.

Quitte à en prendre plein la gueule pour parler vulgairement, autant être le plus lucide possible et profiter pleinement de cette expérience d'une richesse extraordinaire. Il y a des gens qui en temps normal trouvent le moyen de s'emmerder, et bien là ils ont matière à s'occuper. Si la vie n'avait pas de sens avant, elle en a encore moins aujourd'hui, les voilà rassurés, ils n'ont rien perdu !

On appelle cela des aphorismes, des formules brèves mais percutantes, pleines de sens en principe.

Le plus emmerdé dans le lot, c'est celui qui ne supporte pas que la réalité ne soit pas conforme à ses désirs ; le malheureux il va en faire une crise de nerf et fondre en larmes. Qu'il prenne exemple sur nous, qu'il prenne les armes pour les sécher ! Malheur aux faibles et aux résignés, aux lâches et aux traîtres, ils encourent la double peine car personne ne les épargnera ou ne viendra à leur secours. Qu'ils s'arment de pied en cap, de patience, de courage, ils doivent trouver la force de lutter en eux-mêmes, la lucidité ou le discernement suffisant pour dissiper le brouillard qu'ils enveloppe et obscurcit leur chemin.

A des degrés divers nous sommes tous embarqués dans la même galère qui menace de faire naufrage. L'adversité qui nous propulse dans la misère et dans le désespoir doit être combattue debout, les armes à la main, armé du glaive du matérialisme dialectique pour trancher nette le destin sordide que notre ennemi nous a réservé. On ne se distrait pas ou on ne divague pas, on sait que chacun a besoin de repères pour continuer le combat ou à vivre tout simplement, savoir où il en est et nombreux ne le savent plus, on se pose tous des questions, c'est salutaire.

Il n'y a jamais matière à désespérer, jusqu'au moment où l'on passe à autre chose, ensuite il est trop tard, y compris pour exprimer des regrets, comme passer de vie à trépas. Alors gardons espoir, vaincre ou périr. Voyez de quel courage fait preuve le peuple syrien, c'est extraordinaire, on n'y pense pas ou on ne le dit pas assez souvent.

Il est tard. J'ai des affaires personnelles cruciales à régler demain.

### Guerre idéologique. Comment les instituts de sondages nous manipulent.

Vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable, pas du tout favorable à...

Vous avouerez que l'emploi à quatre reprises du mot favorable peut vous inciter à trouver agréable, bon ou à approuver l'idée qu'on vous suggère.

Le rejet viendra ensuite, il sera le produit d'une expérience vécue, dont vous avez souvenir et qui fut désagréable, mauvaise. Mais si vous ne l'avez jamais vécue, si vous n'êtes pas directement concerné, quel motif auriez-vous de la rejeter, la guerre par exemple, surtout si elle se déroule loin de chez vous ?

### Réflexion du soir

Apprendre pour comprendre et comprendre pour agir, c'est prendre les choses dans l'ordre et mieux que faire n'importe quoi ou parler à tort et à travers.

Informé pour comprendre et comprendre pour agir pourrait compléter cette formule de nos jours, si on considère qu'exprimer un point de vue c'est déjà agir, et qu'agir sans savoir de quoi on parle peut être néfaste à la cause pour laquelle on combat ou nuire aux idées qu'on défend.

Notre époque renoue avec la désinformation à grande échelle, la censure de l'information, comme nos lecteurs ont pu le constater. Ce lavage de cerveau ou ce bourrage de crâne à un tel niveau n'annonce généralement rien de bon, c'est plutôt le signe que quelque chose de grande ampleur et d'inavouable est en train de se passer ou se prépare dans notre dos ou encore que le pire est à venir dans un avenir très proche.

Et le rôle du mouvement ouvrier dans tout cela ? Il est nul et cela ne surprendra personne, puisque ceux qui disposent d'une tribune pour s'exprimer se taisent ou sortent des lieux communs, et ceux qui n'en bénéficient pas mais qui pourraient relayer ces informations préfèrent les occulter aussi incroyable que cela puisse paraître.

Nous, nous reproduisons des articles de différentes sources, parce qu'au delà de leur nature il nous semble que la priorité est d'informer nos lecteurs pour qu'ensuite ils puissent se forger librement leurs convictions.

En observant ce qui se passe dans le monde, le plus frappant c'est de constater à quel point les masses peuvent être manipulables, quelque part c'est terrifiant car elles peuvent facilement être embrigadées et participer à une guerre qui n'est pas la leur, en d'autres termes rien n'a changé depuis la Seconde guerre mondiale sur ce plan-là, il faut être lucide et le reconnaître, même si cela fait froid dans le dos.

On ne parle spécialement des masses profondément arriérées d'un pays sous-développé, mais bien des masses occidentales, de pays dits hautement développés où l'ensemble de la population a été scolarisée, où figurent une multitude de moyens d'information pour relayer ce qui se passe dans la société et dans le monde. Une telle ignorance ou un tel autisme nous interpelle forcément puisque nous luttons contre sans répit.

Apparemment la notion du progrès s'est limitée à l'aspect matériel de notre condition et elle s'est arrêtée à la porte de notre inconscience sans jamais la franchir, au risque de nous condamner à une régression sociale sans fin ou à subir de nouveaux bouleversements brutaux, que nous serons incapables d'interpréter correctement ou d'affronter pour ne pas y avoir été préparés, et qui dans certains cas nous seront fatals.

Quand on évoque cet aspect-là de la situation, on nous prend pour des demeurés, des révisionnistes qui s'écarteraient du marxisme, parce qu'aborder la réalité et les masses sous cet angle ne figurerait pas dans la conception de la lutte des classes que nous aurions léguée les maîtres du marxisme qui à notre connaissance vivaient à une époque lointaine ou dans un monde largement révolu.

Evoquer l'éducation des masses serait équivoque, votre intention serait de les endoctriner que vous ne vous en vanteriez pas, assurément, c'est d'ailleurs ce que je suis en train de faire l'air de rien, et puis d'abord la pédagogie ne sert à rien, seule l'engagement pratique dans la lutte de classes représente une réelle expérience source d'enseignements et de progrès de la compréhension de la société, dans ce cas-là il faudrait qu'on nous explique pourquoi l'immense majorité des militants et des travailleurs qui y ont participé un jour ne sont pas plus évolués ou sont toujours aussi ignorants, cela doit faire partie des mystères que nos dirigeants ne souhaitent pas nous révéler de crainte qu'éventée cette expérience lui enlèverait de son efficacité qu'on peine à discerner avec la meilleure volonté du monde.

Nous ne remettons évidemment pas en cause la nécessité d'intervenir dans la lutte des classes ou d'y participer, nous refusons seulement de lui attribuer des mérites qu'elle n'a pas ou qu'elle pourrait avoir seulement si certaines conditions étaient réunies, ce qui manifestement n'a jamais été le cas, dans le cas contraire il faudrait qu'on nous montre comment elle s'est traduite au niveau de la progression de la conscience politique des masses, ce qui est évidemment impossible.

On ne cherche nullement à convaincre quelqu'un qu'on aurait raison, on a adopté une méthode qui nous semble performante et on s'y tient, et quand elle ne l'est pas c'est uniquement parce qu'on a commis une erreur quelque part, vous en êtes témoins n'est-ce pas ?

Plus haut nous avons fait référence à l'autisme des masses. Il faut bien partir de quelque part

**Autisme :** Détachement de la réalité extérieure, la vie mentale du sujet étant occupée tout entière par son monde intérieur. Égocentrisme, introversion. L'autisme est l'attitude mentale propre aux schizophrènes.

**Schizophrénie :** Psychose caractérisée par une désagrégation psychique (ambivalence des pensées, des sentiments, conduite paradoxale), la perte du contact avec la réalité (repliement sur soi, désintérêt, apathie, inertie, parfois délire). Prédominance des mécanismes de refoulement et du désinvestissement de la réalité sur les mécanismes de restitution (chez Freud) ; refus des symboles et des codes formateurs du moi et garants de la société (Deleuze et Guattari) .

**Egocentrisme :** Tendance à être centré sur soi-même et à ne considérer le monde extérieur qu'en fonction de l'intérêt qu'on se porte. Égoïsme, égotisme.

Caractère individuel, non social, de la pensée enfantine, se traduisant par l'absence d'objectivité. Égoïsme persistant chez l'adulte.

Égoïsme : Attachement excessif à soi-même qui fait que l'on subordonne l'intérêt d'autrui à son propre intérêt. Intérêt (personnel); individualisme. (Source : Le Grand Robert) Cela fait très didactique, presque scolaire, faudrait-il aussi se passer du dictionnaire ?

On se désintéresse du monde tel qu'il est, d'ailleurs on l'ignore, on ne l'a pas étudié mais on prétend le connaître pour mieux le remplacer par l'idée qu'on s'en fait.

Désagrégation psychique qui accompagne celle de la société toute entière, la logique est respectée.

Tendance antisociale qui ne caractérise pas seulement le comportement du petit délinquant de banlieue, mais aussi celui de l'intellectuel bien pensant qui adhèrent à des politiques réactionnaires et impérialistes.

Mépris ou indifférence manifesté à l'égard des autres en général, qui conduit à un individualisme effréné.

Dites-moi, c'est bien cela, on a fait le tour de la question, c'est bien la tendance dominante dans la société, ce qui caractérise la politique du gouvernement : favoriser le privé au détriment du public, favoriser les droits ou intérêts individuels au détriment des droits ou intérêts collectifs, favoriser la mise en concurrence des individus de manière à ce que leurs intérêts apparaissent contradictoires, favoriser les inégalités sociales ou l'attrait insatiable du gain forcément réalisé sur le dos des plus défavorisés, favoriser le communautarisme au détriment de certains principes ou certaines valeurs qui permettent de vivre ensemble dans le respect des autres, favoriser le repliement sur soi en développant une multitude de gadgets à usage personnel, bref, encourager l'individualisme sur tous les plans et faire en sorte que la schizophrénie devienne la norme.

L'homme existe et se développe sur les plans individuel et social, mais il ne peut se réaliser sur le plan individuel si les conditions sociales lui sont défavorables, et en régime capitaliste seuls les membres des classes supérieures peuvent y prétendre, et encore, à quel prix, pour enfanter des monstres...

### Un virus qui tombe à point.

Justement au moment où la concurrence qui faisait rage entre impérialistes pour le pillage des richesses de l'Afrique tournait au désavantage des Américains, quelle coïncidence, non ?

Ils font ce qu'ils peuvent pour y remédier (aide-toi et le ciel t'aidera !) ...

- Afrique: les pays riches doivent faire plus pour l'aide au développement - AFP

... par exemple...

- Ebola menace d'infecter les économies africaines, selon des experts - AFP

... et pas qu'à moitié...

- En Sierra Leone, 121 décès dus au virus Ebola en un seul jour - Reuters

...retenez la date, et même qu'au jour près c'était parfaitement prévisible...

- Ebola pourrait atteindre la France à la fin du mois, selon des scientifiques - Liberation.fr

Cette probabilité a été calculée à partir de données théoriques sur les modes de transmission du virus et sur le trafic aérien. Ainsi, les auteurs de l'étude estiment à 75% la probabilité qu'Ebola atteigne la France d'ici au 24 octobre.

... et quelle "**chance**" !

- Ebola: Le virus aurait «75% de chances» d'arriver en France d'ici au 24 octobre - 20minutes.fr

Vous insinuez que cette épidémie était programmé, cela y ressemble fortement, non ?

- Ebola: une Espagnole première contaminée hors d'Afrique Ana Cuenca - AFP

A qui profite le crime ?

- Les USA envisagent d'autres contrôles aux aéroports pour Ebola - Reuters

Le virus Ebola, qui a déjà tué 3.500 personnes et durement touché les économies de la Guinée, du Liberia et de la Sierra Leone, est en train d'infecter les économies d'autres pays du continent africain en menaçant leurs taux de croissance, selon des experts.

"On aurait un peu plus confiance (en l'avenir) si Ebola n'était pas sur notre continent", a confié le président de la Commission de l'Union africaine Nkosazana Dlamini Zuma, lors du 14e Forum économique international sur l'Afrique organisé par l'OCDE à Paris.

Le "coup est énorme pour les trois pays qui étaient en situation post conflit avec des institutions fragiles", souligne Carlos Lopes, le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

Car, comme le souligne Ayodele Odusola, chef de stratégie et d'analyse au bureau Afrique du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), "cela n'affecte pas que le système de santé, cela touche toute l'économie et le développement".

"Ces trois pays avaient tourné le dos à leurs problèmes de conflit et allaient si bien", regrette Mme Dlamini Zuma.

Ainsi, la Sierra Leone escomptait un taux de croissance en 2014 de 13,8%, le Liberia de 6,8% et la Guinée de 4,2%. Mme Dlamini-Zuma a souligné que ces pays vont revoir leurs PNB à la baisse en raison de la crise Ebola.

Le gouvernement du Liberia a déjà indiqué que la croissance du pays pourrait être divisée par deux en 2014.

Selon les calculs de la Banque mondiale, le produit intérieur brut cumulé de ces trois pays pourrait être amputé de 359 millions de dollars en 2014 et de 809 millions en 2015 si l'épidémie n'est pas contenue. AFP 06.10

En cause les guerres civiles fomentées par les puissances occidentales au profit de leurs multinationales.

Dans la foulée leurs systèmes de soins de santé se sont effondrés, quand ils n'ont pas été démantelés dans le cadre des réformes structurelles que leur a imposées le FMI et la Banque mondiale en échange de prêts.

Autre aspect, pourquoi, alors que ce virus a été détecté il y a 38 ans, les riches laboratoires des trusts pharmaceutiques des puissances occidentales n'ont-ils pas mis au point un vaccin pour endiguer une épidémie à venir ? Pas solvable, pas rentable.

Affaiblir la population de ces pays pour mieux piller leurs ressources, justifier une présence militaire, voilà pourquoi ils ont laissé se développer ce virus, leur véritable objectif. On n'ose pas évoquer ici l'eugénisme, mais on y pense très fort... On se rend compte ou on apprend des décennies ou près d'un siècle plus tard qu'ils sont capables de programmer les pires crimes de masse que l'humanité ait connu, mais on refuse toujours à croire qu'ils sont capables de pire encore, c'est navrant.

- L'homme qui a découvert Ebola prévient dans une interview choc : "je crains maintenant une inimaginable tragédie" - atlantico.fr

Peter Piot a co-découvert le virus Ebola en 1976 au Zaïre, l'actuelle République démocratique du Congo (RDC). Il vient de donner une interview alarmiste à The Guardian : en voici les grandes lignes.

Le virus Ebola n'en finit plus de semer la panique. Depuis sa réapparition il y a quelques mois, la fièvre hémorragique fait des ravages : le virus a en effet fait 3 439 morts sur 7 492 cas diagnostiqués, a annoncé vendredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le Liberia est le pays le plus touché, avec 2 069 morts, la Guinée en compte 739 et la Sierra Leone 623. Huit cas mortels ont par ailleurs été recensés au Nigeria. Il s'agit de loin de la plus grave épidémie d'Ebola en près de 40 ans d'histoire de la maladie.

Le virus Ebola a été découvert pour la première fois en 1976 dans le nord de la République démocratique du Congo, alors appelé Zaïre : le premier cas a été identifié par le médecin belge Peter Piot, de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers. A l'époque, il avait immédiatement mis en garde contre les risques épidémiques de cette maladie, qui allait finalement toucher 318 personnes et en tuer 280. Aujourd'hui, Peter Piot est beaucoup plus alarmiste : dans un entretien à The Guardian, il assure qu' "il ne s'agit plus d'une simple épidémie, mais d'une catastrophe humanitaire".

"Depuis le mois de juin, il est devenu clair pour moi qu'il y avait quelque chose de fondamentalement différent dans cette épidémie par rapport à celle de 1976. C'est à ce moment-là que Médecins Sans Frontières a sonné l'alarme. J'ai donc commencé à



avoir vraiment peur" affirme-t-il au quotidien britannique. Si normalement, il convient de placer en quarantaine les individus infectés, force est de constater que cette mesure n'a pas suffi à empêcher le virus de se propager. Pour cet ancien directeur d'Onusida (de 1995 à 2008) et aujourd'hui directeur de l'Ecole d'hygiène et médecine tropicale de Londres, cela s'explique parce que "depuis le début, il existe un certain nombre de facteurs défavorables". "Certains des pays concernés sortent à peine de terribles guerres civiles, beaucoup de leurs médecins avaient fui et leurs systèmes de soins de santé se sont effondrés. Au Liberia, par exemple, il n'y avait que 51 médecins en 2010, et beaucoup d'entre eux sont morts avec l'arrivée d'Ebola" assure Peter Piot à The Guardian.

Selon lui, le fait que cette épidémie soit réapparue dans la région frontalière (très densément peuplée) entre la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria a forcément contribué à la catastrophe. "Dans cette région, les populations sont extrêmement nomades, il était donc beaucoup plus difficile de retrouver ceux qui avaient été en contact avec les personnes infectées. Les morts dans cette région sont traditionnellement enterrés dans les villes et les villages où ils sont nés, de nombreux cadavres hautement contagieux ont été déplacés entre les frontières. Le résultat a été que l'épidémie s'est rapidement propagée dans des lieux différents" explique le médecin au Guardian.

Si, lors de sa découverte, le virus se concentrait essentiellement dans des petits villages, pour la première fois, il a atteint de grandes métropoles telles que Monrovia ou Freetown. Ce qui inquiète particulièrement Peter Piot : "dans les grandes villes - et notamment celles où il y a d'immenses bidonvilles - il est pratiquement impossible de retrouver ceux qui ont été ou pu être en contact avec des personnes malades". Le médecin est d'ailleurs très préoccupé par la situation au Nigeria : "Si la fièvre hémorragique venait à se répandre dans des mégalo-poles aussi grandes que Lagos ou Port Harcourt, ce serait une catastrophe inimaginable".

Interrogé par The Guardian afin de savoir si nous avons totalement perdu le contrôle de l'épidémie, la réponse de Peter Piot est sans appel : "J'ai toujours été un éternel optimiste mais je pense que désormais nous n'avons pas d'autres choix que de tout tenter, je dis bien tout. (...) Cela apparaît évident pour tout le monde qu'il ne s'agit plus seulement d'une épidémie mais bien d'une catastrophe humanitaire. Nous n'avons pas seulement besoin de personnel de santé mais aussi d'une excellente logistique, de camions, de jeeps et de denrées alimentaires. Une telle épidémie peut déstabiliser des régions entières. (...) Je n'avais jamais imaginé qu'une situation aussi calamiteuse puisse arriver un jour".

A l'heure actuelle, l'essentiel des cas recensés se trouvent en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone ; des personnes infectées ont aussi été signalées au Nigeria, au Sénégal de même qu'aux Etats-Unis, où un homme en provenance du Liberia a été diagnostiqué mardi et se trouve à présent dans un état critique. De plus, une infirmière française contaminée lors d'une mission de Médecins sans Frontières au Liberia a été rapatriée et soignée avec succès à l'hôpital Bégin de Saint-Mandé, près de Paris. En Grande-Bretagne, un patient britannique contaminé lors d'une mission humanitaire en Sierra Leone a été soigné après avoir été hospitalisé dix jours dans un hôpital de Londres. Dès lors, des chercheurs estiment à 75% le risque de voir le virus de la fièvre Ebola atteindre la France d'ici vingt jours, à 50% pour la Grande-Bretagne. Un risque pandémique que n'élude pas Peter Piot.

"Il y aura certainement des malades atteints d'Ebola en provenance d'Afrique qui se rendront en Europe ou aux Etats-Unis dans l'espoir de recevoir un traitement. Et il se pourrait même que certaines personnes infectées décèdent. Toutefois une épidémie en Europe ou en Amérique du Nord serait rapidement mise sous contrôle" certifie-t-il. En revanche, ce médecin se dit "plus préoccupé par les nombreuses personnes venant d'Inde et travaillant dans le commerce ou l'industrie en Afrique de l'Ouest. Il suffirait qu'un seul d'entre eux soit infecté et se rende en Inde au cours de la période d'incubation du virus puis, une fois qu'il tombe malade, se rende dans un hôpital public" pour que la situation devienne totalement hors de contrôle.

Peter Piot parle même de scénario "apocalyptique" car Ebola change en permanence son patrimoine génétique. Plus il y a de personnes qui contractent le virus, plus il est probable que celui-ci mute et accélère ainsi sa propagation. Un véritable cercle vicieux... C'est pourquoi il préconise la multiplication des essais de médicaments expérimentaux. "Mais, nuance-t-il, nous ne devrions certainement pas compter que sur ces nouveaux traitements. En effet, pour la plupart des malades, ils arriveront trop tard. Ils ne serviront essentiellement qu'en cas de nouvelle épidémie". En attendant, il estime, comme le disait Louis Pasteur en son temps, que "ce sont les microbes qui auront le dernier mot". atlantico.fr 06.10

### Charlatanerie. La lobotomie récompensée. Même un pigeon fait mieux.

Ce que vous allez lire est effarant, d'une stupidité confondante, l'un est chercheur à l'Institut de neurosciences cognitives de l'University College de Londres, les deux autres chercheurs à l'université de Trondheim (nord-ouest de la Norvège), tenez-vous bien, ils auraient "découvert un système de positionnement, un 'GPS interne' dans le cerveau qui rend possible de nous orienter dans l'espace, démontrant le fondement cellulaire d'une fonction cognitive supérieure" selon la Fondation Nobel qui a été bien inspiré en décernant le prix Nobel de la paix à Obama ou autrefois d'économie à Milton Friedman, théoricien du néolibéralisme.

On va vous bander les yeux et vous parachuter en pleine nuit au milieu de la forêt amazonienne et comme vous avez un sens inné de l'orientation vous n'aurez aucune difficulté à vous orienter et en sortir. Non, car en réalité la situation pourrait s'avérer plus compliquée.

Plus sérieusement, on a à faire à de véritables génies qui ont découvert que de retour sur un lieu qu'on aurait pu visiter un jour, notre mémoire nous aiderait à nous repérer ou des bribes de cette expérience remonteraient à la surface de notre cerveau de telle sorte qu'on pourrait retrouver notre chemin. Quelle extraordinaire découverte ! Rendez-vous compte, notre mémoire stockerait un tas de données à notre insu ou sans nous demander notre autorisation.

Les cellules qu'ils ont isolées et nomment "*GPS interne*" ne sont pas celles qui stockent n'importe quelles données, mais celles concernant notre positionnement spatial disent-ils, or elles sont avant tout d'ordre visuel, auditive, mais dans ce cas-là cela concerne en général toute situation qui est à la fois d'ordre spatial et temporel. Par exemple je suis chez moi dans la pièce qui me sert de bureau, au moment où je tape au clavier ces lignes je suis en train de faire une expérience d'ordre spatial et temporel, que je sois en position statique ou mobile dans tous les cas de figure mes sens, mes yeux et mes oreilles notamment transmettent en continue des informations à mon cerveau dont je n'ai pas conscience, qui les enregistrent, qui laisseront une trace plus ou moins nette ou profonde pendant une durée plus ou moins longue, à vrai dire je n'en sais rien, c'est probable, possible.

La perte de mémoire concerne l'ensemble des données que l'on a stockées dans notre cerveau, on a oublié le nom d'une personne, la date de naissance de sa mère, où on a posé ses clés ou garé sa voiture, le titre du dernier livre qu'on a lu, comment écrire un mot, le nom de la rue où on a passé son enfance, ce qu'on a fait la semaine dernière...

Il est vrai que certaines personnes présentent des dispositions particulières et se souviennent davantage des dates que des noms par exemple, tout comme il y a des gens qui vont mémoriser avec une facilité déconcertante les noms barbares des médicaments, d'autres des formules mathématiques, d'autres encore le dictionnaire ou des pages entières de livres, sans qu'on puisse expliquer pourquoi, et à côté ils ne parviendront pas à mémoriser à quelle occasion ils ont rencontré une personne.

La mémorisation a un lien avec les émotions qu'on a vécues lors de chaque expérience, l'état d'esprit dans lequel on se trouvait à se moment-là, les rapports qu'on entretenait avec le monde extérieur, donc un tas de facteurs entrent en compte sans qu'on en ait conscience. La durée et la fréquence d'une expérience jouent aussi un rôle essentiel.

Dès lors comment prétendre que certaines cellules pourraient être affectées à la mémorisation d'un lieu ou assumerait à elles seules cette fonction ? Ils prétendent que leur localisation pourrait servir la recherche sur la maladie d'Alzheimer, alors que cette maladie dégénérative se caractérise par une altération intellectuelle progressive et irréversible du cerveau. Ne seraient-ils pas à la recherche d'une cellule qui leur permettrait de nous localiser par GPS à la manière d'une puce électronique, à défaut de pouvoir nous la greffer pour mieux contrôler la population ? On a du mal à leur prêter de bonnes intentions vis-à-vis de la population

- Le Nobel de médecine récompense des pionniers du GPS cérébral - AFP

Le prix Nobel de médecine 2014 a récompensé lundi un Américano-Britannique, John O'Keefe, et un couple de Norvégiens, May-Britt et Edvard Moser, pour leurs recherches sur le "*GPS interne*" du cerveau.

Le jury a indiqué avoir couronné M. O'Keefe d'un côté, et le couple Moser de l'autre, "*pour leurs découvertes de cellules qui constituent un système de positionnement*".

*"Comment savons-nous où nous sommes? Comment réussissons-nous à trouver le chemin d'un lieu à un autre? Et comment stockons-nous cette information d'une manière telle que nous puissions immédiatement trouver le chemin la fois suivante où nous empruntons la même route ?"*

*"Les lauréats du Nobel cette année ont découvert un système de positionnement, un 'GPS interne' dans le cerveau qui rend possible de nous orienter dans l'espace, démontrant le fondement cellulaire d'une fonction cognitive supérieure"*, a détaillé la Fondation Nobel. AFP 06.10

### La survie du capitalisme. Ils nous promettent le chaos et la guerre permanente.

- Guerre contre l'Etat Islamique : l'ancien chef du Pentagone critique Barack Obama et estime qu'elle pourrait durer "*30 ans*" - Atlantico.fr

Dans une interview publiée ce lundi avant la sortie de son livre intitulé *Worthy Fights*, Leon Panetta critique les décisions de Barack Obama qui vont impliquer une guerre longue contre l'EI.

*"Je pense que nous parlons du genre de guerre qui pourrait durer trente ans"* dit-il avant d'ajouter qu'il existe un risque de contagion à la Libye, à la Somalie, au Yémen ou encore au Nigeria. Pour l'ex-secrétaire américain à la Défense (2011-2013), le président a échoué à pousser le gouvernement irakien à autoriser le maintien d'un contingent de soldats américains dans le pays après le retrait des troupes en 2011. Pour lui, il a eu un vide de sécurité.

L'ancien patron de la CIA regrette également que le président n'est pas voulu armer les rebelles syriens face au président Bachar

el-Assad. "Je crois vraiment que nous serions mieux placés pour savoir s'il existe ou non des éléments modérés au sein des forces rebelles qui luttent contre Assad" lance-t-il avant d'ajouter que Barack Obama a "perdu toute crédibilité quand il a mis en garde Assad contre l'usage d'armes chimiques contre son propre peuple, avant de ne finalement rien faire lorsque le dirigeant syrien a franchi les fameuses lignes rouges posées par l'administration".

Leon Panetta juge que le président américain doit "faire preuve de leadership face aux djihadistes". Bien trop souvent, le président "se fie à la logique d'un professeur de droit plutôt qu'à la passion d'un dirigeant" conclut-il. Atlantico.fr 06.10

Leon Panetta est manifestement le porte-parole du clan des oligarques les plus extrémistes ou va-t-en-guerre. Il témoigne qu'ils contrôlent la totalité ou des pans entiers du Pentagone et de la CIA, mais qu'ils sont divisés sur la stratégie adoptée pour parvenir à leurs fins.

Passons sur le lapsus ou la confusion volontaire ou pas qui consiste à affirmer que la situation en Irak et en Syrie pourrait être contagieuse à la Libye et d'autres pays, alors que nous savons que la CIA a exfiltré les mercenaires djihadistes de Libye pour les envoyer combattre en Syrie, il faut dire qu'il pourrait difficilement l'avouer après que Joe Biden eut désigné l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie comme responsable de la formation de cette armée de barbares pour mieux occulter le rôle des Etats-Unis.

Il indique au passage que leur plan initial était bien de rester en Irak... et en Afghanistan, on en a eu confirmation ces derniers jours. Pour finir, on constatera qu'il existe au sein de l'oligarchie financière une branche prête à déclencher une guerre mondiale si nécessaire. Entre nous, ce n'est pas nouveau.

Nous n'allons pas nous mettre aussi à évoquer cette hypothèse à longueur de temps, il y a des spécialistes en la matière, par contre nous devons surveiller comment évolue la finance mondiale, cela nous fournira une précieuse indication sur l'évolution du rapport de force entre les différentes factions au sein de l'oligarchie financière, entre celles favorables à une guerre mondiale et celles qui préfèrent recourir à d'autres moyens pour établir leur gouvernement mondial ou réaliser leur nouvel ordre mondial.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

Multirécidiviste. Fanatisme. Ils n'ont pas eu besoin de l'acheter ou de le convertir en livre sterling !

- Manuel Valls, le "Tony Blair" français, est à Londres pour défendre sa ligne pro-entreprises - Le Huffington Post

- Valls déclare sa flamme pro-entreprise à la City de Londres - Reuters

« My government is pro-business », « Ich mag die Unternehmen », « j'aime l'entreprise » : le premier ministre a poursuivi son ode aux entreprises lundi à Londres en s'exprimant cette fois en anglais devant des investisseurs de la City, coeur financier de la capitale britannique, après l'avoir proclamé en allemand il y a deux semaines et en français fin août devant le Medef. Reuters

Si elle a été violée ou frappée, c'est la faute à l'école et non à la violence de l'Etat ou du régime infâme qu'ils soutiennent.

- Une campagne des Jeunes socialistes contre la Manif pour tous fait polémique - francetvinfo.fr

"S'il avait appris à l'école qu'une femme n'est pas un objet, il ne l'aurait peut-être pas violée".

"S'il avait appris l'égalité femmes/hommes à l'école, il ne l'aurait peut-être pas frappée"

"S'il avait pu être accompagné à l'école, il vivrait peut-être mieux son homosexualité"

Ce sont les slogans chocs d'une campagne internet du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) lancé dimanche 5 octobre, une campagne publicitaire pour soutenir la sensibilisation, dès l'école, à l'égalité hommes-femmes.

Les images et slogans de cette campagne ont soulevé un tollé, notamment à droite (et Mariane : "Maintenant l'affiche du MJS, rassurez-moi, c'est un fake" - ndr), mais la présidente du MJS, Laura Slimani, n'entend pas "s'excuser d'être de gauche".

Contactée par francetv info, la présidente du MJS Laura Slimani "assume". Non, elle ne regrette rien, bien au contraire : "Je m'étonne, déclare-t-elle, de réactions aussi violentes alors qu'il s'agit juste de soutenir l'action du gouvernement à l'école pour l'égalité des sexes et contre l'homophobie, sachant que les jeunes homosexuels se suicident plus que les autres jeunes de leur

âge." francetvinfo.fr 06.10

Que cette opération serve à "*soutenir l'action du gouvernement*" qui poursuit l'oeuvre de démolition de l'école de ses prédécesseur, nous n'en doutons pas.

Instrumentaliser le viol et la violence dont sont victimes les femmes pour soutenir la "*réforme*" du gouvernement que les enseignements et les parents rejettent, c'est tout ce qu'ils ont trouvé, quelle abjection ! C'est le PS.

- Ben Affleck s'emporte dans un talk-show américain pour défendre les musulmans - Francetv info

Ben Affleck n'a pas mâché ses mots. L'acteur a vivement réagi, dans une émission américaine, vendredi 3 octobre, après que l'animateur et l'un de ses invités ont attaqué ce qu'ils considèrent comme les dérives de la religion musulmane.

Invité du talk-show de Bill Maher sur la chaîne HBO pour promouvoir son dernier film *Gone Girl*, Ben Affleck s'est retrouvé au centre d'un débat sur l'islam. Tandis que l'animateur a fustigé "*les mauvaises idées*" qui seraient, selon lui, monnaie courante dans l'islam, l'auteur Sam Harris a dénoncé "*le concept de l'islamophobie*". "*Toutes les critiques à l'égard de la doctrine de l'islam sont confondues avec de l'intolérance envers les musulmans en tant que personnes*", a-t-il affirmé.

"Attendez, est-ce que vous êtes la personne qui comprend tout à la doctrine de l'islam ?" a alors lancé Ben Affleck. "*Qu'en est-il alors du plus d'un milliard de personnes qui ne sont pas fanatiques, qui ne frappent pas les femmes, qui veulent juste aller à l'école ?*", s'est-il indigné. Pour le comédien, de telles réflexions sont tout simplement "*racistes*" et "*stéréotypées*". Francetv info 06.10

Vous avez le droit d'ajouter à l'endroit de ces salopards de la MJS, que c'est uniquement une minorité d'hommes qui frappent les femmes tandis et que l'immense majorité de la population n'est pas concernée. Les femmes seraient plus faibles et meilleures que les hommes, ils veulent absolument nous monter les uns contre les autres, il faut démonter et condamner cette propagande ignoble. Ils passent leur temps à stigmatiser l'ensemble de la population qu'ils méprisent et qui serait responsable des maux que leur société pourrie engendre et qui est à leur image. Quelle vermine, à bas le PS !

[La BCE sur les traces de la Fed est en train de devenir une "\*banque pourrie\*". Bienvenue chez les junk bankers.](#)

Grille de lecture. Ce sont les banquiers de la Fed qui dirigent la BCE.

- La BCE critiquée en Allemagne pour son plan de rachat d'actifs - Reuters

La décision de la Banque centrale européenne de racheter des prêts titrisés pour relancer le crédit dans la zone euro passe mal en Allemagne auprès de la Bundesbank et de certains alliés conservateurs de la chancelière Angela Merkel.

Jeudi, au terme de sa réunion monétaire d'octobre, la BCE a annoncé son intention de racheter des prêts adossés à des actifs (asset-backed securities, ou ABS) dès ce dernier trimestre 2014, y compris en provenance de la Grèce et de Chypre, les deux pays de la zone euro dont la dette souveraine est notée en catégorie spéculative ("*junk*").

Jens Weidmann, le président de la Bundesbank, a sonné la charge dimanche contre le risque d'acheter des "*prêts titrisés de basse qualité*" à des prix élevés dans le cadre de ce plan.

Les banques créent les ABS en mélangeant des prêts de diverses origines -prêts immobiliers et d'entreprises, crédits automobiles ou à la consommation- et en revendant ces produits à des assureurs, fonds de pension et, donc, à la BCE désormais.

"Les risques de crédit pris par les banques privées vont être transférés à la banque centrale et donc au contribuable sans qu'ils n'aient rien en retour", déplore le banquier central allemand -membre du conseil des gouverneurs de la BCE- dans les colonnes du magazine Focus.

"Cela va à l'encontre du principe de responsabilité qui est fondamental dans l'économie de marché: celui qui tire un bénéfice de quelque chose doit en assumer la perte s'il y a un développement négatif."

(C'est marrant, on a plutôt l'impression que ce principe ne s'applique pas aux banques, mais plutôt aux Etats qui les renfloue avec l'argent public, plus précisément avec l'argent qu'ils empruntent aux marchés en leur payant des intérêts qu'ensuite la population rembourse, les intérêts seulement puisque la dette continue d'augmenter. Et quand les banques font des bénéfices - sans rire cela leur arrive, elles les gardent ! - ndlr)

La crise financière mondiale a montré combien il était dangereux d'abandonner ce principe, ajoute Jens Weidmann.

(A notre connaissance les victimes de la "*crise financière mondiale*" ont tout perdu, même leurs maisons... mais pas les banquiers !  
- ndlr)

Le patron de la Buba met aussi en garde contre la dépréciation de l'euro: "*Une politique qui cherche à affaiblir délibérément la monnaie peut aussi provoquer des contre-réactions. Au bout du compte, il n'y a que des perdants avec une dévaluation compétitive.*"

(Le rachat de titres pourris revient à injecter des masses colossales de capitaux et se traduit pas la dépréciation de la valeur de la monnaie. Qui l'utilise quotidiennement ? La population de l'UE qui s'appauvrit sans s'en apercevoir. - ndlr)

Même si la BCE dit ne pas avoir d'objectif en la matière, l'euro est tiré à la baisse par la divergence des politiques monétaires des deux côtés de l'Atlantique, la BCE devant maintenir une politique accommodante quand la Réserve fédérale normalise la sienne.

(Intox, il n'y a pas de "*divergence*" entre la maison mère et sa filiale européenne. ndlr)

Egalement interrogé par Focus, Jürgen Stark, ancien chef économiste de la BCE, voit dans les mesures non conventionnelles annoncées par Mario Draghi un "*acte de désespoir.*"

Pour ce "*faucon*" allemand qui avait démissionné du directoire de la BCE en 2011 par désaccord avec la stratégie, la banque centrale cède à la pression de la France et de l'Italie et aux anticipations des marchés plutôt que de faire preuve d'autorité.

(Comme nous l'avons expliqué, c'est peut-être une stratégie pour permettre à la France et l'Italie de réaliser les contre-réformes qu'ils réclament à cor et à cri. - ndlr)

Le fait que la BCE cède à Paris et Rome sur l'affaiblissement de l'euro "*montre à quel point elle se fourvoie*", dit Jürgen Stark en ajoutant: "*Il n'y a plus de tabous maintenant.*"

(Ces gens-là sont bourrés de principes ! -ndlr)

La BCE, accuse-t-il encore, prendrait d'"*incalculables risques*" pour son bilan avec le plan de rachat d'ABS et les contribuables de la zone euro seraient redevables en cas de pertes.

(Quelle généreuse intention que s'en préoccuper ! Et quand on pense qu'on critique les banquiers... - ndlr)

"*Cela pourrait avoir des effets redistributifs considérables entre Etats membres. La BCE n'a aucune légitimité démocratique pour cela*", affirme-t-il.

(Du tout ! - ndlr)

Deux politiciens proches d'Angela Merkel ont également critiqué les nouvelles mesures de la BCE.

Hans Michelbach, l'un des responsables de la CSU, l'aile bavaroise de la CDU de la chancellerie, a accusé Mario Draghi d'être en train de transformer la BCE en une "*banque pourrie*" ("*junk bank*") avec ces rachats de dette spéculative.

(Les Allemands veulent bien participer au financement des banques d'autres pays dont ils savent qu'ils se livrent à des opérations douteuses ou risquées, ils en tirent profit évidemment, mais en cas d'insolvabilité ou d'effondrement, de pertes, ils ne veulent pas endosser leur part de responsabilité et encore moins régler leurs dettes ou une partie de leurs dettes, qu'elles se débrouillent avec leur Etat.

La BCE est désormais disposée à acheter le genre de "*dette opaque*" qui est en grande partie à l'origine de la crise financière mondiale de 2007/2008, a-t-il dit à Reuters samedi.

(On les écoute parler en se disant qu'ils se foutent de nous, ils nous baladent, et on en oublierait presque l'essentiel : Comment donc il se trouverait dans l'UE des banques que se livreraient à ce genre de "dette opaque" et aucun organisme chargé de superviser les banques ne s'en serait aperçu, ces actifs pourris se chiffrent du jour au lendemain en dizaines, voire en centaines de milliards d'euros, on serait bien curieux de savoir ce qu'ils comprennent, des dettes d'entreprises ou de banques qui s'en débarrasseraient de la sorte, mais qui a émis ces actifs ou dettes sinon les banques elles-mêmes sous forme de création monétaire scripturale. - ndlr)

Norbert Barthle, expert budgétaire de l'Union chrétienne démocrate (CDU), dit quant à lui craindre qu'on fasse appel au contribuable allemand pour payer les pots cassés.

(Que les banques allemandes engrangent des bénéfices des opérations qu'elles ont réalisées avec des banques étrangères, c'est somme toute normal comme nous l'avons dit plus haut, mais qu'en cas de pertes ce soient les contribuables des pays concernés qui casquent et non les Allemands, c'est la moindre des choses. Ils poussent à la germanophobie. - ndlr)

"Redistribuer les risques de cette façon ne fait pas partie des missions de la banque centrale", déclare-t-il au magazine Focus. Reuters 05.10

(Les risques et les pertes pour les autres, les bénéfices pour nous, un point c'est tout. ndlr)

### [La Mecque sous la protection de l'Emirat islamique.](#)

- Le hajj se termine sans anicroche malgré les tensions au Moyen-Orient - AFP

Plus de deux millions de fidèles musulmans s'apprêtaient lundi à quitter La Mecque au terme de leur pèlerinage annuel.

Il "n'y a pas eu de faille dans la sécurité durant le hajj", a assuré le général Abdallah al-Zahrani, dont le centre a utilisé plus de 5.000 caméras de surveillance, y compris dans la Grande mosquée de La Mecque.

Au total, 2.085.238 personnes ont participé cette année au hajj, dont 1.389.053 venus de l'étranger, soit des chiffres similaires à ceux de 2013, selon le service des statistiques.

Le hajj est l'un des cinq piliers de l'islam que tout fidèle est censé accomplir au moins une fois dans sa vie s'il en a les moyens.

---

### ACTUALITE EN TITRES

[Comme Hollande en quelque sorte.](#)

- Ce qui est inquiétant dans le retour raté de Sarkozy, c'est s'il réussit - Slate.fr

[Il y a de l'oseille à se faire !](#)

- Le nombre de créations d'associations dopé par les municipales et l'actualité politique - 20minutes.fr

[Bruxelloiseries.](#)

- Bruxelles va rejeter le projet de budget français - Reuters

- Le futur M. Euro promet de mettre du social dans les politiques européennes - LePoint.fr

- Déficit des collectivités locales : Sète va suspendre les embauches d'employés municipaux - Francetv info

- Arrêts maladie : contrôles renforcés chez les fonctionnaires - LePoint.fr

[Grosses charrettes.](#)

- HP supprime entre 5 000 et 10 000 emplois de plus que prévu - LePoint.fr

- Time Warner: 1.475 suppressions d'emplois dans la division Turner, dont 300 chez CNN - AFP

[Vaudeville, divertissez-vous, c'est la Ve qui fait le spectacle !](#)

Côté fosse à purin.

- Une nouvelle enquête liée à la campagne de 2012 de Nicolas Sarkozy - AFP
- "*Plus anti-sarkozyste que moi, tu meurs*": le credo des candidats UDI - L'Express.fr
- Bertrand à propos de Sarkozy: "*difficile de se réinventer*" - AFP
- Retour de Sarkozy: Henri Guaino redoute "*une catastrophe pour la démocratie*" s'il échoue - Le Huffington Post

#### Côté fosse septique

- Trop occupée, Martine Aubry ne recevra pas Manuel Valls lors de son déplacement à Lille - Francetv info
- Transition énergétique: Batho (PS) étrille le texte Royal à l'Assemblée - AFP
- Le PRG menace de quitter la majorité - LeFigaro.fr

#### L'intox du jour.

- La Turquie reste l'arme au pied face aux djihadistes - LePoint.fr

#### La preuve.

- Les 46 Turcs retenus à Mossoul échangés contre 180 djihadistes de l'EI - LeMonde.fr

#### Comment, elles aussi étaient téléguidées ?

- Hong Kong : les manifestations retombent comme un soufflé - LePoint.fr
- Hong Kong: lent retour à la normale avec la démobilisation de manifestants épuisés - AFP

#### Stratégie du chaos et guerres

- Ukraine: les Occidentaux au chevet du cessez-le-feu - AFP
- La Pologne insiste sur le déploiement du bouclier antimissile par l'Otan - AFP
- Des hélicoptères Apache engagés contre l'EI en Irak - Reuters
- Mexique: L'armée reprend le contrôle de la ville où les 43 étudiants ont disparu - 20minutes.fr
- Cameroun: au moins 8 morts dans une attaque d'islamistes nigériens - AFP
- Syrie : le drapeau noir des jihadistes hissé à l'entrée de Kobané Francetv info avec - AFP
- Liban: 8 membres du Hezbollah tués dans des combats contre des jihadistes dans l'est - AFP -
- Une centaine de migrants disparus en Libye après un naufrage - Reuters
- Nigeria: 7 personnes tuées et décapitées par Boko Haram - AFP

---

#### INFOS EN BREF

#### POLITIQUE

#### 1- Bulgarie

## - La droite remporte les élections en Bulgarie mais sans majorité - Reuters

La droite bulgare a remporté les élections législatives anticipées de dimanche sans pour autant décrocher la majorité au Parlement, montrent les résultats presque complets communiqués lundi, ce qui présage la formation d'une coalition une nouvelle fois trop fragile pour sortir la Bulgarie de l'instabilité politique et du marasme économique.

Le GERB (Citoyens unis pour le développement de la Bulgarie, droite), conduit par l'ancien Premier ministre Boïko Borissov, a recueilli 32,6% des voix après le décompte de 97% des suffrages. Il devrait donc lui manquer de 36 à 38 sièges pour atteindre la majorité absolue.

Les socialistes du PSB, qui dirigeaient la coalition gouvernementale sortante, ont subi de leur propre aveu une " *lourde défaite* " avec environ 15% des voix.

Les résultats définitifs seront publiés mercredi.

La tâche de former le prochain gouvernement, le cinquième en moins de deux ans, va être rendue encore compliquée par la forte fragmentation du Parlement, au sein duquel huit partis, un record, seront représentés.

Autre signe de la désaffection des citoyens à l'égard de la classe politique, le taux de participation a été le plus faible depuis un quart de siècle.

Boïko Borissov a tiré dès dimanche soir les conclusions de ce scrutin présenté comme celui de " *la dernière chance* ".

" *Dans cette configuration, je ne vois pas comment un gouvernement peut être formé* ", a déclaré l'ancien Premier ministre d'un air sombre à la presse.

Illustration probable des difficultés qui l'attendent, un dirigeant du Bloc réformiste, considéré comme l'allié le plus probable du GERB, a prévenu qu'il ne saurait envisager un retour de Boïko Borissov au poste de Premier ministre. En juin, l'agence de notation Standard & Poor's a dégradé son estimation de la " *signature* " bulgare sur les marchés obligataires, considérant que l'environnement politique mettait en péril des réformes jugées indispensables (crise bancaire illustrée par les déboires de Corpbank, système des retraites et de la santé).

Dans une interview accordée fin septembre à Reuters, Boïko Borissov s'est dit prêt à négocier avec la plupart des partis, non pour former une grande coalition mais pour obtenir des soutiens ponctuels au parlement.

Aux précédentes législatives, en 2012, le GERB, déjà conduit par cet ancien garde du corps, était arrivé en tête du scrutin mais le gouvernement Borissov a démissionné en février 2013, emporté par d'importantes manifestations agrégeant des revendications différentes (refus de l'austérité, contestation des tarifs élevés de l'électricité).

La coalition formée autour du Premier ministre socialiste Plamen Orecharski qui lui a succédé n'a pas fait mieux, démissionnant en juillet et contraignant le président Rossen Plevneliev à anticiper le retour aux urnes.

Avec un salaire mensuel moyen de 360 euros, un taux de chômage supérieur à 10% et une croissance économique de l'ordre de 1,5% cette année, la Bulgarie est le plus pauvre des membres de l'Union européenne. Reuters 06.10

## 2- Syrie

- L'ASL, le corps d'infanterie US - french.irib.ir

L'un des chefs de l'ASL, Armée syrienne libre- qui connaît ces derniers temps de très vastes défections dans ses rangs, et le départ des hauts officiers syriens, lesquels réintègrent l'Armée arabe syrienne- a fait part de la disponibilité de son " *armée* " à envoyer des " *soldats* " dans des régions qui font l'objet de raids aériens de la coalition. Abdelah al Béchir qui se dit, chef de l'état major de l'ASL a affirmé sur Sky News être prêt à envoyer " *son contingent terrestre* " sur le terrain pour soutenir les raids aériens de la coalition.

Le soi-disant général a prétendu dans la foulée qu'aucune coordination n'a pas eu lieu précédemment entre l'ASL et Washington au sujet des raids anti Daech. Il a accusé une nouvelle fois Assad d'avoir causé l'infiltration massive des terroristes sur le sol syrien. Les Etats Unis affirment vouloir utiliser l'ASL comme leurs unités d'infanterie dans la guerre contre Daech qui est une couverture pour la guerre contre Assad. Cette perspective paraît toutefois loin d'accès dans la mesure où les militaires syriens ayant fait défection semblent revenir massivement au bercail et réintègrent en ce moment même l'armée nationale pour la grande bataille qui s'annonce proche, celle de la coalition anti-Daech contre les positions de l'armée syrienne. french.irib.ir 06.10



### 3- Turquie

- Pourquoi Erdogan s'est-mis autant en colère contre Biden ?- french.irib.ir

Evoquant de vains efforts menée par l'axe occidental et arabe pour renverser le gouvernement syrien, un quotidien paraissant à Londres, a rapporté que ces pays devront présenter des excuses aux pays de la région pour avoir sombré la région dans des guerres sanglantes communautaires.

Le vice-Président américain, Joe Biden a présenté samedi et dimanche ses excuses au Président turc, Recep Tayyip Erdogan et aux autorités émiraties pour ses déclarations concernant le soutien de la Turquie, de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis aux terroristes. Pour comprendre cette action de ce responsable américain, le quotidien al-Ray al-Youm a écrit : « *La politique de l'administration américaine est fondée sur l'animosité envers les Musulmans et elle porte la responsabilité de la plupart des crises et des guerres dans la région et dont les populations de la région paient le prix* ». Et ce quotidien de poursuivre « *Biden ne s'est pas trompé lorsqu'il a dit que la Turquie et certains pays arabes riverains du Golfe persique ont apporté un soutien logistique et financier aux terroristes pour qu'il présente ensuite ses excuses à la personne d'Erdoga, car tout ce qu'il dit est juste, mais ces choses ont été avancées à un moment inopportun et à l'endroit d'une personne inconvenable* ». C'est indéniable ! La plupart des pays arabes du bassin du Golfe persique, surtout, l'Arabie Saoudite, le Qatar, et les Emirats Arabes Unis ont alimenté en grande quantité d'armes et des milliards de dollars de dollars, les groupes armés opposés au gouvernement syrien.

Or la question qui se pose est de savoir pourquoi Ankara le nie ? Quels sont les raisons de ce reniement ? Pourquoi Erdogan s'est-il mis autant en colère contre les déclarations du responsable américain ? Et al-Ray al-Youm de préciser : La raison s'explique par le fait que ces questions ont été abordés à un temps inopportun, car à l'époque où certains pays riverains du Golfe persique envoyaient de grandes quantités d'armés aux terroristes, ces groupes n'étaient pas, aux yeux de Washington, terroristes, au contraire, ils étaient considérés comme des groupes qui tentaient de renverser un gouvernement qui tuait, selon Washington et ses alliés, son peuple. Donc, ils disaient que ces groupes voulaient transformer un régime dictatorial en un régime démocratique. Autrement dit, la priorité était de renverser le gouvernement syrien, et non pas de combattre le terrorisme. Cela est allé jusqu'au point que les Etats-Unis ont fermé leurs yeux sur le groupuscule terroriste du Front al-Nosra et l'ont soutenu. Mais, maintenant, précise al-Ray al-Youm, tout a changé. La sorcellerie des sorciers des Etats-Unis, de la Turquie, des pays riverains du Golfe persique est retournée contre eux-mêmes et la montée en puissance des groupes terroristes dits « *Jihadistes* » est devenue une menace pour les régimes arabes qui tournent autour de l'axe américain. Trois ans après le gouvernement syrien continue de résister et le feu des affrontements s'est retourné contre les pays parrainant les terroristes armés, dont la Turquie, et les pays du bassin du Golfe persique.

Et al-Ray al-Youm de conclure : « *Le Vice-Président américain, Joe Biden a présenté ses excuses au non d'un pays qui est impliqué, lui-même dans les guerres sanglantes communautaires. Il y a aussi le risque de l'éclatement des guerres régionales. Les pays arabes du bassin du Golfe persique et Erdogan doivent présenter leurs excuses, car ils se sont donnés comme priorité de renverser le gouvernement syrien, objectif qu'ils n'ont pas réussi à réaliser après plus de trois ans et ont plongé la région dans l'anarchie, les troubles et les conflits sanglants* ». french.irib.ir 06.10

[Haut de page ↗](#)

---

Le 8 octobre 2014

[CAUSERIE](#)

[La voix de son maître.](#)

- Le Monde diffuse la propagande de guerre gouvernementale sur l'Irak - Kumaran Ira - mondialisation.ca 05.10

Extrait. S'il y a quelque chose à rappeler ici, c'est que Le Monde a été fondé en 1944, parce que son prédécesseur, Le Temps, dont il a repris les bureaux et l'imprimerie, avait été fermé pour avoir collaboré avec les nazis. Son premier rédacteur en chef d'après-guerre, Hubert Beuve-Méry, a travaillé à l'école de cadres du régime de Vichy à Uriage et a écrit des essais soutenant la Révolution nationale du dictateur fasciste, le maréchal Philippe Pétain.

Il a ensuite changé de camp pour rejoindre la Résistance et a été choisi par le général Charles de Gaulle pour diriger Le Monde, abandonnant les thèmes fascistes et nationalistes pour les valeurs « *universelles et humanistes* », dans le cadre de la vaste campagne de la bourgeoisie pour nier et camoufler les crimes de la collaboration française.

C'est cette histoire, et pas l'invocation superficielle et trompeuse par Le Monde de 1944, qui donne la meilleure indication de la

fonction du journal aujourd'hui : utiliser une rhétorique humanitaire pour dissimuler les politiques les plus impitoyables de l'impérialisme. mondialisation.ca 05.10

Boycott de tous les médias !

Je me passe de télévision, de radio, de journal en vivant à l'autre bout du monde, vous, vous disposez de cinémas, théâtres, salles de concert, cafés-théâtres, bibliothèques municipales, etc. pour vous distraire et Internet pour vous informer. Vous pouvez passer une agréable soirée entre amis ou en famille, moi j'en suis privé, bon, ce soir ce sera la pleine lune et je pourrai observer le ciel.

C'est parfaitement possible de se passer des médias sans avoir à changer de mode de vie ou sans être frustré, il suffit de le vouloir.

### [Intox avant l'annonce de nouvelles coupes budgétaires.](#)

Explication.

Avant la date butoir du 15 octobre, le vassal prend les devants et va modifier illico presto son projet de budget afin de se plier aux exigences manifestées par son suzerain, car l'affronter pour finalement capituler jetterait une lumière crue sur leurs rapports, ce qui est préférable d'éviter au moment où son autorité est contestée.

Francetv info - La France doit envoyer son projet de budget à Bruxelles le 15 octobre. Elle n'est "*pas dans l'hypothèse*" d'un retoquage par la Commission européenne, a fait savoir l'entourage de François Hollande, lundi, au Figaro. Le chef de l'Etat et le futur président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, sont toutefois "*en contact direct*", précise le correspondant de France 2 à Bruxelles, François Beaudonnet. Francetv info 07.10

### [Ils le disent eux-mêmes.](#)

- Hans-Werner Sinn : « *La politique de la BCE encourage les États à s'endetter toujours plus* » - lemonde.fr

Président de l'IFO, l'institut de conjoncture de Munich, Hans-Werner Sinn est l'un des économistes les plus influents d'Allemagne et, l'un des plus critiques envers la zone euro. Il vient de publier *The Euro trap*, *Le piège de l'euro*, aux presses universitaires d'Oxford. Selon lui, la Banque centrale européenne (BCE) outrepasserait dangereusement son mandat. Il explique pourquoi au Monde.

La BCE a lancé un programme d'achat d'actifs titrisés, les « ABS », pour contrer la menace de la déflation. Cela peut-il fonctionner ?

Oui, peut-être. Mais le risque de déflation est exagéré. L'inflation est en effet temporairement faible du fait de la baisse du prix de l'énergie, mais cela ne durera pas. En vérité, la BCE cherche surtout à soutenir les banques, afin que celles-ci passent sans dommage les tests de résistance, préalables à la construction de l'union bancaire. Comme nombre d'entre elles détiennent des actifs problématiques dans leur bilan, la BCE va racheter une partie de ces actifs. Ce faisant, elle ne respecte pas la mission qui lui a été confiée par les traités européens.

(Seuls les faibles respectent les traités. Ce qu'il ne dit pas, c'est que la BCE ne distribue pas de l'argent à toutes les banques, mais seulement à celles qui doivent demeurer dans le cadre de leur union bancaire, celles uniquement qui ont été retenues par le sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste pour figurer dans l'oligarchie financière internationale, les autres devront être absorbées ou disparaître. - ndlr)

La BCE outrepasserait selon vous son mandat. Est-ce si grave ?

C'est très grave. Beaucoup de mesures prises par cette institution depuis la crise visent en vérité à renflouer les États, les banques et le secteur privé. Certains programmes, comme le SMP (achat de titres souverains sur le marché secondaire) sont une forme à peine masquée de mutualisation des dettes, faisant courir un risque majeur aux contribuables européens. Cette politique est dirigiste et ne correspond pas au cadre d'une économie de marché. La BCE agit comme un prêteur en dernier ressort, comme la Réserve Fédérale [Fed] pour l'Etat fédéral américain. Cela ne relève pas de son mandat ! Par ailleurs, même la Fed n'achète jamais les emprunts des états américains, les laissant ainsi faire faillite, ce qui fait porter le poids d'un tel développement aux investisseurs.

(Lire plutôt aux contribuables. Il confirme que la BCE a pour modèle cette officine mafieuse qu'est la Fed, on l'a répété hier, c'est mieux quand ils le disent eux-mêmes. -ndlr)

Les mesures de la BCE ont pourtant permis, en 2012, d'éteindre la crise des dettes souveraines.

Oui, bien sûr, même si cela ne s'est pas fait dans le respect des traités européens. Et il y a eu des effets secondaires. Le principe de base de la zone euro était celui du non-renflouement des États (non « bail-out ») par la BCE. Les pertes devaient porter les investisseurs au lieu des contribuables, mais cela n'est pas respecté. Prenez l'OMT, cette promesse qu'a fait le président de la BCE, Mario Draghi, aux investisseurs en septembre 2012, à savoir que l'institution rachèterait tous les titres de dette publique qu'ils détiennent en cas de problème. Une forme d'assurance gratuite, en somme. La BCE estime que cela a stoppé l'envolée des taux d'intérêt souverains, qui ont chuté depuis. Sauf qu'en déclenchant cette baisse, l'OMT a en vérité encouragé les États à continuer de s'endetter plutôt que d'agir pour redresser leurs finances publiques. Les remèdes de la BCE sont une aide à court terme, mais à long terme ils mènent l'Europe dans une crise de dettes encore plus grande.

(Il y a une bonne part d'hypocrisie dans ce qu'il dit, comme toujours dans pareil cas, car avoir étranglé les États pour se financer ils sont bien obligés de continuer de s'endetter, sauf à se déclarer en faillite, il le sait très bien. On retiendra cet aveu que ce sont bien les contribuables à la place des investisseurs qui épongent les pertes du secteur privé via la dette des États. Il est certain que le jour où les taux d'intérêt remonteront c'est tout leur système qui explosera d'un coup. Voilà pourquoi il est aussi fastoche de déclencher une terrible dépression ou l'effondrement du capitalisme qui ouvre la voie à une guerre mondiale. Ils ont juste à appuyer sur un bouton puisque ce sont eux qui sont aux commandes. - ndlr)

L'action de Mario Draghi a également contribué à faire baisser l'euro face au dollar depuis le mois de mai. Faut-il s'en réjouir ?

Il est vrai qu'un euro plus bas facilitera les ajustements à l'œuvre dans le sud de la zone euro, et il importera plus d'inflation en l'Allemagne. En tant qu'économiste, je trouve cela bien. Mais là aussi, agir sur le taux de change ne relève pas du mandat de la BCE.

(N'entendrait-il par "*ajustements à l'œuvre dans le sud de la zone euro*", ce que j'ai répété à plusieurs reprises ces derniers jours, à savoir que la baisse soudaine de l'euro devait servir à réunir les conditions pour mettre en oeuvre des "*réformes*" sur le modèle d'Hartz IV en France, Italie et Espagne principalement. -ndlr)

M. Draghi estime que si elles s'accompagnent de réformes structurelles et de plus flexibilité budgétaire, les mesures prises par la BCE permettront de restaurer la croissance. Cela suffira-t-il ?

Mario Draghi a raison de pointer la responsabilité des gouvernements, qui n'en font pas assez en matière de réformes. Mais il a tort d'imaginer que sa politique d'assouplissement monétaire les incitera à poursuivre les réformes. Bien au contraire, elle les incitera à relâcher les efforts ! C'est un fait : les gouvernements qui prétendent aujourd'hui lancer des réformes en font trop peu, ils profitent surtout des largesses de la BCE pour se reposer sur leurs lauriers. Poursuivre dans cette voie nous conduira droit dans le mur.

(Il y a loin de la coupe aux lèvres, vous devriez le savoir. - ndlr)

La zone euro ne pourrait-elle pas s'inspirer des mesures prises par le Japon pour sortir de la déflation ?

Il est vrai que le plan du premier ministre Shinzo Abe, cumulant relance monétaire, budgétaire et réformes, est ambitieux. Mais pour l'instant, les résultats sont très décevants. Le yen a baissé face aux autres devises, mais l'économie japonaise ne va pas mieux. C'est en partie dû à la grande erreur commise par l'Archipel après la crise de 1997 : il a laissé ses banques survivre, même celles affichant un bilan dans un état lamentable. Les pertes ont été dissimulées alors qu'il aurait fallu assainir le secteur. Les taux d'intérêt ont été abaissés à zéro et la dette publique s'est envolée au-delà de 240 % du PIB. Plus de relance budgétaire et monétaire dans ce pays est aujourd'hui inconcevable.

(A retenir : la nécessité d'assainir le secteur bancaire pour avoir un meilleur contrôle de l'économie, l'obsession de l'oligarchie financière outre-Atlantique. Les banques et l'industrie financière n'est pas plus hétérogène que les autres secteurs économiques, voilà leur problème. Quel banquier (ou capitaliste) va accepter de bonne grâce de passer à la trappe ? Ils doivent batailler dans leur propre camp. Tous les think-tanks et autres organisations qu'ils ont créés et dans lesquels ils essaient de les intégrer, n'ont pas d'autre objet que les gagner à leur idéologie néolibérale. - ndlr)

Assainir le secteur bancaire : c'est bien ce que la zone euro est en train de faire, avec les tests de résistance et la construction de l'union bancaire !

Oui, l'union bancaire est un pas dans la bonne direction. Je crains seulement que l'on ne traite les banques avec trop de ménagement. Comme le Japon, la zone euro a sauvé ses banques au lieu de laisser les plus fragiles mourir, comme l'ont fait les États-Unis : plusieurs centaines d'établissements y ont fait faillite depuis 2008 et désormais, la croissance repart ! Nous avons aujourd'hui trop de banques en Europe. Là aussi, la zone euro a emprunté la mauvaise voie en confiant la supervision bancaire à la BCE. Celle-ci ne peut pas être le juge des établissements à qui elle distribue par ailleurs des crédits bon marché. Elle ne se montrera jamais suffisamment stricte à leur égard. Il aurait mieux valu confier cette mission à une nouvelle institution.

(Pourquoi pas directement à la Fed ! Il lie vérités et hypocrisie. La faillite aux Etats-Unis de centaines de banques a ruiné des millions d'Américains qui y avaient placé leurs maigres économies ou qui se retrouvent sans capital au moment de prendre leur retraite. L'UE n'est pas les Etats-Unis, les Etats de l'UE conserve encore malgré tout un minimum de souveraineté et doivent rendre des comptes à leur population de la politique qu'ils conduisent, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis ou c'est l'Etat fédéral ou plutôt la Fed et Wall Street qui font la politique américaine. - ndlr)

La France est-elle l'homme malade de l'Europe ?

Disons qu'elle fait partie d'un groupe de pays malades, mais qu'elle n'est pas le plus mal au point d'entre eux. Néanmoins, comme les principaux clients des entreprises et les banques françaises sont au sud de la zone euro, son économie est aujourd'hui en péril.

L'Allemagne n'est pas non plus un exemple dans tous les domaines : le Fonds monétaire international (FMI) estime qu'elle n'investit pas suffisamment dans ses infrastructures. Êtes-vous d'accord ?

Absolument. L'Allemagne n'a pas investi suffisamment en la matière pendant longtemps : elle doit aujourd'hui faire plus. Mais cela ne signifie pas qu'il faut financer les nouveaux investissements par de l'endettement ! Il faudrait plutôt réduire nos dépenses de consommation. Il y a de la marge.

(Mais qui consomme le plus, la masse de la population, les travailleurs, c'est sur eux que l'Etat allemand doit faire des économies, et pour qu'ils réduisent leur consommation, soit il faut diminuer le coût du travail, soit il faut les taxer davantage ou les deux à la fois de préférence, pendant ce temps-là les inégalités continueront de s'accroître ainsi que le nombre de millionnaires en euros puisque c'est leur objectif. - ndlr)

Les velléités d'indépendance en Écosse ou en Catalogne, la montée des eurosceptiques, ne représentent-elles pas, pour l'Europe, un risque politique plus élevé encore que les problèmes économiques ?

Oui, c'est en grande partie le résultat de la situation misérable en Europe. Même la Grande-Bretagne souffre car ses voisins souffrent. L'Espagne est la grande victime de l'euro. Et la France est en passe d'être engouffrée. Les mouvements eurosceptiques ou indépendantistes se nourrissent justement des problèmes économiques. La faible croissance et le chômage élevé conduisent certains à envisager des solutions radicales.

(Si ces mouvements indépendantistes contribuent à affaiblir l'UE, il faut les soutenir, non pas dans la perspective de créer de nouveaux Etats qui seraient rattachés à l'UE comme l'ont indiqué les partis qui en sont à l'initiative, mais dans la perspective de renverser l'Etat britannique ou espagnol, afin de rompre avec l'UE et d'instaurer une République sociale en Grande-Bretagne et en Espagne qui prennent en compte les questions nationales que soulèvent les différentes communautés qui composent ces Etats. Seule la classe ouvrière britannique et espagnole peuvent accomplir cette tâche politique dès lors qu'elle est unie. - ndlr)

L'émergence des anti-euro en Allemagne peut-elle conduire Angela Merkel à durcir ses positions envers ses partenaires ?

Oui. De la même façon qu'avant les élections législatives allemandes, la chancelière s'était rapprochée des partis de centre-gauche pour séduire leurs électeurs, il est possible qu'elle se montre beaucoup moins conciliante envers les largesses de la BCE, et beaucoup plus réticente à toutes les formes de mutualisation des dettes publiques, pour rassurer les électeurs de l'AfD, le parti eurosceptique. Jusqu'à présent, elle a donné son blanc-seing à l'OMT, mais elle pourrait ne plus le faire à l'avenir, d'autant que la cour constitutionnelle allemande juge ce programme non conforme à son mandat.

Comment imaginez-vous le futur de l'Europe ?

Si elle adopte les bonnes solutions, avec une sortie temporaire des États qui le souhaitent, et une discipline budgétaire renforcée pour les autres, nous pourrions à terme, dans le scénario idéal, construire les États-Unis d'Europe, sur le modèle de la confédération Suisse. Il y aurait un vrai parlement élu par les citoyens, un budget commun, une union monétaire renforcée. Mais avant d'en arriver là, il faudra également bâtir une armée commune : historiquement, c'est par là qu'ont commencé toutes les confédérations étatiques, et c'est par là que nous aurions dû commencer.

(Une "armée commune" comme base des "États-Unis d'Europe" qui viendrait épauler plus efficacement l'impérialisme américain, le complexe militaro-industriel européen en rêve ! Pour combattre quel ennemi ? Le prolétariat en Europe. Pour guerroyer sans cesse sur tous les continents ? Quel "scénario idéal" en effet ! Quant à la sortie de certains pays de l'UE, ouvrez-donc la boîte de Pandore, on ne demande que cela. Ils en arrivent à ne plus savoir ce qu'ils disent. Le Parlement européen ne serait-il pas un "vrai parlement élu par les citoyens", apparemment non, parce qu'en réalité c'est la Commission européenne non élue qui détient le pouvoir, ce ne serait alors qu'un parlement fantoche, quel aveu ! - ndlr)

## L'Union européenne a-t-elle encore un projet politique ?

Oui. Il est de créer les bases d'une paix durable, comme le voulaient François Mitterrand et Helmut Kohl : c'est toujours d'actualité. Mais il devrait aussi être d'établir une prospérité économique durable. C'est ce que souhaitent et ce dont ont besoin tous les citoyens. lemonde.fr 07.10

(Oui, le projet de traité de libre-échange avec les Etats-Unis et conçu par eux, pour eux qui signifiera la victoire totale (au moins sur le papier) du néolibéralisme. Il finit en sombrant dans l'imposture en prétendant que l'UE pourrait "*créer les bases d'une paix durable*" à l'heure où elle est engagée au côté du régime néonazi de Kiev pour imposer aux Ukrainiens les recettes du FMI, et mène des politiques d'austérité dans les autres pays, qui ne peuvent que conduire à la résurgence du nationalisme et de tensions extrêmes entre les Etats. - ndlr)

## [Comment préparer psychologiquement la population mondiale à la liquidation d'Assad par les Américains.](#)

S'attaquer à l'Emirat islamique à grand renfort de trompettes médiatiques sans lui infliger de pertes notoires, de façon à ne pas compromettre son offensive sur le nord de la Syrie, vous aurez remarqué au passage que l'air de rien leur attention a complètement basculé de l'Irak à la Syrie, leur principal objectif, pour ensuite imputer au gouvernement syrien la responsabilité de la situation devenue incontrôlable et justifier qu'on le bombarde à son tour pour reprendre le contrôle de la situation.

Entre temps, ils vont développer leur propagande en arguant que cette situation faisait plutôt les affaires d'Assad, sous-entendant qu'il serait le complice de l'Emirat islamique, et qu'à ce titre il serait mal avisé de ne pas soutenir une intervention terrestre soutenue par des bombardements de la coalition emmenée par les Américains contre son régime et la boucle est bouclée.

Ce scénario conviendrait aux plus fanatiques des néolibéraux américains. Il en existe un autre tout aussi tordu qui serait plus long à appliquer mais qui permettrait d'aboutir à un résultat similaire, privé de sa rente pétrolière, donc affaibli pour ne pas dire neutralisé sur le plan politique, Assad pourrait rester au pouvoir.

Dans le nord et le nord-est de la Syrie qu'il occupe, l'Emirat islamique qui est une création des Américains céderait la place au Kurdistan, en réalité aux Kurdes soumis à Washington et Tel-Aviv qui exploiteraient le gaz et le pétrole pour leurs propres comptes, le reste de la Syrie revenant à Assad. L'Emirat islamique privé de financement s'éteindrait de lui-même ou ne serait plus qu'une sorte de nébuleuse informe du même type qu'Al-Qaïda, vous aurez noté qu'on n'entend plus du tout parler du "*calife*" qui s'est évanoui dans la nature aussi vite qu'il est apparu, tandis qu'une partie de ses miliciens regagneraient leurs pays d'origine, l'autre partie seraient envoyés sur d'autres terrains d'opérations en fonction des besoins de l'impérialisme américain, l'essentiel de la tâche et de l'objectif pour lesquels ils avaient été enrôlés ayant été atteint.

Les Israéliens peuvent faire capoter ce scénario en estimant qu'Assad constitue toujours une menace pour l'Etat sioniste et qu'il faut le liquider. Dans ce cas-là, reste à savoir qu'elle serait la réaction des Russes et des Iraniens qui mènent un double jeu en laissant les Américains avancer leurs pions tout en dénonçant leur entreprise belliqueuse. Serait-il prêt à affronter Israël et donc les Américains ou préfèreraient-ils abandonner Assad ? Le second scénario est le plus probable car ils sont liés aux Américains (et à l'UE) par des accords commerciaux, y renoncer pourrait leur être fatal dans un contexte où le prix du baril de pétrole est à la baisse.

Sans vouloir faire de pronostic hasardeux, quel que soit le scénario qui sera appliqué dans les jours ou les semaines à venir car les événements s'emballent, les Américains vont parvenir à leurs fins, accroître leur emprise sur les réserves pétrolières et gazières de la région tout en démantelant ou affaiblissant des Etats laïques sur lesquels ils finiront par avoir le contrôle. Assad n'est pas immortel, et s'ils décidaient temporairement de faire avec, le moment venu ils le liquideront à la manière de Ben Ali ou Mubarak. C'est juste une question de temps, car il va se retrouver face à l'énorme défi de la reconstruction de ce qui restera de la Syrie et aux mécontentements croissants des masses en cas de paix ou de stabilisation de la situation, sans avoir les moyens financiers d'y faire face privé en grande partie de sa rente pétrolière ou gazière. Les Américains et leurs alliés français et britannique en embuscade soutiendraient et financeraient des partis "pro-démocratie" qui promettaient la lune à des masses syriennes épuisées par quatre ans de guerre, qui pourraient pour l'occasion basculer de leur côté et balayer Assad.

- Plus de dix morts dans les manifestations de soutien à Kobané en Turquie - LeMonde.fr

De violents affrontements ont accompagné les défilés exigeant l'action du gouvernement pour aider la ville syrienne menacée par l'Etat islamique. LeMonde.fr 07.10

- Etat islamique : pourquoi la Turquie n'a pas bougé le petit doigt pour sauver Kobané - Francetv info

- Syrie : l'opposition doute de l'efficacité des frappes - LeFigaro.fr

- L'ONU appelle la communauté internationale à agir pour sauver Kobané des djihadistes - LeMonde.fr

- Syrie : la bataille de Kobané «*terrifie*» Washington Libération.fr - Liberation.fr

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Bruxelleries

- Bruxelles juge le budget de la France "inacceptable" et menace de le censurer - Francetv info

- Valls: la Commission européenne "*ne peut pas*" rejeter le budget de la France - AFP

- Michel Sapin dénie à Bruxelles le pouvoir de rejeter le budget - Reuters

La Commission européenne peut néanmoins imposer des amendes aux pays dont elle a retoqué le budget.

- Le FMI, pessimiste sur la reprise en zone euro, compte sur la BCE - AFP

Mais tous les efforts ne doivent pas reposer sur la BCE, selon le FMI. Pour relever la croissance à moyen terme, il préconise aussi "*un renforcement des bilans des banques et des entreprises, la finalisation de l'union bancaire et la mise en oeuvre de réformes structurelles*". AFP 07.10

- Les Bourses européennes rechutent, l'économie en berne - Reuters

- Allemagne: l'accès de faiblesse de son industrie menace la croissance - AFP

### Un gouvernement "*pro-business*" se doit de le démontrer

- SNCF: un projet d'au moins 800 suppressions d'emplois présenté par la direction - AFP

- La taxe à 75% "*n'existera plus au 1er janvier 2015*", annonce Manuel Valls - Francetv info

- Le Guen: le "*montant des allocations chômage*" dans le "*débat*" - AFP

- Emmanuel Macron star du "*New York Times*" - LePoint.fr

### Le crash annoncé ?

- Affaire Bygmalion : Bastien Millot met en cause Nicolas Sarkozy - Le Nouvel Observateur

- Enquête sur un contrat d'hélicoptères avec le Kazakhstan signé sous Sarkozy - AFP

### Aveu. Ah ben ça alors, parce qu'ils en étaient les initiateurs, qui l'aurait cru !

- Etats-Unis: le mariage gay ne mobilise plus que le noyau conservateur - AFP

Lire les néoconservateurs ou néolibéraux. Peut-être que la pseudo-gauche et extrême gauche française va voler à leur secours...

### Désinformation. La voix de l'Amérique néolibérale relayée par les médias français.

- Présidentielle au Brésil: «*Les Brésiliens veulent une nouvelle personne à la tête du pays*» - 20minutes.fr

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

Belgique. Sur quelle base repose l'accord conclu entre quatre partis pour former un gouvernement ?

## [Le report de l'âge de départ en retraite de 65 à 67 ans. Tout un programme.](#)

- Accord de quatre partis pour former un gouvernement en Belgique - 20minutes.fr

Quatre partis belges ont conclu mardi un accord pour former un gouvernement de droite, un peu plus de quatre mois après les élections législatives du 25 mai, a annoncé le chef des libéraux francophones Charles Michel, qui sera le prochain Premier ministre.

La coalition sera composée de trois partis flamands --les nationalistes de la N-VA, les chrétiens-démocrates du CD&V et les libéraux de l'Open VLD-- et d'un seul parti francophone, le Mouvement Réformateur de Charles Michel. 20minutes.fr 07.10

(Un peu plus tôt dans la journée.)

- Accord politique en Belgique sur la retraite à 67 ans - Reuters

Les quatre partis politiques belges qui négocient la formation d'un gouvernement de coalition se sont mis d'accord pour porter l'âge de départ en retraite de 65 à 67 ans dans le cadre d'un plan d'assainissement des finances publiques.

Entamées en juillet, les discussions entre ces quatre partis de centre-droit ne sont pas encore bouclées mais le compromis trouvé mardi prévoit un relèvement de l'âge de la retraite à 66 ans en 2025 puis 67 ans en 2030, a dit un porte-parole de l'un des principaux négociateurs. Reuters 07.10

Au moins leur ennemi est clairement identifié : La classe ouvrière.

## [Sous les parapluies percés... de Washington.](#)

Désinformation.

- Dialogue difficile entre manifestants et autorités à Hong Kong - Reuters

- A Hongkong, le mouvement de liberté est là pour durer en dépit d'une éventuelle répression - LeMonde.fr

Infomation.

- L'art de la guerre - Hong Kong, sous les parapluies - Manlio Dinucci - Mondialisation.ca 07.10

Extrait. Le mouvement étudiant né à Hong Kong pour demander que l'élection du chef de gouvernement soit directe et non conditionnée par Pékin, est formé de jeunes appartenant généralement aux couches sociales avantagées par la croissance économique. Sur ce fond se pose la question : pourquoi, alors qu'on ignore des centaines de millions de personnes qui dans le monde entier luttent chaque jour dans des conditions bien pires pour les plus élémentaires droits humains, transforme-t-on quelques milliers d'étudiants de Hong Kong, au-delà de leurs propres revendications, en icône mondiale de lutte pour la démocratie ? La réponse doit être cherchée à Washington. Les inspireurs et les chefs de ce qui est défini comme « *un mouvement sans leader* » -d'après une ample documentation- sont reliés au Département d'Etat et à ses émanations sous forme d'« *organisations non-gouvernementales* », en particulier la « *Donation nationale pour la démocratie* » (Ned) et l'« *Institut démocratique national* » (Ndi) qui, dotées de fonds très conséquents, soutiennent des « *groupes démocratiques non-gouvernementaux* » dans une centaine de pays. Deux exemples parmi tant d'autres. Benny Tai, l'enseignant de Hong Kong qui a lancé le mouvement « *Occupy Central* » (voir le South China Morning Post du 27 septembre), est devenu influent grâce à une série de forums financés par ces « *ONG* ». Martin Lee, fondateur du « *Part démocrate* » de Hong Kong, a été envoyé à Washington par la Ned et, après un briefing télétransmis (le 2 avril), a été reçu à la Maison Blanche le 7 avril par le vice-président Biden.

De ces faits et de nombreux autres émerge une stratégie, analogue à celle des « *révolutions colorées* » dans l'Est européen, qui, en instrumentalisant le mouvement étudiant, vise à rendre Hong Kong ingouvernable et à créer des mouvements analogues dans d'autres zones de la Chine habitées par des minorités nationales. Mondialisation.ca 07.10

---

[INFOS EN BREF](#)

**ECONOMIE**

## Pétrole

Du jour au lendemain, en moins de quatre mois un produit dont le prix était voué à s'envoler s'effondre de 20%, tandis que voué à la rareté le voilà devenu soudainement abondant. Etrange, non ? Quels sont les pays pour lesquels la rente du pétrole permet de financer leur économie. Parmi eux la Russie, l'Iran et le Venezuela réputés être dans la ligne de mire de Washington.

Simple coïncidence ou stratégie pour les affaiblir ? En procédant de la sorte ils avaient étranglé l'économie de l'ex-URSS entraînant sa dislocation. Seraient-ils tentés de récidiver ou serait-ce tout simplement le produit de l'anarchie du capitalisme ? Pourquoi augmentent-ils encore la production de pétrole, alors que la demande mondiale stagne ou progresse faiblement ? Quels pays l'augmentent ? Les Etats-Unis en premier lieu, tiens donc.

Qui croit encore au hasard en la matière, lorsqu'une poignée seulement de compagnies pétrolières se partagent le marché mondial ? Faut-il relier ce facteur à l'offensive de l'impérialisme américain au Moyen-Orient et en Ukraine contre les pays cités plus haut en y ajoutant la Chine, l'Inde et le Brésil ? C'est préférable à notre avis pour comprendre leurs véritables intentions ou la situation mondiale.

On peut également relier ces deux facteurs à l'essoufflement de la croissance mondiale qui est un puissant facteur de déstabilisation sociale et politique. Ce qui à vrai dire ne les gêne pas, à condition d'en contrôler les modalités pour en tirer profit. Ils jouent à la haute ou à la basse, à l'union ou à la dislocation en fonction des objectifs stratégiques qu'ils se sont fixés, ce qui semble contradictoire à première vue est parfaitement cohérent à l'arrivée, sauf quand la situation leur échappe parce qu'ils ne contrôlent pas tout, ce qu'ils détestent le plus. Aussi vaut mieux prendre les devants et manoeuvrer comme on l'entend, sans risque puisque rares sont ceux qui y comprennent réellement quelque chose.

- Derrière la chute des cours pétroliers perce une ère d'abondance - Reuters

Le marché mondial du pétrole, à la peine entre la hausse de la production, l'affaiblissement de la demande et le glissement des prix, pourrait être sur le point de basculer vers une ère d'abondance, succédant à celle de la rareté.

Les prix du pétrole ont perdu jusqu'à 20% depuis juin malgré la multiplication des risques pesant sur l'approvisionnement, persuadant davantage d'investisseurs et de traders que 2015 pourrait marquer le passage à un marché excédentaire grâce au "boom" du schiste aux Etats-Unis.

Si la chute des cours relance les spéculations sur la possibilité que l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) réduise en novembre sa production pour la première fois depuis six ans, certains analystes vont bien plus loin.

Selon eux, un basculement fondamental du marché - attendu de longue date - est peut-être en cours, mettant fin à quatre années tendues pendant lesquelles un baril à plus de 100 dollars était la norme et ouvrant une nouvelle ère où les interventions de l'Opep redeviendront essentielles.

Ils en veulent pour preuve le repli bien plus rapide que prévu des importations américaines alors que la production y a atteint un record depuis trente ans. Mais aussi la ralentissement de la croissance économique chinoise et donc de la croissance de la demande de pétrole. Même la production dans des pays troublés comme la Libye et l'Irak augmente.

Pour Daniel Yerhin, vice-président d'IHS et historien reconnu du pétrole, ces événements "*représentent enfin un rééquilibrage et les conséquences de la très forte accélération de la production américaine.*"

Surtout, le fait que les prix baissent malgré les conflits agitant la majeure partie du Moyen-Orient et les sanctions contre la Russie annonce "*un événement déterminant, un catalyseur du changement.*"

Certains analystes estiment qu'il est trop tôt pour dire si cette baisse des prix diffère des précédentes, notamment celles de 2012 et 2013, suivies d'une brusque remontée des cours avec la guerre en Libye et les sanctions contre l'Iran.

Un sursaut économique en Europe ou une autre rupture d'approvisionnement pourraient encore faire repartir les prix à la hausse à court terme mais le risque semble aller decrescendo.

## VERS UN RÉÉQUILIBRAGE DES POUVOIRS

Credit Suisse a réduit la semaine dernière sa prévision de prix pour le Brent de Mer du Nord à 93 dollars le baril en 2016, la deuxième prévision la plus basse parmi les analystes interrogés par Reuters. Pour 2017, la banque suisse prévoit un baril à 88 dollars avec une croissance de la production nord-américaine dépassant largement la demande mondiale.



Certains traders en conviennent. Les futures pour 2017 et au-delà, qui restaient jusqu'à présent fermes malgré la chute des prix pour une livraison immédiate, ont fini par baisser la semaine dernière. Le prix Brent livraison novembre, la référence mondiale, a chuté de 5% la semaine dernière, touchant un plus bas de plus de deux ans.

Les implications d'un tel basculement dépasseraient le seul cadre de la l'Opep et devraient accélérer le rééquilibrage des pouvoirs, des pays consommateurs comme les Etats-Unis devenant moins dépendants de producteurs comme la Russie et l'Iran.

Pendant la majeure partie de la dernière décennie, la pénurie a été la norme sur le marché. Avant 2008, des années de sous-investissement, une demande croissante en Asie et la crainte d'un "*pic pétrolier*" ont alimenté la tendance haussière des prix et les membres de l'Opep ont peiné à répondre à la demande. Le pétrole a grimpé jusqu'à près de 150 dollars le baril à la mi-2008.

La crise financière a alors fait vriller les prix, contraignant l'Opep à deux réductions marquées, ses dernières mesures officielles depuis au moins six ans. Avec une demande étale et la percée du schiste aux Etats-Unis, la peur du "*pic pétrolier*" a cédé la place à l'espoir de l'abondance. Pour autant, les cours restaient fermement au-dessus des 100 dollars le baril, tout mouvement baissier étant immédiatement contré.

En 2011, la révolution en Libye, membre de l'Opep, a alimenté la hausse des cours en réduisant les approvisionnements, jusqu'à 1,5 millions de barils par jour (bpj). Les sanctions occidentales contre l'Iran, fin 2011 et en 2012, ont ensuite pesé sur les livraisons, avant que la nouvelle flambée des violences en Libye ne prenne le relais.

## LA DÉTERMINATION DE L'OPEP MISE À L'ÉPREUVE

Ce phénomène pourrait se reproduire l'an prochain. La montée des tensions avec la Russie fait peser un risque sur les approvisionnements du deuxième producteur mondial. Les pourparlers avec l'Iran visant à parvenir à un accord sur son programme nucléaire pourraient tourner court et aboutir à un durcissement des tensions.

Et pourtant, la probabilité d'un rebond des cours devient de plus en plus faible. "*L'alerte incendie pourrait être réelle cette fois*", estime Daniel Sternoff de Medley Global Advisors.

Aujourd'hui, soit l'Opep instaure un plancher de soutien des prix à court terme, soit la période prolongée de prix bas commencera à faire fléchir les investissements à long terme ou à ranimer la demande, a-t-il dit.

Le recul des prix met à l'épreuve la détermination de l'Opep mais aussi la viabilité de la révolution du schiste aux Etats-Unis, qui a ajouté à la production américaine un million de bpj par an au cours des trois dernières années.

On est encore loin de savoir si, ou quand, l'Opep va intervenir. Les fortes baisses de prix accordées mercredi par l'Arabie saoudite à ses clients asiatiques suggèrent que le premier producteur mondial se résoudra à des prix bas pour maintenir sa part de marché.

Bob McNally, ancien conseiller à la Maison blanche du président George W. Bush et désormais président du cabinet de conseil spécialisé dans l'énergie Rapidan Group, a déclaré, après un récent déplacement en Arabie saoudite, que les producteurs de l'Opep pourraient attendre que les Etats-Unis réduisent leur production plutôt que s'y résoudre eux-mêmes.

Tandis que certains membres de l'organisation commencent à réclamer des baisses de production, des pays du Golfe misent sur la demande hivernale pour ranimer le marché.

Cela pourrait néanmoins évoluer si les prix cèdent encore une dizaine de dollars. En plus de peser sur les budgets de Caracas à Moscou, les foreurs américains décideraient alors probablement d'infléchir leur activité dans le cas d'un "*recul durable*" sous les 80 dollars le baril, font remarquer les analystes de Baird Energy dans une note publiée lundi.

"*Après tout l'huile de schiste des Etats-Unis n'est pas seulement la plus récente et la plus importante source d'approvisionnement mais également celle aux coûts les plus élevés et la plus exposée aux cours*", note Bob McNally. "*Dans les faits, le Dakota du Nord et le Texas ont rejoint l'Opep, mais ils n'en ont pas encore pris conscience*". Reuters 07.10

[Haut de page ↗](#)

Le 9 octobre 2014

[CAUSERIE](#)

On a ajouté 11 articles.

Un mot personnel

Une fois déduit l'argent que j'ai perdu lors de la séparation avec mon épouse et les pénalités que m'a imposées la banque pour avoir clôturé prématurément les comptes où j'avais déposé mes économies, il va nous rester pour vivre 261 euros au taux actuel ou 22.000 roupies, autant dire que nous ne pourrons plus économiser un centime.

Je viens de recevoir une lettre m'informant qu'en vertu de l'art.L.351-1 et 2 du Code de la Sécu je n'avais pas l'âge requis pour prétendre à la retraite, l'assistante sociale du consulat avait tenté le coup, je savais qu'il faudrait attendre encore trois ans, 62 ans. Il ne me reste plus que 35 mois à passer en espérant que je n'aurai pas besoin de fric pendant cette période. Il va donc falloir se priver davantage et malheureusement je ne pourrai plus aider personne autour de moi.

J'ai recontacté la société qui devait me proposer un boulot, je leur ai fait part de ma disponibilité pour éventuellement corriger des traductions, ils m'ont répondu négativement. Quant à ma famille en France, il faudrait que je la supplie à genoux de m'aider et que m'y refuse, ils connaissent ma situation, si cela ne vient pas d'eux c'est qu'ils n'en ont pas envie.

Parfois je me demande s'ils ne me prennent pas pour un être abominable à cause des idées que je défends, parce qu'ils fréquentent ou côtoient sans soute quotidiennement des gens exceptionnels. On ne peut pas demander à des gens qui habituellement ne sont pas capables de faire la part des choses de se surpasser.

En cas de grande difficulté je ferais appel à la générosité des lecteurs, j'espère ne pas devoir en arriver là.

Oublions tout cela et passons à la politique.

[Il y a une sacrée fine équipe de branquignols au gouvernement en France.](#)

Aux infos de Russia Today ce soir, le journaliste annonce les titres qu'il va développer dont la Syrie. Et là j'ai eu un déclic, je n'y avais pas pensé avant, en l'entendant évoquer la proposition de la Turquie d'imposer une zone de sécurité où les vols seraient interdits, je me pose une question : mais qui cela concernerait-il, les barbares d'EI ne possèdent pas d'avions, en dehors de la coalition arabo-occidentale il n'y a que l'armée syrienne qui en détiennent, c'est donc elle qu'il vise.

Une minute plus tard le journaliste embraie en mettant ce fait en évidence, *El has no flight powering*. Du coup je me demande si les médias ultra corrompus français feront preuve de la même perspicacité, sachant que Hollande a déjà fait savoir qu'il soutenait cette proposition turque, pas les Américains, apparemment personne à part lui ne l'a reprise à son compte, ainsi avec Valls et Fabius ils se ridiculisent une fois de plus aux yeux du monde.

[Précision.](#)

Joe Biden n'a pas vraiment reproché à l'Arabie saoudite, aux Emirats arabes unis et à la Turquie d'avoir armé Al-Qaïda et ses avatars, mais de n'avoir pas réussi à renverser Assad. Le reproche qu'il leur a adressé pouvait être perçu comme un avertissement ou une menace s'ils traînaient des pieds pour s'engager sans compter au côté des Américains en Irak et en Syrie.

[Pour ceux qui ne le sauraient pas encore.](#)

Les frappes menées en Irak et en Syrie, les deux pays où est implanté l'Etat islamique, sont de natures différentes, a dit le porte-parole du Pentagone, le contre-amiral John Kirby.

*"La campagne en Syrie est vraiment destinée à s'attaquer à la capacité de ce groupe à durer, recruter, former, équiper et se financer"*, a-t-il poursuivi..

(Manifestement il se trompe de cible, c'est Istanbul, Riad et Doha qu'il fallait bombarder, impossible ce sont leurs alliés et selon Biden leurs recruteurs, formateurs, équipementiers et financiers. - ndlr)

*("L'objectif stratégique" des Etats-Unis ne correspond pas vraiment aux besoins de la population. - ndlr)*

Les Etats-Unis ont toutefois paru dans le même temps minimiser l'importance de Kobani, ville adossée à la frontière turque assiégée depuis trois semaines par les combattants de l'EI, ce qui a provoqué un exode de près de 200.000 Kurdes syriens vers la Turquie.

"Aussi horrible que ce soit d'observer en temps réel ce qui se passe à Kobani (...), vous devez prendre du recul et comprendre l'objectif stratégique (des Etats-Unis)", a déclaré John Kerry aux journalistes.

(Ils visent les infrastructures du pays, ils le disent eux-mêmes. Pourquoi ont-ils opté pour des bombardements plutôt qu'une intervention terrestre moins dévastatrices pour les infrastructures ? - ndlr)

"Au-delà de la crise à Kobani, les cibles initiales de nos frappes sont les centres de commandement et de contrôle (des djihadistes), les infrastructures", a poursuivi le secrétaire d'Etat.

(En réalité chaque bombardement, dont les djihadistes sont prévenus à l'avance, se traduit pas l'élimination de quelques dizaines de barbares, alors qu'ils sont des dizaines de milliers dans la région, donc ils ne les combattent pas vraiment. -ndlr)

Un autre point de vue.

- Pourquoi Washington a jeté Kobani en pâture à Daesh - french.irib.ir

Mais pourquoi la coalition anti-Daesh refuse de secourir les Kurdes de Kobani? Le journal "Al-Jomhuriya", citant des experts, a son point de vue là dessus : Le sort de cette ville, située à 150 kilomètres d'Alep, et à 30 kilomètres des frontières de la Turquie, prouve la duplicité du discours anti-terroriste et de l'action anti-Daesh de l'Occident. On se rappelle du cas libyen; l'attaque du général Kadhafi contre la ville de Benghazi a fourni à la coalition de l'OTAN le prétexte nécessaire pour s'attaquer à la Libye, et les avions de l'OTAN ont bombardé les véhicules blindés de l'armée libyenne, à l'entrée de la ville. On se rappelle, aussi, la prestesse des américains à bombarder les positions de Daesh, à Erbil, quand les terroristes ont voulu prendre le contrôle de cette ville; ou encore, à agir, pour sauver les Yézidis de Sinjar. Que se passe-t-il, alors, à Kobani, ville qui, à l'époque de l'occupation française, était considérée comme le che- lieu d'une province composée de 44 villages. Pourquoi, donc, boudier Kobani?

- Il se peut que les Etats Unis cherchent à punir le parti de gauche de l'Union démocratique du Kurdistan, qui a, sans cesse, rejeté toute présence et toute coopération avec l'opposition extra-territoriale et pro-occidentale anti-Assad. Une coalition formée par Robert Ford que les Kurdes syriens rejettent toujours. Les Kurdes n'ont jamais accepté avoir été mis à l'écart de cette coalition, et n'ont pas cessé d'avoir peur que la Turquie finisse par la dominer, surtout que le chef du PKK se trouve, toujours, en prison, à Ankara.

- Il se peut que Washington veuille utiliser l'attaque contre Kobani, comme un atout, dans ses pourparlers avec le gouvernement turc. La présence de Daesh aide, certes, à la formation d'une zone tampon, sur les frontières avec la Syrie, mais les Daeshistes sont des gens à alliance variable et ils pourront compromettre les projets d'Erdogan

- Il se peut que Washington veuille faire la part des choses entre Barzani, pro-occidental et de droite, et ses adversaires de gauche, à savoir, l'Union démocratique. Or, ce sont ces derniers, qui sont trop populaires, au Kurdistan irakien et syrien, et parmi les Kurdes turcs. Bref, les Américains cherchent à affaiblir les Kurdes de gauche. Cette politique a été choisie, depuis que les Kurdes syriens ont refusé de combattre Assad, sous la bannière américaine... french.irib.ir 07.10

Entre par Kurdes de gauche le PKK.

En complément.

- Les membres de la coalition divisés sur le projet de zone tampon entre la Turquie et la Syrie - Francetv info

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a plusieurs fois plaidé pour l'instauration d'une zone tampon et d'une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie.

De son côté, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a lui affirmé, lors d'une conférence de presse commune avec son homologue britannique Philip Hammond, que cette idée valait "*la peine d'être examinée*".

La création de cette zone tampon n'est "*pas à l'étude*" à Washington a affirmé en début de soirée la Maison Blanche. "*C'est une idée que les Turcs ont soulevée à plusieurs occasions et nous en avons évidemment parlé avec eux, mais ce n'est pas quelque chose qui est à l'étude pour le moment*", a ainsi précisé Josh Earnest, le porte-parole de l'exécutif américain. Francetv info 09.10

Le plus va-t-en-guerre contre la Syrie après Obama ne pouvait que soutenir cette proposition.

- François Hollande soutient la création d'une zone tampon entre la Syrie et la Turquie - 20minutes.fr

- Siège de Kobané: Inquiets, les Kurdes de France appellent à l'intervention de la coalition - 20minutes.fr

- Syrie : pourquoi la Turquie laisse Kobané tomber - LePoint.fr

- Syrie: nouveaux raids pour soutenir les Kurdes face aux jihadistes à Kobané - Liberation.fr

### [La dictature néolibérale c'est quoi ? Réponse par ses laudateurs.](#)

Pas besoin de fournir une grille de lecture aux lecteurs. Le programme du STO.

- Français, il faut travailler plus!, plaide l'Institut Montaigne - AFP

Français, il faut travailler plus sans gagner plus "*pour relancer l'économie*", estime l'Institut Montaigne dans un rapport publié mercredi, qui affirme que l'écart entre la France et ses voisins en matière de temps de travail atteint "*des proportions inquiétantes*".

Dans ce texte baptisé: "*Temps de travail: mettre fin aux blocages*", le think tank d'inspiration libérale affirme que "*tous secteurs confondus, les salariés à temps plein travaillent en France moins que dans la plupart des pays européens et des économies comparables de l'OCDE*".

Pour l'Institut, il faut "*agir rapidement*" face à cette situation et réformer le temps de travail pour "*relancer l'économie française*".

"*Une hausse du nombre d'heures travaillées sans compensation salariale, en permettant à la fois une baisse du coût du travail et une hausse de la production, pourrait permettre de créer un véritable choc de compétitivité en France*", affirme le centre de réflexion.

A l'appui de son constat d'un manque de travail des habitants de l'Hexagone, l'Institut cite diverses études, dont une récente enquête de Coe-Rexecode, selon laquelle les salariés français à temps complet ont travaillé en 2013 en moyenne 186 heures de moins que les Allemands et 239 heures de moins que les Britanniques.

Le secteur public est aussi spécialement montré du doigt par le think tank, le temps de travail y étant "*nettement inférieur*" que dans le privé, selon lui.

L'Institut déplore en ce domaine "*une absence de données inquiétante*" et "*une défaillance globale du contrôle de la durée effective du travail*".

Il relève que "*le nombre annuel moyen d'heures de travail pour les fonctionnaires des administrations centrales de 21 pays européens de l'OCDE était de 1.697 heures, contre 1.573 heures en France en 2010*".

Face à cette situation globale qui a "*handicapé l'économie française au cours des dernières années*", l'Institut Montaigne formule diverses préconisations.

Il recommande en premier lieu d'"*augmenter le temps de travail dans les secteurs public et privé*", avec deux scénarios pour le privé: augmenter la durée légale du travail à une durée comprise entre 38 et 40 heures par semaine (contre 35h actuellement) ou carrément "*supprimer la durée légale du travail*", qui serait désormais fixée "*par accords collectifs de branche ou d'entreprise*".

L'Institut précise qu'"*en cas d'absence d'accord, la décision unilatérale du chef d'entreprise*" devrait être autorisée.

Pour le public, l'Institut propose là aussi de relever le seuil déclenchant des heures supplémentaires entre 38 et 40 heures par semaine, avec une absence de "*compensation salariale*" pendant une période qui pourrait durer trois ans.

En matière de lutte contre l'absentéisme, le centre de réflexion préconise par ailleurs de restaurer le jour de carence (non indemnisé) dans la fonction publique, créé en 2011 et supprimé par la gauche, ou de donner aux cadres intermédiaires plus de moyens de contrôle avec par exemple une "*généralisation des badgeuses*".

L'Institut suggère aussi de mieux recenser statistiquement le temps travaillé dans la fonction publique et de publier les données chaque année avec une discussion au Parlement.

Du côté des entreprises, il estime qu'il serait "*pertinent*" qu'une partie des sujets concernant l'organisation du travail puisse être décidée de façon unilatérale par le chef d'entreprise qui en informerait les partenaires sociaux. Cela pourrait concerner par exemple, la mise en place d'astreintes ou de forfaits jours, précise l'Institut. AFP 08.10

Le pire, c'est qu'ils y croient, vous mesurerez leur détermination à nous réduire en esclavage, c'est le programme du nouvel ordre mondial qu'ils veulent instaurer, qui existe déjà dans bien des endroits dans le monde...

### Elargir le champ de la guerre avant la déflagration finale.

#### 1- Venezuela. Opération déstabilisation.

Tout d'abord on commence par poser une question à l'apparence anodine ou neutre, ensuite on s'emploie à faire naître un soupçon, après on l'alimente en recourant à des procédés frauduleux ou malhonnêtes, amalgames, déni, témoignages orientés et autres, et pour finir on passe au verdict sous la forme d'une accusation, l'objectif est atteint.

Ici en l'occurrence pour frapper les esprits, le soupçon figure dans la question.

- Le Venezuela est-il en train de devenir un narco-Etat? - Slate.fr 08.10

Structure de l'article.

- Rapprochements militaires/guérillas

- Narco-Etat ou «*Narco-régime*»?

- Les succès de la lutte contre le trafic de drogue enregistrés par le gouvernement sont systématiquement minimisés ou niés, puisqu'il s'agit d'établir la collusion entre le gouvernement ou l'armée avec les trafiquants de drogue.

- La parole est donnée aux opposants de Maduro, à l'ONU ou ses officines à la solde des Américains, parole qui a une valeur supérieure à celle du gouvernement vénézuélien.

- Les citations de l'auteur de cet article suffisent à comprendre dans quel camp il se situe ou ses réelles intentions.

1 — Chavisme, narcotrafic et militaires, Conversations avec Mildred Camero, éditions Libros Marcados, mai 2014, Hector Landaeta.

2 — Les chavistes dans l'Empire, Secrets, tactiques et scandales de la révolution bolivarienne aux Etats-Unis, éditions La Hoja del Norte, mai 2014, Casto Ocando

3 — Etat délinquant, Comment agit la délinquance organisée au Venezuela, éditions La Hoja del Norte, juillet 2013, Carlos Tablante et Marcos Tarre.

Vous remarquerez que tous ces ouvrages ont été publiés récemment, autrement dit l'offensive de déstabilisation des Américains relève du harcèlement, de l'acharnement depuis l'élection de Maduro qui a succédé à Chavez.

Il ne s'agit pas pour nous de nier que des secteurs de l'armée vénézuélienne profiteraient du trafic de drogue, mais de montrer de quelle manière les Américains s'en servent pour mener leur lutte politique contre le gouvernement, sachant que la CIA est le véritable parrain du trafic de cocaïne et d'héroïne dans le monde et que les dividendes qu'elle en tire servent à financer ses opérations secrètes avec l'accord du gouvernement américain.

Le gouvernement vénézuélien ne tiendrait pas un jour de plus sans le soutien de l'armée, il lui faut donc manoeuvrer en permanence et l'épargner ou fermer les yeux sur ses liens avec les trafiquants de drogue. Il faut bien se dire que si ce n'était pas ce gouvernement qui entretenait ce genre de relations avec l'armée, celui qui le remplacerait pratiqueraient exactement de la même manière, il y a trop d'argent en jeu pour qu'il en soit autrement et le trafic de cocaïne doit se poursuivre coûte que coûte.

C'est l'aspect peu reluisant de la "révolution bolivarienne" sur fond de corruption généralisée que ses partisans refusent d'admettre. Vous comprendrez pourquoi elle ne peut pas constituer un exemple pour nous et nous refusons de l'assimiler au socialisme.

C'est d'ailleurs parce que Chavez n'a jamais eu la volonté de s'attaquer aux fondements du capitalisme qu'il a été contraint de composer avec l'armée (dont il était issu) et des pans de la bourgeoisie vénézuélienne, sinon il aurait fallu qu'il les affronte directement et il en a été incapable, car seul le peuple en arme aurait pu défaire l'armée et vaincre la résistance de la bourgeoisie.

Dans un tel régime l'armée occupe une place prépondérante, charnière, incontournable, ne participant pas directement au pouvoir,

il faut bien qu'en échange des services rendus au gouvernement elle trouve ailleurs les subsides qui permettent à ses chefs d'avoir un niveau de vie à la hauteur de leurs statuts.

2- Avec Modi (BJP) au pouvoir ils jouent sur du velour. Eviter tout rapprochement entre la Chine et l'Inde.

- Les accrochages indo-pakistanaïens s'intensifient au Cachemire - Reuters

Les affrontements se sont intensifiés mercredi entre soldats indiens et pakistanais dans la région himalayenne du Cachemire, où l'on dénombre une dizaine de blessés sur les 200 km de frontière contestée entre les deux Etats.

Selon un haut responsable indien de la sécurité aux frontières, l'armée pakistanaïse a tiré à la mitrailleuse et au mortier sur une soixantaine de postes de l'armée indienne, s'exposant à des tirs de représailles.

"Les 'rangers pakistanais' (ndlr, une force paramilitaire dépendant du ministère de l'Intérieur) ont visé toute la frontière du Jammu cette nuit et les tirs se poursuivent", a précisé Uttam Chand.

Huit civils indiens, trois soldats et un membre de la sécurité aux frontières ont été blessés.

Depuis le regain de tension entre les deux puissances nucléaires, des milliers de civils indiens ont fui la région himalayenne du Cachemire, au coeur d'un différend frontalier entre l'Inde et le Pakistan depuis leur indépendance, en 1947.

Les affrontements en cours depuis plus d'une semaine sont parmi les plus violents depuis une trêve négociée par les deux pays en 2003.

"Il est très inhabituel de voir les deux camps viser des zones et des bâtiments civils. Pour le moment, nul ne semble vouloir reculer", note S. Chandrasekharan, directeur du South Asia Analysis Group à New Delhi. Reuters 08.10

3- Chine. Instrumentaliser la jeunesse qui a soif de liberté pour instaurer le chaos.

- Anarchistes en République populaire: la colère corrosive des punks chinois AFP -

Crête écarlate sur le crâne, le chanteur Shan Lin prône la rébellion et l'anarchisme, avant de les marteler sur scène: dans un pays qui réprime les voix dissonantes, le punk chinois offre un rare espace d'expression subversive.

"Plus il y a d'anarchistes et mieux c'est, plus c'est le chaos et plus on aime ça! Le désordre, c'est notre vie", lance Shan, 30 ans, du groupe pékinois Shiweizhe ("Manifestants"), juste avant un concert.

(Pas si corrosif que cela. - ndlr)

Les groupes chinois imitent le style des figures du punk anglo-saxon et leur haine de l'"establishment", mais leurs textes abordent volontiers des thématiques locales: "les expulsions forcées, l'absence d'avenir, l'éducation transformant les jeunes en robots à travailler, le règne de l'argent", énumère Lei Jun.

A l'époque, un collectif pékinois s'était baptisé "Le Contingent de l'ennui".

Vingt ans après, les chansons punks reflètent des veines anarchistes ou au contraire démocratiques.

Les musiciens punks ne sont pas exempts de pressions sociales: le chanteur de Shiweizhe --qui avoue un passé de "mauvais garçon"-- travaille dans la construction, et son guitariste lisse ses cheveux pour rejoindre son cabinet d'immobilier.

Et quand Wang Yuxin rentre chez elle, elle redevient "une jeune fille bien rangée"

"Avec l'habitude des Chinois de vous dévisager, c'est dur d'adopter une apparence punk", se désole Lei Jun. AFP 08.10

Le punk, sans vouloir passer pour un vieux con, je le pensais il y a près de 40 ans, sur le plan musical c'est le rock décomposé à l'image de la décadence de la société.

Le punk est au rock, ce que le free-jazz est au jazz, la nouvelle cuisine à la gastronomie... Vous pouvez ajouter la gauche et l'extrême gauche au socialisme.

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Désintégration.

- NPA : Philippe Poutou quitte la direction et tire à boulets rouges sur le parti - leparisien.fr

Philippe Poutou a annoncé dimanche soir à ses camarades du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) qu'il en quittait la direction.

« *Je n'ai jamais su ou pu m'intégrer* » au comité exécutif du parti, écrit l'ancien candidat-ouvrier, déclarant se sentir à la fois éloigné et inutile au sein d'un parti « *trop parisien* ».

Ce départ intervient en pleine crise au Nouveau parti anticapitaliste. Asphyxié par la concurrence du Front de Gauche et balayé aux élections européennes, le NPA d'Olivier Besancenot est confronté à de sérieux soucis budgétaires.

« *Au NPA, nous subissons aussi l'opportunisme individuel, l'ambition personnelle, la prétention, le sentiment de supériorité ou encore l'aspiration à prendre la place (sa place) et à vouloir la garder. Il y a besoin de se remettre en cause sur toutes ces questions* », estime aujourd'hui Philippe Poutou qui appelle ses camarades à « *mettre en place une direction qui permette de construire, de coordonner l'activité, d'aider les équipes militantes à se renforcer* ». leparisien.fr 08.10

Voilà une image détestable de la direction du NPA. Question à la façon des instituts de sondages : Selon vous est-ce que cela influe sur la politique de ce parti ?

### Mégalomanie aggravée.

- Mélenchon: Hollande "*fait pire que Sarkozy qui fera pire que Hollande la prochaine fois*" - L'Express.fr (Ou l'art d'enfoncer les portes ouvertes, le pire est devant nous, pardi ! - ndlr)

Dans une interview au Nouvel Observateur, le leader du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon accuse François Hollande d'avoir "*coulé l'idée de gauche*".

(On devrait lui en être reconnaissant il est vrai, car il a mis en porte-à-faux la pseudo-gauche dont se réclame Mélenchon. Il lui reproche d'avoir mis brutalement fin à cette illusion qu'ils partageaient depuis si longtemps, et que Mélenchon n'a pas abandonné à défaut de pouvoir se tourner vers le socialisme. - ndlr)

"*Hollande a désarmé et démoralisé (l'électeur de gauche)* (Voilà une oeuvre salutaire dont seul un petit bourgeois pourra s'offusquer. - ndlr) . *A présent, les gens concluent: 'La gauche et la droite, c'est pareil.'* (...) (En quelque sorte l'imposture qui consistait à affirmer le contraire est brisée et c'est tant mieux. Il n'y a que les traîtres ou ceux qui s'en accommodaient pour le regretter. - ndlr) *Aujourd'hui, il n'y a qu'un segment de l'opinion en dynamique: l'extrême droite*", estime l'ancien candidat du Front de gauche (FG) à la présidentielle. (Celle que les médias lui servent chaque matin au petit-déjeuner et qu'il gobe comme un crétin. - ndlr) "*Je pensais que nous allions gagner en disant aux gens: 'Comparez les deux gauches'. Cette ligne raisonnable a échoué.* (Le traité de crétin est encore un compliment apparemment, car il ne lui viendrait pas à l'esprit qu'en assimilant Hollande ou le PS à la gauche il perdait toute crédibilité. - ndlr) *En fait, nous avons été aspirés par le naufrage du vaisseau amiral. Hollande a coulé l'idée de gauche*", dit-il au sujet du Front de gauche, qu'il accuse d'être "*resté trop souvent collé au système du PS*". (Il a coulé avec lui, ce qui n'est pas pour nous déplaire. On remarquera qu'il y a encore des médias complaisants pour lui offrir une tribune et lui permettre de refaire surface, le régime a besoin de ce genre de pitres. Assumez-vous, en prétendant que Hollande et le PS étaient de gauche, vous avez confirmé que vous n'aviez jamais rompu le cordon ombilical avec eux, donc n'accusez pas le Front de gauche. -ndlr)

Mais Jean-Luc Mélenchon ne s'avoue pas vaincu, loin de là: "*... comme les anciens électors se disloquent sous nos yeux, à la fin, ça se terminera entre Le Pen et nous*", annonce Jean-Luc Mélenchon, estimant que "*désormais, il y a l'oligarchie d'un côté et le peuple de l'autre*". L'Express.fr 08.10

Il se voyait passer devant le PS à chaque élection et il est ressorti laminé et loin derrière, et voilà qu'il nous refait le coup pour la énième fois, c'est pathologique ou incurable chez lui il faut croire.

On se demande comment un tel parti (PG) peut encore exister, quoique si, cela s'explique facilement, il suffit d'observer sa terminologie empruntée au jeu institutionnel qu'il affectionne (la révolution citoyenne par les urnes... funéraires!) "*l'électorat de gauche*" par ci, "*les anciens électors*" par là, il se nourrit des illusions dans le régime qui animent les couches supérieures de

la classe ouvrières et qui ne sont pas prêtes de s'en séparer, comme de l'UE, n'est-ce pas monsieur le député européen.

Mégalomanie : Comportement pathologique caractérisé par le désir excessif de gloire et de puissance ou par l'illusion qu'on les possède (idées, délire de grandeur). (Le Grand Robert)

Appliqué à notre grand homme, plus terre à terre, péter plus haut que son cul !

Sans blague, ils étaient pour !

- Nadine Morano : "*Il n'y aura pas d'abrogation*" du mariage pour tous - Francetv info

Vous avez lu avant-hier qu'aux Etats-Unis c'était les plus conservateurs qui le revendiquaient, alors qu'on aurait pu croire le contraire, ne nous a-t-on pas rebatu les oreilles que c'était un truc de gauche. Ce sont les plus réacs, les plus pourris qui soient qui sont les plus farouches partisans du mariage homosexuel aux Etats-Unis. Du coup, ceux qui n'ont pas suivi ne comprennent plus rien, parce qu'ils se sont laissé manipuler.

Quand on aborde un sujet, il faut prendre de la hauteur ou aller voir ce qui se passe ailleurs, car si on se contente de ce qui se passe en France ou de la propagande officielle, on prend le risque d'en avoir un aperçu étriqué et de se faire bernier. Bon, cela peut arriver à tout le monde de se faire piéger, encore faut-il en tirer les leçons pour que cela ne se renouvelle pas, c'est préférable, non ?

Vous vous souvenez peut-être qu'on avait affirmé que l'UMP n'y était pas opposé, on en a ici la confirmation. J'avais observé ce qui s'était passé ailleurs, et je m'étais dit pour que des monarchies prennent les devants, c'est que c'est un truc qui devrait faire le bonheur des réacs.

Le mariage homosexuel n'est pas réac, c'est assurément l'objectif politique inavoué de ceux qui en ont pris l'initiative qui l'était et la raison pour laquelle on ne pouvait pas le soutenir, vous saisissez la nuance.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Un aveu ?

- Aurélie Filippetti : la politique de Hollande n'est pas une "*trahison*", mais "*un renoncement*" - Francetv info

Elle a dû faire allusion à ses promesses qui n'engageaient que ceux qui étaient disposés à les croire.

Quant à trahir, qui ? Son soi-disant camp, la gauche ? Impossible il n'en a jamais fait partie. Sa véritable famille politique ? Au contraire, il ne fait que donner des gages de fidélité à la classe dominante.

### La nouvelle gauche est arrivée.

- Montebourg : "*L'Europe doit faire comme Barack Obama*" - LePoint.fr

À l'occasion du Forum Nouveau Monde, au siège de l'OCDE à Paris, le mardi 7 octobre, l'ancien ministre de l'Économie pose les États-Unis comme modèle pour l'Europe et dénonce une fois de plus l'intransigeance allemande. LePoint.fr 08.10

Il rivalise avec Hollande la risée du monde, il prend les Etats-Unis comme modèle et dénonce l'Allemagne alors qu'elle n'a fait qu'imiter les Etats-Unis ! Très très fort ! On a envie de dire, quel crétin !

On va le faire à la manière de LO qui sont aussi très futés comme vous avez dû vous en rendre compte : Travailleurs, travailleuses, n'ayez pas de complexes d'infériorité, voyez quels crétins nous gouvernent, vous ne pourriez pas faire pire si vous déteniez le pouvoir, alors n'hésitez pas à vous engager pour le conquérir, rejoignez-nous !

Les intellectuels de gauche ne font pas confiance à la classe ouvrière, ils sous-estiment ses capacités, cela devrait les inciter à réfléchir à nouveau à cette question déterminante. Un travailleur pas très évolué peut être capable du meilleur comme du pire, alors qu'un type comme Montebourg ou Hollande ne peut être capable que du pire. Mélenchon n'est pas d'accord et c'est normal, on ne lui demandera pas non plus de quoi il est capable, il en a suffisamment fait la démonstration.



## Pas tous logés à la même enseigne.

- L'insécurité alimentaire de plus en plus présente dans la vie des Français - 20minutes.fr

- Des cures de vitamines inutiles voire nocives - 20minutes.fr

## Le temps des grandes épidémies mondiales est-il arrivé ?

- Ebola : Kerry évoque une «*crise mondiale*» - Liberation.fr

- Ebola pourrait coûter 32 milliards de dollars à l'Afrique - AFP

Haut de page ↗

---

Le 10 octobre 2014

## CAUSERIE

En attendant que le site soit actualisé en fin de journée, à lire : *Les troubles raisons qui poussent la Turquie à se réjouir de la chute de Kobané aux mains de l'Etat islamique. (10.10)*

De retour, 21h15 à Pondichéry, le boulot est terminé.

On a classé les articles de septembre.

On a mis en ligne deux articles intéressants dans la rubrique *Social* qu'on appellera désormais *Social et société*. Celui intitulé *Bienvenue dans l'ère des hyper-narcissiques* est effrayant, car en réalité ils fabriquent des zombis qui ne s'en rendent même pas compte.

Je ne sais pas ce que vous en pensez mais je crois avoir atteint un certain niveau de conscience ou avoir compris certaines choses pour ne pas avoir l'air prétentieux, et je partage mon existence avec Selvi qui est profondément arriérée, illettrée, pour ne plus signer avec son index elle a juste appris dernièrement à signer Selvi en tamoul, cela lui demande un effort elle s'y reprend à plusieurs reprises pour former chaque lettre, chaque fois je la regarde faire et invariablement il y a quelque chose qui se noue dans mon estomac, parce qu'elle est fière d'y être arrivée et je sais qu'elle a honte de ne pas savoir lire et écrire, mais pas devant moi, elle sait que je ne la jugerai jamais et qu'au contraire je partage sa douleur, car elle en souffre évidemment, sa condition lui fait horreur autant que la société qui a été très injuste envers elle, on partage cela aussi.

Il y a quelques jours j'ai écrit qu'ici on séchait nos larmes, parce qu'il lui arrive souvent de fondre en larmes et chaque fois cela me bouleverse et ce n'est pas une comédie. Il arrive même que j'y sois involontairement pour quelque chose parce qu'on ne se comprend pas toujours, ce qui m'oblige à me demander si je n'aurais pas eu un comportement inapproprié, je la respecte profondément mais je peux aussi être maladroit quand je croule sous les emmerdements comme ce fut le cas ces derniers temps, jamais méprisant, elle le sait ou le ressent et elle ne m'en veut pas. C'est la confiance ou la sincérité qui existe entre nous qui sert à colmater les brèches ou soigner les blessures, sans cela nos rapports seraient invivables.

J'ignore comment elle interprète ma façon d'agir ou de penser, je ne sais pas au juste ce qu'elle comprend, dès lors la situation est très délicate et difficile à gérer, il faut éviter de commettre un impair, il faut poser les bonnes questions, réfléchir et se mettre à son niveau avec en prime un problème de langue qui complique les choses, c'est un cas de conscience, un défi immense à affronter qui nécessite une attention et une concentration de chaque instant, où il m'est interdit d'oublier ce qui nous sépare et qui est immense pour ainsi dire parvenir à être sur la même longueur d'onde, tandis qu'elle produit un effort énorme pour y arriver, il suffit de la regarder pour en prendre la mesure, elle s'assoit, me regarde fixement, elle ne bouge plus, cela peut durer des minutes, des minutes qui me semblent interminables car j'ignore si elle comprend ou pas ce que je lui explique, et lorsque c'est à son tour de parler et qu'on parvient à s'entendre, elle a les yeux qui pétillent, elle sourit, je vois qu'elle vit un moment de bonheur intense parce que parvenir à se comprendre c'est quelque chose de merveilleux pour elle, c'est comme quelque chose en plus qui nous réunit, qui nous appartient, que l'on partage désormais, c'est très émouvant.

J'aurais pu me contenter de prendre cette femme comme servante et coucher avec elle en rétribuant largement ses services, mais rien que l'idée d'abuser de ma situation m'a toujours répugné au plus haut point, je vois bien autour de moi ou à travers des lectures qu'il est très facile de justifier un tel comportement infâme, par exemple le narcissique ou l'individualiste débridé, décomplexé n'aura aucun mal à s'arranger avec sa conscience pour peu qu'il en ait une, j'ai envie de dire pour conclure que c'est

ce qui nous est le plus cher (notre conscience) et qu'on peut, qu'on doit la partager sans craindre qu'elle ne s'altère, au contraire, c'est le seul moyen de l'enrichir encore.

Vous vous souvenez sans doute qu'à de nombreuses reprises j'avais mis l'accent sur la nécessité de faire preuve de modestie dans la vie sans connaître exactement la situation en France, cet article confirme que j'avais raison de m'en soucier au delà de ce que j'imaginai hélas !

Etre modeste ne signifie pas ramper ou être faible, être une larve ou se laisser piétiner par les puissants, au contraire, c'est se maîtriser, dominer ses émotions pour les orienter dans la bonne direction. Si c'est tout sauf se croire supérieur aux autres, celui ne signifie pas pour autant être inférieur. C'est aussi faire passer ses intérêts personnels au second plan mais sans les rogner ou les négliger. C'est avant tout faire preuve d'écoute ou d'attention envers les autres, et sachant que nos propres expériences sont somme toute limitées à notre petite existence, c'est à travers les leurs qui sont en quantité illimitée qu'on apprend le plus de choses, y compris sur nous-même. Enfin, c'est avoir une ouverture d'esprit qui ne peut qu'enrichir nos connaissances et nous aider à élever notre niveau de conscience. C'est adopter l'attitude la plus adéquate pour servir notre cause.

J'ai mis 1h30 pour rédiger ce passage, comme quoi j'ai encore le cerveau assez lent, on fait ce qu'on peut comme on est. Assez bavardé, vous aurez compris à quel point mon isolement me pèse. Passons à la politique.

Nous ne sommes pas sectaire, la preuve.

Nous avons mis en ligne le discours prononcé par Jacques Nikonoff (M'PEP) au Forum européen de 2014 qui s'est tenu fin août, qui avait été organisé par la Coordination nationale de la gauche italienne contre l'euro.

Je n'ai pas eu le temps de le lire en entier, sans partager l'orientation de Nikonoff ses analyses ne manquent pas de pertinence et nous font gagner du temps, et puis certains rappellent valent le coup, comme celui-là :

- *"Le courant de Jean-Luc Mélenchon à l'époque (en 1991 - ndlr) à l'intérieur du PS – Gauche socialiste – se prononce pour « l'économie sociale de marché », une formule inventée par la CDU allemande, à la base de la conception idéologique de la construction européenne..."*

Le Parti de gauche et Front de gauche sont une imposture et se comportent comme des satellites du PS. Nikonoff s'emploie à le démontrer en reliant les différentes prises de position de Mélenchon, la méthode est cruelle, efficace, radicale, fatale.

### Mais de qui s'agit-il ?

Incroyable, il est *"toujours là"*, mieux encore, il réussit le tour de force de se faire *"acclamer par... les 6-11 ans"*, hier à Angoulême. (leparisien.fr 09.10)

Réponse : Vous aurez reconnu Hollande, bravo !

### Parole d'internaute

(Commentaires à la suite de l'article *Bienvenue dans l'ère des hyper-narcissiques* - lepress.fr 09.10)

1- *"C'est vrai il suffit d'observer les gens dans la rue pour remarquer que la plupart se prennent pour "je ne sais quoi d'ailleurs", toisent les autres, ont le regard fier en permanence (et si l'on savait tout, il n'y aurait vraiment pas de quoi) bref...sont d'une suffisance et se croient bien plus importants que monsieur tout le monde et c'est assez risible car ils en font partie. C'est l'ère du moi je, moi je... plus de considération pour personne, plus d'empathie, finie la bienveillance et la solidarité. Dans ce monde en perpétuelle mouvance les choses changent et se retournent et les "premiers" pourraient se retrouver "derniers " et vice versa et les mégalos-narcissiques pourraient avoir besoin un jour de leurs congénères, et là ils verront bien."*

Que des gens simples en viennent à adopter ce comportement peut se comprendre, c'est pour eux un moyen comme un autre d'exister puisqu'il n'en existe pas d'autres à leur portée. Ce qui s'explique moins, c'est que des gens en apparence plus développés se laissent aller ou en viennent à l'adopter également. Ce qui signifie que contrairement à ce qu'ils pensent d'eux-mêmes, ils ne sont pas plus évolués que la moyenne ou leurs idées sont inconsistantes, d'où cette dérive ou régression. J'ai eu l'occasion de le constater et d'en être victime parmi mon entourage, ce qui m'a interpellé et attristé. Il n'est pas facile de rester au courant dominant quand on refuse de s'organiser...

2- *"Le narcissisme occupe une place importante dans le moteur de la société actuelle. Exemples: (1) dans une entreprise qui ne travaille pas pour le bien-être de l'humanité, un cadre narcissiste est plus efficace qu'un cadre humaniste; (2) le narcissisme augmente la surconsommation; (3) le narcissisme permet à ceux qui mènent une vie médiocre, de se sentir important;*

(4) *le narcissisme permet à certains de passer par-dessus leur prochain, sans scrupules.*"

La classe dominante le cultive, l'encourage, nous avons eu l'occasion de le souligner ces derniers jours. L'être humain est faible et perfectible, en prendre conscience pour devenir plus fort et progresser devrait faire partie de notre éducation, mais cela est impossible dans une société dont les fondements reposent sur un rapport de force entre dominant et dominé qu'elle n'envisage pas d'abolir.

Contribuer à l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'ignorance qui nous rend médiocre fait partie de notre combat quotidien, c'est un devoir pour un militant ouvrier ou un socialiste.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Quelques indicateurs.

- Les cours du pétrole terminent en forte baisse à New York - Reuters
- Le FMI exhorte les banques de la zone euro à se réformer - LeMonde.fr

### Tête de veau et tête de cochon.

- Juppé prend la tête des intentions de vote pour la primaire UMP - Reuters
- Sondage: le retour de Sarkozy, une "*mauvaise chose*" pour 2 Français sur 3 - AFP

### Ils ont de la suite dans les idées.

Il y a ceux sur qui ils tirent...

- A Toulon, un chômeur sur cinq ne cherche pas d'emploi, selon Pôle Emploi - Francetv info
- Chômage : faut-il revoir les règles d'indemnisation ? - Francetv info
- Un ex-patron de Pôle emploi : «*Il faut abaisser la durée d'indemnisation du chômage*» - LeParisien.fr
- Les seuils sociaux sont-ils un frein à l'emploi ? - Francetv info

... et ceux qu'ils plaignent

- Les Français les plus riches supportent la plupart des hausses d'impôts - LePoint.fr
- Les 20% de foyers les plus riches supportent la plupart des hausses d'impôts - Francetv info
- Impôts : les plus aisés paient l'addition - Liberation.fr

Libération confirme son virage ultra droitier décomplexé.

### Spasme légitime pour un banquier. Il tient à sa tête.

- Le ministre Emmanuel Macron craint d'être coupé de la réalité "*concrète*" - AFP

### Des conservateurs, des réacs !

- Contestation sociale: les Français toujours rétifs aux réformes - AFP
- Les Français rechignent aux sacrifices pour améliorer la situation économique - AFP

### [Cela aurait pu m'arriver.](#)

- Yonne: des parents devant la justice faute d'avoir fait vacciner leur fille - AFP

### [Massacre au coup par coup.](#)

- Tension à Saint Louis après la mort d'un adolescent abattu par un policier - LeMonde.fr

On y viendra demain si possible

### [La voix de la Fed.](#)

- Wolfgang Schäuble contre une relance par la dépense publique - Reuters

### [Propagande de Washington.](#)

- Au Brésil, le parti de Marina Silva apporte son soutien au rival de Dilma Rousseff - LeMonde.fr

### [Psychose et contrôles renforcés vont de paire. La liberté décapitée.](#)

- Contre le virus Ebola, Londres va contrôler les voyageurs - Reuters

- Ebola: un bâtiment de la DDASS bouclé plus d'une heure pour une fausse alerte - AFP

- Ebola : pour certains vols, des bagagistes d'Orly préfèrent porter masques et gants - LeParisien.fr

- Ebola: la patiente espagnole en "*danger grave*" de mort - L'Express.fr

Ils ont laissé mourir un patient aux Etats-Unis, bientôt une en Espagne, ensuite cela sera au tour de la Grande-Bretagne et la France, etc.

---

## [ACTUALITÉ DU JOUR](#)

### [Tout traité comporte des clauses secrètes, non ?](#)

- Tafta : l'Europe rend public le mandat de négociation - Libération.fr

Les représentants des Etats membres ont décidé de «*déclassifier*» le texte sur lequel négocie la Commission européenne avec les Etats-Unis.

La décision intervient à quelques jours d'une mobilisation européenne contre ce projet de traité appelé «*TTIP*» pour ses partisans, «*Tafta*» par ses opposants et dix jours après l'audition par les eurodéputés de la Suédoise Cécilia Malmström, nouvelle commissaire européenne au Commerce.

Ce traité transatlantique prévoit la création en 2015 d'une zone de libre-échange transatlantique. Le cœur de la négociation porte sur l'harmonisation des réglementations, juridiques, comptables, financières, environnementales, sanitaires, phytosanitaires, techniques, d'étiquetage, de protection des marques et brevets, etc.

Avec cette «*déclassification*», les institutions européennes tentent ainsi de déminer les oppositions grandissantes à ce traité de libre-échange controversé. Libération.fr 09.10

En réalité l'essentiel réside dans la portée politique qui résultera de l'instauration d'un tribunal d'exception mis en place par et pour les multinationales, et dont personne ne pourra contester les verdicts et encore moins l'existence, instaurant de fait une dictature de l'oligarchie financière au-dessus de toutes les juridictions qui existent.

Ce traité a pour fonction de sanctionner ou de graver dans le marbre cette dictature, de la légitimer à l'aide d'un texte juridique, c'est

en quelque sorte la Constitution du nouvel ordre mondial néolibéral.

Cela ne leur coûte rien de le "*déclassifier*", puisqu'ils savent qu'en face ceux qui s'y opposent sont profondément divisés et n'ont aucune alternative cohérente ou crédible à opposer. On va payer le prix fort l'incapacité du mouvement ouvrier international de se composer sur de nouvelles bases ou en renouant avec le marxisme ou le socialisme. Ce traité constitue plus qu'un nouveau recul du mouvement ouvrier, c'est une nouvelle et terrible défaite qu'il va subir à froid.

En complément. Un exemple qui entre dans le cadre des traités de libre-échange transatlantique et transpacifique, c'est quoi ?

- Le Venezuela condamné à payer 1,6 milliards de dollars à Exxon - Libération.fr

Le Venezuela a été condamné jeudi par un tribunal arbitral international à verser 1,6 milliard de dollars à la compagnie pétrolière américaine ExxonMobil, qu'il avait expropriée du champ pétrolier de Cerro Negro en 2007. Selon la décision du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Cirdri), une juridiction de la Banque mondiale, le Venezuela doit dédommager, par l'intermédiaire de sa compagnie pétrolière publique PDVSA, ExxonMobil à hauteur de 1,6 milliard de dollars. Ce même tribunal avait déjà condamné fin septembre Caracas à payer 740,3 millions de dollars à l'entreprise minière canadienne Gold Reserve pour les mêmes faits d'expropriation sous la présidence d'Hugo Chavez, aujourd'hui décédé.

ExxonMobil avait saisi cette cour arbitrale immédiatement après son expropriation, qui avait suivi une décision des autorités vénézuéliennes de réduire la production du champ de Cerro Negro (est), exploité par la compagnie américaine au titre d'un accord conclu précédemment avec les autorités vénézuéliennes. Le groupe avait également saisi d'autres instances comme la Chambre de commerce internationale (CCI) à Paris qui lui a déjà donné gain de cause dans cette même affaire, condamnant en 2012 Caracas à lui verser 750 millions de dollars. La nationalisation effective du champ, et de plusieurs autres actifs pétroliers dans le pays, avait été ordonnée en février 2007 par l'assemblée nationale vénézuélienne.

Le Cirdri a condamné Caracas à payer à ExxonMobil plus de 9 millions de dollars au titre de compensations pour les réductions de production imposées avant la nationalisation, et 1,4 milliard de dollars au titre de la nationalisation des installations. En prenant compte les intérêts que le Venezuela doit également payer, la somme totale atteint 1,6 milliard de dollars. Libération.fr 09.10

Nous, nous ne verserions pas un centime à ExxonMobil.

Les traités transatlantique et transpacifique considèrent illégale l'expropriation des capitalistes, autrement dit le socialisme.

Le plus grave ne réside pas dans l'existence de ces traités ou projets de traités, mais dans le fait qu'ils soient tournés contre le socialisme et que personne ne le souligne, que les différents partis ou courants, les différentes organisations ou tendances qui se réclament du socialisme ou de l'anticapitalisme soient incapables ou refusent de se rassembler pour les combattre, pour défendre le socialisme.

### Excès de zèle ou de politesse.

- Tension entre Hollande et Valls sur le rythme des réformes - LeFigaro.fr

C'est la première tension visible entre les deux têtes de l'exécutif depuis que Manuel Valls a été nommé à Matignon, il y a six mois. Et le motif de cette tension est loin d'être anecdotique: il s'agit du rythme des réformes. Le président de la République souhaite ne pas accélérer le tempo quand son premier ministre juge qu'il faut appuyer sur l'accélérateur.

Pressé par les journalistes lui demandant de réagir aux propos du président, Manuel Valls a déclaré: *«Tout ça, c'est de la blague. La seule chose que je peux vous dire, et c'est ce que le président de la République a dit: il faut des réformes, ces réformes il faut les poursuivre, ces réformes elles ne s'arrêteront pas, parce que le pays a besoin de se réformer, de lever les blocages pour l'économie, la croissance, la compétitivité et l'emploi.»*

Et le premier ministre a ajouté: *«Les réformes, elles se poursuivront, c'est pour ça que j'ai été nommé premier ministre, pas pour autre chose et croyez-moi, je suis très déterminé à les poursuivre.»* Le message s'adressait à l'opinion, à cette gauche du Parti socialiste qui ne lui facilite pas la tâche et sans doute aussi à François Hollande. LeFigaro.fr 09.10

En complément

- Ecotaxe, loi famille, vote des étrangers: Quand le gouvernement recule - 20minutes.fr

- Pour Batho, Hollande a organisé «l'abandon de l'idéal» de gauche - Liberation.fr

- Suppression de l'écotaxe : « On vit sous l'effet des lobbys », selon la sénatrice EELV Benbassa - Public Sénat

Sans blague !

Travailleurs, ce sont des gens médiocres qui nous gouvernent, ils se ridiculisent un peu plus chaque jour, ne soyez pas complexés, n'importe lequel d'entre vous ferait mieux qu'eux...

### Participer, c'est trahir !

On retrouve dans le document du Medef les propositions avancées hier par l'Institut Montaigne. C'est sur cette base que les dirigeants acceptent de discuter avec le patronat. Un véritable syndicaliste en prenant connaissance de ce document se serait levé et aurait claqué la porte.

- Dialogue social: un premier round "d'observation", les syndicats inquiets pour la suite - AFP

Si les discussions ne sont pas entrées dans le dur, le document fourni en préambule par le patronat qui affirme que la loi doit fixer le cadre général mais que "l'essentiel de la régulation sociale" devrait se faire au niveau de la branche ou de l'entreprise, inquiète fortement les syndicats.

Mme Le Bot (CGT) y a vu un document "très idéologique", "teinté d'une dose de paternalisme".

Pour les syndicats, l'inversion de la "hiérarchie des normes" voulue par les employeurs et consistant à faire de l'entreprise le centre de décision, est une ligne rouge.

"Cela semble être la priorité pour le patronat. Là, nous avons un point de blocage", a ainsi déclaré Marie-Alice Medeuf-Andrieu (FO).

"Ils veulent un maximum de liberté dans les entreprises alors que nous, nous voulons que la loi soit le socle", a souligné de son côté Marylise Léon (CFDT). "Il va falloir qu'on ait une clarification", sur ce sujet a-t-elle dit, précisant que le patronat avait indiqué oralement ne pas avoir été compris sur ce point.

Le chef de file de la délégation du Medef, Alexandre Saubot a souligné que les propositions ne portaient que sur le dialogue social dans l'entreprise, et non pas par exemple le temps de travail. "Il ne s'agit pas de donner un chèque en blanc aux entreprises", a-t-il insisté.

Cette réunion poussive n'est pas de bon augure, alors que le ministre du Travail, François Rebsamen, a laissé aux partenaires sociaux jusqu'à fin décembre et prévenu que faute d'accord, le gouvernement légifèrerait, y compris sur les seuils.

Pour le chef de l'Etat, qui a fait du dialogue social son cheval de bataille, un échec de la négociation serait un coup dur et le gouvernement aurait du mal à faire passer un texte aussi peu consensuel, compte tenu de sa faible majorité à l'Assemblée.  
AFP 09.10

Baratin institutionnel !

Les dirigeants syndicaux n'ont pas le choix, s'ils acceptaient que "l'essentiel de la régulation sociale" se fasse "au niveau de la branche ou de l'entreprise", les syndicats exploseraient !

Au passage, il est rappelé qu'ils ne constituent pas des organisations indépendantes de l'Etat ou de la classe dominante, mais qu'en remplissant le rôle de régulateur social leur principale mission est d'oeuvrer à la stabilité du régime au lieu de combattre pour le renverser.

### Tour d'illusionnisme devant un parterre de "comptables, stagiaires comptables et étudiants".

- Macron fustige la hausse des salaires et des dividendes au détriment de l'emploi - AFP

"Si je compare la France à l'Allemagne en disant "quel a été notre problème ?", (c'est) une préférence continue pour une augmentation des salaires et des dividendes là où les Allemands ont une préférence continue pour l'emploi et l'investissement", a-t-il lancé devant le 69e Congrès des experts comptables organisé à Lyon.

"Mais beaucoup d'entreprises plus larges (...) ont préféré servir des dividendes à l'investissement. Elles ont préféré, parce que c'est notre forme de consensus social et c'est notre responsabilité là aussi, augmenter les salaires de ceux qui avaient un emploi, largement au-dessus de l'inflation plutôt que d'embaucher", a-t-il constaté.

"Ca n'est pas une bonne chose pour le pays. Et si nous continuons indéfiniment à défendre ceux qui ont un emploi et ceux qui ont des actions ça n'est pas comme ça que nous mèneront ce pays plus loin", a ajouté le ministre, alors interrompu par des applaudissements nourris des 3.000 experts comptables, stagiaires comptables et étudiants rassemblés dans un grand amphithéâtre. AFP 09.10

Il faudrait lui donner la parole plus souvent !

Ce que dit Macron s'applique en réalité également ou davantage à l'Allemagne où les inégalités sociales se sont encore plus creusées sur fond de désinvestissement de l'Etat dans les infrastructures du pays en piteux état, comme aux Etats-Unis.

Le patronat allemand pour acheter la paix sociale a soigné son aristocratie ouvrière, tandis qu'il s'attaquait au statut de plus de 7 millions de travailleurs voués à la précarité et à travailler pour un salaire de misère, des millions d'autres voyant leurs statuts fragilisés, renforçant les inégalités qui existaient déjà entre les différentes couches de travailleurs pour mieux les diviser et les neutraliser, avec évidemment la bénédiction des dirigeants pourris des syndicats.

Ce qu'il ne dit pas, c'est que le patronat allemand a continué d'investir hors Allemagne, et lorsqu'il a investi en Allemagne, c'était de préférence au détriment de l'emploi puisqu'il embauchait en profitant des conditions extrêmement favorables résultant des contre-réformes qui avaient été adoptées précédemment, se traduisant par une augmentation de ses profits. Il pourrait répondre que des centaines de milliers ou des millions ont tout de même été créés au cours des dix dernières décennies en Allemagne, certes, mais à quelles conditions (à quel prix) pour les travailleurs allemands, question qu'il faut évidemment évacuer puisque le gouvernement français s'apprête à imiter l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, etc.

Passons sur l'hypocrisie de Macron qui consiste à dénoncer les dividendes perçus par les actionnaires en France, en Allemagne cela a permis de créer une nouvelle couche de millionnaires en euros, moins en France, c'est peut-être cela leur véritable problème ou objectif. Comment y parvenir ? Hollande a répondu hier lors d'une conférence de presse à l'issue d'une conférence sur l'emploi des jeunes en Europe : «La seule réforme pour moi qui compte, c'est celle qui peut apporter plus d'emplois». Lefigaro.fr 09.10 Sans s'attarder sur la nature de ces emplois, vaut mieux pas. Inutile de se demander qui a inspiré le discours de l'autre...

En complément.

L'économiste Stéphane Garelli, un expert en compétitivité mondiale : "Il est toujours plus facile de discuter de réformes sociales quand les choses vont bien". AFP 09.10

### Régime policier. Condamnés pour l'exemple.

- Trois mois ferme pour avoir triché lors d'un examen - L'Express.fr

Un homme de 23 ans, par ailleurs poursuivi pour trafic de stupéfiants, a été condamné à trois mois de prison pour avoir triché lors d'un examen universitaire. Son avocat dénonce une peine disproportionnée.

Selon lui, "les universités gèrent la plupart du temps discrètement, en interne", via des sanctions, annulations de diplômes, interdiction de passer un diplôme, etc. Pour lui, son client a pâti de l'affaire de stupéfiants pour laquelle il doit encore être jugé et est en détention provisoire à Gradignan depuis cinq mois. C'est d'ailleurs l'écoute de conversations téléphoniques dans cette enquête qui a révélé les tricheries. "Il y a des gens qui font des coupables idéaux, mon client fait partie de ceux-là. Très mauvais candidat à l'examen peut-être, mais très bon candidat à l'exemple", a déclaré le juriste, indiquant qu'il ferait appel. lexpress.fr 09.10

- Six mois ferme pour «apologie du terrorisme» - Liberation.fr

Un Strasbourgeois de 54 ans a été condamné à six mois de prison ferme pour avoir crié «Vive l'Etat islamique !» dans les locaux d'une caisse d'allocations familiales et menacé d'y revenir «avec une arme». Le prévenu, qui a été incarcéré, a été reconnu coupable d'«apologie publique d'un acte de terrorisme» et d'«outrage», a précisé la substitut du procureur, Stéphanie Breton, qui avait requis contre lui huit mois de prison ferme en raison du «trouble à l'ordre public». Le prévenu, un bénéficiaire du RSA déjà condamné deux fois pour des menaces, s'est «mis dans une colère noire» en apprenant que ses droits étaient revus à la baisse. L'homme n'est absolument pas connu par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Ce n'est pas quelqu'un susceptible de partir en Syrie. Liberation.fr 09.10

Il est en colère et impuissant il se fait provocateur. Si on prenait à la lettre ce que disent bien des gens, Hollande, Sarkozy, Le Pen par exemple, mais on les aurait déjà exécutés !

Vive la décapitation de Louis dit le VIe ! Risquerais-je la Bastille ?

Vive la Commune de Paris ! Vais-je finir mes jours à Cayenne ?

Vive le soviet des conseils ouvriers, soldats et paysans ! Là ce sera le peloton d'exécution, sur le champ !

[Dictature. Ils adoptent un projet de réforme sans en connaître le contenu exact.](#)

Ils ne se donnent même plus la peine de faire semblant de soutenir le régime.

- Le Sénat italien adopte le projet de réforme du droit du travail - Reuters

Concrètement, les sénateurs ont voté une loi de délégation, qui donne au gouvernement le pouvoir d'élaborer les détails de la réforme dont seuls les grands traits sont connus pour l'instant. Personne ne se risque à prédire si la réforme ira à son terme, compte tenu de nombreuses oppositions qu'elle suscite.

Matteo Renzi ne fait pas mystère de sa volonté de faciliter les licenciements des salariés en CDI et de modifier pour se faire l'article 18 du Code du Travail, pierre angulaire du droit du travail en Italie. Les syndicats n'y sont pas favorables et l'un d'entre eux, la CGIL, a menacé de lancer une grève nationale. Reuters 09.10

[Haut de page ↗](#)

---

Le 11 octobre 2014

## [CAUSERIE](#)

On a ajouté 9 nouveaux articles pour partienter, le site sera actualisé en fin de journée. J'ai commis quelques erreurs dans l'adresse de différents articles les rendant indisponibles, j'ai rectifié. On fatigue !

On a laissé de côté l'article de Slate.fr qu'on a mis en ligne sur la droitisation de la société, je vais m'en occuper ce soir tranquillement, si j'en ai encore le courage.

A propos du jeune Noir qui a été descendu avant-hier aux Etats-Unis, plus de nouvelles, je vais essayer de trouver des infos.

J'avais préparé des photos sur l'actualité politique, et puis je me suis dis que la page d'accueil était très bien comme elle était, je ne peux pas me résoudre à relayer au second plan la guerre dont sont victimes les Syriens et les Irakiens, c'est plus atroce et injuste que ce que le plus malheureux peut vivre en France en ce moment.

## [Qui a dit ?](#)

- La hyène ? C'est Raffarin.

- Le cinglé ? C'est de Villepin.

- La petite frappe ? C'est Copé.

- L'arrogant, la grande gueule ? C'est Juppé.

On ne vous donnera pas la réponse, vous avez tous deviné !

[Confirmation. Objectif : Moscou, Caracas.](#)

- Ryad augmente sa production de pétrole malgré la chute des cours - Reuters

[Nous y sommes grandeur nature. Guerre, barbarie et chaos.](#)



Ils laissent massacrer la population kurde.

- Les Etats-Unis font état de progrès avec la Turquie dans la lutte contre l'EI - LeMonde.fr

- Syrie: l'EI prend le QG kurde à Kobané, l'ONU craint un "massacre" - AFP

- Turquie: les manifestations prokurdes ont déjà fait 31 morts - AFP

Il va peut-être falloir un jour penser à modifier notre conception de la lutte des classes... avant qu'ils nous aient éliminés, non ? On est en guerre, oui ou non ? A quels genres d'organisations ou d'opérations recourent-on en période de guerre pour briser le moral de l'ennemi, le faire douter de la victoire, le déstabiliser et finalement le vaincre ?

OK vous ne voulez pas en entendre parler, je comprends. On en reparlera.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Désinformation. L'effort de guerre de l'Union européenne et des médias.

Chacun sait dorénavant, puisque l'information a fait le tour du monde, que les Etats-Unis, Israël, la France, la Grande-Bretagne, la Turquie, l'Allemagne, l'Italie ont armé l'Emirat islamique via l'Arabie saoudite, le Qatar et les Emirats arabes unis notamment, qu'ils prétendent par ailleurs combattre en Syrie et en Irak.

Aussi s'emploient-ils à décrédibiliser les sources de ces informations ou ceux qui les publient, lire l'article du Réseau Voltaire sur France 24. Comme cela ne suffit pas à les faire disparaître parce que c'est impossible une fois que des centaines ou des milliers de portails les ont reproduites dans le monde, il leur faut employer un autre moyen pour minimiser la portée de ces informations, les discréditer en somme, ils les diluent, les noient en les insérant dans des informations ou rapports qu'ils ont fabriquées de toutes pièces pour l'occasion.

Ici en l'occurrence l'opération est d'autant plus grotesque que le rapport qui tend à innocenter les Etats marchands d'armes occidentaux provient d'un "groupe financé par l'Union européenne Conflict Armament Research", selon une déclaration au New York Times de son directeur, James Bevan.

Ce rapport va encore plus loin, car il tend à nier le ralliement avec armes et bagages de pans entiers de rebelles dits modérés à l'Emirat islamique ou aux différentes factions issues d'Al-Qaïda, rebelles dits modérés que les puissances occidentales avaient armés. Ils réécrivent l'histoire au fur et à mesure que leurs arguments et leur propagande sont démontés pièce par pièce, un exercice de faussaires. Il faut que l'interprétation qu'en feront les lecteurs, auditeurs, téléspectateurs ou internautes, coïncide avec leurs objectifs politiques.

A en croire les auteurs de ce rapport ubuesque, les barbares de l'Emirat islamique se seraient emparés d'une partie de l'Irak et de la Syrie simplement armés de canifs et de bâtons, puisque au préalable absolument personne ne leur aurait fourni des armes, et c'est seulement ensuite une fois qu'ils auraient défait leurs ennemis qu'ils seraient entrés en possession des armes dont ils font usage maintenant, y compris des tanks et des armes lourdes. C'est le point essentiel qu'ils occultent totalement et qui seul permet de démonter leur imposture. La plupart du temps pour ne pas dire toujours, pour comprendre un événement ou la situation, il faut reprendre les choses au point de départ.

Dans un article datant d'un mois le journal Le Monde faisait apparemment allusion à un précédent rapport de Conflict Armament Research qui faisait état d'armes américaines qu'EI aurait saisies à l'armée irakienne ou à ce qu'ils appellent l'opposition modérée, ainsi que d'armes lourdes que l'Arabie saoudite aurait livrées à l'ASL et dont EI se serait emparé.

Autrement dit, il y a un mois il s'agissait de mettre l'accent sur le butin de guerre d'EI dont l'origine était clairement identifiée, tandis qu'aujourd'hui leur origine se trouve diluée dans une vingtaine de pays impliquant le Soudan, la Russie et la Chine comme s'emploie à le souligner un article du 6 octobre du magazine américain Foreign Policy, sans doute pour mieux les associer au massacre en cours au nord de la Syrie dont ils partageraient la responsabilité, pour au mieux les neutraliser à défaut de pouvoir les associer à la coalition arabo-américaine qui bombarde la Syrie et l'Irak.

On s'aperçoit au passage que les médias s'adaptent au jour le jour à la propagande de Washington.

Vous aurez noté également que seul le New York Times mentionnait le commanditaire de ce rapport, l'Union européenne

également engagée dans cette guerre.

Nouvel assaut par l'Etat islamique d'une ville proche de Bagdad - Le Monde.fr 08.09

Le Monde.fr - Un rapport publié lundi par l'organisation britannique Conflict Armament Research indique que les djihadistes de l'EI combattent avec des armes américaines saisies à l'armée irakienne ou destinées à l'opposition modérée au régime du président syrien Bachar Al-Assad. Parmi elles, une « *quantité significative* » de fusils d'assaut américains M-16.

Les roquettes anti-char utilisées par l'EI en Syrie sont, elles, « *identiques aux roquettes M79 livrées par l'Arabie saoudite aux forces opérant sous la bannière de l'Armée syrienne libre* », ajoute le rapport. Elles ont été fabriquées en ex-Yougoslavie dans les années 80. Le Monde.fr 08.09

Daech: un nouveau rapport révèle la provenance des armes - Le Huffington Post 10.10

Selon un nouveau rapport publié lundi dernier, les militants de Daech utilisent des armes fabriquées dans 21 pays différents, notamment les États-Unis.

L'étude des armes saisies lors des confrontations de Daech contre les forces kurdes au nord de l'Irak et en Syrie, en juillet et août derniers, met en avant les différentes sources fournissant le groupe extrémiste, également connu sous le nom d'"EI", État islamique. Les enquêteurs de l'organisation de contrôle des armes Conflict Armament Research ont répertorié plus de 1700 cartouches de balles selon le pays et la date de fabrication. Le rapport indique que la plupart des armes en question auraient apparemment été prises par Daech aux opposants présents en Syrie et en Irak allant des armées nationales aux groupes rebelles soutenus par l'étranger.

"*Nous avons appris ici que les forces de la défense et de la sécurité ayant reçu des approvisionnements en armes de la part de nations externes ne peuvent vraiment pas conserver ces armes*", a déclaré James Bevan, directeur du groupe financé par l'Union européenne Conflict Armament Research, au New York Times. Le Huffington Post 10.10

Sans rire, ah ben alors mon grand dadet tu t'es fait piquer ton lance-roquettes pendant la prière du soir, c'est pas bien tu sais, tu seras privé de thé demain matin !

Conflict Armament Research Ltd.

1-6 Speedy Place 1-6 Speedy Place, Bloomsbury, London, WC1H 8BU - Classification (SIC) Investigation activities (80300) - date de création, le 5 septembre 2011 - opencompany.co.uk

Foreign Policy.

Fondé en 1970 dans le but de "*stimuler le débat sur les questions essentielles de la politique étrangère américaine*" (Une officine de propagande. - ndr), le titre a longtemps été édité par la Fondation Carnegie pour la paix internationale avant d'être racheté par le groupe Washington Post en 2008. courrierinternational.com

La Fondation Carnegie pour la paix internationale est une officine de la CIA et le Washington Post est lié au groupe Bilderberg par ses présidents successifs qui ont participé à ses réunions annuelles au cours des décennies passées.

Autre info sur Foreign Policy.

Les éditions en ligne de Foreign Policy dépendent de The Washington Post Company au travers de sa filiale The Slate Group. wikipedia.org

Le groupe Slate auquel est lié Slate.fr que vous connaissez bien. Comme le monde est petit...

[Instrumentalisation et propagande. Timing made in USA](#)

Le plus insignifiant à l'heure de la guerre...

- Le prix Nobel de la paix, le plus médiatique... et le plus critiqué - Le Huffington Post

... et après le Nobel de la guerre.

- Nobel de la paix: Obama salue la «*passion et la détermination*» de Malala - 20minutes.fr

«*A juste 17 ans, Malala Yousafzai a inspiré les gens à travers le monde entier* », souligne le président américain, lui-même prix Nobel de la paix, dans un communiqué, précisant qu'il avait reçu l'adolescente à la Maison Blanche en octobre 2013.

Elle prend la parole à l'ONU : "*nos stylos et nos livres sont nos armes les plus puissantes*" déclare-t-elle en juillet 2013, à la tribune des Nations unies, forçant l'admiration du monde entier. 20minutes.fr 10.10

Allez raconter ces fadaïses aux Kurdes de Kobané !

Au fait, il y a eu le coup d'Etat militaire du 11 septembre 2001 qui inaugura l'ère de nouvelles guerres impérialistes, et en 2009 ce fut au tour du Nobel de la paix d'annoncer la suite du programme, il faut bien qu'il serve à quelque chose.

[Le nouvel ordre mondial est incompatible avec les droits sociaux ou politiques des travailleurs.](#)

- Le portrait peu reluisant de la zone euro, vedette des réunions du FMI - AFP

Les pays de la monnaie unique sont englués dans un mélange poisseux de stagnation et d'inflation trop basse, un cocktail encore alourdi par les derniers ratés du moteur économique allemand, les incertitudes sur la recevabilité du budget français devant la Commission ou encore les réformes attendues en France ou en Italie.

"*Les politiques actuelles ont échoué à générer de la croissance et à réduire le chômage très élevé*" dans la zone, a commenté le ministre brésilien des Finances, Guido Mantega, devant le FMI.

Signe du sérieux de la situation, le gouverneur de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, a prévenu vendredi matin que la faible inflation commençait à être générée au sein même de la zone euro alors qu'elle était, jusqu'à présent, largement importée du fait de la baisse des prix de l'énergie ou des matières premières.

Conjuguées aux peurs provoquées par le virus Ebola, ces préoccupations, affectent depuis deux jours les marchés financiers.

Les participants ont repris en chœur le mantra martelé à Washington où se tenait également un G20 Finances : doper les investissements d'infrastructures.

"*C'est consensuel mais tout le monde sait que ce n'est pas si simple, car c'est long à se mettre en place et donc pas forcément le meilleur remède contracyclique*" pour sortir la zone du marasme, selon un participant.

De l'avis quasi général, il appartient désormais aux gouvernements de passer à l'action et de mener les réformes structurelles et potentiellement douloureuses qui seraient nécessaires selon les participants.

"*Le pire, c'est d'annoncer des réformes et de ne pas les appliquer, et je pense que c'est ce qui est en train de se passer*", a déclaré devant l'IIF, Peter Praet, un des responsables de la BCE.

En Italie et en France notamment, les gouvernements respectifs ont annoncé et lancé plusieurs projets de réformes qui, pour l'instant, n'ont pas encore réellement abouti. AFP 10.10

En complément.

- L'UE presse Paris et Rome de revoir leurs budgets - Reuters

- L'Eurogroupe veut récompenser les pays qui réforment - Reuters

- L'agence de notation Standard & Poor's maintient la note AA de la France, mais révisé la perspective à "*négative*" - Francetv info

[Hargueux, belliqueux, mauvais joueur, il mérite pire qu'une claque.](#)

- A Toulouse, Manuel Valls s'agace d'être peu applaudi par son auditoire - Francetv info

Pas très réactif, l'auditoire toulousain. En tout cas pas suffisamment, au goût de Manuel Valls. Le Premier ministre s'est agacé, vendredi 10 octobre, du peu d'applaudissements que récoltait son discours de clôture au 10e congrès de l'Association

des régions de France (ARF).

Alors qu'il s'exprimait sur les actions de son gouvernement pour les étudiants, le Premier ministre a lancé au parterre présent devant lui, qui manifestait peu d'enthousiasme : "*Vous êtes chiches ! Vos applaudissements !*", a-t-il lancé. "*Je verrai si je reviens l'année prochaine.*"

Esquissant un sourire, Manuel Valls a persisté : "*Je vois surtout que vous avez bien bu et bien mangé hier soir*", faisant ici référence au dîner de gala offert jeudi soir par la région Midi-Pyrénées aux congressistes. Francetv info 10.10

---

## ACTUALITE EN TITRES

[La bête et la mauvette.](#)

- Schwarzenegger apporte son soutien à Hollande pour la Conférence climat 2015 - AFP

Schwarzenegger a déclaré dans la cour de l'Élysée à propos de la risée du monde, Hollande : "*Je trouve que c'est un grand leader. J'ai hâte de travailler avec lui dans le futur*". AFP 10.10

[Le gouvernement des rentiers](#)

C'est "**difficile**" de taxer les rentiers, alors prenons-leur tout !

- Ecotaxe: Sapin pointe les difficultés de taxer les sociétés autoutières - AFP

C'est moins difficile d'imposer un nouvel impôt à la majorité de la population.

- Les députés votent l'obligation de travaux de rénovation énergétique - AFP

[Haut de page ↗](#)

---

Le 12 octobre 2014

## CAUSERIE

12 nouveaux articles ont été ajoutés.

A lire absolument

[De Pol Pot à L'Etat Islamique \(Counterpunch\) \(12.10\)](#)

Par John Pilger

En transmettant les ordres du président Richard Nixon pour un bombardement « *massif* » du Cambodge en 1969, Henry Kissinger a dit : « *Tout ce qui vole sur tout ce qui bouge* ». Tandis que Barack Obama déclenche sa septième guerre contre le monde musulman depuis qu'il a reçu le prix Nobel de la paix, l'hystérie et les mensonges orchestrés pourraient presque faire regretter la franchise meurtrière de Kissinger.

Comme témoin des conséquences humaines de la sauvagerie aérienne - y compris la décapitation des victimes, leurs parties accrochées comme des guirlandes aux arbres et éparpillés dans les champs - je ne suis pas surpris par ce nouveau mépris envers la mémoire et l'histoire. Un exemple éloquent est la montée en puissance de Pol Pot et ses Khmers rouges, qui avaient beaucoup en commun avec l'État islamique d'aujourd'hui en Irak et en Syrie. Eux aussi étaient des médiévistes sans scrupules qui ont commencé comme une petite secte. Eux aussi étaient le produit d'une apocalypse de fabrication américaine, cette fois en Asie.

Selon Pol Pot, son mouvement était composé de « *moins de 5.000 guérilleros mal armés incertains quant à leur stratégie, la*

*tactique, leur loyauté et leurs dirigeants* ». Après le passage des bombardiers B52 de Nixon et Kissinger dans le cadre de « *Operation Menu* », le démon ultime de l'occident n'en revenait pas de la chance qu'il avait.

Les Américains ont largué l'équivalent de cinq fois Hiroshima sur le Cambodge rural entre 1969 et 1973. Ils rasèrent un village après l'autre et retournaient bombarder les décombres et les cadavres. Les cratères formaient un monstrueux collier de carnages, visibles encore aujourd'hui du ciel. La terreur était inimaginable. Un ancien responsable Khmer Rouge a décrit comment les survivants « *ont perdu l'esprit et se promenaient muets pendant trois ou quatre jours. Terrifiés et à demi-fous, les gens étaient prêts à croire tout ce qu'on leur racontait... C'est ça qui a rendu la tâche si facile pour les Khmers rouges* ».

Une commission d'enquête du gouvernement finlandais a estimé que 600 000 Cambodgiens sont morts dans la guerre civile qui a suivi et a décrit le bombardement comme la « *première étape d'une décennie de génocides* ». Ce que Nixon et Kissinger ont commencé, Pol Pot, leur bénéficiaire, l'a terminé. Sous leurs bombes, les Khmers rouges sont devenus une formidable armée de 200.000 hommes.

L'EI a une histoire similaire. Selon les études les plus sérieuses, l'invasion de Bush et Blair de Irak en 2003 a provoqué quelque 700 000 morts - dans un pays qui n'avait pas d'antécédent de djihadisme. Les Kurdes avaient conclu des accords territoriaux et politiques ; Sunnites et Chiïtes connaissaient les divisions de classe et le sectarisme, mais ils étaient en paix ; les mariages mixtes étaient courants. Trois ans avant l'invasion, j'ai traversé l'Irak sans crainte. En chemin, j'ai rencontré des gens fiers, surtout, d'être Irakiens, héritiers d'une civilisation qui, à leurs yeux, était toujours bien présente.

Bush et Blair ont tout réduit en poussière. L'Irak est maintenant un foyer de djihadisme. Al-Qaïda – à l'instar des « *djihadistes* » de Pol Pot - a saisi l'opportunité offerte par l'assaut de l'opération Shock and Awe et la guerre civile qui a suivi. La Syrie « *rebelle* » était encore plus alléchante, et a connu un afflux d'armes, de logistique et d'argent de la CIA et des Etats du Golfe à travers la Turquie. L'arrivée de recrues étrangères était inévitable. Un ancien ambassadeur britannique, Oliver Miles, a récemment écrit que « *Le gouvernement [Cameron] semble suivre l'exemple de Tony Blair, qui a ignoré les conseils sensés du Foreign Office [Ministère des Affaires Etrangères britannique - NdT], du MI5 et du MI6 [services d'espionnage et contre-espionnage britanniques - NdT] que notre politique au Moyen-Orient - et en particulier nos guerres au Moyent-Orient - ont été le principal moteur du recrutement de musulmans en Grande-Bretagne pour le terrorisme chez nous* ».

L'EI est la progéniture de ceux à Washington et à Londres qui, en détruisant à la fois l'Etat et la société irakiens, ont conspiré pour commettre un crime historique contre l'humanité. Comme Pol Pot et les Khmers rouges, l'EI est le mutant d'un terrorisme d'Etat occidental dispensé par une élite vénale et impériale, insensible aux conséquences des actions décidées hors de toute considération de distance ou de culture. Leur culpabilité est inavouable dans « *nos* » sociétés. (Lire la suite dans cette page ou télécharger l'article dans la rubrique Politique.)

[Confirmation. Vous avouerez qu'on a du pif !](#)

- Guerre du pétrole : riposte iranienne contre Riyad - french.irib.ir

Dans la foulée de la décision de Riyad de baisser le prix de son baril de pétrole pour exercer des pressions sur l'Iran, ce dernier vient de réagir : l'Iran a décidé de réduire le prix de son baril pour livraison sur le marché asiatique au mois de novembre de 10 cents à 1 dollar.

Depuis lundi dernier, l'Arabie saoudite a bradé son pétrole sur les marchés en Asie dans le stricte objectif de provoquer une chute des cours, fatale, croit-elle, à l'économie iranienne et à celle des russes. La décision fait suite à un accord tacite passé avec Washington qui en échange de cette mesure a promis au royaume d'aider au renversement d'Asad. selon Bloomberg, la décision de Téhéran fait que le baril iranien soit vendu au mois de novembre avec une réduction sans précédente depuis six ans.

Le prix du baril de pétrole léger arabe a accusé une baisse sans précédente depuis 2008 pour s'établir à près de 85 dollars. le marché asiatique est submergé par le pétrole : alors que l'Arabie saoudite injecte de l'or noir bon marché et à vrac, les convois de pétrole américain, russe et latino américain attendent d'être livrés.

Pour revenir à la riposte iranienne, la baisse décidée par l'Iran sur chaque baril est de 1 dollar soit la même baisse que viennent d'imposer les saoudiens. Il s'agit du quatrième mois consécutif que les deux pays réduisent le prix de leur pétrole. Les observateurs reprochent à Riyad sa politique énergétique auto-suicidaire qui reste après tout sans perspective et qui ne ferait que peser lourd sur l'ensemble des pays producteurs de l'Opep french.irib.ir 11.10

[Donnée pour quasiment morte hier, la voilà ressuscitée !](#)

Mais il n'existe pas de traitement efficace nous disent-ils, alors cette espagnole est une miraculée, une sainte !

Ils n'existent pas de traitement efficace pour les Africains, on a bien compris, et plusieurs pays hier promettaient là aussi par miracle

de mettre au point un vaccin en un temps record, cela va d'une semaine à six mois, alors qu'ils ont eu 38 ans pour le réaliser.

- Ebola: l'aide soignante espagnole va mieux, les Etats tentent d'éviter la contagion - AFP

L'état de santé de la première personne contaminée par le virus Ebola hors d'Afrique a donné des signes d'amélioration samedi à Madrid après un traitement. AFP 11.10

Les bourreaux au chevet de leurs victimes.

- Ebola: Lagarde appelle à ne pas «terroriser» la planète sur l'Afrique - 20minutes.fr

Epidémie - La mobilisation de la communauté internationale «doit servir à éradiquer Ebola pas à isoler les pays eux-mêmes», met en garde la directrice générale du FMI. 20minutes.fr 11.10

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Les fossoyeurs du socialisme à l'oeuvre.

Divertissement ou "**poudre aux yeux**" pour éviter de parler de l'essentiel : la nécessité de rompre avec le capitalisme.

- A gauche, une VIe République à toutes les sauces - AFP

"Réforme institutionnelle" ou "VIe République": à gauche, beaucoup en parlent, y mettent un contenu différent, mais pour des constitutionnalistes interrogés par l'AFP, ces propositions sont soit irréalistes, soit de la "poudre aux yeux" pour éviter les sujets qui fâchent.

"Les politiques adorent ça. L'avantage de ces débats, c'est que cela ne coûte pas un centime et pendant ce temps-là on ne parle pas emploi, retraite, fiscalité, gaz de schiste", tempère le constitutionnaliste Didier Maus, ancien professeur à l'université de Marseille.

"Ce ne sont pas des propositions nouvelles, cela ressort régulièrement", ajoute Philippe Braud, politologue au Centres d'Etudes politiques de Sciences-Po (CEVIPOF).

Quant à la convocation d'une Constituante comme le souhaite M. Mélenchon, "elle n'est pas réaliste" pour Didier Maus. "Il veut une VIe République qui rappelle fâcheusement l'échec constitutionnel de 1946", quand un premier projet de constituante avait été rejeté par référendum avant que ne soit adopté un second projet donnant naissance à la IVe République, marquée par "une instabilité institutionnelle record", dit M. Braud.

"L'histoire montre qu'il n'y a des assemblées constituantes qu'après une guerre ou après une révolution, car on détruit l'ordre politique existant", conclut M. Rousseau. AFP 11.10

Et comme il s'agit dorénavant de détruire à la fois l'ordre politique et social existant, une assemblée constituante, dans laquelle seraient présents partisans du régime en place et du régime en devenir (République sociale), ne pourrait se fixer cet objectif, seule une assemblée constituée de représentants de la classe ouvrière opposés au régime en place pourrait se donner les moyens de l'atteindre en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées...

Nous continuons de penser que cette perspective politique est erronée, car dans tous les cas de figure une assemblée constituante ne pourrait pas refléter l'évolution permanent du rapport de force entre les classes au cours d'une révolution prolétarienne, sa composition serait toujours en retard sur le développement des événements qui commandent de prendre des mesures immédiates pour conforter la révolution et vaincre la réaction, mesures qui ne peuvent être prises en réalité que par un gouvernement révolutionnaire provisoire constitué des partis et courants du mouvement ouvrier engagés dans le combat politique pour renverser l'ordre établi, vaincre les capitalistes et avancer sur la voie du socialisme.

Au cours du processus révolutionnaire les masses se dotent d'organismes qui seront appelés par la suite à remplacer les institutions de l'ancien régime, sur lesquelles le gouvernement révolutionnaire s'appuiera avant de leur transmettre le pouvoir une fois l'ennemi définitivement vaincu. Il ne peut pas en être autrement, parce que seul le gouvernement révolutionnaire incarne consciemment le processus révolutionnaire et ses objectifs, tandis que les masses et la plupart de leurs représentants n'en ont pas pleinement conscience, d'où l'importance déterminante du parti révolutionnaire et son rôle au sein du

gouvernement révolutionnaire.

Renverser le régime en place, mener à son terme une révolution prolétarienne, prendre le pouvoir politique et le conserver, gouverner, ne peut pas s'improviser, être l'oeuvre de dilettantes, d'amateurs, encore moins d'aventuriers ou de charlatans, cela nécessite d'avoir une claire vision de l'ensemble de la situation pour définir à chaque étape du processus révolutionnaire les mesures à prendre ou décrets à adopter, les tâches que les masses doivent accomplir, etc.

On peut retourner la question dans tous les sens, il n'existe pas d'autre alternative politique. Renouer avec le léninisme ou les enseignements de la révolution russe de 1917 qu'on a abandonné est plus urgent que jamais.

A bas les imposteurs !

- "Vive la gauche" publie sa contribution aux états généraux du PS - AFP

Le collectif "Vive la gauche", qui rassemble notamment les "frondeurs" socialistes, réclame une réforme fiscale, un rythme de réduction des dépenses publiques "adapté à la conjoncture", une "réorientation" de l'Europe et une refonte des institutions, dans sa contribution aux états généraux du socialisme.

Ce texte, publié samedi est une contribution à la concertation lancée par la direction du PS jusqu'en décembre et destinée à formuler la nouvelle carte d'identité du parti. AFP 11.10

On la connaît : De droite et réactionnaire !

### Par décret de l'Empire

- Le débat sur l'austérité n'est plus de mise, dit Benoît Coeuré - Reuters

Il est précisé que cet article de Reuters a été rédigé à Washington où justement ce "Français" était en visite. On ne s'étonnera que la teneur de son discours soit conforme à celui des Américains.

On a mis en ligne intégralement cet article car, il y est exposé en des termes très simples la stratégie de la classe dominante, ses objectifs, ainsi que les rapports entre les différents acteurs qui sont mis à contribution pour les atteindre, dont la soumission totale de tous les gouvernements de l'UE aux marchés financiers.

Reuters - Le débat sur les politiques d'austérité en Europe est pratiquement clos, la plupart des pays européens ayant déjà entrepris d'assainir l'état de leurs finances publiques, a estimé Benoît Coeuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne.

Ces quatre dernières années, les gouvernements de la zone euro ont été contraints sous la pression des marchés financiers de mettre en oeuvre des mesures d'austérité parce que les investisseurs estimaient que ces pays n'avaient plus les moyens d'assurer le service de leur dette publique.

"Pour de nombreux pays européens, l'ajustement budgétaire est terminé. Aussi, le débat sur l'austérité est pour l'essentiel derrière nous", a déclaré le Français lors d'une conférence à l'université Johns Hopkins vendredi à Washington.

"Il y a un certain nombre de pays qui n'ont pas fait cela, qui sont loin de leurs objectifs. Notre conseil pour eux est de ne pas utiliser la marge budgétaire qu'ils n'ont pas", a ajouté Benoît Coeuré.

Dans ce qui a semblé une allusion à la France, laquelle a annoncé qu'elle n'atteindrait pas ses objectifs et demandé plus de temps pour réduire ses déficits publics, Benoît Coeuré a déclaré que faire preuve d'indulgence pour ceux qui ne faisaient pas l'effort de se réformer serait injuste par rapport à ceux qui le font.

"Certains pays ont fait beaucoup d'efforts, ils ont réformé leur économie, ajusté leurs budgets. Cela a été difficile, c'est maintenant fait pour l'essentiel et ils commencent à en récolter les fruits en terme de confiance, de baisse du chômage. Aussi serait-il injuste d'accorder maintenant de la souplesse aux pays qui n'ont pas fait le même effort", a-t-il dit.

Pour les pays dont les mesures d'assainissement sont en cours, le banquier a recommandé de dépenser de façon plus avisée, de privilégier les dépenses d'investissements par rapport aux autres types de dépense. Reuters 11.10

### Manifestation et paradoxe.

- Nouvelles manifestations en France en soutien aux Kurdes de Kobané - 20minutes.fr

- Gaz de schiste : manifestations en Europe contre le traité transatlantique - Francetv info

Plusieurs rassemblements contre le gaz de schiste se sont déroulés samedi 11 octobre en Europe, à l'occasion de la 3e journée internationale contre la "fracturation hydraulique", seul mode d'extraction connu des hydrocarbures "non conventionnels". Les manifestants ont le plus souvent couplé ce combat avec celui contre le projet d'accord de libre-échange transatlantique (Tafta, en anglais), en cours de négociation.

A Paris, le cortège, parti de la place Stalingrad, a gagné la place de la République en fin d'après-midi. Au total, "entre 3 000 et 4 000 personnes" ont participé à ce rassemblement parisien, selon les organisateurs, 1 300 personnes selon la police.

Dans le reste de la France, des cortèges de centaines de personnes ont également défilé à Narbonne (Aude), Auch (Gers) ou encore Lille (Nord). Dans le reste de l'Europe, près de 300 actions étaient prévues dans 20 pays. Ci-dessous, des photos de manifestants à Bruxelles (Belgique), Londres (Royaume-Uni), Berlin (Allemagne) ou Helsinki (Finlande). Aucun chiffre global sur l'ampleur du rassemblement en Europe n'est disponible, samedi soir. Francetv info 11.10

- Strasbourg: de 7.000 à 20.000 manifestants pour une Alsace autonome - AFP

"Touche pas à l'Alsace": 7.000 personnes selon la police, jusqu'à 20.000 selon les organisateurs, ont manifesté samedi à Strasbourg dans une forêt de drapeaux régionaux rouge et blanc pour exprimer leur rejet de la fusion avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne.

Les trois collectivités alsaciennes ont ressuscité le 22 septembre le projet d'un "conseil unique" d'Alsace, pourtant rejeté lors d'un référendum régional en 2013 en raison notamment d'une trop faible participation au scrutin.

L'Alsace s'était résignée à l'idée de fusionner avec la Lorraine. Mais la proposition des députés le 23 juillet de rajouter la Champagne-Ardenne a incité la droite et le centre alsacien à s'opposer désormais à toute fusion.

De son côté la gauche alsacienne, qui continue de plaider pour une union avec la seule Lorraine, avait dénoncé une manifestation partisane et le risque d'alimenter le sentiment identitaire. AFP 11.10

Cette manifestation était organisée notamment par l'UMP. C'est donc l'UMP qui prend l'initiative de s'attaquer à une mesure réclamée par l'UE.

Pour répondre à l'argument du PS, il considère l'identité européenne supérieure à celle de la nation qu'il entend soumettre à l'UE à défaut de pouvoir la liquider.

La position de l'UE conduit à un repli identitaire que le PS alimente et qui ne peut que nourrir la crise politique, qui pour peu que la classe ouvrière parvienne à se rassembler et à combattre sur son propre terrain de classe aboutira à la dislocation du régime.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Parole de Médiateur.](#)

- Arnold Schwarzenegger, un "Terminator" devenu "visionnator", pour Fabius - Francetv info

[Stratégie du chaos et de la guerre](#) Onze morts dans un attentat suicide près de Bagdad Reuters Centrafrique : violences à Bangui, l'aéroport fermé LeMonde.fr Ukraine : les combats meurtriers se poursuivent dans l'est du pays LeMonde.fr

---

## INFOS EN BREF

**POLITIQUE**



## 1- Syrie

### 1.1- Syrie : mise en garde de la Résistance et de Moscou à l'Occident et à Ankara french.irib.ir

L'axe de la résistance et la Russie ont, dans un message envoyé à l'Occident et à la Turquie , « *mis en garde contre toute action militaire aboutissant à une guerre aux conséquences inconnues* », c'est ce qu'a déclaré, Habib Fayaz, spécialiste des questions de la région, dans une interview, avec la chaîne de télévision Al-Mayadin. « *Je dispose d'informations concordantes que des coordinations nécessaires sont effectuées entre Téhéran, Moscou, Damas et le Hezbollah pour faire face à toute éventuelle action militaire contre le gouvernement syrien* », a-t-il précisé.

Commentant les déclarations d'il y a deux jours, du vice-Ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, il a précisé : « *Dans un message transmis à l'Occident et à la Turquie, l'axe de la Résistance a souligné qu'il était sérieux quant toute action militaire en territoire syrien pouvant aboutir à une guerre aux conséquences inconnues* ». « *L'Iran a mis en garde Ankara contre toute action militaire en Syrie* », a souligné, il y a deux jours, Hossein Amir Abdollahian, vice-Ministre iranien des Affaires étrangères pour l'Afrique et le Monde arabe, dans une réunion, tenue au centre d'études stratégiques du Moyen-Orient, consacrée aux évolutions de l'Irak.

Ces déclarations de M. Abdollahian ont été largement relayées par les médias arabes de la région. « *Il y aurait la possibilité d'une intervention militaire directe de l'Iran et l'envoi par ce pays des troupes au sol syrien, si la Turquie procède à une intervention militaire en territoire syrien avec pour objectif de modifier le rapport des forces en faveur des opposants armés en vue de renverser le gouvernement de Bashar al-Assad* » a indiqué ce spécialiste de la région.

Le gouvernement turc a installé, suite au feu vert du parlement pour mener des opérations en dehors des frontières, son armée, ses chars et ses équipements militaires à la frontière syrienne. Quelques kilomètres de l'autre côté des frontières, le groupe terroriste de Daesh s'est emparé d'une partie de la ville de Kobani (Ain al-Arab). Les analystes estiment que le gouvernement turc attend la chute de cette ville et le massacre des civils kurdes pour y envoyer son armée sous prétexte de combattre le groupe de Daesh. A ce propos, le quotidien américain, New York Times, en évoquant les récentes évolutions dans la région a écrit, jeudi : « *Le gouvernement turc s'est livré à un pari dangereux* ». french.irib.ir 11.10

### 1.2- L'armée syrienne attaque le Golan - french.irib.ir

L'armée syrienne a violemment bombardé les positions des terroristes d'Al Nosra sur les hauteurs du Golan dans la localité de Bir Ajam. selon Al Mayadin qui rapporte cette information, les terroristes de Al Nosra, soutenus et appuyés par Israël, contrôlent un point de passage stratégique à Quneitara, limitrophe du Golan. Leur objectif étant d'accéder à la capitale.

Israël cherche à instaurer une zone tampon dans cette région stratégique, chose qu'il a du mal à réaliser vu la stratégie de la Résistance et de l'armée syrienne dans cette région où elles voient un front anti sioniste. french.irib.ir 11.10

## 2- Bahreïn

- Bahreïn: l'opposition va boycotter les législatives de novembre - AFP

L'opposition bahreïnienne, conduite par le parti chiite Al-Wefaq, a annoncé samedi son intention de boycotter les législatives prévues le 22 novembre dans le petit royaume du Golfe agité depuis 2011 par une contestation de la majorité chiite.

Le communiqué signé par quatre (bien quatre) groupes d'opposition, dont Al-Wefaq, dénonce un scrutin qui "*consolide le pouvoir autoritaire*" dans le royaume dirigé par la dynastie sunnite des Al-Khalifa.

Des élections municipales sont prévues le 22 novembre, en même temps que les législatives qui constitueront le premier rendez-vous électoral à Bahreïn depuis octobre 2010.

Les opposants, qui réclament depuis février 2011 des réformes incluant une véritable monarchie constitutionnelle qui réduirait les pouvoirs de la famille régnante, ont en outre appelé dans leur communiqué à "*poursuivre les manifestations pacifiques jusqu'à ce que les demandes populaires soient satisfaites*". AFP 11.10

## 3- Bolivie

- La Bolivie profite d'une manne économique, effet des nationalisations - AFP

Mais quand c'est le Venezuela de Chavez ou Maduro qui mène la même politique, ils tirent à boulets rouges dessus, à croire que le gaz dans cette partie du monde est moins important que le pétrole pour l'impérialisme américain, temporairement ou à défaut

de pouvoir s'attaquer à Morales qui demeure très populaire. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient la question se pose différemment car elle est liée à des objectifs géopolitiques.

AFP - La Bolivie, pays le plus pauvre d'Amérique latine, caracole en tête de la région en termes de croissance, grâce notamment à la nationalisation des hydrocarbures, une manne devenue capital politique entre les mains du président Evo Morales, en lice dimanche pour un troisième mandat.

Premier président amérindien de Bolivie, investi en janvier 2006 et porté par un discours anti-américain et pro-indigène, Evo Morales ne manque pas de souligner l'effet positif généré par sa mesure la plus radicale: la nationalisation des hydrocarbures.

Appuyé des forces militaires et de la police, le gouvernement occupe manu militari dès mai 2006 les installations et champs de pétrole entre les mains de multinationales comme le brésilien Petrobras ou l'espagnol Repsol, et négocie de nouvelles conditions contractuelles plus favorables à l'Etat.

Parallèlement, il impose une réforme qui fait passer les taxes sur le gaz de 18% à 50%.

Les recettes pétrolières de l'Etat, environ 673 millions de dollars annuels en 2005, grimpent à 5,8 milliards de dollars en 2013, selon la compagnie pétrolière d'État YPFB.

Durant la même période, le PIB triple, passant de 9,5 milliards de dollars à 30,3 milliards. Le PIB par habitant, quelque 1.000 dollars, passe à 2.757 dollars, et le salaire minimum de 72 dollars à 206 dollars, générant un flux de fonds qui permet au gouvernement d'investir dans les programmes sociaux et les infrastructures publiques.

La mainmise de l'Etat ne vise pas seulement les hydrocarbures, mais s'étend aux entreprises de télécommunications, fonds de pension, centrales hydroélectriques, aéroports ou à l'exploitation minière.

Ces nationalisations, qui font fuir le plus souvent les capitaux étrangers, n'ont pas eu cet effet sur la Bolivie, selon un rapport du ministère de l'Economie, auquel a eu accès l'AFP.

La Bolivie a engrangé "en 2013 1,75 milliard de dollars d'investissements directs internationaux nets (IDE)", selon ce rapport qui rappelle qu'en 1998, lors de la vague de privatisations, l'IDE avait atteint un pic de 1,02 milliard.

Le boom économique "résulte d'une excellente conjoncture externe au sein de laquelle l'économie bolivienne a évolué", indique à l'AFP Armando Mendez, professeur d'économie à l'Université San Andrés (UMSA).

Selon l'économiste, alors que "la Bolivie exportait en 2005 1,4 milliards de dollars en gaz, elle en exporte aujourd'hui 6,8 milliards, soit près de cinq fois plus" avec des cours beaucoup plus élevés.

Des taux élevés de croissance et un climat propice aux affaires ont également provoqué un rapprochement avec les milieux d'affaires de Santa Cruz (est): ce principal secteur d'opposition à Evo Morales s'est progressivement rapproché d'un président initialement honni.

La croissance pour 2014, estimée par le gouvernement à 6,5%, placerait, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), la Bolivie cette année en tête des pays avec la plus forte expansion économique de la région, dépassant l'Équateur et la Colombie.

Gonzalo Chavez, professeur d'économie à l'Université Catholique de Bolivie, nuance toutefois, relevant que l'économie de ce pays enclavé d'Amérique du Sud, si elle a démontré des vertus, souffre de défauts de fond.

En Bolivie, l'extrême pauvreté touche ainsi 20% de la population de plus de 10 millions d'habitants.

Cette année, pour donner des outils de subsistance additionnels, le gouvernement a adopté une loi controversée qui permet aux enfants de devenir travailleurs indépendants à partir de 10 ans.

"On voit ainsi un pays avec de vieux problèmes, qui continue d'exporter des ressources naturelles, qui a de très faibles niveaux de productivité et une énorme économie informelle qui emploie 80% des Boliviens", souligne Chavez.

En outre, concernant les investissements étrangers, l'universitaire estime que les 1,75 milliard de dollars en 2013 parvenus en Bolivie pèsent peu par rapport aux flux financiers qui ont bénéficié à d'autres pays de la région.

"Le Pérou reçoit environ 6 milliards de dollars d'investissement par an, le Chili 8 milliards et la Colombie 9 milliards" remarque-t-il, concluant que la Bolivie a encore un long chemin à parcourir. AFP 11.10

[Haut de page ↗](#)

Le 14 octobre 2014

## [CAUSERIE](#)

Ukraine, Syrie, Irak, Ebola, etc. ils ne pourront pas dire : On ne savait pas.

J'ai dû saboter ou écouter certaines analyses par manque de temps en présence d'une actualité très chargée. Je ne peux pas traiter tous les sujets importants comme je le voudrais.

De plus, je dois m'occuper de la construction de ma maison qui touche à sa fin. Je dois encore essayer de récupérer un peu d'argent d'ici la fin du mois, pas grand chose, mais au point où j'en suis c'est important pour nous.

Je m'interroge à nouveau sur la raison d'être de ce portail.

### [Parole d'internaute.](#)

- "La Turquie, membre de l'OTAN, a laissé passer sans problème les milliers de volontaires recrutés pour se battre aux côtés de l'Etat Islamique. Par contre, elle refuse de laisser passer en Syrie les Kurdes (tant de Syrie - ceux qui sont venus mettre leur famille à l'abri - que de Turquie) qui souhaitent venir prêter main forte à la population de Kobané contre l'EI, et a déployé des milliers de soldats à la frontière pour les empêcher de passer. L'OTAN - qui offre son bouclier à la Turquie - s'est ainsi rangée de facto dans le camp de l'Etat Islamique, de même que les régimes sunnites du golfe qui forment cette nauséabonde "coalition" avec les pays de l'OTAN

*Il n'y a finalement que de Damas, de Téhéran, du Hezbollah libanais et de Bagdad que les Kurdes - tout sunnites qu'ils sont - peuvent espérer une aide (stratégiquement intéressée, bien sûr)."*

L'Emirat islamique est l'armée privée de l'Otan...

### [Domination impériale.](#)

- Prix Nobel: la France est l'un des pays les plus récompensés après les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne - Le Huffington Post

Erreur de calcul : 10/10 !

- Nobel d'économie : les États-Unis primés 9 fois en 10 ans - LePoint.fr

Jean Tirole a adopté le néolibéralisme aux Etats-Unis et depuis il ne l'a jamais quitté.

### [Le prix Nobel d'économie a été attribué aux marchés financiers.](#)

Avant de traiter ce sujet il nous fallait vous livrer la dernière info en date, elle nous servira de grille de lecture tout au long de cet article.

La régulation des marchés : Une arnaque !

- Prix Nobel d'économie : le Français Jean Tirole récompensé pour ses travaux sur la régulation des marchés - Francetv info

- Change: le régulateur boursier dénonce les arnaques visant les particuliers - AFP

Il faut donc en déduire qu'ils ont attribué le prix Nobel d'économie à un des représentants et enseignants du système économique mafieux en vigueur.

Jean Tirole : Un pur produit du néolibéralisme récompensé une nouvelle fois.

(Source : AFP, Reuters, Lepoint.fr, Libération.fr, Francetv info, 20minutes.fr, Leparisien.fr, Lefigaro.fr 13.10)

Milton Friedman l'avait reçu en 1976 pour ses travaux notamment sur la démonstration de la complexité des politiques de stabilisation qui furent appliquées en Grande-Bretagne (Thatcher), aux Etats-Unis (Reagan), au Chili (Pinochet) et en Argentine (Videla) notamment.

La présentation qu'a fournie Libération (la voix de l'oligarchie) des travaux de Jean Tirole, ressemble étrangement à ceux de Friedman, je cite, le mot stabilisation a été remplacé par régulation : Le Prix Nobel d'Economie est un économiste de la régulation pour qui le marché n'est ni parfait, trouvant son équilibre par la simple confrontation de comportements rationnels, ni incohérent, il est complexe.

Le président de la Fondation Jean-Jacques Laffont - Toulouse School of Economics (TSE) où officie Jean Tirole l'a confirmé en déclarant qu'il avait été récompensé pour son "*analyse de la puissance du marché et de la régulation*"... devant lesquelles il se prosterne.

Avant eux l'Académie royale de Suède a dit avoir voulu honorer "*un des économistes les plus influents de notre temps*" qui a "*éclairci les moyens de comprendre les secteurs économiques dominés par quelques grands groupes pour les réguler*", régulation qui a abouti à l'explosion des inégalités au profit des 1 à 10% les plus riches, à créer une couche d'hyper riches, comme quoi il a bien travaillé et devait être récompensé par les représentants de l'oligarchie financière.

Comme dit Etienne Wasmer, professeur d'économie à Sciences Po, quand ce prix récompense l'analyse du pouvoir des marchés et la régulation des marchés, le symbole est encore plus marquant. Libération.fr 13.10

Une nouvelle imposture.

On a relevé quelques commentaires de journalistes ou économistes relatifs aux travaux de Jean Tirole.

- Le marché n'est ni parfait, trouvant son équilibre par la simple confrontation de comportements rationnels, ni incohérent, il est complexe.

Le problème voyez-vous braves gens, ne proviendrait pas du marché ou de la soumission des Etats à la dicature du marché, mais de sa complexité qui rendrait sa régulation si difficile que tous les législateurs à travers le monde malgré leur bonne volonté légendaire se seraient cassés les dents dessus (d'où les sans-dents !).

Ils oublient (sic) simplement de mentionner qu'ils se sont acharnés à le déréguler depuis les années 70, puis 90 et enfin 2000 jusqu'à nos jours, c'est en réalité une constante de ces 40 dernières années.

Vous aurez compris que ces questions ne peuvent pas être du ressort du peuple d'en bas, alors laissez-nous gouverner tranquillement, vous en serez toujours incapables... Cela ne vous fait-il pas penser à de précédentes causeries, vous avouerez qu'on a le pif pour être en phase avec l'état d'esprit de la classe dominante, en toute modestie, ce n'est qu'un constat en passant, nos dirigeants ne peuvent pas en dire autant.

Ils ont de la suite dans les idées disions-nous...

- Le comité Nobel a aussi voulu rendre un hommage posthume à cet autre grand nom de la régulation, dix ans après la disparition prématurée de Jean-Jacques Laffont avec qui il a porté l'Ecole d'Economie de Toulouse (TSE, Toulouse School of Economics) aux sommets, on peut penser que le comité Nobel a aussi voulu rendre un hommage posthume à cet autre grand nom de la régulation.

- Après avoir libéralisé, comment empêcher les grandes entreprises de se comporter en prédateurs? Impossible, d'autant plus qu'elles vont se doter d'un traité de libre-échange légitimant leur avidité insatiable. Jean Tirole en a-t-il entendu parler ?

- L'approche de Tirole fait la part belle aux motivations individuelles, et aux acteurs individuels. C'est libéral au sens où il s'appuie sur l'individu...

Ah ben voilà qu'ils lâchent le morceau ! A bas les besoins, les aspirations, les intérêts ou droits collectifs de la majorité de la population laborieuse, à bas l'Etat, place à l'individualisme et au marché, à l'oligarchie quoi !

En réalité Jean Tirole a travaillé pendant des décennies à parfaire le néolibéralisme, à le légitimer puisque c'était son objectif.

Jean Tirole a réalisé des contributions fondamentales, seul et avec une impressionnante liste de collaborateurs, dans au moins six champs de l'économie nous dit-on:

- La concurrence imparfaite et de la régulation des marchés ; Les deux étant les pires ennemis du néolibéralisme...
- La théorie des bulles rationnelles ; Augmenter artificiellement la valeur d'un actif ne serait pas forcément irrationnel, sauf quand elle est le point de départ d'une spirale sans fin qui se nomme spéculation ou escroquerie à l'arrivée...

Sans rire, ils ont osé écrire : Qui plus est, on peut montrer que l'existence d'un actif ayant un prix de bulle peut être efficace dans certains cas, alors que l'absence de bulle peut être inefficace. D'innombrables travaux ont enrichi les modèles initiaux et conduit à mieux comprendre les conditions d'apparition, de disparition et de régulation des bulles.

A aucun moment ils ne poseront la question de savoir à qui elle profite et qui en sont les victimes, on comprend pourquoi, les véritables intentions de Tirole seraient dévoilées.

- Le domaine économie et psychologie ; En présence d'incitations monétaires les hommes donnaient plus leur sang, alors que les femmes en donnaient moins. Conclusion : il ne faut rémunérer que les dons du sang des femmes ou séparer les collectes de sang des hommes et des femmes, pourquoi ne pas leur allouer des places séparées dans les transports en commun. Autre exemple. Une amende avait été imposée pour sanctionner les retards à récupérer les enfants, l'on a vu le nombre de retards... non pas diminuer mais augmenter : on avait détruit les motivations intrinsèques. (Source : liberation.fr 13.10)

Ils sont très forts décidément, parce que les parents devaient faire exprès de prendre leur temps en sortant du boulot pour récupérer leurs gosses, alors que chacun sait qu'ils cavalaient et que c'est une source d'angoisse pour eux.

- La théorie des contrats ; Dont sans doute les fameux produits dérivés objet d'une spéculation effrénée ou tout autre instrument financier opaque.
- La théorie de la régulation bancaire et financière ; Laissée à la discrétion des plus puissants banquiers anglo-saxons-sionistes. Ce sont eux qui la dictent au législateur américain, qui d'autres qu'eux détient le pouvoir ?
- Les théories de l'innovation ; On ne sait pas de quoi il s'agit, peut-être des instruments financiers en tous genres qu'ils ont créés par nature incompréhensibles, opaques, de véritables escroqueries. A moins qu'il s'agisse de cette frénésie malsaine à sans cesse créer de nouveaux produits dont les trois quart sont inutiles ?

Le gouvernement pro-business jubile.

- Nobel d'économie : "*une fierté pour la France*", dit Hollande - LePoint.fr

"*Un immense bravo à Jean Tirole qui fait la fierté de notre pays et de l'école d'économie française*", a déclaré le ministre de l'Economie Emmanuel Macron sur Twitter.

Le Premier ministre Manuel Valls a utilisé le même vecteur pour saluer "*un autre Français au firmament*".

François Hollande a parlé de "*fierté pour la France*". LePoint.fr 13.10

Ouf, on n'est pas concerné !

Jean Tirole ou le programme de guerre contre la classe ouvrière du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne.

- Le Nobel Jean Tirole est pour une réforme du marché français de l'emploi - AFP

"*Le marché de l'emploi français est assez catastrophique*", a déclaré M. Tirole lors d'une conférence de presse à Toulouse, tenue à la hâte après avoir été choisi pour ce prix, à la Fondation Jean-Jacques Laffont-Toulouse School of Economics (TSE), centre de recherche qu'il dirige.

"*Je pense qu'il va falloir changer les choses si on veut donner un avenir à nos enfants*", a-t-il ajouté.

"*Depuis 30 ans, 40 ans, il y a du chômage et les jeunes, on leur propose des CDD dans leur très grande majorité parce que*

*les entreprises ont trop peur de donner des CDI. Donc on a une situation complètement absurde qui est qu'à force de trop protéger les salariés, on ne les protège plus du tout*", a-t-il ajouté dans l'amphithéâtre de l'Ecole d'économie de Toulouse, adossée au centre de recherches TSE de M. Tirole.

*"Ce n'est pas un hasard que toute l'Europe du Sud qui a exactement les mêmes institutions du marché du travail, s'est retrouvée avec beaucoup de chômage alors que l'Europe du Nord, la Scandinavie par exemple, qui a un système différent, se retrouve avec assez peu de chômage"*, a-t-il ajouté dans une salle bondée de journalistes et caméramen.

En 2003, il avait proposé avec Olivier Blanchard, aujourd'hui chef économiste du Fonds monétaire international, l'instauration d'un contrat de travail unique qui se substituerait aux CDD et CDI, assorti d'une augmentation progressive des droits des salariés en fonction de l'ancienneté.

*"Nos propositions de réformes n'ont pas été adoptées"*, a-t-il regretté, disant cependant *"ne pas penser pas que l'économie française soit un cas désespéré"*.

*"La question n'est pas l'austérité mais ce sont les réformes"*, a-t-il asséné.

L'économiste a de plus souligné la nécessité de mettre en oeuvre le projet d'union bancaire européenne.

*"Mon avis c'est que la création d'une union bancaire est quelque chose de tout à fait important"*, a-t-il dit.

*"Il faut que cela se passe au niveau européen et il ne faut pas que les gouvernements puissent intervenir dans la réglementation prudentielle car les gouvernements ont leurs propres objectifs qui peuvent après entraîner des difficultés très importantes pour les banques. Donc (il faut) avoir une union bancaire mais il faut qu'elle soit indépendante et qu'elle puisse intervenir"*, a cependant averti M. Tirole.

S'agissant des dépenses publiques, il estime que les pays scandinaves *"ont montré que le modèle social pouvait être conservé avec un Etat plus léger, plus dynamique"*. AFP 13.10 Vérifions-le immédiatement.

La Scandinavie était justement un modèle... de "**pénétration**" sociale douloureuse, qui l'aurait soupçonné ?

- Le Danemark veut interdire complètement la zoophilie - 20minutes.fr

Le Danemark veut, à l'exemple de ses voisins, interdire la zoophilie, pour protéger les animaux et s'aligner sur la législation des pays voisins, a annoncé dimanche le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche.

*«Je propose une modification de la loi sur la protection des animaux afin de préciser explicitement que les relations sexuelles avec les animaux ne sont plus autorisées»*, a indiqué le ministre de l'Agriculture, Dan Jørgensen, dans un communiqué.

*«Les animaux doivent être traités avec respect et soin et ont droit à une protection particulière parce qu'ils ne peuvent pas dire non»*, a-t-il souligné. Jusqu'à présent, la zoophilie était illégale seulement si les souffrances de l'animal pouvaient être documentées. (A la victime de fournir la documentation ou de déposer plainte ! - ndlr)

Le Parlement a auparavant déjà refusé d'amender la loi sur la protection des animaux estimant suffisante la législation actuelle, a indiqué le quotidien Ekstra Bladet. Selon le journal, le gouvernement disposerait désormais d'une majorité pour modifier la loi. En outre, dans un récent sondage, les Danois se sont prononcés à 76% en faveur de l'interdiction de la zoophilie. 20minutes.fr 12.10

24% s'opposent à cette interdiction. Il faut être sacrément dégénéré pour avoir des relations sexuelles avec des animaux, sérieusement déséquilibré mentalement. A part cela les Danois respirent la joie de vivre...

Suite de son programme antisocial.

- Le prix Nobel d'économie prône des réformes rapides en France - Reuters

Il a insisté sur la nécessité (...) *"de faire en sorte que notre pays puisse donner des bons emplois aux jeunes, qu'on ne leur laisse pas une dette trop élevée."*

En plein débat sur le rythme de consolidation des finances publiques, Jean Tirole a plaidé pour que des réformes soient menées *"assez vite"*. *"La question n'est pas l'austérité. Ce sont les réformes qui donnent confiance à l'étranger dans l'avenir de la France"*, a-t-il indiqué. Reuters 13.10

Traduire "l'étranger" par les investisseurs, les fonds "vautours", les banquiers, leur "confiance" vaut mieux que celle des travailleurs dont les besoins doivent être soumis à l'oligarchie financière.

En effet leurs maîtres s'impatientent.

- Le FMI veut des "mesures audacieuses" pour soutenir la reprise - Reuters

Le comité monétaire et financier international (CMFI) appelle les pays membres à mener des réformes audacieuses en matière de marché du travail et de sécurité sociale afin de libérer des fonds publics en faveur de l'investissement, pour créer des emplois et soutenir la croissance. Reuters 12.10

- Assurance chômage : une réforme pour donner des gages à Bruxelles - LePoint.fr

- Hollande tente de calmer les ardeurs réformatrices de son aile droite - LeFigaro.fr

- Assurance chômage: Cambadélis s'oppose à Macron - AFP

Pas vraiment, il lui a rappelé les règles du bonapartisme ("*le président de la République s'exprime, les ministres appliquent*") auquel chacun doit se soumettre au gouvernement ou au sein du PS.

Ensuite il n'a pas infirmé qu'ils envisageaient sérieusement de s'attaquer aux droits des chômeurs "*Il y a eu une réforme, elle est insuffisante. On ne pourra pas en rester là.*" a-t-il déclaré devant la presse le député à son arrivée du conseil national du PS à Paris (AFP 12.10). Le lendemain Hollande l'a confirmé sur un ton sibyllin

- Assurance chômage : l'Élysée tente d'éteindre la polémique suscitée par une éventuelle réforme - Francetv info

Ce lundi 13 octobre, l'Élysée a choisi de clore le débat. La réforme interviendra le moment venu mais "*pas immédiatement*". Francetv info 13.10

Les dirigeants syndicaux sont tous contre, tout du moins verbalement, parce que les travailleurs ne veulent pas en entendre parler. Hollande va être obligé de légiférer et de se sacrifier.

En complément. L'exercice du pouvoir se complique un peu plus chaque jour pour Hollande.

- Jean-Michel Baylet : "*Les circonstances actuelles ne nous permettent pas, s'il n'y a pas des avancées, de rester membres de ce gouvernement.*" - Francetv info

- EELV "en désaccord" avec les orientations du budget 2015 - AFP

- "Découragé", le président du comité de la fiscalité verte démissionne - AFP

Déni. Qui a dit les réformes que vous subissez ne consistent pas à vous "**enlever**" ou vous "**prendre quelque chose**" ?

"*Lorsqu'il y a des réformes, il faut qu'elles soient prêtes pour que l'on puisse dire exactement à chacun ce qu'elle va engendrer dans sa vie*"

"*Mais (...) je me méfie, lorsqu'il y a une proposition qui est mise sur la table et qui, d'un seul coup, engendre de l'inquiétude dans un pays qui déjà très inquiet en se demandant ce qu'on va enlever*".

"*Parce que hélas, aujourd'hui, le mot de réforme est ressenti par une grande majorité de la population comme " on va encore nous prendre quelque chose ", je dis attention*"

Réponse : le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone (PS). AFP 12.10

Quand du jour au lendemain on ne vous rembourse plus un médicament, quand certains soins ne sont plus pris en charge par la Sécurité sociale, quand la TVA augmente, on ne vous "*enlève*" rien, on vous soulage, c'est pour votre bien.

Je dois attendre septembre 2017 pour toucher ma petite retraite, après qu'ils eurent reporté l'âge minimum du départ à la retraite à

62 ans pour les travailleurs nés en 1955, donc pendant deux ans supplémentaires je devrais avec Selvi essayer de vivre avec 261 euros par mois au lieu peut-être du double ou plus, mais selon ce salopard de Bartolone on ne m'aura rien "enlever" pendant ces deux années, non juste de quoi pouvoir vivre décentement. C'est devenu notre sujet de conversation quotidien.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Populisme et business.

"On comprend que quelqu'un de droite nous parle comme ça, parce qu'ils l'ont toujours fait". "Quand quelqu'un qui se dit de gauche parle comme quelqu'un non seulement de droite, mais quasiment d'extrême droite, alors c'est très grave".

Réponse : L'ex-candidat déclaré au poste de Premier ministre de Hollande, Mélenchon.

Il se livre à un procès d'intention à l'égard de Macron, tout comme envers Hollande ou Valls ou n'importe quel dirigeant du PS qu'il accuse de parler comme des gens de droite ou d'extrême droite, dès lors qu'il refuse d'en tirer la conclusion que le PS est de droite ou d'extrême droite puisque le néolibéralisme auquel il a adhéré est l'idéologie la plus extrémiste de la classe dominante. Mélenchon est un charlatan.

Il a également confirmé hier sur France 3 que le PG n'était pas un parti ouvrier, entre nous on s'en doutait un peu !

"Les Français aimeraient gagner assez pour payer des impôts. Tout pèse sur la classe moyenne. Si vous enlevez la première tranche d'impôts, ça veut dire que vous avez peu de tranches d'impôts, que tout pèse sur la classe moyenne", a-t-il expliqué.

Selon le gouvernement, la suppression de cette première tranche dans le budget 2015 permettra une baisse d'impôts pour six millions de ménages (dont un million exemptés) et 3,3 milliards d'euros seront consacrés à la mesure, pour éviter qu'elle ne pèse sur les quelque 12 autres millions de foyers fiscaux qui n'en bénéficieront pas. AFP 12.10

Il prend donc position pour la classe moyenne qui est son fond de commerce au détriment de la classe ouvrière qui est concernée par la suppression de la première tranche d'impôts.

Par décret royal : Soyez "**optimiste**" !

(On croirait entendre Bartolone, non ?)

- Jean-Luc Mélenchon veut donner « *une leçon d'optimisme* » - lemonde.fr

Ils sont en goguettes, ils font la fête, ils sabrent le champagne...

Lemond.fr - Jean-Luc Mélenchon entre dans la salle, serre les mains avec chaleur, agrippe les épaules, touche, embrasse dans un même élan. Souriant, le député européen sait où donner de la tête en cette soirée du lundi 13 octobre, au restaurant la Rotonde, dans l'est de Paris.

Il connaît la plupart des personnes, une petite centaine, réunie ce soir-là pour fêter la sortie de son livre L'ère du peuple : parmi elles, des fidèles du Parti de gauche et des alliés du Front de gauche – dont Pierre Laurent, patron du PCF, et Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble.

Toute acquise, la salle, plongée dans une ambiance tamisée où le champagne passe de mains en mains, écoute dans un silence religieux.

Pour Jean-Luc Mélenchon, le temps de la déprime est révolu. Fini cet été pourri durant lequel il n'aspirait plus qu'à « *bayer aux corneilles* », usé par les combats politiques, élections européennes en tête, à l'issue desquelles le Front national l'a emporté. Il revient aujourd'hui à la charge, décidé à porter un message positif et à ne plus se cornaquer dans le rôle d'opposant à François Hollande. Son livre, il a même failli l'appeler « *Le goût du futur* ».

« *Je veux donner une leçon d'optimisme à l'heure où les raisons d'être optimiste ne sont pas nombreuses* », dit-il au pupitre au cours d'un discours d'une vingtaine de minutes. Son ouvrage accompagne le lancement du mouvement pour la VIe République, qui ambitionne de fédérer les Français autour d'un projet d'assemblée constituante destinée à rebattre le jeu institutionnel. « *Le pouvoir constituant est à mes yeux la stratégie révolutionnaire du XXIe siècle* », professe-t-il. « *Le mouvement pour la*



*Vle République est un réseau social, ce n'est pas un parti politique et ça n'en sera jamais un.* » ajoute-t-il.

Jean-Luc Mélenchon dédicace par dizaines les exemplaires d'un feutre rouge. Son précédent livre, Qu'ils s'en aillent tous, publié durant la campagne présidentielle, s'était vendu à plus de 100 000 exemplaires. Une performance qu'il espère rééditer ? Prudent, il préfère ne pas se confronter aux succès éditoriaux du moment. « *Quelqu'un m'a mis en concurrence avec Zemmour, allez-y mollo, il a pris de l'avance...* » lemonde.fr 13.10

En l'écoutant, en guise de "leçon d'optimisme", on éprouve plutôt un profond dégoût.

Apparemment un "réseau social" peut rapporter plus qu'un "parti politique" qui ne sert que de ticket d'entrée institutionnel.

Chacun aura compris que ce "mouvement pour la Vle République" n'a pas pour objectif de renverser le pouvoir politique en place... mais de le servir, de s'en servir puisqu'il faut bien vivre, n'est-ce pas ?

### Normalisation du nazisme.

Un nostalgique du IIIe Reich nommé ministre de l'Intérieur en Belgique.

- Un ministre belge estime que les collaborateurs sous l'occupation nazie "avaient leurs raisons" - Atlantico.fr

Jan Jambon, nommé ministre de l'Intérieur la semaine dernière, est membre du parti flamand indépendantiste.

Des révélations avait fuité sur sa participation en 2001 à une réunion de nostalgiques du IIIe Reich.

Ces déclarations relancent en Belgique le débat autour des sympathies d'extrême droite des nationalistes flamands. Le parti centriste d'opposition a jugé "inacceptables" ses propos, tandis que le parti socialiste francophone dénonçait des mots "terriblement choquants". Les centristes ont demandé à Charles Michel, le premier ministre belge, de les condamner. "On ne va pas lui demander de démissionner trois jours après la prestation de serment, mais c'est particulièrement heurtant", a concédé Benoît Lutgen, le chef des centristes francophones. Atlantico.fr 13.10

Le chef des milices néonazis devient ministre de la Défense.

- En Ukraine, le chef de la garde nationale proposé comme ministre de la défense - lemonde.fr

Au lendemain du limogeage de son ministre de la défense, le président ukrainien, Petro Porochenko a proposé lundi 13 octobre de nommer à sa place Stepan Poltorak, actuellement chef de la garde nationale. Le Parlement devrait valider la candidature de ce général de 49 ans mardi.

La garde nationale regroupe les bataillons de volontaires, souvent issus de la contestation proeuropéenne du Maïdan, engagés aux côtés de l'armée dans l'Est. Elle a été créée en mars, sur la base des troupes du ministère de l'intérieur, pour y intégrer ces « unités d'autodéfense » du Maïdan. Les soldats de cette formation se sont notamment illustrés lors de combats dans l'Est séparatiste prorusse, où Kiev mène depuis la mi-avril une opération militaire.

Il devrait devenir le quatrième ministre de la défense depuis l'arrivée au pouvoir des pro-occidentaux, en février 2014. lemonde.fr 13.10

### La Turquie membre de l'Otan est l'allié privilégié des barbares de l'Emirat islamique.

Erdogan soutient les mercenaires sanguinaires de l'Emirat islamique contre le peuple kurde.

La Turquie confirme sa décision de former et d'équiper les rebelles syriens modérés - 20minutes.fr

Les États-Unis ont indiqué vendredi qu'Ankara avait accepté, sur leur pression, de former et d'équiper les rebelles de l'opposition syrienne modérée.

Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a confirmé dimanche que son pays allait renforcer les capacités militaires de «l'opposition modérée» syrienne afin d'en faire une «troisième force» entre le régime de Damas et les jihadistes.

«Nous avons besoin maintenant d'une force de sécurité qui protège le peuple syrien à la fois contre l'EI (le groupe État islamique) et contre le régime», a déclaré Ahmet Davutoglu dans un entretien accordé au quotidien Milliyet paru dimanche.

«La solution, c'est une troisième force autre que le régime et l'EI qui représente le peuple syrien et qui est composée de Syriens, pas de combattants étrangers», a-t-il précisé. «*Cette troisième force doit représenter toutes les parties de la Syrie, la Coalition nationale syrienne et l'opposition remplissent déjà ces conditions*». Les États-Unis ont indiqué vendredi qu'Ankara avait accepté, sur leur pression, de former et d'équiper les rebelles de l'opposition syrienne modérée.

La Turquie juge les frappes aériennes de la coalition insuffisantes et redoute qu'elles ne renforcent par ricochet le président Bachar al-Assad, sa bête noire. Elle continue d'exiger la création dans le nord de la Syrie d'une zone-tampon doublée d'une zone d'exclusion aérienne destinée à protéger les réfugiés et les quelques secteurs du territoire syrien tenus par l'opposition modérée, aujourd'hui moribonde.

Hormis la France, les alliés de la Turquie ont accueilli cette idée avec une extrême réserve. «*Une autre force serait souveraine sur le terrain grâce à la protection aérienne qui lui serait offerte, cette force serait l'opposition modérée*», a plaidé dimanche Ahmet Davutoglu. 20minutes.fr 12.10

Autre info.

La Turquie, les États-Unis, l'UE, l'Otan, l'Onu s'appitoient sur le sort de la population de Kobané, à les entendre ils ne peuvent pas lui venir en aide, ils ne peuvent absolument rien faire...

AFP - Pour venir en aide aux forces pro-gouvernementales assiégées dans ce secteur entouré de territoires conquis par l'EI, la coalition a mené sa première opération de largage de munitions, vivres et eau vendredi et samedi, selon le Pentagone. AFP 12.10

Oui, mais là il s'agit de défendre la raffinerie de Baiji au sud de Mossoul en Irak, défendue par l'armée irakienne et des tribus sunnites. C'est donc délibérément qu'ils laissent la population de Kobané massacrée par EI, ils en sont les complices parce que cela fait partie de la stratégie américaine pour ensuite pouvoir mieux s'attaquer à Assad, le véritable objectif de cette guerre.

Ankara met ses bases militaires à disposition de la coalition - LeMonde.fr

La conseillère à la sécurité nationale de la Maison blanche a également précisé que des installations militaires turques serviraient à la formation de rebelles syriens. LeMonde.fr 12.10

Les Turcs ont démenti avoir autorisé l'utilisation de leurs bases aériennes pour frapper l'organisation terroriste, comme l'avaient affirmé les États-Unis, quelques heures plus tôt. Lefigaro.fr 13.10

Syrie-Irak : les drôles d'alliés de l'Occident - lepoint.fr

Des Kurdes du PKK, classé terroriste par l'UE, des États du Golfe sponsorisant les djihadistes... : la coalition anti-groupe EI est un attelage bizarre.

Autres alliés de l'Occident dans la croisade contre le mal : les États du Golfe, notamment l'Arabie saoudite. Idéologiquement, le wahhabisme est la matrice de l'islamisme politique contemporain. La dynastie saoudienne est née au XVIII<sup>e</sup> siècle d'un pacte entre un prédicateur religieux, Mohamed Ben Abdelwahab, et un chef de guerre, Mohamed al-Saoud. L'alliance du sabre et du goupillon. Abdelwahab est une sorte de Luther musulman qui prône un retour aux sources de l'islam et une lecture très rigoriste du Coran. Le wahhabisme a irrigué les courants les plus radicaux de l'islam politique.

Si le gouvernement saoudien se méfie de ces nouveaux sicaires, certains princes et parfois les services spéciaux du royaume ont apporté une aide plus ou moins directe aux mouvements les plus intégristes. Et les autorités de Riyad, impuissantes ou complices, ont fermé les yeux. Quant au Qatar, il est très proche des Frères musulmans, bête noire des Saoudiens.

La Turquie, elle, soutient la coalition comme la corde soutient le pendu. Elle a laissé transiter sur son sol, en toute connaissance, les recrues de Daesh. Le gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan applique une politique néo-ottomane avec une obsession : éviter un Kurdistan indépendant et, si possible, prendre des gages en Syrie. La proposition d'une "zone tampon" contrôlée par l'armée turque à l'intérieur du territoire syrien va dans ce sens. Si un modus vivendi a été trouvé avec le Kurdistan irakien, le PKK reste l'ennemi. Que ses combattants se fassent écraser à Kobané ne fera pas verser beaucoup de larmes à Ankara. lepoint.fr

Les raisons de la défiance de la Turquie envers les Kurdes de Kobané - LeMonde.fr

La Turquie refuse obstinément d'ouvrir sa frontière aux volontaires kurdes prêts à renforcer les « *Unités de protection du peuple kurde* » (YPG, branche armée du parti kurde de Syrie PYD, lié au Parti des travailleurs du Kurdistan turc ou PKK interdit en Turquie), qui défendent désespérément la ville syrienne de Kobané prise en étau depuis près de quatre semaines par les djihadistes.

## Les explications d'Ankara

« *La Turquie ne peut pas armer des civils et leur demander de se battre contre des groupes terroristes. (...) Envoyer des civils à la guerre c'est un crime !* », a expliqué Mevlut Cavusoglu, le ministre turc des affaires étrangères à France 24 lors de sa visite en France, le 10 octobre.

Ankara se refuse à aider les défenseurs de Kobané en raison de leur affiliation au PKK et aussi parce que les Kurdes du parti de l'Union démocratique de Syrie (PYD) ont longtemps été les meilleurs soutiens du régime de Damas dans les régions qu'il contrôlait, éradiquant toute forme d'opposition à Bachar Al Assad et refusant de frayer avec l'Armée syrienne libre.

C'est ce qui est ressorti des entretiens tenus la semaine dernière à Ankara entre Salih Muslim, le co-président du PYD, des diplomates turcs et les services secrets (MIT). Salih Muslim réclamait le passage libre à Mursitpinar (le point de passage situé en face de Kobané sur la frontière turco syrienne) pour des armes, notamment anti chars destinées à ses combattants, en mauvaise posture à Kobané malgré les frappes de la coalition. Ses interlocuteurs lui ont demandé de couper les ponts avec le régime de Damas, de dissoudre les gouvernorats mis en place dans les enclaves kurdes et de se distancer du PKK.

Le refus d'Ankara de se porter au secours de la ville assiégée par les djihadistes a mis les dirigeants turcs sous le feu des critiques des alliés de l'OTAN. « *Notre plus gros problème était nos alliés dans la région, les Turcs sont de grands amis (des islamistes radicaux), tout comme les Saoudiens et les Emirats arabes unis* », a lâché le vice-président américain Joe Biden lors d'un discours à Harvard le 3 octobre, avant de se confondre en excuses auprès du président turc Recep Tayyip Erdogan.

## Un processus de paix en péril

En interne, la bataille de Kobané a rallumé le feu de la contestation dans les régions kurdes du sud-est de la Turquie et dans les grandes villes, où les affrontements entre la police et les manifestants pro-kurdes ont fait plus de 30 morts la semaine dernière.

Le sort de Kobané n'est pas sans risque pour la Turquie. Si la ville tombe aux mains des djihadistes, une nouvelle flambée de violence risque d'embraser à nouveau les régions kurdes, mettant en péril le processus de paix engagé entre le PKK et le gouvernement islamo conservateur de l'AKP. « *On ne peut pas mener de négociations alors qu'ils sont en train de créer les conditions d'un massacre à Kobané* », a indiqué Cemil Bayik, le numéro deux du PKK, dans une interview donnée au New York Times depuis son QG des monts Qandil, en région autonome du Kurdistan d'Irak. « *Nous ne marchanderons pas le sang de Kobané contre un accord* », a-t-il ajouté, menaçant de renvoyer les combattants du PKK en Turquie d'où ils se sont retirés depuis le cessez-le-feu conclu en mars 2013. Des Kurdes protestent contre le gouvernement turc à l'occasion des funérailles d'un des leurs tué lors d'une manifestation, à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, le 9 octobre.

Sa menace ravive le spectre de la guerre entre le PKK et l'armée régulière, qui fit environ 30 000 morts, des centaines de milliers de déplacés et la destruction de 3 000 villages au tournant des années 1990. A l'époque, les officiels turcs niaient l'existence des Kurdes, appelés « Turcs des montagnes ».

Une décennie de normalisation a changé la donne. Les Kurdes de Turquie (15 millions de personnes) peuvent désormais enseigner et apprendre leur langue, les disparitions de militants kurdes ont cessé de même que les embuscades du PKK contre les jeunes recrues de l'armée turque. La prospérité économique des années Erdogan, a gagné le sud-est du pays, favorisant l'émergence d'une classe moyenne. Gagnées par la fièvre de la consommation et de la construction, les grandes villes kurdes (Diyarbakir, Gaziantep, Sanliurfa, Mardin) sont bien plus prospères aujourd'hui qu'il y a dix ans.

## Une déclaration d'Öcalan attendue mercredi

Abdullah Öcalan, le chef historique du mouvement indépendantiste kurde, a lui aussi mis en garde contre le risque d'une rupture des pourparlers. Emprisonné depuis 1999, le dirigeant kurde purge une peine de réclusion à perpétuité dans l'îlot d'Imrali, en mer de Marmara, où il reçoit régulièrement la visite de parlementaires et de négociateurs des services turcs. Nul doute qu'il appellera au calme dans la déclaration qu'il doit faire mercredi 15 octobre.

Un nouveau négociateur lui rendra bientôt visite, il s'agit de Muhammet Dervisoglu, ancien chef adjoint du MIT, qui a été récemment chargé des négociations avec le PKK et aussi de la lutte contre les réseaux djihadistes. Persuadé qu'une solution négociée au problème kurde reste possible malgré la chute probable de Kobané, Ankara manie la carotte et le bâton.

En prévision d'une nouvelle flambée de violence dans les régions kurdes, le parlement planchera mardi 14 octobre sur un nouveau paquet de lois sécuritaires. Certains amendements autorisent la police à tirer sans sommation sur les manifestants dès le premier cocktail Molotov lancé. Les utilisateurs et les fabricants de cocktail Molotov, désormais assimilés à une arme, risqueront jusqu'à 12 ans de prison. LeMonde.fr 13.10

L'attitude ambiguë de la Turquie contre l'État islamique - LeFigaro.fr

A minima, la Turquie est accusée d'avoir fermé les yeux sur le déplacement de djihadistes de l'EI sur son territoire, ainsi que sur le ravitaillement pour le «Califat» enclavé. LeFigaro.fr 13.10

**"L'Etat islamique profite d'un trafic de pétrole institutionnalisé depuis la guerre du Golfe"** - Francetv info

Depuis le début de la guerre du Golfe, la Turquie bénéficie de cet approvisionnement à bon compte. Entre 50 000 et 100 000 barils de ce pétrole alimentent chaque jour les raffineries turques. Des pipe-lines ont été construits et agrandis. Ils vont eux aussi jusqu'en Turquie, précisément jusqu'à Alexandrette, sur les rives de la Méditerranée. Francetv info

En complément.

- La Turquie dément avoir conclu un accord avec les Etats-Unis pour l'utilisation des bases contre l'EI - 20minutes.fr

- L'aide de l'Onu absente des régions contrôlées par l'EI en Syrie - Reuters

Au fait, la collusion entre la Turquie et les barbares de l'Emirat islamique n'étant plus qu'un secret de polichinelle, quand est-ce qu'elle adhère à l'UE, la Commission européenne n'a-t-elle pas dit récemment que la Turquie avait fait de réels progrès en terme de démocratie ?

[La vraie sanction : La baisse du cours du pétrole. Confirmations.](#)

Les Etats-Unis, futurs champions mondiaux des hydrocarbures? - AFP 12.10

Aidés par l'essor du schiste, les Etats-Unis semblent partis pour détrôner l'Arabie saoudite et la Russie comme premiers producteurs d'hydrocarbures liquides de la planète, mais le récent plongeon des cours du brut pourrait freiner leur élan.

Grâce au boom récent du pétrole non conventionnel, les Etats-Unis ont extrait 11,6 millions de barils par jour (mbj) en juin et 11,5 mbj en août, comme l'Arabie saoudite, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui publiera ses chiffres pour septembre mardi.

Pour Francisco Blanch, qui dirige la recherche sur les matières premières chez Bank of America, les Etats-Unis sont déjà arrivés *"aisément à la première place"* au premier semestre.

*"Il s'agit de très loin de la plus importante et de la plus rapide croissance de production de l'histoire américaine"*, ajoute-t-il. *"Dans les années 1920, ou 30 ou 40, l'offre augmentait d'un mbj par décennie, maintenant c'est tous les ans!"*, précise-t-il.

Depuis son plus bas de 2008, lorsque le pays était empêtré dans la crise financière, la production de pétrole brut américaine a bondi de près de 60%.

Une telle explosion de l'offre n'est pas restée sans conséquence. *"La réduction des importations" de brut étranger qui en résulte, "tout comme la hausse des exportations de produits raffinés américains vers l'étranger se traduit de facto par une plus grande abondance d'or noir dans le reste du monde"*, relève James Williams, expert de WTRG Economics.

Les ventes de produits raffinés à l'étranger sont proches de records vieux de 40 ans.

Ce boom, *"combiné à la croissance mondiale en berne, est en grande partie responsable de la chute actuelle des prix mondiaux"*, remarque-t-il.

Malgré les vives tensions géopolitiques, les cours de l'or noir ont chuté d'environ 20% depuis juin à New York comme à Londres.

La dépendance énergétique des Etats-Unis s'est considérablement réduite, provoquant selon certains analystes un désengagement du pays sur la scène internationale, notamment au Moyen-Orient.

En juillet, pour la première fois depuis 1973, pas une goutte de brut nigérian n'a été importé sur le sol américain.

*"Il n'y a plus aucune raison d'en acheter maintenant que les bassins de Bakken (Dakota du Nord), de Eagle Ford et Permian (Texas) nous donnent tout ce qu'il faut en brut léger"*, relève M. Williams.

Dans ce contexte de surplus, l'existence même d'un embargo sur les exportations de brut américain datant du choc pétrolier des années 1970, sauf sous certaines conditions et pour le Canada, est remise en cause par une partie du secteur pétrolier et des élus.

"Il n'y aura pas de grand bouleversement de la politique actuelle" mais "des modifications progressives" sont possibles (types de brut exportables, pays destinataires), juge le cabinet spécialisé Wood Mackenzie.

A 420.000 bj début octobre, les exportations de brut américaines sont les plus importantes depuis 1957, et pourraient bientôt atteindre des sommets historiques.

Cette manne pourrait toutefois ne pas être éternelle, préviennent les experts.

La taille limitée des ressources pourrait, selon l'AIE, faire apparaître un plateau de production dès 2020 pour les Etats-Unis.

En outre, "la révolution du schiste est le résultat du développement des techniques comme le forage horizontal ou la fracturation hydraulique, mais aussi du niveau élevé des prix qui permet de les financer", note James Williams.

Selon M. Blanch, les investissements américains dans le secteur pétrolier n'ont jamais été aussi importants (200 milliards de dollars en 2013), presque autant que l'investissement résidentiel.

"Si les prix baissent encore de 10 ou de 15 dollars", l'exploitation des bassins de schiste "ne sera plus rentable et la croissance de notre production prendra fin", prévient James Williams. AFP 12.10

Baisse des prix du pétrole, le pacte secret entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite - slate.fr 12.10

Un accord secret a été établi entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite et nous en voyons peu à peu les contours se dessiner. C'est ce qu'expliquent à la fois le Wall Street Journal et plus en détail encore le blog spécialisé dans la finance Zero Hedge, souvent très bien informé.

L'Arabie Saoudite a tout simplement décidé de faire baisser le prix du baril de pétrole, il lui suffit d'ouvrir un peu plus les vannes, pour peser économiquement et politiquement sur l'Iran et sur son allié et soutien la Russie.

Si au cours des trois derniers mois, le prix du baril a baissé de plus de 20% et est passé ainsi de 115 dollars à moins de 90 dollars vendredi 10 octobre, c'est directement à la suite d'une décision saoudienne reconnait Rashid Abanmy, Président du Saudi Arabia Oil Policies and Strategic Expectations Center qui est installé à Riyad.

Avec l'arme du pétrole, l'Arabie Saoudite entend contraindre l'Iran à limiter ses ambitions d'armement nucléaire et obtenir de la Russie qu'elle cesse de soutenir à bout de bras le régime de Bashar el-Assad. Deux objectifs que partagent maintenant l'administration Obama.

Selon les calculs effectués par plusieurs études économiques, l'Iran a besoin pour équilibrer son budget et soutenir une économie affectée par des années d'embargo et de mauvaise gestion d'un baril de pétrole à 140 dollars et la Russie de Poutine d'un prix du baril supérieur à 100 dollars. Pour le magazine Forbes, la baisse des cours du pétrole est ainsi bien plus dangereuse pour l'économie russe qui est en récession et pour Vladimir Poutine que les sanctions financières décidées par les occidentaux après l'annexion de la Crimée et le soutien militaire aux indépendantistes de l'est de l'Ukraine. slate.fr 12.10

Ajoutons qu'avant-hier Poutine a ordonné le retrait de l'armée russe stationnée à la frontière ukrainienne.

### [Effondrement contrôlé du capitalisme. Mode d'emploi.](#)

Ce qu'on nous raconte ici est une fable destinée à ce qu'ils appellent l'opinion publique qui ne comprend rien à l'économie en général.

Une fable disons-nous, parce qu'ils prennent pour exemple Lehman Brothers dont l'effondrement a été provoquée, programmée, à ne pas confondre avec l'état de faillite qui la menaçait et qui était bien réel. Qu'on se remémore comment les choses se sont réellement passées pour en être convaincu.

La notice sur Lehman Brothers fournie par Wikipédia.

À partir d'août 2007, Lehman Brothers essaie de solder sans succès ses positions sur les crédits immobiliers à risque, suite de la crise des subprimes. Les pertes engendrées par ces positions conduisent la banque à vendre pour six milliards USD d'actifs.

Sa capitalisation boursière chute alors de 73 %. Les pertes cumulées de la banque poussent la direction à rechercher un repreneur mais sans résultat.

Autour d'elle, d'autres banques sont aidées par l'État telles Bear Stearns en mars 2008, les sociétés de crédit hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac le 7 septembre 2008 mais aucune aide ne vient à Lehman Brothers. L'abstention de l'État est largement perçue comme la volonté de faire un exemple. Néanmoins, Bernanke insiste sur le fait que la Fed n'a jamais été en mesure de faire un choix entre sauver ou non Lehman, cette banque ne pouvant proposer aucune contrepartie à l'octroi de prêt comme cela était requis pour respecter le cadre légal. Et le 15 septembre 2008, à New York, à la suite de la crise des subprimes, Lehman Brothers Holdings Inc. se déclare en faillite et se place sous la protection du chapitre 11 du droit fédéral. Jusqu'au dernier moment, les marchés ont espéré la reprise de Lehman Brothers par Bank Of America (comme JP Morgan Chase avait récupéré Bear Stearns 6 mois plus tôt), mais finalement la grande banque préférera sauver Merrill Lynch, elle aussi sur le point de faire faillite le 15 septembre.

Le cours de Bourse de Lehman Brothers était au 5 juin 1994 de 4,53 USD, avec un point le plus haut à 85,80 USD au 4 février 2007. Le 12 septembre 2008 l'action ne valait plus que 3,65 USD. Avant cessation définitive de la cotation, l'action valait 0,13 USD.

Les 16 et 17 septembre 2008, la banque britannique Barclays annonce le rachat des activités de banque d'investissement et de courtage de Lehman Brothers en Amérique du Nord, y compris le siège social sur la 7e avenue de New York et deux centres de traitement de données dans le New Jersey, pour 1,75 milliards USD.

Dans les jours suivants, Nomura, numéro un japonais du courtage, reprend le courtage des actions et la banque d'investissement (conseils) en Europe, ainsi qu'une partie de ses 2 500 employés, et la totalité d'activités dans la zone Asie-Pacifique, Japon et Australie inclus, soit environ 3 000 salariés au total, pour 225 millions de USD.

Les fonds d'investissements Bain Capital et Hellman & Friedman (en) font une offre de reprise de Neuberger Berman, une des filiales de gestion d'actifs pesant 150 milliards de USD[réf. nécessaire], pour 2,15 milliards de USD. Carlyle s'oppose à l'entérinement de cette reprise, finalement la cour de faillite de New York attribuera la reprise à un consortium constitué du management de Neuberger Berman. En Europe également, les activités de gestion quantitative seront reprises par les salariés sous le nom de TOBAM S.A.S.

La chute de Lehman Brothers entraîne avec elle la bourse américaine, puis quelques semaines plus tard toutes les bourses mondiales. Pour pallier la crise, certains États nationalisent les pertes engendrées par les banques en difficultés, garantissent les épargnes et vont même racheter les actifs toxiques. wikipedia.org

Dans de précédentes causeries nous avons fourni des détails plus précis sur le déroulement du week-end du 13 et 14 septembre 2008, pendant lequel les oligarques des plus importantes banques américaines s'étaient littéralement volatilisés, avaient été injoignables par les dirigeants de Lehman Brother, personne n'aurait eu leurs coordonnées personnelles pour les joindre aux Etats-Unis, on avait aussi évoqué un règlement de compte entre plusieurs familles d'oligarques...

A l'arrivée, 6 ans plus tard cette affaire s'est soldée par la multiplication par deux ou davantage de la fortune des oligarques américains, raflant la mise sur les plus de 20.000 milliards de dollars que la Fed leur distribuera par différents canaux. On remarquera au passage qu'entre 2009 et 2012 ils s'enrichiront dans les mêmes proportions qu'entre 2001 et 2009, le coup d'Etat militaire du 11 septembre 2001 a été au compte du complexe militaro-industriel, ce que le coup d'Etat financier du 15 septembre 2008 a été au compte de l'oligarchie financière, en réalité les mêmes.

Une grille de lecture pour l'article suivant.

- Comment accroître le pouvoir des plus grandes banques qui de fait constituent un trust mondial.
- Comment accentuer le contrôle des banques afin d'accélérer l'épuration de ce secteur déterminant de l'industrie financière, principalement en Europe.
- Permettre aux plus grandes banques qui disposent d'une place hégémonique sur les marchés de continuer tranquillement leur spéculation à outrance.
- Comment imaginer un instant que les plus puissantes banques du monde pourraient prendre des mesures allant contre leurs intérêts comme il est suggéré dans cet article ?
- Les plus grandes banques signent un accord pour éviter un nouveau Lehman Brothers - LeParisien.fr

Six ans après la crise financière qui a plongé toutes les économies occidentales dans le rouge, les grandes banques consentent enfin à réguler un peu le système. Ce samedi, 18 grands établissements américains (Goldman Sachs, Bank of America...),

européens (BNP Paribas, Deutsche Bank, Société Générale, Crédit Agricole, Barclays...) ou asiatiques (Sumitomo Mitsui financial Group), ont accepté de modifier les règles sur le marché des produits dérivés en renonçant à certains droits.

(En réalité ils se sont mis d'accord sur un seul "droit", celui de contrôler, de définir quand, dans quelle circonstance et comment ils voleraient au secours d'une grande banque conduite à la faillite, soit pour la renflouer, soit pour la liquider selon les modalités qu'ils détermineront eux-mêmes, sans faire de vagues ou plutôt sans qu'ils aient à en payer les conséquences, qui sinon pourraient s'événer imprévisibles et incontrôlables, ce qu'ils détestent par dessus tout. - ndlr)

Les produits dérivés, responsables de la crise de 2008. Les produits dérivés, ce sont des assurances dont l'objectif est de permettre aux entreprises, aux banques, aux producteurs, de se protéger de risques financiers (comme les fluctuations de prix) sur des actions, des obligations, des cours de matières premières, etc... Mais ça, c'est l'intérêt au départ. Car les investisseurs se sont très vite rendu compte que ce système permettait, lorsque tout se passe comme prévu, de décupler leurs profits. Encore embryonnaire aux débuts des années 1990, ce marché s'est très fortement développé, en dehors de tout contrôle, dans les années 2000. Il a pris une ampleur telle que la faillite de Lehman Brothers, en septembre 2008, l'un des plus gros négociants sur le marché des produits dérivés à l'époque, a plongé l'ensemble du système financier mondial dans la crise.

Donner un nouvel outil aux banques centrales. L'accord signé ce samedi, qui entrera en application le 1er janvier prochain, a pour but d'éviter qu'un tel scénario se reproduise. Les banques renoncent au principe du débouclage automatique des contrats si une institution financière se trouve en difficulté. Concrètement, les banques vont désormais laisser le temps aux régulateurs (Fed, BCE, etc...) d'intervenir auprès d'un autre établissement financier en difficulté et dont la taille est suffisamment importante pour emmener tout le système avec lui dans sa chute (Too big to fail). Les banques s'engagent donc à attendre avant de déboucler toutes leurs opérations afin de trouver une solution évitant une faillite «*désordonnée*» aux conséquences potentiellement explosives. Car tout le monde s'accorde à dire qu'un délai, même minime, peut permettre d'éviter un effet de panique sur les marchés.

(Un "*délai minime*" peut surtout leur permettre de prendre des dispositions pour sauver les meubles ou camoufler leur responsabilité. A peine 24h après la "*faillite*" de Lehman Brothers une banque se portait acquéreur de ses actifs et son siège social, comme quoi tout était parfaitement planifié. - ndlr)

Les banques longtemps réticentes. Les régulateurs partout sur le globe n'ont eu, depuis 2008, de cesse d'appeler à modifier les règles contractuelles régissant les produits dérivés qui échappent à leur surveillance. Ils s'étaient jusqu'ici heurtés au refus des banques. Mais la Fed, la banque centrale américaine, en avait fait l'un des arguments à prendre en compte dans les tests de solidité de banques, les fameux «*stress tests*» auxquels les grands établissements bancaires sont soumis.

Un concert de congratulations. «*Cette initiative est un pas important pour réduire les risques d'une instabilité financière associés à une résiliation brusque des contrats*», ont salué la banque centrale américaine (Fed) et le FDIC, deux des principaux régulateurs bancaires américains en pointe sur ce dossier, dans un communiqué commun. «*C'est un pas important fait par l'industrie pour s'attaquer à la question du Too big to fail et réduire le risque systémique*», a souligné dans un communiqué Scott O'Malia, le patron de l'ISDA, l'organisme représentant les 18 banques en question. «*Il n'y a aucun doute que ce changement va modifier de façon importante la capacité à stopper l'effet domino d'une crise*», a surenchéri Dennis Kelleher, président de Better Markets, une association qui milite pour une plus grande régulation des marchés financiers. LeParisien.fr 12.10

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Etat policier. Harcèlement, racket

- Contrôle routier géant sur la nationale 20 : 51 conducteurs positifs à l'alcool - LeParisien.fr

Vous avez un niveau de vie nettement plus élevé que le nôtre et en prime un régime policier. Chez nous (en Inde) en prime d'un niveau de vie médiocre, on a un régime semi-féodal et l'anarchie. C'est con à dire, mais c'est l'anarchie qui règne dans ce pays qui nous permet de supporter ce régime, dans la mesure où elle nous procure une certaine liberté, dès lors qu'on n'appartient pas aux couches les plus misérables évidemment.

### Pourquoi ne pas supprimer le ministère de la Culture, ils s'en passent bien aux Etats-Unis ?

- Fleur Pellerin favorable à un rapprochement entre théâtres publics et privés - LeMonde.fr

La ministre de la culture assistait, lundi, au cinquantième anniversaire de l'Association pour le soutien du théâtre privé. LeMonde.fr 13.10

Pourquoi ne pas privatiser la culture ? La supprimer irait plus vite... et quelle économie ! Aux Etats-Unis, c'est juste un outil de propagande entre les mains de la classe dominante.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Morale de classe. La fatuité du vice est une vertu de tout régime décadent.

- Pour Manuel Valls et le PS, DSK n'est plus persona non grata - LeMonde.fr

- Manuel Valls et DSK invités à la même soirée d'anniversaire - 20minutes.fr

Le temps faisant son œuvre, il n'est plus, semble-t-il, mal vu de se retrouver dans les mêmes soirées que Dominique Strauss-Kahn. Le Monde rapporte en effet que pour célébrer son anniversaire, la communicante Anne Hommel avait invité de nombreuses personnalités socialistes et Dominique Strauss-Kahn.

Tout ce petit monde s'est retrouvé le 11 octobre à Paris, vers Bastille, sans que cela ne provoque de scandale. DSK y a croisé certains de ses anciens proches aujourd'hui aux responsabilités: Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, et Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement et même Manuel Valls, le Premier ministre. 20minutes.fr 13.10

Quelle pourriture !

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

Bolivie

- Evo Morales réélu triomphalement à la tête de la Bolivie - Reuters

Le socialiste Evo Morales, au pouvoir depuis 2006, a été triomphalement réélu pour cinq ans dès le premier tour de l'élection présidentielle en Bolivie, selon un sondage sortie des urnes de l'institut Mori diffusé par la chaîne de télévision Unitel.

A 54 ans, le premier Amérindien à avoir accédé à la présidence de la nation andine est crédité de 61% des suffrages exprimés dimanche contre 24% pour son rival plus proche, Samuel Doria Medina, le candidat du parti de droite Union nationale.

Un rapide décompte effectué par la chaîne ATB confirme sa réélection, avec un score similaire de 60,5% des voix.

"*Cette victoire est un triomphe pour les anti-impérialistes et les anticolonialistes*", a déclaré Evo Morales depuis le balcon de la présidence, sans attendre la publication des résultats par le Tribunal électoral suprême.

Cette élection, a-t-il ajouté, était "*un débat entre deux modèles: les nationalisations et les privatisations. Les nationalistes l'ont emporté par plus de 60%.*"

Son parti, le Mouvement pour le socialisme (MAS), est également en passe de conserver sa majorité au Congrès, que les six millions d'électeurs boliviens étaient également appelés à renouveler ce dimanche.

Evo Morales, qui peut se targuer d'une croissance moyenne du produit intérieur brut supérieure à 5% par an et d'une nette réduction de la pauvreté, a fait campagne sur la promesse de consolider les réformes socialistes qu'il a mis en oeuvre depuis 2006.

Le président de gauche a nationalisé des secteurs clefs de l'économie, dont le pétrole et le gaz, et a réinvesti les bénéfices dans des programmes sociaux, l'éducation et l'amélioration des infrastructures routières du pays.



En 2006, plus du tiers des Boliviens vivaient sous le seuil d'extrême pauvreté. La proportion est passée aujourd'hui sous les 20%. Parallèlement, la part des revenus pétroliers et gaziers dans le PIB a explosé de 10 à 35%.

Amendée en 2009, la Constitution limite à deux quinquennats consécutifs l'exercice du pouvoir présidentiel. Mais Morales a pu se représenter à la suite d'un arrêt de la Cour suprême qui a jugé l'an dernier que la première partie de son mandat, entre 2006 et 2009, antérieure à la réforme constitutionnelle, ne devait pas être prise en compte.

Morales a promis qu'il ne serait pas candidat à l'élection de 2019. Reuters 13.10

---

## SOCIAL

### 1- Grande-Bretagne

- Royaume-Uni : mobilisation historique du personnel de santé, victime de l'austérité - lemonde.fr

Cela n'était pas arrivé depuis trente-deux ans. Parce qu'ils refusent une troisième année sans augmentation de salaire, près de 500 000 salariés du Service national de santé (National Health Service, NHS en anglais) sont appelés à la grève, lundi 13 octobre entre 7 heures et 11 heures.

L'ensemble du personnel hospitalier, depuis les infirmières jusqu'aux ambulanciers en passant par le personnel de nettoyage et les ergothérapeutes, est concerné par cet arrêt de travail qui défie la politique d'austérité du premier ministre conservateur, David Cameron.

L'armée a mobilisé 130 personnels militaires pour conduire les ambulances. Même le syndicat des sages-femmes, qui n'avait jamais appelé à faire grève en cent trente-trois ans d'existence, l'a votée à 82 %.

A l'origine de ce mouvement de colère se trouve le refus du ministre de la santé, Jeremy Hunt, d'accorder, même à sept mois des élections, l'augmentation de 1 % recommandée par une commission indépendante. Dans une semaine, les radiologues cesseront le travail à leur tour pour la même raison.

Les salaires de la fonction publique, dont le NHS fait partie, ont été gelés pendant deux ans après l'arrivée au pouvoir des conservateurs en 2010. Depuis 2012, les augmentations ont été plafonnées à 1 % mais, cette année, M. Hunt n'a accepté une telle hausse que pour les agents au sommet de l'échelle salariale.

La majorité des fonctionnaires verront leur salaire stagner alors que les prix de l'énergie et des transports, notamment, flambent. Selon les syndicats, les agents publics ont perdu entre 8 % et 12 % de pouvoir d'achat depuis 2010.

*« Il n'existe pas de culture de la grève au NHS, les salariés sont extrêmement conscients de leur devoir de soigner, note Christina McAnea, chef du secteur santé du syndicat Unison. Mais nous avons le sentiment que nous ne pouvons pas continuer ainsi. Un agent d'entretien hospitalier à plein temps ne devrait pas être obligé de livrer des pizzas après son travail pour joindre les deux bouts. »*

Selon une enquête menée par cette organisation, un salarié sur cinq du NHS a dû accepter un second emploi pour s'en sortir et un sur deux recourt au crédit pour terminer le mois. Les deux tiers des personnels ont dû faire des économies sur la nourriture, la moitié a réduit son chauffage et 80 % ne sont pas partis en vacances.

Le refus du gouvernement d'accorder 1 % d'augmentation a été perçu comme une marque de *mépris absolu* », ajoute le syndicat. Mais pour le ministre de la santé, ce relèvement des salaires, qui coûterait 500 millions de livres (636,3 millions d'euros) « est financièrement inenvisageable alors que la demande de soins [et donc les dépenses] ne cesse d'augmenter ».

Monument national fondé en 1948 par les travaillistes, le NHS souffre aujourd'hui d'un déficit annuel estimé à 20 milliards de livres (25,5 milliards d'euros) pour la seule Angleterre, montant qui, selon les prévisions, pourrait s'élever à 30 milliards de livres (30,2 milliards d'euros) à l'horizon 2020. Ses dysfonctionnements, notamment les délais d'attente pour les consultations et les examens, sont critiqués, et son avenir est considéré comme incertain. Sujet de fierté autant que de controverse, le NHS constitue l'un des dossiers les plus sensibles de la campagne pour les élections législatives de mai 2015.

David Cameron, accusé de poursuivre la privatisation rampante amorcée par le New Labour de Tony Blair, a promis, début octobre,

de maintenir son budget en termes réels. Ce qui devrait se traduire par une diminution des services offerts, étant donné la hausse constante de la demande liée notamment au vieillissement de la population. Quant à Ed Miliband, le chef de file du Labour, il fait de l'amélioration du NHS sa toute première priorité, promettant de financer l'embauche de milliers de médecins et infirmières grâce à un impôt sur les propriétés immobilières valant plus de 2 millions de livres (2,5 millions d'euros) et par une taxe sur l'industrie du tabac.

Tout geste qui pourrait être interprété par l'opinion comme une atteinte au NHS serait suicidaire pour les responsables politiques. Une majorité de députés conservateurs s'est d'ailleurs déclarée favorable à l'octroi d'une augmentation de salaire de 1 % pour les salariés du NHS. Selon un sondage publié en 2013, le National Health Service est classé par l'opinion comme la première source de « *fierté d'être britannique* », devant l'armée et la monarchie. lemonde.fr 13.10

## 2- Grèce

- Les difficultés économiques s'aggravent pour les Grecs - Reuters

Un Grec sur cinq n'a pas pu s'offrir un confort de base l'année dernière, soit pratiquement deux fois plus qu'en 2010, selon une étude rendue publique lundi par l'institut de la statistique ELSTAT.

Dans son étude sur le niveau de vie des Grecs en 2013, ELSTAT note que les pauvres ne sont pas les seuls à ne plus pouvoir s'autoriser un confort de base comme le chauffage ou le fait de régler ses factures d'eau ou d'électricité.

*"L'absence de biens de base comme une machine à laver, un téléviseur couleur, une voiture, ou la difficulté à rembourser ses prêts ne concernent pas seulement les couches défavorisées mais aussi une partie de ceux qui ne sont pas pauvres"*, écrit ELSTAT.

ELSTAT a retenu neuf critères définissant un niveau de confort minimal. Selon son étude, 20,3% des Grecs n'ont pas rempli au moins quatre de ces neuf critères - parmi lesquels partir une semaine en vacances dans l'année ou manger de la viande tous les deux jours.

Un Grec sur trois n'a pas pu se permettre de chauffer son domicile l'an dernier, ce d'autant plus que le gouvernement avait, en pleine crise financière, augmenté les taxes sur le mazout pour remplir les caisses de l'Etat.

En outre, plus du tiers des personnes endettées ont eu beaucoup de mal à rembourser leurs prêts, montre l'étude, illustrant en quoi les banques grecques continuent d'être confrontées à des créances douteuses. Reuters 13.10

## Etats-Unis

- Des milliers de manifestants marchent contre la brutalité policière à Saint Louis, près de Ferguson - francetvinfo.fr

L'incendie n'est pas éteint. Après les émeutes de Ferguson dans le Missouri (Etats-Unis) en août, des milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Saint Louis (Missouri), samedi 11 octobre. Ils protestaient contre le racisme et la violence policière.

Les manifestants, environ 5 000 personnes, avaient écrit sur des banderoles *"Justice pour tous"* et *"Les vies des Noirs comptent aussi"*.

Les manifestations sous le mot d'ordre de *"Week-end de la résistance"* et *"Octobre à Ferguson"* ont débuté vendredi et doivent durer quatre jours. La foule, composée de personnes de plusieurs générations, a défilé samedi sur une distance de près de 19 kilomètres, entre Ferguson et Saint Louis.

Samedi matin, de nombreux manifestants s'étaient rendus à Shaw, un quartier de St. Louis où un jeune homme de 18 ans, Vonderrit Myers Jr, a été tué mercredi dernier par un policier blanc.

Au moment des faits, le policier n'était pas en service et travaillait pour une société privée de sécurité. Selon un communiqué de la police, Myers, alors qu'il était poursuivi par le policier, aurait sorti une arme. Le policier aurait riposté en tirant plusieurs fois, blessant Vonderrit Myers mortellement. Selon les proches de l'adolescent, celui-ci n'avait pas d'arme. francetvinfo.fr et Reuters 12.10

[Haut de page ↗](#)

## CAUSERIE

Pondichéry 22h30. La causerie du jour est plus loin, pour ceux qui ont lu la première partie dans la journée.

Je n'ai plus le temps d'archiver chaque mois les articles mis en ligne dans les différentes rubriques, à l'exception des dossiers d'actualité, Syrie, Irak, Ukraine.

Ce matin on a ajouté 9 articles, tous ont été publiés sur les portails du Réseau Voltaire ou de Mondialisation.ca. J'avais téléchargé plusieurs articles du portail Le Grand Soir, mais à la lecture j'ai estimé que leur contenu était si éloigné ou contraire à notre interprétation de la situation ou nos idées qu'il était impossible de les publier. Attention, à de rares exceptions près ce portail publie des articles infestés par l'idéologie dominante. Vous me direz que c'est le cas de 99% des portails, certes, c'est inévitable, cette mise en garde vaut précisément parce que nous publions des articles de ce portail, tandis que nous avons déserté d'autres portails, beaucoup ne sont plus actualisés ou ont disparu.

On filtre, on ne censure pas. Si nous avons un parti ouvrier digne de ce nom, nous rédigerions et publierions des articles sur tous les sujets d'actualité, et nous n'aurions pas besoin d'aller pêcher des articles ailleurs, sauf quand cela vaudrait vraiment le coup, quand données et analyses nous conviendraient ou que nous estimerions qu'elles sont correctes.

Comment interpréter la prise de position de Hollande en faveur d'une aide militaire à la population de Kobani ? Elle est destinée à la population française, aux ignorants ou crédules qui ignorent qu'il tient un double langage, la preuve :

- Recevant M. Çavusoglu à Paris, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a appuyé l'idée de la création d'une « zone de sécurité » au Nord de la Syrie, sans préciser ce qu'il entendait exactement par là, mais soulignant son accord avec la Turquie.

La France, également membre de l'Otan, fournit directement des armes au Gouvernement régional séparatiste du Kurdistan irakien, sans autorisation du Gouvernement central irakien. Le Gouvernement régional du Kurdistan irakien a étendu son territoire de 40 % de manière coordonnée avec l'Émirat islamique lorsque celui-ci s'empara de la zone arabe sunnite irakienne.  
Réseau Voltaire 14.10 (Lire la suite de cet article dans cette page ou le télécharger)

D'après vous, qu'est-ce qui est le plus efficace sur le plan pratique : De simples paroles ou le rôle de la France au côté de la Turquie et des Etats-Unis sur le terrain ?

Il faut dire que l'UE, l'Onu, l'Otan, la Turquie et tous les pays dont la France engagés au côté de la coalition militaire emmenée par les Américains dans la guerre qu'elle mène en Syrie (et en Irak), participent à un génocide en refusant de venir en aide à la population kurde de Kobani, préférant soutenir les barbares de l'Emirat islamique, leur créature et allié. Cela vaut pour le PS, ses satellites et alliés, aussi bien que pour l'UMP, l'UDI, etc.

Réflexion du soir.

Ce qui a tué la gauche, ne serait-ce pas la transformation de ses partis en appendice des syndicats et leur adaptation aux institutions par le biais de leurs rapports avec les partis institutionnels, lorsqu'ils ne sont pas devenus des piliers des institutions ? En réalité, la gauche est une imposture qui remonte à près d'un siècle en arrière quand le Parti communiste a été stalinisé et cessa de combattre pour le socialisme, il fut devancé en cela par le PS ou SFIO.

Il n'y a plus de partis ouvriers qui font de la politique, qui combattent la guerre psychologique et idéologique de la classe dominante sur le terrain du socialisme. Les enseignements du marxisme figurent au mieux en annexe dans leurs publications, ils sont déconnectés de la réalité et ne servent strictement à rien finalement.

A défaut d'être politique, le syndicalisme était voué à devenir corporatiste, ce qu'il est devenu et cela ne date pas d'hier, c'est aussi la définition du syndicalisme apolitique de Bergeron dont le POI a fait l'éloge funèbre... et cynique dans le n°322 d'Informations ouvrières.

La plupart des syndicalistes ne se posent pas la question, puisqu'ils ignorent ce qu'est le syndicalisme politique ou dont le combat est orienté vers l'émancipation du salariat, donc du capitalisme. Pour eux le rapprochement entre syndicalisme et politique constitue une hérésie. Dès lors qu'on accepte une définition éclectique et apolitique du syndicalisme, cela signifie qu'on accepte dans les rangs des syndicats ouvriers des adhérents de droite ou même d'extrême droite qui n'envisagent pas d'en finir avec le capitalisme.

En finir avec le capitalisme ne signifie pas forcément adhérer au socialisme ou au communisme notez bien. Disons que pour adhérer à un syndicat ouvrier, un travailleur devrait s'engager à lutter pour et jusqu'à l'abolition du capitalisme, il devrait avoir acquis ce

niveau de conscience politique minimum. Si cette condition n'est pas avancée par les syndicalistes au moment de recruter des travailleurs à leur syndicat, c'est parce qu'eux-mêmes ne luttent pas dans cette perspective, ils ne pensent même pas à soumettre cette condition aux travailleurs qu'ils recrutent, partant de là les syndicats deviennent n'importe quoi, sauf de véritables syndicats ouvriers indépendants. La dialectique est une arme à double tranchant terriblement efficace qui permet notamment de débusquer toutes les formes d'opportunisme, et il y a de quoi faire de nos jours !

Et ils osent prétendre qu'ils existeraient des syndicats indépendants, dans ces conditions certainement pas de l'Etat et du régime comme l'affirmait Trotsky à une autre époque.

Soyons plus précis encore avant que nos détracteurs nous tombent dessus. En disant qu'un travailleur devrait avoir acquis ce niveau de conscience politique minimum, ce que nous voulons dire par là, c'est qu'en réalité il s'agit davantage d'un accord de principe sur la base de son expérience et de la discussion qu'on a eu avec lui, plutôt que le résultat d'une analyse minutieuse du capitalisme qu'il n'est pas en mesure de faire. Vous me direz qu'à ce stade cet engagement n'a pas une grande valeur, certes, si on s'en tient là uniquement c'est certain. En revanche, si on envisage dans le même temps de lui procurer une formation qui lui permettra de comprendre comment fonctionne le capitalisme, on ne pourra plus dire que cet engagement reposait sur du vent ou je ne sais quoi, il constituait le premier pas lui permettant d'élever son niveau de conscience politique, il faut bien commencer quelque part, par un bout, comme pour toute entreprise de longue haleine ou quand on entreprend quelque chose.

Qu'encre encore une fois cela ne vienne pas à l'esprit d'un syndicaliste n'a rien d'étonnant puisque la plupart ne se donne même pas la peine d'étudier le capitalisme. Je ne sais pas s'il y en a parmi vous qui m'ont reproché un jour d'avoir accusé les travailleurs d'être responsables de leur condition ou de la situation, il devait y avoir méprise quelque part, car ce que je viens d'expliquer prouve exactement le contraire, c'est à nous de les aider à progresser, cela nécessite un autre état d'esprit et une autre conception du syndicalisme et de la lutte des classes que ceux qui sont répandus aujourd'hui, en deux mots, avoir la volonté de progresser soi-même et une grande disponibilité envers les travailleurs, on peut ajouter le socialisme.

Le syndicalisme est totalement dénaturé, dévoyé, ne parlons pas du combat politique ou de quelque chose qui n'existe pas ou plus ou si peu. A suivre.

Autre réflexion à creuser.

Les dirigeants des grandes entreprises qui se versent des rémunérations mirobolantes, les membres des conseils d'administration, les actionnaires, ce sont parfois ou souvent les mêmes, sont parfaitement inutiles au fonctionnement d'une entreprise, ce sont des parasites qui se goinfrent et rien de plus. Ce sont les travailleurs toutes couches confondues, employés et encadrement qui font tourner l'entreprise, qui produisent les richesses. Que du jour au lendemain on supprime le PDG, le conseil d'administration et les actionnaires et la boutique continuerait de tourner normalement.

On pourrait en dire autant des ministères ou administrations, ministres et technocrates sont inutiles à la gestion du pays ou d'une nation, ce sont des parasites. Ce sont les fonctionnaires toutes catégories confondues sur le terrain qui gèrent les différentes administrations ou ministères, le pays. Que du jour au lendemain on supprime ces ministres et leurs armées de technocrates et le pays continuera d'être géré par les fonctionnaires en poste.

Quand on observe à quoi mène la gestion des entreprises ou des administrations par ces parasites, PDG, membres des conseils d'administration, actionnaires, ministres et technocrates, pauvreté, précarité, chômage de masse, individualisme exacerbé, violence aveugle, décomposition de la société, chaos et guerres (pour faire bref), on est porté à affirmer que les travailleurs qu'ils prennent pour des demeurés ou des incultes, leurs domestiques ou serfs, en réalité qu'ils méprisent profondément, ne pourraient pas faire pire, qu'ils ne pourraient faire que mieux et plus juste dans absolument tous les domaines puisque c'est leur boulot quotidien et qu'ils le connaissent mieux que personne.

Ne pensez-vous pas que si on avait tenu ce langage jour après jour aux travailleurs depuis des décennies, un grand nombre d'entre eux, disons au minimum des centaines de milliers pour rester dans des proportions raisonnables, auraient pu prendre conscience de leur réelle condition et s'engager dans le combat politique pour changer la société, dès lors qu'ils auraient pris confiance en eux-mêmes, que tout reposait sur eux, leur sort et le destin de l'ensemble des masses laborieuses, l'orientation politique du pays dans lequel ils vivaient ?

J'en suis profondément convaincu, car si tel n'était pas le cas, si cela se serait avéré vain, cela signifierait que le socialisme était également une imposture, une vue de l'esprit, une escroquerie politique puisqu'il repose en grande partie sur ce facteur. Un journal aurait dû y consacrer la moitié de ses pages chaque semaine ou chaque jour, et parmi les travailleurs qui l'auraient lu, il est évident qu'un grand nombre ou la majorité d'entre eux se seraient reconnus dans le mode de pensée ou les conditions, les expériences décrites, sans qu'on les y force ils se seraient dits que c'était bien d'eux dont on parlait, auxquels on s'adressait, et que tout ce qui était écrit correspondait effectivement à la réalité, le tout rédigé avec la même simplicité que j'emploie ici. Et une fois leur curiosité piquée au vif, ce journal leur apportant réellement quelque chose, ils auraient eu envie d'en savoir davantage, de comprendre réellement dans quelle société ou quel monde ils vivaient vraiment, et au delà se poser la question de savoir ce qu'il faudrait faire pour les changer. En quelque sorte elle coulerait de source, on les aurait amenés à se la poser naturellement,

parce qu'on n'avait rien à leur cacher, tout leur apparaissant soudain d'une limpidité incroyable. Au fil du temps, ils en seraient amenés à s'apercevoir qu'ils ont progressé sans même s'en rendre compte, ils en seraient les premiers étonnés et en tireraient une grande satisfaction, totalement gratuite. Parvenus à ce stade où une fois cette prise de conscience réalisée, ils auraient eu envie de poursuivre cette expérience si bénéfique pour eux, qui donnait un véritable sens à leur vivre, qui leur permet pour la première fois de commencer à la comprendre, enfin il leur était donné de reprendre espoir...

Ce qu'il faut bien comprendre pour mesurer la portée politique d'un tel processus, c'est qu'il conduit à une transformation radicale du regard que l'on porte sur la société et soi-même, sur tout, on n'interprète plus les choses de la même manière, on ne se laisse plus manipuler par l'idéologie dominante ou de moins en moins, on a acquis ou on est en train d'acquérir un nouveau mode de pensée, et ce qui est extraordinaire, c'est que personne ne le fait à notre place, plus personne ne pense pour nous, on apprend à penser librement, c'est cela qu'à un moment donné on savoure sans pouvoir lui donner un nom ou pouvoir exprimer clairement l'expérience qu'on est en train de vivre, cette intense satisfaction nous réhausse à nos yeux, on gagne en confiance, à l'étape suivante on comprendra pourquoi la classe une fois rassemblée est invincible et peut balayer le régime en place.

L'air de rien, on fait ici de la politique au plus haut niveau qui soit car on s'attaque et on parvient à briser un à un tous les obstacles qui empêchent les travailleurs de prendre conscience de leur condition et de s'engager dans le combat politique, et donc de construire le parti de la révolution socialiste.

Vous pouvez lire toutes les publications qui existent sur le marché, pas une n'arrive à la hauteur de cet objectif. D'ailleurs il n'y figure nulle part si vous observez attentivement. Tous ceux qui s'adressent à une élite de militants ou d'intellectuels n'ont rien compris au socialisme, ils sont complètement à côté de la plaque, ils écrivent pour eux, pour se faire plaisir, c'est totalement improductif, inutile.

A quoi cela sert-il d'affirmer que l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, si dans le même temps on saute par-dessus la première épreuve qu'ils doivent affronter pour progresser dans cette voie ? C'est une posture et rien de plus. De quoi avons-nous parlé sinon de leur propre émancipation ? Ce serait nous faire un procès d'intention ou être fort malhonnête, que de prétendre que nous ramènerions tout à ce facteur puisque nous l'avons lié à leur engagement pratique, politique, à la construction du parti.

Nous tenons compte de la société dans laquelle nous vivons fortement intellectualisée, conceptualisée, médiatisée, appelez cela comme vous voudrez, et que nous ne vivons plus au début du XXe siècle. Quelle que soit la condition de chaque travailleur, du plus défavorisé au mieux nantis, notre démarche, notre méthode, notre discours s'adressent absolument à tous les travailleurs sans exception parce que fondamentalement ils sont confrontés aux mêmes obstacles, aux mêmes incompréhensions, du balayeur au scientifique, de nature psychologique et idéologique, politique. A suivre.

Les actualités en bref plus tard en fin de journée ou demain. Je dois préparer le déjeuner avant que Selvi revienne du boulot, ensuite j'irai à la banque et acheter deux réservoirs d'eau, le carrelage, etc.

La suite

J'ai fait ce que j'ai pu, pas vraiment envie de bosser, plus préoccupé que jamais par la tournure que prend la situation, désespérant en vérité, mais bon ne nous laissons pas abattre, on aura fait ce qu'on pouvait.

On a laissé de côté l'info sur la modification de la fiscalité très avantageuse destinée aux multinationales enregistrées en Irlande et dont leurs bénéficiaires étaient expédiés légalement dans des paradis fiscaux, elles ont... jusqu'en 2020 pour se conformer à la nouvelle réglementation ou aller voir ailleurs !

Autant dire que c'est leur laisser le temps de la contourner ou de se retourner tout en continuant pendant 8 ans de détourner leurs bénéficiaires du fisc irlandais.

[Nous sommes en train de gagner la lutte des classes, voilà qui donne raison à l'oligarque américain Warren Buffett.](#)

Quand les 10% les plus riches de la population se partagent 87% de la richesse mondiale et qu'il est prévu qu'ils s'enrichissent encore davantage dans les années à venir au détriment du reste de la population, sur la base de ce constat, de ce fait, on est en droit d'estimer qu'ils sont en train d'atteindre leur objectif stratégique qui est de concentrer tous les pouvoirs et de réduire l'humanité en servage. On pourrait ajouter sur le cadavre du mouvement ouvrier et de son avant-garde.

Ce soir avant de partir Selvi m'a serré dans ses bras, ses yeux pétillaient et elle m'a embrassé tendrement, elle souriait, visiblement elle était heureuse. Au même moment, en la regardant j'avais l'esprit ailleurs, je me suis dit que je n'avais pas le droit de gâcher son bonheur, j'étais en train de penser aux infos internationales de la journée qui étaient d'une tristesse à mourir, j'ai éclaté de rire en l'embrassant à mon tour en lui disant tout de même qu'elle ne pouvait pas savoir à quel point le monde était

horrible et que cela valait mieux ainsi, car cela ne servait à rien de la priver de ces quelques instants de bonheur auxquels elle avait droit. Pour une fois que je ménage quelqu'un, il faut dire que la vie de cette pauvre femme a été un tel cauchemar jusqu'à présent que je me vois mal en rajouter, ce serait inhumain, oui, à ce point-là.

Elle n'a pas saisi ce que je voulais dire et c'est mieux ainsi me suis-je dit. Elle ne sait rien de ce qui se passe dans le monde, sa vie est suffisamment triste ou un fardeau pour ne pas en rajouter, elle ne le comprendrait pas. Nous, nous pouvons le comprendre, mais nous ne voulons pas faire davantage d'efforts, aussi nous ne devons pas nous plaindre du constat exposé plus haut. Maintenant le pire est encore devant nous, nous refusons de réfléchir, nous refusons de corriger nos erreurs, notre incapacité à faire la part des choses nous sera fatale.

### Ils sont moins de 1% dans le monde à concentrer les richesses et le pouvoir politique.

Nous n'avons pas voulu reprendre les titres des agences de presse et des médias qui sont trompeurs.

- La richesse des ménages dans le monde atteint un nouveau sommet - AFP
- La richesse des ménages dans le monde atteint un nouveau record - Libération.fr

Malgré une économie mondiale en berne, le patrimoine global ne cesse de gonfler, pour atteindre en 2014 les 263.000 milliards de dollars.

Alors que l'économie mondiale tourne au ralenti, la richesse globale des ménages fait un bon de 8,3% en un an, selon l'étude Global Wealth de la banque Crédit Suisse publiée ce mardi. Un enrichissement qui bat de nouveau record pour atteindre le niveau inégalé de 263.000 milliards de dollars en 2013, soit plus du double du montant enregistré en 2000.

Ce niveau, l'équivalent sur le papier de 56.000 dollars par adulte, dépasse de 20% le record atteint avant la crise économique et de 39% le plus bas enregistré en 2008.

Les cours «robustes» des actions et le marché de l'immobilier ont contrebalancé la conjoncture faible, tirant les Etats-Unis et l'Europe vers le haut, avec une croissance supérieure à 10% dans les deux cas.

Une économie mondiale "léthargique" n'a pas empêché les patrimoines mondiaux de croître, analyse la grande banque. La hausse annuelle de 20.100 milliards de dollars est la plus importante depuis 2007. Pour la première fois, les actifs financiers bruts mondiaux s'établissent au-dessus de 250.000 milliards de dollars.

Les cours des actions étaient «anormalement» élevés l'année dernière dans certains pays, selon le rapport. Sur le marché de l'immobilier, le prix moyen des propriétés a globalement augmenté de 2,4%, avec de très fortes disparités entre les pays.

Sans surprise, l'Amérique du nord prend la tête du classement avec une hausse de 11,4% de création de richesse, cette dernière culmine à 91 billions de dollars (91 000 milliards), soit 34,7% de la richesse mondiale des ménages. L'Europe arrive en seconde position avec 23,6% du total soit 85,2 billions de dollars.

Pertes et gains de richesse par pays (en milliards de dollars)

Avec 581.000 dollars en moyenne par adulte, les Suisses restent cependant les habitants les plus riches de la planète, devant les Australiens, les Norvégiens et les Américains. Les Français arrivent en 6e position avec 317.000 dollars en moyenne par adulte.

La richesse des ménages devrait continuer à croître. La banque prévoit qu'elle augmentera de 40% dans les cinq ans à venir pour atteindre 369.000 milliards de dollars. Les millionnaires toujours plus nombreux

Le nombre de millionnaires dans le monde frôle désormais les 35 millions. Il devrait dépasser les 53 millions d'ici à 2019. Bien que majoritairement situés aux Etats-Unis (41% des millionnaires), leur nombre dans les pays en voie de développement devrait fortement croître dans les prochaines années. En France, le rapport en compte 2,44 millions et ce nombre devrait atteindre 4,16 millions en 2019.

Répartition des millionnaires mondiaux par pays

L'Amérique du Nord est la région où se concentre la plus grande partie de la richesse des ménages (34,7%). L'Europe arrive en deuxième position avec 32,4% du total. La région Asie/Pacifique (sans la Chine) figure en troisième position, avec 18,9%.

La richesse des ménages en Chine a, elle, gagné 715 milliards de dollars (+3,5% sur un an).

L'Indonésie (-260 milliards), l'Argentine et la Russie (-135 milliards chacune) et la Turquie (-100 milliards) accusent les plus forts reculs de la richesse des ménages.

Le nombre d'ultra-riches (plus de 50 millions de dollars de richesse) a également augmenté, selon le Crédit Suisse. Ils seraient 128.200 dans le monde. Encore une fois, ce sont les Etats Unis qui arrivent en tête du classement avec 49% des ultra-riches, soit 62.900 personnes, loin devant la Chine qui en compte 7600.

Nombre et classement des ultra-riches par pays

Les Etats-Unis abritent 41% des personnes dont la fortune dépasse 1 million de dollars dans le monde. Le nombre de millionnaires en dollars dans le monde devrait atteindre 53,2 millions en 2019, soit une hausse de 53% pour les cinq prochaines années.

En France le rapport en compte 2,44 millions et ce nombre devrait augmenter de 70% pour atteindre 4,16 millions en 2019.

En terme de richesse moyenne par adulte, la France se classe au sixième rang (avec 317.000 dollars) derrière la Suisse (581.000 dollars), l'Australie, la Norvège, les Etats-Unis et la Suède.

Depuis 2008, des inégalités toujours plus marquées

Pour la première fois, le Global wealth report traite la question des inégalités. Le rapport l'aborde de deux façons : de 2000 à nos jours, ou en faisant un comparatif avant/après la crise. Si l'on considère la période de 2000 à nos jours, les inégalités ont augmenté en Amérique latine, en Afrique et particulièrement en Inde et en Chine. Mais ont eu tendance à légèrement se réduire en Europe et en Amérique du nord.

Avant la crise, les inégalités ont diminué de façon générale sur l'ensemble du globe (excepté en Chine et en Inde). Mais passé, 2008 la situation se retourne, avec une forte augmentation des inégalités de richesse, surtout dans les pays développés.

Selon l'étude du Credit Suisse, une fois les dettes et autres crédits déduits, il faut 3650 dollars de patrimoine pour appartenir aux 50% les plus riches de la population mondiale, 77 000 dollars pour appartenir au «*décile*» (les 10% les plus riches de la population) et 798 000 dollars pour faire partie du «*top percentil*» (les 1% les plus riches du monde).

Dans le monde, 400 millions d'adultes disposent d'un patrimoine supérieur à 100.000 dollars, ils étaient 217 millions en 2000.

La banque rappelle aussi que la moitié de la population ne détient que 1% des richesses mondiales, alors que les 10% les plus riches de la population se partagent 87% de cette richesse. AFP et Libération.fr 14.10

Comment en sommes-nous arrivés là ? Nous l'avons expliqué dans de précédentes causeries sur le mondialisme, le nouvel ordre mondial, le gouvernement mondial, le système économique mafieux qu'ils ont mis en place, etc. le tout étant lié évidemment et à relier à la crise du capitalisme... C'est tellement limpide, que cela en est désarmant, pitoyable pour nos dirigeants qui ont refusé de l'admettre ou ne l'ont pas compris.

[Qui conspire contre les peuples? Non, c'est juste un accord secret pour justifier un génocide.](#)

- Accord secret Ankara/Washington/Otan sur Kobani par Amin Hoteit - french.irib.ir

« *La Turquie souhaite la chute de Kobani ( Ain al-Arab) » a déclaré Amin Hoteit, analyste des questions stratégiques de la région, dans une interview avec l'Agence Tasnim. « La Turquie, les Etats-Unis et l'Otan se sont entendus sur le fait qu'au raid aérien ne devait pas empêcher la chute par le groupe de Daesh, de la ville de Kobani. »*

Interrogé sur une éventuelle intervention militaire de la Turquie en territoire syrien sous prétexte de la chute de la ville de Kobani, il a répondu : « *C'est la Turquie, elle-même, qui a souhaité la chute de la ville de Kobani, qui est l'une des principales villes à population kurde et en l'occurrence, l'un des objectifs stratégiques de la Turquie, en Syrie, pour empêcher la matérialisation d'un système politique kurde en territoire syrien qui risquerait de mettre en péril la cohésion et l'intégrité de la Turquie* ». Et lui d'ajouter : « *Le succès des Kurdes syriens à l'instar de l'expérience des kurdes d'Irak peut exhorter les Kurdes de Turquie à prendre pour exemple les Kurdes irakiens et cela affectera l'intégrité et l'unité de l'Etat turc, par conséquent, la Turquie tente de barrer, par tous les moyens possibles, la voie aux Kurdes syriens et de les empêcher de créer un système politique, un Etat autonome* ». « *La Turquie veut prendre en charge le contrôle de Daesh et pour faciliter la chute par le groupe de la ville de Kobani, la Turquie l'a bien assiégé. De même, la Turquie s'est entendue avec les Etats-Unis et l'Otan sur ce fait qu'aucun raid aérien ne devait pas empêcher la chute de la ville d'Ain al-Arab par Daesh* ».

Et Amin Hoteit de préciser encore : « *A travers nos études, nous nous sommes aperçus que Daesh profite, au maximum, du grand complot concocté, fomenté, par le gouvernement turc, l'Otan et les Etats-Unis contre les Kurdes. Interrogé sur les autorités turques qui avaient dit vouloir faire tout pour empêcher la chute de la ville de Kobani, cet analyste des questions stratégiques de la région estime qu'il ne s'agissait là qu'une manœuvre propagandiste, car la Turquie souhaite la chute de la ville de Kobani. La Turquie a assiégé les Kurdes à l'intérieur de la Syrie, et empêche les Kurdes turcs de partir en Syrie pour défendre la ville de Kobani et c'est la Turquie qui a coupé toutes les voies de secours et de logistiques vers Ain al-Arab* ». La ville de Kobani est, en effet, victime de l'encerclement par la Turquie des Kurdes, ainsi que de la mise en scène mensongère des Etats-Unis et de l'Otan en matière de lutte contre Daesh, bref, d'un complot international .

Interrogé sur les coordinations entre l'Iran et le gouvernement syrien pour venir au secours de Kobani, Amin Hoteit répond : « *Je ne pense pas qu'il y ait eu une telle coordination. L'Iran apporte ses aides humanitaires, mais, il n'existe pas un itinéraire sûr pour acheminer les aides. Ces aides devront passer par des régions sous contrôle de Daesh ou par des régions sous contrôle de la Turquie. Entre-temps, il n'existe qu'un passage, contrôlé par les Kurdes qui sont en coordination avec l'armée syrienne, mais, ce passage est, actuellement, assiégé et on ne peut, facilement, y avoir accès. Donc, dans de telles circonstances, et en raison des affrontements actuels, à Kobani, le succès des opérations de secours aux kurdes à Kobani s'avère très faible* ». « *La chute de Kobani serait un grand scandale pour la coalition menée par les Etats-Unis* », indique Amin Hoteit avant de souligner : « *La chute de Kobani serait la victoire de la Turquie face aux Kurdes. Cela serait, également, un grand scandale pour la coalition internationale de lutte contre Daesh, car s'il n'y avait d'interventions de cette coalition et de la Turquie, la ville de Kobani ne serait pas tombée* ». « *La chute de Kobani influencera, également sur les futures politiques des Kurdes, et cela leur fera comprendre qu'il est d'une grande erreur de s'appuyer sur ce qu'on appelle " la communauté internationale" ou sur des gades qui leur sont donnés. Les Kurdes devront se tourner vers le gouvernement syrien, seul capable de les protéger, de les appuyer.*»

Interrogé sur la position du gouvernement syrien envers Kobani, il dit : « *l'armée syrienne dessine sa politique à la mesure de ses capacités, de ses moyens et du degré de l'importance de ses objectifs, d'autant plus que les régions à population kurde se sont dirigées vers la mise en place d'une sorte d'autonomie. L'entrée des forces de l'armée syrienne dans les affrontements dans cette région implique de passer deux étapes, la première étape consistant à nettoyer, complètement, ces régions stratégiques et très importantes du nord d'Alep jusqu'au Sud de Deraa et la seconde consistant à nettoyer les régions de l'Est et à population kurde. Le gouvernement syrien avait déclaré, auparavant qu'il procédera au nettoyage des régions en fonction de leurs priorités. La ville à population kurde d'Ain al-Arab est depuis un an le théâtre des affrontements entre les forces kurdes et le groupe terroriste de Daesh.*» Il s'agit, en effet, de la troisième grande ville syrienne à population kurde. Au cours de ces affrontements, le groupe terroriste de Daesh s'est emparé d'une grande partie de villages et de régions avoisinants, mettant sur le chemin de l'exode 300.000 personnes. french.irib.ir 13.10

En complément. Chaos et barbarie ou le génocide annoncé.

- Les jihadistes progressent en Syrie et Irak, la coalition s'interroge sur sa stratégie - AFP

- Turquie: l'armée bombarde des positions du PKK - L'Express.fr

Ankara a empêché des Kurdes de Turquie de se joindre aux combattants kurdes syriens assiégés par l'organisation Etat islamique à Kobané en Syrie. Mais l'armée turque a frappé les rebelles du PKK en Turquie lundi soir.

Non contente de traîner des pieds pour affronter les djihadistes de l'Etat islamique qui assiègent la ville de Kobané en Syrie, la Turquie s'en prend à ceux qui le combattent. Des avions turcs ont bombardé lundi soir des objectifs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est de la Turquie, une première depuis le cessez-le-feu décrété par les rebelles kurdes en mars 2013.

Les chasseurs de l'armée de l'air turque ont frappé des positions du PKK qui attaquaient depuis trois jours un poste des forces de sécurité turques dans le village de Daglica (sud-est), selon les services de sécurité. L'Express.fr 14.10

Un autre massacre à mettre au compte de l'Otan, l'UE, l'Onu, etc.

- Ukraine: le nouveau ministre de la Défense promet une armée forte, 12 morts dans l'Est - AFP

Le nouveau ministre ukrainien de la Défense, Stepan Poltorak, s'est engagé mardi à construire une armée forte pour rétablir la paix dans l'est de l'Ukraine, où des combats ont fait 12 morts.

Chef de la Garde nationale, unité composée en partie de volontaires. (Lire, les milices fascistes. - ndlr)

Scellant le fossé qui sépare désormais Kiev et Moscou, le chef de l'Etat a également mis fin par décret aux célébrations de la fête de l'armée le même jour que la Russie, fixant la nouvelle date au jour de la fondation de l'armée nationaliste ukrainienne considérée comme nazie à Moscou. AFP 14.10



## ACTUALITÉ DU JOUR

### [Le programme du gouvernement est conforme aux recommandations du FMI, de l'UE et de l'OCDE, bref des marchés financiers.](#)

Toutes les institutions politiques et financières internationales sont antisociales, anti-ouvrières, aux mains de l'oligarchie financière.

- Réformer la France : les conseils du FMI, de l'Europe et de l'OCDE - lemonde.fr

« *Les réformes, les réformes* », le mot est sur toutes les lèvres dans le débat public. Avec un projet de budget présentant un déficit de 4,3 % du PIB quand la règle européenne fixe la limite à 3 %, la France fait actuellement l'objet de vives critiques. Les commentaires venant de l'étranger se multiplient pour exhorter Paris à lancer des réformes. Mais lesquelles, au juste ?

Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe (qui réunit les ministres des finances de la zone euro) a ainsi ouvert le feu, lundi 13 octobre :

« *Nous avons l'impression que le projet de budget de la France est assez loin de l'objectif, à la fois en termes de déficit nominal et de mesures effectives, concernant le déficit structurel et le nombre et la qualité des réformes qui doivent être réalisées* ».

Lorsqu'on parle des « *réformes* », ce sont en général celles que réclament les organisations internationales. Régulièrement, l'Union européenne, le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) passent les statistiques tricolores au crible de leur analyse et formulent des recommandations sur divers secteurs, de la santé à l'éducation, en passant par les inévitables dépenses publiques.

Synthèse thématique des recommandations.

Si les organisations évoquent dans leurs préambules des lignes générales comme la réduction du déficit public et de la dette, les recommandations peuvent parfois se faire très précises. Plusieurs mesures font consensus parmi les trois organisations citées et certaines d'entre elles sont même déjà en cours de mise en œuvre :

#### 1. Simplifier les échelons territoriaux

Cette réforme est régulièrement évoquée, la France comptant actuellement 36 681 communes, 2 581 communautés de communes, 222 communautés d'agglomérations, 15 communautés urbaines, 101 conseils généraux et 22 régions. Le Conseil de l'Union européenne propose ainsi de « *simplifier les échelons administratifs* » tandis que l'OCDE mentionne plus précisément la « *fusion des plus petites communes* » et la « *suppression des départements* ».

Cette dernière recommandation est l'une des mesures phares de l'épineuse réforme territoriale actuellement en discussion en France. Elle prévoit la réduction du nombre de régions de 22 à 13 et le transfert des compétences des conseils généraux à d'autres collectivités, avant une suppression à l'horizon 2020 – mesure vivement critiquée, sans surprise, par les présidents de ces assemblées.

#### 2. Réduire l'indemnisation du chômage

Le ministre des finances Emmanuel Macron appelle à une « *modernisation des conditions de travail* » et à une « *réforme de l'assurance-chômage* ». Le premier ministre, Manuel Valls, estime que la question du montant et de la durée de l'indemnisation du chômage devait « *être posée* ».

Des positions qui suscitent la polémique dans un gouvernement de gauche - l'Élysée a répliqué que « *la négociation sur le sujet viendra le moment venu, pas immédiatement* » - mais qui ne sont pas inédites et découlent aussi d'une pression des institutions internationales en faveur d'un moins-disant social.

Quand le FMI conseille de réduire la durée et le montant de cotisation ainsi que le niveau d'indemnisation, l'OCDE appelle directement à rendre les allocations-chômage dégressives, mesure sur laquelle s'aligne le Conseil de l'UE, qui tient toutefois à viser aussi les gros salaires.

#### 3. Libéraliser les professions réglementées

Début juillet, Arnaud Montebourg s'est élevé contre les « nombreuses professions en situation de monopole » qui « captent par leur position des revenus pour des services payés trop chers » et « entament le pouvoir d'achat des ménages ».

Dans le viseur du ministre de l'économie de l'époque, des métiers comme les huissiers, les notaires, les greffiers ou encore les pharmaciens dont l'accès et l'exercice sont conditionnés à la possession de qualifications spécifiques et dont certains sont accusés de bénéficier de rentes de situation. Leur réforme est spécifiquement réclamée par l'Union européenne et l'OCDE.

Plusieurs de ces professions sont descendues dans la rue en septembre pour protester contre le projet de réforme et ont suspendu leur mouvement après des rencontres jugées constructives avec le nouveau patron de Bercy, Emmanuel Macron.

Ce dernier a chargé le député PS du Finistère Richard Ferrand d'une mission de concertation sur le sujet. Mais le projet de loi est toujours en cours d'élaboration et doit être présenté en conseil des ministres en décembre.

#### 4. Modifier le système de retraites

Si le budget 2015 veut d'ores et déjà augmenter l'imposition des retraites, la réforme structurelle de ces dernières semble au point mort depuis la loi de l'an dernier. Seule la question du compte de pénibilité a été véritablement abordée par le gouvernement.

Le Conseil de l'UE avance sa proposition : limiter le coût des retraites, en gelant ces dernières temporairement par exemple. Une mesure déjà appliquée : le plan d'économies prévoit le gel, pendant un an, des pensions du régime de retraite de base, en épargnant les petites retraites (jusqu'à 1 200 euros).

L'OCDE recommande pour sa part d'ajuster les paramètres du système de retraite afin de limiter les dépenses à court et moyen terme, en mettant notamment en œuvre un régime de retraite par points (déjà en vigueur dans les retraites complémentaires du privé), plutôt que le régime par répartition qui favorise actuellement la solidarité entre générations.

#### 5. Assouplir les horaires d'ouverture des magasins

L'UE, le FMI et l'OCDE mentionnent tous trois spécifiquement « l'assouplissement des horaires d'ouverture des commerces ». Implicitement visée, l'ouverture des magasins le dimanche, actuellement limitée en France à certains secteurs seulement et récemment étendue aux magasins de bricolage.

Si l'extension totale de l'autorisation d'ouverture dominicale à tous les magasins n'est pas envisagée pour le moment par le gouvernement, des voix s'élèvent régulièrement pour y appeler.

Fin septembre, le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, s'est prononcé pour l'ouverture des magasins le dimanche dans les « zones touristiques d'affluence exceptionnelle ». Une mesure qui pourrait se « traduire dans les textes avant la fin de l'année ». lemonde.fr 14.10

Chacun y va de sa tirade pour dénoncer telle ou telle mesure réactionnaire en se situant sur leur terrain, le jeu institutionnel ou des appareils les passionnent, c'est à cela que se réduit leur combat politique. Mais personne n'avance qu'ils sont illégitimes pour représenter nos intérêts, qu'on leur dénie ce droit, et que seul un gouvernement issu des partis prenant en compte les besoins des travailleurs serait légitime, et que c'est dans cette perspective politique que les travailleurs doivent s'organiser, poser la question du pouvoir politique...

En complément. Qui détient le pouvoir et pour qui gouvernent-ils.

D'où tiennent-ils ce pouvoir ?

- Jean Tirole, sacré grand régulateur face au marché tout puissant - Liberation.fr

- Fitch place la note AA+ de la France sous surveillance négative - Reuters

- Taxer les profits des concessionnaires d'autoroutes, une solution compliquée - AFP

- Les transports de luxe ont le vent en poupe - LePoint.fr

- LVMH affiche une croissance organique de 4% au 3e trimestre - Reuters

- La croissance du marché du luxe devrait se stabiliser à 5% en 2015 - Reuters

Ce qui est illégitime est souverain.

- Michel Sapin : "Sur le déficit structurel, nous sommes proches des souhaits légitimes de la Commission" - Atlantico.fr

- Michel Sapin : "La souveraineté budgétaire appartient au Parlement français" - Francetv info

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Un concert de rappels.](#)

- Chrysler rappelle plus de 184.000 SUV dans le monde - Reuters

[Etat policier. Conditionnement et psychose de masse.](#)

- 57% des Français souhaitent que l'Etat contrôle fortement les contenus sur Internet - 20minutes.fr

[A vau l'eau.](#)

- UMP: Quand le scénario d'un retour triomphal de Nicolas Sarkozy prend l'eau - 20minutes.fr

Nicolas Sarkozy, qui souhait écraser la concurrence à l'occasion de sa candidature pour la tête de l'UMP, voit les oppositions se multiplier 20minutes.fr 14.10

- Hortefeux : le retour de Sarkozy "est réussi" - AFP

- Bertrand (UMP): un contrat de travail unique pour éviter "des salariés de seconde zone" - AFP

Ou la précarité généralisée.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

Liban

Liban: le Hezbollah arme les druzes - french.irib.ir

Selon le journal libanais Al Akhbar, les cheikhs des druzes au Liban ont demandé au Hezbollah de former militairement les habitants druzes des localités de Aliyah et de Al Chouf, façon de les préparer à faire face aux éventuels assauts des takfiris. " Les cheikhs des druzes libanais ont informé via le président du parti Al Twhid al Arabi et ex ministre, Waam Wahab, le Hezbollah de leur volonté d'avoir comme formateurs militaires pour leurs jeunes des officiers du Hezbollah, jeunes qu'ils veulent voir prêts au combat contre les takfiris". La question des formations militaires à prodiguer aux civiles druzes a été abordée au cours d'une réunion entre Cheikh Naim Hassan et certaines persopnnalités libanaises dont les représentants du Hezbollah.

La question est d'ailleurs bien sérieuse : selon les sources bien informées , Israël en utilisant les terroristes takfiris d'Al Nosra, projette de lancer des attaques terroristes contre les habitants druzes surtout ceux qui vivent le plateau du Golan. le plan est bien ingénieux : en commettant desc massacres contre les druzes, les takfiris pousseraient ces derniers à se tourner le dos contre la Résistance et Damas et à réclamer que le Golan soit annexé par Israël. D'ailleurs c'est en préparation de ce plan que les sionistes ont poussé les soldats onusiens à faire place nette au Golan et à laisser armes et munitions aux terroristes. french.irib. ir 14.10

## ECONOMIE

Russie

- La Russie et la Chine ont signé un accord sur les livraisons de gaz russe - french.irib.ir

La Russie et la Chine ont signé, lundi, un accord intergouvernemental, sur les livraisons de gaz russe, en Chine, par l'itinéraire Est (une ramification du gazoduc Force de la Sibérie), dans le cadre d'une visite officielle du Premier ministre chinois, Li Keqiang, à Moscou. Le russe Gazprom et la société chinoise, CNPC, ont signé, en mai dernier, un contrat, qui prévoit la livraison de 38 milliards de m<sup>3</sup>, par an, en Chine, par le gazoduc "Force de la Sibérie".

Les deux sociétés ont lancé, la semaine dernière, des consultations, en vue de signer un autre contrat portant sur la livraison de 30 milliards de m<sup>3</sup> de gaz, par an, par l'itinéraire Ouest, (le gazoduc Altaï). Le ministère russe de l'Energie compte parvenir à une entente, en novembre prochain. french.irib.ir 13.10

[Haut de page ↗](#)

---

Le 16 octobre 2014

## CAUSERIE

Quand j'étais gosse, mes parents et ma grand-mère, mes oncles, partaient en vacances en vélo à la campagne en Normandie, nous habitions une chambre de bonne à Paris. C'était un peu plus d'une décennie après-guerre, les congés payés avaient un air de fête familiale pour les prolos qui s'essayaient au camping.

Il nous arrivait de partir plus loin, en Bourgogne en autocar, plus loin encore en train. Une décennie plus tard mon père réussit à obtenir un crédit pour acheter une 4CV Renault et nous partîmes en vacances en bagnole sur la Côte d'Azur, au soleil, c'était l'aventure, une véritable expédition, la réalisation d'un rêve pour mes parents. On emprunta la nationale 7, à l'époque l'autoroute du sud n'existait pas, on mettait deux jours pour faire le voyage.

Mes parents étaient très pauvres, mon père était menuisier en bâtiment, payé aux pièces à l'époque il bossait comme un dingue pour essayer d'améliorer l'ordinaire, et surtout pour que nous puissions partir tous les ans en vacances, les vacances étaient sacrées disaient-ils, la récompense suprême au bout d'une année de dur labeur et beaucoup de soucis, il fallait absolument décompresser, tout oublier pendant trois, puis quatre semaines, tellement la vie quotidienne était un cauchemar. Pendant 30 ans ou un peu plus ils allèrent en vacances en camping sur la Côte d'Azur.

Apparemment depuis quelques années ou décennies des couches entières de la classe ouvrière sont retournées 40 ans en arrière à en croire monsieur Macron qui leur propose de partir en autocar parce que ce serait le seul moyen de transport à la portée de leur bourse ou de leur revenu médiocre, "8 à 10 fois moins cher que le train" selon lui. Sauf qu'en autocar, à moins de rejoindre de la famille demeurant en province, on ne voit pas où la plèbe misérable pourrait atterrir ou passer des vacances, dans un squat, en pleine campagne, dans un bois, sur une plage ? S'ils ne peuvent pas se payer un ticket de train, ils ne peuvent pas se payer l'hôtel ou louer un logement ou une maison, ils ne peuvent pas emmener en autocar pas même en train une tente de camping, des matelas, de quoi cuisiner, etc. il ne connaît manifestement rien à l'organisation des vacances des pauvres, on apprend pas cela à la banque Rothschild apparemment.

Mais au fait, il a parlé de "voyager", il n'a pas parlé de vacances, les plus pauvres n'en prennent plus depuis longtemps. Et quand on est pauvre, même un ticket d'autocar est hors de votre portée, pour quoi faire d'ailleurs, pourquoi prendre l'autocar, voyager pour voyager, au bout du voyage il faut assumer, se restaurer, se loger, ce sont des dépenses incompatibles avec le budget du pauvre, il l'ignore et s'en fout.

En cinq décennies environ, on est passé de la "démocratisation" du transport aérien... à l'autocar, quelle extraordinaire régression sociale !

C'est comme l'autre gourde du gouvernement qui voulait instaurer la gratuité des autoroutes les week-ends, si tu n'as pas de fric pour mettre de l'essence dans ta bagnole, cela te fait une belle jambe ! Cela fait penser aussi aux associations à la con qui offrent des radios aux SDF qui n'ont pas les moyens de becqueter, encore moins d'acheter des piles ! C'est comme si Hollande leur offrait des brosses à dents !

En complément.

- Les six a priori les plus fréquents contre les pauvres - 20minutes.fr

Taxés d'être assistés, de profiter du système social, d'être responsables de leur situation, les pauvres sont très souvent stigmatisés dans l'opinion publique.

Un grand malade vous parle.

- Pour Macron, la France a "*trois maladies*" : "*la défiance, la complexité et le corporatisme*" - Francetv info

[L'imposture qui a conduit le mouvement ouvrier où il en est.](#)

Les démocrates petits bourgeois qui s'accrochent au capitalisme ont tout intérêt à ce que l'UMP gouverne. Pourquoi ? Parce qu'il leur suffit alors de faire entendre leurs voix pour que le PS et ses satellites flanqué de ses alliés s'en fassent les relais et espérer que cela sera suffisant pour être épargnés ou que leurs intérêts soient ménagés par le parti au pouvoir.

Cela permet au PS de se faire passer pour un parti d'opposition ou de gauche ou de maintenir cette illusion, et d'obtenir leurs suffrages lors des scrutins suivants afin d'assurer un nombre d'élus confortable, ce qui permet d'assurer la stabilité des institutions et la pérennité du régime, ainsi la boucle est bouclée.

- Vu de gauche, pour mener une politique de droite, mieux vaut un pouvoir de droite Slate.fr

Ce n'est pas qu'une question de « confort moral ». Cet avis pourrait même être partagé par un François Hollande tenté par la cohabitation. (Une question d'hypocrisie surtout, une cynique escroquerie politique il fallait dire. - ndlr)

L'élite rose qui nous gouverne sous-estime gravement l'exaspération de l'électorat de gauche. Naviguant dans des cercles privilégiés, bon nombre de ses dirigeants ne se rendent pas compte à quel point la politique menée, contradictoire avec leurs engagements électoraux, génère une colère lourde de conséquences pour l'avenir. (Faux, ils le savent et s'en accommodent, ils n'ont pas le choix, dans le cas contraire il leur faudrait affronter la classe des capitalistes, impensable, ils en sont incapables puisqu'ils en sont des représentants. - ndlr)

L'interminable série de provocations menées au nom de la démolition de « tabous » qui, curieusement ne se réfèrent qu'à l'idéologie de gauche, alimente des réactions de plus en plus violentes. La dernière en date concerne l'indemnisation du chômage.

(Cela n'a rien à voir avec des "*provocations*", ils disent tout haut ce qu'ils pensent tout bas, seulement ils n'ont pas le courage de l'assumer jusqu'au bout ou le contexte social ne leur permet pas. C'est aussi un message adressé aux vendus en tous genres qui voudraient se manifester et jouer un rôle à leur côté, qui pourraient partager avec eux la responsabilité de leur oeuvre de démolition sociale ou en assumer la majeure partie. Ils ne balancent pas des trucs pareils au hasard, c'est aussi une manière de faire en sorte que les idées ou mesures auxquelles ils sont acquies et qu'ils voudraient appliquer se répandent dans la société en espérant que la majorité y adhèrera, pour y parvenir ils savent qu'ils peuvent compter sur les médias et les institutions de sondages qui sont des officines de propagande à leur service. - ndlr)

Traiter Emmanuel Macron de « banquier », comme l'ont fait Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, revient sans doute à pécher par réductionnisme sociologique. Il n'en reste pas moins que le pedigree du nouveau ministre de l'Economie est propre à exciter le « peuple de gauche » lorsqu'il prône des réformes d'inspiration libérale.

Les hiérarques socialistes se rassurent généralement en pariant que celui-ci reviendra sagement au bercail le moment venu. Face à une droite revancharde et radicalisée et à un Front national menaçant, l'électorat de gauche serait bien obligé de voter pour le candidat du PS, au moins au second tour.

Cela n'a pourtant rien d'assuré. Ce calcul cynique ne tient pas compte de la profondeur du divorce qui se creuse entre une large partie de cet électorat et un pouvoir qu'il ne perçoit plus comme appartenant à son camp. La cassure d'une fraction importante des couches populaires d'avec la « gauche », qu'elle se traduise par un vote FN de plus en plus affirmé ou par une abstention devenue structurelle, est avérée.

(Il ne faut pas confondre les "*couches populaires*" avec les couches intermédiaires ou supérieures qui sont mieux nanties et qui constituent l'électorat traditionnel du PS, celles qui votent "utiles". -ndlr)

Mais c'est aussi le cœur de l'électorat de gauche qui est désormais tenté de rompre avec toute espèce de vote utile: un nombre croissant de citoyens assurent qu'ils ne voteront en aucun cas pour le candidat du PS, y compris au second tour, lors de

la prochaine élection présidentielle.

On aurait tort de voir dans ces réactions seulement la marque d'une colère que la classique dynamique de la bipolarisation se chargera de dégonfler à l'heure du choix décisif. La conversion politique et idéologique de l'exécutif aux thèses défendues par la droite est telle que la question de savoir s'il ne vaut pas mieux qu'une telle orientation soit portée par un gouvernement de droite finira par se poser.

(C'est un fait que les couches privilégiées, les classes moyennes ou la petite bourgeoisie penchera davantage à droite ou même à l'extrême droite à défaut d'issue politique à gauche. -ndlr)

Qui peut assurer que Nicolas Sarkozy, qui n'a jamais craint de bousculer son propre camp, aurait mené une politique «plus à droite» s'il l'avait emporté en 2012? Constatons simplement, par exemple, que la «gauche» a abandonné l'écotaxe issue d'un «Grenelle de l'environnement» piloté par la «droite»...

(Sarkozy aurait mené la politique que Hollande a appliqué. -ndlr)

L'histoire montre que le camp aux manettes est souvent conduit à faire des concessions à ses adversaires présumés. Au pouvoir, la droite craint plutôt les syndicats tandis que la gauche s'inquiète d'abord des réactions patronales. Les multiples contraintes de l'action gouvernementale conduisent le parti au pouvoir à des concessions plus ou moins grandes par rapport à son orientation originelle.

Le problème actuel vient de l'ampleur du tête-à-queue politique par rapport au discours tenu pendant la campagne présidentielle. Le sentiment de trahison est tel que l'idée qu'il serait préférable que la droite assume elle-même une telle politique devient rationnelle. La gauche serait effectivement moins démoralisée d'être complice d'une pareille aventure et les syndicats sans doute plus unis dans la résistance.

(Au pouvoir, la soi-disant gauche est démasquée parce qu'on juge ses actes, alors que dans l'opposition parlementaire ce sont uniquement ses paroles ou son discours que l'on juge qui n'engage à rien puisqu'elle est minoritaire, ils sont donc plus à l'aise dans cette posture ou imposture. - ndlr)

Ces raisonnements sont d'autant plus promis à un bel avenir que la «culture de gouvernement» demeure assez fragile à gauche. Le sage argument de la nécessaire acceptation des contraintes liées à l'exercice du pouvoir est certes souvent utilisé comme une forme de chantage. Il avait déjà été brandi, à partir de 1983, pour faire avaler le tournant de l'austérité alors honteusement négocié par le pouvoir mitterrandiste.

Reconnaissons toutefois qu'une partie de la gauche est encline à préférer le confort moral de l'opposition aux compromis (sions) gouvernementaux/tales. Cette tendance n'est pas exclusivement le fait de militants soucieux de pureté idéologique –ceux-ci sont de plus en plus rares au PS. Elle guette aussi tous ces élus locaux, nombreux dans ce parti, qui savent d'expérience que leur réélection est handicapée par la participation des socialistes aux affaires parisiennes.

Ancien ministre du gouvernement de Lionel Jospin, Jean-Luc Mélenchon en vient aujourd'hui à prôner une «stratégie révolutionnaire du XXIe siècle». L'ancien candidat du Front de gauche ne croit plus à la possibilité de dépasser le PS dans le cadre d'un combat électoral classique. La rupture avec son ancien parti passe désormais par un appel direct au «peuple», à mille lieues de la traditionnelle «discipline républicaine» qui suppose un désistement automatique au sein de la gauche.

(C'est encore pire, Mélenchon se sert du peuple pour cautionner sa propre soumission au régime qui passe par son attachement à l'UE, à l'ONU, à l'Otan...En cela, il n'a jamais rompu avec le PS. - ndlr)

Ajoutons enfin que la préférence pour un gouvernement de droite, dans l'intérêt bien compris de la gauche, peut même être secrètement partagée par Hollande lui-même. L'option cohabitationniste reste l'une des cartes susceptibles d'être jouées par un président plombé par une abyssale impopularité. Au total, il n'y aura sans doute bientôt plus grand monde pour souhaiter que la «drauche» actuellement à la tête de l'Etat s'y maintienne. Slate.fr 15.10

[Le PS est un "gros mot" pour les travailleurs.](#)

- Jean Ziegler : "Parti et socialiste vont devenir des gros mots pour les classes travailleuses" - lepoint.fr

Le Point.fr : Pourquoi avoir repris comme autobiographie intellectuelle le titre de l'un de vos livres les moins connus ?

Jean Ziegler : "Retournez les fusils" était le slogan des socialistes pacifistes qui se sont réunis clandestinement en septembre 1915 à Zimmerwald, en Suisse, dans une bourgade du canton de Berne. Le manifeste avait été rédigé par Léon Trotski. Il dénonçait

la guerre comme une barbarie produite par le capitalisme, les marchands de canons. Y participaient des Français, des Allemands, des Russes, des Suisses, des Polonais, des Britanniques. Le prolétariat devait retourner ses armes contre les capitalistes, pas contre le camarade étranger.

Si le monde change, vous, en revanche, vous refusez de changer. Vous utilisez toujours la langue de bois en évoquant dans votre livre "*la dictature mondiale des oligarchies du capital financier globalisé*"...

Et comment voulez-vous les appeler ? En 2013, les cinq cents plus grandes sociétés transcontinentales du monde se sont approprié 52,8 % du produit mondial brut (c'est-à-dire de toutes des richesses produites en une année sur la planète). Ces multinationales échappent à tout contrôle, notamment à celui des États. La banque UBS a un chiffre d'affaires qui est cinq fois supérieur au PIB de la Suisse. Ces capitalistes font aujourd'hui un maximum de profits en spéculant sur les aliments de base comme le riz, le maïs, le blé. Les prix explosent, et toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim. Aujourd'hui plus que jamais, il faut retourner les fusils.

Que proposez-vous ? D'aller flinguer son banquier ?

Je ne suis pas un idéaliste irresponsable. Je dis que face à ce monde cannibale, les démocraties ne doivent pas rester indolentes. Mon livre est un livre d'espoir : des citoyens ordinaires, des mères de famille, des collégiens sont allés manifester devant les magasins de vêtements, de chaussures de sport, pour imposer aux grandes marques comme Benetton, Nike, Adidas de moins maltraiter les malheureuses ouvrières du Bangladesh, après l'effondrement de l'immeuble Rana Plaza à Dacca, qui a fait plus de 1 300 morts. Leur requête : "*Pas de sang sur mes vêtements.*" Ces grands groupes, qui tiennent à leur réputation, ont partiellement cédé sur les salaires minimums, l'hygiène, le droit de se syndiquer. C'est cela que j'appelle Retournez les fusils !

N'êtes-vous pas le dernier communiste, malgré tous les crimes commis en son nom ?

Je reste marxiste et communiste. L'idéal communiste n'a été incarné que dans la Commune de Paris. Le communisme est non encore advenu, c'est une utopie. C'est vrai, je me suis souvent lourdement trompé. Je le reconnais. Mais pour citer Jean Jaurès : "*La route est bordée de cadavres, mais elle mène à la justice.*"

Vous êtes marxiste et chrétien ?

Je crois en Dieu, mais je suis pour la dissolution du Vatican, cette cour médiévale ridicule, vraie insulte aux Évangiles.

Vous avez été député socialiste au Conseil national (Assemblée nationale) en Suisse. Vous avez longtemps appartenu au bureau de l'Internationale socialiste. Quel regard portez-vous sur les socialistes, notamment français ?

Je n'imaginai même pas que l'Internationale socialiste et le PS français pouvaient sombrer dans une telle déchéance ! Le grand projet du quinquennat de François Hollande, c'est le pacte de responsabilité, qui va permettre aux détenteurs du capital d'augmenter leurs dividendes et de licencier sans problème ! Parti et socialiste sont devenus des gros mots pour les classes travailleuses. Quant à François Hollande, c'est un pâle rejeton de Guy Mollet... Il est comme le lapin devant le serpent, tétanisé face aux banquiers.

Allez-vous célébrer le centenaire de la conférence de Zimmerwald ?

Bien évidemment. Je suis vice-président du comité préparatoire de cette commémoration. lepoint.fr 15.10

Jean Ziegler, Retournez les fusils ! Choisir son camp, Seuil, 294 pages.

Domage qu'on ne soit pas capable de le gagner à notre cause dont il est très proche. Pour un peu Ziegler deviendrait trotskiste, bon, il faut dire que depuis longtemps ce n'est pas bien difficile ou cela n'engage pas à grand chose...

[La stratégie américaine qui ne veut pas dire son nom.](#)

Parole d'un dirigeant "*indécent*", d'un Etat pas "*civilisé*".

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, hier à l'issue d'une rencontre à Paris avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov : "*Nul pays décent, par définition, ne peut apporter son soutien aux horreurs qui ont été commises par l'EIL, et nul pays civilisé ne peut se soustraire à sa responsabilité de s'y opposer et de participer à l'effort pour éradiquer cette maladie.*" Reuters 15.10

Une coalition composée de 22 pays disposant d'une formidable puissance militaire incapable de vaincre quelques dizaines de

milliers d'apprentis mercenaires retranchés dans une ville, qui peut croire pareille sornette ?

Le porte-parole du Pentagone, mercredi 15 octobre. James Kirby, juge que la coalition n'est pas certaine de l'emporter : "*Kobané pourrait encore tomber*", dit-il.

De retour d'une longue tournée au Moyen-Orient, notamment en Irak, en Jordanie et en Turquie, le général Allen a également affirmé que les pays-alliés au sein de la coalition étaient "*tombés d'accord*" pour dire que "*si l'aspect militaire était important, il n'était pas suffisant*" pour terrasser le groupe de jihadistes ultra-radicaux. Le haut gradé américain, officiellement chargé de coordonner les efforts de la coalition internationale, s'est également dit "*très réticent à affubler du terme de 'cible stratégique'*" la ville de Kobani. Francetv info 15.10

Pour ne pas dévoiler qu'elle en est une, mais qu'elle est invouable...

- La coalition anti-Daech affine sa stratégie - LeFigaro.fr

Les incompatibilités entre la vision américaine, concentrée sur le sort de l'Irak, et celle de la France, soucieuse du drame syrien, semblent avoir été gommées, au nom de l'intérêt supérieur.

Hasard de l'actualité, l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger, 91 ans, a livré mardi à New York sa vision de l'amitié franco-américaine. «*En 1962, lors de la crise des missiles de Cuba, l'ex-secrétaire Dean Acheson s'était vu assurer par le président de Gaulle que la France serait toujours un roc dans la tempête aux côtés des États-Unis*», a relevé l'ancien maître diplomate de Richard Nixon, avant d'ajouter: «*Un demi-siècle plus tard, cette fraternité d'armes se vérifie à nouveau au Moyen-Orient.*» LeFigaro.fr 15.10

Voilà qui devrait rafraîchir la mémoire des gaullistes...

- Les talibans pakistanais tendent la main à l'État islamique - LeFigaro.fr

Encore une créature made in USA...

- Kobané: Ankara nous "*balade*" - lepoint.fr

Vous avez raison de parler pour vous...

[Ebola et EI : Les mêmes commanditaires, les mêmes bénéficiaires, les mêmes victimes.](#)

Ils ont eu 38 ans...

- Ebola : l'épidémie "*va plus vite que nous*", selon un responsable des Nations unies - Atlantico.fr

- Ebola «*est en train de gagner*», avertit l'ONU - Liberation.fr

- La fièvre Ebola continue de s'étendre, dit l'OMS - Reuters

- Ebola: L'OMS prévoit une explosion des cas en Afrique de l'Ouest en décembre - 20minutes.fr

Mimétisme.

- Obama presse les Européens de faire «*un effort plus important*» contre Ebola - LeMonde.fr

Aussi vite dit, aussi vite fait !

- Ebola : la France met en place des contrôles sanitaires dans les aéroports - LeMonde.fr

Il est enragé et c'est contagieux !

- Les Etats-Unis doivent être «*beaucoup plus agressifs*» face à Ebola, selon Obama - 20minutes.fr

"*Nul pays décent, par définition, ne peut apporter son soutien aux horreurs qui ont été commises par l'EILL, et nul pays civilisé ne*



*peut se soustraire à sa responsabilité de s'y opposer et de participer à l'effort pour éradiquer cette maladie"*, a ajouté Kerry.  
Reuters 15.10

Quand est-ce qu'on les éradique ?

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Offensive. Le champ lexical de la guerre atteint la Bourse.

Un missile.

- Wall Street touchée de plein fouet par l'anxiété sur l'économie mondiale - LePoint.fr

Un massacre.

- Bourse : *"Un carnage aujourd'hui sur les marchés européens"* - LePoint.fr

L'armée se replie.

- Les marchés décrochent, déboussolés par un horizon économique bouché - AFP

Les marchés financiers ont perdu pied mercredi, déboussolés par la résurgence des peurs sur la zone euro, la publication de mauvais chiffres faisant craindre une reprise américaine pas si solide que cela et l'apparition de nuages venus de Chine.

Le feu couvait depuis plusieurs jours mais l'incendie s'est déclenché à Wall Street, qui a subitement décroché dans l'après-midi, allant jusqu'à perdre plus de 2% et provoquant une débâcle en Europe. (Waterloo ! - ndlr)

La Bourse américaine a ensuite quelque peu réduit ses pertes mais a néanmoins terminé sur un net recul: Son indice vedette DJIA a chuté en clôture de 1,06% --après avoir perdu jusqu'à 2,80% en séance-- et celui de la Bourse électronique Nasdaq a limité ses pertes à -0,28%. L'indice SP500, plus large, a perdu 0,81%.

En Europe, la journée a été sanglante (Les barbares à l'oeuvre ! - ndlr) : la Bourse de Paris a concédé 3,63% en clôture, Francfort 2,87%, Londres 2,83% et Milan 4,44%. Athènes s'est effondré de 6,25%.

Les marchés *"attendent plus de la part de l'Europe"*, confrontée à *"la baisse de la croissance, la baisse de l'inflation et le ralentissement récent de l'Allemagne"*, a commenté Alexandre Baradez, analyste chez IG France.

Les titres des pays périphériques et fragiles ont été délaissés, entraînant de fortes hausses des rendements pour la Grèce, l'Espagne ou l'Italie. AFP 15.10

En complément

- Les incertitudes sur l'avenir de la Grèce entraînent la chute de sa Bourse - AFP

La Bourse d'Athènes a dégringolé mercredi pour le deuxième jour consécutif, avec un indice général en baisse de 5,7% mardi puis 6,25% mercredi, témoignant des inquiétudes sur la capacité de la Grèce à se sortir de la crise sans nouvelle aide.

L'indice général a perdu jusqu'à 10,05% mercredi en cours de séance. Parallèlement, le rendement de l'obligation grecque à dix ans s'envolait à 7,83%, le plus haut niveau depuis mai 2012, au pic de la crise, autre signe d'anxiété des marchés.

Il s'agit d'une chute record depuis juillet 2012, intervenue sur fond de pertes générales importantes des places boursières en Europe mercredi.

L'indice des banques a reculé de 7%, la Banque nationale grecque a enregistré la plus forte baisse à - 11,06%.

En vue des tests de résistance des banques européennes, prévues pour fin octobre, l'agence de notation Fitch a de surcroît souligné mercredi que les quatre grandes banques grecques auraient sans doute encore besoin de se recapitaliser prochainement.

Sur fond d'une conjoncture plutôt négative en Europe, les marchés ont compris que la situation financière de la Grèce restait fragile et que l'incertitude du paysage politique du pays pourrait affecter encore plus la stabilité", souligne Panayiotis Petrakis.

Le vice-premier ministre socialiste Evangelos Venizelos a tenté de profiter de la dégringolade de la Bourse pour y voir "*le genre de scène d'un avenir que les Grecs devront éviter*", soulignant que "la contestation de la stabilité politique du pays au moment de négociations difficiles sur la sortie de la crise et du memorandum était le plus important des obstacles" pour le gouvernement.

En complément.

- Dégringolade du rouble: l'euro à 52 roubles, du jamais vu - AFP

Le rouble subit les effets des fuites massives de capitaux déclenchées par la crise ukrainienne et les sanctions économiques occidentales sans précédent imposées contre l'économie russe, au bord de la récession.

A cela s'ajoute désormais la décrue des cours du pétrole, qui poursuivaient leur dégringolade mercredi.

L'or noir, avec le gaz, assure la majorité des revenus du gouvernement russe, à un moment où les sources de financement sont plus compliquées à trouver à cause de la crise. AFP 15.10

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Devoir de mémoire.](#)

- Toyota rappelle 1,67 million de Toyota et Lexus dans le monde - Reuters

[Intox](#)

- Budget 2015 : "*la France n'acceptera aucune tutelle ou diktat de la part de l'Europe*" selon le PS - Atlantico.fr

- Autoroutes : Royal veut "*rendre l'argent aux automobilistes*" - LePoint.fr

Pourquoi pas la vue aux aveugles !

[J'irai cracher sur vos tombes \(B. Vian\)](#)

- Nicolas Sarkozy aurait qualifié Bruno Le Maire de «*connard que j'ai fait ministre*» - 20minutes.fr

Pour Brice Hortefeux, proche de Nicolas Sarkozy, l'autre prétendant à la tête de l'UMP serait «*une ordure qui nous crache à la gueule alors que, sans Nicolas, il n'aurait jamais été ministre*». 20minutes.fr 15.10

- Bygmalion: Jérôme Lavrilleux prend les devants et quitte l'UMP - AFP

- Emploi présumé fictif : Isabelle Balkany en garde à vue - LeParisien.fr

[Lobotomie. Civilisation de zombies, de mutants. Après louer son utérus...](#)

- Peut-on congeler librement ses ovocytes en France ? - Francetv info

- Facebook et Apple prêts à payer des grossesses différées à leurs employées - Liberation.fr

Objectif : permettre aux employées de remettre à plus tard leurs envies d'enfants pour se consacrer à plein temps à leur carrière professionnelle. Liberation.fr 15.10

C'est le genre d'envie qui se commande, qui se programme...

Pour que ce genre d'envie se marchande, c'est qu'ils ont droit de vie ou de mort sur vous, non ?

- Louer sa maison pour un film, c'est possible - Francetv info

De plus en plus de propriétaires louent leur logement pour les besoins d'un décor de cinéma. Francetv info 15.10

Tout est à louer ou à vendre.

- Macron: entre 5 et 10 milliards de cessions d'actifs de l'Etat dans les 18 prochains mois - AFP

Ou comment les plus riches s'enrichissent encore...

[Quand la régression sociale est synonyme de liberté, il y a de quoi s'inquiéter.](#)

- Travail du dimanche : une majorité de Français favorables à la libéralisation - LePoint.fr

- Les syndicats ulcérés par les projets sur le travail dominical - LePoint.fr

[Le racket est légal.](#)

- La taxe foncière a grimpé de 21 % entre 2008 et 2013 - LeParisien.fr

- Tarifs de l'électricité: le nouveau calcul entraîne 1,6% de hausse minimum - AFP

---

## INFOS EN BREF

### SOCIAL

Grande-Bretagne

- En Grande-Bretagne, le service public en grève contre le gel des salaires - Liberation.fr

Des dizaines de milliers d'agents de la fonction publique britannique ont entamé une grève de 24 heures mercredi pour protester contre le gel des salaires et la baisse du pouvoir d'achat. Des perturbations étaient attendues dans les musées, les tribunaux ou encore les centres d'emploi. Les syndicats tablent sur 250 000 grévistes, un chiffre trois fois supérieur à celui donné par le gouvernement qui a qualifié le mouvement d'*«irresponsable»*.

Lundi, des centaines de milliers d'employés du service public de santé NHS avaient déjà observé, pour les mêmes raisons, un arrêt de travail inédit depuis 1982. Une manifestation contre la politique d'austérité du gouvernement de David Cameron est prévue samedi sous le slogan *«La Grande-Bretagne a besoin d'une augmentation des salaires»*.

Les mesures d'austérité ont *«démoli le niveau de vie des fonctionnaires et de leurs familles»*, accuse le leader du syndicat PCS, Mark Serwotka.

Ces mouvements sociaux interviennent alors que l'Office des statistiques nationales a annoncé mercredi un nouveau recul du taux de chômage qui, à 6%, s'établit à son plus bas niveau depuis fin 2008. Mais les salaires des Britanniques continuent à baisser en termes réels puisque leur rémunération, n'a, hors bonus, progressé que de 0,9%, soit moins que l'inflation, sur la dernière année.

Le PCS s'appuie sur une étude de la New Economics Foundation pour dénoncer le fait que les 10% des Britanniques les plus pauvres ont vu leurs revenus chuter de 15% en un an. Liberation.fr 15.10

[Haut de page ↗](#)

---

Le 17 octobre 2014

## CAUSERIE

Les ONG, un des maillons du système économique mafieux et de la stratégie politique néolibérale ? Assurément.

### Ebola. 38 ans après sa première apparition, aucun traitement, ni vaccin.

- 1976 : Première apparition avec près de 500 morts en RDC et au Soudan ;
- 1995 : Il ressurgit brusquement en RDC entraînant la mort de plus de 250 personnes ;
- 2000 : Résurgence en Ouganda où il contamine plus de 400 personnes et en tue la moitié ;
- 2003 : C'est au tour du Congo, avec 128 morts ;
- 2007 : Retour en RDC et en Ouganda avec plus de 200 morts ;
- 2014 : En Afrique de l'Ouest, où il fait plus de 4.300 morts. (source : french.irib.ir)

### Réaction. On ne condamne pas un allié de l'impérialisme anglo-saxon.

- Le plus gros syndicat étudiant du Royaume-Uni refuse de condamner l'État islamique - lefigaro.fr 16.10

La National Union of Students a rejeté une motion condamnant les exactions de l'État islamique, au motif que cette initiative était «islamophobe».

Intitulée «*Iraqi Solidarity*» (solidarité irakienne), la motion proposée lors du Conseil exécutif national de la NUS entendait «condamner l'État islamique et soutenir les forces kurdes qui le combattent» tout en précisant que «condamner l'EI et soutenir les forces kurdes ne signifiait pas exprimer sa confiance à l'intervention militaire américaine.» D'autres dispositions prévoyaient de rentrer en contact avec des associations irakiennes et kurdes pour venir en aide aux réfugiés, ou encore de boycotter l'État islamique. lefigaro.fr 16.10

### Marchandise avariée à sous-traiter.

- L'Australie sous-traite ses migrants illégaux au Cambodge - lefigaro.fr 16.10

L'Australie est réputée pour sa politique stricte en matière d'immigration. Le pays, qui envoie déjà les immigrants arrivés illégalement sur son territoire dans des camps en Papouasie-Nouvelle Guinée, vient de conclure un nouvel accord avec le Cambodge. En échange d'une somme de 28 millions d'euros, jusqu'à un millier de personnes pourraient attendre l'examen de leur demande d'asile dans ce pays pauvre. lefigaro.fr 16.10

### Un modèle pour l'humanité. Aux pays des hyper riches, les pauvres sont traités pire que des déchets.

- Aux Etats-Unis, les réseaux sociaux prennent le relais du système de santé - Francetv info 16.10

Malgré la réforme du système de santé, beaucoup d'Américains ont des difficultés à payer leurs soins médicaux.

La mise en œuvre du nouveau système de santé d'Obama, aussi connue sous le nom d' "Obamacare", n'a pas tenu toutes ses promesses. Effective depuis un an, elle devait rendre accessible les soins à tous – notamment aux plus démunis – et encadrer le rôle des assureurs privés aux tarifs souvent élevés.

Pourtant, il ne fait pas bon tomber malade au pays du "self-made man". Pour certains, la note reste salée, ce qui les a poussé à faire appel au don sur internet, via Twitter ou Facebook. Le "crowdfunding" – financement participatif – est pour des milliers d'Américains le dernier recours pour se soigner. La diffusion des levées de fonds sur ces nouvelles plateformes permet d'atteindre des gens au-delà même des frontières du pays.

Même si l'appel à la solidarité est "viral", dans les faits, ce sont principalement les proches (famille et amis) qui contribuent au financement ou qui organisent des levées de fonds.

C'est le cas de David, rencontré par nos journalistes, qui a mis en place une tombola pour son oncle Robby, 51 ans, atteint d'une grave infection aux poumons. Cloué sur son lit d'hôpital pendant dix semaines, il n'avait pas les moyens de régler les frais de son hospitalisation. Ce jour-là, David a réussi à récolter 80 lots pour une valeur de 7 000 euros. Les commerçants ne s'étonnent même plus de ces pratiques et participent volontiers à ces collectes d'un nouveau genre. Tous savent que les assurances privées coûtent chères et nombreux sont ceux qui ne peuvent pas y souscrire. Aux Etats-Unis, face à ce système de santé défaillant, il ne reste souvent que la générosité publique. Francetv info 16.10

Qu'ils aient créé Al-Qaïda et l'Emirat islamique n'était pas le produit du hasard ou ne correspondait pas à un besoin occasionnel, non, ce fut un acte réfléchi commis par les barbares qui dirigent les Etats-Unis et imposent un mode de vie cruel, sordide, aux dizaines de millions d'Américains les plus défavorisés.

### Finies "les vaches maigres", enfin "un rebond agréable".

- Bénéfice de Goldman Sachs en hausse de 50% grâce aux obligations - Reuters 16.10

Goldman Sachs a tiré parti de l'incertitude régnant sur les marchés en enregistrant un envol inattendu de ses bénéfices trimestriels alors que la volatilité bat son plein à travers le globe.

Le prestigieux établissement, qui a traversé la crise financière sans égratignures, a conforté au troisième trimestre sa place de valeur sûre de Wall Street.

De juillet à septembre, le bénéfice net a flambé de 60% à 2,24 milliards de dollars, a indiqué le groupe bancaire jeudi dans un communiqué.

Après un recul sur deux trimestres consécutifs, les revenus des très suivies activités de courtage d'obligations, de change et de matières premières (FICC) ont rebondi fortement: "73% à 2,17 milliards de dollars.

Ils ont augmenté de 2,1% chez JPMorgan Chase, de 5% chez Citigroup et de 11% chez Bank of America.

"C'est un rebond agréable (...) bien au-dessus du consensus", a salué Matthew O'Connor, analyste chez Deutsche Bank, dans une note.

La division FICC a contribué pour environ 26% au produit net bancaire (PNB) global de Goldman Sachs au dernier trimestre. Il représentait 40% du PNB global en 2009 et 25% l'an dernier.

"C'est bon signe; cela veut dire que la période de vaches maigres sur le parquet tire peut-être à sa fin", dit Chris Kotowski, analyste d'Oppenheimer.

Goldman Sachs s'est aussi distinguée dans la banque d'investissement ("26% à 1,46 milliard de dollars) grâce au conseil financier ("40% sur un an). Elle a notamment été une des grandes banques ayant piloté l'entrée en Bourse historique du géant chinois de la distribution Alibaba.

L'enveloppe des rémunérations chez Goldman Sachs est de 2,8 milliards de dollars pour un salaire moyen de 320.000 dollars par employé. Au 30 septembre, Goldman Sachs employait 33.500 personnes, en hausse de 3% sur un an.

En complément.

- Les taux d'emprunt de la Grèce s'envolent - LeMonde.fr

Les taux des emprunts à dix ans d'Etat en Grèce ont frôlé la barre des 8 % mercredi 15 octobre. LeMonde.fr 16.10

Goldman Sachs emprunte ou reçoit des milliards de dollars de la Fed à un taux de 0,15% et prête ensuite cet argent à la Grèce à 8% (sous forme d'obligations d'Etat), par exemple. Cela fait combien de fois la culbute de 0,15% à 8% ou quel est le taux de rendement de cette opération, dans les 4800% et quelques brouilles. Comment est-on parvenu à ce résultat ? En partant de 0,15%, 0,30% représente un rendement de 100%, vous continuez ainsi jusqu'à 8%. Stupéfiant, n'est-ce pas ? On réalise ici le degré gigantesque du pillage auquel se livre l'oligarchie financière sur la population de ces Etats. On comprend pourquoi en contrepartie ces Etats exigent des travailleurs toujours plus de sacrifices, les saignent jusqu'à l'os, et encore cela ne suffit pas.

On comprend pourquoi Goldman Sachs et Cie. peuvent proposer des rémunérations si attractives (sic !) à leurs milliers de traders, et les oligarques peuvent s'enrichir aussi vite dans des proportions aussi phénoménales.

### Etats-Unis. Dictature et régime policier. Reprise en main. Chantage.

Avoir accès au contrôle de la totalité de la population en permanence ou la liberté mise sous surveillance.

L'argument est particulièrement pernicieux : on va surveiller tous vos faits et gestes, de telle sorte que si un jour vous êtes accusé pour un délit que vous n'avez pas commis vous puissiez vous défendre, le prouver et échapper ainsi à une condamnation injuste.

Cela revient à dire que tout citoyen sera dorénavant considéré comme suspect ou coupable aux yeux des autorités, dès lors qu'il ne sera pas en mesure de pouvoir démontrer le contraire, aussi doit-il se placer sous la protection de la police et du FBI qui enregistreront ses faits et gestes de manière à fournir les éléments susceptibles de prouver son innocence, si par contre il refuse de se soumettre à cette protection, il devra en supporter les conséquences et ne sera pas en mesure de prouver son innocence et il pourra être condamné à tort, aussi a-t-il tout intérêt à accepter d'être placé en permanence sous le contrôle de la police qui comme chacun est impartiale et garante des libertés de chaque citoyen.

- Surveillance : le patron du FBI veut donner plus de pouvoir à la police - lemonde.fr

Le directeur du FBI, James Comey, a appelé, jeudi 16 octobre, à donner un plus grand pouvoir à la police en matière de surveillance des nouvelles technologies, estimant que l'ère post-Snowden avait conduit à une perte de confiance excessive envers les autorités.

« *Peut-être est-il temps de dire que le retour de balancier post-Snowden est allé trop loin dans une direction, en direction de la peur et de la défiance* », a déclaré James Comey, lors d'une conférence devant le centre de réflexion Brookings à Washington. « *Il est temps d'avoir un débat ouvert et honnête sur les libertés et la sécurité* ».

Le patron du FBI a parlé des « *idées fausses* » et des « *suspicious* » qui se sont installées dans l'opinion publique depuis l'affaire Edward Snowden, ex-consultant de l'agence de sécurité nationale américaine (NSA), qui a dévoilé l'ampleur des programmes de surveillance menés par les Etats-Unis. « *Un jour, a-t-il poursuivi, des gens innocents se retrouveront pénalisés parce que nous, les forces de l'ordre, ne pourrions pas accéder à certains types de données ou d'informations, même avec une autorisation légale. Nous devons en discuter.* »

« *Les méchants pourront s'enfuir* » en toute liberté, car les autorités ne pourront pas surveiller les nouvelles technologies, comme les téléphones mobiles, les ordinateurs, les GPS, a-t-il alerté en citant des affaires dans lesquelles la police avait pu arrêter un prédateur sexuel, un trafiquant de drogue ou encore des parents abusifs grâce à ce type de fouilles.

James Comey souhaite que les autorités aient accès aux informations « *par la porte de devant, avec clarté et transparence* », en application de la loi, et a appelé les fabricants d'ordinateurs ou de téléphones portables à coopérer. Le chef du FBI a de nouveau fustigé la politique de protection des données de Google et d'Apple pour des raisons de « *marketing* », ce qui l'a « *incité* » à appeler à rouvrir le débat.

« *Depuis les fuites de Snowden, le point de vue dominant est que le gouvernement balaye toutes nos communications, et, bien sûr, ce n'est pas vrai* », a ajouté M. Comey, insistant sur le fait que le FBI ne « *collecte pas* » les courriels. (Qui va le croire ? - ndlr)

Apple avait été le premier à annoncer qu'afin d'éviter d'avoir à livrer aux gouvernements les données personnelles de ses clients, il n'aurait désormais plus accès aux mots de passe des utilisateurs de ses appareils (iPhone et iPad). Google, qui a déjà renforcé la sécurité de sa messagerie, Gmail, avait réagi peu après, affirmant que son système d'exploitation, Android, assurait une protection similaire depuis longtemps, mais que dans sa nouvelle version, l'utilisateur n'aurait pas besoin de l'activer. lemonde.fr 16.10

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### L'individualisation des droits sociaux conduit à leur liquidation.

Un gouvernement et un parti de droite ne peuvent pas être à l'initiative de réformes progressistes en 2014.

- Les allocations familiales modulées selon les revenus à partir de 2015 - lemonde.fr 16.10

Les députés socialistes le réclamaient, l'Elysée et le gouvernement ont fini par leur donner raison : les allocations familiales seront modulées selon le revenu à partir de 2015. La ministre des affaires sociales, Marisol Touraine, a ainsi confirmé que les députés PS allaient déposer, « *en accord avec le gouvernement* », un amendement au projet de budget 2015 de la Sécurité sociale.

« *On va avoir une plus grande justice sociale tout en gardant l'universalité* », assure Marie-Françoise Clergeau, la rapporteuse (PS) de la partie famille du budget de la Sécurité sociale pour 2015.

Le premier ministre, Manuel Valls, s'est félicité de cette mesure... lemonde.fr 16.10

## ACTUALITE EN TITRES

### Intox

- « *Dans la chute des cours du pétrole, l'Arabie Saoudite détient les clés du jeu* » - LeMonde.fr

- Le baril de brut texan passe sous les 80 dollars - Reuters

Depuis quand ce serait l'Arabie saoudite qui dicterait le prix du pétrole à Rockefeller ?

- La CIA doute de l'efficacité de l'aide militaire aux insurgés - LeFigaro.fr

Pas à l'Emirat islamique !

### Lobbying et corruption

- Cigarettes: « *Bercy et l'industrie du tabac travaillent main dans la main* » - 20minutes.fr -

### Le modèle infâme anglo-saxon-sioniste. Instrumentalisation et monstruosité.

- Londres: des wagons de métro réservés aux femmes - french.irib.ir

- En Israël, la GPA est pratiquée sans problème et est même justifiée par la Bible - Slate.fr

### Tête de veau et tête de cochon.

- François Bayrou apporte son soutien à Alain Juppé pour 2017 et annonce qu'il ne sera pas candidat - Le Huffington Post

- Fillon sera candidat en 2017 "*si la primaire n'est pas honnête*" - Le Nouvel Observateur

- Fillon presse Hollande de négocier les réformes avec l'opposition - AFP

### Privatisation. Le gouvernement de gauche et du Medef à l'oeuvre.

- Le PDG de Thales Jean-Bernard Lévy, appelé à remplacer Henri Proglio à la tête d'EDF - lepoint.fr 15.10

- EDF : Laurence Parisot et Philippe Varin au conseil d'administration - lepoint.fr 16.10

- L'Etat étudie la vente d'actions EDF - lemonde.fr 16.10

### Les charrettes du jour.

- 312 emplois supprimés aux abattoirs Gad - LeMonde.fr

- Fenwal: 338 licenciements en vue chez le fabricant de produits pharmaceutiques - AFP -

- Office Depot supprime 1.100 emplois en Europe - Reuters

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

Syrie

Syrie: Ankara renonce à sa "**zone tampon**". - french.irib.ir 16.10

Dans un virage à 180 degrés, le Premier ministre turc, Davutoglu, a annoncé ne plus vouloir créer une zone tampon, dans le Nord de la Syrie : "*Tout ce que cherche Ankara, c'est de créer une zone sûre, où puissent se mettre à l'abri les réfugiés syriens. La Turquie ne veut pas créer une zone tampon*", a dit le PM turc, revenant sur ses déclarations d'il y a encore deux jours. "*Cette zone, que nous cherchons à mettre en place, sera placée sous la supervision de l'ONU*", a-t-il affirmé, sur la chaîne Al-Jazeera . "*La Turquie abrite près de 1.5 millions de réfugiés syriens, et c'est, justement, pour les abriter, qu'elle souhaite la formation d'une zone tampon, dans le Nord syrien. Cette proposition a été soutenue, à la fois, par la Grande-Bretagne et la France*".

Les observateurs politiques relèvent, aussi, une autre partie du discours de Davutoglu, où l'intéressé tente d'accuser, à nouveau, Assad, d'être à l'origine des milices takfiriennes, en action, en Syrie : "*Certains membres de Daesh viennent de la prison d'Abou Ghraïb; d'autres ont été, longtemps, détenus, à Al-Maza, en Syrie. Ce sont des gens aguerris, qui ont créé, ensemble, Daesh, et ont fini par occuper une grande partie de l'Irak et de la Syrie*". Evidemment, le "*Kissinger turc*" n'a pas peur du ridicule, en avançant une hypothèse aussi enfantine, sur l'origine et la création de Daesh. Même la presse occidentale dénonce l'implication directe d'Ankara, dans le trafic de terroristes, depuis le Nord de l'Afrique, la Tchétchénie, le Pakistan et ailleurs, vers la Syrie et l'Irak.

Face à la montée en puissance des protestations des Kurdes de Turquie, Davutoglu est pris de panique, d'où le changement de discours du PM turc, qui, toutefois, ne peut cacher le fond de sa pensée : la Turquie veut, coûte que coûte, créer cette zone, mais, cette fois, au nom des réfugiés syriens. La zone en question est, selon le projet américain, destinée à devenir une base terroriste, grande nature. french.irib.ir 16.10

"Que la Turquie le veuille ou non, Assad restera" ("Times") - french.irib.ir 16.10

«Que la Turquie le veuille ou non, Assad restera au pouvoir» a écrit le journal britannique, "Times", dans une allusion à l'insistance du Président turc, Recep Tayyip Erdogan, sur le renversement de Bachar al-Assad. «*Le Président américain, Barack Obama, a créé une coalition, pour mener des frappes aériennes contre le groupe de Daesh et l'éliminer, mais la question posée par beaucoup de gens est de savoir pourquoi nous n'avons pas encore gagné cette guerre ?*», écrit David Taylor, dans un article, publié dans le quotidien britannique, "Times". «*Tous les combats d'Obama sont plutôt proches de la défaite que de la victoire*», a-t-il ajouté.

S'agissant de la lutte contre Daesh, il indique : «*Le plus grand succès d'Obama, pour se débarrasser de Daesh, était de convaincre 5 pays arabes de participer, conjointement, aux frappes aériennes, contre Daesh, pour suggérer que cette coalition n'est pas, uniquement, américaine*». «*On ne peut pas éliminer Daesh, sans l'envoi des troupes, au sol, car se limiter aux seules frappes aériennes, serait un défi infini*», a précisé, encore, David Taylor.

S'agissant de l'usage d'Obama des opposants armés soi-disant "*modérés*", pour anéantir Daesh, il dit que personne ne peut imaginer que ces derniers soient capables de vaincre entre 20 à 30.000 guerriers de Daesh. Et lui de conclure : «*L'instauration de la paix et de la stabilité, en Syrie, pourrait prendre plusieurs années. Que la Turquie le veuille ou non, Bachar al-Assad, le Président syrien, se maintiendra au pouvoir*». french.irib.ir 16.10

---

## SOCIAL

France

- Les Français estiment manquer en moyenne de 578 euros par mois - Reuters 16.10

Les Français estiment manquer en moyenne de 578 euros par mois pour vivre correctement et voient dans la hausse des prix et des charges le facteur qui les affecte le plus au quotidien, selon une étude publiée jeudi.

Le manque à gagner pour vivre correctement est en hausse constante (+38 euros par rapport à 2013 et 53 euros par rapport à 2012), les fins de mois étant particulièrement difficiles pour les chômeurs (1.021 euros), les ouvriers (721 euros), les personnes aux revenus inférieurs à 1.000 euros (635 euros) et les habitants de la région parisienne (632 euros).

Alors que l'inflation est au plus bas depuis cinq ans, la hausse des prix est invoquée par 58% (-8 points) des Français comme première explication à leur difficulté à boucler les fins de mois, à égalité avec le coût des charges (58%, -6 points).

La baisse des salaires (34%) vient loin derrière, même si elle progresse de six points d'un an sur l'autre.



Les Français sont 58% à avoir revu en baisse leurs dépenses liées aux loisirs, soit deux points de moins qu'en 2013, et 62% (-1 point par rapport à 2012) disent avoir réduit leurs épargne. Reuters 16.10

Plus de la moitié, 62% parviennent encore à faire des économies, ceci explique cela. Quoi ? Mais pourquoi ils ne se mobilisent pas contre le gouvernement et le patronat, pourquoi ils sont favorables à la guerre en Irak, pourquoi pendant ce temps-là l'idéologie dominante s'inscrit un peu plus profondément dans leur cerveau ou la décomposition de la société s'accélère...

[Haut de page ↗](#)

Le 18 octobre 2014

## CAUSERIE

Pas envie de causer.

Turquie.

Tout allégeance, tout appel (Hollande, Valls) en direction d'Erdogan le légitime ainsi que son régime, et cautionne du même coup la répression féroce de la résistance kurde opposée à l'Emirat islamique par ailleurs soutenu par Ankara, ceci expliquant cela.

### Les amis de nos amis ne sont pas nos ennemis.

«Actuellement, Daesh ne représente aucune menace, pour Israël, tandis qu'entre Tel-Aviv et les éléments armés en Syrie, de bonnes coopérations sont en cours», a déclaré mercredi, Moshe Yaalon, ministre de la Défense israélienne, lors d'un entretien avec le site d'information (israélien) Walla. (Source : french.trib.ir 17.10)

Si c'était nous qui le disions, on pourrait être accusé d'antisémitisme, donc c'est mieux quand c'est ceux qui affirme que l'Emirat islamique n'a jamais été l'ennemi de l'Etat sioniste, pas davantage Al-Qaïda ou le Front Al-Nosra d'ailleurs, mais cela on le savait déjà. On ne peut pas être l'allié de Washington, Londres, Paris, Bruxelles et Istanbul contre le régime syrien et être menacé par les barbares d'EI, logique.

### La gauche plus réactionnaire que la droite.

- La droite condamne la fin de l'universalité des allocations familiales - LeFigaro.fr

Hypocrisie en fait parce que l'UMP n'aurait pas pu prendre une telle initiative, ils envient le PS !

Il faut bien comprendre que plus le PS appliquera avec zèle le programme de la réaction néolibérale, plus elle le soutiendra au détriment de l'UMP. Normal si le PS fait mieux l'affaire et le boulot. L'essentiel au mieux pour elle c'est de continuer à détruire nos droits, au pire à se contenter de les entamer pour les liquider petit à petit. Tout avancée dans cette direction doit être saluée et encouragée, car avec le temps ils parviendront à leurs fins, tel est leur état d'esprit.

Hypocrisie, comme par exemple avec le mariage des homosexuels, où dorénavant placés devant le fait accompli la plupart des dirigeants de l'UMP avouent ne plus y être opposés ou qu'ils ne souhaitent pas l'abolir s'ils revenaient au pouvoir.

### Dossier Syrie.

Ça vole de plus en plus bas !

Comment parvenir à justifier l'instauration d'une zone tampon le long des frontières syriennes et d'une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie. Mode d'emploi de l'Otan.

Il fabrique au quotidien les éléments qui permettent de justifier leur stratégie contre la Syrie.

Hier encore, ils ignoraient que l'Emirat islamique possédait trois avions, ils avaient dû bien les planquer et les satellites de la Coalition ne les avaient pas repérés jusque là. Ils auraient même trouvé des pilotes pour les entraîner dites-donc, des ex-pilotes de l'armée irakienne, car c'est le genre d'engin qu'on apprend à piloter à l'abri d'un palmier ou au coin d'une table, ben voyons !

Au fait, des MIG 21 ou 23 c'est plus volumineux qu'un 4X4 Toyota, ce sont des cibles facilement repérables, alors pourquoi ne les ont-ils pas déjà détruits ? Mais parce que cela les arrange, ah ben oui ce qu'on est stupide décidément ! Ils nous prennent vraiment pour des abrutis finis, pas sûr que ça marche, c'est plus compliqué de manipuler "l'opinion mondiale" de nos jours que manier un manche à balais et appuyer sur deux ou trois boutons pour s'envoyer en l'air...

Au fait, on a appris qu'ils auraient fait voler ces avions à partir de l'aéroport Al-Jarrah, dans la province d'Alep, au nord de la Syrie (AFP 17.10), à l'insu des Américains, Britanniques, Israéliens, Français, etc. qui surveillent le ciel syrien, ils sont décidément très très forts ces barbares, il faut en déduire que c'est l'armée la plus puissante du monde... avec trois avions !

- L'Etat islamique disposerait de trois avions et de pilotes - LeMonde.fr

- L'Etat islamique se serait emparé d'avions de chasse et apprendrait à les piloter - Le Huffington Post

Kobani : les kurdes avancent encore. - french.irib.ir 17.10

Les Kurdes de Kobani continuent à marquer des points et à avancer à Kobani, en reprenant l'une après l'autre les positions perdues. Les terroristes cherchent de leur côté de s'emparer des localités dans la banlieue de la ville mais ils se heurtent sans cesse à la vaillante résistance des combattants kurdes.

Sky News qui cite les sources kurdes affirme la libération du village de Mazra Amouda à 5 kilomètres de l'ouest de Kobani. De très violents dans la partie est de la ville s'est également soldée par la reprise de la ville Tal al Chahir qui surplombe Kobani. Des dizaines de terroristes ont été tués et des grosses quantités d'armes saisies. Les Kurdes ont également repoussé des attaques takfiries contre le sud et le sud ouest de Kobani infligeant de grosses pertes à ces derniers. La donne s'est effectivement inversée à Kobani où Daech s'enlise... french.irib.ir 17.10

Israël en train d'armer les takfiris contre Assad - french.irib.ir 17.10

Selon un analyste israélien, le régime d'Israël est sur le point d'armer les "rebelles anti Assad". L'analyste Ehud Yaari qui se confie au site Business Insider affirme que "les stratèges israéliens ont examiné les développements de ces dernières semaines dans les régions du sud de la Syrie - Golan, Quneïtara- et projettent d'armer les rebelles d'Al Nosra qui ont prêté allégeance à Al Qaida".

L'analyste qui écrit pour le think tank "Washington" section du proche orient évoque par la suite des mesures qu'Israël se devra de prendre pour assurer la sécurité de ses frontières avec la Syrie dans le sud syrien. L'argument est évidemment boiteux dans la mesure où le Golan jouissait tout au long de 40 années précédant la guerre de 2011 d'une totale accalmie. "Israël devra étudier la possibilité d'une aide régulière en armement aux rebelles modérés et même compter sur le fait que l'aide en question soit massive". L'analyste en question vient de mettre en avant une telle proposition alors que selon certains rapports les terroristes takfiris sont depuis longtemps entrés en contact avec les terroristes takfiris. Une réunion ultra secrète aurait eu déjà lieu entre les terroristes et les autorités sionistes dans l'une des villes du nord d'Israël.

L'analyste aborde dans une autre partie de son article le cessez le feu non proclamé entre Israël et Al Nosra, cessez-le-feu qui a empêché Al Nosra d'attaquer jusqu'à présent Israël. french.irib.ir 17.10

Damas rejette l'intervention militaire étrangère sous prétexte de la lutte anti-terroriste - french.irib.ir 17.10

Le représentant de la Syrie auprès de l'ONU écrit des lettres au secrétaire général et au Conseil de sécurité de l'ONU pour exprimer l'opposition de Damas à l'intervention militaire étrangère sous prétexte de la lutte anti-terroriste.

L'ambassadeur de Syrie auprès de l'ONU, Bachar al-Jaafari a souligné dans ces lettres que selon Damas, l'échec de la Turquie d'obtenir un siège non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU est le résultat de l'échec des politiques interventionniste d'Ankara par rapport à la Syrie et l'Irak.

Dans ces lettres, le représentant de la Syrie auprès de l'ONU a accusé la Turquie d'avoir longtemps soutenu les terroristes ce qui a aggravé la crise en Syrie et dans la région. Damas demande aussi au Conseil de sécurité de l'ONU d'agir sérieusement contre les politiques du gouvernement d'Ankara envers ses voisins. Le gouvernement syrien a également rejeté l'idée de l'établissement d'une zone tampon le long des frontières syriennes et d'une zone d'exclusion aérienne, en soulignant que toute intervention militaire étrangère en Syrie sous prétexte de la lutte anti-terroriste serait illégale. french.irib.ir 17.10

La Turquie est écartée du Conseil de sécurité - french.irib.ir 17.10

Venezuela, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Angola et Espagne vont faire leur entrée au Conseil de sécurité de l'ONU, dont la Turquie

a été écartée, jeudi, à l'issue d'un vote-surprise à l'Assemblée générale.

Au terme de trois tours de scrutin à bulletins secrets, l'Espagne a recueilli le double des voix de la Turquie, (132 contre 60), pour arracher le cinquième siège non permanent qui était à pourvoir. Les quatre autres pays ont été élus, à une très large majorité, membres, non permanents, du Conseil, pour un mandat de deux ans, qui commence, en janvier.

La Turquie comptait sur les votes de nombreux pays musulmans, mais ses ambiguïtés et son inaction, face à l'offensive du groupe État islamique, à ses frontières, lui ont valu des critiques. Ankara avait pourtant dépêché à la dernière minute à New York son ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, pour tenter de mobiliser les soutiens. Les pays élus devaient recueillir deux tiers des suffrages des 193 membres de l'Assemblée, soit 129 voix. french.trib.ir 17.10

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Sordide instrumentalisation. Le procès de la pauvreté et non des pauvres.

- 97% des Français ont au moins un préjugé sur les personnes pauvres - LeFigaro.fr

Il est facile de procéder à un amalgame inavouable par identification ou transfert entre être pauvre et la pauvreté. Être pauvre est un état vécu ou subi par ceux qui en sont victimes, la pauvreté est un état imposé par le capitalisme et l'État à son service. Qu'il soit question ici du procès des pauvres est ignoble mais compréhensible, car ils ne pouvaient pas faire le procès de la pauvreté ou du capitalisme.

Apparemment les institutions de sondages n'ont interrogé que des nantis ou alors il n'y aurait que 3% de pauvres en France, d'où le titre qu'on a choisi pour évoquer ce thème lancé par l'association ATD Quart Monde.

Cette opération vise avant tout à donner une image détestable de la population en générale, ce qui n'est pas anodin évidemment, puisque leur objectif est la dislocation de tous les rapports sociaux existant dans la société, l'atomisation de la population qui va de paire avec la liquidation des droits sociaux et politiques des masses laborieuses. Plus les travailleurs toutes couches confondus seront portés à prêter à leur voisin ou collègue de travail, leur semblable en fait, un état d'esprit épouvantable, moins ils seront portés à entretenir des rapports avec lui, à se parler, à évoquer leurs difficultés, ce qui leur interdira de prendre conscience qu'en réalité leurs conditions sont semblables, ils sont embarqués dans la même galère, ils n'ont pas d'intérêts contradictoires et ils ont tout intérêt à se rassembler au lieu de se diviser ou s'ignorer, ce qu'il faut éviter à tout prix pour que le régime perdure.

Comme la plupart du temps ce sondage avait pour but de conditionner les masses. Cependant le résultat qu'ils ont retenu en titre et qui manifestement correspondait à l'objectif qu'ils s'étaient fixés au delà leur espérance, est quelque part si grotesque qu'ils n'ont pas pu camoufler les réponses apportées aux autres questions contenues dans ce sondage qui atténuent grandement ou même contredisent l'idée que la quasi-totalité de la population considèrerait les pauvres comme des profiteurs.

LeFigaro.fr - Les Français sont aussi conscients de la dureté de la situation des personnes pauvres. Ils sont ainsi 61% à considérer «*qu'il existe une discrimination des personnes pauvres dans l'accès au logement*». 60 % des personnes interrogées pensent également qu'un enfant défavorisé «*n'a pas les mêmes chances de réussir que les autres*» à l'école. Enfin, 58% estiment que «*la manche ne permet pas de vivre correctement*». LeFigaro.fr 17.10

On ne va pas s'éterniser sur cette question, bien que ce soit un facteur que nous estimons essentiel, qui nous touche particulièrement, pas seulement parce que je suis issu d'une famille ouvrière pauvre ou parce que je vis (très modestement en me privant sur tout) en Inde et mon entourage est évidemment très pauvre, mais parce que d'une part les pauvres n'intéressent absolument personne, surtout pas le mouvement ouvrier dont la conception de la lutte des classes ignore ou exclut les couches les plus défavorisées du prolétariat, d'autre part parce que je ne suis pas d'accord avec la notion répandue de pauvreté qui fait l'objet d'une manipulation ou d'une grande confusion, pas seulement en France.

J'en suis arrivé à la conclusion que ceux qui parlent de pauvreté, ignorent ce que cela signifie réellement d'être pauvre, un cauchemar au quotidien qui vous pourrit la vie sans espoir d'en voir le bout un jour, qui plus est en devant supporter le jugement de la part de ceux qui sont mieux nantis, faisant naître chez vous un profond sentiment d'injustice.

### Intox. Les hyper riches en sont tout retournés !

- La présidente de la Fed fustige le boom des inégalités - Liberation.fr

"Le creusement des inégalités a recommencé pendant la reprise économique alors que le marché boursier a rebondi, que la croissance des salaires (...) a été faible et que la hausse des prix des maisons n'a pas restauré le patrimoine perdu pour une grande partie des ménages", a averti Mme Yellen à Boston.

Selon elle, les inégalités des revenus et du patrimoine aux Etats-Unis ont désormais "quasiment atteint un sommet depuis un siècle".

S'appuyant sur les données d'une vaste étude de la Réserve fédérale publiée tous les trois ans, Mme Yellen a rappelé que les revenus moyens des 5% des ménages les plus riches ont grimpé de 38% entre 1989 et 2013. En comparaison, les revenus des 95% de ménages restants n'ont augmenté que de 10%.

"La distribution des richesses est encore plus inégale que celle des revenus", a en outre insisté la présidente de la Fed. "Les 5% des ménages américains les plus aisés détenaient 54% de toute la richesse en 1989. Cette part a grimpé à 63% en 2013", a-t-elle ajouté.

L'année dernière, seulement 1% de toutes les richesses aux Etats-Unis était détenu par la moitié des ménages situés dans la moitié basse de l'échelle.

Evoquant la valeur des actions, obligations et autres parts de fonds communs de placement, Mme Yellen a souligné qu'à eux seuls, 5% des ménages les plus riches possédaient les deux tiers de tous ces actifs financiers.

Sans offrir de solutions à ces inégalités grandissantes doublées d'un net ralentissement de l'ascension et de la mobilité économiques, Mme Yellen a mis en avant l'importance de l'éducation et dénoncé les dysfonctionnements de son financement dans le pays.

Comme d'autres responsables financiers américains récemment, elle s'est inquiétée du fardeau de l'endettement étudiant alors que la dette étudiante a quadruplé en dix ans pour dépasser les 1.000 milliards de dollars.

Concernant l'école publique, Mme Yellen a relevé que les Etats-Unis "était une des rares économies où l'on dépense moins pour l'éducation des enfants à modeste revenu que pour celle des enfants venant de ménages aisés".

En complément. Ils continuent de se goinfrer.

- Etats-Unis. Le bénéfice de Morgan Stanley bondit de 87% au 3e trimestre - Reuters

- France. Total : pas un centime d'impôt, mais un chèque du fisc de 80 M€ - leparisien.fr

Depuis deux ans, Total n'a pas versé l'impôt sur les sociétés en France. Si l'activité du pétrolier reste déficitaire dans l'Hexagone, il touchera en différé les déductions d'impôt auxquelles il a droit. leparisien.fr 17.10

- France. L'Assemblée renonce à assujettir les oeuvres d'art à l'ISF - AFP

Fabius est rassuré !

---

## ACTUALITE EN TITRES

Pour qui une "contrainte" ?

- Chine: Volkswagen contraint de rappeler plus de 580.000 véhicules - AFP

L'Empire s'acharne sur la Russie

- Russie: Moody's dégrade d'un cran la note du pays, de "Baa1" à "Baa2" - AFP

Tandis qu'ils dépensent plus d'1 milliard de dollars par mois dans leur guerre en Irak et Syrie.

- La bataille contre Ebola en passe d'être "perdue", faute de solidarité - AFP

-Ebola : l'ONU espère 20 millions, elle n'a que 100.000 dollars- Le Nouvel Observateur

[Bon élève, mérite des encouragements... mais peu mieux faire.](#)

- L'OCDE donne un bon point à Hollande... s'il applique les réformes annoncées - LeParisien.fr

L'OCDE s'est fendue d'un encouragement à François Hollande qu'elle recevait vendredi, en jugeant que les réformes en France auraient un impact «*significatif*» sur la croissance. Mais elle a souhaité que le gouvernement aille plus loin en ce qui concerne le marché du travail. LeParisien.fr 17.10

- Hollande : les réformes ne sont pas là pour "*complaire*" à Bruxelles - LePoint.fr

Il a raison, c'est pour "*complaire*" aux marchés, à l'oligarchie financière, Bruxelles n'en est que le porte-parole.

[Résistance passive](#)

- "*C'est terrible d'être des pions*" : le choc et l'émotion des salariés de Gad licenciés - Francetv info

- Les chercheurs dans la rue pour remettre la science en marche - AFP

[Stratégie du chaos.](#)

- Trois attentats font 24 morts à Bagdad - Reuters

- Centrafrique : plusieurs morts dans des heurts à Bangui - LeMonde.fr

- Cameroun: huit soldats et 107 islamistes de Boko Haram tués dans des combats - AFP

- Poursuite des combats à Benghazi, en Libye - Reuters

- Yémen : al-Qaida et miliciens chiites s'affrontent - LeFigaro.fr

- Les manifestants Hongkongais reviennent en force à Mong Kok - Reuters

---

## [INFOS EN BREF](#)

### [POLITIQUE](#)

Mexique

- Mexique. Disparus: la protestation converge vers Acapulco - AFP

Des centaines d'enseignants, étudiants et membres d'organisations sociales convergeaient vendredi vers Acapulco, la principale ville de l'Etat de Guerrero, au sud du Mexique, pour exiger des autorités qu'elles retrouvent les 43 élèves-enseignants disparus depuis trois semaines.

La célèbre ville balnéaire du Pacifique, et ses quelque 700.000 habitants se préparaient à une journée de paralysie et à un important rassemblement dans la zone touristique.

Le gouverneur de l'Etat de Guerrero, Angel Aguirre, dont des voix de plus en plus nombreuses exigent la démission, a demandé aux manifestants de faire preuve de "*civilité*", pour ne pas affecter le principal centre économique de la région.

Depuis vendredi plusieurs mairies de l'Etat de Guerrero ont été évacuées par précaution, notamment celle d'Iguala, la ville où ces 43 jeunes entre 17 et 21 ans ont disparu le 26 septembre.

Outre la mairie de Chilpancingo, capitale de l'Etat du Guerrero, les manifestants ont occupé les mairies de Tlapa de

Comonfort, d'Atoyac de Alvarez et de Huamuxtitlan sans que soient rapportées de violences, a indiqué à l'AFP un responsable du centre de commandement de la police régionale.

A Huamuxtitlan, à 490 km de Mexico, "*environ 200 enseignants occupent la mairie et nous sommes respectueux de la manifestation*", a expliqué le maire, Johnny Saucedo, par téléphone à l'AFP.

Les occupations et les manifestations sont menées par la Coordination régionale des travailleurs de l'éducation de Guerrero (CETEG), une fraction radicale du syndicat national des enseignants.

"*Nous n'avons pas la capacité d'occuper les 81 mairies de l'Etat en un seul jour, aussi notre plan est de le faire de manière progressive*", a dit José Angel Baron, porte-parole de la CETEG.

L'absence d'informations sur le sort des jeunes de l'école normale d'Ayotzinapa, ajoutée à la découverte aux alentours d'Iguala de fosses clandestines contenant des cadavres non identifiés, fait monter l'indignation et l'exaspération au Mexique.

Jeudi et vendredi, dans la capitale, des milliers d'étudiants de grandes universités ont répondu massivement à un mot d'ordre de grève de 48 heures.

Selon les autorités, les 43 étudiants disparus ont été remis par des policiers municipaux à des membres du cartel des Guerreros Unidos, issu du groupe criminel des frères Beltran Leyva.

Le maire d'Iguala, José Luis Abarca, et son épouse, en cavale depuis le lendemain des événements du 26 septembre, sont toujours recherchés par la police.

Le Congrès de l'Etat du Guerrero, dont le siège situé à Chilpancingo, capitale de cet Etat avait été attaqué mardi par des enseignants et des étudiants, a révoqué le maire de son mandat dans la nuit de jeudi à vendredi.

Cependant pour les familles des 43 disparus, cette mesure tardive est insuffisante pour calmer les protestations, a dit vendredi à l'AFP Manuel Martinez, leur porte-parole.

"*Nous voulons les 43 jeunes disparus et que justice soit faite*" pour les 6 personnes qui ont trouvé la mort le 26 septembre.

Les autorités judiciaires ont procédé à l'arrestation de près de 50 personnes, dont 40 policiers, mais admettent qu'elles ne tiennent pas encore les cerveaux du crime et ne peuvent pas en déterminer les motifs.

Toutefois, de plus en plus d'éléments témoignent de l'infiltration des Guerreros Unidos à Iguala.

Le ministère de la Justice a fait état jeudi de l'arrestation de Raul Nuñez Salgado, opérateur financier supposé de ce cartel. Il aurait remis chaque mois l'équivalent de 35.000 euros au sous-directeur de la sécurité publique de la ville d'Iguala. Ce fonctionnaire municipal est également recherché par la police. AFP 17.10

---

## SOCIAL

### Allemagne

- L'Allemagne s'apprête à vivre sa plus grosse grève des trains depuis 2008 - AFP

Avec le mouvement des conducteurs de locomotives prévu ce weekend, l'Allemagne vivra sa plus grosse grève ferroviaire depuis 2008. En cause, un conflit salarial et une lutte de pouvoir qui s'enlisent de manière inhabituelle au pays du dialogue social.

Il s'agit de la troisième grève en deux semaines chez Deutsche Bahn, après deux grèves d'avertissement en septembre. Mercredi déjà et jeudi dans la nuit, 70% des trains grandes lignes étaient restés à quai.

Le mouvement surprend par son ampleur, dans une Allemagne habituée à des grèves qui dépassent rarement la journée, et qui en général évitent soigneusement le week-end. Deutsche Bahn n'avait plus connu de conflit social aussi long depuis celui de 2007-2008, qui avait traîné plusieurs mois.

Le syndicat des conducteurs de locomotives GDL réclame entre autres une augmentation des salaires de 5% et une réduction de

deux heures de leur semaine de travail. Mais les négociations sont dans l'impasse.

Culture de la négociation oblige, les grèves sont rares en Allemagne, mais sans accord elles peuvent rapidement devenir spectaculaires. Irrité, Berlin veut désormais en finir avec ces mouvements sectoriels, capables de paralyser des entreprises entières.

Le gouvernement allemand prépare ainsi une loi sur les syndicats, autour du principe "*une entreprise, un accord salarial*".

La ministre du Travail Andrea Nahles martèle son refus "*que certains syndicats catégoriels puissent paralyser des fonctions vitales de notre pays pour leurs intérêts particuliers*".

Le projet de loi doit être présenté en novembre, après une genèse tourmentée. Toute la difficulté pour Berlin est de légiférer dans le respect de la Constitution, sans avoir l'air de toucher au droit de grève ou à la liberté syndicale. AFP17.10

[Haut de page ↗](#)

---

Le 20 octobre 2014

## CAUSERIE

Cela doit devenir de plus en plus insupportable de vivre en France, non ? Et ailleurs aussi si cela peut vous consoler.

La régression de la société semble inexorable et elle l'est, tous les rapports deviennent superficiels, médiocres, exécrables, tendus. Ici en Inde, la société toute entière n'a jamais dépassé ce stade de l'individualisme primaire, à outrance, où seul celui qui a du pouvoir et de l'argent mérite le respect, inspire la crainte en réalité, il y a quelques années je l'avais évoqué et je m'étais fait insulter. Maintenant que vous vous enfoncez un peu plus chaque jour, vous devez mieux mesurer l'ampleur du cauchemar que vivent ces peuples dont les satisfactions sont rares, désuètes, éphémères, plus encore que chez vous car toujours mêlés à des expériences désagréables qui gâchent votre plaisir, mieux encore, vous n'avez même pas le temps de vous en apercevoir ou vous ne vous rendez pas vraiment compte de ce qui se passe, tellement vous êtes habitué à subir sans réagir tout ce qui vous arrive comme si c'était normal en somme, pas dans le sens de prévisible, plutôt conscient de votre impuissance, vous ne cherchez même pas à comprendre ce qui vous arrive, à quoi bon, cela vous dépasse, c'est politique évidemment, vous subissez un point c'est tout.

Je parle ici en général, c'est le comportement général et en général de la population qui ne parvient pas à s'élever au delà de sa profonde arriération qui la mine, scelle son triste sort, car prise dans la spirale infernale de la nécessité de survivre au quotidien. La classe dominante en use et en abuse...

En observant dans quel monde terrifiant nous vivons, je me demande toujours comment on peut faire le malheur d'une famille, d'un peuple, de l'humanité entière et se sentir satisfait, heureux, profiter de la vie, cela me dépasse. Je ne comprends pas comment on peut semer la désolation autour de soi ou imposer à des centaines de millions d'innocents mille souffrances injustes et inutiles et continuer à vivre, éprouver encore du plaisir en se levant le matin, une telle monstruosité à une si vaste échelle et si répandue devrait nous interpeler...

On ajoutera une quinzaine d'articles ce soir.

[Gardez-la, SVP !](#)

A Pontoise, Amma, la gourou indienne, donne 20.000 câlins pour régler les problèmes du monde - 20minutes.fr 19.10

Considérée comme une «*mahatma*» (grande âme) en Inde, Amma a commencé, dimanche, à donner le «*darshan*» (l'étreinte) à ses adeptes français. Le rituel va se reproduire du matin au soir trois jours durant dans le parc des expositions de Pontoise (Val-d'Oise) où plus de 20.000 personnes sont attendues.

«*Elle prend dans ses bras, elle écoute, console et donne de l'énergie pure*, explique Elisa, l'une des fidèles qui, au fil du temps, est devenue bienveillante pour l'association humanitaire d'Amma. *Faire des câlins, c'est sa façon de donner de l'amour et de régler les problèmes du monde.*»

Sarah, 17 ans, a connu son baptême du feu, dimanche, après avoir fait la queue trois heures durant pour obtenir le précieux ticket. «*J'ai l'impression qu'elle m'a enlevé un poids*», confie la jeune fille au pied de l'estrade sur laquelle la «*mère divine*» est

posée. A ses côtés, beaucoup pleurent, étranglés par l'émotion. «*La première fois que j'ai reçu le «darshan», j'ai chialé pendant deux heures, confie Bruno, un solide gaillard qui a fait le voyage depuis Toulouse pour l'événement. Je sais désormais que le pire me sera épargné à moi et à ma famille...*»

Au micro, une fidèle en costume traditionnel assure l'animation. «*Oh, mère divine, je suis blottie dans tes bras protecteurs, lâche-t-elle dans un silence de cathédrale. Om, je m'incline devant toi, gourou.*» Extatique, la foule reprend le fameux «Om» en chœur. Trois fois.

Alerté, Serge Blisko, le président de la Mission interministérielle de vigilance contre les dérives sectaires n'est pas très inquiet. «*Amma se contente de lancer un message d'amour et de fraternité universelle.*» Surtout, elle ne promet ni guérison divine, ni bonne fortune. «*C'est une sensation de libération, conclut Sylvette, 52 ans. A son contact, on gagne simplement de l'énergie pure, de la lumière.*» Histoire de faire le plein, elle a d'ailleurs prévu de revenir mardi. La promesse d'une nouvelle étreinte.

«*Je comprends que l'on puisse se demander si ce n'est pas une secte, poursuit Elisa. Mais le mouvement est ouvert à tous. Rien n'est payant. Et nous sommes tous bénévoles. Les ventes et les dons servent à financer des projets humanitaires. Rien de plus.*»

Soulagez-vous, c'est déjà plus que rien !

On a encore du boulot à faire !

[Ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas. "Cela fait des années".](#)

Le quotidien allemand, «*Die Zeit*», fait allusion à l'extrémisme exporté par l'Arabie saoudite, et écrit : «*L'extrémisme, marchandise d'exportation de l'Arabie saoudite, s'est mué, aujourd'hui, en une grande menace, pour ce pays, lui-même.*»

Et «*Die Zeit*» de préciser encore : «*Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier a bien senti, lors de son récent voyage à Jeddah en Arabie saoudite, la peur des Al-e Saoud de l'Organisation terroriste de Daesh. Cela fait des années que les Saoudiens suivent un plan, un programme, pour renforcer les extrémistes et les jihadistes.*» french.trib.ir 18.10

Le Drian en visite à Doha aurait pu en dire autant du Qatar, mais il a préféré vanter les bonnes relations qu'entretient la France avec ce régime féodal...

[Dossier Syrie.](#)

La désinformation passe par le filtre de la dépréciation.

- A Kobané, des dizaines de jihadistes tués par les Kurdes et les frappes - AFP

Les barbares de l'Emirat islamique ne sont plus que de simples jihadistes à rapprocher de moudjahiddin, combattants d'une armée de libération islamique qui font à un régime tyrannique (du Schah d'Iran) peuvent se revendiquer islamo-progressistes (l'Express, 17 février 1979). De nos jours, le jihadisme comporte souvent une connotation plus générale qui caractérise toute forme de résistance à l'impérialisme américain.

Tandis qu'il est de bon ton de prendre ses distances avec les combattants héroïques de la résistance syrienne kurde légitime que l'on traite avec mépris en empruntant une formule générique qui permet de les noyer dans un ensemble beaucoup plus vaste ne participant pas (directement) à ces combats, le peuple kurde, que les autorités turques ont décidé de neutraliser, réduire au silence ou d'écraser en faisant usage de la force si nécessaire. C'est une manière de déprécier la résistance kurde qui incarne les intérêts de l'ensemble du peuple kurde.

Quant aux puissantes «*frappes*» de la vaillante Coalition états-unienne (ou étasunienne) - on fait volontairement dans l'emphase et vous allez comprendre pourquoi, elles auraient permis de liquider 15 barbares de l'Emirat islamique en deux jours, ils ont comptés, énorme !

AFP - Les combattants kurdes, aidés des frappes aériennes de la coalition internationale, ont infligé des pertes importantes à l'organisation jihadiste Etat islamique, qui occupe 50% de la ville syrienne de Kobané après plus d'un mois de combats.

L'EI a perdu 31 combattants entre samedi et dimanche matin, dont 15 dans les bombardements de ses positions par les avions des Etats-Unis et de leurs alliés, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). AFP 19.10

Soit c'est de la mauvaise volonté, soit ils ne savent pas visés.



AFP - Plus d'une centaine de raids ont été menés depuis fin septembre dans et autour de Kobané. Samedi et dimanche, 11 ont encore été menés, détruisant notamment des véhicules et bâtiments tenus par l'EI, selon le Centcom, le commandement militaire américain pour le Proche-Orient. AFP 19.10

Déni. Entre un régime laïque et un régime féodal "**on ne doit pas choisir**".

- Pour Paris, en Syrie "*on ne doit pas choisir entre la dictature et le terrorisme*" - AFP 19.10

La France et le Qatar sont "*bien d'accord sur le fait*" qu'en Syrie, "*on ne doit pas choisir entre une dictature sanguinaire et un terrorisme assassin*", a déclaré dimanche soir le ministre français de la Défense. (Visait-il par là la "*dictature sanguinaire et (le) terrorisme assassin*" qui a armé les groupes islamistes qui ont semé la terreur en Libye et au Mali, le Qatar ? - Pas vraiment, c'est de l'histoire ancienne, depuis ils l'ont réécrites... - ndlr)

"*Il n'y a pas l'un plutôt que l'autre*", a ajouté Jean-Yves Le Drian qui s'exprimait devant la communauté française à Doha.

"*Il y a une volonté d'éradiquer le terrorisme, d'éradiquer les dictatures et de faire en sorte que l'opposition syrienne s'organise et soit soutenue par la communauté internationale*", a poursuivi le ministre qui s'est entretenu avec l'émir du Qatar, cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani, et avec le ministre d'Etat aux Affaires de défense, le général Hamad Ben Ali Al-Attiya.

La France et le Qatar, deux pays qui entretiennent des relations étroites, font partie de la coalition internationale qui mène des frappes contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

En s'associant aux actions militaires lancées en Syrie, les pays arabes du Golfe, dont le Qatar, ont insisté auprès de Washington et des Occidentaux sur leur volonté de "*punir*" à terme le régime de Bachar al-Assad.

M. Le Drian, qui se tenait aux côtés du ministre français de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, a indiqué qu'il avait profité de sa visite au Qatar pour se rendre sur la base d'Al Udeid, "*où se tient le centre de commandement des opérations aériennes de la coalition*".

"*Il se trouve qu'aujourd'hui, la chasse française a frappé trois fois*", mais "*il n'y a pas de lien entre ce déplacement et cette opportunité qui s'est offerte à nos pilotes*", a-t-il dit.

Selon M. Le Drian, "*le Qatar est dans la coalition et le restera*" car "*pour ce pays, comme pour le nôtre, le combat contre le terrorisme est déterminant*".

Dans le passé, le Qatar a été accusé d'alimenter des groupes islamistes radicaux liés notamment à la confrérie des Frères musulmans.

Interrogé par l'AFP sur le degré actuel de coopération du Qatar dans la lutte contre le terrorisme, M. Cazeneuve a répondu qu'il n'avait "*pas l'habitude de parler des échanges d'information que nous pouvons avoir avec tel ou tel pays au grand jour, parce que l'efficacité de ce que nous faisons dépend beaucoup de la capacité que nous avons à en parler entre nous, sans nécessairement en parler partout*".

"*Mais pour ce qui concerne notre relation avec le Qatar, ils sont dans la coalition, déterminés à lutter contre le terrorisme et nos entretiens d'aujourd'hui ont permis de réaffirmer cette volonté partagée*".

"*Ce que je vois moi, ce sont les faits*", a martelé M. Cazeneuve. "*Les faits, ce sont: une volonté commune, une inquiétude partagée et une coopération renforcée pour faire en sorte que le terrorisme recule*".

Le ministre français de l'Intérieur se trouve au Qatar pour le salon consacré à la sécurité "*Milipo*".

Alors qu'il est toujours question que la France vende des avions de combat Rafale au Qatar, M. Le Drian n'a pas évoqué explicitement ce sujet.

Cependant, parlant de la "*coopération-acquisition*" en matière d'armement "*qui est féconde*" avec le Qatar, il a déclaré: "*Certains d'entre vous m'attendent sur ce sujet. Je ne leur dirai rien, sauf à constater, après ces entretiens, que l'esprit est à la fois transparent et constructif*". AFP 19.10

Commentaires d'abonnés d'un journal de droite, Le Figaro.

Le contexte : Kobané, la martyre - lefigaro.fr 18.10

1- *"Entre les Kurdes et les islamistes, les Turcs ont choisi... L'Europe devra aussi se prononcer sur la Turquie !"*

2- *"Soutenons les Kurdes soutenons Kobané."*

3- *"La Turquie paiera ça. Avec l'affaire arménienne, l'addition risque d'être lourde."*

4- *"La Turquie n'a plus rien à faire dans l'Otan , ni avec l'UE. Après la Syrie certainement la prochaine cible."*

5- *"Et la Turquie voudrait entrer dans l'UE ? Comment faire confiance, ce serait faire entrer le loup dans la bergerie."*

Etonnant, on dirait que la gauche est encore plus réactionnaire que la droite. Mais elle l'a toujours été en se faisant passer pour ce qu'elle n'était pas, ce qui quelque part est pire encore...

Syrie : poursuite des affrontements, à Kobani - french.tribune.org 19.10

Les éléments du groupe terroriste de Daesh ont, de nouveau, pilonné, samedi, diverses régions, à Kobani, dans le Nord de la Syrie.

L'agence Reuters, qui confirmait le pilonnage de Kobani, par les terroristes de Daesh, a, aussi, fait part d'affrontements sporadiques, aux alentours de la ville entre les éléments de Daesh et les défenseurs locaux. Dans le même temps, 28 missiles ont été tirés, depuis Kobani, par les terroristes de Daesh, vers la Turquie et contre les positions militaires de ce pays. Les missiles ont touché une région frontalière entre Kobani et le territoire turc. Les sources informées ont estimé à 28 les missiles lancés. Aucune information n'a été, pourtant, divulguée, sur les dommages humains ou matériels. Il est à noter que Daesh avait annoncé, samedi, qu'il n'avait plus besoin d'Erdogân, et qu'il s'en prendrait à la Turquie. french.tribune.org 19.10

Erdogan refuse d'armer les Kurdes, à Kobané - french.tribune.org 19.10

Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, a rejeté dimanche les appels à ce que la Turquie fournisse des armes aux combattants kurdes en Syrie, accusant le PYD, principal Parti kurde en Syrie, d'être une "organisation terroriste".

Selon M. Erdogan, le Parti d'union démocratique, (PYD), est identique au Parti des travailleurs du Kurdistan, (PKK, interdit), qui mène, depuis 30 ans, une insurrection, pour réclamer l'autonomie du Sud-Est de la Turquie. La branche armée du PYD, les Unités de protection du peuple, (YPG), sont engagées, dans de violents combats, depuis ces dernières semaines, contre le groupe terroriste de Daesh, en essayant de repousser l'assaut des terroristes sur Kobané. french.tribune.org 19.10

Les pays qui tentent de rouvrir leur ambassade à Damas? - french.tribune.org 19.10

Selon les sources bien informées en Syrie, l'Italie, la Tunisie et le Koweït chercheraient désormais et de façon la plus sérieuse du monde à rouvrir leur ambassade à Damas et à autoriser l'ouverture de l'ambassade syrienne sur leur territoire respectif. Al Qods Al Arabie qui est à l'origine de cette information, affirme que l'Italie, le Koweït et la Tunisie veulent reprendre leurs relations diplomatiques avec le régime Assad et de façon officielle, trois années après avoir déclenché une guerre sans merci contre la Syrie, guerre échouée en raison de la fidélité de l'armée et du peuple syrien envers l'ordre au pouvoir.

Des centaines de Tunisiens et de Koweïtiens ont rallié les terroristes de Daesh et de Al Nosra , terroristes qui attendent rentrer dans leur pays. L'Europe a désormais peur des effets négatifs de ses propres projets et elle a besoin de l'aide d'Assad pour pouvoir enrayer la menace terroriste. french.tribune.org 19.10

Syrie: nouveau plan anti Assad de Riyad? - french.tribune.org 19.10

Le chef de la coalition des opposants syriens, Ahmad Tomeh, a reconnu la poursuite du soutien financier de Riyad, de Doha, d'Ankara et d'Abou Dhabi à sa coalition et ce dans l'objectif de renverser Assad. " Une nouvelle armée anti-assadiste, Armée nationale de Syrie devrait se former à l'aide de Riyad et ce sont les Saoudiens qui devront en former les effectifs". Le noyau principal de cette armée va prendre corps en Syrie et c'est l'Arabie saoudite qui va entraîner ses membres", a dit Tomeh au cours d'un entretien accordé à Al Chargh al Aussat. " D'ici 4 mois, cette force verra le jour et elle aura pour mission de protéger les régions que contrôlent actuellement les rebelles".

Interrogé sur l'ingérence de certaines monarchies du golfe Persique et de la Turquie dans les affaires syriennes, Tomeh a répondu : " ce que nous voyons de la part de nos frères en Arabie saoudite, au Qatar, aux Emirats et en Turquie , ce sont des soutiens clairs à notre révolution. Sans le soutien financier du Qatar, l'appui logistique de l'Arabie saoudite de la Turquie et des Emirats, notre coalition n'aurait pas pu réussir (ndlr : et on se demande de quel succès parle-on!) et le chef de la bande d'ajouter : " nous entretenons de très bonnes relations avec l'Arabie saoudite, le Qatar, les Emirats et la Turquie et nous en demandons

*la poursuite car la poursuite de nos liens équivaut au maintien de l'aide financière et logistique des pays précités". Tomeh a réitéré son soutien au plan turc de former une zone tampon dans le nord de la Syrie , "une zone qui sera placée sous la direction d'un gouvernement provisoire syrien".*

Le fait de créer une armée nationale dans cette zone tampon n'est pas une idée nouvelle mais une idée qui vient d'être déterrée. Cette idée avait été reléguée au second plan en raison du manque des moyens financiers mais ce manque va être rattrapé grâce au soutien du Qatar et de l'Arabie saoudite. C'est l'Arabie saoudite qui va prendre en charge l'entraînement et la formation de cette nouvelle armée anti-Assad. french.trib.ir 19.10

Deir ez-Zor : Washington rase 5 sites pétroliers - french.trib.ir 18.10

Les chasseurs américains ont violemment bombardé cinq terminaux pétroliers, dans la banlieue Est de Deir ez-Zor. Selon Al-Jazeera, qui rapporte cette information, le raid aérien a quasiment dévasté les installations pétrolières de cette province syrienne riche en gaz et en pétrole.

Depuis un mois, la coalition US/régime arabe a bombardé plus de sites et de terminaux pétroliers que des positions appartenant à Daesh. Les observateurs politiques relèvent la volonté américaine de dépouiller la Syrie de ses infrastructures énergétiques, à travers ces bombardements massifs. french.trib.ir 18.10

### La civilisation humaine à la dérive.

- Macron à Aubry : il faut "*restaurer les marges des entreprises*" - Francetv info

On va voir qu'elles en ont réellement besoin.

Richesse mondiale et trésorerie des entreprises record... mais économie au ralenti : où passe l'argent ?  
- Atlantico.fr 18.10

Extrait. ...il reste à se poser la question de la crise...quelle crise ? Si l'argent ne manque pas à travers le monde et en Europe, c'est bien sa circulation dans l'économie "*réelle*" qui pose problème.

Des entreprises qui détiennent des montants record en trésorerie

3500 milliards de dollars. Il s'agit du montant détenu en trésorerie par les 1000 plus grandes entreprises cotées au monde à la fin 2013. Si l'ensemble des sociétés américaines affichent 1600 milliards au compteur, l'Europe n'est pas en reste. En effet, selon les estimations du cabinet Deloitte, ce sont 1000 milliards d'euros qui constituent le matelas de sécurité des entreprises cotées en Europe et en Afrique du sud.

Et pour les entreprises aussi, la répartition est très inégale. C'est ainsi que 17% des entreprises de la zone considérée (Europe et Afrique du Sud) détiennent 75% des 1000 milliards en question. Des montants en forte hausse depuis le début de la crise en 2007, soit une progression de 40% en 6 années.

A l'échelle de la France, les montants sont également considérables. Car sur ces 3500 milliards de dollars, les grandes entreprises françaises se partagent 7% du total, soit près de 200 milliards d'euros, ou l'équivalent de près de 10% du PIB du pays. Dans un contexte de crise persistante depuis 2008, cette situation paraît inexplicable.

L'argent ne manque pas mais c'est sa circulation qui semble bloquée. Et selon le rapport produit par Deloitte, les entreprises françaises ne sont pas près d'investir. Leur première priorité est de redistribuer les gains réalisés aux actionnaires : soit 37% au-dessus de la moyenne mondiale, alors que la volonté d'investir est 26% inférieure à la moyenne mondiale.

Le paradoxe des dettes publiques en hausse avec des taux d'intérêts en baisse

(Grille de lecture pour le passage suivant.

- Plus les Etats s'endettent plus la pression politique des marchés est importante sur eux pour exiger des réformes structurelles, plus le chantage des marchés s'accroît et plus les gouvernements sont portés à leur céder.

- La dette américaine, l'auteur se passe bien de préciser qui en sont les bénéficiaires, à quoi elle sert, à financer les guerres de l'impérialisme américain, à alimenter le complexe militaro-industriel, à financer le marché de la sécurité intérieure qui a explosé, etc.

- Les taux des obligations d'Etat ou des bons du Trésor ont effectivement diminué, mais dans le même temps les banques centrales distribuent des milliers de milliards de dollars ou d'euros aux banquiers et institutions financières quasi-gratuitement, à un taux avoisinant zéro, du coup un taux de 1 ou 2% devient attraitif, qui plus est sans risque.

Emprunter 10 milliards de dollars à 0,15% l'an et acheter des bons du Trésor à 1,5% l'an, cela vous donnera un rendement de 900%, par an. Vous verserez à la banque centrale chaque année pendant dix ans 15 millions de dollars d'intérêt et vous en recevrez 150 de l'Etat. Chaque année vous réaliserez un profit de 135 millions de dollars, 1,35 milliards de dollars au bout de 10 ans, le tout en dormant, c'est confortable. Et ces crétins qui ne comprennent pas pourquoi les oligarques se ruent dessus !

- Quant aux prêts à des taux négatifs, il y a plusieurs explications. Les oligarques regorgent de capitaux dont ils ne savent plus quoi faire. Ils peuvent prêter de l'argent qui ne leur coûte rien, ils en gagnent tellement par ailleurs à des taux usuraires, jusqu'à 8% en Grèce ou au Portugal par exemple. Ils les inscrivent comme actifs à leur bilan ce qui leur permet de délivrer des prêts à leurs clients dans des proportions dix à douze fois supérieures au montant de ces actifs (division fractionnaire), leurs clients leur payant des intérêts au taux du marché, entre 3,5,8 ou 10%, etc.

- Ce n'est pas "*la peur*" qui fait que les investisseurs s'orientent de préférence vers "*la dette d'Etat*", mais les conditions qui viennent être énumérées et qui ont été spécialement conçues pour eux, dans un contexte politique mondiale marquée par l'offensive de l'impérialisme américain contre la Russie et la Chine, ainsi que son engagement militaire au Moyen-Orient, indiquant par là que les investisseurs devaient suivre la voie ou se conformer à la stratégie politique fixée par l'oligarchie financière dominante. - ndlr)

Dans une même approche contrintuitive, la situation de la dette publique et des obligations d'Etat n'en finit pas de surprendre. Plus les Etats continuent de s'endetter, plus les taux acceptés par les investisseurs sont faibles. C'est ainsi que la dette publique américaine a doublé entre 2007 et 2014, passant de 8 800 milliards à 17 600 milliards de dollars. Dans le même temps, les taux demandés par le marché sont passés de 4.8% au début de l'année 2007, à un niveau de 2%. Plus la dette est lourde, moins le prix à payer est élevé. Pour la France, la situation est identique, les 600 milliards de dettes supplémentaires contractés depuis le début de la crise n'ont eu aucun effet sur les intérêts à payer. C'est même l'inverse qui s'est produit car malgré une hausse de 50% de l'endettement du pays, les intérêts à payer sont passés de 51 à 47 milliards. En Allemagne, ce sont les marchés qui payent pour avoir le privilège de détenir la dette du pays, les taux étant négatifs jusqu'à une échéance de 4 ans. Le paradoxe est total.

La cause de cette situation est mécanique, la demande des investisseurs pour la dette d'Etat est de plus en plus forte depuis l'entrée en crise. Une demande si forte qu'elle n'a même pas pu être compensée par la mise sur le marché des nouveaux déficits des Etats. Les marchés semblent insatiables de cette dette publique pour une raison simple, la dette d'Etat offre une sécurité plus importante que tout autre investissement. C'est la peur, la volonté de se préserver, qui est le moteur de l'histoire économique de ces dernières années. Voilà pourquoi des taux bas sont bien plus un révélateur du marasme actuel que d'une quelconque bonne nouvelle.

L'aversion au risque, moteur du blocage.

(Grille de lecture pour le passage suivant.

- Là l'auteur aborde directement la crise du capitalisme. Son constat est correcte et rejoint la réflexion que j'avais faite il y a quelques années déjà et que j'ai reprise dans plusieurs causeries, à savoir qu'en tant que patron ou actionnaire d'une grande entreprise, il fallait être farfelu ou fou pour investir dans des pays où le taux de profit est le plus bas, qu'il était même étonnant qu'il se fabrique encore quelque chose dans ces pays-là au lieu de produire dans un pays où le taux de profit est dix fois supérieur, les coûts de production beaucoup plus bas dont celui de la main d'oeuvre est bon marché.

- Il y a crise de surproduction de marchandises et de l'offre de services par rapport à la demande (récession ou déflation), l'appareil mondial de production est surdimensionné par rapport à la population solvable ou qui peut accéder au marché, compte tenu des populations déjà équipées ou endettées jusqu'aux dents avec des crédits rechargeables ou à la consommation, du chômage de masse, de la précarité, etc.

La question n'est pas comment produire plus, mais comment rentabiliser de préférence à court terme des investissements de plus en plus coûteux quand on n'est pas sûr d'écouler les marchandises produites dans des quantités toujours plus importantes face à la concurrence mondiale qui fait rage ou dans un environnement économique incertain ou défavorable.

- Il y a saturation, crise de l'accumulation de capitaux dans des proportions phénoménales, amplifiée par l'injection de capitaux sur les marchés par les banques centrales alimentant la spéculation et la bulle boursière, sur fond d'endettement généralisé de l'ensemble des facteurs économiques, tandis que la valeur de monnaie tend vers zéro ou suit irrémédiablement une courbe comparable à celle du taux de profit.

Le début de cet article, que j'ai passé car nous avons déjà donné cette information les jours précédents, faisait état généreusement

de la "richesse économique mondiale" qui atteindrait 263.000 milliards de dollars, au passage on se demande comment ils ont pu arriver à ce chiffre, passons, occultant le montant de l'endettement économique mondiale qui en est le pendant apparemment inconnu à ce jour ou que personne n'a calculé à notre connaissance ou alors c'est un secret bien gardé, et pour cause puisqu'il se situerait aux alentours de 130 à 150.000 milliards de dollars, tous facteurs confondus, Etats, banques centrales, banques, entreprises et particuliers.

Ce qui est préconisé à la fin de cet article est une aberration totale, car les banques centrales en continuant d'injecter des centaines de milliards de dollars ou d'euros sur les marchés ou d'acheter des actifs pourris aux banques contribuent à les soulager ou les sauver temporairement en transférant une partie de leurs dettes aux Etats, ne contribuent pas pour autant à les inciter à investir dans l'économie productive et à se détourner de l'économie spéculative, pas plus les entreprises en général, car il ne suffit pas d'investir pour créer les conditions économiques favorables à un retournement du marché ou remplir un carnet de commandes, à moins de cibler un marché en expansion qui n'est pas extensible éternellement ou sur commande et sature rapidement (Le marché de l'automobile en Inde s'est effondré de quelque 20% depuis janvier 2014), ce qui ne concernera pas la France et ne créera pas le moindre emploi, à moins que le gouvernement réussisse à imposer ses contre-réformes, mais dans ce cas-là seuls les investisseurs en profiteraient, tandis que la demande intérieure stagnerait (Allemagne).

Les différents gouvernements en Europe ne peuvent appliquer des politiques d'austérité, réduire sans cesse le coût du travail, s'accommoder d'un chômage de masse, et créer les conditions économiques favorables à l'augmentation de la demande, ces facteurs s'excluent ou sont contradictoires, la reprise économique ne pourrait être que synonyme d'augmentation des profits pour les capitalistes au détriment de la détérioration du niveau de vie du reste de la population, en premier lieu des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière.

- Les banques centrales n'anticipent pas les "*choix*" des investisseurs, elles les guident ou répondent à leurs besoins, ce qui n'est pas du tout la même chose et n'est pas anodin, en fonction de la politique dictée par les sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui les contrôlent. - nldr)

Si les entreprises s'assoient confortablement sur leur trésorerie, si les Etats peuvent continuer à emprunter à bon compte, la cause est en effet identique : les investisseurs ne veulent prendre aucun risque. Il n'est pas question d'investir dans une économie à l'arrêt. Pourquoi acheter des machines, pourquoi créer des usines, pourquoi embaucher, alors que les anticipations de croissance sont si faibles ? Tout simplement parce qu'investir dans l'économie réelle, notamment en Europe, n'est pas une décision rationnelle pour qui cherche à obtenir un retour sur investissement. Il est préférable de se préserver en conservant les liquidités disponibles soit en cash, soit en obligations d'Etat, c'est ce processus qui gouverne l'accumulation de cash actuelle.

Dans un contexte de quasi déflation européenne, l'ambiance est à la sauvegarde absolue. 15 ans auparavant, dans une situation identique de prix à la baisse le Japon de 1997 n'avait pas fait mieux et voyait son taux d'investissement s'effondrer de 30% sur une période de 10 ans. Il s'agit du chemin que l'Europe semble vouloir choisir. Car il s'agit d'un choix et non d'une fatalité. Car les banques centrales sont précisément l'outil capable de modifier les anticipations des investisseurs. Il suffit de s'en servir. atlantico.fr 18.10

En complément

- Wall Street pourrait bénéficier de rachats de titres massifs - Reuters 19.10

Travail, consommation : la société française n'est plus qu'un simple agrégat d'individus en mal de contrat social - Atlantico.fr 18.10

Dans cet article l'auteur (Alain Minc) s'est employé à identifier la défense des droits sociaux des travailleurs qu'il exécère au consumérisme, se livrant à un amalgame entre le mouvement ouvrier et la "société civile" pour le rendre responsable de l'individualisme qui domine et ravage la société au point de la rendre insupportable, alors qu'en réalité, ce sont les privatisations et la liquidation des droits sociaux collectifs qui servaient de liens entre les différentes classes et couches de la société pour mieux se soumettre à la dictature du marché qui en sont responsables, la société étant à l'image de l'oligarchie financière, profondément inégalitaire, injuste, sordide, cynique, barbare. Ajoutons que ce sont justement les acteurs de la "*société civile*" ou ceux qui s'en réclament qui ont servi de caution à la liquidation de nos droits, qui en ont tiré profit à titre personnel très souvent.

Alain Minc (ex-conseiller de Sarkozy) s'emploie à expliquer que l'être humain étant spontanément ou naturellement individualiste, il aurait façonné la société à son image et il n'aurait finalement que ce qu'il mérite ou il serait responsable de son propre malheur. Pour parvenir à cette conclusion il lui faut passer sous silence le processus politique qui au cours de ces 40 dernières années a conduit à ce constat accablant, non pas pour l'homme ou le citoyen ordinaire, le travailleur, mais pour la classe qui détient le pouvoir économique et politique et en porte intégralement la responsabilité, qui s'est employée minutieusement à déconstruire, liquider tous les liens et rapports collectifs qui existaient dans la société à seule fin d'atomiser chacun de ses membres et de renforcer son pouvoir, qui sans défense seraient incapables de défendre leurs droits sociaux et politiques, dès lors individualisés ou dépendants uniquement de leurs situations sociales ou de leurs revenus.

En conclusion, la société est à l'image hideuse de la classe dominante, sa décomposition est le produit infâme de celle du capitalisme au stade de l'impérialisme putréfié qui conduit l'humanité au chaos et à la guerre sans fin. En faire porter la responsabilité sur chaque citoyen ou travailleur, c'est particulièrement ignoble, mais parfaitement compréhensible de la part d'un idéologue de la classe dominante.

On pourrait brosser un rapide tableau pour comprendre comment on en est arrivé là.

A leur apogée, sous l'effet conjoint du développement des forces productives et de la lutte de classe du prolétariat la société était parvenue à réduire les inégalités ou à une meilleure répartition des richesses entre les classes qui s'était traduit par la satisfaction des besoins sociaux élémentaires de l'ensemble de la population.

Disons en gros pour faire bref, tout ceci est relatif, car selon les critères que l'on retiendra on pourra situer cette apogée au début du XXe siècle, et considérer que toutes les couches de travailleurs n'ont pas bénéficié au même niveau du progrès social, loin de là.

Il n'en demeure pas moins que la prise en charge par l'Etat bourgeois d'un certain nombre de besoins sociaux profitera à l'ensemble de la population, qu'ils aient été concédés à la classe ouvrière parce qu'ils correspondaient aux besoins du capitalisme pour assurer son développement, ou qu'ils aient été acquis sous la pression de la lutte de classe du prolétariat est une question que l'on a sous-estimée, alors qu'elle renfermait une contradiction aux conséquences à venir prévisibles, dramatiques ou terrifiantes, préférant s'en accommoder refusant de les aborder, sachant que le moment venu la classe dominante s'en chargerait à sa manière en liquidant un à un tous nos droits sociaux collectifs, à défaut d'avoir armé politiquement la classe ouvrière pour qu'elle puisse résister et de s'être donné les moyens de renverser le régime en place.

On appréciera les discours sur la "*résistance*" de la classe ouvrière, qui certes est bien réelle, mais dérisoire au regard de la liquidation de tous nos droits et qui sert au passage à couvrir la faillite politique de nos dirigeants, qui évoquent volontiers les "défaites" du mouvement ouvrier pour faire illusion ou diversion, mais refusent d'aborder la question déterminante du processus qui a conduit à sa totale décomposition dont ils portent également la responsabilité.

La crise qu'allait connaître le capitalisme au tournant des années 70, et qui en réalité n'a jamais cessé jusqu'à nos jours en dehors de brèves périodes d'accalmie apparente, allait poser les bases de la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques et d'un nouvel ordre mondial sous l'égide de l'oligarchie financière, tandis que le mouvement ouvrier international allait s'avérer incapable de se doter d'une nouvelle direction combattant pour le socialisme.

La combinaison de ces facteurs allait amplifier l'hégémonie de l'oligarchie financière et son pouvoir sur l'économie et la politique mondiale, lui servir à réaliser pas à pas sa stratégie politique dont on peut quotidiennement mesurer les conséquences effroyables pour tous les peuples.

L'affaiblissement et la décomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde allait s'accélérer à partir du début des années 80 jusqu'à nos jours au fur et à mesure que nos droits sociaux allaient disparaître, cédant la place à ce qu'ils ont appelé le consumérisme importé des Etats-Unis, où naturellement le mouvement ouvrier était depuis longtemps encore plus disloqué qu'en Europe où il avait pris naissance deux siècles plus tôt.

La privatisation des services et des entreprises publics combinée à la politique d'austérité appliquée par les représentants de la classe dominante depuis 1983 allait se traduire par l'impossibilité des couches les plus défavorisées du prolétariat de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires, qui dorénavant devraient se tourner vers des ONG ou des associations dites caritatives ou humanitaires pour tenter de suppléer cette carence de l'Etat, pour tout simplement pouvoir survivre.

Quant aux couches supérieures de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière, les couches moyennes, les classes moyennes et la petite bourgeoisie, malmenées par la politique de régression sociale généralisée appliquée par les gouvernements successifs, devant la faillite, la soumission totale des partis dits ouvriers ou de gauche au capitalisme et ses institutions, en l'absence de toute perspective ou alternative au capitalisme, leurs liens avec le reste de la classe ouvrière allaient s'effriter, se détendre au point de ne plus défendre que leurs propres intérêts pour tenter de maintenir leur mode de vie ou de l'améliorer.

Dans un premier temps elles allaient se tourner vers le consumérisme, puis plonger rapidement dans le corporatisme, ayant abandonné tout idéal humaniste basé sur le partage de valeurs ou de principes par nature collectifs ou universels, elles devaient se laisser tenter par le communautarisme, leur idéal se réduisant à leur capacité ou objectif à acquérir des biens matériels et à consommer des services conformément à celui que leur a fourni leur guide, le marché, elles allaient finir de se corrompre en adoptant un individualisme grotesque, réactionnaire.

---

## ACTUALITE EN TITRES

## Bruxelles a son homme "**totalem<sup>ent</sup> sûr**" dans la place.

La preuve.

- Macron "**totalem<sup>ent</sup> sûr**" que Bruxelles n'opposera pas son veto - AFP

Et pour cause.

- Hollande: "**les réformes se poursuivront à un rythme encore accéléré**" - AFP

Mais encore.

- Macron à Aubry : il faut "**restaurer les marges des entreprises**" - Francetv info

## Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne.

- Les résidences secondaires sont désormais abordables - Francetv info

Le prix des résidences secondaires a brutalement baissé, la faute à la crise qui a réduit la demande. - Francetv info 19.10

Les SDF et les 3,5 millions de mal logés en redemande !

- Record de fréquentation pour l'édition 2014 du Mondial de l'automobile - Francetv info

Le Mondial de l'automobile, qui ferme ses portes dimanche soir, a attiré plus d'un million de visiteurs, un record. Francetv info 19.10

Les tenants du régime sont rassurés...

## Le vieux monde hideux, réactionnaire, décomposé, putréfié, barbare, c'est cela.

- Macron bénéficie d'une bonne opinion auprès d'une majorité de Français - AFP

- Réhabilitation de Pétain par Zemmour: "**absurde et faux**" selon des historiens - AFP

- Italie: la Ligue du Nord défile contre "**l'invasion**" de clandestins - AFP

- Synode sur la famille: «dommage» qu'il n'y ait pas eu accord sur les homosexuels regrettent des - associations 20minutes.fr

- Le maire de Rome enregistre 16 mariages homosexuels, en totale contradiction avec la loi - Francetv info

- Les transsexuels veulent plus de droits - LePoint.fr

- "**Arbre de Noël**" ou "**sextoy**", l'œuvre d'un artiste contemporain vandalisée à Paris - Francetv info

- La cigarette bannie d'un parc parisien - M6info

- Fodé Sylla, ex-SOS Racisme, nommé ambassadeur itinérant du Sénégal - LeParisien.fr

- RDC: nouveau massacre de civils par les rebelles ougandais - AFP

- Heurts violents dans le quartier de Mong Kok à Hong Kong - Reuters

- Yémen: 16 morts dans de nouveaux heurts entre chiites et sunnites - AFP

- Attentat suicide devant une mosquée chiite de Bagdad, 19 morts - Reuters

- MH17: Berlin accuse les séparatistes d'avoir utilisé un missile ukrainien - AFP

## ACTUALITÉ DU JOUR

### En famille.

- Martine Aubry étrille la politique de François Hollande - M6info

Vraiment ?

- «*Comptez sur moi pour avoir les nerfs solides*», répond Valls - LeParisien.fr

Non, pas vraiment.

- Martine Aubry, la social-démocratie et quelques dizaines de milliards - Liberation.fr

La faible divergence entre les politiques prônées par Martine Aubry et Manuel Valls ne saurait fonder un schisme idéologique. Liberation.fr 19.10

On se disait aussi...

L'UMP vole au secours de Valls.

- Gérard Larcher : "*Les propos d'Aubry sentent un peu la naphthaline*" - LeMonde.fr 19.10

Invité du Grand Rendez-vous Europe 1/Le Monde/l-télé, le président du Sénat, Gérard Larcher (UMP), a déclaré:

« *Je sens un peu la naphthaline dans ses propos, avec le retour de ce qui ne marche pas. Elle a des rengaines du passé, elle est pétrifiée. Le mot +statue+ est bien adapté à Mme Aubry.* » LeMonde.fr 19.10

### Des "réformes" sur mesure pour les multinationales.

- Hollande: "*les réformes se poursuivront à un rythme encore accéléré*" - AFP 19.10

A l'issue d'une rencontre sur le thème de l'attractivité de la France avec des patrons d'entreprises étrangères, le Président a promis de poursuivre jusqu'à la fin du quinquennat.

Les dirigeants d'AB Volvo, Adecco, Samsung Electronics, Nestlé, ou encore du fonds Qatar Investment Authority étaient notamment présents.

«*Les réformes, elles sont continues, elles ont été engagées dès les premiers mois de mon quinquennat et elles se poursuivront à un rythme encore accéléré jusqu'à la fin, parce que la France a besoin de réformes*», a déclaré le président de la République devant un parterre de patrons de grandes entreprises étrangères réunis à l'Élysée.

Il s'agit «*non pas de réformer pour réformer mais de réformer pour créer davantage de richesse, davantage d'activités, davantage d'emplois et aussi pour attirer davantage d'investisseurs et davantage d'entreprises*», a-t-il ajouté lors de cette rencontre à l'Élysée sur le thème de «*l'attractivité de la France*», en présence notamment du chef du gouvernement Manuel Valls et du ministre de l'Économie Emmanuel Macron.

Enumérant les réformes engagées depuis six mois par le gouvernement Valls, M. Hollande a présenté comme «*une nouvelle étape*» le projet de loi de relance de l'activité lancé par le gouvernement qui prévoit notamment un assouplissement du travail du dimanche, l'ouverture des professions réglementées et des mesures en faveur de l'actionariat salarié. AFP 19.10

En complément. Était au programme de cette "**attraction**" tenue "**entièrement**" secrète, conspirateur n'est pas qui veut.

- De grands patrons mondiaux à l'Élysée pour plancher sur l'attractivité française - LeMonde.fr



« Il s'agissait d'avoir un échange extrêmement ouvert avec les grands patrons étrangers pour avoir leur perception de ce qui fonctionne ou pas en France et des pistes d'amélioration », a indiqué Muriel Penicaud, présidente de l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII), notant que « la perception de la France est très souvent plus négative que la réalité ».

Le ministre de l'économie, Emmanuel Macron, devait ouvrir cette rencontre, qui se déroulerait entièrement à huis clos. LeMonde.fr 19.10

On comprend pourquoi ils sont "extrêmement" fermés avec les travailleurs. Hollande, son gouvernement et le PS ont choisi leur camp...

### Garde-à-vous. La voix des banquiers.

- Macron : «*Mon seul plan, c'est de faire aboutir les réformes que je porte*» - LeParisien.fr

- PS: Le Roux accuse Mélenchon de "racisme larvé" envers Macron - AFP

Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée, sur Radio J : "*Emmanuel Macron a rappelé dans son parcours le temps où il avait été dans la banque, est-ce que cela devrait suffire à discréditer un engagement, à discréditer des idées, à discréditer un homme, c'est une forme de racisme larvé que (...) de vouloir montrer quelqu'un par rapport à sa profession, par rapport à ce qu'elle serait supposée représenter*".

"*Je mets chacun en garde sur les effets de ces procédés*", a poursuivi le député. AFP 19.10

Pour qui se prend-il cette vermine avec ses mises en garde ou ses menaces !

Dénoncer, combattre, vouloir exterminer les banquiers et leurs mandataires, Bruno Le Roux a dû se sentir visé par les propos de Mélenchon il faut croire, ce serait faire preuve de racisme, mais c'est un devoir qui relève du salut public, de l'humanisme le plus élevé !

La politique défendue par Macron est en tous points conforme à celle dictée par l'oligarchie financière via ses porte-parole, le FMI, la Banque mondiale, l'UE et l'OCDE, c'est amplement suffisant pour en déduire qu'il a conservé l'état d'esprit du misérable banquier de Rothschild qu'il a été, c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a été promu ministre de l'Economie, pour sa faculté à obéir aux ordres et à les appliquer avec zèle non sans faire preuve de mépris ou cynisme envers ceux qui en sont les victimes désignées, les pauvres.

### Valls atteint le "fond" de l'ignominie.

- Les thèses d'Eric Zemmour dans le collimateur de Manuel Valls - LeMonde.fr

Le premier ministre estime que ce type de discours « *rabaisse* » la France et déplore « *que cela ne suscite pas d'indignation du fond du peuple* ». LeMonde.fr 19.10

Parce que le peuple devrait s'intéresser aux délires ultra nationalistes d'un réactionnaire assumé, ce serait lui faire trop d'honneur et à vous aussi par la même occasion qui n'avez de cesse de mépriser le peuple. On ne vous le reproche pas et on ne vous demandera pas à vous corriger, c'est naturel chez vous.

Le peuple, Valls, comme Hollande ou Macron, parle de ce qu'il ne connaît pas.

---

## INFOS EN BREF

### SOCIAL

Grande-Bretagne

- Depuis une semaine, des salariés du public et du privé multiplient les mouvements pour protester contre le gel des salaires. - AFP 18.10

Des dizaines de milliers de personnes manifestaient samedi dans les rues de Londres pour protester contre l'érosion des salaires,

qui ont baissé de 50 livres (63 euros) par semaine depuis 2008, selon les organisateurs, malgré la bonne tenue de l'économie britannique.

Le cortège, constitué de fonctionnaires et de salariés du privé, s'est ébranlé vers midi et devait sillonner le centre de la capitale britannique jusqu'à Hyde Park, a constaté un journaliste de l'AFP.

Cette marche intitulée «Les Britanniques ont besoin d'une augmentation» était organisée par la Trade Unions Congress (TUG), la confédération syndicale britannique. «Il est temps de mettre fin au blocage des salaires qui a tenu la grande majorité des gens à l'écart de la reprise économique», a déclaré la secrétaire générale de la TUG, Frances O'Grady.

Cette marche conclut une semaine marquée par plusieurs mouvements sociaux au Royaume-Uni. Lundi, des centaines de milliers d'employés du service public de santé (NHS) ont observé un arrêt de travail de quatre heures pour réclamer une hausse de salaire, un débrayage inédit depuis 1982 et les années Thatcher. Mercredi, des dizaines de milliers d'agents de la fonction publique ont mené une grève de 24 heures pour protester également contre le gel des salaires et la baisse du pouvoir d'achat.

Autre manifestation de la grogne, des militants antigouvernement sont rassemblés depuis vendredi à proximité du Parlement avec pour projet de lancer un mouvement «Occupy Democracy». Une cinquantaine d'entre eux étaient encore présents samedi matin, enveloppés dans des couvertures et buvant du thé.

Ces mouvements sociaux interviennent alors que l'Office des statistiques nationales a annoncé mercredi un nouveau recul du taux de chômage qui, à 6%, s'établit à son plus bas niveau depuis fin 2008, et alors que la croissance devrait dépasser les 3% en 2014. Mais les salaires des Britanniques continuent à baisser en termes réels puisque leur rémunération, n'a, hors bonus, progressé que de 0,9%, soit moins que l'inflation, sur la dernière année. AFP 18.10

[Haut de page ↗](#)

---

Le 21 octobre 2014

## CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre de nouveaux articles en ligne, ce sera pour ce soir. Demain c'est Diwali, jour férié et j'ai des courses à faire. Et puis je n'ai plus envie de causer, je serais encore désagréable et cela ne sert à rien, tout comme les articles qu'on lit d'ailleurs, rien ne semble plus servir à rien, vous n'avez pas remarqué ? J'ai dû me tromper en faisant ce site.

- Mais où est donc passé Abou Bakr al-Baghdadi, le calife de l'Emirat islamiste ?

Il trône à Ankara... ou à Washington !

Hier le ministre français de la Guerre était en visite officielle au Qatar. Il a salué comme il se devait les excellentes relations qu'entretient la France (son gouvernement) avec ce régime féodal. Il en a profité pour marteler que son objectif politique était la chute de la République laïque syrienne. Au passage, n'oubliez pas que la laïcité (tout comme la République) est un des principes auquel les francs-maçons tiennent le plus, pure mensonge ou hypocrisie en réalité comme on peut l'observer ici, une fois de plus.

Que le gouvernement PS-PRG ait d'excellentes relations avec les dictatures du Golfe qui appliquent un islam rigoriste ou archaïque, la charia et le wahabbisme qu'ils ont l'honneur et le privilège de partager avec leurs créatures, les membres d'Al-Qaida, du Front Al-Nosra et l'Emirat islamiste, qu'il présente aujourd'hui comme des alliés dignes de confiance au point de partager le même combat contre le même ennemi, méritait qu'on revienne en arrière pour le vérifier.

Nouvelobs.com 23 octobre 2012 - Le Qatar est aussi l'ami des islamistes. Pour le régime de Doha, les Frères musulmans et les salafistes, parfois liés à Al-Qaida, propagent une interprétation de l'islam parfaitement compatible avec le wahhabisme de l'émirat. Au nom de cette solidarité, le Qatar et sa chaîne satellitaire globale Al Jazeera ont activement soutenu les révoltes de Tunis, puis du Caire et de Tripoli. Mais ignoré ou combattu les revendications démocratiques dans les monarchies amies de Bahreïn et du Koweït dont la contagion, dans le Golfe, pouvait être menaçante.

Dans le nord du Mali, ce sont des groupes armés bénéficiant de l'aide qatarie qui imposent la férule de la charia. Avec l'Arabie saoudite, le Qatar est aujourd'hui l'un des principaux soutiens de l'opposition syrienne. Mais cette aide - notamment en armes - inquiète désormais Washington. Alertée par des rapports récents de ses services secrets, la Maison-Blanche déplore que la majeure partie des armes livrées par le Qatar parvienne aux opposants islamistes les plus radicaux. "Précisément ceux qui ne devraient pas les recevoir", estime une source officielle américaine citée par le "New York Times". Question : le gouvernement français, qui entend combattre l'islamisme radical sur son territoire, peut-il avoir pour partenaire privilégié, doté

d'un statut fiscal avantageux, une monarchie absolue au modernisme tapageur, mais trompeur, qui soutient partout les Frères musulmans et les salafistes armés ? Nouvelobs.com 23 octobre 2012

Question incongrue franchement, on est le 21 octobre 2014, ils ont déjà effacer l'histoire ou ils l'ont déjà réécrite.

Demain dans les manuels d'histoire des collèges et des universités on retiendra que le Qatar, l'Arabie saoudite, Israël et la Turquie, etc.ont joué un rôle majeur au côté de la France et des Etats-Unis notamment dans la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient, pour la démocratie et la liberté, qui en douterait ?

### Syrie.

Que mijotent les Américains ? Il ne faut pas croire sur parole leurs déclarations ou ce qu'on lit dans la presse qui relève généralement de la propagande.

Les voilà qui viendraient en aide aux combattants kurdes de Kobani... La Turquie aurait accepté que des Kurdes d'Irak puissent rejoindre Kobani. Lesquels, ceux qui sont liés à la France et à Israël ? Pour combattre qui, EI ou les kurdes syriens liés au PKK ? Pour les manipuler, les affaiblir ? Prépareraient-ils l'évacuation de la population de la ville ? Cela semble hypothétique car elle n'a pas l'intention de céder du terrain ou de tout perdre. En échange de quoi, de la vie sauve et des promesses qui ne seront jamais tenues ? A suivre.

- Kobani: Washington défie Ankara? - french.irib.ir 20.10

Les sources kurdes syriennes viennent aussi de le confirmer : le centcom US a largué des armements sur Kobani : les avions C130 de l'armée américaine ont largué une quantité d'armes et de munition sur la ville où les combattants kurdes se battent avec courage contre les terroristes de Daech. Dans son communiqué, le Centcom dit avoir mené plus de 135 raids contre les positions de Daech, "*raids qui ont été efficaces à faire reculer les jihadistes*", le texte juge toutefois encore probable la chute de la ville et affirme vouloir via "*l'envoi des armes aider les Kurdes à tenir tête à Daech*".

Le Centcom fait aussi état des aides médicales larguées sur Kobani. sur le terrain, les sources kurdes font état de la mort d'au moins 70 daechistes dont les cadavres se trouvent dans l'hôpital de Kobani. Selon les analystes, cette aide trop tardive des Etats Unis à Kobani qui fait face depuis deux mois à l'assaut acharné des terroristes de Daech mérite réflexion : l'aide intervient 24 heures après le refus public d'Erdogan de fournir des armes aux Kurdes syriens de Kobani. Les analystes affirment que l'envoi d'armes aux Kurdes n'ira pas sans provoquer la colère de Ankara.

Ceci étant dit les Américains ont mis deux mois avant d'envoyer le premier convoi d'aide armée directe aux kurdes syriens. Ils l'ont fait alors que sur le terrain la donne est entrain de changer et que les kurdes sont parvenus à repousser grandement les daechistes. Les sources bien informées parlent de quelques 1200 tués dans les rangs de Daech et ce en dépit des renforts venus de Raqqa et d'Alep. Les terroristes pilonnent aveuglément les zones d'habitation mais le projet "*Kobani*" est déjà un fiasco pour la Turquie et les Etats Unis. Ankara semble s'être fait une nouvelle fois piégé en suivant aveuglément le plan américain de former une base d'entraînement terroriste dans le nord de la Syrie d'où tenter de faire renverser Assad, et où envoyer les kurdes se faire tuer. french.irib.ir 20.10

---

### ACTUALITE EN TITRES

T'as qu'à t'abstenir d'acheter ce tas de ferraille !

- Toyota annonce un nouveau rappel lié aux airbags de Takata - Reuters

Nantis et hystériques ou société de zombies.

- Apple explose ses bénéfices grâce à l'iPhone - Liberation.fr

Le bénéfice net a augmenté de 6,7% à 39,5 milliards de dollars sur l'ensemble de l'exercice clos fin septembre. Liberation.fr 20.10

Sortez vos mouchoirs, en soie, non, en papier hygiénique cela fera l'affaire.

- Le PDG de Total meurt tragiquement - LePoint.fr

Christophe de Margerie, la patron du géant français du pétrole est décédé cette nuit dans un accident d'avion à l'aéroport Vnukovo de Moscou. LePoint.fr 20.10

C'est encore un coup des Russes !

On le regrettera...

- Christophe de Margerie, un patron qui voulait payer plus d'impôts - 20minutes.fr

Et quelle "**personnalité**", incommensurable s'écrient ses larbins en deuil.

- Mort de Christophe de Margerie : Hollande salue une "*personnalité originale*" - Le Nouvel Observateur

- Margerie: Valls salue "*un dirigeant d'entreprise hors du commun*" - AFP

Passez-y la main, le reste suivra bientôt, tralalalala...

- Très malade, le patron d'Areva, Luc Oursel, passe la main - AFP

[Erection élyséenne.](#)

- Oeuvre vandalisée de McCarthy: François Hollande «aux côtés» de l'artiste - 20minutes.fr

On y reviendra car cela vaut vraiment le coup, c'est une façon de parler.

McCarthy est complètement dégénéré ou c'est un cinglé. Un jour, lors d'une de ces énièmes provocations, il s'était enduit de confiture et d'excrément, cela vous donne une idée du personnage que Hollande et la maire du Paris (PS) soutient, notamment. On ne nous a pas dit combien de participants étaient conviés au festin et s'ils avaient apprécié la marinade !

[Ils ont un gros problème quelque part, devinez où ? Ils ont un sexe à la place du cerveau.](#)

- "*Zizi sexuel*" : plus de 37 000 signataires contre l'exposition - LePoint.fr

- Les financements publics pour lutter contre les stéréotypes de sexe - AFP

- Congélation des ovocytes: "*Une plus grande égalité hommes-femmes... En théorie*" - L'Express.fr

- Lutte contre les stéréotypes de sexe: l'éducation et les médias prioritaires - L'Express.fr

[Comment ils alimentent le communautarisme, le légitiment.](#)

- Des «*tests halal*» pour détecter la présence de porc ou d'alcool dans les assiettes - 20minutes.fr

[Quand les antiracistes volent au secours du colonialisme.](#)

- Le "*zoo humain*" qui a fait scandale à Londres arrive bientôt à Paris - L'Express.fr

L'exposition Exhibit B reproduit un zoo humain tels qu'ils circulaient en Europe au XIXe siècle. L'artiste Brett Bailey dit l'avoir conçue pour dénoncer le racisme, mais son arrivée à Paris est dénoncée par des militants antiracistes. lexpress.fr 20.10

Ils ont le "*devoir de mémoire*" sélectif. Evidemment, ce sont les associations pourries antiracistes liées au régime qui montent au créneau pour le défendre, inutile d'enseigner ou de rappeler aux jeunes cette ignoble page du colonialisme, et pour cause, il n'a jamais réellement cessé, chut !

[Alors qu'on les pende ou les fusille !](#)

- Le délit d'entrave n'enverra plus les patrons jusqu'en prison - Le Nouvel Observateur

On ne pourrait même pas les condamner aux travaux forcés, leur productivité serait trop faible, ils coûteraient plus cher de les nourrir que ce qu'ils rapporteraient !

[Valls endosse le discours de Zemmour.](#)

- Manuel Valls appelle au "*patriotisme alimentaire*" dans la grande distribution - Francetv info

[Intox.](#)

- Le budget attire l'abstentions «*frondeurs*» - Liberation.fr

Mais puisque la fronde reste contenue à une trentaine de parlementaires socialistes, qui, de plus, s'en tiennent à l'abstention, le Premier ministre, Manuel Valls, n'aura aucun mal à obtenir une majorité de gauche sur son budget, même relative. Liberation.fr 20.10

- Pour Cambadélis, Martine Aubry n'a pas «*d'arrière-pensées*» et veut être «*utile*» au PS - 20minutes.fr

- Le Foll: la "*réflexion collective*" suscitée par Aubry est "*bienvenue*" - AFP

[Haut de page ↗](#)

---

Le 22 octobre 2014

## [CAUSERIE](#)

Comme je suis privé de télé ou de distraction, je vais essayer de me remettre à lire le soir, si mes yeux ne sont pas trop fatigués après une journée de boulot à l'écran, l'âge se fait sentir...

On a ajouté 23 nouveaux articles, on en a laissé de côté quelques-uns qui n'étaient que pur bavardage, notamment.

On essaie de filtrer davantage les articles qu'on met en ligne, le problème, c'est que cela prend du temps et j'en manque cruellement. Parfois, c'est dommage car ils contiennent des données intéressantes, mais quand leurs conclusions relèvent de la propagande (déguisée) en faveur de la classe dominante, on les rejette. J'en laisse encore passer qui seront jugés insupportables par certains, comme je l'ai déjà dit, si je m'en tenais qu'à mes idées, je ne publierais pratiquement plus rien ou une dizaine d'articles par mois.

C'est à chaque lecteur de faire la part des choses, compte tenu de ces précisions. Ces articles sont mis en ligne à titre d'information principalement, à chacun ensuite de faire ses propres analyses ou de se forger ses propres convictions.

Je ne sais pas si vous avez eu l'info selon laquelle la Chine serait passée devant les Etats-Unis en terme de PIB, les médias l'ont apparemment censurée puisque je n'ai téléchargé aucun article sur ce sujet. Mondialisation.ca a publié un article qui relatait cette info, sauf qu'il se terminait par un vibrant hommage à l'UE !

Quelques extraits.

- "*l'Europe se retrouve à jouer le rôle qui lui incombe de facilitateur de transition systémique entre un monde d'avant et un monde d'après la crise*" ;

- "*l'Europe (et tout le monde) doit être capable à la fois d'accueillir positivement la nouvelle réalité (l'Asie- ndr) et de veiller à repenser les conditions de la préservation de son indépendance*" ;

"*l'Europe a tous les atouts en main pour compter à l'échelle globale malgré sa petite taille relative*"

Trop, c'est trop dans le même article, insupportable, votre destin est entre les mains de l'UE ou vive l'UE !

Précédé de deux infos intéressantes :

- Deux faits majeurs ressortent de l'actualité des quatre dernières semaines. D'un côté, la Chine devient la première

puissance économique mondiale, passant officiellement devant les États-Unis, avec un poids économique officiel (chiffres du FMI) de 17,61 billions de dollars (versus 17,4 pour les États-Unis).

- La City de Londres a déjà été sauvée de la faillite par la Chine qui en a fait la première place financière « hors-sol » à pouvoir émettre des obligations en yuan [5]. De ce fait, l'Angleterre devient un fervent promoteur de l'adjonction du yuan aux DTS du FMI. (Crise systémique globale – 2015 : Le monde passe à l'est - mondialisation.ca 18.10)

J'ai fait le choix de ne pas publier cet article, ai-je eu raison ou tort ?

### [Pas de bol !](#)

- Des armes larguées par les Américains tombent aux mains de l'Etat islamique - Liberation.fr

Le Commandement militaire américain chargé de la région (Centcom) avait annoncé lundi avoir été obligé de détruire une des palettes de matériel qui s'était égarée lors du largage, pour éviter qu'elle ne tombe aux mains des jihadistes. Liberation.fr 21.10

Ils sont capables de viser "*une palette*" et en deux jours de bombardement ils ne sont pas capables de tuer plus de 15 barbares...

### [Mis complaisamment à votre disposition...](#)

- Voici le manuel qui apprend aux djihadistes à ne pas laisser de trace - Rue89

Avec les remerciements des apprentis barbares...

### [Leur justice. Le meurtre banalisé.](#)

- Oscar Pistorius condamné à cinq ans de prison ferme pour le meurtre de sa petite amie - Le Huffington Post

Dès le début de cette affaire et la manière dont les médias allaient la traiter, j'ai pressenti qu'il serait innocenté ou n'écoperait que d'une peine de prison insignifiante et c'est le cas aujourd'hui. J'avais l'intime conviction au vue des éléments de l'enquête qu'il s'agissait purement et simplement d'un meurtre, d'une exécution de sang froid, pour quel motif, la jalousie ou parce que sa compagne avait finalement renoncé à l'épouser à quelques jours de leur mariage.

Les médias se sont acharnés mois après mois à le présenter comme une victime d'une malheureuse méprise, ce qui devait suffire selon eux à établir sa non-culpabilité, tandis que son engouement pour les armes à feu devait jouer en sa faveur, dans la mesure où il l'avait amené à commettre une fatale erreur de jugement devant suffire à établir son irresponsabilité, bref, il semblait inconcevable qu'un tribunal jette en prison un handicapé médaillé olympique, une célébrité, apparemment les arguments de la défense étaient si faibles ou grotesques qu'ils n'ont pas convaincu le jury.

En Inde pour un crime similaire, avec un bon avocat, vous risquez tout au plus 2 à 3 ans de prison, la vie ne vaut pas bien chère. Aux Etats-Unis le contexte est totalement différent, avec plus de 360 millions d'armes en circulation vous risquez la peine de mort.

### [Le saviez-vous ?](#)

La guerre sans fin en Syrie, c'est à cause de la Russie qui soutient Assad, la déstabilisation de l'Ukraine, c'est encore la Russie, le sous-marin fantôme au large des côtes de la Suède, il était russe évidemment, la mort du PDG de Total, c'est encore un mauvais coup des Russes...

- L'armée suédoise n'a toujours pas retrouvé le mystérieux sous-marin - 20minutes.fr

Aux infos de Russia Today, hier soir, les journalistes ont affirmé que selon les autorités russes il s'agissait d'un sous-marin allemand. Les médias français ont-ils repercuté cette information ? Non, bien sûr, ils ne font plus que dans la propagande et la désinformation.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[Après touche pas aux banquiers, touche pas aux représentants de l'oligarchie.](#)

Raison de plus pour aimer les patrons, les grands patrons, les patrons des multinationales.

- Une immense fraude fiscale de 1,7 milliard d'euros découverte en Italie - Francetv info

Ce système, créé en 2001 par deux entrepreneurs romains, Pierino Tulli et Maurizio Ladaga, consistait en de fausses factures émises par des sociétés intermédiaires sous-traitant des marchés obtenus par les entrepreneurs dans des domaines comme la sécurité et le nettoyage industriel.

Grâce à ces fausses factures, d'importantes sommes atterrissaient sur des comptes de sociétés créées uniquement pour pouvoir les encaisser. Une fois l'argent prélevé en espèces et placé à Saint-Marin et au Luxembourg, ces sociétés étaient déclarées en faillite et de nouvelles étaient constituées, détaille la police. Au total, 62 personnes sont soupçonnées d'avoir participé, à des degrés divers, à cette fraude.

L'évasion fiscale est un fléau contre lequel tous les gouvernements italiens de ces dernières années ont tenté de lutter. En 2013, la police financière avait annoncé avoir découvert plus de 56 milliards d'euros d'évasion fiscale en 2012. Francetv info 21.10

Rappel.

1- (causerie du 18 octobre) France. Total : pas un centime d'impôt, mais un chèque du fisc de 80 M€ - leparisien.fr

Depuis deux ans, Total n'a pas versé l'impôt sur les sociétés en France. Si l'activité du pétrolier reste déficitaire dans l'Hexagone, il touchera en différé les déductions d'impôt auxquelles il a droit. leparisien.fr 17.10

2- Total ou la traîtrise fiscale - Atlantico.fr 11 avril 2011

Le géant français du pétrole aime échapper à l'impôt. Un comportement quelque peu paradoxal : l'entreprise, largement bénéficiaire, est en partie redevable de sa prospérité au giron protecteur de l'Etat français.

Les révélations des Echos la semaine dernière sur les exonérations fiscales dont Total tire profit sont emblématiques des rapports de plus en plus étranges que les grandes entreprises entretiennent avec les États qui leur ont donné naissance.

Rappelons que Total se trouve, en France, dans une double situation au regard de l'impôt sur les sociétés. D'une part, Total déclare ses activités déficitaires sur le sol national, ce qui lui permet d'échapper à l'impôt. D'autre part, Total demande la prorogation à son profit du dispositif dit du bénéfice mondial consolidé.

Celui-ci lui permettrait, au cas où son activité serait à nouveau excédentaire en France, d'échapper à l'impôt, en déduisant de ses bénéfices les éventuelles pertes enregistrées par des filiales étrangères. Souplisse fiscale commode pour un groupe de taille mondiale. Total : un symbole national

Après tout, ces arrangements n'attireraient pas forcément l'attention s'ils concernaient un groupe autre que Total. Mais la première particularité de la situation est que Total constitue la première capitalisation boursière en France. Avec une valeur en bourse d'environ 100 milliards d'euros, l'entreprise pétrolière est le vrai tycoon français, équivalent à environ deux fois le budget annuel de l'Éducation nationale. Dans ces conditions, il est difficile d'expliquer que le groupe échappe à l'impôt sur les sociétés. Surtout que Total a engrangé 10 milliards d'euros de bénéfices au niveau mondial en 2010 (rappelons que le déficit du régime général de retraite était de 7 milliards...), et qu'il va profiter cette année de la flambée des cours.

Deuxième particularité, la plus embarrassante, sans doute : Total est né de concessions d'exploitations offertes par les États. Il s'agit d'une ancienne entreprise nationalisée, qui s'est développée à l'abri de réglementations avantageuses, de monopoles divers et variés, d'arrangements politiques bien connus, notamment en Afrique. Est-il normal que Total se dérobe aujourd'hui à un civisme fiscal en négociant une exonération pour ne pas payer d'impôts sur des profits à venir?

Autant la stratégie d'optimisation fiscale pratiquée par certaines entreprises nées d'initiatives privées peut s'entendre, autant cette stratégie laisse sceptique quand il s'agit d'entreprises dont la taille et les profits sont étroitement dépendants des concessions publiques.

Au moment où la dette publique atteint des proportions critiques, le citoyen ordinaire peut difficilement comprendre que des efforts soient requis pour tous, sauf pour les groupes mondiaux qui engrangent des bénéfices colossaux. On voit ici comment la politique dite d'incitation fiscale, qui prétend réduire l'impôt de certains pour relancer la croissance, est d'une hypocrisie confondante. Atlantico.fr 11.04.11

Champagne ! Pas pour tout le monde quand même !

- Qui était Christophe de Margerie, patron de Total ? - francetvinfo.fr 21.10

Né le 6 août 1951, Christophe Jacquin de Margerie grandit dans une famille de diplomates et de dirigeants d'entreprise. Petit-fils de Pierre Taittinger, fondateur de l'empire du luxe et du champagne Taittinger, il étudie dans des établissements privés de Reims, Paris et Neuilly-sur-Seine, avant d'entrer à l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP).

Son diplôme en poche, il entre en 1974 à la direction financière de la Compagnie française des pétroles (qui deviendra Total). Il gravit un par un tous les échelons du groupe. Après une ascension lente, il entre au comité directeur en 1992 et devient directeur général de Total Moyen-Orient en 1995.

En 1999, après la fusion de Total avec le groupe belge Petrofina, Christophe de Margerie accède à la direction Exploration et production, la plus importante du groupe, qu'avait aussi occupée son prédécesseur, Thierry Desmarest. Christophe de Margerie entre par la même occasion au comité exécutif du groupe.

Peu après sa nomination, il passe plus de 24 heures en garde à vue, dans le cadre d'une affaire de corruption avec l'Iran. Christophe de Margerie est aussi mis en cause dans le scandale de pots-de-vin et de surfacturations mis en place par le régime de Saddam Hussein pour contourner le programme onusien "pétrole contre nourriture". Toutefois, après huit ans d'instruction et un mois de procès, le tribunal correctionnel de Paris rend le 8 juillet 2013 un jugement spectaculaire dans cette affaire, en relaxant tous les prévenus.

Au terme d'une transition de trois ans, Christophe de Margerie devient en mai 2010 PDG du géant pétrolier français. Il est reconduit en 2012 dans ses fonctions d'administrateur du groupe, qu'il devait assumer jusqu'en 2015. Les statuts du groupe avaient été modifiés au printemps dernier pour repousser la limite d'âge des fonctions de président et de directeur général du groupe, ce qui aurait pu lui permettre de briguer un nouveau mandat en mai prochain. francetvinfo.fr 21.10

Touche pas à un élu du groupe Bilderberg.

Il figurait parmi la dizaine de Français invités à la 56e édition de la conférence Bilderberg, qui s'est déroulée du 5 au 8 juin 2008 au Westfields Marriott à Chantilly en Virginie aux États-Unis.

Le 23 juillet 2011, Christophe de Margerie s'est joint à 15 autres patrons français pour demander une augmentation de leurs impôts.

Il défend l'utilisation de la fracturation hydraulique pour l'exploration des gaz de schiste dans le sud de la France. Wikipédia.org

Sang froid.

Gérard Filoche au micro de RTL, mardi en fin d'après-midi : *"Je ne regrette rien. On est amené à faire un bilan de ce qui s'est passé en Birmanie, au Congo, du programme pétrole contre nourriture, Erika, AZF et il gagnait 1 445 fois le smic en cinq ans. Ce qui me touche le plus, c'est qu'il ne payait pas d'impôts."* Et le membre du bureau national du Parti socialiste d'enfoncer le clou. *"Vous voulez que je me taise sur Total ? Derrière le pétrole, il y a du sang."* francetvinfo.fr 21.10

La nation toute entière appelée à rendre hommage à une multinationale en deuil.

- Total, première entreprise française, perd son charismatique patron dans un accident - AFP

- Disparition de Christophe de Margerie : un choc national - Francetv info

- Droite comme gauche saluent Christophe de Margerie - Francetv info

- Christophe de Margerie loué pour son bilan à la tête de Total - Francetv info

- Christophe de Margerie est mort: Manuel Valls salue *"un grand capitaine d'industrie et un patriote"* Le Huffington Post

- L'émotion des salariés de Total après la mort de Christophe de Margerie - Francetv info

Le parti "**pro-business**" donne de la voix.

- Mort de Christophe de Margerie : polémique après les critiques du socialiste Gérard Filoche - Francetv info



En fin de journée, Jean-Christophe Cambadélis a estimé que les propos de Gérard Filoche étaient «*inqualifiables et intolérables, mettant en cause l'éthique du PS*»; «*Dans le climat actuel, la civilité et l'humanité ne doivent pas être pour les socialistes un vain mot*», a-t-il ajouté. leparisien.fr 21.10

L'éthique des bourreaux des peuples.

C'est quoi qui est «*inqualifiables et intolérables*», "l'éthique" ignoble d'un parti qui a soutenu toutes les guerres impérialistes, qui soutient le régime néonazi de Kiev, dont l'imposture est la marque de fabrique. La morale infâme de la classe dominante qui a armé les barbares de l'Emirat islamique, dont la France de Hollande-Cambadélis alliée des Etats-Unis, de l'Arabie saoudite et de la Turquie...

Sortez vos mouchoirs !

- Mort de Christophe de Margerie : Macron pleure "un ami" et "un grand capitaine d'industrie" - Francetv info

- Pour Manuel Valls, Gérard Filoche «*ne mérite pas*» de rester au PS après ses propos sur Margerie - 20minutes.fr

A l'UMP ils mériteraient d'être au PS.. L'UMP vole encore au secours du PS et du gouvernement.

«*Honteux*», a crié Eric Ciotti sur Twitter. Le député UMP des Alpes-Maritimes s'est indigné des propos de Gérard Filoche, demandant que ce «*cadre du PS (soit) exclu après cet énième dérapage*», écrit-il.

«*Filoche doit s'excuser ou le Parti socialiste doit l'exclure après ses propos scandaleux* », a ainsi réagi Daniel Fasquelle, député UMP du Pas-de-Calais. lemonde.fr 21.10

Tartufferie ou d'un "**asile**" à l'autre.

- Mélenchon offre «*l'asile politique*» à Filoche s'il est exclu par le PS - LeParisien.fr

Ouf !

- L'action Total a résisté à l'annonce de la mort de Margerie - LeFigaro.fr

En complément. Le nationalisme est de retour au sommet de l'Etat.

- Christophe de Margerie est mort: Manuel Valls salue "un grand capitaine d'industrie et un patriote" - Le Huffington Post

- Manuel Valls appelle au "*patriotisme alimentaire*" dans la grande distribution - Francetv info

[Tout ce brouhaha pour ça.](#)

- L'Assemblée vote les recettes du budget malgré 39 abstentions de frondeurs PS - L'Express.fr

Le volet recettes du projet de loi de finances 2015 a été voté à l'Assemblée nationale ce mardi, à 266 voix contre 245 (56 abstentions au total), mais les frondeurs de la majorité socialiste se sont à nouveau illustrés en nombre par leur abstention -39 députés socialistes- pour affirmer leur opposition aux orientations économique du gouvernement.

"*Je ne comprend pas que des députés socialistes puissent ne pas voter un budget qui rend un peu plus de trois milliards d'euros de pouvoir d'achat aux Français*", affirmait Bruno Le Roux au sujet des frondeurs, peu avant le vote. "*A ceux qui s'abstiennent de se poser la question de savoir s'ils appartiennent au parti*", ajoutait-il. L'Express.fr 21.10

Le gouvernement va leur en piquer 90 sous une forme ou une autre, ils devraient s'estimer heureux...

Il est vrai que pour appartenir au PS, il faut s'accommoder de la régression sociale généralisée, de toutes les guerres impérialistes, soutenir les régimes néonazi, xénophobe et antisémite de Kiev, raciste et d'apartheid de Tel-Aviv, etc. bref, être une pourriture sans nom, et ce n'est pas nouveau.

La survie du régime est devenue désormais incompatible avec la démocratie même rendue à l'état de trace, du coup

le fonctionnement du PS - tout comme celui de l'UMP et tous les partis institutionnels, ne la supporte pas davantage, tendance qui sera amenée logiquement à s'amplifier dans les mois et années à venir, à l'arrivée on s'apercevra que chez tous ces partis et tous ceux qui y seront restés, finalement rien ou presque ne permettait de les distinguer tellement ils partageaient les mêmes méthodes, les mêmes idées et les mêmes objectifs.

Intox. Si c'est dans leur "**culture**" : C'est incurable.

Grille de lecture.

- La Fed et les "*grandes banques*", ce sont les mêmes banquiers !

- Un aveu, les banquiers, profitant de l'impunité dont ils font l'objet, continuent de se livrer à des pratiques mafieuses, ils auraient tort de se gêner, d'autant plus que c'est dans leur "*culture*", ce qui signifie qu'à la base le système financier est pourri.

- Si les banquiers peuvent se jouer si facilement des règlements et des organismes de contrôle, c'est qu'ils présentent des faiblesses ou des failles importantes, et si les banquiers peuvent les détecter si facilement pour les contourner, pourquoi les autorités en charge du contrôle des activités des banques n'en sont pas capables ? La réponse est incluse dans la question, parce qu'elles n'en ont pas la volonté, la collusion entre eux est totale.

- Le représentant de la Fed le confirme quand il avoue son impuissance face à ces puissants banquiers, lorsqu'il affirme que "*la solution*" à ces dérives mafieuses doit "*venir de l'intérieur des firmes, de leurs leaders*", autant dire qu'il est permis d'attendre indéfiniment qu'ils y mettent un terme.

- La solution qu'il préconise ensuite n'est que du baratin une fois de plus, passant de l'intention audacieuse de s'attaquer aux rémunérations des dirigeants des grandes banques, pour finalement se rabattre en désespoir de cause sur les traders, craignant que "*de plus en plus d'appels se feront pour le démantèlement de banques*", situation qu'il faut prévenir à tout prix. Bon, on aura compris qu'il en était le porte-parole.

- Au fait, l'histoire du démantèlement de l'empire de Rockefeller remonte au début du siècle dernier, on le rappelle pour ceux qui se leurreraient sur leurs véritables intentions...

- Etats-Unis: la Fed met en garde les grandes banques contre leurs pratiques - AFP

Un membre éminent de la Réserve fédérale (Fed) a mis en garde lundi les grandes banques contre leur "*culture*" de mauvais agissements ayant conduit à la crise et plaidé pour une refonte des modes de rémunérations afin d'éviter leur démantèlement.

"*Je vois un problème de culture*", a dénoncé devant un parterre de grands banquiers à New York William Dudley, le président de la Fed de New York, le bras financier de la banque centrale américaine et l'un des principaux régulateurs du secteur bancaire.

Par "*culture*" il dit entendre la multiplication d'agissements et de pratiques ne tenant pas compte ni des normes ni de la régulation, selon son discours mis en ligne sur internet.

Et pour preuve, avance M. Dudley, les litiges liés aux pratiques et au sein des banques se multiplient, ce qui montre selon lui, que les établissements financiers ne font pas assez pour corriger les errements passés.

"*Ces dernières années, il y a eu des événements témoignant de mauvais comportements professionnels, de manquements éthiques et de manquements aux règles de la part des institutions financières*", a poursuivi le responsable.

"*Depuis 2008, les amendes imposées aux plus grandes banques ont dépassé les 100 milliards de dollars*", calcule-t-il, soulignant qu'il aurait voulu voir les employés fautifs licenciés.

Les pratiques des grandes banques américaines notamment concernant les crédits immobiliers à risque "*subprime*" sont à l'origine de la plus grave crise financière depuis 1929.

A l'exception de quelques traders, aucun grand nom de Wall Street n'a été inquiété, alors que les pouvoirs publics ont dû venir à la rescousse de certains fleurons.

Lundi, M. Dudley a dit rejeter l'idée que ces mauvais agissements soient l'oeuvre de traders cupides ou d'un petit nombre isolé au sein de firmes.

"Le problème vient de la culture des firmes et cette culture est largement forgée par le leadership des firmes. Ceci signifie que la solution doit venir de l'intérieur des firmes, de leurs leaders", réclame-t-il.

Comme solution, le responsable propose une réforme des modes de rémunérations aussi bien des patrons que des employés.

Il propose par exemple l'idée d'une "garantie de bonne exécution" pour les hauts dirigeants. Celle-ci fonctionnerait comme une part de rémunération différée. En cas d'amende imposée par les régulateurs, une partie de la rémunération du patron serait amputée, de sorte qu'il partagerait la facture avec l'actionnaire et le dirigeant.

En d'autres termes, en cas de grosse amende, les "preneurs de gros risques" en paieront le prix avec "garantie de bonne exécution", plaide M. Dudley.

Cet arrangement forcerait le haut management à tout faire pour traquer les mauvais agissements, espère-t-il.

Quant aux employés, M. Dudley préconise la création d'un "registre central" d'informations géré par les régulateurs. Ceux-ci mettraient ainsi à jour l'embauche et le licenciement de traders.

Le but étant d'éviter que les traders licenciés pour des raisons éthiques par une institution financière ne retrouvent vite un emploi dans un autre établissement. Un tel registre existe déjà chez les maisons de courtage, a-t-il défendu.

Ces réformes "nécessaires", fait valoir William Dudley, ont pour but de regagner la confiance du public.

En l'absence de changements, de plus en plus d'appels se feront pour le démantèlement de banques, estime le responsable dont l'institution a été très critiquée récemment pour être trop conciliante avec les banques, notamment avec la banque d'affaires Goldman Sachs.

"La conclusion inévitable sera que vos établissements sont trop gros et complexes pour être dirigés avec efficacité", a encore dit M. Dudley. "Dans ce cas, les craintes sur la stabilité financière voudront que la taille de vos firmes soit réduite et simplifiée afin qu'elles puissent être dirigées efficacement", a-t-il conclu en forme d'avertissement. AFP 21.10

### Régime mafieux, corrompu.

Complicité, collusion, mansuétude, petits arrangements, finalement impunité pour les banksters.

- Scandale du Libor : 61,6 millions d'euros d'amende pour JP Morgan - LeMonde.fr

Reconnaissant les faits, les deux établissements ont accepté "de régler le litige avec la Commission européenne dans le cadre d'une procédure simplifiée". RBS a ainsi bénéficié d'une immunité tandis que JP Morgan a obtenu une réduction d'amendes pour avoir coopéré et accepté une transaction. AFP 21.10

Contrairement à ce qui est indiqué dans cet article, un litige survient ou un scandale éclate quand un acteur se manifeste ou porte plainte parce qu'il s'estime lésé, c'est seulement ensuite selon la tournure que prend l'affaire que la Commission européenne s'en saisit ou non.

Ici cet acteur n'est pas cité ou est escamoté pour que tout le bénéfice de cette opération retombe sur la Commission européenne qui apparaîtra comme juste ou impartiale. On ne pourra pas l'accuser d'être la voix des banquiers et ainsi sa légitimité sera justifiée et la boucle est bouclée. Quoique.

On retrouve là les mêmes règles et le même fonctionnement accommodants entre copains et coquins qui ont court aux Etats-Unis pour régler un litige.

Ils sont juges et partis, les commissaires européens en charge du secteur économique qui sont nommés doivent avoir reçu au préalable l'aval de l'oligarchie financière, qui en douterait franchement.

... d'une infime broutille (61 millions d'euros) ... à l'état de trace à peine perceptible à l'oeil nu (10 millions d'euros).

Dans une décision séparée, la Commission a également infligé pour 32,3 millions d'euros d'amendes à quatre grandes banques internationales, dont une nouvelle fois JP Morgan, pour une autre entente dans le secteur financier.

La banque américaine écope d'une amende de 10,5 millions, la suisse UBS de 12,6 millions et Crédit Suisse de 9,1 millions. RBS échappe une fois de plus à l'amende.

Les quatre banques se sont "*accordées sur un élément du cours de certains produits financiers dérivés*" afin de "*tricher avec le marché aux dépens de leurs concurrents*", le commissaire européen en charge de la Concurrence, Joaquin Almunia. (C'est ce que nous avons souligné plus haut, ce sont certains de leurs concurrents qui ont porté plainte, et non la Commission européenne. - ndlr)

Un des objectifs de cette entente était d'empêcher les autres acteurs d'agir dans les mêmes conditions de concurrence que les quatre principaux acteurs sur le marché des produits dérivés libellés en francs suisses.

"*Lutter contre les cartels dans la finance est une des nos priorités, vu l'importance d'avoir un secteur sain, transparent et qui fonctionne bien. Tous les acteurs du secteur financier doivent avoir en tête qu'aucune violation des règles de concurrence ne sera tolérée*", a averti M. Almunia. AFP 21.10

M. Almunia se moque du monde, l'objectif des sommets de l'oligarchie financière (anglo-saxonne-sioniste) dont la Commission européenne est le représentant, est justement de favoriser leur cartel et d'empêcher que la concurrence puisse jouer en leur défaveur.

La guerre de classe existe aussi entre les différents couches de l'oligarchie financière. Ce qui complique l'analyse et le fonctionnement de l'industrie financière et du capitalisme en général à l'échelle mondiale, c'est qu'à l'intérieur de chaque secteur ou branche de l'économie se côtoient à la fois la concurrence, des monopoles et des oligopoles...

En complément.

- Une immense fraude fiscale de 1,7 milliard d'euros découverte en Italie - Francetv info

Plus petit, plus minable.

- Patrick Balkany mis en examen pour corruption et blanchiment de fraude fiscale - AFP

- Soixante parlementaires en délicatesse avec le fisc? - 20minutes.fr

«*Le Canard Enchaîné*» évoque dans son édition à paraître ce mercredi une liste de 60 parlementaires qui seraient coupables de fraudes fiscales. 20minutes.fr 21.10

---

## ACTUALITE EN TITRES

80% au moins de mauvais Français.

- Sondage: 80% des Français pensent que Hollande n'est pas "*un bon président*" - AFP

Quelle légitimité pour nous imposer sa politique réactionnaire ? Aucune, sauf celle des banquiers.

[Encore une qui n'aimait pas les banquiers !](#)

- Une salariée d'un convoyeur de fonds dérobe 256 000 euros et s'enfuit - LePoint.fr

Aux dernières nouvelles elle s'est fait pincée, dommage ! Et avec son magot, ce qui est très con car elle ira en tôle pour rien !

[Tyrannie. Stigmatisation à outrance. Guerre psychologique. Leur ennemi : La totalité de la population, excepté eux-mêmes.](#)

- Sécurité routière : de nouveaux tests salivaires pour déceler la drogue au volant - LeFigaro.fr

- «*Bande de filles*»: défaire la sociologie appliquée - Slate.fr

A quoi conduit leur propagande, le nihilisme : Est-ce bien des filles ? Tu as été vérifié ? Non, alors ferme-la !

[Leur dernière recrue.](#)

- Le prix Sakharov décerné au gynécologue congolais Mukwege et son aide aux femmes violées - Francetv info

[Haut de page ↗](#)

---

Le 23 octobre 2014

## CAUSERIE

Ici il pleut maintenant depuis 9 jours, la mousson est abondante cette année avec les éternelles inondations, ce sont évidemment les plus pauvres qui en sont victimes en priorité.

Encore trop de sujets à traiter, on est obligé de bâcler. On n'a pas changé les illustrations de la page d'accueil en hommage à nos amis syriens et irakiens auxquels on ne peut pas s'empêcher de penser, et qui font face à ces barbares soutenus par les puissances occidentales.

[Les jeunes n'ont aucun avenir avec le capitalisme.](#)

- Un Australien de 17 ans devient le nouveau visage de l'État islamique - lefigaro.fr 22.10

De toutes manières, quelle que soit sa condition, nanti ou défavorisé, un jeune doit s'attendre à vivre dans un monde de plus en plus insupportable, effroyable.

Nanti il aura beau tenter de se leurrer et se donner bonne conscience, il sera régulièrement ou quotidiennement confronté à des situations pénibles qui le mettront mal à l'aise ou le contrarieront. Au pire, il aura beau manifester du mépris envers les gens qui ne bénéficient pas de ses privilèges, ces expériences lui pourriront la vie, le tourmenteront dans son fort intérieur même s'il ne l'avoue pas, car on ne peut pas demeurer indéfiniment indifférent aux inégalités et à l'injustice qui frappent aveuglément des millions d'innocents.

Il pourra se réfugier dans un individualisme effréné, que le cauchemar que vivent des millions de malheureux qui l'entourent ne disparaîtra pas pour autant, au contraire il le rattrapera, s'il persiste il sera atteint de schizophrénie, désordre mental auquel n'épargnera pas tous ses autres rapports, avec sa compagne, sa famille, ses proches, ses amis, ses collègues de travail, tous les avantages de sa condition se terniront à ses yeux et finiront par lui paraître désuets, il en perdra même goût à la vie, la sienne le dégoûtera profondément, il ne sera jamais heureux...

Défavorisé, il peut être la proie de bien des tentations que la société met gracieusement à sa disposition pour en faire un être bas, vil, un parasite, un déchet ignoble, un lumpenprolétaire. Face à la décadence et à la profonde décomposition de la société il doit se réfugier dans des valeurs universelles en évitant soigneusement tout contact avec des prédicateurs qui tenteront de le manipuler, de l'embrigader, privilégiant le discours politique tourné vers l'idéal du socialisme, car il a besoin d'un idéal dans lequel s'incarner pour résister à l'épouvantable dislocation de sa personnalité encore fragile à laquelle travaille sans relâche la société en s'attaquant à tout ce qui pourrait lui servir de repères, pour mieux le briser et le modeler à son image infâme.

Le mieux serait qu'il ne compte que sur lui-même pour s'en sortir honnêtement, qu'il s'attache à améliorer sans cesse ses connaissances, ses compétences, sans jamais chercher à être le meilleur, sans entrer en concurrence ou en compétition avec quiconque car cela ne sert à rien, sauf à se rabaisser vis-à-vis de soi-même... Qu'il aille au bout de ses idées, qu'il se pose une multitude de questions sur la société et sur son propre comportement, qu'il cherche à comprendre dans quel monde il vit vraiment, etc. cela demande de cultiver bien des qualités qu'il connaît bien ou que ses parents lui ont inculquées, qu'il a peut-être dédaigné mais qui peuvent l'aider à se sentir bien ou mieux dans sa peau et à s'en sortir.

Nantis ou défavorisé, c'est si facile de sombrer dans cette société qui fait naufrage. Ce qui peut faire à nos yeux l'objet d'une satisfaction personnelle ne doit jamais avoir été acquis au détriment des intérêts des autres ou par des procédés déloyaux, malhonnêtes, inavouables, dans le cas contraire on ne pourrait pas en profiter pleinement et un jour ou l'autre on aurait à le payer, très cher dans la mesure où on ne comprendrait pas ce qui nous arriverait quand au détour d'une expérience imprévue le malheur frapperait à notre porte. On ne peut pas tricher indéfiniment avec soi-même toute sa vie, le destin est là pour nous le rappeler. On a envie de dire que de ce point de vue-là le défavorisé a plus de chance que le nanti, car il y est souvent confronté ou il se rappelle régulièrement à son triste souvenir, tandis que lorsque le nanti au cerveau ramoli et qui baigne dans un confort douillet est frappé soudainement, il va être pris d'effroi car il n'est pas préparé psychologiquement pour affronter cette épreuve, il se croyait supérieur ou invulnérable et patatras le monde s'écroule autour de lui, pour une fois il est obligé de le regarder

tel qu'il est vraiment et cela fait mal, très mal. Une dernière chose rapidement, au lieu de juger ses semblables, qu'ils jugent ceux qui détiennent du pouvoir, le pouvoir...

En complément. Leurs "**déchets**", un "**fléau**" ou le capitalisme ?

- Pauvreté et saleté à Paris : Hidalgo ne cache pas son inquiétude. - lefigaro.fr 22.10

Chaque nuit, le 115, le Samu social, accueille 28.000 personnes et près de 300 personnes restent dans la rue, dont des familles avec enfants. On compte environ 2000 mineurs étrangers isolés dans la capitale aujourd'hui, dont beaucoup d'enfants venus de l'Afrique sub-saharienne.

L'autre fléau de la capitale est celui de la propreté. Dans de nombreux conseils de quartiers, il surgit comme la première préoccupation des Parisiens. lefigaro.fr 22.10

L'aristocrate, le nanti, ne peuvent pas ne pas les voir et cela les incommodent fortement, c'est ce que nous disions plus haut. Ils leur renvoient en pleine figure l'image immonde de leur société, leur propre image en somme. Les commentaires désabusés et souvent violents qui suivaient cet article le prouvaient si nécessaire.

J'ignorais que Paris était devenue aussi dégueulasse, comme ici en Inde en somme, sauf que l'Inde n'est pas la cinquième ou sixième puissance économique mondiale.

Il faut bien faire table rase du passé !

[Psychose mondialiste. Ils en ont encore combien comme cela en magasin ?](#)

- L'OMS alerte sur le niveau élevé de tuberculoses multirésistantes - LeMonde.fr

[Au moins on sait pourquoi ils s'enrichissent.](#)

- Royal Monceau: des salariés en grève pour 2 euros dans un palace à 25.000 euros la nuit - AFP

- Halloween: les Américains dépensent 350 millions de dollars pour déguiser leurs animaux - Slate.fr

[Trop, c'est trop !](#)

- Ebola attise les tensions entre population et autorités en Afrique de l'Ouest - AFP

- Au Mexique, les étudiants disparus à Iguala sont « l'affaire de trop » - LeMonde.fr

- Trois ans après Kadhafi, les espoirs déçus des Libyens - AFP

[Et un 4x4 !](#)

- Irak : les Rafale français ont procédé à une nouvelle frappe - LePoint.fr

Les Français ont procédé à leur quatrième frappe, qui a détruit mardi un véhicule 4x4 dans la région de Mossoul (nord de l'Irak). AFP 22.10

En complément

- Daech a-t-il une force aérienne? Damas répond - french.trib.ir 22.10

Cité par l'agence Farsnews, le ministre syrien de l'Information Omran al-Zuhbi a affirmé, mardi soir, lors d'une émission télévisée, que deux avions de combat de Daech ont été écrasés par les forces syriennes. french.trib.ir 22.10

- La Syrie affirme avoir détruit deux avions de l'Etat islamique France tv info avec Reuters - 22.10

Apparemment Assad a fait fissa, il a compris que cela pouvait servir d'argument à la coalition militaire qui veut la peau de la République arabe syrienne laïque pour justifier la mise en place d'une zone de sécurité dans le nord de la Syrie, prélude

à l'anéantissement de son armée de l'air qui lui sert à bombarder les positions des barbares dans le reste de la Syrie.

### [A louer ou éventuellement à vendre.](#)

Un rappel d'actualité.

"Nous ne pouvons pas faire de distinction dans les droits, que ce soit la PMA, la GPA ou l'adoption. Moi je suis pour toutes les libertés. Louer son ventre pour faire un enfant ou louer ses bras pour travailler à l'usine, quelle différence ? C'est faire un distinguo qui est choquant"

Réponse : En 2012, Pierre Bergé, homme d'affaires et actionnaire du Monde.

Sordide n'est-ce pas ? Tous se loue, son corps, son cul, quoi de plus normal en somme.

Le marché du travail se raidit, attention, c'est mauvais pour la croissance...

- Suisse: moins de permis de travail pour les strip-teaseuses - L'Express.fr

---

### ACTUALITÉ DU JOUR

#### [Faites tomber les masques. La précarité de l'emploi doit être généralisée à terme.](#)

C'est le projet de loi de Renzi en Italie. L'enfer est souvent pavé de bonnes intentions... inavouables.

- Valls veut agir contre les inégalités sur le marché du travail - Reuters

- Valls aimerait rapprocher CDD et CDI - L'Express.fr

Dans une interview à paraître jeudi dans L'Obs (ex-Nouvel Observateur), le Premier ministre ne va toutefois jusqu'à prôner un contrat de travail unique, recommandé par des économistes comme le nouveau prix Nobel français Jean Tirole.

"Le fonctionnement du marché du travail n'est pas satisfaisant car il ne crée pas assez d'emplois, il génère des inégalités importantes entre, d'une part, des salariés très protégés en CDI et, d'autre part, des salariés très précaires en CDD et en intérim", dit-il. (Comment généraliser la précarité de l'emploi pourrait-il générer des bons de commandes pour les entreprises ou créer des emplois ? La réponse est plus loin. - ndlr)

Prié de dire s'il faut aller vers le contrat unique, Manuel Valls répond que "les partenaires sociaux n'ont pas souhaité s'engager" dans cette voie, "ce qui ne veut pas dire que ce n'est pas intéressant." (Ce sont les militants des syndicats qui refusent de s'engager dans cette voie et non ses "partenaires sociaux", ses complices, les dirigeants syndicaux qui y sont prêts. On attend toujours qu'ils fassent la distinction au POI. - ndlr)

"Mais il faut être pragmatique" s'empresse-t-il d'ajouter.

Pour lui, ceux qui proposent d'unifier le contrat de travail partent du constat, qu'il dit lui-même partager, que les entreprises "ne veulent pas embaucher en raison du coût trop élevé du licenciement, notamment parce que l'incertitude juridique est trop forte". (Réponse à la question précédente : en facilitant les licenciements les entreprises pourront se débarrasser des salariés qui leur coûtent trop chères et les remplacer par des salariés dotés d'un contrat de travail flexible et dont les rémunérations auront diminué de 20 à 50% comme en Allemagne par exemple. A moins que ce ne soit un de leurs sous-traitants qui les embauchent pour que la manoeuvre passe inaperçue. - ndlr)

Pour ce qui est des conflits individuels, Le Premier ministre a indiqué qu'une concertation s'engageait et qu'elle devrait permettre de rendre la justice prud'homale "plus rapide et plus efficace" (Entendez par là, expéditive, en limitant les recours possibles notamment. - ndlr) , un des objectifs du futur projet de loi pour l'activité porté par le ministre de l'Economie Emmanuel Macron.

Il défend d'autre part les 41 milliards d'euros de baisses de charges et d'impôts pour les entreprises prévues par le pacte de responsabilité et annonce qu'il réunira début novembre les partenaires sociaux pour faire le point des engagements du patronat en matière d'investissement et d'emploi.

"Nous devons bâtir des compromis sociaux qui permettent de protéger les salariés sans nuire à la compétitivité des entreprises", indique-t-il. (Il y a incompatibilité entre les deux, et sachant qu'il y a en place un gouvernement "pro-business", on sait d'avance à qui nuira tout compromis entre les deux parties. - ndlr)

"Je réunirai le 4 novembre prochain l'ensemble des partenaires sociaux pour faire le point sur les aides aux entreprises. Quand la nation tout entière consent un effort aussi important, il faut que les entreprises assument leurs responsabilités" (Allez à ce rendez-vous, c'est légitimer, cautionner le pacte de responsabilité. - ndlr)

### La démocrassie et son complément naturel, la méritocrassie.

Monarchie absolue. De l'autodécoration à l'autoritarisme.

- François Hollande cherche à réaffirmer son autorité - Francetv info
- François Hollande a remis l'insigne de grand Croix de l'Ordre du mérite à Manuel Valls. - Francetv info
- Quand Manuel Valls charge la gauche traditionnelle - Francetv info

Valls c'est la droite, et la "gauche traditionnelle" était la gauche de la droite...

L'imposture serait imparfaite sans eux.

- Qui est Gérard Filoche, le poil à gratter du PS ? - Francetv info
- Hamon et Filippetti: "A eux de déterminer s'ils se sentent encore bien parmi nous", déclare - Le Roux AFP
- Filippetti à Cambadélis: "aucune leçon à recevoir de qui que ce soit" - AFP
- Pour Hamon, la politique du gouvernement "menace la République" - Francetv info
- Stéphane Le Foll à Benoît Hamon : "Qu'il quitte le Parti socialiste" - Francetv info

### Démocrassie et médiocrassie vous avez dit ? Médiocratie tout court.

- Envoyé Spécial : Acheter sa popularité sur les réseaux sociaux - francetvinfo.fr 22.10

Dans l'émission du jeudi 20 octobre, nos journalistes se sont plongés dans l'univers des réseaux sociaux. Achat de followers et de fans sur Twitter et Facebook. Cette pratique est de plus en plus répandue, notamment parmi nos hommes politiques. Alors, le nombre de followers est-il toujours un gage de crédibilité ?

Pour un homme politique, qu'il soit connu ou non, sa présence sur les réseaux sociaux est devenu un élément fondamental, tel un prolongement de son action politique. Avec l'achat de "followers", les hommes politiques espèrent se faire remarquer, accroître leur e-popularité, et par là-même leur réputation tout court. francetvinfo.fr 22.10

Twitter et Facebook : connais pas et ne veux pas connaître. On vit sans et on s'en passe très bien.

Dans un registre similaire, l'**urne** funéraire des illusionnistes.

- Le Parti de gauche lance sa campagne pour que «tous les élus puissent être révocables» - 20minutes.fr 22.10

Le Parti de Gauche lance jeudi 23 octobre sa campagne sur le référendum révocatoire de mi-mandat. Du 8 au 11 novembre prochain, le parti proposera une «*votation citoyenne sur le droit de révoquer les élu-e-s*». Ceux qui le souhaitent pourront tenir une urne en la commandant sur le site du parti. Raquel Garrido, secrétaire générale du PG, souhaite que cette action symbolique «*génère le débat*».

Question de 20minutes.fr. Cela ne risque-t-il pas de créer une instabilité politique?

Raquel Garrido, secrétaire nationale du PG. La Ve République est un régime oligarchique. La révocation est une



solution pacifique pour résoudre un différent qui peut naître entre le peuple et ses représentants. La révocation aurait un caractère punitif, mais un tel système a une vertu préventive. Cette épée de Damoclès entre les mains du peuple changera les comportements des hommes politiques, les incitant à faire des campagnes plus honnêtes et sérieuses qu'aujourd'hui

(...) Ce droit de révoquer les élus est une mesure phare de ce que pourrait être une VIe République, plus démocratique. 20minutes. fr 22.10

Une "solution pacifique" qui n'est pas destinée à remettre en cause le "régime oligarchique", merci, on sait qu'il en faudra un peu plus pour le renverser et que ce n'est pas l'objectif du PG. Que cette farce ait une "vertu préventive" pour prévenir toute "instabilité politique" qui risquerait d'emporter le régime, on avait compris.

Non, il ne s'agit même pas de se débarrasser des affairistes et autres parasites qui ont pris en otage la démocratie ou le pouvoir politique, il s'agit juste d'inciter les "hommes politiques" en place à changer de comportement, pas d'idées ou d'intérêts, de toutes manières ils en sont incapables et au PG ils s'en foutent bien, la preuve quand on prétend changer de politique sans s'en donner les moyens, ce n'est ni honnête ni sérieux.

### Il faut l'encourager à aller jusqu'au bout.

- Valls propose de créer un parti commun ou une fédération des "progressistes" - AFP

Manuel Valls propose, dans un entretien à L'Obs publié mercredi, de "bâtir une maison commune" de "toutes les forces progressistes", sous la forme d'une fédération ou d'un parti commun, face à la "menace d'une droite dure et d'une extrême droite qui progresse".

Dans cet entretien à paraître, dont des extraits ont été publiés par l'ex-Nouvel Observateur sur son site internet, Manuel Valls se dit également "pourquoi pas" favorable à un changement de nom du Parti socialiste, une idée qu'il avait portée en 2007 et en 2011 et qui avait suscité d'importants remous dans le parti.

"Mais ce changement (de nom) ne peut être que l'aboutissement d'un processus", juge le chef du gouvernement, qui défend, dans cet entretien réalisé samedi, une gauche "pragmatique, réformiste et républicaine" sans inclure le qualificatif "socialiste". (Excellente idée, puisqu'ils sont étrangers au socialisme, mieux ils en sont parmi les pires ennemis, les fossoyeurs en chef avec le PCF ou le FdG. Laissez-nous le socialisme, il sera en bonnes mains. - ndlr)

"Depuis la refondation du PS au congrès d'Epinay de 1971, la gauche réinvente le monde dans l'opposition, puis elle gouverne de façon pragmatique, mais comme elle ne l'assume pas, elle perd les élections", critique Manuel Valls. (Il faut assumer qu'on vit dans un monde de plus en plus pourri de manière à ce que plus personne ne pense qu'il serait possible d'en sortir, CQFD. - ndlr)

Jugeant que les partis, dont le "verticalisme" ne "fonctionne plus", "doivent changer", il défend "un nouveau compromis entre toutes les forces progressistes du pays". (Le verticalisme, c'est ce qui définit une dictature, que ce soit le mode de fonctionnement du PS, dont acte. Imposer directement une dictature nécessite que soient réunies des conditions particulières, s'en réclamer leur poserait problème évidemment. Aussi préfèrent-ils un système horizontal ou participatif, où chacun aurait l'impression de détenir du pouvoir ou de pouvoir se faire entendre, alors qu'en réalité le cadre dans lequel ils s'exprimeraient serait verrouillé et conforme aux besoins de la classe dominante. En fait, rien ne changerait, sauf les apparences. - ndlr)

"L'idée pourrait être de bâtir une maison commune dans laquelle chacun se retrouve", explique-t-il, à un moment où la gauche apparaît pourtant divisée.

"Si nous restons tous dans nos chapelles et nos boutiques à défendre nos prés carrés, nous ne nous en sortirons pas. Nous devons créer demain une maison commune, une fédération, ou une seule formation, tout est ouvert, mais en tous cas, c'est le chemin à suivre. Le paradoxe, c'est que les différences, aujourd'hui entre les partis de gauche sont beaucoup moins importantes qu'elles ne l'étaient hier", plaide Manuel Valls. (Qu'entend-il par "partis de gauche" ? La réponse ci-dessous. -ndlr)

Le Premier ministre regrette d'ailleurs à nouveau "l'erreur" de ne pas avoir "tendu la main" à François Bayrou lors de la présidentielle de 2012. (Qu'il fasse attention, car lorsqu'on tend la main, on tend aussi le bras, il l'a reproché récemment à un "humoriste", qui en passant a annoncé la création d'un parti avec A. Soral d'extrême droite, comme quoi cela peut être un geste fatal. - ndlr)

Autre argument en faveur de l'union invoqué par le Premier ministre: "La menace d'une droite dure et d'une extrême droite qui progresse." (Argument éculé qui ne fait plus recette. Rappelons que cela ne le gêne pas de soutenir le régime néonazi de Kiev, Tel-Aviv et le Crif non plus d'ailleurs. - ndlr)

Reprenant son avertissement lancé en septembre que l'extrême droite est aux portes du pouvoir -une "réalité" dit-il à L'Obs-,

Manuel Valls souligne que, face au FN, le "*camp progressiste, lui, est divisé, morcelé, sur la défensive*". (Traduire le camp de la réaction à laquelle appartient Valls et le PS - ndlr)AFP 22.10

Le "*camp progressiste*", c'est celui qui refuse d'augmenter massivement le smic, qui s'en prend à la Sécu, aux retraites, à l'école, etc. et qui octroie des dizaines de milliards d'euros au patronat, qui soutient la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar qui ont armé l'Emirat islamique, des dictatures...

En complément. Cambadélis a du mal à suivre ou il est sourd. Le socialisme répugne à Valls.

- Cambadélis "*ne donne pas l'onction socialiste*" à François Bayrou - AFP

Manuel Valls indique au Nouvel Obs que sa gauche, "*elle est pragmatique, réformiste et républicaine*". Et pas socialiste, relance Le Nouvel Obs ? "*Pragmatique, réformiste et républicaine*", insiste-t-il, rechignant à utiliser le mot "*socialiste*".

Le chef du gouvernement affirme alors qu'"*il faut en finir avec la gauche passéiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste et par le souvenir des Trente Glorieuses*". (Il est vrai que le PS n'était plus qu'un parti hanté par un fantôme qui l'avait quitté un siècle plus tôt, le marxisme. - ndlr)

Finalement, Manuel Valls est-il de gauche ou de droite ? La réponse n'est visiblement pas arrêtée car la question a été abordée maintes et maintes fois par des titres de presse aussi variés que Libération, Le Figaro, Les Echos, L'Express, ou encore Le Nouvel Obs. francetvinfo.fr

Tous de droite, vous avez la réponse!

Il n'y a que nos dirigeants, ceux du POI, du NPA, de LO qui ne veulent toujours pas admettre que Valls et le PS sont de droite

### Mélodrame en quatre actes.

Acte I - La rupture annoncée.

- Le Parti socialiste au bord de la rupture ? - Francetv info

- Le PS est-il au bord de la crise de nerfs ? - LeMonde.fr

Acte II - La rupture avortée.

- Quand le ministre Hamon appelait à voter le budget sur lequel il s'est abstenu - Le Huffington Post

- Hamon : «*Je ne vais pas quitter le PS*» - Liberation.fr

- Attaqué au sein du PS, Gérard Filoche «*n'a pas l'intention de partir*» - LeMonde.fr

Là non plus, n'oubliez pas ceux qui pendant des décennies nous ont rebattu les oreilles avec le soi-disant courant de gauche du PS, qui n'ont eu de cesse d'appeler au front unique et d'entretenir des illusions criminelles dans le PS.

Acte III - La rupture institutionnalisée.

- PS, UMP et FN vont-ils changer de nom? - L'Express.fr

- Cambadélis (PS) préfère qu'on garde "*le beau nom*" de parti "*socialiste*" - AFP

Ce n'est pas juste pour faire "*beau*", mais pour mieux le combattre...

- Valls et Cambadélis s'opposent sur un changement de nom du Parti socialiste - Francetv info

- Valls - Aubry : les deux gauches sont-elles en guerre ? - Le Nouvel Observateur

Rocard à Aubry, Interrogé sur Canal+ : «*Je lui dirais de réfléchir au destin de son père (Delors), et d'accepter ce que son père avait accepté et compris, que nous sommes certes dans une économie fort imparfaite mais de marché et qui va le rester.*». Et

de déplorer : «*Le gouvernement est pratiquement interdit de faire des choses à trop long effet. Terrifiant.*». Liberation.fr 22.10

Quel destin, président de la Commission européenne ! Ils n'ont pas de mal à se résigner ou à s'accommoder du "marché", en regrettant de ne pas pouvoir en faire davantage pour rendre l'avenir des travailleurs encore plus "terrifiant", l'UMP s'en chargera avec leur complicité, comme toujours, n'est-ce pas monsieur Rocard.

Cela peut paraître incroyable, mais le PS est comme cela, vraiment terrifiant. Surtout n'oubliez jamais ceux qui dans nos rangs se sont employés pendant des décennies à le présenter autrement, à minimiser ou camoufler sa véritable nature, les intéressés se reconnaîtront facilement.

- Chassaigne (PCF): "évident" qu'Aubry serait mieux que Valls - AFP

Au PCF ils souhaitent que le gouvernement puisse mener à bien ses contre-réformes et que Hollande s'en donne les moyens, Aubry pourrait mieux faire l'affaire pour terminer le sale boulot, pas "évident" du tout.

Acte IV - Dénouement.

La rupture n'aura pas lieu !

---

## ACTUALITE EN TITRES

C'est merveilleux !

- Dow Chemical voit son bénéfice bondir de 43% au 3e trimestre - Reuters

C'est le 1er chimiste américain.

- Xavier Niel : "La France est un pays merveilleux pour créer une entreprise" - LePoint.fr

God business.

- Le chrysanthème à l'honneur pour la Toussaint - Francetv info

- Inde: les fêtes hindoues, période bénie pour les orpailleurs de Calcutta - AFP

Etat policier. Au delà de la liberté sous surveillance.

- Un rapport explosif sur l'islam radical dans les prisons françaises - LeFigaro.fr

- Vers des micros dans les prisons françaises ? - LeFigaro.fr

Intox.

- Facebook ne veut plus que les « stups » américains utilisent des faux comptes - LeMonde.fr

Ouf ! Plus cynique tu meurs !

- Ebola se déplace à l'intérieur des pays touchés, la menace hors d'Afrique s'atténue - AFP

- Ebola : l'épidémie progresse en Afrique, l'Occident se rassure - Le Nouvel Observateur

---

## INFOS EN BREF

## SOCIAL

### Grèce

- Impôts : les Grecs doivent 70 milliards d'euros - Liberation.fr

Provoqués en majeure partie par six années de profonde récession, les impayés d'impôts en Grèce continuent de progresser à un rythme soutenu. Leur cumul a atteint 70 milliards d'euros en septembre dans ce pays de 11 millions d'habitants. Depuis le début de l'année, 9,68 milliards d'impayés supplémentaires se sont ajoutés aux 60,48 milliards déjà dus à l'Etat fin 2013. Sur la même période, la Grèce n'est parvenue à récupérer que 2,69 milliards d'impayés, ardoise qui ne cesse de croître.

Le gouvernement d'Antónis Samarás, Premier ministre conservateur qui gouverne avec les socialistes, a présenté un projet de budget 2015 comprenant une légère baisse de certains impôts, dont le montant global a grimpé en flèche depuis quatre ans pour faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat en faillite. De son côté, l'entreprise publique d'électricité grecque, DEI, en cours de privatisation, avait alerté la semaine dernière sur le record d'impayés de la part de ses clients : 1,7 milliard d'euros à la fin du mois de septembre contre 300 millions d'euros en 2012.

---

## ECONOMIE

### Japon

Le Japon en pleine rechute - Liberation.fr 22.10

Pour l'ensemble des neuf premiers mois, les comptes commerciaux ont affiché un solde négatif de 10.477 milliards de yens (77 milliards d'euros), soit une hausse de 35% par rapport à la même période l'an dernier.

Il s'agit du 27e mois consécutif dans le rouge pour la troisième puissance économique mondiale, pénalisée par une lourde facture énergétique depuis l'accident nucléaire de Fukushima, qui a entraîné l'arrêt de tous les réacteurs, dans un pays autrefois très dépendant de l'énergie atomique.

Dans ce contexte, les achats d'hydrocarbures flambent: ceux de gaz naturel liquéfié (GNL) ont ainsi bondi de 21% le mois dernier.

Au final, les importations, renchériées en outre par l'affaiblissement du yen face aux principales devises, ont augmenté de 6,2% sur la période.

Un léger mieux a cependant été observé du côté des exportations qui se sont redressées ("6,9%), sous l'effet de la politique de dépréciation de la devise nippone, note Marcel Thiélian de Capital Economics.

Le Japon a subi une très forte contraction de l'économie au deuxième trimestre - la pire depuis la catastrophe de mars 2011 - contrecoup de l'entrée en vigueur début avril d'une taxe sur la consommation de 8% (contre 5% auparavant), et peine à s'en relever depuis lors.

*"Le gouvernement et la Banque du Japon (BoJ) pensaient que cet affaiblissement serait compensé par la demande extérieure", souligne M. Minami. "Or le scénario semble s'effondrer" face aux turbulences mondiales et à une zone euro menacée de récession.*

Partenaire incontournable, la Chine elle-même marque le pas: elle a enregistré au troisième trimestre un net ralentissement de sa croissance, au plus bas depuis plus de cinq ans.

Pour le Premier ministre japonais, dont les "abonomics" - un cocktail de largesses budgétaires, d'assouplissement monétaire et de réformes structurelles - faisaient figure de recette miracle il y a encore peu, la donne a radicalement changé et le spectre d'une récession plane désormais sur le pays.

Les autorités ont une nouvelle fois dégradé cette semaine leur diagnostic économique, à l'approche de la publication, mi-novembre, des chiffres du produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre.

Le Fonds monétaire international (FMI) a fait part de ses inquiétudes dans son récent rapport mondial et sabré sa prévision annuelle de croissance à 0,9%, contre 1,6% escomptés auparavant.

"Deux ans après le lancement du programme tant vanté de Shinzo Abe pour relancer l'économie japonaise", les difficultés s'accroissent et "l'enthousiasme que ce nouveau départ avait suscité a fait long feu", jugeait mardi le Financial Times dans un éditorial.

Devant ces sombres perspectives, le chef du gouvernement, qui vient de perdre deux de ses cinq ministres femmes sur fond de scandales et voit sa popularité s'éroder, pourrait être tenté de repousser une impopulaire seconde hausse de taxe, initialement prévue à l'automne 2015.

Mais il s'exposerait alors à l'ire des organisations internationales et du gouverneur de la BoJ, désireux d'endiguer la colossale dette publique (près de 250% du PIB). Liberation.fr 22.10

[Haut de page ↗](#)

---

Le 24 octobre 2014

## CAUSERIE

### Pour se détendre ou se mettre de bonne humeur

Il ne fait que cela...

- Bartolone à Valls : "*Concentre-toi sur ton travail*" - Le Nouvel Observateur

... la preuve.

- A la Fiac, Manuel Valls tout sourire face à Zahia - Francetv info

Sans s'attarder sur le tableau, le chef du gouvernement a serré la main de Zahia, visiblement impressionnée. "*Soyez pas timide, vous ne l'êtes pas ?*", lui a lancé Manuel Valls avec un sourire. Francetv info 23.10

Etait-ce une proposition, une invitation ?

Sous-entendu sarcastique pour le moins aussi trivial que son sourire était frivole, adepte du puritanisme économique anglo-saxon dans un pays (la France) doté d'un monarque libertin et volage qui fait pâle figure à côté du lupanar berlusconien ou du harem de l'Ancien Régime, du dernier calife, on compatit à sa frustration.

Ce tableau, en réalité une croûte qui devait valoir le coup ! Au passage il faudrait signaler aux admirateurs de Marie-Antoinette que leur brioche n'est plus très fraîche, même regonflée là où il fallait. Cela dit les journalistes n'ont pas manqué de faire remarquer que Valls avait préféré rejoindre le modèle en chair fraîche et pulpeuse, plutôt que s'attarder sur ce tableau qui devait pourtant l'inspirer, nous parlons de son thème, politiquement.

Finalement, Marie-Antoinette ne méritait pas mieux comme modèle qu'une "ex-escort", une prostituée quoi. Il faut donc saluer au passage la perspicacité, la délicatesse de l'artiste, ou pour ceux qui préfèrent le bon goût de Valls, les burnes nouées flanquées d'un sourire radieux (pour la circonstance) en guise d'orgasme.

Au fait, question : Un chef de gouvernement qui peut être impressionné si facilement, par une prostituée, est-il vraiment en mesure de gouverner un pays ?

### Des vidéos à voir ou revoir.

Pourquoi ne pas faire des réunions destinées aux militants ou aux travailleurs en se servant de vidéos ? Quel formidable outil pédagogique pour qui sait s'en servir, non ? Non, OK, c'est encore une proposition farfelue, je n'ai rien dit, continuons de faire comme si nous étions encore au début du XXe siècle, c'est le meilleur moyen de... régresser sans fin. On n'est déjà pas foutu de savoir se servir d'Internet, alors que c'est si facile, alors c'est à désespérer...

Aujourd'hui le meilleur moyen de se dégoûter de la politique, c'est encore d'en faire l'expérience dans un parti, et celui qui tient de tels propos a pour devise : le parti, encore le parti, toujours le parti. C'est l'élément clé, fondamental de la situation, voyez ce que produit son absence et vous comprendrez ce qu'on veut dire par là.

Secteur Droit de l'Euromaïdan. (1) sous-titres fr  
[http://www.youtube.com/watch?v=CzuYtvI\\_Qoo](http://www.youtube.com/watch?v=CzuYtvI_Qoo)

Si la première partie ne vous intéresse pas, la seconde devrait vous concerner directement dans la mesure où l'on voit à quoi ressemble le déferlement violent d'une milice ou horde fasciste, c'est impressionnant, âmes sensibles ou romantiques s'abstenir.

Du coup je me suis fait la réflexion suivante, que ce n'était certainement pas avec les partis dont on dispose aujourd'hui qu'on serait capable d'affronter ces milices fascistes, seuls des métallos, des sidérurgistes, des ouvriers du bâtiment, des mineurs (quand il en reste), seraient suffisamment armés pour y faire face et les écraser, un parti composé en grande partie d'ouvriers, un parti de combattants conscients à la détermination trempée comme l'acier, bref un parti construit sur le modèle du parti bolchevik de Lénine.

Dans tous les pays jusqu'en Amérique latine on voit ressurgir le spectre du fascisme avec ses milices ultra violentes, et nos dirigeants aux pronostics foireux ont décidé que ce n'était pas ou plus le genre de parti ouvrier qu'il fallait construire, les faits une fois de plus leur donnent tort.

En complément, une désinformation toute fraîche.

- Ukraine: l'émergence de la "génération Maïdan" aux législatives - AFP

Les nouveaux fachos soutenus par l'Otan, cela ferait désordre, on comprend...

German ZDF shows Azov Battalion soldiers with Nazi symbols.  
<http://www.youtube.com/watch?v=Mf0vbGj9cO4>

L'Opium, le Pétrole et l'Afghanistan.  
[http://www.dailymotion.com/video/xbxweq\\_l-opium-le-petrole-et-l-afghanistan\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xbxweq_l-opium-le-petrole-et-l-afghanistan_news)

Hillary Clinton : Nous avons créé Al-Qaïda, Nous avons financé les Moudjahidin.  
[http://www.dailymotion.com/video/xsgyjs\\_hillary-clinton-nous-avons-cree-al-qaida-nous-avons-finance-les-moudjahidin\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xsgyjs_hillary-clinton-nous-avons-cree-al-qaida-nous-avons-finance-les-moudjahidin_news)

### Dans l'air du vieux monde qui s'effondre sur lui-même

Comme quoi ils sont de fins observateurs.

- Une société au bout du rouleau mais trop atomisée pour se révolter... pour l'instant - Atlantico.fr

Révolte d'extrême droite ou révolution nationale comme à Kiev dans leur cas.

Les médias participent à l'effort de guerre ou comment ils réécrivent l'histoire quotidiennement.

20minutes.fr - La ville syrienne kurde de Kobané, près de la frontière avec la Turquie, revêt un enjeu symbolique important, à la fois pour les djihadistes de l'EI et pour la coalition internationale. 20minutes.fr 23.10

Et la stratégie américaine qui est à l'origine de l'offensive de l'Emirat islamique dans le nord de la Syrie ? Évanouie ! Kobané, tout juste un symbole, important d'accord, mais rien de plus... vraiment ?

La menace, c'est le gouvernement va-t-en-guerre canadien allié des États-Unis qui ont créé l'Emirat islamique.

- Le Canada, en état de choc, prend conscience de la menace islamiste - AFP

Avec la complicité des États-Unis, de la Turquie, d'Israël et de l'UE.

- L'"État islamique" : une multinationale qui brasse des millions - LePoint.fr

Désinformation. Crétinisme journalistique.

- Pétrole: les monarchies du Golfe en mesure de faire face à la chute des prix - AFP

Ce sont elles qui la provoquent avec les Etats-Unis !

En temps de guerre, ce n'est pas raisonnable !

- Soudan : les femmes sud-soudanaises appellent à une grève du sexe pour la paix - LePoint.fr

Le retour au troc ou à l'âge de pierre : un progrès !

- La consommation collaborative explose en France - Francetv info

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Oui, ils sont vraiment complètement cinglés.](#)

- Japon : bientôt un train flottant, qui filera à 580 km/h - Francetv info

Les Japonais viennent de valider un projet pharaonique pour un train qui reliera Tokyo à Nagoya à la vitesse folle de 580 km/h. Francetv info 23.10

[Il voulait dire la réglementation du travail.](#)

- Bernard Arnault - LVMH : "*La compétitivité des entreprises est entravée par le poids excessif de la sphère publique*" - Atlantico.fr

Pas tant que cela tout de même.

- Le patron de GDF va-t-il toucher une retraite chapeau à 21 millions d'euros? - Le Huffington Post

Rectification. Au total, l'ancien dirigeant pourrait toucher entre 15 et 16 millions d'euros. AFP 23.10

Ceci explique cela.

- Les tarifs réglementés du gaz augmenteront de 2,31% au 1er novembre - AFP

- Électricité : les tarifs pourraient augmenter de 2,5 % - LePoint.fr

[D'un paradis à l'autre...](#)

- Thierry Leyne, l'associé de Dominique Strauss-Kahn, se suicide à Tel-Aviv - Francetv info

Banquier privé âgé de 48 ans, Thierry Leyne était à la tête de la firme financière Assya Capital, établie notamment à Tel Aviv, Monaco, au Luxembourg et en Roumanie, et fondée en 1994. Francetv info 23.10

S'envoyer en l'air peut tourner court parfois, de Margerie l'a testé avec succès pour vous, lui il a préféré tester la théorie de Newton en se balançant du haut d'une tour à Tel-Aviv et l'essai a été concluant du premier coup, comme quoi il ne faut jamais sous-estimer les capacités intellectuelles d'un banquier...

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[Les dangereux psychopathes adeptes du coup de force sont de grands frustrés.](#)

- Manuel Valls persiste, les ministres s'inquiètent - LeFigaro.fr

- Jean-Christophe Lagarde (UDI) : Le centre ne va pas venir sauver «*une gauche en perdition*» - 20minutes.fr

- Bartolone crie halte au feu au PS et tance Valls sur un changement de nom - Public Sénat
- Cambadélis appelle le PS à retrouver «sang-froid et dignité» - LeFigaro.fr
- Emmanuelli: "la ligne" des sociaux-libéraux n'est "pas majoritaire au PS, qu'ils se taisent" - AFP
- Le président PS du conseil général du Jura estime que "Valls doit partir" - Francetv info

Dans un communiqué publié jeudi 23 octobre, selon le président PS du conseil général du Jura, Christophe Perny, "*Manuel Valls doit partir pour la gauche, pour la France.*"

"*Les hommes et les femmes de gauche, les socialistes en particulier, ont un devoir de désobéissance, de résistance face à ce désastre politique conduit par le Premier ministre*", a ajouté l' élu, militant socialiste depuis l'âge de 20 ans. À six mois des prochaines élections cantonales, il constate que "*le PS se vide de ses militants et de ses élus. A chaque élection, nous donnons les pouvoirs locaux et nationaux à la droite.*"

Selon Christophe Perny, Manuel Valls est "*cohérent*" avec la "*ligne sociale libérale*" défendue lors des primaires socialistes et avec laquelle il avait recueilli "*moins de 6%*" des suffrages. "*Le scandale est que cet homme, ultra minoritaire au PS et à gauche, porte la ligne politique gouvernementale. A ce rythme, le PS portera bientôt, non seulement les idées, mais aussi le score de Manuel Valls*", prédit-il. Francetv info 23.10

Vous savez comment cela s'appelle dans un parti quand un courant qui ne représente que 6% de ses adhérents prend le pouvoir, le verticalisme.

Avant-hier Valls a déclaré qu'il fallait en finir avec le verticalisme au sein du PS, de quoi ou de qui parlait-il alors ? Des 20 à 30% qui contestent davantage la manière dont il veut imposer sa politique que sa politique elle-même, puisqu'il ne peut pas en exister une autre dans le cadre du régime en place, les marchés ne le permettraient pas et leur tomberaient dessus à bras raccourcis, donc un ou des courants qui sont 3 à 5 fois plus importants que le sien. Que comprendre alors ?

Qu'ils doivent se soumettre, appliquer et se taire, et que le verticalisme qui est la négation de la démocratie doit perdurer au PS. Mais il a dit exactement le contraire, cela contredit ce qu'il a dit. Non, mais attendez, là vous n'y êtes pas du tout, si vous vous en tenez à ce qu'il dit vous n'allez rien comprendre, vous allez finir chèvre, seuls les faits comptent, et le fait principal qui supplante tous les autres ici, c'est que Hollande et la direction du PS soutiennent Valls, tout ce qui se trouve en dessous doivent respecter le marché qu'ils avaient conclu entre eux sur le dos des électeurs, à savoir qu'en échange de postes ou de fonctions rémunérées ils feraient preuve de docilité envers le gouvernement, et bien qu'ils s'y tiennent et tout ira pour le mieux pour tout le monde, tout le monde y a intérêt, ce que les intéressés comprennent parfaitement, les Hamon, Filoche et Cie. ravalent leurs salives ou mettent en sourdine leurs états d'âme de vierges effarouchées, ils s'exécutent, rampent plus bas que terre parce que finalement ils n'ont pas plus de principes ou de scrupules que les Hollande, Valls, Macron, Fabius et consorts et la scène de ménage prend fin jusqu'à la prochaine comédie.

Les exceptions sont très rares et isolées, elles concernent uniquement les membres du PS qui ont assuré leurs arrières, entendent leurs comptes en banque, qui perçoivent déjà une retraite, qui sont sûrs de conserver leur mandat d' élu ou de se recaser ailleurs, là pour le coup en 30, 50, 70 ans ou plus, il n'y en a pas un qui a dérogé à cette règle, à part peut-être quelques vieillards qui vivent confortablement, et qui histoire de faire durer le plaisir avant d'aller au paradis veulent se refaire une bonne conscience sur le tard, qui peuvent s'adonner au bénévolat dans tel ou tel parti dans lesquels on leur a confié des responsabilités. Il n'y a rien à gratter dans le PS, le PCF, etc. le jour où on l'aura compris, l'humanité fera un grand pas en avant...

En complément. Docteur Jekyll et M. Hyde.

- Jean-Marie Le Guen: «*Ceux qui pensent qu'Hollande a été élu sur sa phrase sur la finance se trompent*» - Slate.fr

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

1- Turquie

- Kobani, là où Ankara échoue - french.irib.ir 22.10



Critiqué de toutes parts pour ses positions contradictoires envers la crise à Kobani, Ankara s'est vu enfin obligé d'aplanir le terrain à la lutte des Peshmergas kurdes contre les terroristes de Daech.

Le ministre turc des Affaires étrangères a fait part du feu vert d'Ankara à l'entrée des Peshmergas kurdes irakiens à Kobani pour défendre la ville face aux éléments de Daech. Cette décision de la Turquie met au grand jour l'échec de sa politique envers la crise à Kobani et les évolutions en Syrie. La Turquie envisage de permettre aux Peshmergas kurdes irakiens de se rendre en Syrie via le territoire turc dans l'objectif de porter main forte aux Kurdes qui défendent la ville syrienne de Kobani face aux terroristes de Daech. Le chef de la diplomatie turque a aussi déclaré qu'Ankara ne souhaitait pas voir Kobani tomber dans les mains des terroristes.

Il y a deux semaines, en plein combat entre Kurdes et terroristes à Kobani, le Premier ministre turc, Ahmed Davutoglu, a annoncé, dans un geste politique, qu'Ankara ne permettrait pas la chute de Kobani. Mais lorsque les éléments de Daech se sont infiltrés dans des quartiers de la ville, le ton et les positions des responsables turcs ont changé d'une manière étonnante. Ce changement est allé jusqu'à où le président Recep Tayyip Erdogan a ouvertement annoncé que la Turquie ne prêterait aucune aide aux combattants kurdes de Kobani, étant en lien, selon lui, avec le PKK. Ceci dit, la décision tardive de la Turquie, d'aider les Kurdes à repousser les terroristes, ne plaît pas beaucoup aux autorités turques et n'est nullement conforme à la politique d'Ankara vis-à-vis de la Syrie. Alors, reste à savoir pourquoi la Turquie a donné son feu vert à l'entrée des Peshmergas kurdes en Syrie, via ses territoires. Ce revirement de position s'explique surtout par les protestations accrues des Turcs, qui se déroulent ces jours-ci dans les zones au peuplement kurde. La plupart des villes kurdes de la Turquie sont depuis des semaines la scène de protestations et de manifestations contre l'approche d'Ankara vis-à-vis des évolutions à Kobani.

Les Kurdes de la Turquie se demandent pourquoi le gouvernement turc restait les bras croisés devant Daech et ses atrocités notamment la tuerie à Kobani et pour quelle raison il a fermé les frontières sur ceux qui veulent se rendre en Syrie pour aider les habitants de Kobani. Il est à noter que les manifestations de protestation ne se sont pas limitées aux zones kurdes et se sont étendues vers les grandes villes comme Istanbul et Ankara. En parallèle du tollé général en Turquie, les Partis d'opposition accusent aussi Ankara de soutenir Daech. Ceci étant, le Parti de la Justice et du Développement, qui se prépare pour les prochaines Législatives, ne peut plus fermer les yeux sur les évolutions de Kobani et réprimer les Kurdes, à l'intérieur de la Turquie. On ne sait pas encore comment Ankara entend permettre aux Peshmergas kurdes d'aller combattre Daech en Syrie mais il paraît que cette décision a été prise dans l'objectif d'apaiser la colère des Kurdes, alimentée par les politiques d'Ankara envers Daech. Cette prise de décision a prouvé à l'opinion publique turque que le gouvernement Ankara aurait pu prévenir la tragédie de Kobani via les leviers politiques, voire des mesures prises sur la frontière Turquie-Syrie. french.irib.ir 22.10

## 2- Syrie

- La Résistance va-t-elle "lâcher" la Syrie? - french.irib.ir 22.10

A l'aide de l'axe de la résistance, Damas ne permettra jamais à la Turquie d'agresser le territoire syrien, a insisté l'un des conseillers du gouvernement syrien, Abdel-Qader Azouz. Interviewé par le journaliste de Farsnews, ce conseiller syrien a déclaré, réagissant aux conditions avancées par le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, pour la collaboration de la Turquie à la Coalition anti-Daech : « *Les déclarations du président turc signifient, bel et bien, l'impérialisme politique car il veut garantir et réaliser ses propres intérêts personnels, au prix de l'anéantissement des deux peuples syrien et turc.* »

A noter que le président turc a subordonné la création d'une zone d'exclusion aérienne et une zone sûre ainsi que l'entraînement des opposants syriens et leur équipement d'armes et d'équipements militaires, à la collaboration turque à la coalition internationale anti-Daech. « *Cette approche d'Erdogan n'est pas une stratégie de principe qui ne se conforme pas, d'ailleurs, aux nécessités de la sécurité nationale de la Turquie. Cette nouvelle approche a transformé Erdogan en l'instrument de l'Occident pour déstabiliser la région.* », a déploré Abdel-Qader Azouz ajoutant : « *Erdogan cherche à créer une zone tampon en Syrie où les miliciens se réunissent créer une base pour mener des attaques terrestres contre le gouvernement syrien, secondés en même temps par les raids aériens.* »

Et Abdel-Qader Azouz d'ajouter : « *La Turquie cherche, en quelques sortes, à donner de la légitimité à son plan illégal qui contredit les droits internationaux. Son plan est considéré en fait comme une sorte d'agression contre le territoire syrien, ce qui permettra donc au gouvernement syrien de se défendre, conformément à l'article 51 de la Charte de l'ONU.* ». « *Erdogan ne peut pas arriver à un acquis politique, en réalisant ses conditions. La Syrie est dotée du droit et de la souveraineté indépendant. Le triangle du « peuple, armée et leadership », ne laissera jamais la réalisation du plan turc, et sur ce chemin, l'axe de la résistance l'aidera indubitablement.* » a martelé Abdel-Qader Azouz en concluant : « *Le prestige de l'axe de la résistance en soutien à la Syrie, la puissance de l'armée syrienne et ses compétences à faire face aux terroristes, qui ont été déjà prouvés au monde entier, ne permettent pas à l'ennemi de commettre une telle bêtise.* » french.irib.ir 22.10

## 3- Irak

3.1- Qui commande vraiment les kurdes contre Daech? - french.irib.ir 22.10

L'un des hauts commandants militaires des kurdes irakiens, Mostapha Tchavroch, répond à cette question : " *c'est le commandant en chef de la force Qods des Pasdaran qui commande les combats des kurdes contre les terroristes de Daech*". " *Le rôle que joue le général Soleymani est d'une importance de premier plan et ses conseils portent de réels fruits: les terroristes se retirent dors et déjà des localités de Mossoul et de Kirkuk. C'est grâce au général Soleymani que Daech a perdu de sa nuisance dans le Kurdistan irakien et qu'il ne peut plus avancer comme il le souhaiterait*".

L'ex chef du parlement du Kurdistan irakien et membre de l'Union patriotique de Talébani a de son côté défendu la présence du général iranien en Irak, répondant aux cris d'ingérence poussés par les Américains çà et là : " *Le général Soleymani se rend en Irak comme les américains et il n'existe aucune incongruité à ce qu'un haut militaire iranien dont le pays a signé des dizaines d'accords de coopération militaire avec l'Irak s'y rende en ces temps de guerre*". La presse du Kurdistan rend hommage à Soleymani, " *le haut commandant qui combat vraiment et sur le terrain Daech*". french.irib.ir 22.10

### 3.2- Une cellule d'opération Iran/Russie contre Daesh - french.irib.ir 23.10

Selon les sources irakiennes, citées par le journal "Al-Mustaqbel", les experts militaires russes et iraniens viennent de créer une cellule d'opération de lutte anti-Daesh, en compagnie des commandants militaires irakiens. " *Plus de 60 experts militaires russes, en compagnie de leurs homologues iraniens et irakiens, travaillent à des plans de guerre anti-Daesh. Leur siège se trouve, à Bagdad, dans l'hôtel Al-Rachid, située dans la zone verte*".

Selon les observateurs politiques, la création de cette cellule d'opération cristallise, de façon on ne peut plus claire, le refus irano-russe de rejoindre la coalition soi-disant anti-Daesh des Etats Unis. Une coalition, en laquelle, ni les Iraniens, ni les Russes ne peuvent faire confiance. La Russie et l'Iran continuent à s'impliquer, à fond, dans la lutte anti-Daesh, la "vraie", en équipant l'Etat syrien et irakien d'armements propres à lutter contre les terroristes. french.irib.ir 23.10

## 4- Palestine

- Palestine: de l'insanité de la solution à deux Etats. - french.irib.ir 20.10

Depuis que le Conseil national palestinien, (CNP), a déclaré, unilatéralement, l'indépendance, en 1988, plus de 130 pays ont reconnu l'Etat de Palestine. En fait, il y a, à peine, deux semaine, le nouveau Premier ministre suédois, Stefan Löfven, a déclaré, dans un communiqué de politique étrangère, que la Suède allait reconnaître l'Etat palestinien. Le Royaume-Uni a suivi et a voté, en faveur de la reconnaissance de la Palestine, en tant qu'Etat, par 274 voix contre 12. Beaucoup de ceux qui sont solidaires de la Palestine voient dans ces démarches une victoire, apte à conduire à une solution de deux Etats et à la fin de l'occupation israélienne. Mais est-ce viable?

La solution, dite de deux Etats, est une farce de plus, car elle maintiendra les Palestiniens enfermés dans diverses formes d'occupation. En réalité, la notion, internationalement, reconnue d'un Etat palestinien ne réalise pas du tout les aspirations palestiniennes de libération et d'égalité. L'Etat palestinien signifie poursuivre les négociations, dans le schéma de la solution de deux Etats, qui prône l'existence, côte à côte, d'un Etat palestinien et d'un Etat juif israélien. Cette solution nie le droit au retour des réfugiés palestiniens et marginalise, totalement, les citoyens palestiniens d'Israël, qui resteraient des citoyens de seconde classe, dans une Entité, prescrite pour les Juifs, seulement. Israël n'autorisera jamais, non plus, un Etat palestinien souverain, qui aura le contrôle total sur ses frontières, son économie et son armée. L'Etat palestinien serait, ainsi, simplement, un mécanisme de maintien de la population palestinienne comme peuple, passivement, opprimé. Même si on néglige les aspects négatifs de la solution à deux Etats, on ne peut nier le simple fait que cette solution est morte. Depuis les accords d'Oslo, la Cisjordanie a été disloquée en bantoustans, avec le mur illégal d'apartheid, qui rend impossible la libre circulation de la plupart des Palestiniens. L'expansion des colonies atteint des niveaux record, et il y a, maintenant, plus de 350.000 colons, en Cisjordanie .

Les pro-Palestiniens du monde doivent, donc, être prudents. Cette démarche suit une voie diplomatique, qui "maintient" la population palestinienne, plus qu'elle ne la libère. Il est, donc, temps que la communauté internationale cesse de soutenir la limitation de la liberté palestinienne, (habilement dissimulée par la solution de deux Etats), et une accentuation de la séparation.

Il est temps, surtout, de commencer à soutenir les droits des Palestiniens, où ils se trouvent, que ce soit, dans les territoires occupés, en Palestine historique, ou dans les camps de réfugiés. Et il est temps d'aller vers un discours politique, qui promeuve une solution d'un seul Etat, Palestine ; un Etat, qui défende l'égalité et l'inclusion sur l'ethnocratie et l'exclusion. french.irib.ir 20.10

[Haut de page ↗](#)

---

Le 25 octobre 2014

## CAUSERIE

Rien à ajouter, je suis fatigué.

### Combat contre la propagande et la désinformation des médias officiels.

J'ai suivi hier soir sur Russia Today pendant près d'une heure la conférence de presse que Poutine a donné devant la presse internationale à Sochi, dans le cadre du forum annuel du Club de discussion Valdai.

Ce que l'on constate au premier abord par rapport à Obama ou Hollande, c'est qu'on n'a pas à faire à la voix de son maître. Il est décontracté, il n'a aucune note sous les yeux, il démarre au quart de tour sur n'importe quel sujet dès que le journaliste a terminé de poser sa question, le rythme de son discours est rapide et fluide, sans hésitation, on sent qu'il maîtrise parfaitement son sujet, il entre dans les détails, il consacre environ 10 à 15 minutes à chaque question.

A propos de l'Ukraine et la situation en Irak et en Syrie, il a énuméré les faits accablants pour les Etats-Unis qui figurent dans notre portail, ce qui a fait sourire jaunes plusieurs journalistes présents dans la salle. En substance il a expliqué que les Américains s'ingéraient dans les affaires d'Etats souverains et indépendants pour les déstabiliser, citant au passage le rôle d'ONG liées aux puissances occidentales, afin de conserver ou accroître leur hégémonie sur le monde et de mettre en place des gouvernements qui leur seraient soumis, ce qui leur permettrait d'accéder plus facilement à leurs marchés et leurs richesses. Les Etats-Unis voulaient dominer le monde sans partage en voulant imposer leur conception du monde qui se réduit à leurs seuls intérêts, et qu'ils étaient prêts pour y parvenir à semer la guerre et le chaos partout où ils passaient, se demandant même si un monde sans lois ne ferait pas leur affaire à défaut de parvenir à leurs fins par d'autres moyens (World order with rules or not, l'ordre mondial avec ou sans lois, et non le New world order, le Nouvel ordre mondial des néoconservateurs ou des néolibéraux qui incarne un monde sans lois, sauf les leurs.) . Bref il a dressé un réquisitoire sans appel contre les Etats-Unis qu'il a accusé une nouvelle fois d'avoir armé et financé Al-Qaïda et l'Emirat islamiste qu'ils prétendent combattre aujourd'hui en Syrie et en Irak, revenant sur la Libye...

On comprend pourquoi les Américains et leurs alliés occidentaux ne supportent pas sa présence et ils diabolisent la Russie. Sans prendre partie pour Poutine qui incarne l'impérialisme russe, il faut reconnaître ou bien prendre conscience de la portée d'un tel discours, qui vient perturber le consensus occidental qui existe autour de l'impérialisme américain en s'adressant de la sorte aux médias du monde entier, qui ensuite auront le choix entre censurant ses propos, les déformer ou les répercuter parce qu'ils y sont contraints par les journalistes indépendants qui vont de leur côté diffuser son discours dans le monde entier également via Internet notamment.

Ainsi, l'information circule, les faits que les puissances occidentales tenaient à cacher le plus longtemps possible à leurs peuples pour mieux les conditionner, les faire adhérer à leur politique impérialiste, leur interdire de résister ou d'organiser la résistance leur parviennent. A nous d'avoir l'intelligence d'en tirer profit, mais là c'est une autre histoire. La formidable machine mondiale de propagande et de désinformation qu'ils ont mis en place au service de la politique américaine ou néolibérale s'enraie, est contrariée, de la pire des manières puisque la contre-propagande est basée uniquement sur des faits qui viennent contrarier leur argumentation ou la manière dont ils s'y prennent pour justifier leur politique aux yeux de leur population ou la manipuler, faits que par ailleurs il est possible de vérifier l'existence ou de les recouper en se connectant sur différents portails dans le monde.

Ce n'était certes pas la première fois que Poutine se livrait à cet exercice et il n'est pas le premier, ce qui n'enlève rien à son importance, l'occasion m'a été donnée d'en rendre compte ce soir et je la saisis, car j'estime cela peut intéresser les militants. Et puis tel que je l'aborde, c'est plutôt un message encourageant pour la suite, ce que les militants apprécieront sans doute, car par les temps qui courent on n'a pas vraiment beaucoup d'occasions d'être optimiste ou de remonter le moral des troupes, c'est nécessaire parfois.

Ainsi la loi du silence qui permet aux tout puissants d'agir à leur guise en toute illégalité et impunité est battue en brèche, brisée nette, ce qui ne peut que leur poser des problèmes dans la mise en oeuvre de leur stratégie qu'ils doivent modifier, créer des tensions au sein de leur coalition belliqueuse contre tous les peuples, bref, alimenter les contradictions ou les désaccords qui existent dans leur propre camp quant à la manière d'affronter les difficultés auxquelles ils doivent faire face et qui s'accumulent sur fond de crise généralisée du capitalisme à l'échelle mondiale. L'air de rien, à force, ces révélations qui sont reprises dans le monde entier vont finir par parvenir au plus grand nombre et les aidera à mieux comprendre la situation, elles interdiront à ceux qui nous gouvernent de recourir aux mêmes méthodes ou coups tordus sous peine d'être dévoilés aussitôt et condamnés.

Malheureusement le mouvement ouvrier international toujours gangrené et disloqué, n'est pas en mesure de profiter des faiblesses de son ennemi pour repasser à l'offensive. Cependant cet épisode démontre qu'il existe des failles importantes dans le dispositif ou la stratégie de notre ennemi dont on pourrait profiter dans le futur, pour peu qu'on parvienne à se doter d'une nouvelle direction combattant résolument pour la révolution socialiste mondiale.

Vous allez peut-être penser que je ramène tout à des expériences personnelles ou de la vie quotidienne qui ne sont pas d'une portée comparable, ce que je récusé, en estimant que chaque expérience vécue mérite qu'on en tire des enseignements qu'on

pourra utiliser plus tard ou dans d'autres circonstances, j'estime que si on appliquait le même principe avec la lutte de classe du passé on parviendrait à venir à bout des obstacles qui nous empêchent de rassembler nos forces, de reconstruire le mouvement ouvrier sur des bases saines, de conquérir les masses et de construire le parti et l'Internationale qui nous font tant défaut aujourd'hui, pour affronter notre ennemi et le vaincre.

Ce n'est pas parce que c'est moi qui l'aie rédigé, mais un tel article mériterait d'être publié dans un journal ouvrier, ce qui ne sera pas le cas et c'est bien dommage. Je ne me donne même pas la peine de l'envoyer à des portails qui reçoivent des dizaines ou des centaines de milliers de visites par mois pour qu'ils le publient, je n'en ai pas envie, par crainte qu'ils le rejettent, non, cela ne me dit rien, mais vous pouvez le faire à ma place si cela vous tente.

On poursuit.

Ce matin, sur les douze premières pages des titres des nouvelles internationales de Yahoo, un seul et unique article relayait cette information.

Violente charge de Vladimir Poutine contre les Etats-Unis - Reuters

Vladimir Poutine s'est livré vendredi à une violente charge contre les Etats-Unis, qu'il a accusés de menacer la sécurité internationale en voulant imposer au monde un "*diktat unilatéral*".

Le président russe a également imputé aux Occidentaux la responsabilité de la crise en Ukraine, pour avoir préféré en février dernier un "coup d'Etat" à Kiev plutôt qu'un "*dialogue civilisé*" avec Moscou.

Dans un discours de 40 minutes lors du forum annuel du "*Club de discussion Valdai*" qui réunissait experts russes et étrangers à Laura, près de Sotchi, Vladimir Poutine a démenti vouloir reconstituer l'ancien empire soviétique au détriment des pays voisins de la Russie.

Il a au contraire accusé les Etats-Unis de vouloir "*refaire le monde*" selon leurs seuls intérêts.

"*Il n'y a aucune raison de dire que la Russie cherche à recréer une sorte d'empire, qu'elle empiète sur la souveraineté de ses voisins*", a-t-il lancé, le visage grave.

Il a rappelé les conflits en Irak, en Libye et en Syrie, en demandant à son auditoire si la politique de Washington avait ainsi renforcé la démocratie et la paix. "*Non ! Le diktat unilatéral, la volonté d'imposer (à tous) ses propres règles ont l'effet exactement inverse !*"

C'est l'un des discours les plus violemment hostiles à l'Occident jamais prononcé par Vladimir Poutine. En 2007, à Munich, il avait déjà dénoncé la vision "*unipolaire*" du monde des Américains.

A propos de l'Ukraine, il a une nouvelle fois accusé les gouvernements occidentaux d'avoir aidé les insurgés de Maïdan, en février dernier, à mener un "*coup d'Etat*" qui a chassé du pouvoir le président Viktor Ianoukovitch.

"*Personne n'a voulu nous écouter, personne n'a voulu nous parler*", a-t-il déploré.

"*Au lieu d'engager un dialogue certes difficile mais - je le souligne - civilisé, ils ont provoqué un coup d'Etat. Ils ont jeté le pays dans le chaos, provoqué son effondrement économique et social et une guerre civile qui a entraîné des pertes énormes.*"

Evoquant les sanctions américaines et européennes contre son pays, il a lancé : "*La Russie ne va rien demander à personne. La Russie se suffit à elle-même*". Reuters 24.10

Depuis je suis parvenu à mettre la main sur d'autres articles

- Poutine accuse. - french.irib.ir 24.10

"*L'Occident soutient l'infiltration des terroristes en Russie et dans les pays de l'Asie centrale*" a affirmé Poutine. L'Occident donne l'impression d'être en perpétuelle lutte contre les résultats de sa propre politique, qu'il paie au prix fort, a estimé vendredi le président russe Vladimir Poutine. "*On a parfois l'impression que nos collègues et amis ne cessent de lutter contre les résultats de leur propre politique. Ils lancent toute leur puissance pour éliminer les risques qu'ils créent eux-mêmes (Al-Qaïda, Emirats islamiste, etc. - ndlr), en le payant de plus en plus cher*", a déclaré le chef de l'Etat à Sotchi devant les participants à une réunion du Club de discussion international Valdai. Institué en 2004, le Club de discussion international Valdai rassemble chaque année des analystes politiques de différents pays et aborde des thèmes dont la discussion permet aux participants étrangers de mieux comprendre la Russie. french.irib.ir 24.10

- Poutine tance, violemment, le «*diktat unilatéral*» des Etats-Unis - french.trib.ir 25.10

Le président russe s'est livré, vendredi, à une violente charge contre les États-Unis, qu'il a accusés de menacer la sécurité internationale, en voulant imposer au monde un «*diktat unilatéral*». Que de vérités, dans ce discours !

Vladimir Poutine a démenti vouloir reconstituer l'ancien empire soviétique, au détriment des pays voisins de la Russie. «*Il n'y a aucune raison de dire que la Russie cherche à recréer une sorte d'empire, qu'elle empiète sur la souveraineté de ses voisins*», a lancé M. Poutine, le visage grave. Il s'exprimait, lors d'un discours de 40 minutes, à l'occasion du forum annuel du «*Club de discussion Valdai*», qui réunissait experts russes et étrangers, à Laura, près de Sotchi.

Le chef d'État russe a rappelé les conflits, en Irak, en Libye et en Syrie, en demandant à son auditoire, si la politique de Washington avait, ainsi, renforcé la démocratie et la paix. «*Non! Le diktat unilatéral, la volonté d'imposer (à tous) ses propres règles ont l'effet exactement inverse!*»

C'est l'un des discours les plus violemment hostiles à l'Occident jamais prononcé par Vladimir Poutine. En 2007, à Munich, il avait, déjà, dénoncé la vision «unipolaire» du monde des Américains.

Selon nos informations, le président russe aurait, finalement, décidé d'aider le Donbass contre l'Ukraine. Va-t-on, finalement, vers une guerre ouverte entre Moscou et l'Occident ? french.trib.ir 25.10

- Discours anti-Empire de Poutine: le "*Financial Times*" réagit - french.trib.ir 25.10

Le "*Financial Times*" est revenu, dans son numéro de ce samedi, sur le discours aux accents, particulièrement anti-Empire de Poutine, au Club Valdai, discours que le journal décrit comme l'un des plus importants jamais prononcés, dans le domaine de la politique étrangère.

"*Cette allocution est l'une des plus importantes jamais tenues par Poutine, depuis la Conférence sécuritaire de 2007, à Munich. A l'époque, Poutine avait surpris l'Occident par le contenu de son discours, et à l'heure qu'il est, il nous a, encore, étonné*". "Poutine a accusé les Etats Unis d'avoir nui à l'Ordre international post-guerre froide, et mis en garde contre les tentatives US destinées à semer chaos et troubles, dans le monde, sans qu'il y ait une réelle alternative, pour le système de gouvernance internationale". "En 2007, Poutine avait accusé les Etats Unis de chercher à étendre leurs frontières, dans toutes les directions, et à définir, de la sorte, de nouvelles frontières, pour l'Europe. C'est le discours le plus anti-américain que Poutine ait jamais prononcé", conclut le journal. french.trib.ir 25.10

En complément.

La propagande anti-russe se poursuit avec plus ou moins de succès, plutôt moins que plus.

- La Suède renonce à trouver le sous-marin infiltré dans ses eaux - Liberation.fr

- La Russie a toujours des soldats en Ukraine, affirme l'Otan - Reuters

La Russie passe à l'offensive sur tous les fronts.

- Trois banques russes déposent des recours contre les sanctions de l'UE - AFP

[Le gouvernement français zélé porte-parole de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.](#)

- Georges Ibrahim Abdallah, trente ans en prison en France - lefigaro.fr 24.10

Ce Libanais, fondateur d'un groupe marxiste pro-syrien et anti-israélien qui a revendiqué cinq attentats en France, avait été arrêté à Lyon le 24 octobre 1984 et jugé coupable de complicité dans l'assassinat de deux diplomates. Le Liban réclame sa libération.

À son procès, à Lyon en 1986, Georges Ibrahim Abdallah est jugé coupable de complicité dans l'assassinat de deux diplomates, l'Américain Charles Ray, à Paris, et l'Israélien, Yacov Barsimentov, à Boulogne-Billancourt.

Depuis plusieurs années, Abdallah est éligible à une libération conditionnelle. Mais ses huit demandes ont été rejetées par la Cour de cassation. Une neuvième a été introduite, la décision du tribunal d'application des peines est attendue le 5 novembre. Son avocat, Me Jean-Louis Chalanset, a affirmé à l'AFP que «*les Américains partie civile s'opposent et s'opposeront toujours à*

sa libération». D'autres estiment qu'Israël exerce des pressions pour empêcher que le prisonnier Abdallah regagne son pays, le Liban.

À Beyrouth, son sort a ému et mobilisé de nombreux militants, proches de l'extrême-gauche ou d'anciens communistes, qui accusent les gouvernements français successifs d'acharnement. Régulièrement des manifestations sont même organisées devant l'ambassade de France à Beyrouth, pour réclamer sa libération. En visite officielle à Paris en février 2012, le Premier ministre libanais, Najib Mikati, avait demandé au gouvernement libanais la libération de son compatriote, qu'il avait qualifié de «*prisonnier politique*». Malgré les assurances données par Beyrouth qui garantit de le prendre en charge une fois libéré, Paris reste sourd à ses appels.

Samedi, au lendemain du trentième anniversaire de l'arrestation d'Abdel Kader Saadi - son nom de guerre - le comité de soutien à Georges Ibrahim Abdallah appelle à un «*rassemblement national*» sous les fenêtres de sa prison à Lannemezan. - lefigaro.fr 24.10

Avec en place le gouvernement le plus américain et sioniste, réactionnaire sous la Ve République, il risque de rester en prison... Et dire que j'ai dû reproduire de larges extraits d'un article du Figaro pour évoquer l'acharnement du gouvernement français contre Georges Ibrahim Abdallah!

### La guerre comme si vous y étiez.

Depuis le début de la guerre contre la République arabe syrienne laïque je me tape tous les soirs ce genre d'articles, habituellement je ne les mets pas en ligne, mais là comme on approche semble-t-il du dénouement, j'ai pensé que cela valait la peine de fournir aux lecteurs un regard un peu plus proche du terrain des opérations, pour mieux cerner la situation et le rôle des différents protagonistes de cette guerre.

Les rédacteurs de ces articles sont des Iraniens francophones, excusez leurs fautes de frappe, de français ou de ponctuation, j'en corrige la plupart mais il en reste. C'est moi aussi qui réalise la mise en page ou les sauts de ligne, car leurs articles sont bâclés. L'essentiel, ce sont les infos qu'ils nous transmettent. Quand des articles relèvent visiblement de la propagande officielle iranienne, je ne les mets pas en ligne car les lecteurs ne sont pas censés s'en apercevoir ou avoir à l'esprit la position des autorités iraniennes, moi non plus parfois.

Nouvelle cargaison d'armements US, larguée pour Daesh - french.irib.ir 24.10

Après avoir largué armes et vivres, pour les terroristes de Daesh, à Kobani, cette fois, c'est, à Jaloula, en Irak, que les avions de la coalition ont largué des armes, à destination des terroristes. Selon le député irakien, Sattar Ghanam, les avions américains ont largué "plusieurs convois d'armements", pour "les terroristes de Daesh, assiégés dans la région de Jaloula, dans la province de Diayla". "Un avion militaire, de type 341, a largué trois convois d'armements, pour les terroristes, alors qu'ils sont assiégés, par les forces populaires, et que l'état se resserre, sans cesse, autour d'eux". Selon le député, "seuls, les Etats Unis, la Turquie et les autres pays de l'OTAN sont en possession de ce genre d'avion".

Il y a, à peine, une semaine, les avions US ont largué une grande cargaison d'armes, de médicaments et de vivres, à l'adresse de Daesh, en pleine guerre contre les Kurdes syriens, à Kobani. Le Pentagone a, d'ailleurs, confirmé ce largage, prétendant qu'il s'agissait d'un erreur. Le Pentagone a aussi prétendu avoir ouvert une enquête sur cet "incident". La cargaison contenait des grenades lacrymogènes, des roquettes RPG, entre autres. Les observateurs dénoncent le jeu trouble des Etats Unis, dans ce qu'ils qualifient de lutte anti-terroriste. La stratégie américaine consiste, en effet, non pas à détruire Daesh, mais à le contrôler, de façon à ce qu'il reste constamment dans la zone des pays de la Résistance. french.irib.ir 24.10

"**Les USA soutiennent Daesh**". (Général Jazayeri) - french.irib.ir 24.10

Le commandant en chef adjoint de l'état-major iranien, le général Jazayeri, a dénoncé les Etats Unis, à titre de principal soutien en armement des terroristes de Daesh. "La coalition anti-Daesh est un gros mensonge", a dit le général, tout en qualifiant cette coalition de "ridicule". "Nous savons tous que, depuis l'entrée en guerre de cette coalition, en Irak et en Syrie, et, surtout, dans le Nord de l'Irak, le gros des pertes et des dégâts ont été infligés aux civils syriens et irakiens, et non pas à Daesh", a-t-il ajouté.

Le général a rappelé le largage, par les avions américains, de cargaisons d'armements, à destination des terroristes, avant d'ajouter : "Les Etats Unis prétendent larguer, par inadvertance, ces armes, à l'adresse de Daesh. Or, il s'agit là d'une constante de la politique américaine. A chaque fois que les Etats Unis font quelque chose, ils refusent de l'assumer, ils cherchent à le démentir. Mais il est clair que cette démarche n'est pas une erreur. Les Américains ont, à dessein, largué des armes, pour les terroristes, et il n'existe aucune justification à cet état de choses". "Les Etats Unis ont tout fait, pour détruire l'axe de la Résistance ou le démembrer. Ils ont tout fait, pour provoquer des fissures, au sein de la Résistance. Leur scénario favori reste celui de diviser pour régner, et ce sont les pays de la région, les pays, depuis des siècles, voisins, qui font l'objet de ce maléfique scénario".

Le général Jazayeri a, ensuite, souligné le contrôle total des Etats Unis, sur les renseignements de la quasi totalité des Etats de

la région, et, surtout, leur contrôle, sur la zone occupée par Daesh : "*Comment se fait-il que les satellites US se trompent à tel point et que les Américains confondent les combattants kurdes et les terroristes de Daesh, au point de leur larguer des armes*" ? "*Les Etats Unis n'ont aucune honte; ils soutiennent les groupes terroristes, ouvertement, et les fournissent en armes en tout genre, tout en prétendant les combattre*". french.irib.ir 24.10

Le "**Tigre**" libère Morak, Assad s'approche de Raqqa - french.irib.ir 24.10

L'armée arabe syrienne a libéré la localité stratégique de Morak, dans la banlieue Nord de Hama, en infligeant des pertes considérables aux terroristes et en provoquant une vraie débandade, dans leurs rangs. Les soldats du commandant Soheil al-Hassan, alias le "**Tigre**", traquent, en ce moment, les terroristes, dans cette zone. Mais l'armée a, également, réussi à étendre son contrôle, sur la banlieue de Hassaka, et, plus précisément, sur la ville de Makhroum, sur les hauteurs de Abdel Aziz. Cette localité est l'une des bases les plus importantes de Daesh, en Syrie.

Avec ces nouvelles avancées, la donne changerait, totalement, dans la localité de Hassaka, au Nord de la Syrie. La donne va, effectivement, s'inverser, à l'avantage de l'armée syrienne, une fois, Makhroum, totalement, nettoyé. Cette ville est située à 35 kilomètres des hauteurs d'Abdel Aziz, et les Daeshistes s'y étaient retranchés. Le siège de cette zone s'était fait, dans l'objectif de surveiller de près les agissements des Daeshistes. Parallèlement à ces avancées, l'armée syrienne a procédé, dans une démarche préventive, à dresser des obstacles et des pièges, sur les axes du Sud et du Sud-Ouest de Hassaka, pour empêcher toute nouvelle infiltration. On s'attend à ce que, d'ici très prochainement, l'armée arabe syrienne s'attaque à la province de Raqqa, bastion de Daesh, et qu'elle y anéantisse à la fois Daesh et d'autres milices terroristes.

Simultanément à la progression fulgurante des forces syriennes, dans le Nord de la Syrie, celles-ci ont réussi à clouer au sol les milices terroristes, sur les axes de Kfar Batna, de Zamalka et dans d'autres localités de Douma. Les avancées de l'armée se poursuivent, dans les champs de Tal Kordi, à Ghouta-Est. french.irib.ir 24.10

Irak/Babylone: le Hezbollah lance son offensive - french.irib.ir 24.10

Les forces irakiennes, dominées par les combattants du Hezbollah d'Irak, ont lancé, ce vendredi, leur vaste offensive contre les régions du Nord de la province de Babylone. Baptisée "*Achoura*", l'offensive, selon le site Al-Masala, est destinée à "*nettoyer*" les régions du Nord de cette province de la présence des terroristes de Daesh.

Les forces de sécurité, secondées par les avions et les hélicoptères de l'Armée de l'Air, ont réussi, ce vendredi, à libérer la localité d'al- Fazeliya et d'Al-Zalouya, situées à Jaraf al-Saqar, au Nord de Babylone. Dors et déjà, des centaines de corps sont localisés, dans cette région, et les forces irakiennes traquent les terroristes et s'approprient à gagner le coeur de cette province. Jaraf al-Saqar est située à 60 kilomètres au Sud-Ouest de Bagdad, et il possède une population de 50.000 âmes. C'est une localité stratégique, dans la mesure où elle est située, dans le triangle sécuritaire Bagdad/Babylone/Al-Anbar/Karbala. Les combats sont d'une violence inouïe et quelques 60 terroristes de Daesh ont déjà été tués. french.irib.ir 24.10

Yaalon "**humilié**" aux Etats Unis. - french.irib.ir 24.10

Les hauts responsables de la Maison Blanche ont refusé de recevoir le ministre sioniste de la Guerre, Moshé Yaalon en visite aux Etats-Unis pour le punir de s'être moqué de John Kerry. Selon Yediot Aharonot, Yaalon a été boycotté par les cadres de la Maison Blanche. L'entourage de Yaalon a toutefois essayé de justifier cette évidente humiliation en affirmant que le ministre n'avait l'intention que de rencontrer les responsables sécuritaires US et ces rencontres ont eu évidemment lieu.

Yaalon se trouve depuis mardi aux Etats-Unis pour rencontrer Hagel, son homologue US, ce qui lui a été concédé à peine. Le vice-président Joe Biden, le Secrétaire d'état Kerry, la Conseillère pour la sécurité Rice ont refusé de le rencontrer. Yaalon avait qualifié Kerry de "*messianique et complexe*" en estimant que "*la seule chose qui pourrait sauver Israël de Kerry c'était le fait qu'il soit primé d'un Nobel de la paix*". french.irib.ir 24.10

### Imposture. Il fallait oser le dire.

Alain Minc : "*L'Europe est une réussite exceptionnelle : nous en avons fait l'endroit au monde où les valeurs démocratiques et libérales sont les plus respectées*" - Atlantico.fr 24.10

L'Europe avec ses 25 à 30 millions de chômeurs, ses inégalités sociales croissantes, qui soutient le régime néonazi de Kiev mis en place par un coup d'Etat orchestré par l'Otan et l'UE appuyé par des milices fascistes qui sèment la terreur, une "*réussite exceptionnelle*" la destruction d'un tiers de l'Ukraine et le bombardement de sa population, sans doute un acte hautement "*démocratique*".

Où est l'escroquerie dans ce qu'il dit ici, c'est facile, démocratie et libéralisme ou plutôt néolibéralisme sont incompatibles. Et pourquoi sont-ils incompatibles ? Qu'incarnent la démocratie et le néolibéralisme ? La politique ou la reconnaissance de

l'existence des différentes classes sociales, de la lutte des classes et l'économie ou le pouvoir économique. Or c'est celui qui détient le pouvoir économique qui impose sa version de la démocratie, dont le contenu varie dans le temps en fonction de la situation dans laquelle se trouve le système capitaliste.

Or depuis quarante ans au moins il est entré dans une phase de crise permanente, accélérée par la financiarisation à outrance de l'économie qui correspond à une domination sans partage du pouvoir politique par la couche supérieure du capitalisme formée par son oligarchie financière qui concentre le pouvoir économique à travers les banques centrales qu'elle contrôle, et à laquelle toutes les autres couches du capitalisme, toutes les classes de la société à l'échelle mondiale doivent se soumettre.

Dans ces conditions, la démocratie est amenée à disparaître ou elle a déjà totalement disparu, puisqu'il n'y a plus de place pour l'expression ou la représentation politique des autres classes en dehors de celle qui incarne les intérêts de l'oligarchie financière. C'est la raison pour laquelle tous les partis institutionnels sont amenés à adhérer à l'idéologie néolibérale, à l'intégrer à des degrés divers dans leurs discours tout en y étant totalement soumis, puisqu'aucun n'entend affronter directement l'oligarchie financière, ce qui nécessiterait d'en appeler à la mobilisation des masses exploitées.

Le développement démographique exponentiel depuis le milieu du XXe siècle jusqu'à nos jours, période au cours de laquelle la population mondiale a plus que doublé passant de 3 à plus de 7,2 milliards d'habitants, a engendré autant de besoins (et aspirations) en tous genres plus nombreux qu'autrefois à satisfaire dans des proportions gigantesques à l'échelle mondiale, qui certes ont eu pour pendant le développement des forces productives et l'élévation de la production de richesses, sans pour autant que ces besoins soient satisfaits ou que tous les peuples accèdent au marché, à un niveau de vie comparable à celui des populations des pays les plus industrialisés ou les plus riches, parce que dans le même temps les contradictions inhérentes aux lois de fonctionnement du système économique capitaliste se traduisaient par une nouvelle concentration du capital, qui ne pouvait être que le produit de la concentration des richesses dans des proportions encore plus phénoménales que dans le passé entre les mains d'une infime minorité d'oligarques ou de banquiers, au détriment de l'immense majorité de la population dont de ce fait les besoins matériels ou sociaux ne pourraient pas être satisfaits, et pas davantage leurs aspirations à la démocratie ou à davantage de justice, de liberté.

Ce sont les quelque 5 milliards d'hommes et de femmes appartenant au prolétariat mondial dont les besoins élémentaires ne sont pas satisfaits ou qui aspirent à des conditions de vie meilleures et à la démocratie, qui constituent aujourd'hui la plus grande menace pour le capitalisme mondial, car leur capacité à endurer des sacrifices et mille autres souffrances ainsi que leur patience ont des limites. C'est donc ce qui incarne le fondement du capitalisme qui risque de s'effondrer et de l'emporter si ces énormes masses d'exploités venaient à se soulever partout dans le monde, qui représente la plus grande menace pour sa survie, tandis que le processus menant à la concentration des richesses entre quelques dizaines de millions de nantis (soit moins de 1% de la population mondiale) va encore s'accélérer rendant un peu plus chaque jour insupportable ou explosive cette contradiction qui trouvera son dénouement dans un gigantesque affrontement entre les classes, si prématurément en désespoir de cause ou pour garder la main les dirigeants du vieux monde n'optent pas pour une nouvelle guerre mondiale.

En résumé, il paraît improbable, pour ne pas dire impossible, que la situation que nous venons de décrire avec les tensions extraordinaires qu'elle renferme dure indéfiniment ou s'éternise, il faut prévoir qu'à brève échéance le prolétariat mondial va chercher la voie de l'affrontement avec le capitalisme et ses représentants, à nous de tout faire pour l'y préparer et à nous y préparer, en construisant le parti et l'Internationale socialiste révolutionnaire.

On continuera peut-être demain si j'ai le temps et si cela présente un intérêt, car je n'ai pas lu la suite de ce long article.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Par décret royal.](#)

- Syrie : pour les Américains, Kobané n'est plus sur le point de tomber - [LePoint.fr](#)
- Ebola: L'OMS pourrait déclarer la fin de l'épidémie en novembre en RDC - [20minutes.fr](#)

[Ils fabriquent les présidents comme le FBI et la CIA fabriquent les terroristes.](#)

- Le meilleur candidat du Parti socialiste pour la présidentielle est Manuel Valls. - [20minutes.fr](#)
- Scotland Yard indemnise trente ans plus tard une activiste mise en cage pas un agent infiltré - [Francetv info](#)

[Que ses partisans se rassurent, il est à 4% et il bouge encore.](#)



- François Hollande n'a pas dit son dernier mot, assure Cambadélis - Reuters
- Présidentielle 2017: 4% des Français estiment que Hollande serait le meilleur candidat du PS - 20minutes.fr

### [Pas de bol, les fossoyeurs en chef du socialisme continueront de sévir !](#)

- Changement de nom du PS: c'est non pour sept sympathisants socialistes sur dix - AFP
- François Lamy : « *Pas certain* » que les propos de Valls « *permettent de rassembler* » la majorité Public - Sénat
- Le Guen (PS): Valls "*n'a pas de leçon de socialisme à recevoir de qui que ce soit*" - AFP

Comme quoi ils y tiennent vraiment, qui, pardi la réaction ! (mais pas seulement...)

- Cambadélis, l'homme qui doit sauver la vieille maison socialiste - Slate.fr
- Cambadélis : "*PS, cela veut dire Parti socialiste... et pas PlayStation*" - L'obs

Elle joue encore, personne n'a pensé à la débrancher ?

- La ministre Lebranchu atterrée par l'ambiance globale au PS - AFP

### [Paranoïa aiguë alimentée par l'Etat et ses relais des médias.](#)

- Tourisme: Fabius s'explique sur la notion de "*vigilance renforcée*" - AFP
- "*Si je croise un clown, je fais le 17 !*", recommande la police - Francetv info

Même le pédalo ?

- Ebola: Hollande annonce l'extension des contrôles par la France à "*tous les modes de transports*" - AFP

### [Quand on vous dit que les hommes ne peuvent pas se passer des femmes. La preuve.](#)

- Atteinte d'Alzheimer, une nonagénaire violée par un homme de 76 ans - Francetv info

Dans une salle de bains en plus, il a dû vouloir s'assurer qu'elle était propre sous elle, il est vrai qu'à cet âge il arrive qu'on s'oublie...

Avec tout le respect que l'on doit à mémé, on déconne parce qu'on ne peut pas encadrer les féministes. A mon âge je peux me le permettre. Les jeunes feraient bien de respecter les vieux, les vieux cons si ces jeunes cons préfèrent.

On est bourré de principes, mais on a l'esprit assez souple, disons qu'on a été jeune un jour et qu'on ne l'a pas oublié, cela dit la première chose à enseigner à un gosse, c'est le respect des autres, des animaux, de la nature, s'ils veulent que plus tard on les respecte.

Vivre dans une société où personne ne respecte personne ou rien, c'est la jungle, vous y venez malheureusement en France, en Inde on y est habitué et c'est très difficile à vivre. En réalité on ne s'y habitue jamais, même quand on a connu que cela, les Indiens en ont conscience malgré tout, je tiens cela des témoignages parmi mon entourage ou des Indiens que j'ai questionnés pour avoir leur avis. Les gens en arrivent à manquer de respect aux autres pour ne pas dépareiller, respecter les autres est une faiblesse, une marque de soumission dans une société fortement hiérarchisée par le système de castes, moins de nos jours, et encore, c'est l'argent ou le statut social qui va avec qui prend le relais, du coup seuls les riches ou les puissants méritent d'être respectés alors que ce devrait être l'inverse...

### [Stratégie du chaos et de la guerre.](#)

- New York: attaque terroriste à la hachette jeudi contre des policiers - AFP
- Fusillade meurtrière dans un lycée des environs de Seattle - Reuters

- Au moins 28 morts dans des attaques dans le Sinaï, en Egypte - Reuters
- L'armée s'empare d'un camp islamiste à Benghazi en Libye - Reuters
- Combats de rue et tension à Jérusalem et en Cisjordanie - LeMonde.fr
- Tunisie: six morts lors d'un assaut contre un groupe armé - AFP
- La France "renforce" son action dans le nord du Mali - L'Express.fr

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Leur système mafieux.

Allemagne - Deutsche Bank paierait un milliard d'euros dans le dossier Libor - Reuters

Japon - A Fukushima, des actions à réactions - Liberation.fr

Le nouveau ministre japonais de l'Industrie, Yoichi Miyazawa, a reconnu posséder 600 actions de la compagnie d'électricité Tepco, gérante de la centrale nucléaire de Fukushima, un dossier que supervise justement le très puissant Meti (ministère de l'Industrie). Or, c'est lui qui supervise les suites de la catastrophe de mars 2011 et qui pousse pour que redémarrent les réacteurs des autres centrales. Une relance dans l'intérêt financier des actionnaires de Tepco qui entend réduire sa facture d'hydrocarbures, nécessaires pour faire tourner les centrales thermiques.

Cette révélation intervient après que Miyazawa a reconnu avoir fréquenté un bar sado-maso de Hiroshima. Deux ministres (celle de l'Industrie, Yuko Obuchi, et celle de la Justice, Midori Matsushima) ont déjà dû démissionner lundi pour des histoires d'argent mal dépensé, moins de deux mois après leur entrée dans le nouveau gouvernement du conservateur Shinzo Abe. Liberation.fr 24.10

France - Dix-huit mois avec sursis requis contre l'ex-patron du PS girondin - LeMonde.fr

### Leur société antisociale.

Le CDD a la cote - Francetv info

Dans ce centre d'appels, les derniers arrivants ont tous signé un CDD. Ludovic Hersent en fait partie. Depuis maintenant trois ans, il enchaîne les contrats précaires, il n'est plus étonné de la pratique : "*Cela fait plusieurs années que je suis comme ça donc je me suis un petit peu formalisé*".

Depuis trois ans, cette logique s'est généralisée, le recours aux CDD ne cesse d'augmenter en France. Pire, le nombre de contrats de moins d'un mois a augmenté de 230% en 10 ans. Francetv info 24.10

Chômage : +19 200 demandeurs d'emploi en septembre - Francetv info

Depuis l'arrivée de François Hollande à l'Élysée en mai 2012, cela fait 508 600 demandeurs d'emploi en plus. Francetv info 24.10

Comment masquer la hausse du chômage dans les mois à venir?

- Le gouvernement va créer 50.000 nouveaux emplois aidés - L'obs

Loire-Atlantique : séminaire de luxe pour des cadres de Pôle emploi - Francetv info

Selon Ouest France, vendredi 24 octobre. Treize chambres ont été réservées pour une nuit, "*dont plusieurs suites*".

Le séminaire a duré au total un jour et demi. Sur le site de l'établissement, le forfait "*séminaire*" en pension complète (restaurant deux étoiles au guide Michelin) est affiché "*à partir de 290 euros par personne*". "*Un tarif ensuite négocié*", assure Pôle emploi au quotidien régional, sans pour autant en donner le montant. Francetv info 24.10

D'un coup de baguette magique.

- Vallaud-Belkacem fait disparaître les non remplacements de profs - Liberation.fr

«*Je vous assure qu'en Seine-Saint-Denis comme ailleurs, nous veillons à ce que tous les enseignants absents soient remplacés.*» Liberation.fr 24.10

### Qui conspire ? 4%. Dans les soupirails du régime.

L'éphémère locataire du Château reçoit une lettre. Il prend soin de la décacheter à l'abri des regards des curieux, puis il en parcourt rapidement le contenu que manifestement il connaissait déjà, et déclare à la cour qu'elle est "très banale" au point de ne pas mériter d'être portée à la connaissance de ses sujets, en réalité afin de ne pas contrarier son expéditeur pour lequel son excellence a le plus grand respect ou dont il est l'obligé (la Commission européenne) .

Un des membres influents de la cour (Sapin) chargé de veiller à la tranquillité de son souverain ou qui lui sert de tuteur, s'empresse de déclarer aux bouffons qui s'agitaient autour de lui, après en avoir pris connaissance à son tour qu'il n'y avait "*rien de neuf*" dans cette lettre, "*qui ne présente absolument aucun intérêt pour personne*", à croire que son expéditeur s'était trompé de destinataire ou n'avait pas toute sa tête au moment de l'envoyer.

Le hasard faisant bien les choses parfois, à moins que ce fut une heureuse coïncidence, à peine quelques heures plus tard sa majesté devait se rendre au quartier général de l'empire (Bruxelles) pour y rencontrer l'auteur de cette missive à la fois courtoise et incisive, et s'entretenir avec lui (Barosso) sur la suite à lui donner. Car aussi insignifiante qu'elle put paraître en apparence, elle comportait un rappel lui intimant l'ordre de se conformer aux instructions qui lui avaient été transmis plus tôt ou dont il avait parfaitement connaissance, et de préciser comment il comptait s'y prendre pour les appliquer à la lettre dans les plus bref délais pour ne pas s'attirer le courroux du grand magistère, sachant que depuis un an ce dernier dispose d'un droit de regard sur le projet de budget du royaume qu'il peut "*valider*" s'il lui convient ou le retoquer s'il estimait qu'il s'avérait non conforme à ses recommandations qui ont valeur d'ordres.

Aux dernières nouvelles, le petit monarque dans ses souliers fit savoir promptement à son hôte qu'il s'engageait à respecter tous les engagements qu'il avait pris envers lui, ce dont il sembla n'avoir jamais douté un instant tant son autorité est redoutée à travers tout le royaume (l'UE).

Hollande est emprunté, mal conseiller ou particulièrement médiocre, peut-être les trois à la fois, il multiplie les bourdes au point de se faire de nombreux ennemis dans son propre camp ou parmi ceux qui étaient prêts à le ménager et qui vont jusqu'à réclamer sa tête.

François Hollande avait tenté de calmer le jeu et de minimiser la portée de cette lettre mais il semble que ce soit raté. "*Je ne sais si il existait une bonne stratégie pour que cette lettre passe inaperçue mais ce qui est sûr, c'est que c'est l'effet inverse qui s'est produit. Depuis hier, François Hollande a répété que cette lettre était banale, qu'il est tout à fait normal qu'il y ait un dialogue entre Paris et Bruxelles*", explique le journaliste François Beaudonnet.

Mais en voulant le cacher, à la différence de l'Italie qui l'a rendu public avec grand fracas, "*ce courrier est devenu une bombe politique. Cette lettre fige les positions de Paris et Bruxelles dans une guerre de tranchée*", analyse François Beaudonnet.

"*Jusqu'à aujourd'hui, ni la Commission européenne, ni la France n'avait intérêt à aller au conflit. Et bien, ce soir, les choses ont changé*", explique le journaliste. "*Mais à force de répéter que Paris ne fera pas d'efforts supplémentaires, François Hollande va peut-être obliger Bruxelles à rendre un verdict beaucoup plus dur que ce qu'elle aurait souhaité*", ajoute-t-il. Francetv info 24.10

Gouverner devient un exercice périlleux.

- Hollande sommé par Bruxelles de préciser un budget contesté par sa majorité - AFP

- Hollande pris en étau entre Bruxelles et une partie de sa majorité - LeFigaro.fr

- Budget de la France : cinq députés PS exigent la publication de la lettre envoyée par Bruxelles - LePoint.fr

Leur véritable motivation : ne pas en rajouter à l'" *euroscepticisme croissant*", ils volent au secours de Bruxelles...

- Marché du travail: Laurent Berger (CFDT) rejette toute nouvelle réforme AFP

- Christian Noyer : *"la France ne va pas bien car elle a pris du retard dans la mise en place des réformes structurelles"* - Atlantico.fr

D'autres adoptent l'offensive pour masquer leur servilité envers l'UE.

- Budget: Renzi attaque Bruxelles. - L'Express.fr

D'autres encore ruent carrément dans les brancards.

- Cameron refuse de payer 2,1 milliards d'euros réclamés par l'UE - Reuters

Le Premier ministre britannique David Cameron a déclaré vendredi que le Royaume-Uni ne paierait pas la contribution supplémentaire de 2,1 milliards d'euros au budget de l'Union européenne qui lui est demandé, qualifiant la demande des Vingt-Huit d'*"absolument inacceptable"*. Reuters 24.10

---

## INFOS EN BREF

### ECONOMIE

Chine

- Pékin signe avec 20 pays pour établir une banque régionale en Asie - LeMonde.fr 24.10

La Chine et vingt autres pays ont signé vendredi 24 octobre un protocole d'accord visant à établir en Asie une banque régionale, conçue comme un contrepoids à la Banque mondiale ou à la Banque asiatique de développement.

Les médias chinois évoquent un capital initial de 50 milliards de dollars. L'institution, dont Pékin est l'initiateur et pourrait être le principal bailleur de fonds, est destinée à répondre aux besoins croissants d'infrastructures, s'agissant de transports, de barrages, de ports et autres dans la région.

« *Nous devons étudier les bonnes pratiques adoptées par la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et autres institutions multilatérales de développement* », a précisé le président chinois, Xi Jinping, plaidant pour avoir avec elles « *des échanges très interactifs et très significatifs* ».

Les pays signataires, qui comprennent notamment l'Inde, Singapour, le Kazakhstan et le Qatar, négocieront les détails du fonctionnement de cette « *Banque asiatique d'investissements dans les infrastructures* » (AIIB) dans les prochains mois, avec l'objectif d'achever ces discussions d'ici à fin 2015, a assuré le ministère des finances singapourien.

Outre les Etats déjà nommés, sont également inclus la Birmanie, la Mongolie, la Malaisie, le Laos, le Koweït, le Cambodge, Brunei, le Bangladesh, le Népal, Oman, le Pakistan, les Philippines, le Sri Lanka, l'Ouzbékistan et le Vietnam. Des géants économiques asiatiques comme le Japon, la Corée du Sud et l'Indonésie manquaient cependant à l'appel, tout comme l'Australie. LeMonde.fr 24.10

Le Japon, la Corée du Sud, l'Indonésie, l'Australie sont inféodés aux Américains...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 26 octobre 2014

## CAUSERIE

12e jour de pluie essentiellement la nuit, toute la nuit, moins le jour, ici à Pondichéry.

18 nouveaux articles ont été ajoutés ce matin, après les avoir parcourus rapidement, la plupart ou tous sont riches en informations et enseignements.

J'ai encore bossé comme un dingue aujourd'hui, ce n'est pas sérieux.

## Propagande et conditionnement. Désinformation.

Les sondages, de qui, des Français, lesquels, c'est qui ?

Ceux qui sont servis par le régime, les nantis en tous genres, les masses ignorantes, dépourvues de conscience de classe et de ce fait manipulables, facile à influencer, à orienter, conditionner, endoctriner ?

Quelle légitimité ont-ils ? Aucune en dehors de celle que les instituts de sondages leur accordent

Mais tout le monde a le droit de s'exprimer tout de même ? Evidemment, à condition cependant de savoir de quoi on parle pour que cela vaille le coup d'être rendu public. Or, c'est rarement le cas et tout le problème est là, ce qui devrait demeurer un avis confidentiel ou ne pas dépasser le cercle particulier de votre entourage parce que cela ne présente pas d'intérêt au delà, prend soudain une dimension générique, nationale, qui vous dépasse, dont vous ne mesurez pas la portée, elle est là la manipulation, car vous ne maîtrisez pas l'emploi qui en fait, à votre insu.

## Déstabilisation de la Chine par les Etats-Unis.

- Parapluie contre matraque : les manifs de Hong Kong en jeu vidéo - Francetv info 25.10.2014

Pour en savoir plus.

L'échec de la prière "révolution colorée" - Tienanmen, 20 ans après - Réseau Voltaire 09.06.2009  
<http://www.voltairenet.org/article160446.html>

Ou encore.

● Les manifestations de Hong Kong : Les raisons profondes de ce mouvement pour la « démocratie ». (mondialisation.ca) (23.10.14)

## Populisme. Chasse aux sorcières.

La chasse aux sorcières est une spécialité de l'extrême droite relayée de nos jours par les gauchistes, la pseudo-gauche et extrême gauche.

- Gilles Carrez (UMP) risque un redressement fiscal pour non paiement de l'ISF - AFP

Dans des déclarations à Médiapart, confirmées à l'AFP, Gilles Carrez assure être "*complètement de bonne foi*", et ajoute qu'il ne savait pas que l'abattement de 30% ne s'appliquait pas lorsque le bien était détenu via une SCI. "*Ce sont des sujets qui ne sont pas directement dans la loi mais qui relèvent de son interprétation*", a-t-il dit à l'AFP, pour expliquer son ignorance.

Il entend faire valoir qu'une partie de la maison est occupée par la pharmacie de sa femme, "*un bien professionnel qui n'a pas à rentrer dans l'ISF*". "*Nous sommes en SCI, ma femme et moi, justement à cause de la pharmacie*", a-t-il précisé.

Mais, déclare-t-il, si malgré tout, "*les services fiscaux estiment que je dois basculer dans l'ISF, je ne vais pas discuter*", dit-il. "*Je vais l'appliquer, je ne saisirai pas la juridiction administrative. Ce n'est pas un drame*". AFP 25.10

Il est sans doute de bonne foi, mais se retrouve immédiatement l'objet d'un lynchage médiatique abjecte.

On va finir par renommer Médiapart, Merdiapart, il faut bien vivre et chacun veut sa part du butin pestilentiel du régime entré en putréfaction, quitte à en rajouter si nécessaire, faire en sorte qu'un non-événement en devienne un et qu'il soit rentable (financièrement parler) de l'exploiter. Au besoin on en invente. C'est à croire que cet argent récupéré par l'Etat serait redistribué à certaines couches de privilégiés dont celle à laquelle appartiennent les dirigeants de Médiapart, éventuellement sous forme de subventions à la presse, y compris celle dite faussement indépendante.

Dans tous les discours de l'extrême droite en France et dans le monde on retrouve cet argument, qui sous couvert de dénoncer la corruption qui sévit dans les partis et les institutions, sert à se donner une image d'honnêteté irréprochable pour s'attirer la sympathie ou le suffrage de la population... avant de s'attaquer au mouvement ouvrier qui est son véritable ennemi.

Dans une interview donné au Figaro (à lire plus loin), Iouri Mindiouk, chef de la branche politique du Secteur droit, parti

nationaliste néonazi ukrainien, n'a pas manqué d'employer cet argument pour justifier les agissements de sa milice fasciste.

### [La coïncidence de trop.](#)

- Canada : Campagne de peur - Julie Lévesque - mondialisation.ca 25.10

Extrait - ... de nouvelles informations ont émergé et nous les portons à votre attention, avant de les étudier de plus près dans un prochain article. Celles-ci portent à croire que les autorités étaient possiblement au courant des deux attaques survenues cette semaine : les autorités policières et les services de renseignement ont fait des simulations d'attaques ce mois-ci. Le scénario impliquait une attaque au Québec, suivie d'une attaque dans une autre ville canadienne.

Ces exercices suivis d'une attaque réelle et semblable au scénario des exercices ne sont pas sans rappeler les attaques du 11-Septembre 2001 à New York et celles de Londres en 2005, durant lesquels des exercices avaient lieu au même moment. Dans les deux cas, les scénarios étaient identiques aux attaques, soit des avions piratés percutant des édifices et une attaque terroriste dans le métro de Londres.

Par ailleurs, le chef du Nouveau parti démocratique, Thomas Mulcair, s'est dit préoccupé par le fait que bien avant que les autorités policières ne rapportent l'incident de Saint-Jean-sur-Richelieu, un député d'arrière-banc ait demandé au premier ministre Harper de faire le point sur « *une possible attaque terroriste contre deux membres des Forces armées canadiennes, près de Saint-Jean-sur-Richelieu* ». mondialisation.ca 25.10

Ce qu'elle suggère, c'est que les auteurs de ces attaques y ont été encouragés et que les autorités étaient informées de leurs intentions. Ils les ont laissés passer à l'action pour ensuite en tirer profit sur le plan politique, en l'occurrence pour persuader les Canadiens du bien-fondé de l'engagement du gouvernement en Irak et en Syrie au côté des Américains et leur coalition.

Lors de l'attentat de Boston l'année dernière, exactement le même scénario. Cela fait beaucoup de coïncidences, non ?

### [Une vidéo.](#)

Richard Gage on C-SPAN - sous-titres français

Le fondateur de AE9/11Truth, Richard Gage, invité du Washington Journal sur C-SPAN le 1er août 2014, montre que le bâtiment 7 du WTC a été soumis à une démolition contrôlée le 11 septembre 2001.

<http://www.youtube.com/watch?v=1pp1bc9agzQ>

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Social

France. Manifestation de soutien aux salariés de Fenwal à La Châtre (Indre) - Francetv info

Il y avait plus de manifestants que d'habitants. Plus de 6000 personnes ont manifesté samedi 25 octobre pour protester contre la suppression annoncée de 338 emplois sur 461, en raison de l'arrêt de la production de poches de transfusion sanguine par le géant allemand Fenwall.

"On ira jusqu'au bout, on ira manifester en Allemagne, on ne va pas baisser les bras, on a encore vu qu'on avait le soutien de la population, c'est super", a déclaré le porte-parole du collectif de soutien Etienne Aujard.

Union politique également dans les rangs du cortège. "On trouve que c'est une injustice incroyable", déclare François Lanaud maire adjoint de Saint-Amand-Montrond. "Quand on est un groupe qui fait un milliard de bénéfice net on ne jette pas à la porte 338 salariés qui en plus ont construit au fil des ans leur réputation d'excellence et de savoir-faire". Francetv info 25.10

Italie: grande manifestation à Rome contre la réforme du travail - AFP

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté samedi dans les rues de Rome pour dénoncer le projet de réforme du marché du travail de Matteo Renzi et rappeler au bouillonnant chef du gouvernement qu'il devait compter avec les syndicats.

Selon les organisateurs, la manifestation à l'appel de la CGIL, le principal syndicat du pays, a mobilisé un million de personnes. Les forces de l'ordre n'ont pour leur part fourni aucune estimation.

Pour encourager les embauches afin de lutter contre le chômage, le gouvernement Renzi prévoit de faciliter les licenciements et de réduire les droits et protections des salariés dans leurs premières années de contrat.

Le projet de loi de cette réforme centrale pour le gouvernement, appelé "*Jobs Act*", a été approuvé le 9 octobre par le Sénat -- le gouvernement avait posé pour cela la question de confiance -- et doit encore recevoir le feu vert de la Chambre des députés.

*"Nous voulons du travail pour tout le monde, et du travail avec des droits. Nous manifestons pour ceux qui n'ont pas de travail, pas de droits, ceux qui souffrent, ceux qui n'ont aucune certitude pour l'avenir"*, a déclaré à la foule Susanna Camusso, secrétaire générale de la CGIL.

*"Nous sommes ici et nous n'allons pas en partir. Nous allons faire grève, et nous allons mobiliser nos forces pour nous battre afin de changer les politiques du gouvernement"*, a-t-elle ajouté en annonçant une nouvelle manifestation le 8 novembre.

En tête des cortèges qui ont sillonné la capitale italienne dans la matinée, des milliers de jeunes venus de tout le pays ont brandi les drapeaux rouges de la CGIL, en chantant l'hymne national.

Le chômage des jeunes est actuellement de 44% en Italie, et la plupart des premiers emplois restent précaires.

*"Nous sommes ici pour dire que l'insécurité de l'emploi n'est pas notre destin. Nous voulons des investissements dans l'avenir"*, a lancé à la foule un jeune armé d'un mégaphone.

*"Nous n'avons pas l'intention d'abandonner. Renzi doit savoir que pour changer le pays, il a besoin de nous, ceux qui sont dans les rues de Rome aujourd'hui"*, a insisté Maurizio Landini, responsable du syndicat FIOM, qui avait relayé l'appel de la CGIL.

Même s'il n'est pas rare de voir les Italiens descendre dans les rues pour faire entendre leur mécontentement, c'est la première fois qu'une manifestation si massive est tournée contre le Parti démocrate (centre gauche) de M. Renzi, historiquement lié aux syndicats.

Le parti lui-même est divisé sur les mesures proposées, en particulier sur une éventuelle refonte de l'article 18 du code du travail -- un symbole social très fort en Italie -- qui protège des licenciements abusifs.

Même si l'essentiel n'est pas dans le texte de loi mais dans les décrets d'applications qui suivront, beaucoup de voix au sein des syndicats et de la gauche accusent M. Renzi de chercher à brader les droits des salariés.

Et alors que le chef du gouvernement était samedi à Florence pour la "*Leopolda*", une réunion annuelle qu'il a instaurée en 2009 pour inviter responsables et public à dialoguer de l'avenir du pays, plusieurs "frondeurs" du PD ont choisi de défiler à Rome.

*"J'ai un grand respect pour cette manifestation"*, avait déclaré M. Renzi avant le rassemblement, "mais l'époque où une manifestation pouvait bloquer le gouvernement et le pays est révolue".

M. Renzi table en effet sur la crédibilité de son programme de réforme pour essayer de faire passer auprès de Bruxelles un projet de budget plus expansif que prévu, alors que le pays s'attend à une nouvelle année de récession en 2014 et que le ratio dette publique/PIB devrait dépasser 133% en 2015. AFP 25.10

### [La stratégie néolibérale à l'oeuvre tout azimut.](#)

1- Quand Le Figaro renoue avec le glorieux passé de ses propriétaires successifs. Parole à un milicien nationaliste néonazi.

Comment faire en sorte que les idées de l'extrême se propagent au sein de la population, comment faire en sorte qu'elle les adopte, bref, comment légitimer l'extrême droite. ? Le nervi et chef de la branche politique du Secteur droit, Iouri Mindiouk, a sa petite idée : "*L'important est qu'on puisse parler et débattre de nos idées radicales.*". Le Figaro vous ouvre gracieusement ses colonnes, comme dans le bon vieux temps. Décryptage.

- Les idées nationalistes du Secteur droit prospèrent en Ukraine - LeFigaro.fr 25.10

Interview - Iouri Mindiouk, chef de la branche politique de ce groupe d'extrême-droite, dont les thèses se sont enracinées dans le

pays, prône une extrême vigilance face à l'attitude de la Russie dans l'est du pays.

(Dès l'introduction on s'aperçoit que cette milice fasciste partage les mêmes préoccupations que Washington et ses alliés occidentaux et le même ennemi, la Russie, comme quoi les grands esprits se rencontrent et finalement l'extrême droite n'est pas forcément ce qu'on croit ou n'a pas que des mauvaises idées ou intentions, c'est ce qu'est censé inculqué aux lecteurs Le Figaro.

Quand certains dans les rangs du mouvement ouvrier tiennent absolument à décrire la droite et l'extrême droite comme deux courants politiques qui poursuivraient des objectifs distincts ou particuliers, nous avons ici la démonstration du contraire, seules leurs méthodes varient, ajoutons les apparences trompeuses. Qu'il ne faille pas les confondre, c'est une chose, mais prétendre qu'ils ne seraient pas complémentaires et ne partageraient pas la même idéologie est une escroquerie politique. Rappelons qu'autrefois de Gaulle a réhabilité des gens (militants, miliciens, militaires) de droite passés à l'extrême droite pendant la guerre ou lors de la guerre d'Algérie jusqu'à nommer un ex-légionnaire Premier ministre, Pierre Mesmer, la plupart de ses collaborateurs et des préfets qu'il nommera auront été des collaborateurs de Vichy, sans que la droite ne s'en offusque. - ndlr)

Bien qu'il présente officiellement des dizaines de candidats aux élections parlementaires, le groupe d'extrême-droite «Pravy Sektor» (Secteur droit) a gardé des habitudes de la clandestinité. (C'est la condition pour continuer de se livrer à des activités illégales et commettre des crimes en toute impunité, sans que le gouvernement qui en est le complice ne soit inquiet, ils se couvrent ainsi mutuellement. - ndlr)

À l'entrée des bureaux de l'organisation, à Kiev, non signalés, un gardien soupçonneux surveille les allées et venues. Sur la table de Iouri Mindiouk, le responsable de l'aile politique de Pravy Sektor, trône une photo du héros nationaliste Stepan Bandera. Ce dernier est accusé d'avoir collaboré avec les Nazis durant la Seconde Guerre mondiale afin de défendre l'indépendance de l'Ukraine, contre la Russie. (Il ne s'agit pas d'une simple accusation qui pourrait faire l'objet d'une controverse ou dont les fondements pourraient être douteux, mais d'un fait avéré et vérifiable, de plus les nervis de cette milice à ce point nostalgique ou le revendiquant n'hésitent pas à arborer les insignes nazis. La présentation qui est faite ici de Bandera par Le Figaro relève du négationnisme et n'a rien à envier à Le Pen et consort. - ndlr)

À Moscou, encore aujourd'hui, le nom de Pravy Sektor, qui s'est particulièrement illustré par ses coups de force (Passages à tabac, assassinats pour être plus précis. - ndlr) durant la révolution de Maïdan (Rectifications, coup d'Etat de l'Otan. - ndlr), évoque la figure du diable (Exactement comme le font les néoconservateurs ou néolibéraux américains et leurs médias à propos de Poutine ou de la Russie. - ndlr), et permet d'alimenter la thèse russe de la présence d'une «*junte fasciste*» à Kiev ("Thèse russe", phraséologie destinée à influencer les lecteurs et leur suggérer qu'ils seraient en présence d'une théorie du complot fabriquée par les Russes, histoire de laver le gouvernement de Kiev de toute accusation de collusion avec des milices fascistes, à l'heure où certains de ces membres en font partie. Pour que Le Figaro, la droite officielle en France et le gouvernement soutiennent le gouvernement néonazi de Kiev, il faut en faire une présentation acceptable ou déformer la réalité. - ndlr). Si les scores électoraux de Pravy Sektor restent marginaux, les idées radicales que le groupe défend se sont enracinées dans le paysage politique ukrainien. (Cela reste à vérifier, c'est Le Figaro qui l'affirme. Idées racistes, antisémites, xénophobes pour être plus précis, conformément sur le plan économique aux recommandations du FMI notamment (Il faut libérer l'initiative privée, (...)) libérer également l'homme de la bureaucratie, baisser les impôts et améliorer le climat d'investissement. - Iouri Mindiouk). - ndlr)

Le Figaro a visé juste, tous les commentaires qui figuraient ce matin à la suite de cet article étaient de facture d'extrême droite, bravo, mission accomplie !

Émile Gaboriau, auteur d'un ouvrage sur les premiers « Figaro » en 1861 : "*Un jour il ne donne plus juste la note de l'opinion, de ce moment il est perdu*", réservons cette appréciation à ses lecteurs qui flirtent avec l'extrême droite...

Le Figaro et son histoire. (Wikipedia.org)

Lors de la Commune de Paris, le journal prend position contre celle-ci. Il est le premier journal supprimé par la Commune, mais reprend ses publications lorsque celle-ci est finalement vaincue. Le Figaro se crée ainsi un public d'aristocrates et de bourgeois. Il s'affirme comme « *conservateur-monarchique* ».

En 1922, le journal est racheté par le parfumeur François Coty .

La politique devient le sujet principal. Thuriféraire du fascisme mussolinien et antisémite notoire, le parfumeur Coty fait mener dans son journal des campagnes contre les impôts, la franc-maçonnerie et le communisme international. Le ton populiste proche de l'extrême droite et antiparlementaire des années Coty font perdre au journal les trois quarts de ses lecteurs (en 1932, la diffusion est tombée à 10 000 exemplaires).

Le journal un temps compromis par les sympathies fascistes de François Coty retrouve une brillante équipe de rédacteurs à partir de 1935.



Cependant, le Figaro ne retrouve pas politiquement une ligne modérée. Lucien Romier conservant au journal un ton antiparlementaire, très hostile au Front populaire et épousant les positions du maréchal Pétain (dont il sera ministre à Vichy). Ainsi le 28 septembre 1936, à la une du journal, les prises de position éditoriales sont sans ambiguïté. Allant des franquistes qualifiés de « héros » tandis qu'ils reprennent la ville de Tolède pendant la guerre d'Espagne, jusqu'à l'homme politique Philippe Henriot (élu de la Fédération républicaine qui deviendra un des importants soutiens du régime de Vichy) "chaudemment félicité" pour sa réélection. Avec le temps, le journal se replie sur le libéralisme et les journalistes « munichois sans enthousiasme »<sup>37</sup>, s'opposent au nazisme à la fin des années 1930.

À la Libération, Le Figaro reparaît à Paris (...) Il devient ainsi le journal du MRP face aux communistes et aux socialistes.

En 1975, le journal est racheté par Robert Hersant.

Qui est Hersant ?

Avant la Seconde Guerre mondiale, Robert Hersant milite au sein des Jeunesses socialistes (SFIO) de Rouen...

Après juin 1940, il monte de Rouen à Paris... Il fonde alors le « *Jeune front* », un groupuscule pronazi... La principale activité du « *Jeune front* » est de distribuer le journal antisémite *Au Pilon*, l'un des plus extrémistes de la collaboration, subventionné par les autorités allemandes.

En 1941, Hersant fait son service dans les Chantiers de jeunesse, puis se retrouve au camp de Brévannes, créé dans l'esprit de la Révolution nationale...

Robert Hersant est condamné en 1947 à dix ans d'indignité nationale pour collaboration avec l'Allemagne nazie, mais bénéficie d'une amnistie générale en 1952.

Dans les années 1970, Robert Hersant passera à droite et deviendra un soutien de la droite libérale et conservatrice avec notamment le rachat du Figaro. (source : Wikipédia.org)

Parmi les journalistes qui officient aujourd'hui au Figaro, un certain nombre d'aristocrates qui ont conservé leur particule.

Arnaud de La Grange  
Éric de La Chesnais  
Sophie de Ravinel  
Jacques de Saint Victor  
Étienne de Montety  
Delphine de Mallevoue  
Frédéric de Monicault  
Solenn de Royer  
Bertrand de Saint-Vincent  
Nicolas d'Estienne d'Orves

En complément dans le même registre nauséabond.

- Les Français ont une mauvaise opinion d'Eric Zemmour 20minutes.fr

62% ont une mauvaise opinion du polémiste et se déclarent « choqués » par sa thèse sur le régime de Vichy. 20minutes.fr 25.10

Parmi les personnes interrogées, combien écoutent son émission sur je ne sais plus quelle radio ? 10%, moins ?

Je ne comprends pas la finalité de cette opération à part faire douter les gens sur les intentions du régime de Vichy et ses crimes, je ne vois pas. Pour mieux faire connaître son idéologie ignoble pour que plus de gens y adhèrent ? Qui sait ? Ne soyons pas naïf, n'oublions pas que leurs intentions sont généralement inavouables tellement elles sont monstrueuses.

Hitler aussi a sauvé des juifs, des banquiers et hommes d'affaires qui avaient financé le régime nazi, eux ils ont bénéficié d'un sauf-conduit pour quitter l'Allemagne... Et même qu'il y avait des juifs parmi les hauts dignitaires du régime, les SS, le IIIe Reich, les documents de l'époque l'attestent, comme quoi le nazisme a été diabolisé à tort, non ?

N'y aurait-il pas du bon et du mauvais, du vrai et du faux partout, en toute chose ? Au Figaro (et pas seulement) ils doivent sûrement le penser tout bas.

2- Colons et proxénètes, de la traite des Noirs à la traite des blanches, adeptes du puritanisme et de la pornographie, de la dérégulation fanatique de l'économie et de la finance à celle du sexe.

Ce sont les néoconservateurs qui vous le recommandent.

- Allons tous voir le Zizi sexuel avec nos enfants - Slate.fr

- Etats-Unis : le mariage homosexuel dorénavant reconnu dans 32 Etats - LeMonde.fr

3- Un meurtre sanctionné par la justice, un crime !

- Une jeune Iranienne pendue pour meurtre LeMonde.fr

- Iran: la pendaison d'une jeune femme déclenche l'indignation internationale - AFP

Une jeune Iranienne, Reyhaneh Jabbari, condamnée à mort pour le meurtre d'un homme qui l'avait selon elle agressée sexuellement, a été pendue samedi matin déclenchant l'indignation de plusieurs pays.

Son exécution rapportée par l'agence officielle Irna a immédiatement suscité la condamnation d'Amnesty International qui l'a qualifié de "*nouvelle tache dans le bilan des droits de l'Homme de l'Iran*" et d'"un affront à la justice".

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont également vivement condamné l'exécution de la jeune femme.

Reyhaneh Jabbari, une décoratrice d'intérieur âgée de 26 ans, a été condamnée à mort en 2009 pour le meurtre en juillet 2007 de Morteza Abdolali Sarbandi, un chirurgien et ancien employé du ministère des Renseignements, au terme d'un procès "*partial*" selon Amnesty.

Un expert de l'ONU avait également affirmé en avril que la cour n'avait pas pris en compte toutes les preuves, et que les aveux de la décoratrice avaient été obtenus sous la contrainte.

Selon des "*sources fiables*" citées par cet expert, Morteza Abdolali Sarbandi aurait agressé physiquement et sexuellement la jeune femme qui, cherchant à se défendre, l'aurait poignardé avant de s'enfuir et d'appeler une ambulance.

Mais la justice iranienne a balayé ces critiques: les éléments du dossier ont montré que "*le meurtre était prémédité*", a assuré le bureau du procureur de Téhéran dans un communiqué publié samedi.

Reyhaneh Jabbari a avoué "*avoir acheté un couteau de cuisine (...) deux jours avant le meurtre*" et l'a utilisé pour commettre le meurtre, selon le communiqué, ajoutant qu'elle avait frappé M. Sarbandi dans le dos "*ce qui montre qu'elle n'était pas en légitime défense*".

Enfin, elle a "*envoyé un SMS à un ami dans lequel elle dit je vais le tuer ce soir, ce qui montre que le meurtre était prémédité et que l'affirmation de défense contre un viol est sans fondement*", poursuit le texte. AFP 25.10

On retiendra : Un "*expert de l'ONU*" entre en scène pour innocenter l'accusée, et les Etats-Unis et la Grande-Bretagne prend sa défense. Ils donnent raison à Poutine.

Quand il s'agit d'interférer dans les affaires intérieures de Cuba, du Venezuela, de la Bolivie, de la Russie, de la Chine, de l'Argentine, du Brésil, de la Syrie, de l'Irak, de la Libye, du Soudan, du Liban, bref, des pays réputés hostiles à la politique des Etats-Unis, les ONG et organisations droitdelhommistes en tous genres imitent les Américains.

Quant au "*bilan des droits de l'Homme*", on aura noté que les meurtres à répétition de plusieurs Noirs non-armés par des policiers Blancs aux Etats-Unis n'ont pas déclenché une campagne d'indignation à travers le monde, parce que les organisations du type d'Amnesty International sont rapidement passées à autre chose...

En complément.

- Fusillade en Californie : deux policiers tués, deux blessés, le suspect arrêté - Francetv info

Les autorités du nord de la Californie ont arrêté vendredi 24 octobre un homme suspecté d'avoir abattu deux policiers avant

d'en blesser un autre, ainsi qu'un automobiliste pour lui dérober sa voiture.

Vendredi, une autre fusillade dans un lycée près de Seattle, au nord-ouest des Etats-Unis, a fait au moins deux morts, dont le tireur, et trois blessés graves. Francetv info 25.10

4- C'est bien la classe dominante qui pourrit l'ensemble de la société.

- New Delhi : Sex and the City - lepoint.fr 25.10

Extraits. Dans un pays très conservateur, les femmes aisées et urbaines aspirent à l'amour et au plaisir.

La "soirée filles" a commencé tôt, dans un appartement de Vasant Vihar, un quartier aisé de New Delhi. Amies de longue date, huit femmes âgées de 28 à 40 ans boivent, fument et discutent. Un joint passe de main en main. Entre une bouteille de vodka et un vin australien, des plats sont disposés sur la table basse : humus, chicken tikka et toasts au fromage de chèvre, à l'image du tsunami d'influences qui déferle depuis une décennie sur la capitale indienne.

Galvanisée par l'afflux brutal de l'argent, la mégalopole transforme fébrilement son quotidien : goûts, apparences, moeurs, mentalités. Sexe, aussi. Au sein des classes privilégiées, la révolution sexuelle a transformé le comportement féminin. Après les boutiques de lingerie, cette année voit l'explosion remarquée du marché des sex toys en Inde.

D'après un sondage, 76 % des Indiennes et 61 % des Indiens pensent que l'infidélité n'est pas un grand péché. Mais seules les élites de Delhi ne s'entravent pas d'embarras. Dans le cercle richissime de leurs soirées gorgées d'alcool et de cocaïne, leur permissivité n'a rien à envier aux élites des autres capitales du monde.

Le "date", le rendez-vous galant avec un homme, fascine. De Orkut à Facebook, de OkCupid à Tinder, les réseaux sociaux les ont facilités. Ruchika, productrice télévisée de 36 ans : "Quand on a la liberté financière en Inde, personne ne questionne vos choix." lepoint.fr 25.10

Quand vous avez la "liberté financière", vous pouvez tout vous permettre, cela doit vous rappeler mes précédentes causeries sur le même sujet. Il en va ainsi dans tous les pays du monde, la classe dominante est la première à se prostituer, les autres ne font que l'imiter.

Les relations entre les hommes et les femmes dans la société indienne sont du type féodal, comme les rapports dans le reste de la société à l'image du régime en place.

On nous dit que les femmes indiennes sont malheureuses, mais on oublie de dire que les hommes le sont tout autant, si ce n'est plus puisque les hommes sont différents des femmes et sont sous l'emprise de pulsions sexuelles impérieuses, comment dire insatiables, qui apparaissent régulièrement et qu'ils doivent satisfaire ou contrôler, contrairement aux femmes qui peuvent demeurer pendant de longues périodes, de longues années parfois, sans rapports sexuels, dont apparemment les pulsions sexuelles ne présentent pas la même acuité que chez les hommes.

Et si vous observez les mammifères, ils se comportent de la même manière. J'avais deux jeunes chiens, je dis j'avais parce que le mâle a disparu. Pendant trois jours ils se font fait la belle et seule la chienne est revenue hier. J'ai eu trois chiens auparavant, deux m'avaient joué le même tour, ils préféraient rester dehors et se taper toutes les femelles aux alentours, plutôt que se retrouver enfermer entre les quatre murs du jardin. Le troisième, mon dogue allemand, je ne lui avais pas laissé le choix, il n'avait pas la possibilité de sortir, il a dû se contenter des deux femelles qui vivaient avec lui, dont une chienne minuscule par rapport à lui, c'était plus fort que lui !

Quant aux femmes, j'aurais pu évoquer mes différents épouses ou compagnes. C'est en partie sur la base de ces expériences que j'ai rédigé les lignes plus haut. La dernière en date n'a pas eu de rapports sexuels pendant 23 ans, c'est très très long, j'en ai parlé avec elle à moins dix reprises pour recouper ce qu'elle me disait à chaque fois pour m'assurer qu'elle ne me racontait pas d'histoires, je n'ai pas réussi à la prendre en défaut, j'ai été très loin, je l'ai même fait pleurer à plusieurs reprises, j'en ai donc déduit qu'elle me disait la vérité, j'ai voulu m'en assurer tellement cela paraissait incroyable au regard de son activité sexuelle débordante, quotidienne si je l'écoutais, c'est troublant et vous avouerez qu'on peut se poser des questions, elle partage ma vie et je n'en sais pas plus que cela sur elle, je ne peux pas vivre avec n'importe qui, vous saisissez, bref, c'est quelque chose que je ne m'explique pas, cela m'intrigue, je me demande comment elle a pu faire pour refouler ses pulsions sexuelles aussi longtemps, j'en déduis que c'est plus facile pour une femme que pour un homme, apparemment.

Il y a un truc au moins que j'ai compris chez elle, c'est qu'après avoir été violée et brutalisée par son mari alcoolique pendant 10 ans jusqu'à ce qu'il crève, elle refusait tout rapport avec un autre Indien, alors qu'avec un Blanc c'est différent, elle se sent en sécurité, je lui ai dit que c'était une grave erreur de le croire et qu'il y avait aussi des Blancs qui maltraitaient leurs épouses, qu'elle avait de la chance d'être bien tombée, si je puis dire, car elle a passé toute l'après-midi à m'attendre dans la chambre, en

vain car je n'ai pas arrêté de bosser, elle va finir par penser que je suis un mauvais coup, mais c'est indolore ! C'est devenu un rituel tous les dimanches après-midi et cela m'agace. Elle en a profité pour dormir pendant 5 heures et c'était aussi bien ainsi, la pauvre femme a besoin de se reposer, elle est déjà bien usée à 46 ans, sauf évidemment sur le plan sexuel et on sait pourquoi !

Il y aurait beaucoup à dire sur le contenu de cet article. Depuis quand l'habitude de consommer de l'alcool, fumer, se droguer, seraient des marques d'émancipation ou de libération de la femme ou même de l'homme, c'est plutôt le contraire ou le témoignage qu'on en demeure incapable dans cette société, c'est confondre le règne de la nécessité avec celui de la liberté.

C'est un consommateur d'alcool (très modérément) et de cigarettes (beaucoup trop !) qui parle, un ex-consommateur de cannabis pendant plus de 30 ans. Boire, fumer ou se droguer n'est pas une qualité ou une vertu comme le suggère cet article, mais un vice, qui plus est n'est pas donné !

### De quoi sont-ils capables ? De tout, du pire surtout, par exemple de liquider une ville au profit d'une mine.

- Pour ne pas être engloutie, une ville suédoise doit déménager - lefigaro.fr 25.10

Le plus grand gisement de fer au monde menace les fondations de Kiruna, dont le centre-ville est actuellement en cours de démantèlement.

La ville suédoise a été construite en 1900. Située en plein cercle polaire, Kiruna et ses 23.000 habitants va pourtant devoir déménager trois kilomètres plus à l'est. En cause: les habitations menacent d'être englouties par la mine voisine. Car la cité a été créée de toute pièce au début du XXe siècle par la société d'exploitation de la mine LKBA. Seulement, le site est devenu le plus grand gisement de fer au monde. Et il ne cesse de s'étendre au point de menacer les fondations de la ville.

«Nous vivons en symbiose: la ville est ici à cause de la mine», explique le maire-adjoint Niklas Siren. «*Sinon, aucun diable n'aurait construit une ville ici .*» Le dilemme était donc cornélien. «*Soit on arrêteait de creuser la mine, et on créait du chômage de masse, soit on acceptait de bouger les constructions. C'est un problème existentiel*», commente pour sa part Krister Lindstedt de White Arkitekter, la société en charge dont le projet, intitulé Kiruna 4-ever, vient d'être sélectionné par les habitants.

«*La ville va se déplacer comme un gros mille-pattes*», précise encore l'architecte. Un par un, tous les quartiers de la ville sont appelés à être détruits. Mais seulement une vingtaine d'immeubles seront rebâties. Kiruna devrait au passage se doter de nouvelles infrastructures: une mairie, une bibliothèque, une piscine... L'autre caractéristique du projet, c'est son étalement dans le temps, puisque le projet ne prendra pas fin avant 2040. lefigaro.fr 25.10

Ce n'est pas "*existentiel*" mais bien réel : Les habitants de cette ville vont devoir attendre 2040 pour que leur ville soit reconstruite, et encore ! Dingue, non ?

### Ils tiennent absolument à préserver le PS. Alors qu'il disparaisse !

Lire à la place des Français la classe dominante et ses complices de gauche et d'extrême gauche.

- PS: les Français préfèrent la rénovation du parti à sa dissolution - AFP

La moitié des Français (48%) souhaitent que le PS "*ne soit pas dissout mais rénové*" contre 39% qui préfèrent qu'il "*soit dissout et remplacé par un nouveau parti*" et 13% "*qu'il reste comme il est actuellement*", selon un sondage Odoxa pour i-Télé publié samedi.

Les sympathisants socialistes sont nettement plus nombreux (77%) à préférer la rénovation du PS à sa dissolution (12%), tandis que 11% sont pour le statu-quo.

54% de l'ensemble des personnes interrogées, mais seulement 37% des sympathisants socialistes, seraient favorables "*à ce que le Parti socialiste change de nom*", contre 46% qui y seraient opposés (63% des sympathisants socialistes). AFP 25.10

Précisons : "*La moitié des Français*"... interrogée par cet institut de sondages.

La classe dominante n'a pas intérêt à ce qu'il disparaisse, sauf à considérer que tout ce que compte le pays de nantis seraient suffisamment gangrenés ou prêts à basculer ouvertement dans le néolibéralisme, ce qui ne semble pas être encore le cas, mais je peux me tromper.

En complément.

- Martine Aubry : "*Les socialistes sont pragmatiques*" - Francetv info

Généralement cela se voit sur eux, ils se portent bien !

### [Collusion entre la Turquie et l'Emirat islamique. A qui profite cela profite-t-il ?](#)

1- Syrie: l'EI maintient la pression à la frontière turque à Kobané - AFP

Les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) tiraient au mortier samedi en direction de la frontière turque, au nord de Kobané.

Moins bien armées et moins nombreuses que les jihadistes, les forces kurdes, qui résistent avec acharnement, doivent recevoir d'ici quelques jours l'aide de peshmergas, des combattants du Kurdistan irakien.

Au nombre de 200 au maximum, selon un porte-parole de cette région autonome, ils devraient transiter par la Turquie, qui a autorisé leur passage. Mais Ankara refuse toutefois de laisser passer des Kurdes d'autres nationalités et d'aider militairement les milices kurdes syriennes qu'elle assimile à des "*terroristes*" liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Dans ce contexte, l'annonce par le président turc de l'arrivée de 1.300 combattants de l'Armée syrienne libre (ASL) --des opposants au président Bachar al-Assad-- en renfort à Kobané a été accueillie fraîchement par les Kurdes syriens.

Ces derniers jugent plus judicieux que les rebelles ouvrent d'autres fronts contre les jihadistes en Syrie, afin de "*desserrer l'étau autour de Kobané*". AFP 25.10

2- Trois soldats turcs tués, le gouvernement accuse des « rebelles » du PKK - LeMonde.fr

Trois soldats turcs ont été tués, samedi 25 octobre, par des hommes masqués, dans une zone peuplée en majorité par des Kurdes dans le sud-est du pays. L'armée a attribué cette attaque, non revendiquée, à des rebelles kurdes du PKK.

Les trois soldats, qui n'étaient pas en service, ont été tués dans la rue dans la ville de Yuksekova dans la province de Hakkari, à la frontière avec l'Iran et l'Irak.

Pour le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, les auteurs des meurtres de samedi ont cherché à utiliser la situation à Kobané pour « *plonger la Turquie dans le chaos et le trouble* ». « *Nous prendrons les mesures nécessaires pour protéger l'unité nationale et la paix dans le pays* », a-t-il déclaré depuis la ville de Kayseri, dans le centre de la Turquie. Mais M. Davutoglu a précisé que les efforts de paix dans le sud-est de la Turquie devaient continuer, affirmant que « *le processus de paix n'implique pas de faire des concessions au terrorisme* ». LeMonde.fr 25.10

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Stratégie du chaos

- Nouveaux combats entre armée libanaise et islamistes à Tripoli - Reuters

- Nouvelle nuit de tension et de violences à Jérusalem-Est - AFP

- Yémen: combats meurtriers entre rebelles chiïtes et tribus sunnites alliées à Al-Qaïda - AFP

[Haut de page ↗](#)

---

Le 27 octobre 2014

## CAUSERIE

Pour patienter, lire absolument l'article d'actualité :*Démocratie et capitalisme, le divorce?* (27.10)

L'actualisation du site dans trois ou quatre heures environ.

## L'Australie : Leur justice n'a rien à envier à celle des Etats-Unis.

- Pistorius: Reeva "avait décidé de le quitter cette nuit-là" - AFP

L'Australie tout comme le Canada qu'on nous présente souvent comme des pays où il fait bon vivre, des modèles de démocratie et d'intégration, etc. en réalité ils sont totalement alignés sur les Etats-Unis et la classe ouvrière, les mineurs en particulier, ne sont pas mieux lotis.

J'écrivais dans la causerie du 22 octobre : " *J'avais l'intime conviction au vue des éléments de l'enquête qu'il s'agissait purement et simplement d'un meurtre, d'une exécution de sang froid, pour quel motif, la jalousie ou parce que sa compagne avait finalement renoncé à l'épouser à quelques jours de leur mariage.* ".

C'était également l'intime conviction de la mère de la victime, mais pas celle du jury qui s'est laissé impressionner par la notoriété de l'assassin et le battage médiatique qui le présentait comme la victime d'une malheureuse méprise, à les entendre le meurtrier était plus à plaindre que les parents de cette jeune femme.

On ne peut pas dire qu'on a eu du pif, puisque ce sont les faits et notre féroce détestation de l'injustice qui nous ont aidé à forger notre conviction, notre pensée indépendante ou libre.

Vous vous en foutez peut-être, cette histoire vous laisse indifférent. Personnellement je m'y suis intéressé de loin, en huit mois j'ai dû lire un seul article, ensuite je n'ai fait que parcourir les titres des articles au gré des infos qui tombaient sur Yahoo, ce fut suffisant, et c'est souvent ainsi que je procède.

AFP - Le champion paralympique, âgé de 27 ans, a été condamné mardi dernier à cinq ans de prison ferme pour avoir tué sa petite amie en 2013. Il a été immédiatement incarcéré à l'issue d'un retentissant procès de presque huit mois.

La mère de Reeva Steenkamp, tuée en 2013 par le champion paralympique Oscar Pistorius, s'est déclarée certaine dans une interview exclusive au Times Magazine que sa fille "avait décidé de quitter Oscar cette nuit-là".

"*Ses habits étaient emballés. Il n'y a aucun doute dans nos esprits: elle avait décidé de quitter Oscar cette nuit-là*", a affirmé June Steenkamp qui ajoute que leur relation n'avait pas été consommée.

"*Il n'y a aucun doute dans nos esprits que quelque chose a terriblement mal tourné, quelque chose l'a tellement bouleversée qu'elle s'est cachée derrière une porte fermée avec deux téléphones portables*", écrit la mère de la jeune femme dans son livre "Reeva, racontée par sa mère" qui sort le 6 novembre dans les librairies britanniques et dont le Times Magazine, supplément du week-end du Times, publie des extraits.

June Steenkamp y décrit Oscar Pistorius comme quelqu'un d'"arrogant", "lunatique", "versatile", "explosif", "possessif", "distrait" et "sournois". Elle le présente comme "armé jusqu'aux dents" et ayant "la gâchette facile".

"*Ca a été la malchance de Reeva de le rencontrer, parce que tôt ou tard, il allait tuer quelqu'un. Je crois profondément à ça*", écrit-elle dans son livre.

Elle pense également que sa fille avait "des doutes persistants quant à leur compatibilité".

"*Elle m'avait confié qu'elle n'avait pas couché avec lui. Ils partageaient le même lit mais elle avait peur de porter leur relation à ce niveau... Elle n'aurait pas voulu coucher avec Oscar si elle n'était pas sûre. Je pense que leur relation était en train de se terminer. Au fond de son coeur, elle ne pensait pas que celle-ci rendait l'un ou l'autre heureux*", écrit-elle encore.

Elle reconnaît également "ne pas être contente du tout" de l'acquittement d'Oscar Pistorius pour meurtre, un chef d'accusation qui pouvait le voir condamner à la prison à vie. "Je ne pense pas du tout que cela a rendu justice à Reeva", a-t-elle dit. AFP 26.10

## Ukraine, une défaite déguisée pour l'Otan et l'UE.

- Ukraine: vague pro-occidentale aux législatives, les prorusses présents - AFP

- Ecrasante victoire des pro-occidentaux aux législatives en Ukraine - LeMonde.fr

- L'Ukraine a massivement voté pour un rapprochement « irréversible » avec l'Europe - LeMonde.fr

- Le bloc proeuropéen remporte largement les législatives en Ukraine - lefigaro.fr

- Ukraine: vague pro-occidentale aux législatives, les prorusses présents - AFP

Le camp pro-occidental et nationaliste a remporté dimanche aux législatives une victoire d'une ampleur sans précédent depuis l'indépendance de l'Ukraine (45 millions d'habitants), qui conforte selon le président Petro Porochenko le fragile processus de paix engagé avec les séparatistes prorusses dans l'Est.

Les sondages réalisés à la sortie des bureaux de vote, dont les chiffres ont été rendus publics à leur fermeture, donnent environ 70% des voix aux cinq mouvements pro-occidentaux, pour certains aux tonalités nationalistes. Ils devront se partager le pouvoir, aucun d'eux ne se détachant largement.

Le scrutin, au taux de participation limité à 53%, est toutefois marqué par le maintien d'anciens alliés de l'ex-président prorusse Viktor Ianoukovitch, à l'inverse du Parti communiste menacé, événement historique, de disparaître de l'assemblée.

Le président Porochenko, élu en mai dès le premier tour, a souligné que les Ukrainiens avaient massivement voté en faveur d'un rapprochement "*irréversible*" avec l'Europe.

Le Bloc Petro Porochenko du chef de l'Etat arrive comme prévu en tête avec 22% à 23% des suffrages, selon les sondages diffusés par trois instituts. Mais sa victoire est moins large que prévu et deux autres forces pro-occidentales ont en revanche surpris par leur score: le Front Populaire du Premier ministre Arseni Iatseniouk (21%) et Samopomitch (13%), parti composé de jeunes représentants de la société civile et de combattants revenus de l'Est.

Le président Porochenko s'est réjoui d'un autre tournant de ces législatives. "*Les Ukrainiens ont porté un coup décisif à la cinquième colonne communiste*", a-t-il dit.

Le PC ne passe en effet pas la barre des 5% nécessaire pour entrer à l'assemblée, où il ne sera représenté qu'à condition d'une hypothétique élection dans l'un des scrutins locaux.

En revanche, avec près de 8%, le Bloc d'Opposition, regroupant plusieurs figures de l'ancien Parti des Régions de Viktor Ianoukovitch, dépasse ce seuil.

Suivent le Parti radical du populiste Oleg Liachko (6%), les nationalistes et radicaux de Svoboda (6%) et le parti Batkivchtchina de l'ancienne Première ministre Ioulia Timochenko (6%).

Ces élections avaient été convoquées par le président Porochenko pour tourner définitivement la page du régime de Viktor Ianoukovitch, renversé au terme d'un mouvement de contestation pro-occidental déclenché en novembre 2013 sur le Maïdan, dans le centre de Kiev.

Environ cinq millions d'électeurs, sur 36 millions au total, n'ont pas pu voter en Crimée, rattachée à la Russie en mars, ni dans les zones contrôlées par les séparatistes dans l'Est. Sur les 450 sièges de députés, 27 resteront ainsi vides.

A Donetsk, principal fief des rebelles, les habitants ont ignoré les élections et attendent celles que les séparatistes prévoient d'organiser le 2 novembre.

Le nouveau Parlement devra voter des réformes radicales destinées à sortir l'Ukraine d'une profonde récession, à lutter contre une corruption endémique et à la rapprocher de l'Union européenne, avec laquelle elle a récemment signé l'accord d'association rejeté l'an dernier par M. Ianoukovitch.

Il devra aussi accentuer les douloureuses mesures de rigueur exigées par les bailleurs de fonds occidentaux, notamment le FMI, pour sauver l'Ukraine de la faillite après le retrait du soutien financier russe. La situation est encore aggravée par le conflit gazier avec la Russie, qui la prive de gaz. AFP 26.10

La "*victoire*" des partis composant ou soutenant le gouvernement sortant à la solde de Washington et Bruxelles tient de la propagande ou est une pure vue de l'esprit.

Les 70% qu'ils ont remportés doivent être divisés par deux pratiquement compte tenu de l'abstention (plus les votes blancs et nuls dont on n'a pas les chiffres), en réalité ils ne rassemblent les voix que de 37% des électeurs inscrits, Porochenko en obtenant 22 ou 23%, obtient 8,51%, une "*victoire est moins large que prévu*" ose écrire le journaliste de l'AFP. Et dans ce "*bloc proeuropéen*" qui a remporté "*largement les législatives*" figurent des partis ultra nationaliste et d'extrême droite néonazis.

Autrement dit, cette "écrasante victoire" célébrée par tous les médias occidentaux est avant tout celle de l'alliance du parti néolibéral et des partis néonazis soutenus par l'Otan, le FMI et l'UE, contre les masses ukrainiennes qu'ils s'appêtent à saigner davantage, et ce n'est pas un jeu de mots, donc au profit d'une dictature sur fond de terreur fasciste rebaptisée démocratique pour l'occasion.

Ils en sont arrivés là pour imposer leur politique au prolétariat ukrainien, le pendant de la politique de destruction et de massacre de masse qu'ils mènent en Irak et en Syrie (et en Palestine), l'Emirat islamiste remplissant à leur côté le rôle joué par le Secteur Droit et Svoboda néonazis en Ukraine.

Le Monde, en zélé porte-parole de la réaction otanazienne, s'est livré semble-t-il à un exercice péremptoire au regard des résultats de ce scrutin antidémocratique, en affirmant que "le vote de dimanche clôt politiquement le chapitre de Maïdan", alors que la guerre continue de faire rage dans l'est de l'Ukraine, ils prennent les désirs de leurs maîtres pour la réalité.

Le Monde surpasse tous les médias en terme de fabrication de preuves, de faux témoignages, de journalistes recrutés pour servir la propagande officielle agissant en véritables agents de la classe dominante. Ils ont trouvé le moyen d'ajouter que : "Le Parlement sortant, élu en 2012, ne reflétait pas le paysage politique issu de la révolution : c'est notamment lui qui avait voté les lois liberticides du 16 janvier, censées étouffer la contestation contre le président Ianoukovitch. Inacceptable pour une immense majorité d'Ukrainiens.", alors qu'elles étaient tournées essentiellement contre les agissements violents commis par les milices fascistes que soutenaient l'Otan et les Américains notamment.

Autrement dit, après avoir soutenu le coup d'Etat contre Ianoukovitch orchestré par l'Otan avec l'aide des partis néonazis, soutenu le gouvernement de Porochenko dans lequel figurait des néonazis, Le Monde se félicite du scrutin d'hier et justifie la prise du pouvoir par une coalition composée des mêmes partis ultra nationaliste, xénophobe, antisémite, milices ou militaires arborant des insignes nazis qui seraient censés être les garants des libertés des Ukrainiens, de la démocratie, pendant qu'on y est du progrès social, ils ne reculent donc plus devant rien et sont prêts à soutenir le fascisme, simple constat. Cela n'étonnera pas les lecteurs qui ont lu le passage consacré hier au Figaro avec lequel Le Monde est en concurrence, qu'il surpasse dans l'abjection.

Commentaires d'internautes (du Figaro, qu'on ne soupçonnera pas d'être de farouches révolutionnaires.)

1- "*Victoire écrasante du bloc pro européen*" titre le Monde. L'une des têtes du parti du Président, Yuriy Lutsenko, déclare: " on peut dire qu'1/3 des votants supporte la politique européenne du Président". En fait, heureusement pour les pro-européens, Crimée et régions séparatistes n'ont pas voté. Sinon, les élections auraient montré que l'Ukraine est anti-européenne."

2- "*Est ce que Le Figaro pourrait de temps en temps rapporter les faits réels ? Les 2 tiers de Ukrainiens sont restés chez eux, la plupart des listes qui n'étaient pas d'extrême droite nationaliste ou proche de Porochenko, simplement non autorisées... Comment n'a t il pas fait 100% dans ces conditions.*"

3- "*Même pas 30% de participation (uniquement dans l'ouest), pas de scrutin dans les zones pro-russes, mais à part ça la démocratie gagne toujours, n'est-ce pas?*"

4- "*Tiens tiens on évacue les données sur la participation... 29% à Odessa... ça fait desordre dans le concert d'agit-prop européeniste...*"

Un internaute a posté cet article.

Mais selon l'AFP Soros a aussi lancé un rappel à Juncker qui ne comprend rien non plus --" *Soros appelle l'UE et le FMI à prêter 20 milliards de dollars à l'Ukraine.*

<http://www.romandie.com/news/Soros-appelle-lUE-et-le-FMI-a-preter-20-milliards-de-dollars-a/530313.rom>

AFP (Bruxelles) - Le milliardaire américain George Soros a exhorté jeudi l'UE et le FMI à prêter 20 milliards de dollars à l'Ukraine, jugeant que cela répondrait au défi lancé par la Russie aux principes et valeurs sur lesquels l'Union européenne a été fondée. Les agissements de la Russie en Ukraine, avec l'annexion de la péninsule de Crimée et le soutien militaire aux rebelles séparatistes dans l'Est, représentent un défi à l'existence même de l'Europe, a affirmé M. Soros lors d'une conférence à Bruxelles. Le problème, c'est que ni les dirigeants européens, ni la population ne comprennent pleinement les implications de ce défi, selon lui. Il a plaidé pour une aide massive à l'Ukraine, qui vient de demander à Bruxelles une rallonge de deux milliards d'euros pour l'aider à payer sa facture gazière.

Des négociations sont en cours entre l'Ukraine et la Russie, qui a coupé la fourniture de gaz en juin en raison d'impayés colossaux. Kiev doit s'acquitter sous peu de 1,45 milliard de dollars, puis de 1,6 milliard pour prépayer les livraisons de novembre et décembre.



Le FMI a accordé au printemps une ligne de crédit de 17 milliards de dollars à l'Ukraine, versés par tranches, dans le cadre d'un plan international. 23.10

## ACTUALITÉ DU JOUR

### C'est une façon de présenter les choses.

- Bye-bye China, retour en Normandie, un exemple de relocalisation dans "L'Angle éco" - Francetv info

Lucibel, le fabricant de LED qui produisait jusqu'à présent en Chine, a décidé d'installer à Barentin, dans la campagne normande, un nouveau site dédié aux dernières innovations de l'éclairage à LED et aux produits haut de gamme.

Lucibel connaît une croissance à trois chiffres, est entrée en bourse en juillet 2014 et compte 210 salariés dans le monde. Elle a choisi de rapatrier un tiers de sa production en France, Les raisons de ce retour: les délais de transports (6 semaines de bateau depuis la Chine) et le salaire des ouvriers chinois. Pour 50 heures hebdomadaires, le salaire n'est que de 350 euros... mais en quatre ans, il a augmenté de 40%. Francetv info 26.10

Les salaires et les prix augmentent pratiquement au même rythme en Inde.

Cette entreprise possède un nouveau produit faisant l'objet de peu de concurrence pour le moment et bénéficie donc d'un créneau porteur qui lui permet de se développer rapidement et d'engranger des profits records.

Du coup, elle peut investir ou se permettre de s'endetter pour relocaliser une partie de son activité, et moyennant de nouveaux gains de productivité et sans doute une réduction de sa masse salariale, une diminution de son capital immobilisé (fond de roulement) ou de son stock en raison de l'annulation du délais de transport entre le lieu de production de ses lampes et ses clients ou le marché auquel elles sont destinées, compte tenu du chômage de masse en France qui tire les salaires vers le bas et les aides en tous genres que le gouvernement octroie aux entreprises, toutes ces conditions rendent la relocalisation possible et rentable, la question est de savoir jusqu'à quand.

Compte tenu de leur durée de vie annoncée très nettement supérieure à toutes les autres lampes, à l'arrivée, quand le marché de la lampe à LED aura supplanté celui des lampes fluo-compactes (Selon le cabinet McKinsey, les ventes vont exploser : à l'horizon 2020, le marché devrait être multiplié par sept pour atteindre 65 milliards d'euros - lesechos.fr/19/04/2013), les entreprises qui produisaient celles-ci devront réduire leur production, s'adapter s'ils en ont les moyens ou licencier ou encore mettre la clé sous la porte, au total moins de lampes seront consommées puisqu'elles auront une durée de vie beaucoup plus longue, donc moins de lampes seront produites, et comme le coût de production des lampes à LED est très faible et leur fabrication nécessite peu de matière et de main d'oeuvre (selon le directeur de la production LED chez Havells, Peter Dillen, « *La main-d'oeuvre représente 30 % des coûts de fabrication de nos éclairages LED en Chine, contre 5 % à 10 % en Europe* » - id), ils vont dégager en volume des profits importants pour un taux de profit très faible.

Un concurrent, Havells Sylvania a relocalisé sa production en Belgique, en Allemagne et en Angleterre en 2013, car « *en produisant en Chine, nous avons du mal à atteindre un niveau de qualité constant, ce qui engendrait des coûts de vérification et de dépannage des clients* » (id), invoquant les mêmes arguments que Lucibel, plus la copie ou le piratage de la propriété intellectuelle récurrent en Chine.

On imagine qu'à terme ils réduiront la durée de vie de ces nouvelles ampoules et s'éclairer sera devenu un luxe... en guise d'économie !

### L'apartheid renforcé.

- Israël. Les bus des colons interdits aux ouvriers palestiniens - nouvelobs.com

Les ouvriers palestiniens ne pourront plus prendre les mêmes bus que les colons pour rentrer en Cisjordanie. La mesure ravive la polémique sur la ségrégation dans les transports.

Mais le journal balaye l'argument sécuritaire. "*Les travailleurs autorisés en Israël font l'objet d'une enquête des services de sécurité intérieurs et sont fouillés à leur entrée en Israël (...) s'ils voulaient attaquer des Israéliens, ils pourraient le faire n'importe où, pas spécialement dans le bus*", affirme ainsi le général Nitzan Alon, commandant de la Judée Samarie (nom donné par les Israéliens au nord de la Cisjordanie occupée), cité par le "Haaretz".

"*Il est temps d'admettre que cette procédure militaire est un cache-sexe pour céder aux demandes (des colons) de ségrégation*

*raciale dans les bus*", a réagit dans un communiqué l'ONG israélienne de lutte pour les droits de l'Homme B'Tselem. nouvelobs.com 26.10

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Intox. La question la plus incongrue du jour.](#)

- TAFTA, l'accord du plus fort : qui de l'Europe ou des États-Unis remportera les négociations ? - Atlantico.fr

### [Formatage](#)

Prénatal...

- France. Les prénoms classiques et régionaux ont le vent en poupe - Francetv info

L'officiel des prénoms a établi une liste des plus populaires pour 2015. Un guide qui permet d'aider les futurs parents. Francetv info 26.10

Raison de plus pour choisir un prénom qui n'y figure pas !

... puis dégénérescence précoce...

- Grande-Bretagne. "*Baby Beyoncé*", 19 mois et déjà miss dans les concours de beauté - L'Express.fr

... et enfin putréfaction assumée.

- Ce que l'art contemporain dit de la France contemporaine - Slate.fr

[Quel dommage, même à titre posthume on ne pourra même pas l'embaumer!](#)

- Christophe de Margerie promu officier de la Légion d'honneur à titre posthume - 20minutes.fr

### [Stratégie du chaos](#)

- Jérusalem-Est en proie à de violents heurts pour la 5e nuit consécutive - AFP

- Liban: les civils fuient les combats entre armée et islamistes à Tripoli - AFP

- Nigeria: nouveau rapt de masse et combats malgré la trêve annoncée - AFP

- Cameroun: l'armée a tué 39 combattants de Boko Haram - AFP

---

## INFOS EN BREF

### **POLITIQUE**

1- Tunisie

- Tunisie : faible participation pour les élections législatives - Francetv info A 16 heures, le taux de participation était de plus de 50%, soit 2,6 millions d'électeurs. Il devrait y avoir des résultats préliminaires dès le lundi 27 octobre. Francetv info 26.10

2- Brésil

- Dilma Rousseff réélue présidente du Brésil avec 51,45% des voix - Francetv info

La présidente de gauche, candidate du Parti des travailleurs (PT) l'a emporté avec 51,45% des voix contre 48,55% au candidat du Parti social-démocrate brésilien (PSDB), selon des résultats quasi définitifs portant sur un décompte de 98% des bulletins de vote. La différence s'est jouée sur à peine trois millions de vote, alors que 142,8 millions d'électeurs étaient convoqués aux urnes.

Comme prévu, la présidente l'a largement emportée dans les régions pauvres du Nord-Est. Mais si elle a largement perdu dans l'Etat de Sao Paulo, fief du PSDB, elle a remporté une large victoire dans les deux grands Etats de Rio et de Minas Gerais, - le bastion de M. Neves - dans le sud sud-est industrialisé. Francetv info 26.10

3- Liban

- Liban: Tripoli s'embrase - french.irib.ir

Selon les sources d'information au Liban de très violents combats ont éclaté ce samedi matin entre les terroristes takfiris et les soldats de l'armée libanaise à Tripoli et des colonnes de fumée s'élevaient au dessus de la ville, accompagnées de tir de roquettes. C'est sur l'axe Al Tarbiya-Al Nahas dans le nord de Tripoli que le gros des combats se déroule, rapporte le site Al Ahed. Toujours sur cet axe, de vastes incendies se sont déclarés dans des boutiques et des magazines et les tirs retentissent de partout. Les accrochages opposent les soldats de l'armée aux terroristes takfiris autour du bazare et de la zone du commerce.

AsSafir a rapporté une intensification des combats à Tripoli et un bilan de cinq blessés dans les rangs des soldats libanais. Dans la nuit de vendredi à samedi, les assaillants armés ont tiré contre une patrouille de l'armée à Tripoli blessant un officier et quatre militaires. Un terroriste a également été tué. Les affrontements ont éclaté à Khan al Asghar et se sont étendus rapidement à la zone commerciale. une lance-roquette et des roquettes ont été utilisés et la zone commerciale sert de tranchée aux terroristes. Mais comment se comporte l'armée libanaise? elle est parvenue à capturer un certain nombre des terroristes et de leurs soutiens. A Erssal, les accrochages ont éclaté vendredi toujours entre les terroristes et les soldats libanais, les terroristes cherchant à pénétrer depuis les hauteurs où ils se sont retranchés vers la ville et à prendre d'assaut les positions de l'armée libanaise. french.irib.ir 25.10

[Haut de page ↗](#)

---

Le 28 octobre 2014

## CAUSERIE

J'ai rédigé le passage ci-dessous hier soir.

Il n'y a pas quelque chose qui vous choque profondément, tous ces chefs d'Etat ou de gouvernement (Obama, Hollande, Cameron, Merkel, Renzi, Roy, etc.) qui se comportent comme des tyrans sans que finalement personne ne les traite comme tels, même pas le mouvement ouvrier qui leur accorde une légitimité parce qu'ils ont été élus.

Les dirigeants du mouvement ouvrier tous partis confondus en France et dans les autres puissances occidentales doivent considérer que, tant que ce sont d'autres peuples qui en sont les victimes principales, et que le sort qu'ils réservent à leur propre peuple leur paraît encore supportable, il n'y a pas lieu de les traiter de tyran. Mais il arrive forcément un moment où, lorsque la barbarie appliquée à d'autres peuples ne suffit plus, ils retournent leurs armes contre leur propre peuple. Qui plus est de nos jours, où la crise du capitalisme et le néolibéralisme sont incompatibles avec l'existence de droits politiques ou démocratiques pour le peuple, qui doit obéir sans se poser de questions, sous peine d'être réprimandé et demain réprimé féroce s'il exige une autre politique ou que ses droits légitimes soient respectés.

Nos dirigeants ont perdu la notion de la légitimité des masses exploitées et leurs droits, et se prosternent devant celle de la classe dominante, ses agents dans les syndicats qu'ils refusent d'affronter ou avec lesquels ils refusent de rompre.

Si vous vous demandez ce qu'ils attendent, vous pouvez attendre encore longtemps, peut-être qu'un intellectuel connu ou un transfuge de la bourgeoisie se lève enfin et donne le signal du combat contre la tyrannie, on l'ignore, on observe, on constate qu'ils tiennent toujours le même discours, conservent les mêmes rapports et emploient toujours les mêmes méthodes comme si de rien n'était, à croire qu'il n'y aurait aucune raison de s'affoler par le cours des choses, alors qu'en réalité le monde s'enfoncé chaque jour un peu plus dans le chaos et la barbarie.

C'est quand il sera trop tard qu'ils se réveilleront, ils adopteront l'attitude du commentateur qui assiste au désastre impuissant au

point qu'on a envie de le plaindre au lieu de l'accabler, ce qu'il mérite en réalité. Car là il ne s'agit pas du passé ou d'histoires anciennes, cela se déroule sous nos yeux quotidiennement. Mais peut-être que je me fais des illusions, j'ai l'impression que l'on croule sous les bombes ou les missiles, que l'on endure des destructions et des massacres invraisemblables, que l'enfer s'abat sur nous sans que nous n'ayons rien demandé à personne et sans le mériter...

En fait, tout va bien rassurez-vous, dormez tranquilles braves gens, on s'occupe de tout. Je suis tranquillement installé à ma table de travail et je me demande bien pourquoi je devrais m'en faire, je n'ai rien vu, rien entendu, rien lu, d'ici 7 heures le soleil se lèvera comme chaque matin et la vie continuera son cours comme si de rien n'était, j'ai dû rêver ou faire un mauvais cauchemar, à moins que ce ne soit le surmenage, voilà c'est cela, j'ai besoin de repos, quand on veut discréditer quelqu'un, à court d'arguments on prétend qu'il est fatigué, qu'il n'est pas très bien en ce moment ou pire, qu'il est mentalement atteint le malheureux, il n'a plus toute sa tête et il dit n'importe quoi, il faut le pardonner ou ne pas l'écouter, cela lui passera. Sauf que j'ai toute ma tête !

Répétons-le encore une fois, soit on y arrive et on est assuré de l'emporter, soit on n'y arrive pas et alors on pourra dire adieu au socialisme, à la liberté. La plupart d'entre vous ou la totalité je n'en sais rien, pensent que c'est foutu et qu'on n'y arrivera jamais, personnellement je suis convaincu du contraire, je ne sais pas ou plus pourquoi, c'est ma seule raison de vivre, sinon à quoi bon continuer le combat, si on était capable d'insuffler cette énergie, cette détermination aux militants, puis aux masses, je suis prêt à parier qu'on serait surpris à l'arrivée de constater à quel point il était facile de vaincre notre ennemi qu'on croyait tout puissant, car tous les ingrédients de la victoire existent, ils sont éparpillés, inemployés ou mal employés, il suffit juste de les rassembler et de les orienter dans la bonne direction pour devenir une force invincible, en prendre conscience, et quand le mécanisme sera enclenché il n'y aura plus rien qui peut l'arrêter...

Vous me direz qu'avant d'en arriver là, il va en couler de l'eau sous les ponts, pas forcément, les travailleurs ne sont pas les idiots qu'on se plaît à nous décrire à longueur de journées, ils ont accumulé des expériences, des connaissances, certes c'est très embrouillé dans leur tête, mais les ingrédients que j'évoquais plus haut existent, je viens de les nommer, il suffit juste de les aider à mettre de l'ordre dans tout cela pour que la situation leur apparaisse clairement.

De notre côté, chacun à notre niveau on se livre à cet exercice, j'ose l'espérer, mais bon, admettons-le, on y arrive bien, alors que parfois ce n'est pas facile de comprendre réellement ce qui se passe dans un pays par exemple. Alors pourquoi les travailleurs que nous croisons en seraient-ils incapables, seraient-ils plus bêtes que nous, je ne le pense pas, ils ne chercheraient pas à comprendre, c'est peut-être vrai pour certains mais pas la majorité, ce n'est jamais très agréable de passer pour un idiot. Oui mais chacun croit détenir la vérité, vous y croyez vous, non, plus la situation est embrouillée ou semble inextricable ou leur apparaît incompréhensible, moins cet argument tient la route, et puis c'est faire fausse route puisqu'au départ très souvent ils ne possèdent même pas les informations pour se faire une idée sur un sujet ou elles sont insuffisantes. Vous vous demandez où je veux en venir, c'est très simple.

Comment procédez-vous ? Vous entendez parler de quelque chose, on vous donne une version, on vous en donne une autre, en fait c'est souvent la même version qu'on vous sert en boucle avec quelques variations. Vous voulez vous assurer que vous avez bien compris ou vous ne comprenez rien et vous allez chercher ailleurs des infos complémentaires ou d'autres versions du même fait, vous procéderez par recoupement, vous procéderez à des vérifications, etc. Donc au départ vous êtes comme n'importe quel travailleur, vous n'en savez pas davantage ou vous n'êtes pas plus avancé pour vous forger une idée ou une opinion.

Chaque travailleur que vous rencontrez se trouve dans cette situation, il en parle avec sa compagne, des collègues de travail, ses potes, etc. il écoute la radio ou regarde la télé, il peut aller sur Internet, donc il a sa propre démarche, en conséquence. Il faut commencer par le laisser parler ou le faire parler, pour à la fois prendre connaissance de sa démarche et qu'il vous expose où il en est, quelle méthode il a utilisée pour en arriver à l'idée ou la position qu'il vous soumet, ensuite seulement vous intervenez en procédant de la même manière pour qu'il puisse vous suivre, sinon il va être paumé ou ce qu'il comprendra ne lui servira à rien. Selon la manière dont vos rapports se présentent ou la tournure de la discussion, soit vous procédez à une synthèse qui prendra en compte les éléments qu'il vous a fournis, soit vous comparez les éléments que vous avez fournis respectivement, de façon à ce que ressortent ceux que vous partagez, et ceux qui vous ont permis d'arriver à des conclusions différentes que vous pouvez ensuite aborder tranquillement puisque vous les avez identifiées ensemble. C'est le point capital, car on ne cherche pas à avoir raison ou à convaincre mais à comprendre, on n'est pas dans le cadre d'un rapport de forces, on ne doit pas se départir de cet état d'esprit en permanence ouvert, à l'écoute de l'autre. Maintenant c'est à nous de faire en sorte que la discussion se déroule ainsi ou prenne une telle orientation, car généralement notre interlocuteur en sera incapable, ne nous faisons pas d'illusions, la plupart des militants aussi puisque personne ne les a formés, ils n'y sont pour rien. Allons plus loin, ensuite on arrêtera là car il est déjà 0h33.

Au bout du compte, réfléchissons un instant, qu'est-ce qu'on va conserver de cette expérience, le fait que notre travailleur ait compris quelque chose qu'il n'avait pas compris auparavant, par exemple qui est derrière l'Emirat islamique, oui mais bon, il y a encore tellement de choses qu'il ignore ou qu'il ne connaît pas, si on devait s'en tenir à cela, autant dire qu'il ne serait pas beaucoup plus avancé, ou la méthode, la démarche qui lui aura permis d'arriver à comprendre le rôle de l'Emirat islamique et à oter de sa tête l'idée fausse ou confuse qu'il en avait, à lever les obstacles qu'il opposait à notre version, qui reposaient sur des a priori, la crainte qu'on le manipule, car c'est lui qui a fait tout ce travail et pas nous, nous nous n'en avons pas besoin. Et si nous avons pu l'aider, ce n'est pas parce que nous possédions les bonnes informations ou les sources pour nous les procurer, mais parce que nous maîtrisions la méthode qui permettait d'établir les rapports qui existaient entre elles.

Posez une fine plaque de métal rectangulaire sur un établi et un marteau, et demandez à quelqu'un de réaliser un cône avec. Il aura bien la matière et l'outil approprié pour y arriver, mais s'il ne connaît pas la méthode pour parvenir à donner cette forme à cette plaque de métal, il n'y arrivera jamais. Et bien là c'est la même chose.

Pour la petite histoire, j'ai appris cela en carrosserie dans le centre d'apprentissage de la Régie Nationale des Usines Renault (RNUR) à Boulogne Billancourt en 1972. J'avais été très fier de réaliser une tabatière que j'avais ensuite offerte à mon père. Chaque expérience compte dans la vie, à condition de savoir s'en servir.

Je rajoute mardi soir, que vous allez voir avec la causerie du jour à quoi cela peut servir. Au passage, quand je dis que je suis un ouvrier, ce n'est pas pour me donner un genre, 42 ans plus tard je n'ai rien oublié de cette expérience et je suis demeuré pragmatique.

### [Après la mort d'un jeune manifestant, Rémi Fraisse.](#)

Un pays au bord de l'explosion sociale, un président et un gouvernement ultra minoritaire, illégitime, un régime honni par la majorité.

En toute circonstance, il faut savoir raison gardée ou faire preuve de mesure.

J'ai lu une dizaine d'articles de presse sur cette affaire. J'ai lu la déclaration mesurée de son père qui est un élu écologiste. J'ai lu les premiers résultats de l'enquête en cours. Désolé, au risque de déplaire à certains lecteurs je ne verserai pas dans le gauchisme ou l'ouvriérisme, je ne me laisserai pas non plus impressionner par certaines déclarations intempestives, il y a tout lieu de penser que ce malheureux garçon a été victime d'un accident, une grenade (lacrymogène ou assourdissante ?) tirée par un policier est venue se ficher entre son sac et son dos et a explosé à cet endroit-là causant sa mort sur le coup.

Que sa mort suscite la colère est légitime, mais en l'occurrence, il semble qu'elle soit purement accidentelle. Si l'enquête concluait à une autre version des faits, nous réviserions cette appréciation si nécessaire, évidemment.

Dossier préparé à l'aide d'articles de : Francetv info, liberation.fr et AFP

- Sivens : le jeune Rémi a été victime d'une explosion - liberation.fr 27.10

Une grenade lancée par la police pourrait en être la cause mais rien n'est encore certain, a précisé le procureur.

Le témoignage de son père.

D'après son père, Rémi Fraisse se serait rendu samedi après-midi sur le site du barrage, où se tenait une manifestation pacifique. Mais en marge de cette mobilisation, des échauffourées éclatent entre forces de l'ordre et opposants au barrage. Aux projectiles qu'ils reçoivent en provenance de 100 à 150 personnes, des gendarmes mobiles répondent en faisant usage de gaz lacrymogènes, de grenades assourdissantes et de flash-balls. Mais dans la nuit, vers 2 heures du matin, le corps du jeune homme est retrouvé par les pompiers.

Le déroulement des faits.

Vers 2 heures du matin dimanche, les gendarmes et les opposants au projet de barrage se font face, sur ce parking réservé aux engins de chantiers. Pour les gendarmes, un groupe de casseur aurait voulu en découdre. L'affrontement est violent. Le corps de Rémi Fraisse est découvert gisant au milieu de la zone des combats. Certains opposants refusent de montrer leur visage à nos caméras mais évoquent bien des tirs. "Il y a plusieurs tirs à la grenade explosive et au flash Ball. Après le copain s'est retrouvé à terre. Apparemment la grenade se serait coincée entre son sac et son épaule", explique un homme présent lors des faits.

"La plaie importante située en haut du dos de Rémi Fraisse a été causée, selon toute vraisemblance, par une explosion. Le jeune homme a été projeté au sol de façon violente. Le légiste ne peut ni affirmer, ni infirmer sur la base des lésions anatomiques relevées que l'origine de la plaie proviendrait d'une grenade, venue de la zone où les gendarmes étaient retranchés", a déclaré le préfet d'Albi, Claude Derens.

Différents médias avaient rapporté qu'une grenade aurait pu atteindre le jeune homme, découvert mort au moment d'affrontements avec les forces de l'ordre. Mais «*aujourd'hui aucun élément ne permet d'affirmer, ni d'infirmer cette possibilité*», a souligné le magistrat, qui a lu une déclaration et n'a accepté aucune question.

Se voulant précis, le magistrat a déclaré : «*La déflagration a été forte puisque le jeune homme a été projeté au sol de façon violente*» et «*selon le médecin légiste, la mort a été instantanée*». «*L'objet à l'origine de l'explosion n'a pas entraîné de flamme*»

et «*aucune trace de particule métallique ou plastique n'a été retrouvée dans la plaie*», a-t-il ajouté.

L'enquête en cours.

Par conséquent, «*le légiste ne peut ni affirmer, ni infirmer, sur la base des lésions anatomiques relevées, que l'origine de la plaie proviendrait d'une grenade lancée depuis la zone où les gendarmes étaient retranchés*», a fait valoir le procureur.

Selon le magistrat, «*il faut attendre les résultats d'analyses*» effectuées au laboratoire de police scientifique de Toulouse pour connaître «*le rôle déterminant - ou pas - de la grenade qui aurait été lancée, pour expliquer si elle est à l'origine de l'explosion*».

Qui était Rémi Fraise ?

Diplômé en juin, il vivait en colocation près de Toulouse. Membre d'une association consacrée aux plantes et à la nature, pas le profil d'un militant radical selon son père, un élu écologiste. "*Il avait une passion pour les plantes. Il voulait se spécialiser dans ce domaine-là (...) Je lui avais recommandé d'être prudent. Il s'est retrouvé au milieu de la bagarre pas du tout équipé. Je pense que c'est pour cela qu'il est mort*", estime Jean-Pierre Fraise, père de la victime.

Selon des proches, cités par différents médias, le jeune homme était particulièrement intéressé par les questions environnementales, sans pour autant être un militant très actif. "*Rémi était très sensibilisé à ce problème du barrage de Sivens*", confie son père, interrogé par BFMTV. "*Il n'était pas un garçon violent, ni un garçon qui faisait partie des irréductibles sur ce genre de manifestations. Ce n'était pas un casseur non plus*", ajoute-t-il sur RTL.

La famille de Rémi Fraise va déposer plainte pour homicide volontaire.

La famille de Rémi Fraise, le jeune homme mort dans la nuit de samedi à dimanche sur le site du barrage de Sivens (Tarn), va déposer plainte pour homicide volontaire, annoncent ses avocats, lundi 27 octobre. Elle vise plus exactement un homicide volontaire "*par une ou plusieurs personnes dépositaires de l'autorité publique*", précisent-ils.

Cette plainte doit "*permettre à un juge d'instruction indépendant de faire toute la lumière sur les circonstances du décès*" du jeune manifestant, a déclaré Arié Alimi, l'un des avocats de la famille. Après les premiers résultats de l'autopsie, le procureur a confirmé que le manifestant de 21 ans avait été victime d'une explosion, dont l'origine n'est pas encore déterminée. Cependant, plusieurs témoignages accablent les gendarmes. Francetv info 27.10

Et les manifestations d'hier.

« *Rémi, Rémi, on ne t'oublie pas* », « *Rémi, ni oublié, ni pardon, Etat assassin* ». Des centaines de manifestants ont défilé dans plusieurs villes de France, lundi 27 octobre, en hommage à Rémi Fraise, tué dans la nuit de samedi à dimanche sur le site du barrage contesté de Sivens (Tarn). Dans la journée, les premiers résultats de l'autopsie ont révélé que le jeune manifestant de 21 ans avait été victime d'une explosion. L'enquête doit désormais déterminer si elle a été causée par une grenade des forces de l'ordre.

A Albi, des centaines de protestataires s'étaient donné rendez-vous aux alentours de 14 heures pour rendre hommage à l'étudiant toulousain. Certains étaient en pleurs.

Aux abords du palais de justice, des heurts ont éclaté en milieu d'après-midi entre les manifestants les plus virulents, pour certains cagoulés et jetant des pavés, et les forces de l'ordre. Les affrontements ont vidé le centre d'Albi de ses passants et les terrasses de leurs clients. Le calme était revenu vers 19 heures, après plus de deux heures d'un face à face tendu ponctué de salves de gaz lacrymogènes.

Les débordements ont aussi gagné Nantes, où se tenait un défilé. Quelque 500 participants s'étaient retrouvés dans cette ville, où la contestation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes oppose manifestants et forces de l'ordre depuis plusieurs années. Des heurts ont eu lieu entre une centaine de manifestants et la police, lundi.

A Rouen, une petite centaine de personnes avaient accroché aux grilles de la préfecture une banderole proclamant : « *Testet: l'État tue, Rémi mort pour ses convictions. Ni oublié, ni pardon* ». A Caen, 80 personnes ont rejoint la préfecture avant de partir en cortège derrière une banderole affirmant « *la police tue, halte à la répression* ».

D'autres rassemblements se sont également tenus à Toulouse, Strasbourg, Paris Chambéry ou encore Rennes. lemonde.fr 27.10

[Retour sur la relocalisation de Lucibel à Barentin, en Normandie.](#)

Coût de l'énergie et de transport toujours plus cher en Chine.

Pour l'énergie il faut penser au tarif de l'électricité qui doit être comme en Inde calculé sur la consommation, plus vous consommez et plus le prix de l'unité augmente, même si l'industrie bénéficie d'un tarif spécial.

Francetvinfo.fr - "*Aujourd'hui, l'énergie augmente, ça veut dire que le transport qu'il soit maritime ou pire aérien, ça coûte plus cher*", explique Patrick Ginter, directeur des opérations de Lucibel. Les coûts de transports augmentent.

Cela demande toute une logistique très lourde aussi, donc coûteuse, aussi bien en Chine qu'en France de l'entreprise au port et vice versa, de consacrer un fond de roulement au stock (capital) immobilisé (inutilement) durant la durée du transport

Coût de la main d'oeuvre en augmentation constante chaque année, + 10% en moyenne.

Francetvinfo.fr - Plus étonnant les salaires de chinois aussi. 350 euros par mois, c'est peu, mais c'est plus 40% en quatre ans. "*Ça va finir par rattraper la différence qui justifiait qu'on aille délocaliser dans des pays à bas coût, mais qui sont peut-être plus si bas coût que ça*", estime Patrick Ginter.

Ce que dit monsieur Ginter, c'est qu'avec l'ANI notamment, il va pouvoir bénéficier en France d'une main d'oeuvre relativement bon marché taillable et corvéable à merci dont il pourra se séparer à volonté, gageons qu'il a déjà déduit du coût de production à venir les aides et exonérations que va lui accorder l'Etat ou la législation particulièrement favorable au patronat. Il a dû sentir qu'avec un gouvernement "*pro-business*", il était en droit d'attendre de nouvelles largesses envers le patronat, et il n'a pas tort.

En 2005 j'avais écrit que les conditions favorables aux délocalisations prendraient fin d'ici 10 à 20 ans compte tenu de l'évolution de l'ensemble des facteurs qui entrent en jeu.

Meilleures conditions de travail exigées par les nouvelles générations de travailleurs soumis à l'économie de marché.

Francetvinfo.fr - Et ce n'est pas tout, semaine de 50 heures maximum, jours de repos hebdomadaire et loisir dans l'entreprise, la nouvelle génération a ses exigences. "*Nos employés actuels sont nés dans les années 80 ou 90. Ils sont très différents de leurs parents. Leurs parents voulaient juste un salaire, eux ils veulent aussi une bonne qualité de vie*", explique James Liu, responsable des ressources humaines de Flextronics. Voilà pourquoi Lucibel revient au pays.

Surtout ils travaillent dans une société officiellement basée sur le profit, et qui en réalise énormément en surexploitant la main d'oeuvre à bas coût. Les travailleurs chinois le savent, ils parlent entre eux, ils savent comment vivent les travailleurs en France, ils savent que cette entreprise est venue s'installer en Chine spécialement pour engranger d'énormes profits et les exploiter davantage que les travailleurs de son pays d'origine. Il est donc normal qu'ils revendiquent de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail et de vie, ce qui évidemment n'est pas du goût des dirigeants des sociétés occidentales ou des multinationales étrangères.

Une "*occasion en or*" ne se refuse pas ! On se disait aussi...

Francetvinfo.fr - Et la PME a profité d'une occasion en or : dans les mêmes locaux, une usine vouée à la fermeture. Lucibel va réembaucher une partie des salariés et en échange l'ancien employeur donne les locaux et va payer une partie des salaires pendant 3 ans. "*Sans cette opportunité que Schneider nous a offert, je pense que nous aurions mis notre usine en Europe de l'Est ou au Maghreb (...)*", explique Frédéric Granotier, PDG de Lucibel. L'année prochaine, l'usine qui emploiera une centaine de personnes et produira 1 demi-million de LED en Normandie. francetvinfo.fr 27.10

### Déstabilisation de l'Empire tout azimut

Brésil, la défaite de leur candidat ne passe décidément pas.

- Brésil : difficile réélection pour Dilma Rousseff France 3 - Francetv info

- "*La popularité de Rousseff risque de chuter rapidement!*" L'obs

- Brésil: la Bourse de Sao Paulo en chute de 6% après la réélection de Rousseff - AFP

L'oligarchie financière passe à l'offensive en Chine

- Friture sur la ligne entre les Bourses de Shanghai et Hongkong - LeMonde.fr

Diabolisation outrancière de la Russie.

- La Russie a cherché à faire d'Ebola une arme militaire, qu'en est-il aujourd'hui? - Slate.fr

Parce que les Russes ont prétendu qu'ils étaient capables de sortir un vaccin dans les trois mois à venir, ce qui pourrait couper l'herbe sous le pied des trusts pharmaceutiques américains qui sont en lice pour enlever ce juteux marché.

Alors que ce sont les Américains qui ont envoyé 4.000 soldats au Libéria !

Terreur et dégénérescence de la société. Ils sèment le chaos et sont "**maléfiques**"

Ils s'inspirent des agissements des dirigeants des puissances occidentale et de leurs créatures monstrueuses, l'Emirat islamique.

Les clowns qui nous gouvernent sont encore plus cyniques et dangereux parce qu'ils détiennent le pouvoir.

- Le phénomène des "*clowns maléfiques*" vire à la psychose - L'obs

- Les clowns, une mode américaine - Francetv info

- La mode des clowns effrayants viendrait des Etats-Unis. - Francetv info

Jacques Cardoze, journaliste de France 2 à Washington assure que de nombreuses plaintes ont été "*déposées dans des états comme la Floride ou la Californie*". Plus d'une vingtaine de villes ont été attaquées par des clowns menaçants aux Etats-Unis. "*Ils étaient parfois armés*", rapporte le journaliste. Francetv info 27.10

Un mimétisme qui ne nous étonne plus.

Nos dirigeants aux ordres de Washington et Bruxelles sont des zombies.

- Inquiète pour "*l'ordre public*", Lille interdit la "*Zombie Walk*" - LePoint.fr

La marche des Zombies a connu ces dernières années un succès grandissant à Lille, passant de 300 personnes pour sa première édition en 2010 à 5 000 en 2013. À Bordeaux, environ 3 000 personnes, le visage souvent couvert de faux sang, ont participé samedi à une "*zombie walk*". Sur Facebook, les organisateurs de la manifestation de Lille ont fait part de leur déception. lepoint.fr 27.10

Encore Facebook !

Cela confirme que la société a dépassé le stade de la décomposition pour entrer en putréfaction.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### L'UE à hue et à dia.

La banque centrale de la Grande-Bretagne, c'est la Fed et non l'UE, et la monnaie qui lui sert de référence, ce n'est pas l'euro mais le dollar. La Grande-Bretagne fut le premier Etat des Etats-Unis et l'est demeuré, mais qui s'en souvient, qui le sait ? On a oublié que la Fed a été fondée (en 1913) sur le modèle de la Banque d'Angleterre (1694).

- Budget UE: malgré la menace de sanctions, Cameron persiste à refuser de payer - AFP

Renzi et Hollande se couche devant la Commission européenne, normal.

Rappel.

- Budget: Renzi attaque Bruxelles. - L'Express.fr 24.10



- Rome propose 4,5 milliards d'économies budgétaires de plus - Reuters 27.10

On comprend mieux pourquoi le petit despote ne voulait pas rendre public la lettre que lui avait adressée la Commission européenne, une mise en demeure en vérité, je ne l'ai pas lue, je présume.

Dès lors quelle légitimité a ce gouvernement, quelle souveraineté représente-t-il, pas celle du peuple qu'il est censé représenté puisqu'il n'a même pas le pouvoir d'établir le budget. Hollande et le gouvernement (le PS) ne bradent pas l'indépendance de l'Etat ou de la nation, ce sont nos droits qu'ils piétinent en permettant à une institution non élue d'en disposer, vous saisissez la nuance, on ne se place pas sur le même terrain que les sociaux-patriotes et autres souverainistes.

Pendant plusieurs jours Hollande, Valls, Sapin, Macron ont fait les mariols en affirmant qu'ils n'étaient pas aux ordres de Bruxelles, qu'il n'y avait aucune raison que leur projet de budget soit rejeté par la Commission européenne, et patati, et patata, et hop nouveau volte-face ! En réalité ils savaient pertinemment qu'ils allaient s'exécuter comme de vulgaires laquais obéissant à leur maître. Face à cet excès de faiblesse de l'exécutif, il ne faut pas s'étonner que l'extrême droite en embuscade en profite, car en dernier recours elle est la seule à encore incarner le pouvoir de la classe dominante et à être capable d'affronter la classe ouvrière.

- Budget 2015 : la France révisé sa copie pour satisfaire Bruxelles - Francetv info

Mise sous pression par Bruxelles, la France a présenté à la Commission européenne un budget pour 2015 qui devrait permettre de réduire le déficit public de 3,6 milliards d'euros de plus que prévu, a annoncé le ministre des finances, Michel Sapin. lemonde.fr 27.10

### [La révolution nationale en marche en Ukraine saluée par les médias et les dirigeants occidentaux](#)

- Ukraine : la révolution a gagné jusque dans les urnes - Liberation.fr

- Ukraine : les pro-occidentaux forcés de s'entendre après leur victoire - LePoint.fr

- Un millier de nazis ont travaillé pour les Etats-Unis pendant la Guerre froide - L'Express.fr

Les nazis continuent de travailler pour les Etats-Unis, la preuve.

- Ukraine : le leader de Pravy Sektor, parti ultranationaliste, élu député - LeMonde.fr

Dmytro Iaroch, dirigeant du mouvement ultranationaliste paramilitaire ukrainien Pravy Sektor, a été élu député à l'occasion des législatives anticipées, dimanche 26 octobre.

L'homme de 43 ans a remporté l'élection au scrutin majoritaire dans une circonscription de la région russophone de Dnipropetrovsk d'où il est originaire, selon un résultat officiel quasi définitif.

Son parti a quant à lui obtenu moins de 2 % des voix au niveau national alors qu'il faut plus de 5 % pour être représenté au Parlement.

En Ukraine, la moitié des députés sont élus au scrutin proportionnel sur des listes nationales, l'autre moitié au scrutin majoritaire à un tour dans des circonscriptions.

Certains de ses membres se battent actuellement aux côtés des troupes ukrainiennes qui défendent l'aéroport de Donetsk, l'un des points chauds sur le front de l'Est, où Kiev lutte contre la rébellion séparatiste prorusse. Il revendique l'héritage controversé des nationalistes ukrainiens de la deuxième guerre mondiale.

En Russie, Dmytro Iaroch est poursuivi pour « *incitation au terrorisme* » et Moscou a émis un mandat d'arrêt international contre lui. LeMonde.fr 27.10

Ils ont obtenu les résultats qu'ils voulaient : ils décrètent que le scrutin s'est déroulé normalement.

Dès lors que des partis n'aient pas pu faire campagne face à la menace des milices fascistes, le Parti (dit) communiste, que des formations politiques se sont vues arbitrairement refuser de présenter des candidats, comment peut-on prétendre que les élections législatives en Ukraine ont été "*pluralistes et démocratiques*" ?

Les observateurs de l'OSCE satisfaits des législatives en Ukraine - Reuters

Les élections législatives organisées dimanche en Ukraine ont été pluralistes et démocratiques, estiment les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

"Les élections ont marqué une étape importante sur la voie des ambitions démocratiques de l'Ukraine, conformément à ses engagements internationaux", s'est félicité lundi Kent Harstedt, coordonnateur spécial de l'OSCE. Reuters 27.10

### Tartufferie. Il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir.

- Torture : 12 Nobel de la paix appellent Obama à révéler les actions de la CIA - lepoint.fr

Les lauréats réclamant la publication d'un rapport parlementaire sur les techniques d'interrogatoire employées par la CIA après le 11 septembre 2001.

Dans leur courrier, les douze Nobel de la paix soulignent qu'ils seront particulièrement attentifs aux suites qui seront données à ce rapport. "Il reste à voir si les États-Unis fermeront les yeux sur les conséquences de leurs actes (...) ou s'ils prendront les mesures nécessaires pour retrouver les principes sur lesquels le pays a été fondé", ajoutent-ils. lepoint.fr 27.10

Ils n'ont pas remarqué que c'était ce qu'ils faisaient en Irak et en Syrie, en Afghanistan et en Libye : Faire ce qu'ils veulent en toute impunité, attaquer 7 Etats indépendants et souverains qui ne leur avaient jamais déclaré la guerre par exemple.

### Complicité avérée des Etats-Unis-Emirat islamique-Turquie et comment favoriser la propagation de ces barbares à travers le monde

Comment expliquer que la coalition militaire la plus puissante et la plus sophistiquée du monde pourrait être mise en échec par quelques dizaines de milliers de mercenaires fanatiques débarqués de 80 pays dont la plupart sont profondément arriérés, tout en ayant la quasi-totalité des peuples des pays qu'ils ont envahis contre eux, autrement que par la collusion entre les différents protagonistes qui sont censés s'affronter sur le terrain, chacun y trouvant son compte ?

- Syrie: les Etats-Unis peinent à prendre l'avantage sur les jihadistes de l'EI - AFP

Comment expliquer, alors qu'Internet fait l'objet d'une surveillance permanente et mondiale de la part des services secrets des puissances occidentales, qu'ils sont propriétaires de toutes les "réseaux sociaux", que les barbares puissent tranquillement utiliser ce canal pour diffuser son idéologie criminelle et recruter, autrement que par la collusion entre les puissances occidentales et ces barbares ?

- Washington appelle ses alliés à étendre la guerre contre Daesh sur internet - 20minutes.fr

Lors d'une réunion à Koweït sur les moyens de contrer la propagande jihadiste diffusée via les réseaux sociaux. Le coordinateur américain de la coalition internationale, le général à la retraite John Allen,

Il a estimé que l'EI ne serait « véritablement vaincu qu'une fois que la légitimité de son message aux jeunes vulnérables sera niée ». « Nous sommes ici pour discuter des moyens de vaincre la politique de l'EI et de faire face à son activité sur l'espace virtuel et en ligne », a-t-il ajouté. (Que les Américains contrôlent, il faut ajouter pour comprendre où est l'imposture. A tout moment ils peuvent fermer un portail ou un blog, supprimer une vidéo présente sur le Net, alors pourquoi ne le font-ils pas ici ? Parce que cela les arrange, par qu'EI est inclu dans leur stratégie pour déstabiliser un certain nombre de pays au Moyen-Orient, les renverser au besoin, afin de maintenir ou renforcer leur hégémonie sur le marché du pétrole et du gaz au détriment de leur principal concurrent (russe) et ses alliés. - ndlr)

L'EI qui a pris le contrôle de larges pans du territoire irakien et d'une partie de la Syrie et y a proclamé un « califat » utilise de manière sophistiquée les réseaux sociaux, y diffusant de nombreuses vidéos de propagande et un magazine au graphisme soigné. Ses partisans utilisent abondamment les réseaux sociaux qui sont devenus un outil de recrutement de combattants étrangers. (Une fois de plus on a l'occasion de comprendre pourquoi ils ont créé ces "réseaux sociaux", pour diffuser leur propagande, conditionner les masses, notamment. - ndlr)

Les gouvernements occidentaux sont de plus en plus alarmés par les effets de cette propagande qui attire vers l'EI de nombreux Européens et Américains. Ils s'alarment aussi de l'influence de cette propagande sur les jeunes musulmans appelés à s'en prendre à des cibles occidentales. 20minutes.fr 27.10

Les véritables cibles des Occidentaux et d'EI, ce sont les musulmans et l'islam. Au cours des 13 dernières années, depuis le 11 septembre 2001 les Américains ont attaqué 7 pays, tous à majorité musulmane, et ils continuent.

Ils se posent en victimes alors qu'ils sont les complices de ces barbares. En laissant ouvert le canal Internet, ils favorisent la diffusion de la propagande d'EI.

- Des agents du Renseignement turc parmi les éléments de Daech - french.irib.ir

La publication des images des agents des services de Renseignements turcs parmi les membres du groupe takfiri de Daech a enfin mis au grand jour les origines de la politique ambiguë d'Ankara dans la lutte anti-Daech.

Selon l'agence de presse Fars, les images montrant les agents des services de Renseignements turcs parmi les membres du groupe terroriste de Daech ont mis au grand jour le soutien en coulisses d'Ankara à ce groupe takfiri.

Le site web « *The muslim issue worldwide* » a rendu public des images montrant les terroristes de Daech faisant partie des services de Renseignements turcs. Il est alors évident pourquoi Ankara refuse de lutter contre le groupe de Daech et ne permet pas le déploiement des bases militaires étrangères sur ses frontières. Mehmet Ali Ediboglu, député CHP de Hatay, avait, auparavant, souligné qu'Ankara favorisait le financement du groupe terroriste de Daech. « *Daech vend à 800 millions de dollars, dans la province de Hatay, le pétrole de la Syrie, qu'il avait volé et trafiqué vers la Turquie* », a ajouté Ediboglu avant de continuer : « *J'ai fait beaucoup de recherches sur le groupe de Daech. Il s'agit d'un groupe terroriste qui représente une menace mondiale car il est d'avis qu'on obtiendra la permission d'entrer au Paradis en tuant les gens* ».

Soulignant que la collaboration de la Turquie avec des milliers d'éléments de Daech reste très dangereuse, le député du CHP a précisé : « *Personne ne peut garantir que ces terroristes ne répètent leurs massacres en Irak ou qu'ils ne lancent d'attaques similaires contre la Turquie* », a réaffirmé Ali Ediboglu. En ce qui concerne la manière du transfert du pétrole syrien vers la Turquie, le député turc a dit : « *Daech a implanté des oléoducs dans les villages frontaliers de la Turquie et ainsi que dans la ville de Hatay. Des oléoducs similaires se voient aussi à Killis, à Ourfa et à Gaziantep* ».

« *Des terroristes, venus d'Europe, de Russie, de Tchéchénie et de certains pays asiatiques, s'infiltrèrent en Syrie et en Irak via la frontière de la Turquie* », a déclaré Ediboglu avant d'ajouter : « *Au moins 1.000 civils turcs prêteraient main forte aux terroristes pour qu'ils puissent arriver en Syrie et en Irak et rejoindre Daech. Les services de Renseignements turcs sont aussi impliqués dans cette affaire* ».

Dans ce droit fil, un rapport fait part du trafic de 1.500 tonnes de carburant, par jour, depuis la Syrie vers la Turquie, ce qui équivalait 35% du combustible, consommé en Turquie. french.irib.ir 27.10

### [Les Africains en passe d'être des nantis !](#)

- Plus d'un Africain sur trois appartient à la classe moyenne - AFP

34% des quelque 1,1 milliard d'Africains, soit environ 370 millions de personnes, appartiennent à cette classe moyenne, selon les standards africains (des revenus compris entre 2,2 et 20 dollars par jour).

Ce chiffre devrait atteindre 42% d'ici 2060, selon l'étude de la BAD, dévoilée à Johannesburg.

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance sur le continent de 5,1% cette année, contre 4,7% en 2013, et jusqu'à 5,8% l'an prochain, grâce à une hausse des investissements dans les ressources naturelles et les infrastructures.

Et malgré la crise économique mondiale, le nombre de plus en plus élevé d'Africains appartenant à la classe moyenne devrait contribuer à la croissance et au développement.

L'étude montre que les pays ayant un secteur privé robuste comptent la classe moyenne la plus importante.

Même des pays qui font partie des plus pauvres au monde, comme la Sierra Leone, bénéficient d'une classe moyenne "réduite mais grandissante".

Outre le revenu, l'appartenance à la classe moyenne africaine dépend de la possession de certains biens (téléviseur, voiture, réfrigérateur), du type de revêtement du sol et de la présence de toilettes dans l'habitation, ainsi que de l'accès à l'électricité et à l'eau potable, selon les critères utilisés pour cette étude. AFP 27.10

Ah ben, à ce tarif là, en Inde la classe moyenne doit bien représenter, aller au pif, 700, 800, 900 millions d'Indiens !

Et les conditions de vie, la promiscuité, toujours aussi épouvantable en réalité.

Ils racontent vraiment n'importe quoi. Un téléviseur d'occasion ici vaut quelques milliers de roupies, moins de 5.000 roupies, une bagnole plusieurs centaines de milliers de roupies, vous voyez l'écart, il est phénoménal entre les deux, d'ailleurs j'ai tout ce qui figure dans leur liste, sauf la bagnole, trop cher pour moi, donc je n'appartiens même pas à la classe moyenne selon leurs critères, et pourtant j'ai un faible revenu deux fois à trois fois supérieur à celui des travailleurs que je connais.

Ils veulent faire croire que la "*croissance*" bénéficie à la majorité des Africains, alors que ce n'est pas du tout le cas. Il faut rappeler aussi que ceux qui bénéficient d'un meilleur traitement sont hyper exploités, ils ont effectivement un niveau de vie supérieur à la moyenne, mais ils le paient très cher en sacrifice, qui plus est ils n'en profitent même pas ou si peu.

Selon que vous possédez 2,2 ou 20 dollars par jour, ce n'est pas du tout la même chose contrairement à ce que suggère cette "*étude*". Avec 2,2 dollars par jour, vous êtes pauvre, vous survivez, vous ne crevez pas. Avec 20 dollars par jour, vous baignez dans le luxe ! Ce n'est pas très sérieux, à croire que cette "*étude*" a été commandée par le FMI pour sa propagande, loin de la réalité.

Le bonjour au passage à nos amis africains qui nous lisent, on pense tous les jours à vous.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### En famille au grand Total !

- Foule de VIP pour Margerie - Liberation.fr
- Hollande, Valls, Sapin, Pellerin...rendent hommage à Christophe de Margerie - L'obs -

### N'a-t-elle pas été nommée pour cela ?

- Fleur Pellerin est dans une logique qui enterre l'idée même d'un ministère de la Culture - Slate.fr

### Ingratitude. Ils l'ont dans le cul et ils s'en plaignent.

- Plug anal: "*Les dégradations relèvent du terrorisme*" - L'Express.fr

Rien que cela, sauf quand il s'agit de leurs protégées, les Femen. Pour se foutre à poil aussi facilement publiquement, c'est qu'elles doivent avoir le feu au cul et ces pervers ils aiment cela.

### Résistance passive

- La CGT appelle à la grève nationale dans les transports le 4 novembre - Francetv info
- Caddie : deux tiers des salariés du groupe licenciés - Francetv info

Le plan de reprise proposé par l'ancien directeur général de Caddie prévoit la suppression de 250 emplois. Les salariés sont amers. Francetv info 27.10

- Nouvel appel à la grève chez Amazon en Allemagne - Reuters
- La Grèce appelée à la grève générale fin novembre - Liberation.fr

### Stratégie du chaos, fascisme et guerres.

- Ukraine: la victoire des pro-occidentaux accueillie par une reprise des combats - AFP
- Allemagne : violences en marge d'une manifestation néonazie à Cologne - Francetv info
- Brésil: La réélection de Rousseff fait chuter la Bourse 20minutes.fr - 20minutes.fr
- Pakistan: une université suspend des professeurs pour un stand sur la culture d'Israël - AFP

Une provocation de l'ONU d'après ce que j'ai lu, au nom de la "*diversité culturelle*", alors qu'Israël représente quoi, 0,001% de la population mondiale...

- Netanyahu veut accélérer un projet de développement des colonies - Reuters

- Une quarantaine de morts dans une série d'attentats en Irak - LeMonde.fr

- Afghanistan: 7 morts dans une attaque de talibans contre un tribunal à Kunduz - AFP

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Tunisie :

La participation au scrutin de dimanche est pour sa part en demi-teinte, s'établissant selon des données provisoires à 61,8%, soit environ 3,1 millions d'électeurs. Ce chiffre est en forte baisse par rapport à l'élection en 2011 de la Constituante, remportée par les islamistes, et pour laquelle 4,3 millions de Tunisiens avaient voté.

Trois ans après la chute de Ben Ali, la victoire de Nidaa Tounès montre que la Tunisie n'en a pas totalement fini avec ceux qui ont œuvré pour le régime. Au sein de la formation victorieuse, on retrouve en effet d'anciens caciques du benalisme, en premier lieu son leader, Beji Caïd Essebsi, 87 ans, qui a servi Bourguiba puis Ben Ali. *« On peut parler d'une contre-révolution de velours, analyse Beligh Nabli. La justice n'a pas fait son travail en jugeant les actes criminels du régime et désormais, le spectre de l'impunité rode. Or il y a un risque que cette impunité soit sanctifiée de fait ou par voie législative. Ce serait un coup dur pour la démocratie. »*

La Presse a dès lors salué la première élection d'une assemblée pérenne, près de quatre ans après la révolution, jugeant "*la mission quasiment accomplie, ce qui est considérable*".

La France a ainsi loué "*un cap historique*" et "*l'attachement à la démocratie*" des Tunisiens. Le président américain Barack Obama a lui salué "*une étape importante dans la transition politique historique de la Tunisie*". 20minutes.fr 27.10

L'ancien régime n'était jamais tombé !

On comprend pourquoi, ils sont rassurés, ils ont pu corriger le tir !

#### 2- Syrie

500 raids d'Assad en une semaine contre Daech - french.irib.ir

Selon les sources syriennes, l'aviation syrienne a mené quelques 500 raids la semaine dernière contre les positions des terroristes takfiris dans diverses régions du pays. 533 raids aériens plus précisément ont été conduits contre les différentes cibles dans des régions en guerre. Samedi, les chasseurs sukhoi syriens ont bombardé à 27 reprises les positions des terroristes takfiris d'Al Nosra à Joubar et à Zobdin et à Zamalka ainsi que dans le village Bala dans Ghouta-est. Le pont El Siyassa à Deir Ezzour à l'est de la Syrie ainsi que la cité de Naba al Saqar à rif de Quneitara, dans le sud de la Syrie.

Des positions terroristes à rif est de Hama surtout à Havais à Khan Cheikhoun à Abou al Zohour et à Hfar Sajna et al Naghir à rif d'Idleb et à Al Waar à Homs et dans la ville de Rastan à rif de Homs et dans les cités de Al Tayebiya Nassib et de Tafas à rif de Daraa ont été visés. 265 raids ont été menés contre les takfiris de lundi à samedi. Deir Zeeour, Homs, Damas et sa banlieue, Lattaquié, Quneitara, Hama et Alep ont été visés. french.irib.ir 27.10

#### 3- Liban

- Liban : l'échec "l'Emirat de Tripoli" - french.irib.ir

Selon les sources militaires libanaises, les groupes terroristes qui assaillent depuis plusieurs jours le nord du Liban et surtout la ville de Tripoli envisageait de construire un "*émirat*" appelé "*Emirat islamique du nord du Liban*". "*Le refus du démantèlement*

des groupes terroristes dans le nord du Liban ne fera que renforcer ces groupes et étendre leurs zones d'action et ce au risque de terroriser la population . C'est pour empêcher une telle perspective que l'armée libanaise est entrée directement en action dans le nord du Liban . " Les attaques contre l'armée à Tripoli , à Bahnin , à al Maniyeh et à Al Moamara ne nous ont pas surpris . les rapports du renseignement faisaient état de la possibilité d'une réaction violente des terroristes après l'arrestation de leur gourou , Ahmad Miqati : " *l'intervention de l'armée a fait échec au plan des terroristes qui cherchaient à reconduire l'affaire de Nahr al Bared à Tripoli. les données et les renseignements dont l'armée disposait a permis ce grand succès*". Selon le commandant en chef de l'armée libanaise , " *les terroristes tentaient de perendre le contrôle du passage maritime de Tripoli au nord du Liban . Les terroristes se préparaient à lancer des attaques simultanées contre les bases de l'armée pour en prendre le contrôle puis de prendre le contrôle de la route internationale dans le nord du Liban .* " Mais comment le plan a-t-il été déjoué? Selon les sources de l'armée , " *l'armée libanaise surveillait depuis quelques temps les agissements des terroristes . Elle saviat pertinèment que les terroristes iraient lancer leur offensive début Moharam . L'arrestation de Miqatui a été en ce sens un acte préventif car cette arrestation allait mettre en cause toute le plan terroriste. Le passage à l'acte de l'armée a poussé certains terrorsites du nord du Liban à s'éloigner des zones de combats . Le nombre des takfiris à Ban al Tabana est moins de 400 et l'armée libanaise avance a grand pas à Tripoli et à Al Mina*".

Ce lundi, le commandant en chef de l'armée , le général Jean Kawachi a publié un communiqué où il lance un sévère avertissement aux groupes armés : " *L'armée libanaise ne renoncera pas un seul instant à son objectif suprême celui de découvrir et déterrer les terroristes et les pourchasser jusqu'à leur élimination. Il n'y aura aucune trêve avant que cet objectif soit accompli* " , les agences font état de l'arrestation de 13 terroristes syriens au moment de leur infiltration à Erssal par l'armée libanaise. french.trib. ir 27.10

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

### 1- Cambodge - Thaïlande

- Entre Cambodge et Thaïlande, le marché noir florissant des organes - AFP

Une longue cicatrice barre le flanc de Chhay. Souvenir d'une opération dont il espérait qu'elle éponge les dettes de sa famille, mais qui fait de lui une des premières victimes du trafic d'organes au Cambodge.

Chhay vit dans une petite maison d'une seule pièce avec neuf membres de sa famille, dans une banlieue de Phnom Penh.

Ce Cambodgien de 18 ans tente de se remettre de ce qu'il décrit comme une terrible erreur: la vente d'un de ses reins, pour 3.000 dollars.

Il lui a été prélevé il y a deux ans, en toute illégalité, dans un hôpital ultra-moderne de Bangkok, plaque tournante du tourisme médical en Asie.

Il a porté plainte et deux trafiquants ont été interpellés.

Le jeune Cambodgien dit avoir été persuadé de donner son rein par une voisine. " *Elle savait que nous étions très pauvres et que ma mère était endettée*", explique le jeune homme, qui a demandé à ce que son prénom soit changé dans l'interview.

De telles histoires sont courantes en Inde ou au Népal, où les trafiquants sont très implantés.

Les réseaux internationaux de trafiquants fourniraient jusqu'à 10.000 des quelque 100.000 transplantations annuelles réalisées à travers le monde, selon les dernières estimations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Après avoir découvert que les trafiquants empochaient 10.000 dollars par rein, Chhay et deux autres jeunes de la minorité musulmane chaan, marginalisée au Cambodge, ont décidé de porter plainte.

Les trafics en tous genres sont légions au Cambodge, de la prostitution à l'esclavage industriel.

Mais le trafic d'organes n'était pas sur les radars jusqu'ici.

Un trafic d'organes dans un hôpital militaire de Phnom Penh a été évoqué en août par la presse.

Prum Sonthor, haut-responsable de la police de Phnom Penh en charge de l'enquête, évoque seulement un stage

de perfectionnement pour des chirurgiens cambodgiens et chinois réalisant des greffes.

*"Je veux dire aux autres de ne pas se faire retirer un rein comme moi. Je regrette. Je ne peux plus travailler dur, même marcher m'épuise"*, soupire Chhay en regardant des garçons de son âge jouer au football.

Il a trouvé du travail dans une usine textile l'été dernier, malgré les séquelles de l'opération.

L'OMS s'inquiète des complications chez les patients ayant donné leurs reins, qui n'ont souvent pas les moyens de se faire suivre.

En Thaïlande, plusieurs hôpitaux sont sous le coup d'une enquête pour leur rôle dans ce trafic. Les enquêteurs se penchent notamment sur les faux certificats de parenté entre donneur et greffé, comme le prévoit la législation.

*"Nous avons demandé aux hôpitaux d'être plus vigilants"*, assure à l'AFP le président du Conseil médical de Thaïlande, Somsak Lolekha.

Le marché noir des organes est florissant, en raison de la hausse du nombre de patients en attente d'une transplantation.

Rien qu'en Thaïlande, plus de 4.300 personnes étaient sur liste d'attente pour une greffe selon les statistiques d'août.

Et sur les 581 reins transplantés l'an dernier, seule la moitié provenait de donneurs décédés, selon les chiffres de la Croix-Rouge thaïlandaise.

Cette dépendance aux greffes issues de donneurs vivants ne cesse d'augmenter à travers le monde, avec des patients se tournant vers le marché noir quand aucun de leurs proches ne peut leur céder un rein.

La Croix-Rouge de Thaïlande, qui supervise le don d'organes, a lancé en avril un programme pilote qui oblige les hôpitaux à fournir une fiche détaillée concernant les donneurs vivants.

*"Avant, ils pouvaient venir en Thaïlande sans que nous le sachions... C'est pour cela que nous avons demandé que soit créé un registre des donneurs vivants"*, explique le directeur de la Croix-Rouge, Visist Dhitavat.

Malgré cette amélioration, l'ONU s'inquiète des premières affaires révélées au Cambodge.

*"Cela pourrait être la partie émergée de l'iceberg"*, redoute Jeremy Douglas, représentant de l'Office des Nations unies contre la drogue (ONUDD) à Bangkok.

*"Les gens qui sont ciblés par ces trafiquants d'organes se trouvent hors des radars de la société"*, dit-il. Et nombre d'entre eux ne portent pas leur drame sur la place publique. AFP 27.10

## 2- Hongrie

- Manifestation en Hongrie contre la « taxe sur Internet » - LeMonde.fr

Plus de 10 000 Hongrois ont manifesté, dimanche 26 octobre à Budapest, pour exiger le retrait d'un projet du gouvernement du premier ministre Viktor Orban de taxer l'utilisation d'Internet. Destinée à renflouer les caisses de l'Etat, ses détracteurs jugent cette mesure antidémocratique.

*« Si la taxe n'est pas retirée dans les quarante-huit heures, nous reviendrons »*, a déclaré l'un des organisateurs, Balazs Gulyas, à la foule rassemblée devant le ministère de l'économie et qui brandissait des pancartes avec les inscriptions : *« Wifi libre !, Internet libre !, Hongrie libre ! »*. 50 centimes par gigaoctet téléchargé

Le projet de taxe annoncé mardi dernier par le ministre de l'économie prévoit un prélèvement de 150 forints (0,50 euro) par gigaoctet transféré. Le ministre a affirmé que cette taxe était nécessaire pour combler les trous dans le budget 2015 de la Hongrie, l'un des pays membres de l'Union européenne les plus endettés.

Il a également affirmé que cette taxe était juste car elle compensait le basculement des consommateurs vers Internet au détriment des lignes de téléphone traditionnelles. LeMonde.fr 27.10

Manifestation spontanée ou manipulée une fois de plus par la CIA ? Viktor Orban est dans le colimateur de Bruxelles et Washington, donc tout est possible, à suivre.

Aux infos de Russia Today hier soir, j'ai cru voir une manifestation similaire en Italie, mais je n'ai trouvé aucun article ce matin sur Yahoo news ?

[Haut de page ↗](#)

Le 29 octobre 2014

## CAUSERIE

Comment, des "affrontements entre manifestants et forces de l'ordre" et pas de morts ?

Cela s'est passé hier au Burkina Faso, dans la capitale Ouagadougou, entre 500.000 et un million de manifestants, des barricades, des manifestants "munis de pierres et de barres de fer", les violences habituelles quoi, les "forces de l'ordre répliquant avec des gaz lacrymogènes".

Et ce matin, Obama, Merkel, Barroso, tous ce que compte les puissances occidentales d'ongistes et droitdelhommistes, bref, la communauté internationale au grand complet a exprimé sa stupeur et condamné l'emploi excessif de la violence par les forces de l'ordre en France, et appelé le gouvernement français à faire preuve de retenu.

Non, en fait ils sont restés totalement muets, ce qui n'étonnera personne.

[Etat de guerre de classes. Du massacre de Gaza Hollande complice à l'Etat assassin.](#)

Comme nous avons raison d'écrire hier qu'ils avaient franchi une étape dans la barbarie et que l'ensemble du mouvement ouvrier s'en était accommodé.

Hier, en attendant de plus amples informations sur les faits réels, nous étions demeuré relativement mesuré.

Depuis nous disposons d'un élément capital qui nous permet d'accuser le président de la République, son Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, le gouvernement du chaos intérieur d'être responsable et coupables du meurtre d'un manifestant en autorisant l'emploi de grenades dites offensives pouvant entraîner la mort.

Ils ont eu près de deux ans et demi pour en interdire la production et l'usage en France, c'est donc délibérément qu'ils ont permis à l'armée (Gendarmes et CRS) de pouvoir les employer contre des manifestants qui n'en connaissent pas forcément les dangers mortels.

- Mort de Rémi Fraisse: la piste d'une grenade des gendarmes privilégiée - AFP

L'enquête sur la mort de Rémi Fraisse, dimanche 26 octobre sur le site du barrage contesté de Sivens, privilégie la thèse d'un décès dû à une grenade offensive lancée par les gendarmes, a annoncé mardi 28 octobre le procureur.

Rémi Fraisse aurait succombé à un tir de grenade offensive OF1. Une munition bien particulière utilisée par les forces de l'ordre dans les situations les plus violentes. Son objectif : assourdir les assaillants par la puissance de sa déflagration.

"On a retrouvé des traces de TNT sur certains scellés provenant des effets vestimentaires de la victime", a annoncé le procureur d'Albi, Claude Dérens à la presse. Ces résultats d'analyses "orientent donc l'enquête puisque la mise en oeuvre d'un explosif militaire de type "grenade offensive " semble acquise au dossier", a dit le magistrat.

Le TNT figure en effet "dans la composition des charges des grenades lacrymogènes ou offensives utilisées par les gendarmes", a précisé le procureur, lisant une déclaration écrite.

En résumé, l'enquête "ne peut donc aujourd'hui exclure le rôle de la grenade offensive jetée depuis la redoute où s'étaient retranchés les gendarmes dans la nuit de samedi à dimanche", lorsqu'ils affrontaient des opposants au projet de barrage, à Lisle-sur-Tarn. Le TNT figure en effet "dans la composition des charges des grenades lacrymogènes ou offensives utilisées par les gendarmes", a précisé le procureur, lisant une déclaration écrite.

En résumé, l'enquête "ne peut donc aujourd'hui exclure le rôle de la grenade offensive jetée depuis la redoute où s'étaient



*retranchés les gendarmes dans la nuit de samedi à dimanche*", lorsqu'ils affrontaient des opposants au projet de barrage, à Lisle-sur-Tarn.

Interrogé sur la possibilité d'une "bavure" de la gendarmerie, le procureur a répondu mardi: *"Non, à mon avis, non. Mais ça, c'est l'enquête qui le déterminera"*.

*"Le gendarme ne prend jamais seul une décision de ce type, sauf en cas de légitime défense. C'est soit l'autorité civile, soit le commandant de la troupe dans deux cas particuliers, si des violences sont exercées sur la troupe ou s'il n'est pas possible de défendre autrement le terrain qu'on occupe"*, assure au micro de France 2 le colonel Philippe Guichard.

*"J'ai souhaité qu'il y ait une inspection générale de la police nationale et une inspection générale de gendarmerie nationale qui commencera demain et qui me donnera ses conclusions sous 15 jours. Dans l'attente des conclusions de cette enquête, j'ai demandé qu'on suspende l'utilisation de ces grenades offensives"*, a déclaré le ministre de l'Intérieur.

Jusqu'à présent, les spécialistes estimaient que ce type de grenades ne pouvaient pas tuer si elles n'étaient pas combinées à un autre élément.

Et de nombreuses questions se posent encore sur les circonstances de la mort de Rémi Fraisse, 21 ans. Selon les résultats de l'autopsie communiqués lundi, le jeune Toulousain avait été victime d'une explosion, qui avait provoqué un arrachement important d'une partie du haut du dos. Sa mort avait été instantanée.

Mardi matin, un opposant au projet de barrage évoquait l'hypothèse qu'une grenade lancée par les gendarmes ait pu se retrouver coincée entre le dos de Rémi et son sac à dos, avant d'exploser.

Réagissant à la déclaration du procureur, Me Arié Alimi, avocat de la famille de Rémi Fraisse, a déclaré mardi à l'AFP : *"L'hypothèse que nous soutenions depuis hier (lundi) se confirme. C'est bien une grenade offensive qui a été délibérément utilisée par les gendarmes dépendant du ministère de l'Intérieur et du ministère public"*.

*"A la tragédie vécue par Rémi, et ses parents et ses proches, s'ajoute un véritable scandale sans précédent dont chacun devra tirer les conséquences, pour que plus jamais la violence d'État, sous toutes ses formes, ne puisse trouver encore à s'exercer"*, a-t-il affirmé.

L'avocat a confirmé avoir déposé deux plaintes: l'une pour *"homicide volontaire"* et l'autre pour *"violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner"*.

Il a de plus diffusé une déclaration des parents de Rémi qui appellent à *"ne pas répondre à la violence par la violence"*. Ils refusent de s'exprimer directement ou plus amplement pour l'instant. Francetv info et AFP 28.10

Les antécédents. Les grenades dites **"offensives"**

Ces grenades ne contiennent rien d'autre que du TNT mais sont plus puissantes. *"Cela provoque un bon effet de souffle et pas mal de bruit"*, explique une source sécuritaire. Ce type de grenade peut provoquer parfois de graves blessures. Il suffit qu'un manifestant prenne à la main une grenade offensive au moment où elle explose et il peut avoir la main arrachée, c'est déjà arrivé", explique cette source.

Pourtant, une grenade offensive a déjà tué un manifestant : Vital Michalon, un physicien de 31 ans mort le 31 juillet 1977, lors de la manifestation contre le surgénérateur nucléaire Superphénix de Creys-Malville (Isère). Il a été victime de l'effet de souffle après le tir tendu d'une grenade offensive lancée par les policiers et reçue en pleine poitrine. Deux personnes sortent également mutilées de la manifestation, l'un ayant perdu un pied, l'autre une main. nouvelobs.com 28.10

L'UMP soutient Hollande et le gouvernement.

*"Pour l'instant, la droite refuse de souffler sur les braises"* a constaté la responsable du service politique de France 2 Nathalie Saint-Cricq au sujet de la mort du jeune Rémi Fraisse.

Indifférence et cynisme.

*"François Hollande et Manuel Valls ont manifestement sous-estimé les risques d'instrumentalisation politique de cette terrible affaire"*, précise la journaliste. *"Tout d'abord en attendant 48 heures avant d'exprimer une forme de compassion vis-à-vis de la victime et de sa famille. Ça pouvait être fait sans pour autant désavouer les forces de l'ordre"*, assure-t-elle. Francetv info 28.10

Et les populistes de service entrent en scène.

- Fraisse : le Parti de gauche demande la démission de Cazeneuve - Public Sénat

- Bové accuse Cazeneuve de "*provocation*" - AFP

L'info passée inaperçue : Le dirigeant du Front de gauche, ainsi que le député écologiste José Bové, ont été chahutés à leur arrivée par un petit groupe de jeunes gens, qui leur ont jeté des oeufs et des yaourts tout en scandant des slogans hostiles. AFP 25.10

Comme d'habitude Mélenchon a tenu un double langage, en demandant l'arrêt de la mise en oeuvre de ce projet et dénonçant un "*grand défaut de dialogue*" entre le gouvernement et les opposants à ce barrage, parce qu'il serait possible de lui faire entendre raison ou de s'entendre avec lui, c'est d'ailleurs ce qu'ils font très bien à l'UMP, par exemple hier par la voix du président du Sénat (lire plus loin), c'est ce que réclament aussi les dirigeants syndicaux corrompus, en présence d'une énième provocation du Medef, pour la déjouer Mailly (FO) n'a rien trouvé de mieux que prendre la défense du dialogue social.

On perd de vue qu'en dialoguant avec le gouvernement on le légitime, on cautionne sa politique, au delà le régime et les institutions, vous pouvez observer que tous les acteurs cités plus haut s'y entendent bien, non ?

Les plus répugnants.

- Noël Mamère (écologiste): "*on ne construit pas un barrage sur un cadavre*" - AFP

Mais on peut mener sa carrière politique en s'associant pendant des décennies à un parti immonde, le PS pour ne pas le nommer, qui repose sur un amoncellement de cadavres suffisant pour faire barrage et protéger le régime en place de l'assaut de ses opposants, dont Mamère ne fait pas partie bien entendu.

- « *Mourir pour ses idées est relativement stupide et bête* », estime Carcenac (PS) - Public Sénat

Cela ne risque pas de lui arriver, quoique, faites attention on ne sait jamais, le régime ne protégera pas éternellement la pourriture dans votre genre.

On aura compris qu'en vivre c'est préférable, c'est tellement rentable !

- Mort de Rémi Fraisse : François Hollande appelle à la responsabilité de chacun - Francetv info

Qu'il démissionne alors !

## [Dossier Syrie](#)

- Arrivée en Turquie des premiers renforts kurdes d'Irak pour défendre Kobané - LeMonde.fr

Sous la pression des Etats-Unis, Ankara a autorisé la semaine dernière le passage par son territoire d'environ 150 « *peshmergas* ». LeMonde.fr 28.10

Vous êtes sûr que le compte y est, 150, pas un de moins, surtout pas un de plus. La semaine dernière ils parlaient de 200 « *peshmergas* »...

- Kobani: les kurdes syriens repoussent l'ASL. - french.trib.ir

Les unités de soutien populaire des kurdes syriens refusent de répondre positivement à la demande d'Ankara. Les kurdes ne veulent pas de l'ASL dans leur ville ainsi que l'avait exigé Ankara comme condition à son autorisation à l'entrée dans la ville de Kobani des combattants kurdes irakiens ou les *peshmergas*. " *On ne permettra jamais au groupuscule de l'ASL de s'infiltrer à Kobani.* " Cette information reprise par Skynews cite en effet le commandant en chef des forces volontaires de Kobani, Sibam Hamou et ajoute : " *nous accueillons évidemment les forces des peshmergas, mais celles de l'ASL que commande Abdel Jabar al Akidi n'ont pas leur place ici à Kobani! ils n'ont qu'à combattre Daech à Jerablos ou à Manbaj et non pas à Kobani* " .

Selon les observateurs, Erdogan vient de subir là aussi une nouvelle déculotée de la part des kurdes qui affirment à travers ce refus leur attachement à leur alliance avec le gouvernement Assad. Les Kurdes syriens accusent la Turquie de tergiverser et de retarder à dessein l'envoi des *peshmergas* à Kobani. " *Cela fait trois jours que les peshmergas sont prêts à débarquer à Kobani mais nous ne savons pas pourquoi ils n'arrivent pas pour tout dire, on ignore ce qui se passe entre les Kurdes d'Irak et*

les dirigeants d'Ankara ". "Les Kurdes syriens n'ont aucunement confiance au chef du Kurdistan irakien, Barzani, connu pour son sens de marchandage, Al Mayadin, citant les sources à Erbil, annonce l'arrivée des peshmergas à Kobani ce mardi à bord des avions et via les frontières terrestres. french.irib.ir 28.10

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Faites tomber les masques. Réforme territoriale, budget de la Sécu, budget 2015.

En famille.

- Réforme territoriale : « *le dialogue s'installe* » estime Gérard Larcher (UMP - ndlr) - Public Sénat

Le nouveau président du Sénat s'est réjoui de l'intervention de Manuel Valls au sujet de la très décriée réforme territoriale. Public Sénat 28.10

Valls, Premier ministre des patrons et de l'UMP, de la classe dominante quoi.

Les "**frondeurs**" du PS sont des imposteurs professionnels.

- Le budget de la Sécu voté à l'Assemblée avec moins de difficultés que prévu - AFP

Comme un éternel recommencement. A l'Assemblée nationale, les votes sur les textes économiques se suivent et se ressemblent. Les députés ont adopté ce mardi le budget de la Sécurité sociale, par 270 voix pour, 245 contre et 51 abstentions, dont 34 au sein du groupe PS, la majorité reste étriquée.

Comme un éternel recommencement. A l'Assemblée nationale, les votes sur les textes économiques se suivent et se ressemblent. Les députés ont adopté ce mardi le budget de la Sécurité sociale, par 270 voix pour, 245 contre et 51 abstentions, dont 34 au sein du groupe PS.

C'est un peu mieux que la semaine dernière sur le volet recettes du projet de loi de finances 2015 (266 votes pour, 245 contre et 56 abstentions, dont 39 socialistes), mais la majorité reste étriquée. AFP 28.10

En s'abstenant les imposteurs ont permis à ce budget scélérat d'être adopté, 9 milliards d'euros d'économie sur la santé des masses laborieuses.

Quel soulagement !

- Bruxelles ne va pas rejeter les budgets 2015 de la France et de l'Italie - Francetv info

- La commission européenne devrait valider le budget des 18 pays de la zone euro - LeMonde.fr

- Bruxelles salue les efforts budgétaires français et italiens - Reuters

La Commission européenne a jugé mardi "*utiles et constructives*" les modifications apportées par la France et l'Italie à leurs projets de budgets 2015, censées prouver que Paris et Rome font suffisamment d'efforts pour ramener leurs déficits dans les limites fixées par les règles communes.

"*Nous sommes encore en train d'analyser les informations qui nous ont été transmises par l'Italie et la France en particulier*", a-t-il répondu à une question sur la possibilité de voir le projet français retoqué par Bruxelles.

"*Nous saluons le fait que ces Etats membres se soient eux-mêmes engagés dans un processus de dialogue constructif avec la Commission.*"

"*Nous considérons la lettre du gouvernement français, comme celle du gouvernement italien, comme une contribution utile et constructive.*"

Rome et Paris ont annoncé tour à tour lundi avoir écrit au vice-président de la Commission en charge des Affaires économiques,

Jyrki Katainen, pour lui préciser les ajustements apportés à leur projet de budget 2015 afin d'accentuer la réduction du déficit public.

Les nouveaux éléments détaillés par la France doivent permettre 3,6 à 3,7 milliards d'euros d'économies supplémentaires et réduire le déficit structurel de plus de 0,5 point de PIB, contre 0,2 point prévu initialement.

Et pourtant, "*le gouvernement n'a pas renoncé à l'équilibre de son projet de loi de finances*", fait valoir mardi la députée PS Karine Berger. En effet, il n'est pas revenu sur les dizaines de milliards d'euros d'aides aux entreprises prévues par le Pacte de responsabilité. "*Le gouvernement tient compte de la conjoncture : tout le pacte, rien que le pacte*", résume le député PS Dominique Lefebvre, qui siège à la commission des Finances.

Le gouvernement n'a pas davantage demandé d'aller au-delà des 21 milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques déjà prévues. "*Le cap est maintenu*", se félicite-t-on d'ailleurs au gouvernement.

L'Italie, pour sa part, a proposé 4,5 milliards d'euros d'économies supplémentaires à Bruxelles et son déficit structurel devrait diminuer d'environ 0,3 point, contre 0,1 point seulement dans le projet de départ.

En théorie, la Commission peut réclamer de nouvelles modifications d'un projet de budget si elle juge insuffisantes les mesures prévues et peut aller jusqu'à infliger une sanction financière à l'Etat concerné. En pratique, jamais un exécutif européen n'est allé aussi loin, des discussions en coulisses ayant toujours permis d'aboutir à un compromis.

Certains pays ayant éprouvé ces dernières années la rigueur d'un placement sous surveillance stricte de leurs finances par les autorités européennes, comme l'Irlande, le Portugal et la Grèce, renâclent cependant à l'idée de voir la France bénéficier de la clémence de la CE.

La pression est plus importante sur Paris que sur Rome car le déficit global de la France devrait atteindre 4,3% du produit intérieur brut (PIB) l'année prochaine, dépassant nettement le plafond de 3% prévu par le pacte de stabilité européen.

Pour autant, rares sont ceux qui croient à un véritable conflit entre Paris et la CE.

"*Même si c'est injuste, les grands pays ont plus de pouvoir que les petits. La France bénéficie de sa relation particulière avec l'Allemagne, qui la protège contre la Commission et les marchés financiers*", dit Christian Schulz, économiste de la banque allemande Berenberg.

L'Autriche, elle aussi dans le collimateur de la CE, a annoncé mardi un effort supplémentaire de 0,3 point de réduction de son déficit. Reuters 28.10

### Quand le gouvernement patronal intensifie la chasse aux "fraudeurs, qui vise-t-il de préférence, devinez ?

Aujourd'hui, le système est faillible et permet à la plupart des fraudeurs de passer entre les mailles du filet. L'Etat a donc décidé de réagir. Désormais, les montants des prestations sociales seront systématiquement échangés et recoupés avec les données du fisc, détaille une équipe de France 2. Francetv info 28.10

- Fraudes sociales : 25 milliards d'euros en moins dans les caisses de l'Etat - Francetv info

Fraudes estimées des particuliers : 5 milliards d'euros.

Comment parviennent-ils à ce chiffre ? Mystère.

167 millions d'euros

- les fausses cartes vitales

- les faux arrêts maladie

141 millions d'euros

- les allocations de rentrée scolaire versées indûment

- les allocations logements versées indûment

8 millions d'euros

- les faux bulletins de salaire pour toucher une retraite un peu plus élevée

Total : 216 millions d'euros sur soi-disant 5 milliards d'euros

Fraudes estimées des entreprises :

20 milliards d'euros, deux fois le "trou" de la Sécu.

### A quoi servent en réalité les instances représentatives du personnel à part le corporatisme ?

- Le Medef propose la création de conseils d'entreprise - AFP

Le Medef propose de fusionner les instances représentatives du personnel (IRP) au sein d'un unique "*conseil d'entreprise*" dans les sociétés d'au moins 50 salariés et de simplifier ainsi les obligations découlant des actuels "*seuils sociaux*".

Les syndicats, auxquels la première organisation patronale française a envoyé mardi cette proposition à deux jours de la reprise de négociations sur la modernisation du dialogue social, crient à la provocation.

Ce document de travail commun au Medef, à la CGPME et à l'Union professionnelle artisanale (UPA) s'inspire du système allemand des "*comités d'entreprise*" (Betriebsrat) élus tous les quatre ans et institution clef de la cogestion à l'allemande.

Le Medef suggère qu'un conseil d'entreprise élu devienne en France l'instance unique de représentation du personnel dans les sociétés d'au moins 50 salariés si ces derniers en expriment le souhait lors d'une consultation préalable.

Cette consultation serait organisée tous les quatre ans, un calendrier calqué sur le rythme des élections professionnelles. Elle aurait aussi théoriquement pour effet de réduire le nombre de salariés siégeant dans les IRP.

Le conseil reprendrait l'ensemble des prérogatives des délégués du personnel et syndicaux, du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et du comité d'entreprise. Il serait le seul interlocuteur de l'employeur, notamment pour la négociation d'accords.

C'est lui qui serait informé régulièrement de la situation économique et financière de l'entreprise et consulté une fois par an sur ses orientations stratégiques, sa gestion, l'organisation du travail, la formation professionnelle, etc.

Le Medef propose par ailleurs dans son document de faire bénéficier les élus du personnel et les délégués syndicaux d'une "*formation de qualité touchant notamment à la compréhension des enjeux économiques et sociaux de l'entreprise*" et de valoriser les compétences acquises au cours de leur mandat.

La négociatrice de Force ouvrière, Marie-Alice Medeuf-Andrieu, a dénoncé une "*provocation inacceptable*" : "*Ce document consiste à déconstruire les IRP, donc le dialogue social.*" AFP 28.10

"*Nous avons même réfléchi à des scénarios de fusion d'instances*", a-t-elle dit à Reuters. "*Mais de là à brader le dialogue social comme ça, ce n'est pas possible.*"

Chacun a compris que le dialogue social était l'antithèse de la lutte des classes, qu'il était à différents échelons l'exercice du corporatisme.

Au plus haut niveau, les dirigeants syndicaux sévissent sur ce terrain-là en compagnie de l'Etat ou du gouvernement et des syndicats patronaux.

Au plus bas niveau, ce sont les représentants élus des instances représentatives du personnel ainsi que les délégués syndicaux qui s'y collent avec les patrons.

La collaboration de classes est tellement entrée dans les moeurs que plus personne ne s'en offusque, pire, la dénoncer et la rejeter nous vaudra d'être qualifié de gauchiste, en réalité on ne fait que demeurer sur le terrain de classe des exploités, refusant d'être associé d'une manière ou d'une autre à la gestion d'une entreprise, d'une administration ou de l'Etat ou du capitalisme.

En complément.

- Etats-Unis Halloween contre les 1%: quand la chasse aux bonbons vire à la lutte des classes. - slate.fr

De riches Américains s'émeuvent que des gamins des quartiers pauvres débarquent pour demander des bonbons alors que bon, quand même, ils paient déjà beaucoup d'impôts...

Certains médias ont pris le débat très au sérieux: dans The Oregonian, un chroniqueur explique que cette discussion est plus importante qu'il n'y paraît, dans la mesure où les inégalités sont liées au manque d'empathie pour les moins fortunés. Plus les inégalités sont grandes, moins les riches arrivent à s'identifier aux pauvres et à s'intéresser à leurs problèmes. Et dans les sociétés moins inégalitaires, les gens ont plus tendance à faire confiance aux personnes qu'ils ne connaissent pas... slate.fr 28.10

### Chez les aristocrates on ne se refuse rien.

Syndiqués de la CGT, au moins vous savez à quoi servent vos cotisations, notamment.

- La CGT a payé la coûteuse rénovation de l'appartement de son patron, Thierry Lepaon - Francetv info

Les travaux de rénovation de l'appartement de fonction de Thierry Lepaon, numéro un de la CGT, en banlieue parisienne, ont coûté 130.000 euros à la centrale, selon le Canard Enchaîné.

Selon l'hebdomadaire satirique daté de mercredi, les travaux pour cet appartement de 120 m2 ont coûté 130.000 euros à la CGT, mais le devis initial était encore plus élevé (150.000 euros). Le numéro un de la CGT aurait renoncé à quelques dépenses comme l'installation d'un home cinéma ou d'une cave à vins, selon l'hebdomadaire.

Le loyer de cet appartement, situé le long du bois de Vincennes, près de Paris, est de 2.000 euros, selon le Canard Enchaîné.

De son côté, la CGT a affirmé dans un communiqué que "*le Canard enchaîné s'est procuré un devis estimatif portant sur un ensemble de travaux exécutés dans l'appartement occupé par le secrétaire général de la CGT*".

*"Pour la première fois, la CGT a élu un secrétaire général habitant en province. Elle se devait de mettre à sa disposition un logement de fonction en région parisienne entièrement équipé"*, souligne le communiqué.

*"La Confédération a donc décidé de louer un appartement, proche du siège de la CGT, pour permettre au secrétaire général d'exercer son mandat"* et *"l'appartement a été remis à neuf avant son entrée dans les lieux"*, précise le communiqué. AFP 28.10

Ca ira monsieur Lepaon, vous êtes confortablement installé ?

C'est le propriétaire de l'appart qui doit être heureux, un pauvre sans doute, 120 m2 situé le long du bois de Vincennes ! Où une de leurs connaissances, qui sait avec ces gens-là.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[C'était déjà une dictature, un Etat policier.](#)

- Menace d'attentats : les USA renforcent leur sécurité - Liberation.fr

### [Confrontation](#)

- Ukraine : Moscou soutient les élections organisées par les séparatistes - LePoint.fr

- Moscou défie Kiev avec son soutien aux élections séparatistes en Ukraine - AFP

- Le "*poutinisme*" ne tiendra pas longtemps, prédit l'écrivain Boris Akounine - AFP

- Crise ukrainienne: nouveau record de faiblesse pour le rouble face à l'euro et le dollar - AFP

## La crise par le vide.

- Royaume-Uni: la banque Lloyds supprime 9.000 emplois et ferme des agences - AFP -

- KLM prévoirait de supprimer 7.500 emplois - Reuters -

## Stratégie du chaos et dictature.

- La Libye proche du point de non-retour, dit l'émissaire de l'Onu - Reuters

- Un décret élargit la compétence des tribunaux militaires en Egypte - Reuters

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Burkina Faso

- Burkina: manifestation contre la révision constitutionnelle, heurts avec la police - AFP

Des centaines de milliers de Burkinabè sont descendus dans la rue mardi pour dénoncer un projet de révision constitutionnelle permettant le maintien au pouvoir du président Blaise Compaoré, une manifestation d'une ampleur historique sur le continent.

Une marche organisée dans la capitale Ouagadougou a rassemblé *"un million"* de personnes, selon l'opposition, et s'est conclue par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, qui ont pris fin en milieu d'après-midi.

Le gouvernement, par la voix de son porte-parole Alain Edouard Traoré, a salué dans un communiqué la *"vitalité"* de la démocratie burkinabè, tout en déplorant des *"débordements"*.

Selon un journaliste de l'AFP, la mobilisation était bien supérieure à celle de la marche du 23 août, qui s'étendait sur plusieurs kilomètres et pour laquelle l'opposition avait revendiqué plus de 100.000 participants.

Au son des sifflets et des vuvuzelas, les protestataires ont arboré des milliers de pancartes hostiles au régime, dont les messages étaient: *"Judas, libérez les lieux"*, *"Blaise dégage"* ou encore *"Article 37 intouchable"*.

Une telle mobilisation populaire pour une manifestation politique est rare en Afrique subsaharienne.

A la fin de la marche, les affrontements ont duré plusieurs heures entre des centaines de manifestants munis de pierres et de barres de fer et les forces de l'ordre répliquant avec des gaz lacrymogènes.

Dans l'après-midi, la police a fait dégager des barrages de fortune, permettant une reprise progressive du trafic.

Des protestataires, qui avaient ensuite décidé d'occuper la place de la Nation, lieu symbolique de la capitale, ont été délogés sans heurt en début de soirée.

L'opposition avait appelé à manifester dans tout le pays contre ce qu'elle appelle un *"coup d'Etat constitutionnel"* du président Compaoré, au pouvoir depuis 27 ans.

L'Assemblée nationale doit examiner jeudi un projet de loi gouvernemental visant à réviser l'article 37 de la Loi fondamentale pour faire passer de deux à trois le nombre maximum de quinquennats présidentiels.

Ce changement permettrait à M. Compaoré, qui devait achever en 2015 son dernier mandat, de concourir à nouveau à la présidentielle.

Arrivé au pouvoir en 1987 par un putsch, il terminera l'an prochain son deuxième quinquennat (2005-2015) après avoir effectué deux septennats (1992-2005).

L'opposition craint que ce changement constitutionnel, qui ne devrait pas être rétroactif, conduise le chef de l'Etat, déjà élu quatre fois avec des scores soviétiques, à accomplir non pas un mais trois mandats supplémentaires, lui garantissant 15 années de plus au pouvoir.

Alors que l'agenda politique africain s'annonce très chargé en 2015-2016, avec une vingtaine de scrutins présidentiels, au moins quatre pays - en plus du Burkina - préparent ou envisagent des révisions constitutionnelles: Congo Brazzaville, Burundi, République démocratique du Congo (RDC) et Bénin.

Au Burkina, ce projet suscite l'hostilité de l'opposition, d'une grande partie de la société civile et de nombreux jeunes - plus de 60% des 17 millions d'habitants ont moins de 25 ans et n'ont jamais connu d'autre dirigeant.

Si la modification de l'article 37 est évoquée depuis des mois, l'annonce le 21 octobre du projet de loi a fait franchir un cap aux contestataires, avec une surenchère verbale des deux camps et des risques manifestes de dérapages.

Le chef de file de la majorité parlementaire, Assimi Kouanda, a dénoncé des agressions de députés par des militants d'opposition, demandant au chef de l'Etat de prendre "toutes les mesures" pour préserver leur "sécurité".

Quant à l'opposition et à la société civile, qui appelaient à la "*désobéissance civile*", elles lancent désormais "*ultimatums*" et "*mises en garde*" au pouvoir, demandant la "démission" du président, accusé de viser le "pouvoir à vie".

Les syndicats ont appelé à une journée nationale de grève mercredi et des personnalités d'opposition ont demandé au peuple de bloquer le Parlement jeudi pour empêcher le vote.

Blaise Compaoré est un partenaire majeur de la communauté internationale en Afrique, avec un rôle-clé de médiateur dans plusieurs crises, notamment dans la bande sahélienne.

S'il a longtemps eu une image sulfureuse en raison du rôle présumé de son pays dans des crises régionales, notamment en Côte d'Ivoire voisine, le président burkinabè jouit d'une solide réputation à l'étranger, notamment en France, l'ex-puissance coloniale.

Son putsch en 1987 avait été marqué par l'assassinat - jamais élucidé - du président Thomas Sankara, icône du panafricanisme.

Blaise Compaoré a rétabli le multipartisme en 1991 et a déjà modifié à deux reprises l'article 37 de la Constitution, en 1997 puis en 2000, pour pouvoir participer aux élections.

En 2011, son pouvoir avait vacillé à la suite d'une immense vague de mutineries dans l'armée. AFP 28.10

## 2- Bahreïn

- Bahreïn: le principal groupe d'opposition chiite interdit d'activité - AFP

Le principal groupe d'opposition chiite à Bahreïn, royaume du Golfe dirigé par une dynastie sunnite, a été interdit d'activité mardi pendant trois mois, une mesure qui risque de tendre le climat politique avant les élections du 22 novembre et "inquiète" Washington.

Cette décision de justice touchant le mouvement Al-Wefaq intervient alors que l'impasse est totale dans ce pays à majorité chiite.

Al-Wefaq a décidé de boycotter les législatives, estimant que le dialogue avec le pouvoir n'avaient pas fait progresser ses revendications et que la famille royale des Al-Khalifa refusait toute concession qui réduirait ses prérogatives.

Le mouvement d'opposition est accusé par les autorités de fomenter des troubles, ce qu'il nie en insistant sur le "*caractère pacifique*" de ses manifestations.

La décision de justice est tombée également au moment où les fidèles célébraient le deuil de l'Achoura, la plus importante des fêtes religieuses chiites qui mêle habituellement à Bahreïn slogans religieux et politiques.

La tension est aussi palpable dans cette période de pré-campagne électorale, marquée par des actes de violences. Les autorités ont accusé des militants de multiplier les actes d'intimidation contre certains candidats et ont proposé de les protéger.

(L'hypocrisie des Etats-Unis relayée par une de ses ONG. - ndlr)



Les Etats-Unis ont fait part de leur inquiétude après cette décision du Bahreïn, pays qui abrite la Ve Flotte américaine.

"*Nous sommes inquiets*", a commenté la porte-parole du département d'Etat Jennifer Psaki. "*Une telle décision est contraire à la création d'un environnement propice à l'intégration politique*".

La décision des autorités risque de "*conduire à plus de friction et d'instabilité, alors que le pays se prépare à des élections parlementaires*", a pour sa part averti l'organisation Human Rights First.

"*Prise à moins de quatre semaines des élections parlementaires, la décision de suspendre Al-Wefaq ne peut être une simple coïncidence*", a souligné Brian Dooley, directeur de programme à Human Rights First.

Le tribunal administratif de Manama, saisi en juillet par le ministère de la Justice, a reproché au mouvement Al-Wefaq de violer la loi sur les associations et lui a donné trois mois pour "*se conformer*", selon une source judiciaire.

Le principal grief du ministère est que Al-Wefaq a tenu, selon lui, des assemblées générales sans quorum et sans transparence.

Al-Wefaq a aussitôt réagi, en qualifiant la décision du tribunal d'"*irrationnelle et d'irresponsable*".

Il a accusé le pouvoir de contrôler le pays d'une "*main de fer*" et de vouloir ainsi "*détruire la vie politique*" à Bahreïn.

Le mouvement a assuré, dans un communiqué, qu'il continuerait à réclamer "*la démocratie et un Etat mettant fin au totalitarisme et à l'exclusion*".

Depuis le début du mouvement de contestation, Al-Wefaq estime être continuellement harcelé par les autorités et ses partisans traînés devant la justice pour des raisons politiques.

Son chef, cheikh Ali Salmane, et son adjoint, Khalil Marzouk, ont été accusés le 10 juillet par la justice d'avoir "*violé la loi*" en rencontrant un haut responsable américain en visite à Manama.

Selon les autorités, MM. Salmane et Marzouq n'ont pas informé les autorités de cette rencontre "*au moins trois jours*" avant qu'elle n'ait eu lieu, comme l'exige la loi.

S'agissant des prochaines élections, Al-Wefaq a dénoncé un scrutin qui "*consolide le pouvoir autoritaire*" des Al-Khalifa.

Des élections municipales sont prévues le 22 novembre, en même temps que les législatives, qui constitueront le premier rendez-vous électoral à Bahreïn depuis octobre 2010.

L'opposition avait retiré en mai 2011 ses 18 députés du Parlement de 40 sièges pour protester contre la "*répression*" de ses partisans par les forces de sécurité.

Dans une affaire distincte, un tribunal de Manama a ordonné mardi l'expulsion de 10 chiites accusés d'avoir violé les conditions de résidence dans le pays, a indiqué à l'AFP une source judiciaire.

Ces 10 Bahreïnais font partie d'un groupe de 31 chiites déchus de leur nationalité en novembre 2012 pour "*atteinte à la sûreté de l'Etat*".

Les autorités de Bahreïn ont retiré dans le passé la nationalité à des chiites mais sans décision de justice et pour ce même motif.  
AFP 28.10

[Haut de page ↗](#)

---

Le 30 octobre 2014

## CAUSERIE

J'ai laissé de côté deux infos : 1 - Londres repousse le référendum sur l'UE ; 2- Un accord sur l'information fiscale signé par 51 pays. On verra cela demain.

On ajoutera une quinzaine de nouveaux articles dans la soirée si ma connection Internet fonctionne, elle est hyper lente le soir.

## [Il faut adapter notre conception de la lutte des classes sans renier nos principes](#)

J'ai rédigé cela hier soir.

La lutte des classes ne se déroule plus de la même manière qu'autrefois. Elle a subi de profondes transformations en rapport avec celles de la société qui devaient profiter essentiellement à la classe dominante qui détenait le pouvoir, pour en avoir été à l'initiative dans les domaines de la communication et de l'information, puisque c'est elle qui possédait les moyens de production et les moyens financiers pour les développer, pour ensuite faire en sorte qu'ils soient à son service.

On a l'habitude de considérer que la lutte des classes se déroule ou le rapport de force entre les classes s'exprime dans l'entreprise ou dans la rue ou encore sur le plan institutionnel, critères qui étaient encore valable jusqu'à la moitié du XXe siècle, mais depuis et de plus en plus, ils sont supplantés par un facteur qui a été négligé ou dont l'influence, la portée a été sous-estimé, les moyens d'informations moderne qui permettent à la classe dominante de diffuser sa propagande et son idéologie dans tous les foyers et toutes les têtes, autrefois uniquement par la presse écrite, puis par la radio, ensuite par la télévision et de nos jours par Internet.

Autrement dit, les moyens mis à la disposition de la classe dominante pour atteindre et formater les cerveaux des masses ont été considérablement renforcés au cours des sept dernières décennies. Laissons ici de côté les autres supports par lesquels elle diffuse aussi son idéologie, l'éducation, la formation (école et université), les arts et la culture, à un niveau plus bas ou vulgaire, la publicité, puisque dans tous les cas de figure leurs différents acteurs ont subi en amont ce conditionnement quotidien en provenance de ces moyens d'information le plus souvent sans qu'ils en aient réellement conscience.

C'est d'ailleurs là que se situe le problème, car ils deviennent des millions de relais inconscients propageant gratuitement cette idéologie, au point qu'on en arrive à évoquer l'existence d'une pensée unique ou envahissante, caractérisation qui est loin d'être usurpée car elle résume à elle seule à quel degré de sclérose, de décomposition ou de soumission à laquelle l'immense majorité de la société en est arrivée en quelques décennies.

Le développement de ces moyens d'information a correspondu à un ou des besoins précis de la classe dominante, certainement pas dans le but de rendre plus libres ou plus heureuses les masses exploitées, mais au contraire pour mieux les préparer à un avenir qui ressemblerait au cauchemar que nous vivons actuellement et contre lequel nous sommes en grande partie impuissant à lutter, qui consisterait : à flatter, favoriser leur penchant naturel à l'individualisme, au delà à la schizophrénie ; à les isoler, les atomiser, affaiblir les liens qu'elles avaient pu tisser dans le cadre de la lutte des classes pour entraîner la dislocation du mouvement ouvrier ou y contribuer ; faire en sorte que leurs idées ne reposent pas ou plus sur les rapports qui existaient dans la société, mais uniquement sur la manière dont ils les ressentiraient qui reposerait sur des critères purement subjectifs, de telle façon que toute interprétation prêterait à confusion ou soit contestable, alors qu'une s'imposerait forcément aux autres, celle que la classe dominante aurait validée de préférence, d'où la nécessité de liquider tous leurs repères, de dénaturer leurs principes ou les valeurs auxquels elles étaient attachées ; l'ensemble devant servir à prévoir le comportement de la population, orienter son mode de pensée et de vie conformément aux besoins du marché, qui se traduit par une surveillance, un contrôle renforcé de ses faits et gestes jusqu'à ses pensées, ses goûts, etc. Tous les moyens d'information qui existent aujourd'hui servent uniquement à atteindre ces objectifs, qui coïncident avec les besoins et la stratégie politique de la classe dominante.

La lutte de classe de la classe dominante à la fin du XXe siècle devait se situer principalement sur le terrain de la guerre psychologique et idéologique, les deux étant intimement liées ou combinées, les deux servant ses objectifs politiques. Pourquoi sur ces terrains-là, mais parce qu'elle avait parfaitement conscience de l'état de délabrement du mouvement ouvrier et de son incapacité à se doter d'une nouvelle direction. Elle savait que tous ses dirigeants étaient corrompus, acquis au capitalisme, mais que ce n'était pas le cas de nombreux militants restés fidèles à leur classe, et que les travailleurs opposeraient une farouche résistance à la destruction de tous leurs droits sociaux et politique.

Par conséquent, à son combat proprement politique qui se déroulait dans l'arène institutionnelle, rythmé par des élections et les mesures prises par les gouvernements et les majorités parlementaires qui se succèderaient, il fallait ajouter un puissant facteur psychologique et idéologique de manière à briser à la base la résistance de leur ennemi, terminer le travail qu'ils avaient engagé à l'intérieur du mouvement ouvrier, diviser, disloquer la classe (toutes les classes) en autant d'atomes, cellules, particules, sans pouvoir, sans direction, sans orientation, réduit à l'impuissance ou qui se neutraliseraient entre eux, de telle sorte qu'ils se maintiendraient au pouvoir quoi qu'il arrive.

Les moyens d'information mis en oeuvre par la classe dominante pour mener son combat sur le plan psychologique et idéologique relevaient bien de la lutte des classes et non d'un divertissement, de sa lutte de classe contre les masses exploitées, ils sont devenus des armes redoutables contre les exploités dans la mesure où ils sont tentaculaires, s'infiltrèrent partout, sont omniprésents.

Et nous pendant ce temps, on continue de considérer que la lutte des classes se déroulerait uniquement dans l'entreprise ou dans la rue ou encore uniquement sur le plan institutionnel, les masses ayant désertées les syndicats, les partis ouvriers et tournant le dos aux institutions, s'abstenant ou votant par dépit, on refuse d'admettre que le simple fait de discuter avec un travailleur imbibé de l'idéologie dominante, porter à sa connaissance des faits qu'il ignore, le faire réfléchir sur la monstrueuse machine de propagande de la classe dominante, etc. dans le but évidemment de le recruter à terme, ne participerait de la lutte de classe, ne servirait à rien, ce serait adhérer à la théorie selon laquelle ce seraient les idées qui façonneraient le monde et non les actions des hommes ou encore, ce serait prétendre qu'il faut changer les hommes pour changer la société, c'est ignorer en réalité que pour façonner le monde ou pour que la civilisation humaine se développe, il a bien fallu que les hommes théorisent leurs expériences et que c'est à partir de là qu'il a pu évoluer, ensuite, on ne peut pas changer la société d'un coup de baguette magique, il faut bien que les hommes y participent et qu'ils y soient préparés, sinon aucun changement ne peut se produire, ce qui explique pourquoi jadis certaines civilisations très développées ont malgré tout disparu au profit de civilisations moins développées.

On peut toujours nier les profondes transformations qu'a subi la société en un siècle ou au cours des 70 dernières années, on peut nier que le capitalisme ait créé une multitude de besoins qui n'existaient pas à cette époque, que le secteur des services s'est développés dans des proportions considérables, tout comme la démographie mondiale sur laquelle on n'a pas cessé de faire l'impasse soit dit en passant.

Hier, c'était les conditions auxquelles on était confronté qui servaient de repère à notre interprétation de la société, de nos jours un parasite est venu s'intercaler entre les deux et qui perturbe notre interprétation de la société, les moyens d'information dont dispose la classe dominante qui exerce une emprise sur les cerveaux des travailleurs. Notre intention n'est pas d'inculquer des idées aux travailleurs ou de les convaincre d'en changer, mais de les aider à comprendre, à prendre conscience qu'ils subissent l'influence d'un mécanisme qui a été spécialement conçu pour nuire à leurs intérêts, et qu'ils doivent démonter ce mécanisme pour comprendre la situation, et qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme.

Répétons-le, ils n'ont pas développé les moyens d'informations modernes pour que les travailleurs accèdent à un niveau de conscience supérieur. Ce qui en ressort est avant tout du domaine de l'illusion, illusion qui n'est jamais gratuite, sans but précis.

On ne l'a pas encore dit, mais penser, c'est aussi agir, c'est déjà agir, et ce ne sont pas les intellectuels qui diront le contraire, ils en vivent, bien, comme quoi c'est une activité pratique. Pour l'homme en général, penser est une activité comme une autre qui n'est pas coupée de ses activités pratiques ou des expériences qu'il vit, de la réalité, l'intellectuel le récuse car à l'entendre il serait le seul capable de penser. Quand je prends une décision, cela va avoir une conséquence pratique, matérielle, déclencher des actions en chaîne.

A entendre nos détracteurs, agir sur le plan des idées ou de la psychologie des masses devrait demeurer le terrain de chasse réservé de la classe dominante, on ne devrait surtout pas s'aventurer sur ce terrain-là. Bien entendu, si c'est pour imiter les intellectuels qui se contentent de nous balancer des idées qui n'ont ni queue ni tête et qui se balancent du reste, je vous accorde que c'est pratiquement aussi nuisible que propager les idées de la classe dominante, puisqu'au bout du compte ils les servent en exposant leur impuissance, impuissance à laquelle justement la classe dominante voue les masses.

On nous dit que les gens passent entre 3 et 5 heures ou davantage par jours à écouter la radio, à regarder la télévision, connecter sur Internet, et nous devrions faire comme si de rien n'était, comme s'ils feuilletaient quelques pages de journaux comme autrefois, et encore, celui qui n'a pas fric hier comme aujourd'hui n'en achète pas.

Vous aurez compris que je ne partage pas la conception de la lutte de classes des partis ouvriers, que je ne peux pas la partager, car il me faudrait occulter des pans entiers de la réalité et je m'y refuse.

Cela fait des années que je réfléchis à ce que voulait dire Trotsky, lorsqu'il avait affirmé que pour prendre le pouvoir dans l'avenir il faudrait que le prolétariat ait acquis au préalable un niveau de conscience beaucoup plus élevé que lors des révolutions antérieures, imaginez un instant ce qu'il dirait aujourd'hui. Apparemment personne n'a voulu ou n'a été capable de le traduire en pratique, j'espère y contribuer. On a tout essayé, sauf cela, étonnant, non ? Après qu'on ne vienne pas nous dire qu'on n'aurait pas confiance dans les masses. C'est peut-être cela la différence entre Trotsky et non dirigeants, qui sait ? A suivre

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[Daesh et son idéologie font leurs affaires. La \(énième\) preuve.](#)

Rappel de la causerie du 28 octobre dernier.

- Washington appelle ses alliés à étendre la guerre contre Daesh sur internet - 20minutes.fr 27.10

Le coordinateur américain de la coalition internationale, le général à la retraite John Allen : L'Emirat islamique ne serait « véritablement vaincu qu'une fois que la légitimité de son message aux jeunes vulnérables sera niée ». « Nous sommes ici pour discuter des moyens de vaincre la politique de l'EI et de faire face à son activité sur l'espace virtuel et en ligne ». 20minutes. fr 27.10

Comment expliquer, alors qu'Internet fait l'objet d'une surveillance permanente et mondiale de la part des services secrets des puissances occidentales, qu'ils sont propriétaires de toutes les "réseaux sociaux", que les barbares puissent tranquillement utiliser ce canal pour diffuser son idéologie criminelle et recruter, autrement que par la collusion entre les puissances occidentales et ces barbares ?

Et à peine trois jours après qu'Allen eut expliqué que "la guerre contre Daesh sur internet" sera fastidieuse, longue, très longue, bref qu'il n'était pas certain de pouvoir la mener à bien ou de la terminer un jour à l'en croire, et voilà qu'on apprend par la voix du Sénat français qu'il est parfaitement possible d'identifier les portails qui font l'apologie du terrorisme, mieux encore, de les bloquer en 24h.

Les bouffons du Monde en rajoutent et se ridiculisent.

- « Il ne faut pas vaincre l'EI que militairement, il faut vaincre son idéologie » - LeMonde.fr 29.10

[Un projet imposé, contesté, destiné à satisfaire les besoins des latifundiaires est à l'origine de la mort d'un opposant..](#)

Mercredi le parquet de Toulouse a ouvert une information judiciaire contre X du chef de "violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, faits commis par une personne dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions". La cosaisine de deux juges d'instruction a été requise par le parquet.

Le patron des gendarmes a cependant exclu de suspendre le tireur de la grenade qui pourrait être à l'origine de la mort de Rémi Fraisse, décrit par ses proches et sa famille comme "foncièrement pacifiste".

Le socialiste Thierry Carcenac - à la tête du conseil général du Tarn depuis 23 ans - a expliqué mercredi qu'il envisageait de "suspendre les travaux mais en aucun cas "sine die" (de manière indéfinie)".

Pour lui, pas question a priori d'arrêter le projet mais de l'"améliorer". "Il n'est pas possible que des gens violents imposent leur décision à tous les autres", a-t-il dit au Monde.

"On ne peut pas accepter" de telles violences "dans une démocratie", a souligné le président François Hollande, après avoir rappelé "la compassion à avoir" à l'égard des proches de la victime.

A l'Assemblée, le coprésident du groupe écologiste, François de Rugy, a reproché au gouvernement de ne pas "arrêter" lui-même le projet". "Une suspension mènera à l'abandon, tôt ou tard", car "la contestation reprendrait" en cas de reprise des travaux, a-t-il pronostiqué.

Mercredi matin, M. Valls avait fait valoir que c'était "au Conseil général du Tarn de décider du devenir des travaux". Mais, pour le chef du gouvernement, "il faut évidemment redimensionner" le projet et "tirer les conséquences des préconisations des rapports" d'expertise.

Les experts mandatés par Mme Royal avaient conclu dans leur rapport rendu public lundi que le projet de barrage-réservoir était surdimensionné et coûteux mais avaient jugé "difficile de procéder à l'arrêt du chantier", déjà bien avancé.

Plusieurs centaines d'opposants - toujours remontés - restaient présents mercredi sur le terrain défriché. Certains cassaient l'argile damée du terrain pour y replanter quelques arbres.

De nombreuses manifestations ont eu lieu mercredi soir à travers la France, la plupart dans le calme.

D'autres rassemblements sont annoncés d'ici à samedi, un peu partout en France et jusqu'à Bruxelles et Rome. AFP 29.10

"On ne peut pas accepter" de telles violences "dans une démocratie" a dit Hollande. De quoi parle-t-il, de la violence des barbares qui sévissent en Irak et en Syrie que la France a armés, comment peut-il prétendre qu'une telle pratique serait conforme à la démocratie, qu'un tel pays serait démocratique, quand en a-t-il informé la population française, quand l'a-t-il consulté pour lui demander son avis, réponse : jamais !

Il agit donc comme un vulgaire despote qui dispose de pouvoirs discrétionnaires conformément à la Constitution antidémocratique de la Ve République, et en aucun cas il ne peut se réclamer de la démocratie, faudrait-il encore que le peuple lui accorde une quelconque légitimité, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

- Hollande: "*on ne peut pas accepter des violences*" dans les manifestations - AFP

"*On ne peut pas accepter*" de telles violences "*dans une démocratie*", a déclaré M. Hollande en ouverture du conseil. AFP 29.10

Quelle démocratie quand le président et le gouvernement d'un pays bien qu'ultra minoritaire et illégitime se maintient au pouvoir, pire, continue d'imposer à la majorité sa politique antisociale et impérialiste ?

Voilà ce qui est à l'origine de la violence, quand la démocratie est systématiquement foulée aux pieds, il n'existe plus d'autres moyens pour faire entendre sa voix que recourir à la violence, l'Etat et ses représentants en sont responsables ainsi que leurs conséquences qui peuvent être dramatiques. Bien entendu, quand ce sont les représentants de la classe dominante, l'UMP, les organisations patronales qui recourent à la violence pour faire abroger une mesure (écotaxe), il arrive qu'ils parviennent à obtenir satisfaction, généralement leurs vœux sont exhaussés avant même qu'ils y recourent. Croire qu'on pourrait les imiter et obtenir les mêmes résultats en s'opposant à un projet favorable aux capitalistes, c'est commettre une terrible méprise ou agir par ignorance.

C'est l'Etat qui fait preuve de violence, lorsqu'il persiste à appliquer une politique conçue par et pour une infime minorité et rejetée par l'immense majorité de la population.

Les gauchistes et autres anarchistes permettent à Hollande de se poser en représentant ou défenseur de la démocratie.

Rappelons que de manière générale nous sommes opposés à l'emploi de la violence dans les manifestations.

On ne participe pas à une manifestation pour casser du flic ou du CRS ou se livrer à des actes de vandalisme, mais pour manifester son opposition (ou son soutien) à une politique, une mesure, un projet. Nous savons que certaines organisations ou groupuscules gauchistes versent dans la provocation envers les forces de l'ordre établi ou en ont fait leur spécialité, au risque de mettre en péril la vie de jeunes et moins jeunes manifestants qui n'ont pas conscience des dangers qu'ils encourent et de la portée de leurs actes, qui se laissent entraîner dans ce genre d'aventures sans en mesurer les conséquences éventuelles qui peuvent être d'une gravité exceptionnelle ou leur être fatales.

Nous les appelons à se détourner de ces organisations ou groupuscules gauchistes qui ne servent en rien la cause pour laquelle ils combattent, mais au contraire le régime, dans la mesure où la majorité de la population condamnera ces violences qui sont le fait d'une extrême minorité pour ne pas être associée au combat politique qui les a précédées.

Lepoint.fr - France 2 a diffusé des images des violents affrontements au terme desquels Rémi Fraisse, un manifestant de 21 ans, est décédé. (...) La vidéo, tournée par un groupe anarchiste, ne montre pas la scène ayant mené au drame, mais les affrontements qui ont eu lieu plus tôt. On y voit un groupe de CRS prendre feu après un jet de cocktail Molotov, hurler à leurs collègues qu'ils veulent un ravitaillement en grenades, leurs collègues leur répondant "*on n'en a pas*". Dans la forêt, un CRS est pris à part et ses collègues peinent à le libérer, au point que l'un d'entre eux perd son casque.

En face, deux groupes de manifestants : l'un est pacifique et recule dans le calme lorsque les CRS avancent. L'autre est extrêmement violent et organisé, avec des boucliers, un sac rempli de projectiles explosifs et des masques. lepoint.fr 29.10

J'imagine la réaction de réprobation des téléspectateurs en voyant des CRS transformés en torches vivantes, à ce stade de violence la majorité d'entre eux pencheront spontanément pour les CRS et condamneront fermement ces violences qui ont conduit les CRS à utiliser des grenades offensives qui ont entraîné la mort d'un manifestant. A l'arrivée l'action de ces gauchistes aura servi à ce que la majorité des travailleurs se prennent de compassion pour les CRS... qui demain les matraqueront quand ils défendront leurs emplois, bravo ! Demain, ne vous étonnez pas s'ils vous sortent un sondage du genre, avez-vous une bonne opinion des forces de l'ordre, et que la réponse soit positive.

Cette violence aveugle ne sert à rien, certainement pas à faire annuler une loi ou une mesure quelconque prise par le gouvernement, sauf au gouvernement (ou les représentants de l'Etat) qui en profitera pour se poser en victime de cette violence, alors qu'il en est l'instigateur, le grand ordonnateur, non seulement dans le cas présent, mais quotidiennement de mille manières envers des millions de travailleurs qui sont victimes de sa politique réactionnaire sans que pour autant ils se mobilisent ou se soulèvent contre lui. Ceci explique en grande partie leur réaction négative face au recours à la violence par quelques manifestants.

Ils ne peuvent d'autant plus ne pas en comprendre la signification qu'ils ignorent l'enjeu de cet affrontement entre partisans et opposants à ce barrage, j'en veux pour preuve, qu'en deux jours j'ai lu une vingtaine d'articles de presse sans je sois en possession des éléments qui me permettraient de me faire une idée précise ou cohérente sur ce projet de barrage en cours

de réalisation. Il a été évoqué des rapports d'experts divers, y compris du ministère de l'Ecologie qui mettaient en cause la légitimité de ce barrage, mais aucun argument concret n'a été publié qui permettrait d'étayer cette thèse, j'ai simplement retenu qu'il favoriserait en cas de sécheresse l'irrigation des grandes exploitations pratiquant une culture intensive et les propriétaires d'importants cheptels, les capitalistes de l'agriculture en somme, d'où la violente réaction de la FNSEA. Je ne suis pas en France, mais j'imagine que les médias télévisuels ont dû présenter ce barrage sous un angle favorable, du genre qu'il permettrait plus de croissance ou quelque chose comme cela. J'ai lu dans un article que la population locale y serait favorable, alors que la mobilisation de samedi dernier avait été relativement importante avec 2.000 participants.

Ce qui s'est passé lors de cette mobilisation, et cela est valable pour toutes les manifestations, est le produit d'une conception de la lutte de classe erronée, pervertie par le réformisme bourgeois, qui conduit à penser que tous nos besoins ou toutes nos aspirations pourraient être satisfaits sous un régime capitaliste, qu'ils seraient compatibles avec son existence, qu'il suffirait de descendre dans la rue ou de créer un rapport de forces favorables aux idées qu'on défend pour que dans le cadre des institutions en places, des rapports sociaux en places, le socialisme se réalise, ou pour ceux qui ne se réclament pas du socialisme ou le rejettent, que le capitalisme serait réformable et synonyme de progrès social, de respect de l'environnement et autres fadaïses du même genre, alors qu'au même moment il se livre à de terribles destructions et massacres au Moyen-Orient (notamment), bref, on ne peut imaginer pire aveuglement ou ignorance, qui parfois peut être fatal.

Le retour au marxisme et au socialisme est urgent et impératif pour proposer aux jeunes et aux travailleurs une véritable issue politique à la crise du capitalisme, remettre le mouvement ouvrier en ordre de bataille dans la bonne direction. Cela nécessite de rompre avec le PS et ses satellites, les caractériser comme des piliers de l'ordre établi à abattre, des partis capitalistes, de droite, de démasquer, dénoncer, combattre cette pseudo-gauche et extrême gauche qui en sont les complices, notamment dans les syndicats, de construire un parti ouvrier révolutionnaire sur le modèle du parti bolchevik de Lénine pour se préparer aux violents affrontements entre les classes à venir, sans évacuer la nécessité de constituer dans la clandestinité une branche militaire selon l'évolution de la dictature en place et ses méfaits qui ont déjà dépassé le stade de l'insupportable, de développer un courant socialiste révolutionnaire unitaire dans les syndicats en rupture avec le réformisme...

En complément

Un autre exemple de violence intolérable de la part de l'Etat.

- Nice. À 98 ans, Yvette est expulsée de chez elle par la police - L'Express.fr

Manu militati chez Estrosi ?

La réaction se déchaîne.

- La FNSEA dénonce les "*djihadistes verts*" du barrage de Sivens - L'Express.fr

- Ecologistes, libertaires, utopistes... Qui sont les "*zadistes*" de Sivens ? - Francetv info

- Général Bertrand Cavallier : "*Face à des adversaires particulièrement virulents, il faut les tenir à distance*" - LePoint.fr

- Mort de Rémi Fraisse : le gendarme qui a tiré la grenade ne sera pas suspendu - Francetv info

Il mérite une décoration, à moins qu'elle ne soit décernée à titre posthume à sa victime, impossible le patron de Total vient d'en bénéficier...

- Les policiers s'inquiètent de la suspension de la grenade offensive - LeFigaro.fr

Pourquoi, parce qu'ils ne pourraient plus s'en passer ?

Mardi a eu lieu une imposante manifestation à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso (lire plus loin et la causerie d'hier). Les manifestants voulaient marcher en direction de l'Assemblée nationale, mais ils en ont été empêchés par les forces de l'ordre qui les ont arrosés non pas avec des grenades offensives, mais des grenades lacrymogènes.

Comment se fait-il que dans un pays sous-développé où l'usage de la force est préféré à l'exercice de la démocratie par les représentants de l'Etat, les forces de l'ordre parviennent à contenir 500.000 à un million de manifestants à l'aide de grenades lacrymogènes, tandis qu'en France réputée un modèle de démocratie, les forces de l'ordre ne parviennent pas à contenir une centaine de manifestants tout au plus et fassent usage de grenades offensives entraînant la mort d'un étudiant ?

L'actualité ou l'enchaînement des faits permet de mieux comprendre le rôle des différents acteurs qui interviennent sur la

scène politique. Excellent.

### Union nationale. L'Etat terroriste légitimé par le Parlement.

Parvenu au stade de putréfaction, seul un Etat policier, une dictature ouverte civile ou militaire peut assurer la survie du capitalisme.

- Projet de loi antiterrorisme : adoption quasi-unanime à l'Assemblée - AFP

- Tous les groupes politiques ont soutenu le texte, à l'exception des écologistes qui se sont abstenus. - AFP

L'UMP Philippe Goujon a jugé que "*l'urgence sécuritaire commande d'adopter sans délai ce projet de loi*" en dépit de ses "*insuffisances*". En dépit de certaines "*réserves*", le Front de gauche Marc Dolez a jugé que le texte était parvenu à "*cet équilibre délicat entre efficacité et respect des libertés fondamentales*".

Renforçant une législation antiterroriste déjà très fournie (14 lois votées depuis 1986), le projet de loi instaure avant tout une interdiction administrative de sortie du territoire, matérialisée par la confiscation de la carte d'identité et du passeport.

Cette interdiction, d'une durée de six mois renouvelable jusque deux ans, sera décidée en cas de "*raisons sérieuses de croire*" que la personne "*projette des déplacements à l'étranger ayant pour objet la participation à des activités terroristes*" ou "*sur un théâtre d'opérations de groupements terroristes*". Elle pourra être contestée devant la justice administrative.

Selon M. Pietrasanta, à la date du 23 octobre, 1.089 Français ont été ou sont impliqués dans des filières vers la Syrie et l'Irak. 368 y combattent actuellement, 212 en sont revenus et 205 ont des velléités de départ, les autres étant en transit ou morts pour 46 d'entre eux. "*Il y a actuellement 84 femmes et 10 mineurs en Syrie*", a-t-il précisé.

(On se demandera naïvement comment ils sont parvenus à fournir des chiffres aussi précis. Pardi, mais parce qu'ils ont placé l'ensemble de la population sous surveillance à son insu, comment pourrait-on l'expliquer autrement ? Qu'ils puissent pister à l'aide des passeports les personnes qui se sont rendues dans certains pays, on veut bien, mais comment peuvent-ils comptabiliser ceux qui n'ont pas quitté la France et qui n'ont fait que manifester des "*velléités de départ*", sinon par des contrôles policiers généralisés à l'ensemble de la population, écoutes téléphoniques, captures de courriels ou de messages apparus dans les "*réseaux sociaux*", etc. - ndlr)

Plutôt consensuel dans l'hémicycle, le projet de loi a été davantage critiqué en dehors par des syndicats, juristes ou acteurs du numérique.

La lutte contre le terrorisme "*n'autorise pas tout*", a souligné la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) dans un avis fin septembre où elle émettait de nombreuses réserves sur les garanties procédurales encadrant ces restrictions aux libertés.

"*Empêcher un individu de partir, c'est le sauver contre lui-même. Où est donc l'atteinte aux libertés ?*", a réagi le radical de gauche Alain Tourret.

(Vaut mieux qu'il reste en France et qu'il fasse le djihad en France. On aura parfaitement compris où ils voulaient en venir. Ce sont les mêmes qui prétendent lutter contre les inégalités pour donner de nouveaux droits aux minorités et qui en réalité alimentent le communautarisme. La méthode employée est la même ici)

Sous couvert de lutte contre le terrorisme, ils renforcent leur arsenal répressif, opération qui participe en fait de la stratégie du chaos importée des Etats-Unis qui doit se développer en France, puisque dans le même temps ils légitiment et soutiennent les Etats du Golfe (et la Turquie) qui véhiculent l'idéologie wahabbite que partagent les islamistes fondamentalistes ou radicaux (Al-Qaïda, Front Al-Nosra, Emirats islamistes, etc.) qui sèment le chaos et la guerre au Moyen-Orient (notamment), ce qui se traduira logiquement par des actes terroristes, ce qui permettra ensuite d'adopter de nouvelles lois liberticides et ainsi de suite, jusqu'au moment où l'air de rien la société sera devenue un immense camp de concentration, où chacun vivra en liberté surveillée, bénéficiera de la liberté à condition de ne pas vouloir en user, dans le cas contraire il se rendrait compte, trop tard évidemment, qu'en réalité elle n'existait pas et se verrait violemment réprimé. - ndlr)

Le gouvernement a introduit au cours de la navette parlementaire un nouvel article qui permet de prononcer une interdiction administrative d'entrée sur le territoire à l'encontre d'un ressortissant d'un pays membre de l'UE, ou tout membre de sa famille "*lorsque sa présence en France constituerait, en raison de son comportement personnel, du point de vue de l'ordre ou de la sécurité publics, une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société*".

Des juristes ont jugé cette définition de la menace trop large et estimé qu'elle permettrait par exemple d'interdire l'entrée du territoire

à des Roms roumains qui feraient de la mendicité agressive.

Le texte crée par ailleurs un "*délit d'entreprise terroriste individuelle*" qui sera un nouvel outil contre ceux qui se radicalisent individuellement, le plus souvent sur internet, et passent à l'action sans contacter quiconque.

Il faudra que le projet criminel soit caractérisé d'une part par la détention d'objets ou de substances dangereuses (armes, explosifs) mais aussi par un second élément matériel (repérages, formation au maniement des armes ou aux engins explosifs, consultation habituelle de sites internet faisant l'apologie du terrorisme, etc).

Dans son avis, la CNCDH souligne elle que "*punir un comportement très éloigné en amont de l'infraction pénale redoutée est de nature à porter atteinte à la présomption d'innocence*". (Il existe déjà une législation en la matière, condamnant la possession illégale d'armes ou explosifs. - ndlr)

Sur le blocage des sites internet faisant l'apologie du terrorisme, le texte définitif est revenu au délai de 24 heures, que le Sénat avait porté à 48 heures, entre la demande de retrait adressée à l'hébergeur ou à l'éditeur et la demande de blocage adressée aux fournisseurs d'accès à l'Internet. Ceux-ci devront "*empêcher l'accès sans délai*" aux sites concernés. AFP 29.10

Autrement dit, il s'écoulera trop peu de temps entre la demande de retrait d'un site et les rectifications que leurs auteurs pourraient y apporter pour empêcher leur fermeture, qui sera effective dans tous les cas de figure, il s'agit donc d'un coup d'Etat contre la liberté d'expression qui figurait sur Internet. Que le Front de gauche en soit, révélera à certains sa véritable nature, réactionnaire.

[Normal, ils n'auront qu'une législature pour s'enrichir.](#)

Les rémunérations des conseillers ministériels explosent ! - lepoint.fr

Alors que le gouvernement n'a que le mot "*économies*" à la bouche, les rémunérations et les primes accordées aux conseillers ministériels se portent bien.

Évidemment, ça fait mauvais effet. Le gouvernement serre la vis, réduit les dépenses, augmente les impôts, taille dans les aides sociales, et voilà que René Dosière met son nez dans les documents budgétaires pour s'apercevoir que, ô stupeur, la rémunération des conseillers ministériels a augmenté en moyenne de... 7,1 % entre 2013 et 2014. Les primes, appelées indemnités sujétions particulières, ont quant à elles subi un coup de pouce plus modeste (4,3 % tout de même). Au total, en comptant la rémunération et les primes, chaque conseiller (1) gagne en moyenne 6,5 % de plus cette année que l'an passé. L'inflation, pour mémoire, est passée de 0,6 % en septembre 2013 à 0,3 % aujourd'hui. lepoint.fr 29.10

Membre de cabinet ministériel.

Rémunération moyenne 8 201 euros brut par mois en 2014. + L'indemnité - la prime - en moyenne 2 235 euros

A Matignon : rémunération moyenne 13 348 euros

Les mieux lotis, l'appareil répressif : Ministère de l'Intérieur et à celui de la Défense : 12 987 euros brut par mois (salaire brut + primes... ) lepoint.fr 29.10

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Faut-il liquider les spéculateurs, les parasites, les actionnaires ?](#)

- "*On est en train de tuer la rétribution du risque*" - LePoint.fr

- Ferrari bientôt en Bourse - LeMonde.fr

- Facebook affiche un CA en hausse de 59% au 3e trimestre - Reuters

[Intox](#)

- Comment Wall Street s'est servi des milliards de la Fed destinés à sortir de la crise - Le Huffington Post



- Le secret bancaire dans la ligne de mire de 80 pays - Liberation.fr

Les paradis fiscaux ne sont pas secrets et continuent d'exister, non ?

- Etats-Unis: La chaîne Fox News va révéler le nom du Navy Seal qui a tué Ben Laden - 20minutes.fr

Etats-Unis - Le Navy Seal racontera notamment «*les derniers moments du chef terroriste et ce qui s'est passé lorsqu'il a rendu son dernier souffle*». 20minutes.fr 29.10

Au passage, il y a des lecteurs qui ne doivent pas comprendre pourquoi on continue de parler du 11 septembre 2001, certains doivent même penser que cela relève de la démente, la preuve que non. Et puis avec les guerres en Syrie et en Irak qui se poursuivent, la situation en Libye, comment ne pas continuer à faire le lien...

### [Un marché sordide.](#)

- Prothèses en titane, dents en or : le business des métaux après incinération - Liberation.fr

Quand le seul critère qui mérite l'attention de la société et doit la guider c'est le marché, on conçoit qu'avec un tel idéal le monde ne peut que verser dans la barbarie.

### [Les affaires continuent...](#)

- Perquisition au siège de l'UMP dans l'enquête Bygmalion - Public Sénat

- Fillon écrit à Sarkozy pour lui reprocher ses propos sur sa "guerre" contre Copé - AFP

- Alain Juppé s'estime renforcé par ses revers - LeFigaro.fr

- Perquisition au siège de l'UMP dans l'enquête Bygmalion - AFP

- L'ex-secrétaire d'Etat PS, Kofi Yamgnane mis en examen dans l'affaire Rocancourt - L'Express.fr

### [Il y en a qui ont décidément encore trop de fric.](#)

- Patrimoine : le mécénat participatif séduit de plus en plus en France - Francetv info

De nombreux Français décident de verser de l'argent à des collectivités ou des particuliers qui veulent restaurer le patrimoine français. Francetv info 29.10

- Les obsèques coûtent de plus en plus cher en France - Francetv info

Même crevé, il faut qu'ils se fassent du fric sur notre dos les ordures.

Pour moi ce sera quelques bûches ou la fosse commune ! Cela me laisse totalement indifférent, pas concerné.

### [L'ONU et l'Otan ou la voix politique et militaire de l'impérialisme américain](#)

- L'ONU «*déplore*» la tenue d'élections prévues dans l'est de l'Ukraine - LeMonde.fr

- Ukraine: les Occidentaux déplorent les élections séparatistes - AFP

- L'Otan en alerte face à une intense activité de l'aviation russe dans l'espace européen - AFP L'Otan dépêche des avions de chasse à chaque fois qu'un appareil qui ne s'est pas fait connaître aux contrôleurs aériens ou n'a pas communiqué de plan de vol s'approche de l'espace aérien de ses membres. AFP 29.10

### [L'Etat sioniste s'acharne sur les Palestiniens.](#)

- Les Palestiniens demandent à l'ONU d'exiger qu'Israël mette fin à ses colonies - AFP

- Une figure de l'extrême droite israélienne blessée par balles à Jérusalem - LeFigaro.fr
- SodaStream va fermer son usine controversée de Cisjordanie - LeMonde.fr
- La Maison-Blanche prend ses distances avec des propos "déplacés" sur Netanyahou - LePoint.fr
- L'Egypte crée une zone-tampon à la frontière avec la bande de Gaza - Reuters

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Syrie -Turquie

- Peshmergas à Kobani: une vraie assistance? - french.trib.ir

Tandis que les médias de la région et du monde rapportent la nouvelle de l'envoi des Peshmergas kurdes irakiens, à Kobani, pour faire la guerre contre Daesh, rien n'est, encore, certain, sur le nombre des combattants ou la date de leur arrivée, dans la ville syrienne de Kobani. Les autorités de la région autonome du Kurdistan irakien font état de l'arrivée de 150 Peshmergas, en Turquie, et de l'envoi, aussi, d'une quantité d'armes semi-lourdes, à Kobani, via le territoire turc.

La Turquie a accepté, il y a une semaine, que des Peshmergas irakiens traversent son territoire, pour aller, à Kobani, soutenir les défenseurs de la ville, face aux attaques des terroristes de Daesh. Le gouvernement d'Ankara n'a accepté ce projet que sous les pressions de plus en plus intenses, à l'intérieur de la Turquie, et dans le monde, face à la politique du Président Recep Tayyip Erdogan envers les Kurdes de la Syrie. Les propos du Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, ont fait pleuvoir sur lui les vives critiques de l'opinion publique de son pays, notamment, celles des Kurdes, car Davutoglu a montré, clairement, qu'il n'aime pas du tout qu'Ankara entre en action contre les terroristes de Daesh, à Kobani. Il avait dit : *«Il faut bien définir ce que veut dire sauver Kobani. S'il s'agit de sauver les habitants civils de cette ville, nous savons tous que la plupart des habitants de Kobani se trouvent, déjà, en Turquie, et ils sont en sécurité»*.

Les analystes estiment que, dans ce contexte, il faut s'interroger, sérieusement, sur la volonté d'Ankara de faire le moindre effort, pour empêcher les activités violentes des terroristes de Daesh, tout près de ses frontières. Malgré toutes les pressions intérieures et internationales, le gouvernement turc insiste, encore, sur sa condition, pour collaborer avec les forces, qui veulent se battre contre Daesh : Ankara demande le renversement du gouvernement de Damas, en échange de son aide, dans la lutte contre le terrorisme. Il faut ajouter que le Premier ministre Ahmet Davutoglu a soutenu les forces rebelles, dites *«Armée syrienne libre»*, en estimant qu'il faut les armer et les former, pour qu'elles fassent la guerre contre Daesh.

Le sort de Kobani est, donc, la dernière chose à laquelle pensent les dirigeants turcs. Ankara insiste, encore, sur la réalisation des trois conditions posées par Recep Tayyip Erdogan, pour la coopération avec la coalition internationale. Il y a deux semaines, Erdogan a demandé l'établissement d'une zone tampon, le long des frontières entre la Turquie et la Syrie, l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne et l'aide aux rebelles, qui se battent contre le gouvernement du Président Bachar al-Assad, qu'ils soient ou non terroristes. Quant à Kobani, Davutoglu a dit qu'il faut laisser les Peshmergas kurdes et les forces de la soi-disant *«Armée syrienne libre»*, (ASL), défendre la ville, face aux attaques de Daesh. Pourtant, il est presque certain que Davutoglu ne se soucie pas du sort de Kobani, et qu'il ne veut qu'obtenir une quelconque légitimité, pour les rebelles armées de l'ASL. french.trib.ir 29.10

#### 2- Liban

- Sud du Liban: six bombes prêtes à exploser - french.trib.ir

L'armée libanaise a découvert ce mercredi six bombes prêtes à exploser dans une maison à l'est de Sayda au sud du Liban. Selon Al Manar, ces engins ont été découverts dans la localité Siroub à l'est de Sayda. Une très vaste opération sécuritaire a été lancée à Sayda et dans sa banlieue. french.trib.ir 29.10

#### 3- Egypte

- L'Egypte crée une zone-tampon à la frontière avec la bande de Gaza - Reuters

L'armée a donné ordre mardi à des habitants de la région d'évacuer leur domicile et ces derniers ont commencé à rassembler leurs effets personnels après l'arrêté d'expulsion officiel adressé par Le Caire.

"Si les habitants rechignent à quitter la région d'une manière cordiale, leurs biens seront confisqués par la force", peut-on lire dans un décret signé par le Premier ministre, Ibrahim Mehleb.

Le général Abdel Fattah Harhour, gouverneur de la région du Sinaï, a précisé que les habitants expulsés seront indemnisés pour la perte de leurs biens. Toutes les familles déplacées recevront en outre 900 livres égyptiennes (environ 125 dollars) pour les aider à acquitter trois mois de loyer dans un nouveau lieu de résidence.

Les autorités égyptiennes veulent accélérer la création d'une zone-tampon de 500 mètres de large avec une destruction des habitations et des tunnels clandestins menant à Gaza et une éradication de la végétation.

Au total, ce sont environ 680 maisons qui doivent être détruites, ce nombre s'ajoutant aux quelque 200 habitations déjà rasées et dans lesquelles avaient été découvertes des entrées de tunnels menant à l'enclave palestinienne.

Les habitants du Sinaï, longtemps négligés par le pouvoir central, estiment que les tunnels constituaient une ressource vitale. Les autorités égyptiennes considèrent ces constructions souterraines comme une menace pour la sécurité et procèdent régulièrement à leur destruction.

#### 4- Iran

- Iran: nouvelle défaite de Rohani face aux conservateurs au Parlement - AFP

Grille de lecture.

Rohani qui est présenté par les occidentaux et leurs médias comme un réformateur ou un progressiste incarne en réalité les couches du clergé et de la bourgeoisie iranienne favorables à un rapprochement avec les Américains et leurs alliés occidentaux ou du Golfe. Et ceux qu'on nous présente comme les conservateurs, refusent ce rapprochement et incarnent en réalité l'indépendance et la souveraineté de l'Iran que Rohani est prêt à brader aux Américains.

AFP - Le président iranien Hassan Rohani a subi mercredi une nouvelle défaite face aux conservateurs après le rejet par le Parlement de son candidat au poste de ministre des Sciences, deux mois après la révocation de son prédécesseur jugé trop proche des réformateurs.

C'est la troisième fois depuis la prise de fonctions de M. Rohani en août 2013 que les députés rejettent le candidat du gouvernement comme ministre des Sciences, de la Recherche et des Technologies. Ce poste est sensible car il chapeaute les universités, "un milieu très actif politiquement et très compliqué à gérer" pour le régime, a expliqué à l'AFP un diplomate occidental en poste à Téhéran.

Ce rejet illustre aussi les tensions entre le gouvernement et le Parlement, dominé par les conservateurs, qui craint la politique d'ouverture vers l'Occident prônée par M. Rohani. L'aile dure du camp conservateur dénonce un laxisme dans le respect de la morale islamique et "l'invasion" de valeurs occidentales dans la société iranienne.

Après près de trois heures de débats, Mahmoud Nili-Ahmadabadi, un réformateur, n'a convaincu que 79 députés sur les 246 votants, 160 ayant voté contre sa candidature (7 abstentions).

Le précédent titulaire du poste, Reza Faraji Dana, avait été révoqué fin août par les députés qui lui reprochaient d'avoir nommé dans son cabinet des responsables ayant participé au mouvement de contestation contre la réélection de l'ex-président Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009.

La "sédition", terme utilisé par les conservateurs pour désigner la contestation de 2009, a encore une fois été au centre des débats. M. Nili-Ahmadabadi a dû clarifier ses positions sur le mouvement qui avait fait descendre des milliers de personnes dans les rues.

La contestation avait été sévèrement réprimée et plusieurs milliers de personnes, dont beaucoup d'étudiants, avaient alors été arrêtés. Les deux candidats réformateurs qui avaient dénoncé des fraudes massives lors du scrutin, Mir-Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, sont assignés à résidence depuis février 2011.

"Jusqu'à maintenant, aucun de mes collègues ni moi-même n'avons dépassé les lignes rouges fixées" par le guide suprême Ali Khamenei, a affirmé le candidat, ancien président de la Faculté des Techniques à l'Université de Téhéran.

Les députés l'interrogeaient sur une lettre ouverte à l'ayatollah Khamenei signée par des universitaires, dont lui-même, qui dénonçait les attaques contre les étudiants à l'intérieur des campus en 2009.

"Tous mes collègues croient dans le système (de la République islamique) et ont agi dans le cadre de ce système", a assuré M. Nili-Ahmadabadi.

En début de session, Hassan Rohani avait défendu à la tribune son candidat, affirmant que les "*universités ont besoin d'une atmosphère pacifique*".

Le ministère est actuellement dirigé par Mohammad Ali Najafi, un autre candidat rejeté par les députés, qui assure l'intérim jusqu'au 20 novembre.

"La question de la sédition est devenu un bâton utilisé par les fondamentalistes et les conservateurs modérés pour imposer leur volonté", a dénoncé Ahmad Shirzad, un professeur d'université cité par le site d'information Aftab, proche de M. Rohani.

Le camp conservateur a au contraire rejeté la responsabilité de son vote sur le gouvernement. " Si les relations entre les deux branches étaient bonnes, ce candidat aurait obtenu un vote de confiance", a expliqué le député Ali Motahari, cité par l'agence Irna.

Un candidat acceptable serait "*outre une personnalité académique, un gestionnaire compétent et qui peut empêcher l'atmosphère dans les universités de devenir comme pendant la période des réformateurs*", sous la présidence de Mohammad Khatami (1997-2005), a expliqué Gholam-Ali Hadad-Adel, l'un des ténors conservateurs au Parlement et un proche du guide suprême.

Le 20 août, M. Faraji Dana avait été le premier ministre du gouvernement Rohani à subir une motion de censure. Certains députés veulent maintenant convoquer le ministre de la Culture, Ali Janati, pour avoir autorisé la sortie de huit films contre l'avis d'une commission. Mais selon Abbas Moghtadaie, un député conservateur, "*il n'y a pas de motion de censure au programme du Parlement dans un proche avenir*". AFP 29.10

## 5- Israël

### 5.1- Un enfant de 14 ans tué à Jérusalem occupé - french.irib.ir

Alors que les émeutes palestiniennes pour la protection de la Mosquée sainte d'Al Aqsa contre les profanations israéliennes ressemblent de plus à une nouvelle Intifada, une omerta semble s'installer dans les médias mainstream.

Un enfant de 14 ans a été tué par l'armée israélienne à Jérusalem et ses obsèques se sont déroulées sous les balles de l'occupant israélien.

La situation ne risque pas de s'améliorer avec l'annonce de la construction de nouveaux logements de colonisation en plein Jérusalem. De plus les exactions israéliennes sur l'esplanade de la Mosquée al Aqsa, 3ème lieu saint de l'Islam, sont de plus en plus récurrentes et violentes.

Le sentiment d'impunité de certains pourraient bien pousser toute une partie de la population palestinienne lasse des humiliations et des promesses non tenues à se révolter à travers une 3ème Intifada. french.irib.ir 29.10

### 5.2- Un journaliste suisse visé par l'armée israélienne - french.irib.ir

Un journaliste suisse a été tué par les sionistes.

Alors que la tension ne cesse de monter en Palestine occupée, les israéliens montrent une nouvelle fois des règles les plus élémentaires de respect de l'individu.

Lazar Simeonov journaliste suisse filmait les funérailles d'un enfant palestino-américain de 14 ans assassiné par l'armée israélienne. C'est alors que l'armée israélienne a clairement visé le journaliste afin vraisemblablement de priver le monde des images de la souffrance palestinienne quotidienne.

Un autre journaliste aurait également été victime de ces tirs.

Contrairement à eux, le petit palestinien lui n'a fait objet d'aucune dépêche d'agence de presse avec son nom clairement

mentionné. french.irib.ir 29.10

Ces deux infos ont (apparemment) été censurées par les médias français.

6- Burkina Faso

- Nouvelle manifestation anti-Compaoré au Burkina Faso - Reuters

Plusieurs milliers de personnes ont à nouveau défilé mercredi à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, pour dénoncer le projet du président Blaise Compaoré de modifier la Constitution afin de briguer un nouveau mandat.

La manifestation, organisée à l'appel des syndicats, visait principalement la tentative de Compaoré pour se maintenir au pouvoir mais des slogans ont également dénoncé la hausse du coût de la vie et la privatisation des écoles.

Le département d'Etat américain s'est dit "inquiet de l'esprit et de l'intention derrière" cette proposition d'amendement constitutionnel.

La France a appelé de son côté le chef de l'Etat burkinabé à se conformer à la charte de l'Union africaine sur la démocratie et la bonne gouvernance qui "*spécifie bien que les révisions constitutionnelles dont l'objectif est d'empêcher l'alternance sont proscrites*". (Français et Américains font dans la récupération ou l'instrumentalisation, ils doivent déjà être sur place et avoir placé leurs agents. - ndlr)

L'Assemblée nationale burkinabée doit débattre de cette question jeudi.

Le gouvernement a demandé aux parlementaires d'approuver l'organisation d'un référendum sur cette modification mais certains opposants craignent qu'il décide de faire adopter le texte en réunissant une majorité des trois quarts comme l'exige la loi.

Des affrontements se sont produits mardi entre plusieurs centaines de manifestants et les forces de l'ordre lors d'un premier rassemblement à Ouagadougou. Les protestataires avaient tenté de marcher sur l'Assemblée nationale mais en avaient été empêchés par les forces de l'ordre. (En France, pour défendre un malheureux barrage ils utilisent des grenades offensives, marcher sur l'Assemblée nationale, Hollande ferait donner la mitraille ! - ndlr)

"*Tout projet dont le but est d'autoriser Blaise Compaoré à présider à vie constitue une grave menace contre la paix et les libertés démocratiques de notre pays. Le mandat de Compaoré arrive à échéance en novembre 2015 et il devra partir*", a déclaré Chrysogone Zougmore, porte-parole du mouvement à l'origine des manifestations. Reuters 29.10

---

## ECONOMIE

Etats-Unis

- La Fed met fin aux rachats d'actifs mais reste accommodante - Reuters

Evoquant la question des taux des Fed funds, elle a prévenu qu'ils resteraient bas pour une "période considérable" après la fin, ce mois, de son programme de rachats d'actifs.

Les futures sur taux laissent entrevoir une première hausse dès septembre 2015 contre octobre 2015 jusque là. Ils sont à un niveau proche de zéro depuis décembre 2008.

Si la décision annoncée mardi enterme un programme d'assouplissement quantitatif qui aura duré six ans, elle ne normalise pas pour autant complètement la politique monétaire américaine.

Elle constitue cependant une étape symbolique importante alors que le total de bilan a explosé pour dépasser les 4.000 milliards de dollars, que les taux directeurs demeurent proches de zéro et que les récents développements économiques mondiaux risquent de la pousser à maintenir une orientation accommodante plus longtemps que ce que qui était prévu il y a quelques semaines encore.

Le bilan de la troisième phase de l'assouplissement quantitatif lancé par la Fed pour répondre à la crise financière de 2007-2008 et à la récession de 2009 est mitigé. Il a certes favorisé le maintien de bas taux d'intérêt à long terme, réduisant les coûts d'endettement pour les ménages et les entreprises, soulignent les représentants de la banque centrale. Mais pour ses détracteurs, il a surtout servi à entretenir la hausse de Wall Street.

Son arrêt n'entraînera pas de diminution du total de bilan de la Fed dans l'immédiat. L'institution prévoit en effet de réinvestir les sommes remboursées à l'arrivée à maturité des titres en portefeuille afin de maintenir l'orientation accommodante de sa politique monétaire. Elle n'envisage pas de contraction de son bilan avant la première hausse de ses taux directeurs. Reuters 29.10

[Haut de page ↗](#)

Le 31 octobre 2014

## CAUSERIE

(Pondichéry 22h30 heure locale. 16 articles ont été ajoutés + les pages du n°325 d'IO. Je ne publie plus (sauf exception) deux auteurs qui officient pour Le Grand Soir, Pepe Escobar et Chems Eddine Chitour. D'autres articles demain matin.

Une idée à méditer en attendant demain : Etat sioniste contre Gaza ou Emirat islamiste contre Kobani : même méthode, même combat, même camp !)

J'ai rédigé ce passage hier soir, j'ai coupé la suite qui ne me convient pas. Ce texte fait suite à ceux des derniers jours. Ce n'est pas une lubie ou un truc pour me distinguer des autres, mais quelque chose que j'ai en tête depuis un moment, d'ailleurs je me réfère toujours à la situation ou à la réalité et non à je ne sais quelle idée que j'aurais inventée.

J'avoue être fatigué, épuisé même par ce combat. J'envisage encore une fois de mettre fin au site après mon déménagement ou de limité cette activité qui au vout du compte ne sert à rien puisque cela n'intéresse aucun parti ouvrier, aucun groupe de militants, personne quoi. J'ai de plus en plus l'impression de me dépenser en pure perte et d'y laisser ma santé et de sacrifier mes affaires ou d'accumuler des problèmes parce que je néglige totalement ma propre vie et mon entourage. Comme je me fais vieux, cela demande réflexion. Je n'ai même pas le courage de me relire, je viens de terminer cett journée de boulot qui a été harassante une fois de plus. Je n'ai pas eu le temps de mettre de nouveaux articles en ligne, je veux les lire ou les parcourir en diagonale avant.

Cela dit bon week-end à tous.

Quand on se mobilise contre une loi ou une mesure décidée par le gouvernement, on a le choix entre deux attitudes a adoptées dès lors qu'elle entrera en vigueur, écartons l'hypothèse où le gouvernement y renoncerait puisque ce n'est pas de mise depuis de longues années.

Soit on se dit qu'on a perdu et on s'en accommodera, soit on refuse de s'en accommoder et on continue le combat. Maintenant il est devenu inutile de continuer à lutter contre cette loi ou mesure puisqu'elle est entrée en application et il n'y a aucune chance qu'elle soit abolie. On est amer, on vient d'encaisser une défaite. On pourrait se convaincre de continuer le combat dans l'espoir que le prochain gouvernement reviendra sur cette loi ou mesure, à quoi bon puisque l'expérience enseigne que ce n'est jamais le cas, sauf exception qui confirme la règle. Il ne nous reste plus qu'à passer à autre chose en attendant des jours meilleurs, autrement dit on peut attendre très longtemps. On peut ainsi passer d'une cause à une autre et aboutir au même résultat et ainsi de suite, jusqu'au jour où totalement découragé ou démoralisé on cessera le combat. En désespoir de cause on se fera une raison et on s'accommodera du sort qui nous est réservé, en s'estimant heureux qu'il ne soit pas pire encore. Petit à petit, s'avouant vaincu ou impuissant on adoptera l'idéologie dominante faute d'avoir trouvé les moyens de la combattre efficacement, en ne se contentant plus que d'essayer de l'améliorer ou de corriger ses excès à défaut de mieux, on ira même jusqu'à critiquer ou s'en prendre à ceux qui la rejettent.

On peut opter pour une autre attitude qui consiste à considérer que ce n'est pas le gouvernement qu'il faut changer pour que cette loi ou mesure soit abrogée un jour, mais le régime en place. Cela nécessite de se projeter au delà de la situation qu'on a sous les yeux et qui semble aussi figée que les rapports de domination de classe qui les sous-tendent, et de considérer qu'il faudra réunir les conditions pour renverser ce régime afin de parvenir à notre objectif, sans quoi cela demeurera toujours impossible. C'est en réalité le seul moyen à notre disposition pour poursuivre notre combat, partant du principe que nos revendications sont parfaitement légitimes sans jamais revenir dessus, considérant que ce droit n'est pas négociable ou ne peut pas être bradé.

La première attitude nie la nature du régime en place ou n'en tient pas compte. C'est l'attitude de militants qui se disent de gauche, réformistes, progressistes, écologistes, révolutionnaires, mais qui en réalité se comportent comme des militants apolitiques, des travailleurs pour lesquels leurs désirs ou lubies font office de conscience politique, de telle sorte qu'ils vont de déconvenues en désillusions jusqu'à se faire manipuler ou instrumentaliser à leur insu, puisqu'ils sont aveuglés par leurs convictions qui reposent sur une interprétation erronée ou farfelue de la réalité, il suffit de les flatter pour renforcer l'idée qu'ils ont d'eux-mêmes ou les conforter dans leur erreur pour qu'ils soient incapables de comprendre que leur combat est orienté dans

une mauvaise direction ou qu'il est vain tel qu'il le mène.

Au départ on mène un combat parce qu'on estime qu'il est juste et en entrant dans le cycle de la provocation ou de la violence pour le faire absolument aboutir on perd de vue qu'il est légitime. La meilleure preuve qui soit, c'est qu'on ne cherchera pas à se donner les moyens de poursuivre notre combat sur le plan politique qui est le seul sur lequel il pourrait aboutir un jour ou qui lui confère une légitimité incontestable.

Imaginons un instant que tous les jeunes ou travailleurs ayant participé un jour à une mobilisation en soient arrivés à ce constat qu'il fallait absolument continuer le combat sur le terrain politique jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites, mais nous disposerions d'un parti ouvrier révolutionnaire de centaines de milliers de militants, ce qui changerait totalement la donne. C'est cette conception de la lutte de classe que je défends et qu'aucun parti ouvrier ne veut adopter.

### Pour une lugubre histoire de "**rendement**" et de "**revenu**".

- Barrage de Sivens : "*Nous avons besoin de cette retenue d'eau*" - Francetv info

Francetv info a interrogé les partisans du projet très contesté. Ils défendent un chantier utile aux agriculteurs locaux.

La majorité est-elle favorable à ce projet ? On n'en saura rien. Qui y est favorable ? Là en revanche la réponse est très claire.

Commençons par la première question.

- ... sur place, de nombreux riverains semblent favorables au chantier ou se disent, du moins, opposés aux opposants.

- ... de nombreux habitants restent convaincus de l'utilité du projet.

Passons à la seconde.

L'argument des partisans de cette retenue d'eau.

Pascale Puibasset, secrétaire de l'association Vie eau Tescou, créée en 2011 pour défendre le projet de barrage. Selon elle, 82 exploitants vont bénéficier des avantages offerts par la retenue d'eau, tandis que les experts tablent plutôt sur une quarantaine. "*La zone humide [du Testet] ne remplit plus son rôle de zone éponge. Le projet permet de sécuriser la production, puisque le Tescou est l'une des rivières très tôt concernées par les interdictions de pompage, dès le mois de mai.*" Elle rappelle aussi que le projet joue un rôle dans la prévention des incendies, en permettant aux pompiers de trouver une réserve d'eau, dans ce secteur d'habitat dispersé.

Que disent les intéressés ?

Des vaches qui meurent de soif.

"*On vit très mal cette situation*", a expliqué un éleveur à Gaillac, un village voisin de Sivens, à l'occasion d'une cérémonie organisée lundi soir, au lendemain de violents incidents. "*Nous avons besoin de cette digue car elle va permettre à nos vaches de boire, tout simplement.*"

Une question de "**rendement**" et de "**revenus**".

Arnaud Arlandes, producteur de céréales et de melons basé à 15 km du futur barrage de Sivens. Malgré le drame, l'exploitant milite pour la poursuite du chantier. Car il a souvent manqué d'eau par le passé. "*Toute leur vie, mon père et mon grand-père ont vu le Tescou à sec pendant l'été. Et là, des gens viennent de toute la France sans être au courant de rien*", déplore l'agriculteur. "*Pourtant, les années sans pluie peuvent vite menacer le rendement de mon exploitation et donc mes revenus.*"

Que disent les élus ?

Le député PS Jacques Valax, membre du conseil général. "Ce projet a traversé trois élections cantonales et a été adopté en mai 2013 par 43 conseillers généraux sur 46, de droite comme de gauche !"

"*Si rien n'est fait, la vallée va mourir dans moins de dix ans*", alerte le politique. Pathétique !

Le syndicat des Jeunes agriculteurs du Tarn exige des "**actions fortes**" des autorités. Il veut absolument voir "**réaliser**" ce projet

qu'il juge "nécessaire et urgent" pour "assurer la vie économique d'un territoire rural pauvre". AFP 30.10

Les raisons évoquées pour poursuivre les travaux.

Selon RTL, l'abandon du projet du barrage de Sivens (Tarn) coûterait entre 2 et 3 millions d'euros aux contribuables de la région Midi-Pyrénées. Francetv info 30.10

En complément.

- Mort de Rémi Fraisse : une manifestation dégénère à Rennes - nouvelobs.com

- Le ministre a tenu à "rendre hommage" aux forces de l'ordre, soulignant que, "depuis le début de septembre à Sivens, 56 policiers et gendarmes (avaient) été blessés".

Mercredi soir à Paris, un CRS avait été hospitalisé et douze "contusionnés", après des heurts survenus lors d'une manifestation d'environ 250 personnes à la mémoire de Rémi Fraisse, a-t-il dit.

Les militants anti-barrage ont appelé à une manifestation dès 08H00 vendredi devant le Conseil général du Tarn à Albi, où les élus vont débattre de l'avenir du projet qui sème la discorde depuis 2011. AFP 30.10

[Hollande ou le coup d'Etat permanent contre le travailleur, le contribuable, l'électeur, le citoyen.](#)

- Une batterie de mesures pour simplifier la vie des Français et des entreprises - L'obs

On ne connaît pas en détail les 90 mesures annoncées par Hollande, on abordera ici celles qui sont parues ce matin dans la presse sur Internet. On y reviendra plus tard.

Basse manoeuvre pour remédier à l'abstention de masse.

- L'inscription sur les listes électorales jusqu'à "un mois" avant un scrutin. Sauf quelques cas particuliers, pour pouvoir voter, il faut actuellement s'inscrire avant la fin de l'année qui précède le scrutin.

François Hollande : "plusieurs millions de nos concitoyens ont le droit de vote mais ne votent pas, parce qu'ils ne sont plus inscrits sur les listes électorales, parce qu'ils ont déménagé"

La procédure permettant de voter par procuration pourra désormais se faire en ligne. Expérimentée lors des élections européennes de 2014, cette nouveauté sera généralisée lors des élections départementales et régionales de mars 2015.

Attaque contre le droit du travail.

- Par ailleurs, les conditions d'emploi des apprentis devraient être simplifiées, avec notamment une procédure d'autorisation pour travailler sur des "machines dangereuses" des moins de 18 ans et pour les travaux en hauteur. "Même quand on est jeune on peut monter sur une échelle, c'est quand on est vieux qu'on ne peut plus", a plaisanté François Hollande.

Dérégulation.

- Parmi les méthodes préconisées figurera une étude d'impact unique pour un projet global plutôt que des études multiples (comme lors de la construction d'une ligne de chemin de fer et des gares associées, ou d'une route temporaire pour desservir un chantier). La procédure d'enquête publique doit être allégée d'ici mi 2016.

- Obtenir un permis de construire en cinq mois maximum d'ici fin 2015 L'obs 30.10

Leur véritable objectif invouable :

Un internaute : "Cela ne rapportera des économies si, et seulement si, il y a moins de fonctionnaires."

---

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)



## Le retour du patron de droit divin. "la flexibilité du marché du travail", leur priorité.

- Licenciements : Gattaz appelle à sortir de la convention de l'OIT - LePoint.fr

Le président du Medef a suggéré jeudi que la France sorte de la convention 158 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui oblige à justifier un licenciement, afin de lever la crainte de l'embauche chez les chefs d'entreprise. *"Les chefs d'entreprise, quand ils peuvent embaucher, craignent de se trouver devant les prud'hommes s'ils rompent le contrat. C'est un des principaux freins à l'embauche"*, déclare Pierre Gattaz dans une interview accordée au journal L'Opinion.

*"Reste que pour lever le frein juridique, il faut sortir de la convention 158 de l'Organisation internationale du travail qui nous oblige à justifier les motifs du licenciement. Tant qu'on aura cette contrainte supranationale, peu importe le contrat, le fond du problème ne sera pas traité"*, estime le chef de l'organisation patronale. *"Nous avons signé en 1982 cette convention, très peu de pays l'ont ratifiée, l'Allemagne ne l'a pas fait..."* argue Pierre Gattaz, estimant que *"la flexibilité du marché du travail est un sujet prioritaire pour débloquer notre économie"*.

Adoptée en juin 1982 et entrée en vigueur en novembre 1985, cette convention a été ratifiée par trente-six pays, dont un, le Brésil, l'a dénoncée en 1996. En Union européenne, elle a été ratifiée par Chypre, l'Espagne, la Finlande, la France, la Lettonie, le Luxembourg, le Portugal, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède. Son article 4 dispose qu'*"un travailleur ne devra pas être licencié sans qu'il existe un motif valable de licenciement lié à l'aptitude ou à la conduite du travailleur, ou fondé sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise, de l'établissement ou du service"*. LePoint.fr 30.10

Il ne peut y avoir que des dirigeants syndicaux patronaux pour discuter avec Gattaz, non ?

Ce qui gêne le patronat, ce n'est pas qu'il ne disposerait pas du droit de licencier, il est pour ainsi dire acquis naturellement, mais qu'il doit le justifier et que selon la justification à laquelle il recourt, il devra verser des indemnités plus ou moins importante au salarié licencié.

Quant à l'application de cette convention de l'OIT, la respecte qui veut en dernière analyse. Le problème du Medef, c'est qu'il ne peut pas appeler l'ensemble des patrons à la violer, donc il en appelle à Hollande pour qu'il s'en charge, ce qu'il ne fera pas évidemment. Par contre, il est à prévoir qu'ils vont s'employer à contourner cette convention comme c'est déjà le cas avec la rupture du contrat de travail à l'amiable, un licenciement déguisé.

L'impossibilité de licencier massivement retarde la mise en oeuvre de l'ANI qui est avantageux pour les patrons et l'embauche de nouveaux travailleurs à des conditions salariales plus avantageuses également. pour les patrons.

## Qu'il s'effondre et le régime n'y résistera pas.

- Le PS est-il en train de perdre sa base militante ? - LeMonde.fr

- Les adhérents en chute libre au PS? Solférino tente de relativiser la crise Le Huffington Post

Selon les chiffres publiés par Europe1 extraits du budget prévisionnel 2014 du Parti socialiste, ce dernier serait confronté à une inquiétante chute du taux de renouvellement des adhésions de ses militants. Un symptôme parmi d'autres de la crise qui couve au PS après les déroutes électorales et face à l'impopularité du gouvernement.

Selon ce document, le PS anticipait 2,3 millions d'euros de recettes d'adhésion pour l'année. Mais au 31 juillet 2014, celui-ci n'avait enregistré que 530.369 euros de recettes, soit plus de 810.000 de moins que prévu pour cette date. Si cette tendance se confirme d'ici à la fin décembre, ce sont 60 % des adhérents qui n'auront pas renouvelé leur carte. Un gadin historique qui ferait chuter le PS en dessous de la barre des 100.000 adhérents

Un calcul que dément le Parti socialiste. Sans démentir l'authenticité du document d'Europe1, le PS estime que *"l'état des adhésions au 31 juillet 2014 ne peut être considéré comme définitif."*

*"C'est seulement à la date du 31 décembre que la réalité de l'évolution des adhésions au Parti socialiste sera analysée, à la fin d'un second semestre 2014 marqué par une progression de plus de 20% du nombre de participants à l'Université d'été de La Rochelle et à l'issue de la forte dynamique actuellement en cours des Etats généraux des socialistes (plus de 1 400 réunions de sections, plus de 4 000 contributions déposées)"*, précise le communiqué du parti.

Un argument déjà mis en avant au mois de septembre quand Europe1 (encore eux) affirmait que le PS avait perdu 30.000 adhérents. A l'époque, le parti avait revendiqué 160.128 adhérents *"soit 1426 de plus qu'au mois de juin 2014"* sans préciser si

ces adhérents comptabilisés s'étaient bien acquittés de leurs devoirs financiers.

En septembre 2014, le parti avait revendiqué 160.128 adhérents.

En 2008, le PS comptait officiellement 232.511 adhérents en capacité de voter.

Le parti en revendiquait "aux alentours de 200.000" pendant la campagne présidentielle.

Fin 2012, lors du congrès de Toulouse, seuls 173.486 adhérents pouvaient voter sur les motions.

A titre de comparaison, 268.341 adhérents UMP sont habilités à voter pour désigner le prochain président du parti conservateur. Ils sont un peu moins de 29.000 à pouvoir faire de même pour élire le successeur de Jean-Louis Borloo à la tête de l'UDI. [huffingtonpost.fr 30.10](http://huffingtonpost.fr/30.10)

Et l'extrême droite en dernier recours comme en Ukraine.

- Le Front national compte 83.000 adhérents, son record historique - Le Huffington Post

- Florian Philippot, sur le drame de Sivens : "*Il faut cesser d'accabler la gendarmerie*" - Francetv info

Vaut mieux pour les deux parties que l'extrême droite offre une façade nationaliste plutôt que néonazi pour s'allier avec la police et l'armée...

[Imposture. Et pourtant, ce n'est ni la bonne volonté, ni les bonnes intentions, ni même la morale qui leur font défaut. Lesquelles ?](#)

- Un accord sur l'information fiscale signé par 51 pays - Reuters

Les ministres des Finances et hauts fonctionnaires chargés de la fiscalité de 51 pays ont signé mercredi à Berlin un accord portant sur l'échange automatique d'informations fiscales, illustrant les efforts déployés par l'OCDE pour améliorer la transparence et combattre l'évasion fiscale.

"*Nous apportons ainsi notre contribution commune à plus de transparence et d'équité dans notre 21e siècle mondialisé*", a déclaré le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble lors d'une conférence regroupant une centaine de pays et organisée par l'Organisation de coopération et de développement éco

"*L'évasion fiscale n'est pas qu'illégale, elle est immorale*", a déclaré le ministre des Finances britannique George Osborne, en conférence de presse. "*Quand on vole son prochain, on doit être traité comme un délinquant de droit commun*". (C'est fou comme ils sont épris de justice sociale, d'honnêteté... - ndlr)

Le ministre de l'Economie français Michel Sapin a estimé que l'accord de Berlin était une première étape en vue de combattre la fraude fiscale commise par des personnes privées. Il a ajouté qu'il faudrait ensuite réduire l'optimisation fiscale pratiquée par les entreprises. (Il suffirait d'abolir les paradis fiscaux, impossible. - ndlr)

Schäuble, dont le père était conseiller fiscal, s'est employé à persuader l'Union européenne de combler les lacunes légales permettant aux multinationales de tirer parti des différences existant entre les régimes fiscaux nationaux. Reuters 29.10

La City de Londres et un certain nombre d'îlots faisant partie de Grande-Bretagne, l'Etat du Delaware aux Etats-Unis, le Liechtenstein et le Luxembourg dans l'Union européenne, la Suisse au coeur de l'Europe, etc, sont des paradis fiscaux, les supprimer reviendrait à faire sauter l'économie de tous ces pays. Qui peut croire sérieusement qu'ils pourraient prendre des mesures qui conduirait à l'explosion de l'économie mondiale, à l'effondrement de leur système économique ?

## [ACTUALITE EN TITRES](#)

[Vive la guerre !](#)

- Commerce extérieur et défense ont dopé la croissance américaine - Reuters nomiques (OCDE).

[UMP. Ils deviennent fous !](#)

- Bruno Le Maire (UMP): créer un nouveau parti à la place de l'UMP est "*une folie*" - AFP

- Xavier Bertrand est favorable au rétablissement d'un «*service national*» - 20minutes.fr

Pour les jeunes, garçons comme filles, entre 18 et 25 ans. 20minutes.fr 30.10

- La cote de Nicolas Sarkozy en chute libre chez les sympathisants UMP - Francetv info

- Bygmalion : des proches de J-F Copé s'en seraient mis plein les poches - M6info

[La bassesse ne fait pas recette.](#)

- Cote de confiance : Hollande au plus bas, tout comme Valls - AFP

- 55% des Français pour une dissolution de l'Assemblée - L'Obs

En cas de cohabitation, les Français plébiscitent Alain Juppé pour prendre les clés de Matignon. L'Obs 30.10

Les médias ont adopté Juppé...

[Mansuétude.](#)

- Prison avec sursis requise pour destruction de portique écotaxe - Reuters

On peut parler d'impunité, donc ils les encouragent à recourir à la violence...

[Pour quelle officine liée aux néolibéraux travaille-t-il ?](#)

- Un journaliste pousse des jeunes à se déguiser en clowns agressifs pour un reportage - L'Express.fr

[Ils sont illégitimes.](#)

- Mali : l'armée française déployée dans quatre pays voisins - Francetv info

- Le Conseil d'Etat espagnol contre une consultation en Catalogne - Reuters

- En Tunisie, Nidaa Tounès n'exclut pas une alliance avec Ennahda - LeMonde.fr

- Mahmoud Abbas parle de "*déclaration de guerre*" après l'interdiction de l'esplanade des Mosquées aux musulmans - Francetv info

- Israël rouvre l'esplanade des Mosquées à Jérusalem - Liberation.fr

---

## [INFOS EN BREF](#)

### [POLITIQUE](#)

#### 1- Grande-Bretagne

- Londres repousse le référendum sur l'UE - LeFigaro.fr

La coalition de David Cameron a échoué à voter la loi qui aurait assuré aux Britanniques de se prononcer sur leur appartenance à l'Europe.

Bob Neill, député conservateur du Grand Londres, aurait voulu graver dans le marbre législatif l'organisation d'un référendum sur la place du Royaume-Uni dans l'UE en 2017. À l'heure actuelle, seul le premier ministre, David Cameron, s'est engagé à donner

la possibilité aux Britanniques de trancher l'avenir de leur pays au sein de l'Europe: le référendum européen ne figure ni dans le programme électoral des travaillistes, ni dans celui des libéraux-démocrates. Si les conservateurs ne remportent pas une majorité absolue de sièges à la Chambre des communes à l'issue des prochaines élections législatives, rien ne garantit donc que le référendum européen aura bien lieu.

Or, la proposition de loi défendue par M. Neill adoptée en première lecture le 17 octobre dernier à la Chambre des communes ne pourra être soumise à une deuxième lecture d'ici aux élections du 7 mai 2015. Les libéraux-démocrates, qui font partie de la coalition au pouvoir, s'y sont opposés après l'échec de négociations avec les conservateurs. Les pro-européens exigeaient l'examen d'une de leurs propositions de loi. Les conservateurs s'y sont opposés.

Fort déçu de cet échec, l'eurosceptique Bob Neill a accusé les centristes d'avoir «*utilisé des tours de passe-passe parlementaires pour refuser aux Britanniques leur mot à dire sur leur appartenance à l'Union européenne*». Les libéraux-démocrates ont affirmé que les conservateurs avaient eux-mêmes saboté leur proposition de loi à des fins électoralistes: en l'absence de loi sur le référendum, les conservateurs pourront continuer d'affirmer que voter pour eux est la seule façon pour les Britanniques d'obtenir l'organisation d'un vote sur l'UE en 2017.

Concrètement, cela veut dire que le débat sur l'Europe va continuer de saturer plus que jamais les ondes médiatiques à l'approche des élections, d'autant que David Cameron a créé la semaine dernière un sujet de discorde supplémentaire avec Bruxelles, en contestant la rallonge budgétaire réclamée par la Commission. Des gages pour les eurosceptiques

En allant directement au clash avec les institutions européennes, le premier ministre britannique a voulu montrer aux eurosceptiques et aux europhobes sa détermination à contester le fonctionnement actuel de l'UE. Or, rien ne dit que Cameron parviendra de cette façon à endiguer l'irrésistible montée de l'UK Independence Party de Nigel Farage dans les sondages, à un mois d'une élection partielle dans le Kent qui devrait conduire à l'élection d'un second député Ukip. lefigaro.fr 29.10

#### Commentaires d'internautes

1- "*Il est vrai que l'Oncle Sam a déjà dit non, donc...*"

2- "*Ce referendum est une blague il n'aura jamais lieu. Cameron est un démagog qui cours derrière l'UK IP sans jamais le rattraper.*"

*La GB ne partira jamais seul, isolé elle aurait trop à perdre à devoir négocier de nouveaux accords bilatéraux avec le reste de l'UE (pour commercer l'UE lui imposera ses normes sans que la GB ait son mot à dire).*

*Plombé par l'UKIP et la médiocrité de Cameron les conservateurs vont perdre les prochaines élections et les travaillistes et les lib dem qui ne veulent pas de ce référendum seront au pouvoir."*

#### 2- Syrie

##### Le prétexte...

- Syrie: l'émissaire de l'ONU veut des zones de cessez-le-feu pour l'aide humanitaire - AFP

##### Une diversion

- Syrie: les raids américains contre l'EI pourraient profiter à Assad - AFP

.. et la cible : Assad.

Les Américains ont équipé en drones l'Emirat islamique pour qu'il surveille l'armée de la République arabe syrienne pour leur compte.

- D'où viennent les drones de Daesh? - french.irib.ir

L'OSDH, vitrine médiatique des opposants pro-occidentaux d'Assad, confirme ceci : Selon les informations, en provenance de la Syrie, Daesh possède, effectivement, des drones ! Citée par An-Nashra, l'OSDH ajoute : "*Daesh utilise, sur une vaste échelle, des drones de reconnaissance, dans les zones qu'il contrôle, à savoir, à Raqqa, à rif d'Alep et à Deir ez-Zor*". Mais cette information suscite, évidemment, la question suivante: où Daesh s'est-il procuré les drones, appareils, dont la fabrication et l'usage, ainsi que l'entretien demandent une haute technicité?

Créé de toutes pièces, par les services de renseignement occidentaux et le Mossad, Daesh ne peut être doté des drones que

par l'intermédiaire de ses créateurs ! Sur les hauteurs du Golan, où la milice takfirie Al-Nosra se bat contre l'armée syrienne et le Hezbollah, à l'aide d'Israël, les drones nosratistes sont de fabrication israélienne. Pour le reste du territoire syrien, les drones de fabrication occidentale ont été achetés, par Riyad, et trafiqués, à destination de Daesh, via la Turquie. La question est, donc, la suivante : qui commande ces drones ? Difficiles de croire les égorgeurs de Daesh être capables de faire piloter ces appareils. Le Centcom ne se trouverait-il pas plutôt quelque part, dans des bases aériennes US, en Turquie, en Arabie ou en Jordanie?  
french.irib.ir 30.10

### 3- Burkina Faso

- Burkina: l'armée prend le pouvoir après une journée d'émeute contre Compaoré - AFP

L'armée a pris le pouvoir jeudi soir au Burkina Faso, annonçant la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée et instaurant un couvre-feu, après une journée d'émeute contre le régime de Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 27 ans.

Assemblée nationale incendiée, télévision publique prise d'assaut, violences en province, appels à la démission du président: le Burkina s'est enflammé jeudi, et cette crise d'une ampleur exceptionnelle en Afrique subsaharienne a provoqué l'intervention des militaires.

Le président Blaise Compaoré, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1987, ne s'est pas exprimé depuis samedi. Il devrait le faire à 20H00 locales et GMT sur deux radios de Ouagadougou, selon des journalistes de ces stations, dont l'AFP n'a pu joindre les directions.

Les pouvoirs exécutifs et législatifs seront assumés par un organe de transition, avec l'objectif d'un retour à l'ordre constitutionnel "*dans un délai de douze mois*", selon un communiqué du chef d'état-major des armées Nabéré Honoré Traoré, lu par un officier lors d'une conférence de presse.

Un couvre-feu est imposé "*sur l'ensemble du territoire de 19h à 6h*" pour "*préserver la sécurité des personnes et des biens*".

La prise de pouvoir de l'armée est pour l'instant assez mal acceptée par les manifestants, a constaté un journaliste de l'AFP. Quelques centaines d'entre eux ont appelé à des sit-in dans la capitale pour éviter ce coup d'Etat.

Les responsables de l'opposition n'ont pour l'instant pu être joints par l'AFP.

Plus tôt dans la journée, le régime avait tenté de calmer les esprits en annonçant l'annulation du vote du projet de révision constitutionnelle, prévu jeudi, qui avait mis le feu aux poudres.

Face à ce que le gouvernement sénégalais a qualifié de "*soulèvement populaire*", l'Union africaine a fait part de sa "*profonde préoccupation*" et appelé "*toutes les parties concernées à faire preuve de la plus grande retenue*".

L'Union européenne a lancé un appel à "*engager rapidement un dialogue*" et à mettre fin aux violences.

Partenaires du Burkina Faso, qui joue un rôle-clé dans l'instable zone sahélienne, Paris et Washington étaient auparavant montés au créneau. La France, ex-puissance coloniale, a plaidé pour un "*retour au calme*" et les Etats-Unis ont exprimé leur "*vive inquiétude*". L'ONU, comme l'UA, a décidé d'envoyer sur place un émissaire.

Dans l'après-midi, les grandes manoeuvres ont commencé. Le général en retraite Kouamé Lougué, à qui des dizaines de milliers de manifestants ont demandé de prendre le pouvoir, a rencontré le chef d'état-major Nabéré Honoré Traoré, ainsi que les plus hauts gradés du pays.

Très apprécié des troupes et de la population, Kouamé Lougué, ancien chef d'état-major et ministre de la Défense jusqu'à son limogeage en 2003, s'est aussi entretenu avec une autorité coutumière très respectée dans le pays, le Mogho Naba, le "*roi*" des Mossi, l'ethnie la plus nombreuse au Burkina.

"*L'armée est soudée avec le peuple*", avait affirmé Bénéwendé Sankara, l'un des ténors de l'opposition, demandant "*la démission pure et simple du président Blaise Compaoré*".

Ces tractations se sont ouvertes après que la capitale Ouagadougou a sombré dans le chaos dans la matinée, sous l'oeil de forces de l'ordre plutôt passives.

Les violences ont fait au moins un mort, un homme tué à quelques centaines de mètres du domicile de François Compaoré, frère cadet du chef de l'Etat et personnalité influente du régime.

Aux abords du palais présidentiel, la tension restait palpable en fin d'après-midi. Plusieurs centaines de manifestants faisaient face aux soldats de la garde présidentielle. Certains soldats ont effectué des tirs de sommation.

Autre symbole du pouvoir attaqué: la Radiodiffusion télévision du Burkina (RTB). Plusieurs centaines de personnes sont entrées dans ses locaux, où elles ont pillé le matériel, avant de quitter les lieux. Les transmissions ont été coupées. La diffusion des programmes de Radio France Internationale (RFI) a également été interrompue à Ouagadougou.

Des troubles ont également été signalés à Bobo Dioulasso, deuxième ville du pays (sud-ouest). La mairie et le siège du parti présidentiel y ont été incendiés, selon des témoins.

Les vols en direction de Ouagadougou ont été annulés, mais un avion a décollé dans l'après-midi, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le Burkina a basculé dans la crise avec l'annonce, le 21 octobre, d'un projet de révision constitutionnelle portant de deux à trois le nombre maximum de quinquennats présidentiels.

Arrivé aux affaires il y a 27 ans à l'issue d'un putsch, le président Compaoré devait achever l'an prochain son dernier mandat, après deux septennats (1992-2005) et deux quinquennats (2005-2015).

Lui qui a déjà modifié deux fois l'article 37 de la Loi fondamentale, en 1997 puis en 2000, pour se maintenir au pouvoir, défend la stricte légalité de sa démarche pour cette troisième retouche.

Les opposants se prenaient ces derniers jours à rêver d'un renversement du régime, longtemps considéré comme l'un des plus stables de la région.

Un "*printemps noir au Burkina Faso, à l'image du printemps arabe*", lançait mercredi l'opposant Emile Pargui Paré.

Mardi, des centaines de milliers de personnes - un million, selon l'opposition - étaient descendues dans la rue à Ouagadougou pour dénoncer un "*coup d'Etat constitutionnel*". AFP 30.10

La référence au "*printemps arabe*" dont chacun a compris qui était derrière, est peut-être une indication pour mieux comprendre ce qui se trame en ce moment au Burkina Faso. Les prises de position suivantes le confirment.

En complément. Ils avaient décidé qu'il devait partir.

- Hollande poussait Compaoré à choisir un poste international après sa présidence - AFP
- Blaise Compaoré: Suicide mode d'emploi - Lexpress.fr
- Burkina : le président Compaoré annule l'état de siège et s'accroche au pouvoir - Francetv infoo
- Burkina: la France appelle au "*calme*" et à la "*retenue*" - AFP

Qu'il dise cela à ses gendarmes le dictateur !

---

## ECONOMIE

### Allemagne

- L'Allemagne introduit un nouveau péage routier controversé - Reuters

L'Allemagne a annoncé jeudi l'instauration à partir de 2016 d'un nouveau péage routier controversé qui obligera les automobilistes étrangers à déboursier jusqu'à 130 euros par an pour emprunter les autoroutes du pays.

Le plan, destiné à financer les infrastructures routières, risque d'être contesté par Bruxelles pour discrimination envers les automobilistes étrangers.

La nouvelle vignette pourra en effet être compensée par un allègement de la taxe dont doivent actuellement s'acquitter les propriétaires de voitures en Allemagne, si bien que dans les faits elle ne sera payée que par les étrangers, qui pourront la régler via internet ou dans les stations-service.

"*Cette taxe pour les infrastructures est raisonnable, équitable et juste*", a dit le ministre des Transports Alexander Dobrindt, ajoutant que les revenus du péage seraient affectés au seul entretien du réseau routier.

La vignette prendra en compte la cylindrée et l'empreinte écologique des voitures et sera de 130 euros par an au maximum. Les étrangers pourront en acheter pour des durées de 10 jours (10 euros) ou deux mois (22 euros).

Alexander Dobrindt, un des ténors de la CSU, a dit attendre 3,7 milliards d'euros de recettes dont trois milliards provenant des automobilistes allemands. Compte tenu de coûts de mise en place de près de 200 millions d'euros, la recette nette pourrait toutefois n'être que d'environ 500 millions d'euros par an.

La CSU, furieuse que le réseau autoroutier national soit gratuit pour les non résidents alors que les conducteurs allemands sont mis à contribution en France, en Autriche ou en Suisse, avait fait de ce projet une condition à son entrée au gouvernement après les élections législatives de l'an dernier.

La CDU et les sociaux-démocrates, également membres de la coalition, avaient exigé qu'il n'y ait pas de frais supplémentaires pour les automobilistes allemands et que la taxe soit conforme à la réglementation européenne qui interdit de discriminer les automobilistes étrangers.

L'Allemagne a déjà introduit un système de péage par satellite pour camions sur ses autoroutes, dont le montant est calculé en fonction des kilomètres parcourus. Reuters 30.10

[Haut de page ↗](#)